

ALEXANDRE CHLIAPNIKOV

1885-1937

Biographie d'un vieux bolchevik

Barbara C. Allen



Alexandre Chliapnikov

Liste des abréviations et des acronymes

Introduction

- 1 De la vieille-croyance au socialisme
- 2 Émigration et mouvement clandestin révolutionnaire
- 3 L'organisation des travailleurs au cours de l'année révolutionnaire 1917
- 4 Commissaire du peuple chargé du travail
- 5 La défense du pouvoir soviétique et des syndicats pendant la guerre civile
- 6 L'Opposition ouvrière et le débat sur les syndicats
- 7 Le début de la NEP et les syndicats
- 8 L'appel des 22 à l'Internationale Communiste
- 9 Politique factionnelle durant la période de la NEP
- 10 La fin de la NEP, l'industrialisation et la répression accrue
- 11 Exclusion du Parti
- 12 Exil, arrestation et prison

Épilogue : représailles sur la famille et réhabilitation

Conclusion

Traduction de l'anglais par Jean-Pierre Laffitte, 2022*

* Révision et édition : Ph. Bourrinet, juillet 2022.

Liste des abréviations et des acronymes

BBK : Complexe industriel de la mer Blanche et de la mer Baltique
CC : Comité Central du Parti Communiste Russe (les comités centraux des syndicats ne sont pas abrégés)
CCC : Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste Russe
GARF : Archives d'État de la Fédération de Russie
Glavki : Départements VSNKh (littéralement "comités principaux") de supervision des branches d'industrie
Glavmetall : Administration principale de l'industrie métallurgique
Gomzy : Association étatique des usines de construction mécanique
Gospromsvetmet : Association des entreprises d'État d'exploitation minière et métallurgie non-ferreuse
GPU : Administration Politique d'État
GUGB : Direction Générale de la Sécurité d'État
IWW : Industrial Workers of the World
Lenmashtrest : Trust de la Construction Mécanique de Leningrad
Metalloimport : Comité d'importation des métaux
Mezhsovprof : Conseil international des syndicats
MOGES : Station Hydroélectrique Oblast' de Moscou
Mosmashtrest : Trust de construction mécanique de Moscou
Narkomindel : Commissariat du peuple aux Affaires étrangères
Narkomprod : Commissariat du peuple aux ressources alimentaires
Narkomtorg : Commissariat du peuple au commerce
Narkomtrud : Commissariat du peuple au travail
NEP : Nouvelle Politique Économique
NKVD : Commissariat du peuple aux affaires intérieures
OGPU : Administration politique d'État unifiée
Orgburo : Bureau d'organisation du CC du Parti Communiste Russe
Politburo : Bureau politique du CC du Parti Communiste Russe
Profintern : Internationale Syndicale Rouge (ISR)
Prombank : Banque russe pour le commerce et l'industrie
RGAE : Archives d'État russe de l'économie
RGASPI : Archives d'État russe de l'histoire socio-politique
RKP(b) : Parti Communiste russe (bolchevik) = [PCR(b)]
RSDRP(b) : Parti Ouvrier Social-démocrate de Russie (bolchevik) = [POSDR(b)]
RSFSR : République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie
RVS/ Revvoensovet : Conseil Militaire Révolutionnaire
Sibbiuro : Bureau sibérien du PCR(b)
SNK/Sovnarkom : Conseil des commissaires du peuple
Sovnarkhoze : Conseil économique (organisme local du VSNKh)
SPO : Section Politique secrète
SDs : Sociaux-démocrates russes
SR : Socialistes révolutionnaires
STO : Conseil du Travail et de la Défense
TsA FGSB : Archives centrales du Service de sécurité fédéral
TsA ODM : Archives centrales des Mouvements sociaux de Moscou
Uralmet : Trust métallique de l'Oural
VSNkh : Conseil panrusse de l'Économie nationale
VTsIK : Comité Exécutif Central panrusse (du congrès panrusse des soviets)
VTsSPS : Conseil central panrusse des syndicats
Yugostal : Trust métallurgique du Sud

INTRODUCTION

Le destin d'Alexandre Chliapnikov a reflété à maints égards le cours du mouvement ouvrier révolutionnaire dans la Russie du tsarisme finissant et du soviétisme débutant. Né en 1885 dans la pauvreté dans une ville provinciale russe, il a été fasciné par le nouveau mécanisme complexe de l'industrialisation rapide de la Russie et, comme de nombreux jeunes provinciaux, il aspirait à devenir un métallurgiste qualifié. Indigné par la répression de l'autocratie tsariste et par le traitement patriarcal infligé aux ouvriers par les capitalistes industriels, il est tombé sous l'influence du marxisme révolutionnaire et il a mis ses talents au service de l'organisation des ouvriers dans des syndicats et dans les cellules du Parti bolchevik clandestin. En tant que métallo qualifié, il a fait partie de ces ouvriers révolutionnaires que les marxistes appréciaient en tant que les plus idéologiquement "conscients" et "avancés". La révolution de 1917 l'a élevé, lui et d'autres ouvriers, à des rôles importants de leader tandis que la lutte contre la contre-révolution et l'intervention étrangère durant la Guerre civile (1918-1921) les détournait de la consolidation du pouvoir ouvrier dans le Parti Communiste Russe et les syndicats. Chliapnikov, à son grand dépit, s'est très tôt rendu compte que la militarisation avait fait avorter ses rêves relatifs à l'initiative ouvrière dans la construction du socialisme. Mobilisant ceux qui partageaient ses vues, il a dirigé l'Opposition ouvrière (1919-21) qui appelait le parti et les syndicats à favoriser la maîtrise de la production par les ouvriers. Vladimir Oulianov (Lénine) et les autres leaders du Parti Communiste se sont opposés à ses propositions en soutenant que les ouvriers s'étaient déclassés au cours de la crise économique de 1917-21 et qu'ils avaient besoin de nombreuses années d'éducation avant que l'on puisse leur confier la gestion collective de l'économie. La position de Lénine l'a emporté, mais Chliapnikov a continué à défendre des opinions différentes sur le projet socialiste soviétique. Lors de la Grande Terreur de 1936-38, le régime de Joseph Staline l'a fait exécuter ainsi que d'autres anciens opposants, tout en poussant simultanément les organisations ouvrières à accroître la production dans l'intérêt de l'État à parti unique.

Beaucoup d'historiens ont analysé la façon dont les ouvriers russes se sont radicalisés, dans quelle mesure ils s'identifiaient aux buts des révolutionnaires marxistes, les tensions entre eux et les intellectuels radicaux (*l'intelligentsia*) dans des organisations de parti, ainsi que leur vie sous le régime soviétique¹. Bien que de nombreux biographes aient étudié *l'intelligentsia* bolchevique : Lénine, Staline, Léon Trotski, Nikolaï Boukharine et Alexandra Kollontaï, il n'y a eu que peu d'études portant sur la vie des membres ouvriers du parti². Les travaux de Reginald Zelnik sur Semen

¹ Wildman 1967; Zelnik 1995; Zelnik (ed.) 1999; Bonnell (ed.) 1983; Wynn 1992; Smith 1983; Aves 1996; Iarov 1999 et Rossman 2005.

² Service 1991; Volkogonov 1991, 1994, 1996; Deutscher 1959; Deutscher 1966; Tucker 1973 et 1990; Wolfe 1960; Ulam 1973; Swain 2006; Cohen 1980; Clements 1979 et Farnsworth 1980.

Kanatchikov et sur Matvei Fisher, qui ont établi des normes pour ce qui concerne l'histoire ouvrière russe, sont des exceptions remarquables. Contrairement à Chliapnikov, Kanatchikov et Fisher ont grandi dans des villages agricoles³. Plus récemment, des archives déclassifiées ont livré du matériel alléchant pour l'établissement de deux biographies de Nikolaï Iejov qui, de métallo, est devenu le chef de la police secrète (NKVD) sous Staline, lequel l'a utilisé pour orchestrer la Grande Terreur, puis l'a fait exécuter. Iejov cultivait en lui de la haine pour les classes supérieures à cause de la pauvreté et de la cruauté dont il a été quotidiennement le témoin dans sa jeunesse à Saint Pétersbourg. En tant que stalinien dévoué, sa carrière a grimpé au fur et à mesure que celle du vieux bolchevik, Chliapnikov, dégringolait, bien que tous deux aient connu la même fin⁴. Chliapnikov qui avait étudié le marxisme plus intensivement que cet homme plus jeune que lui et qui, contrairement à celui-ci, avait participé aux syndicats et aux partis de l'Europe occidentale, possédait des points de vue plus complexes et plus nuancés. Les années que Chliapnikov avait passé en Europe occidentale l'avaient distingué de Mikhaïl Tomski, l'ouvrier que Staline a évincé du Politburo et de la direction de syndicats en 1929 en tant qu'opposant de droite, et qui s'est suicidé en 1936, terrifié qu'il était par la perspective de son arrestation, de la torture et du procès public. Tomski a voyagé à l'étranger pour des conférences de parti, mais il n'a pas passé beaucoup de temps dans d'autres pays⁵.

Les actions et les déclarations de Chliapnikov tout au long de la période soviétique fournissent un contrepoint au récent consensus anglo-américain selon lequel le discours stalinien, en tant que couronnement de la dynamique eschatologique qui traversait le bolchevisme, a été hégémonique durant les années 1930. Stephen Kotkin a inspiré cette interprétation dans son ouvrage novateur : *Magnetic Mountain* [Montagne magnétique], dans lequel il envisageait que Staline et ses idéologues avaient employé le "parler bolchevik" comme le langage de la nouvelle civilisation qu'ils créaient ; cependant, son argument n'exclut pas la possibilité de multiples discours bolcheviks. Suivant les conclusions de Kotkin, Jochen Hellbeck, un érudit éminent de la subjectivité soviétique, a utilisé des journaux intimes choisis afin d'éclairer la façon dont leurs auteurs fabriquaient de nouveaux concepts qui étaient conformes aux injonctions staliniennes afin de survivre à la terreur politique et de réussir dans leur ascension sociale. Dans un ouvrage qui complète celui de Hellbeck, Igal Halfin a fait l'historique du discours du mouvement révolutionnaire russe depuis l'époque de la fin du tsarisme jusqu'à celle de la terreur stalinienne en le situant comme étant l'élément moteur des évènements politiques⁶. Contrairement aux sujets de Hellbeck, Chliapnikov s'efforçait d'être un modèle prolétarien avant la révolution. En tant que vieux bolchevik, il avait les qualifications et la confiance en soi pour contester la reconceptualisation postrévolutionnaire du modèle. De surcroît, ainsi que cette biographie va le démontrer, il se moquait du discours stalinien que Halfin a présenté comme étant essentiel pour l'identité d'un membre du parti dans les années 1930. Chliapnikov appartenait à une culture révolutionnaire russe

³ Kanatchikov 1986 et Zelnik 1976.

⁴ Jansen et Petrov 2002; Getty et Naumov 2008.

⁵ Wynn 2012.

⁶ Kotkin 1995; Hellbeck 2006; Halfin 2000, 2007, 2009; Ree 2010 et Krylova 2000.

différente qui recélait du potentiel pour des résultats autres que ceux obtenus avec le cap choisi par Staline.

Étant donné que les historiens staliniens ont lancé l'anathème contre le nom de Chliapnikov, à la fois les Russes et les Occidentaux ne savaient que peu de choses sur lui durant la Guerre froide. Sous Nikita Khrouchtchev, des spécialistes ont utilisé ses ouvrages comme sources historiques, mais ils étaient obligés de décrire ses opinions comme nocives. À l'Ouest, ce sont les rivaux socialistes modérés des bolcheviks (les mencheviks et les socialistes révolutionnaires) qui ont longtemps donné le ton dans l'historiographie occidentale pour interpréter le bolchevisme. Beaucoup se souvenaient de Chliapnikov comme d'un partisan pur et dur de Lénine, ayant peu de points de vue indépendants et se consacrant par-dessus tout au triomphe du Parti bolchevik⁷. La plupart des travaux secondaires d'avant 1991 portant sur l'histoire soviétique, ou bien sur l'histoire du début du Parti Communiste, ne fournissent que des informations sommaires sur lui. Ces témoignages succincts ne pouvaient pas retracer la façon dont il s'est transformé, à partir d'un adepte apparemment loyal de Lénine, en le chef d'un mouvement d'opposition à l'intérieur du Parti Communiste. Du fait du manque de sources, beaucoup de ces travaux ne sont pas arrivés à discerner qu'il a eu parfois des divergences avec Lénine avant 1917⁸.

Pourtant la fascination exercée par Chliapnikov et par l'Opposition ouvrière a persisté en Occident. Aussi bien les livres et les articles de Chliapnikov que les débats relatifs aux congrès du Parti Communiste Russe qui ont été publiés ont rendu certains de ses points de vue accessibles aux historiens qui lisent le russe. D'autres ont appréhendé ses opinions au travers du regard que Kollontaï portait dans sa brochure sur l'Opposition ouvrière, laquelle a été publiée pour le X^e Congrès du Parti Communiste en 1921, et traduite en anglais, en français et en allemand⁹. Un public populaire aurait fait connaissance avec lui par le biais de l'œuvre monumentale de *La Roue rouge* d'Alexandre Soljenitsyne qui a utilisé les mémoires de Chliapnikov comme source, ainsi que dans le discours de 1975 prononcé par l'écrivain devant le public de l'AFL-CIO (American Federation of Labor – Congress of Industrial Organisations). Louant Chliapnikov pour avoir « exprimé les véritables intérêts des travailleurs au sein de la direction communiste », Soljenitsyne a prétendu de manière exagérée « qu'avant la Révolution, c'était Chliapnikov qui dirigeait tout le Parti Communiste en Russie – et non pas Lénine, qui était un émigré »¹⁰. L'auteur semble avoir utilisé Chliapnikov afin de favoriser son propre programme anti-communiste en dépeignant le chef de l'Opposition ouvrière comme un idéaliste doté d'une véritable âme russe, et qui a été trahi par Lénine et les autres intellectuels cosmopolites. Avant l'effondrement de l'Union soviétique, Larry E. Holmes a écrit sur l'Opposition ouvrière et plusieurs étudiants de troisième cycle ont défendu des thèses sur Chliapnikov, mais tous ont effectué leurs recherches sans avoir eu accès aux archives confidentielles¹¹. Jusqu'à ce que la correspondance privée de

⁷ Sukhanov 1962 et Tsereteli 1963.

⁸ Daniels 1988; Schapiro 1956 et Sorenson 1969.

⁹ Kollontaï 1921b.

¹⁰ Soljenitsyne 1972, 1976 et 1983–91.

¹¹ Holmes 1990; Spencer 1981; Glen 1973 et Peterson 1987.

Chliapnikov et d'autres documents d'archive ne soient rendus accessibles, les historiens ne savaient que peu de chose sur sa personnalité et son caractère qui ont insufflé sa politique. À la fin des années 1980, sous Mikhaïl Gorbatchev, les vannes de l'information se sont finalement ouvertes.

Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, des spécialistes ont exploité les archives qui étaient auparavant d'un accès restreint¹². Des spécialistes russes postsoviétiques ont utilisé les sources nouvellement accessibles pour étudier Chliapnikov et l'Opposition ouvrière, mais certains avaient une intention cachée, politique ou personnelle, tandis que tous étaient sous-informés quant aux débats récents qui ont eu lieu dans l'historiographie occidentale. En 1993, Vladimir Naumov a publié une courte biographie de Chliapnikov qui avait pris corps à partir de son travail dans le Comité du gouvernement soviétique pour la réhabilitation des victimes de la répression stalinienne¹³. Par conséquent, Naumov mettait l'accent sur l'attachement de Chliapnikov à l'égard de Lénine et il ignorait les fortes critiques périodiques qu'il adressait aux points de vue de Lénine. La fille de Chliapnikov, Irina, une chimiste de formation, a écrit une biographie partielle non publiée de son père, motivée par le désir de retrouver ses réalisations à travers les déformations de l'ère soviétique. Plus récemment, un historien russe a manifesté une appréciation renouvelée pour les mémoires historiques de Chliapnikov en les classant parmi les plus précieux de ceux écrits par des socialistes russes sur l'histoire du soviét de Petrograd en 1917¹⁴. Parmi la nouvelle génération d'historiens russes, il y a une spécialiste de l'Opposition ouvrière, Tatiana Sandu, dont la thèse a trouvé d'importantes différences entre les groupes provinciaux de l'Opposition ouvrière et ses leaders centraux en termes de buts et de méthodes. Soutenant que les conflits entre les comités locaux du Parti et les syndicats résultaient de différends de principe, elle contestait un consensus récent parmi les historiens russes postsoviétiques selon lequel ces disputes portaient principalement sur l'accès au pouvoir et aux privilèges¹⁵. Néanmoins, son étude était limitée à quelques années et elle n'incluait pas l'accès aux matériaux confidentiels que j'ai consultés au cours de mes recherches aux Archives Centrales du Service de Sécurité Fédéral à Moscou (TsA FSB) et dans les dossiers de la Commission Centrale de Contrôle du Parti. Les dossiers personnels des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête par la Commission Centrale de Contrôle dans les années 1920-1930 ne sont plus aussi accessibles qu'ils l'étaient lorsque j'ai mené mes recherches en 1995, et ceci du fait des frais occasionnés par leur transfert à Moscou, soit physiquement, soit dans un format numérisé, depuis leur emplacement dans une zone militaire fermée. Les Archives Centrales du Service de Sécurité Fédéral n'ont jamais été officiellement ouvertes aux chercheurs, et par conséquent la possibilité pour moi et quelques autres étrangers d'y mener des recherches dans les années 1990 a été une occasion rare.

Les investigations de la Commission Centrale de Contrôle (CCC) sur Chliapnikov dans les années 1920, son éviction du Parti en 1933, ses interrogatoires par le NKVD en 1935-1936 et sa correspondance personnelle

¹² Hagen 1993.

¹³ Naumov 1993.

¹⁴ Ratchkovski 2011.

¹⁵ Sandu 2006; les autres thèses russes récentes sont celles de Kornilova 2008 et de Rakov 2012.

remarquablement franche, révèlent beaucoup de choses sur la manière dont Staline a accru son contrôle sur le Parti et comment les opposants comme Chliapnikov ont manœuvré en réponse. Les dossiers du NKVD que j'ai consultés incluaient non seulement un jeu complet de comptes rendus d'interrogatoire originaux, écrits à la main, de Chliapnikov et de son camarade Sergei Medvedev, mais aussi d'épaisses chemises de lettres, de documents et de notes de journaux, qui leur avaient été confisqués. D'autres documents précieux, qui ont été exploités pour ce livre, comprennent la correspondance non publiée de Chliapnikov avec Lénine et d'autres bolcheviks, avant et après la Révolution, ses souvenirs et ses notes de journal publiés ou non-publiés, les journaux de Kollontaï, les procès-verbaux syndicaux, et les notes des réunions de l'Opposition ouvrière. C'est ainsi que ma recherche sur Chliapnikov apporte de nouveaux et riches détails sur la formation de ses principes, sur son attitude politique et sur le mécanisme du Parti Communiste et de la répression. Cette biographie examine la vie de Chliapnikov principalement au travers de sa formation et de ses positions politiques, mais elle tente également d'établir un rapport entre des conclusions importantes le concernant et des approches historiographiques récentes, telles que les changements culturels et linguistiques. Chliapnikov a écrit bien moins à propos de la théorie politique que ne l'ont fait d'éminents dirigeants bolcheviks ayant une plus grande éducation universitaire (Lénine, Trotski, Boukharine), de sorte que cette étude combine la discussion de ses idées avec la façon dont il a essayé de les mettre en œuvre par le biais de son travail d'organisation et d'administration. En suivant une approche chronologique, le Chapitre 1 explore l'éducation de Chliapnikov parmi les dissidents religieux (les vieux-croyants), ses premières expériences de travail et son initiation au mouvement révolutionnaire. Le Chapitre 2 traite de ses expériences en Europe occidentale (1908-16), il montre ce qu'il a appris auprès des syndicats et des partis socialistes de là-bas, et il explore les influences formatrices de Lénine et de Kollontaï sur lui. Les Chapitres 3 et 4 examinent son travail pour mettre sur pied le Syndicat des métallurgistes en Russie au cours des révolutions de 1917 et ses tentatives, en tant que commissaire soviétique au travail, pour donner un rôle aux syndicats dans le gouvernement. La préoccupation croissante de Chliapnikov à propos de la perte d'autonomie des travailleurs et ses mesures pour l'affronter, qui ont culminé dans la formation de l'Opposition ouvrière, sont détaillés dans les Chapitres 5 et 6. Dans les Chapitres de 7 à 9, sa lutte initiale pour conserver le contrôle du Syndicat des métallos et adapter leurs idéaux aux conditions de la Nouvelle Politique Économique se réoriente vers la prise de conscience que la Russie soviétique n'a pas fourni le contexte pour réaliser sa vision. Refusant de falsifier son passé révolutionnaire et défendant fermement un bolchevisme qui n'était pas conforme aux préceptes staliniens, Chliapnikov (Chapitres 10 à 12) s'est plongé dans le travail consistant à reconstruire l'industrie soviétique et à préserver ses souvenirs du mouvement révolutionnaire dans les histoires qu'il écrivait. Arrêté lors des Grandes Purges, il a refusé de reconnaître des accusations saugrenues à la fois lors des interrogatoires du NKVD et lorsqu'il a été condamné à être exécuté en septembre 1937. Par conséquent, ce comportement sape l'opinion classique selon laquelle les vieux bolcheviks avouent pour le bien du Parti. La perception de soi de Chliapnikov a été formée par son héritage familial de contestation

religieuse, par le travail d'usine qualifié dont il était fier, par l'organisation de ses camarades ouvriers, en tant que leader postrévolutionnaire et en tant qu'opposant ; à la base, il y avait un sens de l'autonomie individuelle que les serviteurs idéologiques de Staline ont essayé, sans aucun succès, de supprimer. Alors que les dirigeants du Parti manipulaient les opposants et réprimaient le factionnalisme, la conformité et la résistance n'étaient pas les seuls moyens qu'avaient les bolcheviks dissidents pour répondre à la pression de Staline. Chliapnikov a tenté prudemment de maintenir une position autonome dans la politique du Parti en mettant ses talents d'organisation au service de l'industrialisation de la Russie soviétique. Il espérait que le développement industriel sous direction communiste améliorerait la vie de travailleurs, mais il ne pouvait balayer les soucis provoqués par les défauts dans la démarche de Staline qui savaient le but humaniste. L'histoire de sa vie enrichit notre compréhension de l'histoire soviétique et de la culture politique russe.

CHAPITRE PREMIER

De la Vieille croyance au socialisme

En 1935, accusé de crimes politiques, Alexandre Chliapnikov se trouvait dans une lointaine prison de l'Oural, séparé de sa femme et de ses trois jeunes enfants qui étaient, eux, à Moscou. Ses pensées revenaient vers l'enfance, quand lui et ses frères et sœurs ont grandi au milieu de sévères privations, en l'absence de leur père. Il a commencé à écrire des mémoires sur son enfance, comme l'ont fait d'autres victimes de Staline. Déjà écrivain expérimenté, il avait rédigé des mémoires historiques assez longs sur le mouvement révolutionnaire à destination d'un large public, mais il a écrit ses mémoires de prison pour son fils Yuri, dans un style accessible à un enfant de neuf ans intelligent et bien éduqué, et avec un contenu adapté à cet âge-là. Son manuscrit a été conservé dans les dossiers de la police secrète et il n'a été remis à sa famille qu'après l'effondrement de l'URSS. Étant donné le public visé, il diffère des souvenirs publiés par des ouvriers bolcheviks. Bien qu'il ait eu assurément l'intention de faire passer ses mémoires à ses enfants au moyen de ce document, celui-ci reflétait également sa compréhension révisée de l'environnement qui l'a transformé en un révolutionnaire et il en a fait quelque chose comme un point de rupture avec les autobiographies ouvrières habituelles publiées au cours des années 1920 et une source précieuse pour ce chapitre. En langage simple, Chliapnikov dévoilait une interprétation de son éducation comme ayant été profondément façonnée par la dissidence religieuse. Détaillant ses frasques, ses craintes et ses rêves, il offrait à son fils un modèle de masculinité et des leçons de morale qui mettaient l'accent sur l'éducation, le sérieux et la loyauté envers la famille et les amis. La source reflète aussi les changements que la Russie a subis dans les années 1890, comme le déploiement d'une industrialisation à grande échelle qui a été facilitée par les politiques du ministre des Finances le comte Serge Witte ; le commerce de la Russie s'est accru et son économie a attiré des capitaux destinés à être investis dans l'industrie. La croissance rapide de la main-d'œuvre industrielle moderne a encouragé les socialistes russes à faire de la propagande pour les idées marxistes parmi les ouvriers. Les mémoires se terminent par un moment crucial, c'est-à-dire la première visite de Chliapnikov à Sormonovo, un centre de l'industrie métallurgique avancée en Russie, en 1896, quand il avait 11 ans. Sa décision de devenir ouvrier métallurgique l'a exposé à l'influence du socialisme révolutionnaire, laquelle ne s'est intensifiée que lorsqu'il a participé à la Révolution de 1905 et qu'il a souffert des dures répressions qui se sont ensuivies. Ces expériences ont transformé l'orientation de sa vie¹.

¹ Chliapnikov 1935; Boukharine 1998 et 2007; Kanatchikov 1986; Gambarov et autres (dir.) 1989; Wcislo 2011.

La petite enfance à Murom

Située sur la rivière Oka, à environ trois cents kilomètres à l'est de Moscou, Murom, le lieu de naissance de Chliapnikov, était accessible par train depuis Moscou et Saint-Petersbourg et par bateau-vapeur depuis le centre commercial de Nijni-Novgorod. Ville ancienne, avec un riche héritage résultant à la fois de ses premiers habitants finnois et des Slaves qui les ont assimilés en l'an 1000 environ de notre ère, le passé de la ville était imprégné tout autant de légende que d'histoire. Non seulement elle tirait sa renommée du fait d'être l'origine du légendaire guerrier russe Ilya Muromets, mais des archives attestent que le tsar Ivan le Terrible a bâti une cathédrale dans cette ville afin de célébrer sa victoire sur les Tatars de Kazan. À la fin du XIX^e siècle, Murom faisait partie de la région industrielle centrale de la Russie ; les industries locales comprenaient la métallurgie, le textile et une fabrique d'allumettes. Sa population de plus de quinze mille habitants était composée de la petite noblesse, du clergé, de citadins et de paysans, qui étaient les quatre statuts sociaux héréditaires dans lesquels la Russie était divisée avant les Grandes Réformes de 1860-70². Les limites entre les statuts sociaux sont devenues plus fluides à la fin du XIX^e siècle lorsque la Russie s'est modernisée, mais, malgré les catégories de classe qui émergeaient, elles marquaient encore la trajectoire sociale de l'individu³. La population était majoritairement russe, elle ne comprenait que quelques minorités nationales, de sorte que les habitants de la ville n'avaient que peu d'occasions d'envisager la Russie comme un Empire multiethnique, à moins qu'ils ne voyagent vers de grandes villes ou vers la périphérie. Les élites cultivées et les Russes des régions frontalières étaient plus conscients de la diversité de l'Empire⁴. L'enfance dans une petite ville distinguait Chliapnikov d'ouvriers bolcheviks tels qu'Iejov et Tomski qui ont grandi à Saint-Petersbourg ou dans ses environs, et que Kanatchikov qui a passé ses premières années à la campagne et qui n'a vu une usine pour la première fois que quand il est venu travailler à Moscou à l'âge de 16 ans et demi⁵.

Étant donné que la Russie était paysanne à une écrasante majorité, des citadins comme Chliapnikov étaient une minorité dans le pays dans son ensemble, mais, à bien des égards, son enfance a été typique. Il était de nationalité russe, il a fréquenté pendant trois ans à l'école primaire et il est allé travailler tôt. Son intelligence et son intense ambition le distinguaient de beaucoup d'autres enfants pauvres. La rue de l'Usine où il a grandi se situait dans le quartier où vivaient la plupart des gens pauvres, et nombreux étaient ceux qui travaillaient dans les usines locales (d'où le nom de la rue), mais sa famille et d'autres vivaient quand même dans leurs propres maisons (et non pas dans des appartements), avec jardins potagers et arbres fruitiers, ce qui signifiait qu'il était mieux nourri que Tomski et Iejov, mais moins que Kanatchikov⁶. Dans son enfance, se rappelait-il, il a appris à accorder de

² Brokgauz et Efron 1897, vol. 20, p. 216–18. La population comprenait 232 personnes de la petite noblesse, 279 du clergé, 2 134 marchands and citoyens d'honneur, 9 376 citadins héréditaires et 3 235 paysans.

³ Clowes et autres. (dir.) 1991.

⁴ Tolz 2011; Sunderland et Norris (dir.) 2012.

⁵ Wynn 2012, p. 120–1; Kanatchikov 1986, p. 7–8.

⁶ Chliapnikov 1935, p. 33, 40; Wynn 2012, p. 120; Getty et Naumov 2008, Chapitre 2.

l'importance au sérieux, au travail acharné, à la compassion, à l'honnêteté, à la rigueur et au monde de la nature, mais il a également appris que de nombreuses voies de mobilité sociale lui étaient fermées en raison de sa classe et de sa religion.

La colère contre les autorités oppressives et le désir de justice sociale parfumaient les souvenirs d'enfance de Chliapnikov ; ces sentiments naissaient de son identité en tant que vieux-croyant de la secte sans prêtres des Pomortsi. L'Église orthodoxe russe s'est divisée au XVII^e siècle parce que les vieux-croyants s'opposaient à la réforme du rituel et de la liturgie de l'Église russe, laquelle était destinée à les rendre compatibles avec la pratique des autres Églises orthodoxes orientales. Les vieux-croyants accordaient une grande importance au dur labeur et à l'adhésion à un code moral strict, ce qui incluait l'abstinence en matière de tabac et d'alcool, et leur foi a souvent servi d'idéologie aux opposants au pouvoir d'État croissant et à la centralisation. La vieille-croyance était l'idéologie principale de contestation en Russie avant l'arrivée du socialisme en provenance de l'Occident. C'est l'un de ses martyrs les plus opiniâtres, l'archiprêtre Avvakum, qui a rédigé la première autobiographie en Russie, laquelle a inspiré de nombreuses générations de vieux-croyants pour conserver leur foi. L'un des premiers fondateurs de la vieille-croyance a été l'archiprêtre Loggin de Murom. Depuis que les vieux-croyants cachaient leur foi afin d'éviter les persécutions, l'estimation de leur nombre est difficile, mais il y en avait probablement des millions à la fin du XIX^e siècle⁷. Étant donné qu'ils rejetaient la légitimité et l'autorité de l'Église orthodoxe russe, les vieux-croyants étaient fréquemment harcelés et persécutés. Des récits d'exploitation et d'abus de pouvoir exercés par des prêtres, par la police, et par d'autres autorités, ont fait partie de la précoce vision du monde de Chliapnikov. L'expérience de la persécution religieuse l'a aidé à développer des capacités de pensée critique, des facultés d'argumentation, et de la ténacité dans la défense de ses croyances. Plus tard, il a estimé que son expérience précoce de la persécution religieuse a représenté une préparation « à la lutte et au martyre »⁸. Ses racines dans la vieille-croyance l'ont distingué de la plupart des autres leaders bolcheviks.

Les conditions sociales des familles pauvres signifiaient que beaucoup de jeunes hommes russes, et pas seulement des révolutionnaires en herbe, avaient des relations difficiles ou inexistantes avec leurs pères. Ceci a été vrai pour Tomski, qui était un enfant illégitime, pour Kanatchikov, dont le père le battait, et pour Iejov. À l'âge de trois ans, Chliapnikov a perdu son père Gavril qui s'est noyé au cours d'une sortie avec des amis. Fils d'un propriétaire de moulin, Gavril avait eu différents emplois qualifiés et semi-qualifiés. L'un des premiers souvenirs d'Alexandre était qu'il accompagnait sa mère Khioniya lorsqu'elle est allée récupérer le corps de Gavril au bord de la rivière et qu'ensuite il assistait aux funérailles. Le fait que les amis de son père aient été trop avinés pour le sauver lui a laissé une profonde impression à propos des dangers de l'ébriété. En outre, la mort de Gavril a occasionné aux personnes qui étaient à sa charge de grandes privations qui ont été légèrement

⁷ Robson 1995, Zenkovski 2006; Avvakum 1979; Michels 1999, p. 52–3. En 1896, il y avait 35 vieux-croyants dans la ville de Murom et 1130 dans les environs, à comparer aux 15 572 orthodoxes dans la ville et aux 114 385 dans les environs (Brokgauz et Efron 1897, vol. 20, p. 216–18).

⁸ Chliapnikov 1935, p. 5, 14; Gambarov et autres (dir.) 1989, vol. 3, p. 244–5, autobiographie de Chliapnikov.

soulagées par l'aide financière destinée aux veuves et aux orphelins qu'ils recevaient en tant que membres de la citadinité [*meshchanstvo*]. Khioniya gagnait de l'argent en lavant du linge, en cousant, en vendant de la farine sur le marché, en louant de l'espace à des locataires et en nettoyant les sols d'une usine. Chliapnikov se souvenait qu'il avait accompagné sa mère à l'usine où il a admiré les forges métallurgiques et les machines à vapeur. Mais bien plus souvent il était enfermé à la maison avec sa plus jeune sœur Maria. Affamé et effrayé par des monstres dans l'obscurité, il avait peur que sa mère, ainsi que son frère et de sa sœur plus âgés, Anna et Peter, ne se noient dans la rivière où ils étaient allés laver le linge⁹.

Le mémoire de Chliapnikov relatif à son enfance fournit bien plus de détails personnels et de subtilités émotionnelles que les sources sur les premières années de Tomski et d'Iejov. L'orientation pédagogique du mémoire offrait à Yuri des leçons que son père n'aurait pas la possibilité de lui enseigner en personne. Des récits sur les jeux d'enfance peuvent avoir dirigé Yuri vers des activités bénéfiques et l'avoir détourné d'activités dommageables, mais ils servaient aussi à le divertir. Les histoires de pauvreté étaient égayées de souvenirs plus positifs concernant des plaisirs pris lors des jours fériés religieux et des distractions à l'occasion de la fête annuelle [*yarkmarka*] qui comprenaient des tours de manège et le spectacle de marionnettes Petrouchka. Les thèmes tirés de la fête foraine s'infiltraient dans le jeu imaginaire et ils semblent avoir façonné les perceptions de jeunesse des gens dans des pays lointains. Selon, Chliapnikov, il a acquis ses qualités importantes de meneur parmi ses pairs en dirigeant d'autres garçons dans des jeux de *lapta* (semblable au baseball ou au cricket) et aux osselets qui servaient non seulement de billes, mais aussi de "bonshommes" dans une pièce de fiction. Un autre jeu favori consistait à commander un « paquebot » qui « coulait », ce qui exigeait de lui qu'il sauve les passagers. Décrivant des bagarres avec des garçons habitant d'autres rues, Chliapnikov insistait sur sa désapprobation des conflits violents chez les adultes et le besoin pour les garçons d'éviter de s'en mêler. Étant donné son comportement ultérieur dans les grèves et les manifestations, il semble probable que dans son enfance il ait conduit et lancé des pugilats, mais, en tant que père, il aurait voulu ne pas exposer son fils à des ennuis. Quand de temps à autre il se conduisait mal, il se souvenait que sa mère le menaçait de le fouetter avec une ceinture ou une verge, mais ses mémoires ne fournissent aucun témoignage qu'un adulte l'ait maltraité dans son enfance, contrairement aux expériences vécues par Kanatchikov, Iejov ou Tomski (dont le frère aîné l'a malmené psychologiquement)¹⁰. Des historiens du mouvement révolutionnaire trouvent souvent des relations significatives entre l'exposition à la violence des révolutionnaires dans leur enfance et son acceptation comme tactique et méthode révolutionnaires pour mettre en œuvre une politique, mais les expériences de l'enfance de Chliapnikov avec la violence semblent avoir été relativement modérées.

Le travail, un autre sujet de jeu, est devenu très tôt une nécessité pour les enfants pauvres, mais la mère de Chliapnikov a essayé de le protéger, lui et sa fratrie, de ses aspects les plus rudes. Au cours de vacances scolaires

⁹ Chliapnikov 1935, p. 1–3; Chliapnikova 1995; Wynn 2012, p. 120.

¹⁰ Chliapnikov 1935, p. 1–3; Chliapnikova 1995; Wynn 2012, p. 120.

d'été en 1891, Alexandre et son frère aîné Peter ont ramassé des morceaux de fer sur le terril situé derrière la fonderie et ils ont remis leurs maigres gains à leur mère. Les enfants fabriquaient des boîtes d'allumettes à la maison jusqu'à ce que Khioniya ait décidé que la paie était trop faible. Chliapnikov se souvenait qu'elle les avait avertis de ne jamais aller travailler à l'usine d'allumettes parce que l'environnement y était insalubre. Les enfants qui travaillaient dans les fabriques d'allumettes développaient des œdèmes, le manque de souffle et de faibles battements de cœur. Parfois, ils mourraient d'empoisonnement au soufre. En été, Chliapnikov et sa fratrie ramassaient des pommes de terre et cueillaient des baies et des pommes dans le jardin familial. Durant la famine de 1891, la farine était chère et l'aide alimentaire provenant du bureau du *meshchanstvo* ne suffisait pas. Peter a dû quitter l'école pour devenir apprenti cordonnier. Quand sa mère entendit dire que le cordonnier le battait, elle le transféra dans un apprentissage différent dans son village natal de Doschatoe¹¹. Chliapnikov se rappelait que, malgré les privations, sa mère enseignait à ses enfants qu'ils méritaient le respect et un traitement équitable.

Les parents vieux-croyants de Chliapnikov l'influençaient durant les vacances qu'il passait avec eux au village proche de Doschatoe que l'on rejoignait par le bateau à vapeur qui longeait la rivière. La grand-mère Akulina l'emmenait à une chapelle vieux-croyant, emplie d'icônes, pour y prier Dieu. Décrivant de façon très vivante l'enfer et le paradis, Akulina lui apprenait à prier pour que son père décédé atteigne le paradis. Il se souvenait qu'il désirait fortement « monter au ciel » pour y découvrir si son père avait gagné le paradis. Elle lui racontait aussi des histoires des temps anciens, quand les villageois de Doschatoe étaient des paysans d'État, obligés de travailler dans les mines de fer, de couper du bois et de ramasser de la tourbe. Un de ces récits concernait son mari Nikolaï, un mineur, qui avait offensé un contremaître et qui avait été emmené enchaîné pour ne jamais revenir. Alexandre proposa de trouver son grand-père et de lui ôter les chaînes¹². Il est possible que ces histoires de famille aient nourri en lui le désir de devenir un libérateur, désir qui est à la base de sa vision adulte du monde plus élaborée.

Un été, en 1894, un missionnaire orthodoxe est venu à Doschatoe afin de convertir les vieux-croyants. Ces missionnaires étaient souvent médiocrement instruits et ils étaient donc incapables d'employer des techniques de conversion sophistiquées. Après avoir caché leurs icônes et leurs livres, les vieux-croyants se sont réunis pour un débat avec le missionnaire, et ils ont désigné un membre âgé de la communauté pour être leur porte-parole. Alexandre soutint son droit à y assister, mais les enfants n'y étaient pas autorisés. Selon son oncle, le débat fut bref. Quand le représentant vieux-croyant a comparé le signe de croix orthodoxe au geste consistant à prendre une pincée de tabac à priser, une tactique habituelle, le prêtre a proféré rageusement des menaces de fermer leur temple et de les envoyer tous en Sibérie. Cet incident a incité Alexandre « à apprendre comment débattre avec les prêtres et défendre la vieille-croyance »¹³.

¹¹ Chliapnikov 1935, p. 3, 5, 10–11; Gorchkov 2009, p. 81.

¹² Chliapnikov 1935, p. 5–7, 14–18.

¹³ Chliapnikov 1935, p. 34–5.

Des histoires à propos du bien et du mal ont façonné sa première vision du monde, mais cette conception est devenue plus complexe au fur et à mesure qu'il mûrissait et qu'il épousait le marxisme et l'athéisme. Yuri, le fils de Chliapnikov, n'a pas de souvenirs de l'un ou de l'autre de ses parents discutant de religion avec lui, mais il se rappelait seulement que son père donnait toujours de l'argent aux mendiants qui se tenaient à l'extérieur des églises. Irina, la sœur de Yuri, a appris que son père n'interdisait pas à sa belle-mère de garder des icônes dans l'appartement familial, chose pour laquelle ses camarades le critiquaient¹⁴. Ne faisant apparemment pas partie de ces communistes qui persécutaient activement les croyants religieux, Chliapnikov a servi de modèle de compassion pour ses enfants, mais il n'a pas voulu qu'ils deviennent des croyants parce qu'il considérait la religion comme un système de croyance dépassé et déficient.

Le marxisme adulte de Chliapnikov semble avoir modelé des souvenirs qui reflétaient sa perception des croyances populaires des villageois en tant que superstitions et il l'a entraîné à associer le folklore à l'imagination enfantine. Les récits qu'il a entendu en tant que garçon à Doschatoe allaient de l'apocalyptique au magique, et cela l'a conduit à percevoir des « monstres invisibles » dans tous les objets et les phénomènes naturels. Lorsqu'il revenait par le bateau à vapeur de Doschatoe à Murom, il imaginait même que ce navire était vivant et faisait des bruits quasi-animaux. Cependant, plutôt que de condamner les villageois pour leur ignorance, il semblait se rendre compte que leurs histoires et ses interludes villageois lui avaient donné un amour de toute une vie pour la vie sauvage et la nature¹⁵. L'imagination a également renforcé sa fascination d'enfance pour les machines que beaucoup d'hommes qu'il admirait ont pu manipuler avec facilité.

Puisque le père de Chliapnikov est mort jeune, le garçon a dû considérer les parents et les voisins comme des modèles de masculinité, lesquels variaient grandement. Chliapnikov se souvenait que certains voisins étaient des bagarreurs avinés, tandis que d'autres étaient pacifiques. C'est son oncle Alexei, qui travaillait sur un laminoir, qui lui a servi de premier modèle masculin. Comme beaucoup d'hommes russes, Alexei n'allait pas à l'église et n'assistait pas aux prières. Au lieu de cela, il aimait emmener Alexandre faire des marches en forêt et raconter des histoires à propos des énormes marteaux et du dur travail qu'il avait accompli pour les manier dans une usine métallurgique située près de Saint Pétersbourg ; il préférait avoir un travail plus facile à Doschatoe. Néanmoins, Alexei n'a pas dissuadé son neveu de chercher sa voie en allant en ville. Et les histoires d'Alexei sur les gens riches et puissants n'ont pas non plus intimidé Alexandre, car il se vantait du fait que, à Murom, lui et ses amis se bagarraient avec des garçons issus de familles fortunées. Des adultes lui racontaient que, dans les temps anciens, ceux qui étaient persécutés s'enfuyaient dans les bois où ils attaquaient et volaient les riches, mais ne s'en prenaient pas aux pauvres. Sa mère, de qui il se peut qu'il ait acquis son sens de l'ironie, donnait une autre explication, à savoir que certains marchands de la ville étaient des descendants des voleurs¹⁶. Ainsi, le jeune Alexandre était exposé non seulement à des récits romantiques sur les

¹⁴ Yuri Chliapnikov 2007, interview, p. 7; Chliapnikova 1997, lettre.

¹⁵ Chliapnikov 1935, p. 13–17.

¹⁶ Chliapnikov 1935, p. 5–7, 15, 38.

voleurs, mais aussi à une perspective qui les mettait en relation avec l'exploitation. De la sorte, il se distinguait d'Iossif Djougachvili (Staline) qui a été si inspiré par le bandit romanesque "Koba" qu'il a pris son nom dans la clandestinité révolutionnaire. Chliapnikov quant à lui a pris pour pseudonyme révolutionnaire "Belenin" qui était le nom de famille de ses parents de Doschatoe.

Il y avait des locataires-hommes dans sa maison à Murom qui l'ont aidé également à façonner sa conception de la masculinité. Deux d'entre eux étaient des métallos, Karpych, un fondeur, et Sidor, un monteur originaire du Caucase. Sidor le tatoué, qui avait été mécanicien sur un navire de guerre, captivait les enfants avec ses histoires de voyage sur l'océan, la révélation que la terre n'était pas plate mais ronde, et des récits sur le fait qu'il avait travaillé à Bakou avec des gens de différentes nationalités et religions. Karpych a trouvé du travail à la fonderie pour Peter qui était revenu à la maison pour gagner un meilleur salaire. Selon un rituel courant, Peter a dû boire et offrir de la vodka à ses camarades ouvriers lors de sa première paye. Comme les autres fondeurs, Peter s'est bagarré avec les tailleurs, les cordonniers et autres artisans. Alexandre se souvenait d'avoir admiré les ouvriers et aimé leurs chants, mais il trouvait leur ivrognerie répugnante¹⁷. Des mises en garde à propos de l'alcoolisme résonnaient dans ses mémoires, ce qui exprimait probablement son désir de décourager son fils de boire, mais elles reflétaient aussi ses choix d'adulte.

Lorsque Karpych s'est disputé avec le propriétaire de la fonderie et qu'il est parti pour Sormovo, où les ouvriers étaient en train d'être engagés pour travailler dans de nouvelles usines, son esprit audacieux de décision a stupéfié Alexandre. De Sormovo, Karpych est parti pour l'usine Semyannikov (également connue sous le nom d'Usine Nevski de Construction navale et de machines) à Saint-Pétersbourg où il a offert d'aider Peter à trouver un travail. Dans les usines de Saint Pétersbourg, les ouvriers formaient souvent des unités de travail (artels) sur la base de la ville ou du village d'où ils avaient émigré. Khioniya s'est inquiétée, mais finalement elle a cédé étant donné que Peter était si enthousiaste. Elle a dû craindre que la vie en ville ne le détourne des valeurs de la vieille-croyance. Elle a néanmoins acquis un passeport qui indiquait son âge de 17 ans, bien qu'il ait été plus jeune de plusieurs années, et il est parti en train. C'était une pratique commune pour les parents et les enfants de cacher l'âge véritable des enfants afin de leur faire obtenir un travail. Les autorités locales étaient de mèche dans cette fraude¹⁸. Plus tard, Peter envoya des nouvelles selon lesquelles il travaillait à l'usine Semyannikov. C'est ainsi qu'Alexandre a appris très tôt que les compétences en métallurgie ouvraient de nouveaux horizons. Il suivrait une voie similaire vers Saint Pétersbourg.

¹⁷ Chliapnikov 1935, p. 25–7. Concernant les habitudes de consommation d'alcool des ouvriers russes, voir Transchel 2006.

¹⁸ Chliapnikov 1935, p. 27–9; Gorchkov 2009, p. 152

Scolarité et travail d'enfant

Contrairement à Peter qui a quitté l'école avant terme, Alexandre a terminé son éducation primaire dans laquelle il a excellé (comme Tomski et Kanatchikov, mais pas Iejov). La scolarité lui a ouvert de nouveaux horizons, mais elle a également conforté les histoires relatives à l'injustice sociale et aux autorités oppressives. Désireux d'apprendre, il a supplié sa mère de l'envoyer à l'école avec un an d'avance. À l'automne 1892, elle a essayé de l'inscrire, mais l'école de la paroisse l'a refusé parce qu'il était un vieux-croyant et l'école gouvernementale locale parce qu'il était trop jeune. Les souverains russes, Pierre I^{er} (règne de 1682 à 1725) et Catherine II (règne de 1762 à 1796), avaient introduit des lycées en Russie afin d'éduquer un petit pourcentage de leurs sujets. Après les Grandes Réformes des années 1860-70 qui ont mis fin au servage et qui ont essayé de moderniser la Russie, les écoles primaires se sont rapidement répandues en Russie, comme elles l'étaient déjà dans le reste de l'Europe. L'Église, les entreprises industrielles, les œuvres de bienfaisance et les organes locaux élus dotés d'une autonomie limitée (*zemstvos*), ont ouvert des écoles. Les différents types d'école reflètent ce que Catriona Kelly appelle le « chaos organisé » du système russe de l'école primaire avec plus de vingt différents types d'école fondées par une variété d'organisations dépendant du gouvernement ou de l'Église ainsi que d'entités privées¹⁹.

Durant l'année qui précède celle où Alexandre a eu droit à aller à l'école, sa mère et sa sœur plus âgée lui ont appris les lettres à la maison. Bien que le taux d'alphabétisation ait été très bas chez les femmes russes de cette époque, il était plus élevé chez les femmes de la Vieille croyance. Sur le point de l'inscrire à l'école à la fin de l'été 1893, sa mère lui a rappelé qu'il ne devait pas prendre part aux rites de l'Église orthodoxe officielle. Non seulement, les églises avaient un certain nombre d'icônes qui étaient différentes, mais les vieux-croyants se signaient avec deux doigts, alors que les orthodoxes le faisaient avec trois doigts. Entremêlant foi religieuse et message portant sur la justice sociale, elle insistait ainsi : « dans les temps anciens, notre Église défendait les pauvres, mais maintenant elle est devenue un laquais des riches ». Khioniya l'a inscrit à l'école du *zemstvo* qui était plus proche que les autres, et elle a expliqué au responsable de l'école que, puisque ils étaient vieux-croyants, son fils n'assisterait pas au service religieux le premier jour d'école, mais qu'il arriverait directement après pour les leçons²⁰.

Lorsqu'Alexandre est arrivé à l'école le premier jour, étant donné qu'il n'avait pas assisté au service religieux, il s'est retrouvé désinscrit et, comme il se le rappelait, il a couru à la maison en pleurs. Khioniya, aussi bouleversée que lui, a quitté immédiatement son travail pour chercher conseil auprès des fonctionnaires du *meshchanstvo* qui l'ont dirigée vers l'école primaire de la ville, de l'autre côté de la cité. Là, Alexandre a été immédiatement inscrit et il s'y est fait rapidement des amis. Avec plus de soixante-dix élèves, l'instituteur

¹⁹ Chliapnikov 1935, p. 11, 17–18; Wynn 2012, p. 121; Kelly 2007, p. 30. La meilleure étude en langue anglaise des écoles primaires rurales russes est : Eklof 1986, mais il n'existe pas d'étude comparable des écoles en ville. Aussi bien les écoles rurales que les écoles urbaines étaient sujettes aux mêmes politiques officielles, mais elles opéraient dans des contextes socio-économiques différents.

²⁰ Chliapnikov 1935, p. 11, 17–18. Dans le district de Murom en 1889, il y avait 30 écoles *zemskie*, 15 écoles *tserkovno-prikhodskie*, 10 écoles *gramota* and quelques écoles d'usines (Brokgauz and Efron 1897, vol. 20, p. 216–18).

avait peu de temps pour s'occuper de chacun individuellement ; en fait, il employait des punitions corporelles pour ceux qui apprenaient lentement. Mais Chliapnikov se souvenait de l'approbation de l'enseignant parce qu'il avait déjà appris les lettres et qu'il pouvait les réciter selon la méthode la plus difficile, celle de la Vieille église slave²¹.

Les relations d'Alexandre étaient beaucoup plus mauvaises avec le maître qui enseignait les Saintes Écritures (« le père diacre ») car il proférait des menaces envers les élèves : s'ils n'allaient pas à l'église, il les « punirait sévèrement ». Quand il a rapporté cela à sa mère, elle lui a fait lire des récits sur les premiers martyrs chrétiens dans *Les vies des saints* (une source pour l'image du « héros ascétique » dans la littérature populaire russe). Ayant probablement seulement l'intention de fortifier sa foi, sa mère semble néanmoins avoir contribué à le conditionner pour contester l'autorité. Ayant bien aimé ces histoires, il a été incité à suivre leur exemple et il a eu l'occasion de le faire lorsque le diacre lui a un jour annoncé d'un ton courroucé que ceux qui ont manqué les services religieux de Noël devraient « se mettre à genoux et se passer de déjeuner ». Dans ses premières autobiographies destinées à un large lectorat soviétique, Chliapnikov écrivait que le diacre le visait intentionnellement. Dans ses mémoires de prison cependant, il expliquait qu'il s'est volontairement soumis à cette punition de crainte d'être exclu de l'école s'il s'en allait, et parce qu'il se sentait obligé de suivre l'exemple des saints chrétiens. Bien que de sympathiques camarades de classe aient demandé grâce pour lui, le diacre les a ignorés ; le « martyr » est resté à genoux pendant le restant de la journée. Une telle punition est devenue régulière²².

Durant les vacances scolaires, Alexandre cherchait à gagner de l'argent. Lorsqu'il a eu neuf ans au cours de l'été 1894, il a essayé de travailler dans une filature en dépit des objections de Khioniya qui disait que c'était trop dangereux. Le propriétaire de l'usine l'a affecté, lui et deux gamins d'âge similaire, à rassembler en les pinçant les fils des fibres de coton dans la salle de cardage. Même si les fenêtres étaient ouvertes, les fibres et la poussière envahissaient l'air comme du brouillard qui piquait les yeux des ouvriers, leur démangeait le nez et leur faisait mal à la gorge. Même leur salive devenait sale. Lui et les autres gamins n'ont quitté ce travail que quand ils ont trouvé combien peu ils gagnaient. Leur travail suivant consistait à ramasser des bouts de fer qui étaient tombés de wagons, et là aussi pour une petite paye²³. Le travail en usine avait été interdit pour les enfants de moins de 12 ans en 1882, tandis que, pour les enfants de 12 à 15 ans, le travail était limité à huit heures par jour. En 1884, les enfants de moins de 15 ans ont été totalement interdits de travailler dans certaines industries. Cette loi et les lois suivantes limitant le travail des enfants ont marqué une amélioration par rapport au début du XIX^e siècle lorsque les autorités tsaristes avaient encouragé des apprentissages pour des enfants d'à peine dix ans. Mais, comme les expériences de travail de Chliapnikov l'attestent, les propriétaires d'usine fermaient les yeux sur la loi²⁴. Son travail n'a pas duré longtemps car Khioniya l'a vite expédié à Doschatoe pour qu'il passe ses vacances en famille.

²¹ Chliapnikov 1935, p. 18–21.

²² Chliapnikov 1935, p. 24–9; Morris 1993, p. 2.

²³ Chliapnikov 1935, p. 31–2.

²⁴ Kelly 2007, p. 28; Gorchkov 2009, p. 10, 26–7, 137.

Alexandre et un ami ont cherché à travailler à la fonderie de Murom durant l'été de 1895. Mentant sur leur âge, ils ont prétendu avoir 12 et 13 ans plutôt que 10. Le propriétaire leur a d'abord attribué du travail dans la cour, lequel consistait à séparer les morceaux de fer et de coke des saletés mises au rebut. Se levant à 6 heures du matin, ils travaillaient jusqu'à 7 heures du soir, avec deux heures d'interruption pour déjeuner. Et donc le propriétaire violait non seulement la loi sur l'âge minimum pour travailler, mais aussi celle sur le nombre d'heures. Après quelques jours, il a proposé aux garçons d'assister l'opérateur chargé du four, lequel les a affectés à la tâche consistant à apporter de l'argile et à nettoyer les pots dans lesquels le fer en fusion était versé afin de le transporter jusqu'aux moules. La coulée avait lieu le samedi. Tandis que le four était chaud, les garçons pompaient de l'eau pour arroser les poutres et les planches de bois de la salle afin d'empêcher qu'elles ne prennent feu. Pour des enfants qui avaient pour la première fois un emploi à temps plein, ce travail épuisant marquait une étape vers l'âge adulte. Bien que les accidents aient été fréquents lorsque l'on faisait fondre le fer, Alexandre a évité de se blesser, à l'exception de cloques de sang percées que des fondeurs pleins de sollicitude lui ont montré comment les soigner avec de la poussière de charbon afin d'éviter qu'elles ne s'infectent. Plus sérieusement, âgé de 12 ans, Tomski s'est blessé un doigt lors de son premier travail dans une usine d'emballages, et il en a été viré à cause de ce handicap²⁵.

Lorsque les ouvriers étaient payés, l'opérateur plus âgé dérogeait à l'usage en payant les deux garçons individuellement et en les renvoyant chez eux, et donc en ne leur permettant pas de se joindre aux autres ouvriers qui cassaient leurs gros billets à la taverne. À la fonderie, Alexandre gagnait autant que sa mère rapportait, mais elle lui a fait donner son congé assez tôt pour qu'il puisse avoir de vacances avant que l'école ne recommence. Il s'était acquis la sympathie des ouvriers ferronniers. L'opérateur chargé du four lui disait que les ferronniers avaient inventé « le mythe de l'enfer et des diables » parce que la fonderie était la vision même de l'enfer et que les ferronniers crasseux ressemblaient à des diables. Partant de sa perspective ultérieure de marxiste, Chliapnikov en est arrivé à interpréter l'"enfer" comme la condition « créée par les gens riches sur Terre pour les pauvres »²⁶.

Lorsqu'Alexandre est retourné à l'école, son expérience de travail a haussé son statut parmi ses camarades de classe. Le troisième niveau lui apportait plus de responsabilité étant donné qu'il était assigné à enseigner l'alphabet aux élèves du premier niveau. Il se souvenait qu'il était bon élève dans toutes les matières, en particulier en arithmétique, et qu'il aimait partager ses réponses avec d'autres garçons, ce qui semble lui avoir attiré de la popularité. L'instituteur le réprimandait parfois parce qu'il avait laissé d'autres garçons copier son travail, mais il ne l'a jamais puni. Malheureusement pour lui, le père diacre donnait de plus fréquentes leçons d'instruction religieuse et il a continué de maltraiter Alexandre. Lorsque Khioniya s'est adressée à un membre du tribunal du district (*okrug*), un aristocrate nommé Tolstoï pour qui elle lavait le linge, afin d'obtenir un conseil concernant la détresse de son fils, elle agissait dans une conjoncture à cheval entre l'ancienne et la nouvelle Russie. Après les Grandes Réformes, les nobles

²⁵ Chliapnikov 1935, p. 41–7; Wynn 2012, p. 121.

²⁶ Chliapnikov 1935, p. 45–8.

avaient perdu leur autorité patriarcale sur les gens des états inférieurs, mais ils occupaient encore souvent des positions d'influence dans les tribunaux et les administrations post-réformes. Tolstoï lui a conseillé d'avertir les employés de l'école qu'elle pourrait les poursuivre en justice pour « torture sur un enfant ». Après qu'elle a fait cela, le diacre a arrêté de maltraiter Alexandre et il l'a même raccompagné à la maison pour s'excuser auprès de sa mère, en expliquant qu'il avait seulement voulu aider le garçon et sauver son âme. Khioniya a accepté ses excuses²⁷.

Le fait que la persécution ait pris fin sur l'intervention d'un aristocrate, la menace d'un recours légal et les excuses, tout cela n'a jamais été révélé dans les autobiographies soviétiques officielles de Chliapnikov. Dans celles-ci, le "père diacre" représentait l'autorité tsariste et religieuse cruelle et arbitraire, mais le même homme devenait une figure plus complexe dans ses mémoires de prison. Peut-être que l'expérience de Chliapnikov relative aux purges soviétiques et aux interrogatoires de police avait clarifié sa compréhension de la psychologie de son premier persécuteur, ou bien peut-être que l'on avait toujours fait pression sur lui pour stéréotyper le père diacre dans ses autobiographies officielles. En tout cas, il se rendait maintenant compte que le diacre avait aspiré à le convertir afin de l'envoyer au séminaire étant donné qu'il avait reconnu son intelligence et son ambition. L'Église souffrait d'un manque de prêtres après que les Grandes Réformes ont libéré les fils de prêtres de l'état clérical, et pourtant le diacre faisait une erreur de calcul en employant des méthodes abusives de recrutement²⁸. Chliapnikov peut avoir voulu que Yuri comprenne la complexité du comportement humain qui ne lui avait pas été apparente lors de sa jeunesse. En outre, se trouvant dans une prison soviétique, il a pu avoir réfléchi sur la manière dont les fonctionnaires de justice de l'époque tsariste avaient intercédé en faveur d'opprimés, contrairement à ceux des tribunaux de l'époque de Staline. Comme les derniers chapitres le montreront, Chliapnikov considérait les tribunaux soviétiques comme un important moyen de redresser les torts et il était favorable au rôle de la loi dans la société socialiste.

En insistant sur le fait qu'il n'avait jamais manqué l'école, parce qu'il aimait ses études et qu'il craignait l'exclusion, il avait certainement l'intention d'encourager Yuri à prendre l'éducation au sérieux. Ayant obtenu des bonnes notes à tous ses examens de fin d'année, à l'exception de l'instruction religieuse, Alexandre a réussi le troisième niveau et il a ainsi achevé sa scolarité formelle, mais il a continué à lire de la littérature russe classique, ce qui l'a aidé à façonner sa première vision du monde. Il a emprunté à la bibliothèque des livres d'Alexandre Pouchkine et de Mikhaïl Lermontov. Avec de l'argent provenant d'un cadeau, il a acheté des livres, y compris l'histoire sentimentale de Nikolaï Karamzine, *Pauvre Lisa*²⁹, sur une jeune paysanne qui, séduite par un noble, s'est ensuite noyée. Rappelant comment ce récit l'a fait pleurer, il est possible que Chliapnikov ait ainsi signalé à son fils qu'il était acceptable d'avoir des émotions tristes qui soulagent et de s'identifier à des filles. Cette image a pu avoir contrasté avec le portrait officiel des héros

²⁷ Chliapnikov 1935, p. 48–9.

²⁸ Sur le clergé de paroisse, voir Freeze 1983.

²⁹ Karamzine 1796.

métallos endurcis auquel Yuri a pu être exposé dans les années 30³⁰. Les mémoires de prison de Chliapnikov avaient un but didactique, et pourtant une grande partie d'eux sonne juste car fondée sur un tableau plus grand de sa vie qui se dévoile ci-après.

Sormovo en 1896

Avant les années 1890, les populistes russes aspiraient à provoquer la révolution parmi les paysans, tandis que les terroristes cherchaient à renverser l'État en assassinant des hauts fonctionnaires. La vague d'industrialisation des années 1890 avait cependant fourni aux révolutionnaires la possibilité d'éduquer et de recruter des travailleurs de la ville. Quand une grève générale des ouvriers du textile a éclaté en 1896 à Saint Pétersbourg et dans d'autres villes, les marxistes russes ont accueilli cela comme étant un signe du potentiel révolutionnaire des travailleurs russes³¹. Simultanément, un fossé se creusait entre la monarchie et la société civile russe naissante (*obchchestvo*) composée de professionnels de *zemstvo* (médecins, enseignants, statisticiens, journalistes et organisateurs de d'œuvres de bienfaisance). Sous Alexandre III, la famine de 1891 a tué environ un demi-million de personnes en Russie rurale. Les élites russes éduquées estimaient que beaucoup auraient pu être sauvées si seulement le gouvernement tsariste avait organisé des secours avec davantage de compétence. Ensuite, une tragédie a jeté un mauvais présage sur le règne du tsar Nicolas II. Lors de son couronnement en mai 1896, plus d'un millier de personnes ont été tuées à l'occasion d'une bousculade pour recevoir des cadeaux dans le champ de Khodynka près de Moscou. La société éclairée s'inquiétait du fait que le gouvernement du jeune tsar soit aussi insensible à l'égard du peuple que celui de son père avait semblé l'être.

Ce sont ces événements très importants qui se sont profilés dans le paysage au cours de l'été de 1896 au moment où Alexandre Chliapnikov, âgé de 11 ans, voyageait en bateau à vapeur jusqu'à Sormovo avec sa mère Khioniya et sa sœur plus jeune Maria pour rendre visite à sa sœur plus âgée Anna qui venait d'accoucher. Anna avait besoin de l'aide de sa mère pour organiser un baptême selon les rites vieux-croyants. Située près du grand centre commercial et industriel de Nijni Novgorod, où la foire annuelle était la plus importante d'Europe et attirait des commerçants du monde entier, Sormovo se présentait de manière indépendante comme une ville industrielle qui possédait des machines technologiquement avancées et qui drainait de la main d'œuvre hautement qualifiée. En 1899, elle avait trente-trois mille habitants dont les deux-tiers étaient des hommes. Avec près de onze mille ouvriers employés au chantier de construction navale et huit mille cinq cents dans les aciéries, le complexe industriel de Sormovo rivalisait avec les grandes

³⁰ Dans ses mémoires, Chliapnikov a souvent rapporté qu'il pleurait comme un enfant en de nombreux endroits (Chliapnikov 1935, p. 50–2). Les larmes masculines sont été interprétées de manière variée tout au long de l'histoire : comme des marques « de plaisir, de sincérité et d'héroïsme », ou alors « de complaisance envers soi-même, d'insincérité, de couardise » (Lutz 1999, p. 66).

³¹ Wildman 1967, p. 27

usines de Saint Pétersbourg et avec la région d'extraction du charbon du Donbass³².

Anna et son mari Ivan Tyuterev vivaient dans un appartement dans un immeuble nouvellement construit qui était très proche de l'usine où celui-ci travaillait. En tant que tourneur dans un atelier mécanique de moteurs à vapeur, Ivan, comme beaucoup d'ouvriers de Sormovo, se considérait comme plus cultivé que ceux de villes plus petites. Alexandre a beaucoup appris de lui à propos de la vie des ouvriers hautement qualifiés, qui s'habillaient bien et discutaient des nouvelles technologies. Le jour de la paye, ils recevaient leur salaire avec une somme qui faisait l'appoint et de ce fait ils n'étaient pas obligés d'aller casser leurs gros billets à la taverne, ainsi que les ouvriers le faisaient dans sa ville natale de Murom. Ayant goûté à de nouveaux aliments et admiré de nouvelles usines de transformation du fer, Alexandre était désireux de travailler à Sormovo, mais les ouvriers lui ont dit qu'il devait d'abord avoir 15 ans, même s'il avait déjà travaillé à Murom. Les propriétaires des grandes usines modernes étaient souvent favorables aux lois régissant le travail des enfants afin de supprimer l'avantage compétitif des petits ateliers³³. En outre, il y avait de plus fortes chances que les inspecteurs effectuent des visites à Sormovo qu'à Murom.

C'est la première fois qu'Alexandre a entendu parler de révolutionnaires à Sormovo qui était située dans un centre d'agitation sociale. Une nuit, tandis qu'Ivan était à son travail, les femmes et les enfants ont entendu de grands bruits qui provenaient de l'appartement du dessus. Le matin, ils ont appris que les gendarmes (la police politique) avaient arrêté un ouvrier et qu'ils l'avaient emmené. Les adultes ont mis en garde les enfants de n'en pas parler, mais Alexandre n'a pas pu réprimer sa curiosité. Finalement, Ivan a révélé qu'une série de descentes de police avait eu lieu au cours de plusieurs nuits précédentes à Nijni Novgorod, à Sormovo et dans d'autres villes ; de nombreux ouvriers avaient été arrêtés. La police était à la recherche de « lettres anonymes » qui appelaient au renversement du tsar³⁴.

Peu après ces arrestations, la famille s'est rendue à Nijni pour voir le tsar Nicolas II qui y venait pour la célèbre Exposition Industrielle et Artistique Panrusse que Witte avait organisée. Ayant le souvenir encore frais de la tragédie de Khodynka, Khioniya a soigneusement protégé les enfants des foules compactes. Entendant de la musique, des cloches et des cris de "hourrah !", ils ont entrevu le tsar et la tsarine dans leur carrosse. Malgré un grand étalage de nouvelles machines et de lumières électriques, Chliapnikov se rappelait que les ouvriers se plaignaient du fait que le tsar ne se souciait pas de la façon dont ils vivaient et que leurs conversations revenaient rapidement aux arrestations récentes. De rumeurs circulaient selon lesquelles le tsar avait ordonné que ses ennemis soient « détruits » avant son arrivée. Les parents d'Alexandre ont fait un don au fonds destiné à aider les femmes et les enfants des ouvriers arrêtés. Avant de quitter Sormovo, Khioniya a demandé aux vieux-croyants d'aider Anna si jamais elle était dans le besoin³⁵. Alexandre avait déjà ressenti la persécution religieuse et il en avait beaucoup entendu

³² Evtuhov 2011, p. 72–3.

³³ Chliapnikov 1935, p. 53–4; Gorchkov 2009, p. 103.

³⁴ Chliapnikov 1935, p. 56–7.

³⁵ Chliapnikov 1935, p. 57–8.

parler, et cette persécution, après ses expériences à Sormovo, a dû fusionner avec la persécution politique.

Chliapnikov se souvenait que, lors de son retour à Murom, il pensait fortement à devenir un tourneur comme Ivan Tyuterev, « un maître libre et sans restrictions de la métallurgie », de sorte que sa mère et sa plus jeune sœur puissent avoir une vie meilleure. Ultérieurement, il a écrit une courte histoire qui exprimait ses sentiments : « Sanka (le surnom d'Alexandre) avait achevé l'école primaire et il rêvait maintenant de devenir un bon ouvrier dans une grande famille, afin de gagner de l'argent qu'il apporterait à sa mère et qui faciliterait un tout petit peu sa morne existence de journalière, en tant que "veuve avec des orphelins" ». C'est seulement après que deux ans de plus auront passé que sa mère l'autoriserait à travailler à plein temps dans une usine. Chliapnikov faisait partie d'une génération légèrement plus jeune que ses futurs camarades Kanatchikov et Tomski. Tomski avait déjà participé, deux années auparavant, à l'âge de 14 ans, à une grève dans une usine métallurgique dans la ville de Saint Pétersbourg, mais Kanatchikov, qui était basé à Moscou, ne s'est mêlé à l'agitation sociale que plus tard³⁶.

La jeunesse dans les usines et comme révolutionnaire

C'est en graissant la patte à des employés pour qu'ils falsifient son âge que Chliapnikov a commencé un travail régulier en 1898 à l'usine Kondratov proche, à Vacha. Ayant débuté comme employé de bureau, il a bientôt obtenu un apprentissage à l'atelier mécanique. La métallurgie offrait la perspective d'une meilleure paie au fil du temps et elle le fascinait davantage. Chliapnikov a continué son éducation de manière informelle en lisant de la littérature classique russe qu'il empruntait à la bibliothèque de l'usine durant son temps de loisir. Il s'est souvenu plus tard que ce sont ces lectures qui lui ont procuré des perspectives qui l'ont « libéré » de l'influence religieuse. En 1899, quand il est arrivé à Sormovo pour travailler, il a déclaré qu'il n'allait plus à l'église ou qu'il ne croyait plus en Dieu. Néanmoins, son éducation de vieux-croyant avait nécessairement modelé sa personnalité selon des modalités qui sont restées en lui quand il est devenu adulte. Son éthique du travail, sa sobriété, la méfiance vis-à-vis des autorités et l'entêtement avec lequel il défendait ses conceptions, résonnaient de ses valeurs de vieux-croyant.

Le mysticisme religieux fournissait un cadre interprétatif initial pour l'attrait d'une vie de révolutionnaire. À l'usine Kondratov, Chliapnikov a entendu de vagues allusions faites à la littérature révolutionnaire que les ouvriers imaginaient comme étant « des livres noirs particuliers qui étaient gardés cachés et dans lesquels la vérité était écrite, mais sous une forme déguisée ». Les ouvriers les plus vieux disaient aux jeunes que, pour cette « vérité », les gens périssaient broyés vivants dans moulins spéciaux. En conséquence, les jeunes ouvriers acquéraient un profond respect pour ces mystérieux « livres noirs » et ils étaient très désireux de se voir révéler la vérité

³⁶ Chliapnikov 1935, p. 59; Gambarov et autres. (dir.) 1989, vol. 3, p. 244-51; Chliapnikov 1917f, p. 1; Wynn 2012, p. 121-2. Les mémoires de prison s'arrêtent après le retour de Chliapnikov de Sormovo. Le reste de ce chapitre s'appuie largement sur les procès-verbaux de la police tsariste, sur les mémoires de Chliapnikov publiés après 1917 et sur son témoignage lors de la purge de 1933.

dont on disait qu'elle était contenue en eux. C'est quand Chliapnikov travaillait à l'âge de 14 ans dans les usines de Sormovo qu'il a lu pour la première fois de la littérature marxiste révolutionnaire. Des ouvriers sociaux-démocrates lui ont donné à lire des livres légaux et ensuite ils lui ont montré le journal illégal local³⁷. Ils avaient dû le trouver suffisamment digne de confiance et discret pour prendre ce risque.

À l'invitation de Peter, Chliapnikov est parti pour Saint Pétersbourg à la fin de 1900 et il a commencé à travailler avec son frère à l'usine Semyannikov (alias Nevski). L'occasion d'améliorer ses talents professionnels en apprenant auprès de métallos hautement qualifiés et expérimentés de Saint Pétersbourg l'enthousiasmait. Son arrivée a coïncidé avec le début d'une longue période d'agitation politique dans la capitale en réaction aux répressions tsaristes dans les universités, à la hausse des prix des produits essentiels et aux bas salaires qui étaient destinés à promouvoir l'industrialisation. Les protestations étudiantes ont éclaté en février et mars 1901 et, en février, le ministre de l'Éducation était assassiné. L'agitation a grandi parmi les ouvriers des usines de la ville, y compris ceux de la Nevski, et elle a culminé en grèves aux alentours de l'époque du congé du Premier Mai, et en violents affrontements entre les ouvriers et la police. C'était la première fois que Chliapnikov entendait parler du Premier Mai comme d'un jour de congé pour les travailleurs. Voyant la police tirer sur les ouvriers qui manifestaient, il a appelé cela « une colossale expérience riche d'enseignement ». Il se rappelait qu'à l'époque il comprenait mal les buts de la grève, mais qu'il était désireux de faire montre de solidarité avec ses camarades ouvriers. En conséquence, c'est avec beaucoup de « zèle » qu'il a organisé ses camarades apprentis en groupes qui harcelaient les briseurs de grève et qui les empêchaient de travailler. À la Nevski, aussi bien que dans les autres usines, les ouvriers en grève demandaient le droit d'élire leurs propres représentants permanents afin qu'ils négocient pour eux avec la direction de l'usine. La direction de la Nevski a accordé ce droit, mais plus tard elle a fait arrêter les représentants élus³⁸.

En raison de sa participation à la grève à la Nevski, Chliapnikov s'est retrouvé dans l'incapacité de trouver du travail dans n'importe quelle usine importante de Saint Pétersbourg. Il a été étonné par ce coup du sort car il n'avait jamais « soupçonné la connivence entre les capitalistes ou bien l'existence de listes noires ». Il est possible que le fait qu'un ouvrier aussi jeune (15 ans) soit mis sur liste noire témoigne de son efficacité dans l'organisation de ses camarades apprentis. Devenant de plus en plus désespéré après avoir travaillé dans une série d'emplois mal payés à Saint Pétersbourg, il a fini par capituler et est revenu dans la province de Vladimir. Incapable d'être embauché à Sormovo où les ouvriers de Saint Pétersbourg étaient automatiquement soupçonnés d'être des extrémistes politiques, il est rentré à la maison à Murom, et il a remis ses rêves à plus tard. Cette expérience démoralisante l'a rempli d'amertume à l'égard du tsarisme et du capital, et elle a renforcé sa réceptivité aux arguments selon lesquels les ouvriers devraient s'organiser. Durant sa halte à Sormovo, d'anciens camarades de cette ville lui

³⁷ Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii (RGASPI), f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5: II: 48–50, le témoignage de Chliapnikov lors de la purge du Parti en 1933. La pagination était dans l'ordre chronologique inverse dans de nombreux documents en f. 589, 9102 et 9103. J'ai cité les pages dans l'ordre numérique correct.

³⁸ Hogan 1993, p. 51–2; Bonnell (ed.) 1983, p. 94

avaient confié une cachette de littérature illégale devant être distribuée à Murom. Plus tard, il a désigné cela comme étant son admission dans le Parti Ouvrier Social-démocrate Russe (POSDR), un rite de passage significatif pour ce jeune homme qui avait à peine 16 ans à ce moment-là³⁹. Parmi la littérature illégale que Chliapnikov a reçue pour la distribuer, il y avait des numéros de l'*Iskra* (édités par « le père du marxisme russe », Gueorgui Plekhanov, et des marxistes plus jeunes, Yuli Martov, Lénine et d'autres) et un journal publié par le comité du POSDR de Nijni Novgorod. Il a distribué une certaine quantité de littérature parmi ses collègues de travail à l'usine Torsk de Murom où il a commencé à travailler en janvier 1902, et il a collé le reste sur les clôtures et les murs partout en ville. Quand il a découvert que ses premières tentatives avaient attiré l'attention de l'*Iskra*, il a dû être fou de joie. Son numéro du 15 juin 1903 comportait un communiqué d'un correspondant de Murom qui décrivait le bruit que l'apparition des tracts a provoqué dans la société de Murom⁴⁰.

Les sociaux-démocrates russes (SDs) avaient un programme marxiste fondé sur le caractère inévitable du conflit entre le travail et le capital ainsi que sur la suppression finale de la propriété privée. Ils croyaient que, le capitalisme se développant en Russie, la révolution effectuée par les ouvriers industriels pourrait réussir, contrairement aux anciennes générations de révolutionnaires russes qui avaient misé sur la paysannerie. L'autre parti révolutionnaire important était le Parti Socialiste Révolutionnaire (SR) qui élargissait la définition de la classe exploitée jusqu'à y inclure les paysans aussi bien que les ouvriers, et celle des exploités en allant jusqu'à y englober les propriétaires fonciers nobles avec les capitalistes. Ils étaient partisans de la socialisation et de l'égalité de distribution de la terre à ceux qui la labouraient, tandis que les plans agricoles des SDs étaient médiocrement développés. Parmi les SDs, il y a eu l'apparition en 1903 des factions menchevique et bolchevique, les bolcheviks dirigés par Lénine et les mencheviks par Martov. Lénine voulait que seuls les révolutionnaires actifs soient membres du parti tandis que les mencheviks permettaient que les sympathisants puissent adhérer. Cette division de factions n'est pas devenue permanente jusqu'en 1914 et même à ce moment-là beaucoup de SDs recherchaient encore l'unité. Contrairement aux SDs, les SR n'avaient pas d'organisation centrale, et pourtant les rapports de police indiquent que les SR avaient plus de soutien en Russie que les SDs. Les SR pensaient que les paysans avaient le potentiel pour coopérer les uns avec les autres dans des projets socialistes, tandis que Lénine n'était pas d'accord avec cela car il affirmait avoir découvert des divisions de classe et des conflits parmi la paysannerie. Les SR et les SDs collaboraient souvent sur des sujets pratiques et de nombreux révolutionnaires passaient d'une faction à l'autre ou bien demeuraient indépendants.

Empoisonnée par le besoin de Chliapnikov de prouver son orthodoxie après la révolution, la question du quand et du comment il est devenu bolchevik n'a pas de réponse simple ou satisfaisante. Les informations sur le schisme de 1903 ont touché certains ouvriers très progressivement, et d'autres n'ont attaché que peu d'importance aux différences entre les

³⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5: 44-7; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 131.

⁴⁰ Chliapnikov 1923c, p. 38-9, citant l'*Iskra*, 42 (15 juin 1903) : p. 39-40.

bolcheviks et les mencheviks pendant un certain temps après la rupture. C'est avec une gêne apparente que Chliapnikov se souvenait qu'en 1903 lui et ses camarades « ne faisaient guère de distinctions » parmi les organisations SD et que, sans le savoir, ils distribuaient de la littérature illégale des différentes factions politiques. Il est plus vraisemblable que lui et ses camarades activistes aient accordé peu d'importance aux distinctions entre les SR, les SDs et les autres extrémistes politiques. À cette époque-là, il suffisait pour eux de contester l'ordre existant ; la littérature qui mettait en avant le rôle politique des ouvriers industriels, indépendamment de sa source, leur plaisait. À la fin de 1905 cependant, Chliapnikov avait choisi de se définir comme bolchevik, probablement sous l'influence de bolcheviks qu'il a rencontrés en prison. À ceux qui voient les bolcheviks de Lénine comme mettant l'accent sur une hiérarchie centralisée dominée par l'*intelligentsia* et qui considèrent les mencheviks comme plus démocrates, le choix de Chliapnikov peut sembler curieux, mais les bolcheviks d'avant 1917 avaient une structure organisationnelle plus souple que celle qu'ils ont eue après leur arrivée au pouvoir. Chliapnikov semble s'être identifié au bolchevisme parce qu'il le percevait comme un mouvement mené par des ouvriers versés dans la théorie marxiste, avec les conseils idéologiques d'étudiants, de professeurs, de journalistes et d'avocats, radicaux (*intelligentsia*). Parmi les bolcheviks, il rencontrait des camarades ouvriers, tandis que parmi les SR et les mencheviks il discernait en grande partie de l'*intelligentsia*, mais des mémoires rédigés par d'autres ouvriers indiquent parfois le contraire⁴¹. L'attention toute particulière que Lénine portait à l'*intelligentsia* ouvrière comme à des membres potentiels de l'avant-garde qualifiée en organisation clandestine et le fait qu'il leur offre « une image de soi romantique » ont probablement attiré aussi la confiance de Chliapnikov⁴².

Malgré la perception qu'en avait Chliapnikov, le mouvement révolutionnaire était composé de groupes hétérogènes de personnes du point de vue de la classe, du genre et de l'ethnicité. Bien que la plupart des révolutionnaires aient été des hommes, des milliers de femmes y ont adhéré, ce qui distinguait la Russie par le fait « qu'elle avait, et de loin, un plus grand nombre de révolutionnaires femmes que n'importe quel autre pays » à cette époque-là. Des jeunes femmes nobles, qui devenaient révolutionnaires, le devenaient souvent parce qu'elles estimaient que les efforts philanthropiques de leurs mères et de leurs grands-mères ne pouvaient pas accomplir le changement du système dont elles sentaient que la Russie avait besoin. Parmi les vieux bolcheviks, la répartition professionnelle indique qu'environ un tiers des hommes et deux cinquièmes des femmes (pour la plupart des enseignantes) faisaient partie de l'*intelligentsia* ou étaient des cols blancs, tandis qu'environ la moitié des hommes et presque un tiers des femmes étaient des travailleurs urbains. Moins d'un dixième des hommes ou des femmes provenaient de la noblesse, tandis que plus d'un tiers des hommes étaient nés dans la paysannerie. Plus d'un quart des hommes et des femmes étaient des travailleurs héréditaires, tandis qu'une fraction similaire de femmes et environ un tiers des hommes provenaient de l'*intelligentsia*, d'emplois à col blanc ou du commerce/artisanat. Les Russes étaient le plus

⁴¹ Chliapnikov 1923c, p. 39; Wynn 1992, p. 152; Bonnell (dir.) 1983, p. 32.

⁴² Pour en savoir plus sur le charme qu'exerçait Lénine sur les ouvriers, voir Lars T. Lih 2011a.

gros groupe ethnique parmi les révolutionnaires bien qu'ils n'aient pas paru en constituer la majorité. Plus de dix pour cent étaient des juifs, tandis que les Polonais, les Lettons, les Estoniens, les Géorgiens et les Arméniens, étaient représentés par des pourcentages plus faibles⁴³. En réalité, les socialistes révolutionnaires n'étaient pas unis ou divisés tant par les origines sociales ou les étiquettes de faction que par les personnalités et par les idées relatives à des questions ponctuelles.

En même temps qu'il devenait un organisateur politique doué, Chliapnikov commençait à prendre les caractéristiques du prolétaire modèle. Les révolutionnaires considéraient les ouvriers qualifiés, en particulier les métallos, comme des dirigeants naturels parmi les ouvriers. Bien que les imprimeurs aient été mieux éduqués et informés, ce sont les métallos qui manœuvraient les machines industrielles et les matières qui avaient le potentiel productif pour libérer l'humanité du besoin matériel. Des ouvriers hautement qualifiés se donnaient souvent beaucoup de mal pour se distinguer des travailleurs non qualifiés qu'ils traitaient simplement d'"ouvriers" tandis qu'ils s'identifiaient eux-mêmes comme des membres de professions particulières, tels que "soudeurs" ou "tourneurs". Ce préjugé profondément enraciné faisait obstacle aux tentatives des marxistes d'insuffler aux ouvriers qualifiés le sens de l'unité avec les ouvriers non-qualifiés. C'est ainsi que, en tant que marxiste, Chliapnikov s'est rendu compte qu'il devait être un exemple pour les autres ouvriers dans le but de les attirer vers l'action révolutionnaire. Il devait tenir tête à la direction, travailler dur et défendre ses camarades ouvriers, même les non-qualifiés. En outre, il devait mener une « vie propre », ce qui signifiait qu'il s'habillait bien, lisait abondamment, aimait bien les sorties culturelles et s'abstenait de boire de l'alcool. D'après S. A. Smith, de tels ouvriers définissaient la masculinité d'une nouvelle manière, laquelle privilégiait « la maîtrise de soi, l'affirmation de la raison sur l'émotion, l'autonomie dans les relations personnelles, et une attitude plus respectueuse, mais pas nécessairement égalitaire, envers les femmes. »⁴⁴. L'éducation de Chliapnikov l'avait préparé d'une certaine façon à adopter ce modèle.

Chliapnikov a continué à distribuer de la littérature quand il la recevait (c'était le plus fréquemment de la part des SDs de Nijni Novgorod). Au début de 1903, il a poursuivi son éducation en s'inscrivant dans des cours en langue française enseignés par Vera Yanchevskaya dans une "école du dimanche" organisée par l'*intelligentsia* pour éduquer les ouvriers. Son choix du contenu reflétait probablement ses aspirations intellectuelles. Les écoles du dimanche existaient dans toute la Russie et elles étaient un moyen pour l'*intelligentsia* socialiste de faire de la propagande parmi les travailleurs. C'est grâce à elles que Chliapnikov a organisé des cercles SD dans les usines dans tout Murom. Yanchevskaya, décrite par lui plus tard comme « une populiste idéaliste sentimentale », lui prêtait des livres et lui copiait de la littérature illégale en utilisant l'héctographe de l'administration des chemins de fer de Murom dans

⁴³ Clements 1997, p. 14–15, 22–3, 32–7, 45. Tandis que seuls deux pour cent des vieux bolcheviks étaient des paysans, près d'un cinquième étaient des soldats, dont beaucoup d'entre eux avaient pu être auparavant des paysans. Environ un cinquième des femmes était classé comme n'ayant pas de métier. Les données de Clement sur les hommes proviennent de Chase et Getty 1986 (elles ne sont plus disponibles). Pour les données sur le Parti Socialiste Révolutionnaire, voir Perrie 1972.

⁴⁴ Smith 2002, p. 100–1.

laquelle elle travaillait. Il a écrit plus tard que les SR ont essayé de s'allier avec son groupe par l'intermédiaire de cette femme, mais lui et les SDs ont rejeté leurs propositions⁴⁵. En dépit de son histoire d'association avec les SR, il n'a pas hésité à lui écrire une lettre de recommandation en 1926 quand son passé a été stigmatisé⁴⁶.

Après avoir quitté l'usine Torsk en juillet 1903 pour un travail plus exigeant et mieux rémunéré à l'usine de construction mécanique Valenkov, Chliapnikov y a contacté un groupe d'ouvriers qui avait établi des liens avec des groupes SD à Moscou et à Nijni Novgorod et avec l'*intelligentsia* de Murom. Lorsque leur organisateur est parti travailler à Moscou, c'est Chliapnikov qui a assumé le rôle central dans le groupe. Se méfiant de deux membres, un employé des postes et un ouvrier, il leur a caché ses nouveaux contacts parmi les ouvriers. Il a découvert ultérieurement qu'ils étaient tous les deux des espions de la police. En janvier 1904, il est parvenu à créer une organisation qui était isolée des deux provocateurs (peu de temps après, il a été arrêté)⁴⁷. Cette organisation a publié son propre tract et quelques vers en janvier 1904, qu'elle terminait évasivement par : "Le groupe d'ouvriers de Murom". Quand il écrivait cela après la révolution, Chliapnikov se souvenait qu'ils avaient estimé ne pas pouvoir s'appeler une organisation SD étant donné qu'ils n'avaient pas été intégrés dans la structure du parti. Et il a alors insisté sur le fait suivant : « Ce n'est que plus tard qu'il est devenu clair pour nous que les organisations sont créées, renforcées et enfin reconnues, grâce au travail, et non pas en raison d'une autorité supérieure »⁴⁸.

Les lignes entre les partis révolutionnaires dans les provinces russes avant les révolutions de 1917 étaient souvent floues. Selon, un informateur de la police, Chliapnikov était en contact avec des étudiants SR à Murom. Un autre révolutionnaire avait dit que Chliapnikov avait adhéré au "Parti Social Révolutionnaire de Murom", qui était majoritairement composé d'étudiants, parce que, « dans ce cercle, le programme était plus vaste (il englobait plus de choses) que le nôtre ». Mais la police l'a arrêté en janvier 1904 en référence à « l'organisation de Murom du Parti Ouvrier Social-démocrate Russe ». Au début, il a refusé de parler. Durant l'été de 1904 cependant, il avait conçu une stratégie. Accusant l'informateur de lui avoir donné de la littérature illégale, il affirmait qu'il avait refusé à la fois les tracts et les tentatives de l'attirer dans un travail illégal⁴⁹. Son témoignage a convaincu le procureur que la police avait piégé les ouvriers arrêtés et qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour les détenir plus longtemps. Chliapnikov a été relâché le 30 septembre 1904⁵⁰. En rentrant chez lui, des Cent-Noirs locaux (des monarchistes réactionnaires ultranationalistes qui haïssaient et attaquaient les révolutionnaires et les juifs) l'ont assailli et battu brutalement, car ils avaient été probablement avertis par la police de sa libération. Ni sa détention, ni cette attaque, ne l'ont découragé de poursuivre son travail clandestin ; ces

⁴⁵ Chliapnikov 1923c, p. 41–7. Les rapports de police tsaristes confirment qu'il a étudié le français en 1904; voir Gosudarstvennyi arkhiv Rossiiskoi Federatsii (GARF), f. 102 (DP), d. 299, I. 25.

⁴⁶ Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv ekonomiki (RGAE), f. 8346, op. 1, d. 38, I. 11, décembre 1926 (copie).

⁴⁷ Chliapnikov 1923c; GARF, f. 102 (DP), 1904, d. 299, II. 16–40.

⁴⁸ Chliapnikov 1923c, p. 48.

⁴⁹ GARF, f. 102 (DP), 1904, d. 299, II. 22, 24, and 39; II. 60–3, juillet 1904; 7 d–vo, 1904, d. 299, ch. 3, I. 1.

⁵⁰ GARF, f. 102 (DP), 1904, d. 299, I. 72, mémorandum du procureur de l'okrug de Vladimir Danilov au directeur du Vladimir Guberniia Zhandarm'skoe Upravlenie, 25 septembre 1904.

expériences n'ont fait que l'aigrir plus profondément contre les autorités tsaristes. Ayant renoué des liens avec les socialistes, il a obtenu de la littérature illégale par l'intermédiaire d'un réseau d'étudiants originaires de Murom à Saint-Petersbourg⁵¹. Dans la capitale, les tensions entre l'autocratie et la société se sont accentuées et bientôt un événement-clé accroîtrait la sympathie pour des révolutionnaires tels que Chliapnikov.

Révolution de 1905 et réaction

En 1904 et 1905, le tsar Nicolas II a entraîné la Russie dans une guerre désastreuse avec le Japon à propos de territoires situés en Extrême-Orient. Les réformes, l'industrialisation et un plus grand accès à l'éducation, ont éveillé chez les gens ayant une profession et les ouvriers des désirs de participation au gouvernement et d'améliorations des conditions de vie. La défaite militaire a discrédité l'autorité du tsar et encouragé différents groupes de la société russe à se mobiliser afin d'atteindre leurs objectifs. Vers la fin de 1904, des personnes appartenant à des professions libérales se sont rassemblé lors de banquets afin d'y discuter des sujets brûlants du jour, ce qui renvoyait au prélude de la révolution de 1848 en France. Le catalyseur de la révolution est cependant apparu dans un mouvement d'ouvriers conduit par un prêtre charismatique, le père Gueorgui Gapon, un mouvement qui faisait originellement partie d'une tentative de la police pour soutenir des syndicats exempts d'éléments révolutionnaires, mais qui a échappé au contrôle de la police. En janvier 1905, le "dimanche rouge", les troupes ont massacré des manifestants pacifiques qui, sous la direction de Gapon, se dirigeait vers le Palais d'Hiver à Saint Pétersbourg avec une pétition destinée au tsar, laquelle demandait de meilleures conditions de travail, la journée de travail de huit heures et la fin de la guerre. Les grèves de protestation contre ce massacre se sont transformées en une révolution de grande envergure qui a vu des partis politiques émerger de la clandestinité, la formation d'organisations civiques et de syndicats, des mutineries dans l'armée et dans la marine, et des révoltes paysannes. À la fin de l'année, Nicolas a accepté à contrecœur une Constitution⁵².

La Révolution de 1905 s'est déployée à travers la Russie, non seulement dans la capitale, mais aussi dans d'autres villes, bourgades et villages. La compassion, un puissant désir de justice et une amertume à l'égard des autorités, ont poussé Chliapnikov à s'unir avec d'autres afin de contester le pouvoir tsariste. Avec des étudiants de Moscou et une femme noble de Saint Pétersbourg, il a conduit une vaste manifestation armée à Murom en juillet 1905 afin de commémorer le Dimanche rouge⁵³. Étant donné que Chliapnikov a aidé à prendre le chef de la police de Muron en otage et a contraint la police à reculer, il a été arrêté et incarcéré à la prison de Vladimir. Libéré en octobre en raison d'une amnistie générale, cette intransigeance militante l'a mené à une autre arrestation en décembre 1905, après quoi il est resté en prison

⁵¹ Chliapnikov 1923c, p. 61. Les rapports de police font référence à l'étudiant de l'Institut Technologique de St Pétersbourg Alexander Serebrennikov qui avait des relations avec des anciens élèves de la Murom Real'noe Uchilishche et du Lycée féminin de Murom (GARF, f. 102 (DP), 1904, d. 299, I. 49).

⁵² Sablinsky 1976; Ascher 1988-94; Bushnell 1985 et Shanin 1986.

⁵³ GARF, f. 102, D7, 3861 (1905), II. 3, 9, 13.

jusqu'en janvier 1907. Cette troisième arrestation coïncidait avec le début d'une répression sévère contre les manifestations ouvrières. À l'extérieur de la prison, des changements politiques dramatiques se déroulaient en Russie alors que le pays effectuait sa transition vers une monarchie constitutionnelle. Les Russes ont élus leurs représentants pour le corps législatif, la Douma, lequel faisait face à un gouvernement autocratique qui éprouvait du ressentiment pour avoir été contraint de concéder une certaine partie de son pouvoir. Emprisonné avec des ouvriers plus politiquement conscients et davantage expérimentés d'Ivanovo-Voznesensk, Chliapnikov et ses nouveaux camarades ont pris part à la politique en élisant des délégués pour les congrès de parti et en écoutant les comptes rendus de ces congrès. Il a représenté d'autres prisonniers en tant que *staroste* dans les contacts avec les autorités carcérales⁵⁴. Cette importante expérience formatrice a dû nécessairement consolider son allégeance aux bolcheviks.

La sévère réaction tsariste qui a fait suite à 1905 a entraîné des représailles contre les rebelles paysans et contre les révolutionnaires urbains. Une méthode était la conscription. En janvier 1907, Chliapnikov a été incorporé dans l'armée. Refusant de prêter serment au service du tsar afin de tenir compte de ses convictions politiques, il a été condamné à deux ans de forteresse. Après avoir été libéré sous caution avec l'aide d'un avocat libéral sympathique, il est passé à la clandestinité plutôt que de risquer l'incarcération. Après un bref activisme dans l'organisation du parti SD de Lefortovo à Moscou, dont son cousin Yakov avait été membre précédemment, Chliapnikov a travaillé à la Station électrique de 1886 à Saint Pétersbourg. C'est là qu'il a rencontré Sergueï Medvedev (1885-1937), un métallo qualifié d'origine paysanne qui a grandi près de Moscou et de Saint Pétersbourg. Comme Chliapnikov, Medvedev avait participé à la grève de 1901 à l'aciérie Oboukhov. Après la grève, les représentants de l'*Iskra* l'ont recruté, ainsi que d'autres ouvriers, pour créer une organisation SD unifiée avec un centre directeur. Medvedev a joué un rôle central dans la réception et la distribution d'armes, y compris de bombes, aux groupes révolutionnaires. Il est devenu un proche camarade de Chliapnikov et il a partagé son destin politique postrévolutionnaire⁵⁵. Leur amitié souligne le fait que Chliapnikov avait accepté les moyens violents pour renverser le pouvoir d'État.

En 1907, face à la féroce répression tsariste, de nombreux bolcheviks avaient quitté le parti ou bien avaient été arrêtés, ce qui pourrait expliquer que, compte tenu bien sûr de son charisme, de son intelligence, de ses talents d'organisation et de son aptitude à diriger, Chliapnikov soit devenu à l'âge de 22 ans membre du Comité du POSDR de Saint Pétersbourg, l'organisation bolchevique principale en Russie. Il assistait aux conférences du parti, mais il n'y a que peu d'informations sur ses activités en 1907. Il a certainement fait la connaissance de Tomski qui, lui aussi, est devenu membre du Comité de Saint Pétersbourg cette année-là et qui a assisté au V^e Congrès du parti à Londres au printemps. L'importance grandissante de Chliapnikov a attiré

⁵⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5: 40–1; Gambarov et al. (dir.) 1989, vol. 3, p. 248.

⁵⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 173–88; RGASPI, f. 124, d. 2171 (Chliapnikov, Yakov Ermolaevich, 1876–1934), I. 2. Yakov a rapporté que souvent la police le traitait durement, car elle l'associait ou le confondait avec son cousin Alexandre (I. 6.). Pour davantage de détails à propos de l'origine et la vie de Medvedev, voir Allen 2007.

l'attention de la police et elle le rendait plus susceptible d'être arrêté. À la fin de 1907, ses amis lui ont conseillé d'émigrer. Le comité de Saint Pétersbourg lui a donné des documents à remettre à Lénine⁵⁶. Tandis que ses camarades travaillaient dans la clandestinité révolutionnaire en Russie, Chliapnikov pénétrait dans le monde des *émigrés*^(*) russes en Europe de l'Ouest.

C'est sous un faux nom que Chliapnikov a quitté la Russie pour Genève en janvier 1908, et il a fait une première halte en Autriche d'où il a envoyé une lettre à sa mère dans laquelle il se réjouissait d'avoir échappé à la police tsariste. Brièvement retardé par de mauvaises indications fournies par les guides bolcheviks qui l'ont envoyé à Gênes au lieu de Genève, il est arrivé en Suisse le 6 février. Après avoir rencontré Lénine, Chliapnikov a poursuivi son chemin jusqu'à Paris. C'est tout excité qu'il a contemplé la ville qu'il n'avait connue que par les livres et il a été impressionné par son niveau de vie et celui de sa culture qui étaient supérieurs à ceux de Saint Pétersbourg. Lénine appelait Paris le « Saint Pétersbourg étranger » parce que, après que la réaction de 1906-7 a commencé en Russie, beaucoup d'*émigrés* russes s'y sont regroupés (à un moment donné, ils étaient environ quatre-vingt mille). La plupart des *émigrés* russes révolutionnaires se rassemblaient dans les cafés du Quartier latin, mais Chliapnikova a aussi passé ses années en France parmi les ouvriers, en habitant principalement dans la banlieue nord industrielle de Paris. Deux mois après son arrivée, il a trouvé un travail dans une usine d'automobiles dans la banlieue d'Asnières⁵⁷.

À la fin de 1907, Chliapnikov était devenu un tourneur sur métal et un monteur hautement qualifié, un activiste clandestin astucieux et conspirateur, ainsi qu'un bolchevik résolu. En tant que tel, il faisait partie d'un groupe exclusif de prolétaire russes "conscients". Mais en Europe occidentale, il a pris une voie qui divergeait de celle de nombreux autres ouvriers russes radicalisés. La vie et le travail lui ont donné l'occasion d'observer les méthodes d'organisation des syndicats étrangers. L'acquisition d'un français parlé couramment et sa connaissance de l'allemand et de l'anglais ont facilité son éducation relative au socialisme radical et qui organisait les travailleurs en Europe occidentale, et elles l'ont exposé à un héritage de pensée et de pratique socialistes européennes plus riche que celui dont avaient disposé Tomski ou Kanatchikov, sans parler de Iejov qui était beaucoup plus jeune et qui n'avait pas appris de langues étrangères. Bien que Tomski ait fait un séjour en France en 1908⁵⁸, la Russie est restée sa base d'activité, tandis que Chliapnikov a noué des liens étroits avec des ouvriers français et d'autres ouvriers russes qui travaillaient en France. Le dossier de Chliapnikov relatif à son activisme révolutionnaire en Russie et son association avec des méthodes violentes faisaient qu'il était improbable que le gouvernement tsariste puisse jamais lui permettre une existence légale paisible en Russie sans une période de prison ou de travail forcé en Sibérie. En outre, le gouvernement tsariste continuait de limiter sévèrement les

⁵⁶ Gambarov et al. (dir.) 1989, vol. 3, p. 246–9; Wynn 2012, p. 125–6; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5 : 37–41; Chliapnikova 1991 and 1995.

^(*) En français dans le texte. (NdT).

⁵⁷ Krupskaja 1970, p. 54; Chliapnikov 1926h, p. 3, 7–8; Elwood 1974, p. 25; Chliapnikov 1908. Chliapnikov envoyait tous les mois des cartes postales à sa mère pendant qu'il était à l'étranger.

⁵⁸ Wynn 2012, p. 128.

possibilités de la société civile à se développer en Russie. C'est pour ces raisons-là qu'il y avait peu de chance pour que Chliapnikov soit tenté de modérer ses positions pendant qu'il était plongé dans le milieu social-démocrate de l'Europe occidentale.

CHAPITRE 2

Émigration et mouvement clandestin révolutionnaire

De 1908 à la fin de 1916, Chliapnikov a vécu en Europe occidentale et en Scandinavie, où il a travaillé dans des usines françaises, allemandes et anglaises, et il a organisé les ouvriers. Durant ses années passées en Europe de l'Ouest, les organisations des partis et des syndicats agissaient en Russie sous la contrainte de restrictions sévères qui n'ont fait que s'aggraver avec l'éclatement de la guerre en 1914. En Scandinavie en 1914-1916, Chliapnikov établissait la liaison entre les bolcheviks de Petrograd et les membres du CC du Parti bolchevik à l'étranger en organisant le transport de la littérature, de l'argent et des personnes. Au cours de la Première Guerre mondiale, il a effectué trois voyages en Russie où il a consolidé un centre lié au CC à l'étranger et où il a renoué et développé les liens avec les bolcheviks ouvriers, dont beaucoup sont devenus plus tard ses collaborateurs dans l'Opposition ouvrière¹⁶. Il a également passé de courtes périodes en Angleterre et aux États-Unis. Conseillé par Lénine, par la femme de Lénine, Nadejda Kroupskaïa, et la féministe socialiste Alexandra Kollontaï, il s'est développé sur le plan intellectuel, et il a écrit de petits ouvrages descriptifs sur l'industrie des métaux en Europe, ainsi que des articles polémiques et des histoires brèves. Bien qu'il ait respecté l'autorité intellectuelle de Lénine et qu'il ait été habituellement d'accord avec ses instructions sur l'orientation de la lutte politique, un soutien inconditionnel n'accompagnait cependant pas son attachement. Il conservait un certain degré d'autonomie, et il lui arrivait parfois de critiquer la politique et la tactique de Lénine dans sa correspondance. En outre, il entretenait ses propres liens avec des syndicalistes et des dirigeants socialistes européens¹⁷. Parmi les problèmes d'une actualité brûlante chez les socialistes d'Europe occidentale, il y avait le rôle des syndicats dans la politique, et la question de savoir si la révolution violente était nécessaire et si les socialistes devaient soutenir leurs gouvernements en guerre. Sur toutes ces questions, Chliapnikov a pris des positions radicales

¹⁶ Son premier voyage a eu lieu au cours de l'été de 1914. Son deuxième voyage le situait en Russie d'octobre 1915 à février 1916. Chliapnikov est revenu en Russie en octobre 1916. Les sources relatives à ce chapitre comprennent la correspondance de Chliapnikov de 1913 à 1916; les notes du journal intime de Kollontaï; les rapports de la police tsariste; les articles de Chliapnikov de 1913 à 1915; ses mémoires publiés après 1917; son témoignage lors de la purge de 1933 et encore les notes du journal intime de Kollontaï.

¹⁷ RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1398, lettres de Chliapnikov à Kroupskaïa, 1914. Ses lettres aux socialistes suédois (en français et en anglais) se trouvent dans l'Arbetarrörelsens Arkiv och Bibliotek, Stockholm, dans les dossiers de Hjalmar Branting, Elin Lindley et Hannes Skölds. Wynn 2012 détaille plusieurs épisodes cruciaux lorsque Tomski a été lui aussi ostensiblement en désaccord avec Lénine sur des questions importantes.

Chliapnikov devient un *intellectuel-ouvrier*

Un *intellectuel-ouvrier*, une catégorie de révolutionnaire russe abondamment analysée par Reginald Zelnik et Mark Steinberg, était une personne dont la profession principale faisait partie du travail manuel, habituellement qualifié, mais qui était aussi engagée dans l'écriture d'articles polémiques ou des romans¹⁸. Tomski et Kanatchikov appartenaient à cette catégorie, mais Iejov n'en a jamais fait partie. Chliapnikov quant à lui en a fait rapidement partie durant ses années passées en Europe occidentale, ainsi que cela est attesté par un informateur de la police politique russe (*Okhrana*), laquelle a conservé de vastes archives sur les révolutionnaires russes vivant à l'étranger. Sa fonction à Paris était particulièrement active étant donné le grand nombre de Russes vivant dans cette ville. Selon les rapports de police, Chliapnikov a mené tout d'abord une vie plutôt solitaire en France, il ne recevait pas d'invités, mais il lisait et écrivait durant ses loisirs. Vers la fin de 1908 cependant, il a commencé à tenir des discours et il a écrit un certain nombre d'articles et de brochures portant sur des questions de parti en utilisant le pseudonyme de "Metallist" ("Métallo"). En 1909, il continuait à travailler en tant que métallo, mais en prenant un poste dans une usine d'automobiles¹⁹. Il a cohabité avec une Française pendant une période indéterminée et il est devenu plus impliqué dans le syndicalisme et la politique français. Le fils de Kollontaï, Mikhaïl, se souvenait plus tard de Chliapnikov comme d'un homme très intelligent qui parlait couramment français, et un spécialiste a estimé que son français écrit comme étant seulement « légèrement défectueux ». Un rapport de police remarquait que son style vestimentaire, ses compétences professionnelles et son intelligence, provoquaient chez des informateurs occasionnels l'erreur de le prendre pour un ingénieur plutôt que pour un ouvrier, mais il faisait absolument partie de la catégorie de l'*"intellectuel-ouvrier"*. Le rapport faisait l'éloge de ses talents : « Il est un ouvrier métallurgiste très doué qui peut également bien travailler le bois, il est très bon en dessin technique et il peut exécuter des tâches spéciales ». Bien qu'il ait été « malin de nature » et qu'il ait parlé le français et l'allemand, « sa connaissance superficielle du latin » révélait une absence d'éducation supérieure. Une autre faiblesse intellectuelle, d'après un informateur, était qu'il « étayait » souvent ses articles et ses discours « avec des références à telle ou telle œuvre publiée ». La police trouvait qu'il était « très prudent et conspirateur »²⁰. Bien qu'ayant un ton condescendant, le rapport traduit bien l'ambition, les talents et l'orientation intellectuelle, du jeune métallo.

Tandis qu'il améliorait ses compétences en langue française et qu'il étudiait le marxisme, Chliapnikov prenait part à la politique du milieu *émigré* russe et à la vie des syndicats français. Il s'est souvenu plus tard que lui et les autres bolcheviks luttaient avec les mencheviks à Paris en vue du contrôle des organisations du Parti. À côté de sa participation aux luttes de factions social-démocrates russes, il a adhéré à un comité régional du Parti Socialiste

¹⁸ Zelnik 1995, p. 225–6, considérait que le terme d'*intelligentsia-ouvrière* était un groupe plus exclusif que celui des ouvriers "conscients". Steinberg 2002 traite de manière exhaustive de "l'*intelligentsia-ouvrière*".

¹⁹ GARF, f. 102 (DP OO), op. 1915, d. 114, II. 49–50.

²⁰ Futrell 1963, p. 92; Vladimir Kollontaï 2006, interview; GARF, f. 102 (DP OO), op. 1915, d. 114, II. 50–1.

de France et il est devenu un dirigeant du Syndicat Parisien de la Mécanique, dans lequel il était responsable d'organiser les métallos russes. Périodiquement mis sur liste noire à cause de sa participation à des grèves en France, il échappait à la détection en modifiant la translittération de son nom²¹. Son travail et son activisme révolutionnaire l'ont amené également à avoir une collaboration étroite avec des syndicalistes métallos de gauche allemands, suédois et norvégiens. Contrairement à beaucoup d'autres révolutionnaires ouvriers russes, Chliapnikov a assimilé l'influence des syndicats socialistes autonomes en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Son engagement dans les syndicats a aussi rendu son expérience d'*émigré* différente de celle des membres de l'*intelligentsia* du Parti russe tel que Lénine, ce qui a modelé le programme qu'il a ultérieurement présenté en tant que leader de l'Opposition ouvrière.

Chliapnikov s'est néanmoins rapproché de Lénine dans l'émigration. Les idées de Lénine ne constituaient qu'un aspect du bolchevisme avant la révolution d'Octobre 1917 puisqu'Alexandre Bogdanov représentait une importante alternative. Lénine mettait l'accent sur le leadership, les révolutionnaires d'avant-garde et la centralisation, alors que Bogdanov magnifiait le collectivisme. Le bolchevisme de Lénine affichait des révolutionnaires professionnels conspirant illégalement pour s'emparer du pouvoir par la guerre de classe et communiquant entre eux au moyen de codes. Bogdanov, quant à lui, mettait l'accent sur le fait de cultiver l'esprit des ouvriers de façon nouvelle et il se concentrait sur la propagande comme moyen pour y arriver. Certains partisans de Bogdanov tendaient « vers le syndicalisme, c'est-à-dire vers la croyance en l'efficacité de la grève de masse et de l'action directe guidée par le mythe utile ». Ils étaient aussi qualifiés de « constructeurs de dieu » en raison de leur croyance en la nécessité de créer « une religion socialiste de la science ». En 1911, Bogdanov et Anatoli Lounatcharski, le dernier commissaire à l'Instruction du gouvernement soviétique, ont organisé une école du Parti à Bologne en Italie, dans laquelle ils avaient l'intention d'éduquer les ouvriers bolcheviks afin qu'ils accomplissent mieux leur tâche d'organisation et de propagande. Lénine a réagi en créant sa propre école à Longjumeau, près de Paris, et il a appelé les ouvriers à quitter l'école de Bogdanov pour la sienne. Beaucoup l'ont fait. Chliapnikov était proche d'Alexei Gastev et de Fiodor Kalinine, des bolcheviks ouvriers qui suivaient Bogdanov. Néanmoins, il y a peu de preuves que Bogdanov l'ait influencé. Déjà expérimenté en tactique clandestine et versé dans les écrits marxistes, Chliapnikov n'allait ni à l'école de Bogdanov, ni à celle de Lénine, mais il rencontrait fréquemment Lénine à Paris²².

Les idées de Chliapnikov, telles qu'elles sont exprimées dans des lettres et des articles qu'il a écrits quand il vivait à l'étranger, se focalisent sur la tactique et elles ne comparent pas explicitement les positions de Lénine et de Bogdanov. L'accent mis par Bogdanov sur le rôle central des "masses" dans la révolution aurait dû lui plaire, mais Chliapnikov n'était pas partisan de créer

²¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 36–7.

²² Williams 1986, p. 2–4, 158–9; Elwood 2011, p. 3–15; GARF, f. 102 (DP OO), 1915, d. 114, I. 1; RGASPI, f. 304, op. 1, d. 12, I. 1, lettre de Chliapnikov à une personne non identifiée à propos de l'hébergement de Lénine et d'ouvriers français le 21 mai 1911.

une « religion » socialiste »²³. Il avait laissé la religion derrière lui quand il avait abandonné la vieille-croyance. Il comptait à coup sûr parmi les « révolutionnaires professionnels » de Lénine, en particulier durant la Première Guerre mondiale. L'esprit pratique de Lénine l'attirait. Lénine portait un extraordinaire intérêt à la tactique conspiratrice que Chliapnikov s'enorgueillissait de mener à bien de manière habile, et, avec Lénine, il s'occupait avec soin des révolutionnaires ouvriers. Cependant, Chliapnikov était mal à l'aise avec ce qui peut être maintenant perçu comme l'autoritarisme de Lénine, ainsi que par le « scénario héroïque » (pour reprendre l'expression de Lih) que Lénine offrait. La perspective de Chliapnikov est mieux résumée dans les vers de l'« Internationale » qu'il citait fréquemment : « Il n'est pas de sauveurs suprêmes, ni Dieu, ni César, ni tribun. Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes ! »²⁴. Il croyait que les révolutionnaires professionnels devaient informer et organiser les travailleurs, mais que les travailleurs devaient guider le parti politique en élisant ses dirigeants. Étant donné leur personnalité et leurs intérêts distincts, les ouvriers Chliapnikov et Gastev étaient attirés par une *intelligentsia* russe différente pour ce qui concerne les conseils.

Alors que Chliapnikov se rapprochait politiquement de Lénine, il faisait la cour à la féministe socialiste Alexandra Kollontaï (1872-1952). Provenant d'une famille aristocratique, elle avait reçu une bonne éducation, elle était une oratrice populaire et charismatique et une auteure d'ouvrages sur le socialisme et les problèmes des femmes. Devenue marxiste à la fin des années 1890, elle a choisi le menchevisme après la scission du Parti Ouvrier Social-démocrate Russe en 1903. Elle a donné des cours à l'école de Bogdanov sur la « question féminine ». En tant que partie du projet général de l'émancipation sociale des femmes, elle défendait un nouveau type de relations entre les hommes et les femmes. La « nouvelle femme » combattait sa tendance à la soumission et ferait en sorte de concilier ses besoins d'autonomie et sa féminité. Kollontaï a lutté pour atteindre ces objectifs dans sa propre vie, y compris dans sa relation romantique avec Chliapnikov (1911-16). Elle est venue à Paris pour écrire au printemps 1911²⁵. Étant donné qu'elle était menchevique, elle n'était pas la bienvenue à l'école de Lénine. Elle a cependant rendu visite à Lénine et à Kroupskaïa et elle connaissait bien Gastev, l'ami de Chliapnikov.

Quand Chliapnikov et Kollontaï se sont rencontrés pour la première fois à Paris à la fin de 1911, elle avait 39 ans et lui 26. Ivan Maïski, qui était alors menchevik et est devenu ultérieurement diplomate soviétique, avait écrit de Kollontaï l'année précédente : « Elle avait l'air d'une jeune fille. Belle, intelligente, énergique, pleine de joie printanière dans la vie, Kollontaï attirait à elle beaucoup de gens ». Bien qu'elle ait été menchevique et Chliapnikov bolchevik, de telles distinctions n'étaient pas fatales avant la Révolution, étant donné que les membres des différents partis et factions révolutionnaires

²³ Les socialistes révolutionnaires font souvent référence aux « masses », un terme dont la signification pouvait varier. Parfois, il signifiait tous ceux qui se livraient à du travail manuel. À d'autres occasions, il signifiait seulement les ouvriers d'usine qui étaient socialistes.

²⁴ Chliapnikov 1919c, p. 1.

²⁵ Farnsworth 1980, p. 40-1; Kollontaï 1974, p. 32. Le fonds personnel 134 de Kollontaï dans RGASPI contient des notes manuscrites sur sa relation avec Chliapnikov. Quelques lettres d'elle adressées à lui figurent dans la collection de la famille Chliapnikov. De la fin de 1940 à 1952, Kollontaï a préparé des mémoires dactylographiés qui ont été publiés en 2001 et en 2004.

trouvaient souvent un terrain commun sur lequel ils pouvaient travailler. Physiquement en forme, charmant et gentil, Chliapnikov cultivait en 1911 les vêtements et les manières raffinés d'un *intellectuel-ouvrier*. Le socialiste finlandais, Karl Wijk, se souvenait de lui comme étant « calme et agréable, jamais tapageur, jamais gesticulant ou excessivement enthousiaste, toujours fiable, lucide et constant ... pas du tout comme un Russe »²⁶.

Kollontaï et Chliapnikov ont fait connaissance pour la première fois après un des discours passionnés qu'elle avait prononcé. Ils se sont rencontrés à nouveau lors des funérailles de Paul et Laura Lafargue, des socialistes français éminents (Laura était la fille de Karl Marx). Lorsqu'ils se sont rencontrés pour la troisième fois dans l'appartement de Lénine, ils ont décidé de faire mieux connaissance. Après avoir assisté à une pièce, ils se sont promenés dans Paris et ils ont discuté pendant plusieurs heures. Kollontaï était impressionnée par le fait que Chliapnikov, un ouvrier, ait engagé un débat avec elle. Elle l'a décrit comme étant « agréable, enjoué, direct et obstiné », « un prolétaire ... de roman ». Comme ils conversaient ce soir-là à Paris, a-t-elle écrit plus tard, « une étincelle s'enflamma », et elle a passé cette nuit avec lui à Asnières²⁷.

À cette époque-là, Kollontaï était en train de mettre fin à une liaison qui avait duré deux ans avec le menchevik et spécialiste des questions agraires, Peter Maslov, qui était marié et avait cinq enfants. Elle lui avait dit de ne pas la suivre à Paris. Pourtant, lorsqu'elle est revenue par train de son rendez-vous galant avec Chliapnikov, Maslov l'attendait à la porte de sa pension de famille. Elle lui a parlé de son nouvel amant afin de le convaincre du fait que leur relation était terminée. Il semble qu'elle ne s'attendait pas à ce que sa liaison avec Chliapnikov dure. Lui, en revanche, a attribué plus d'importance à cette aventure et, d'après elle, il l'a couverte de « folles » lettres d'amour en français et en russe. En raison de son insistance et de son obstination, elle l'appelait ironiquement Avvakum, un martyr du XVII^e siècle de la vieille-croyance. Bien qu'elle ait éprouvé de l'affection pour lui, elle supportait mal les exigences qu'il avait sur son emploi du temps²⁸.

Kollontaï a quitté Paris en janvier 1912 pour Berlin. Chliapnikov l'y a rejointe, trouvant du travail dans des usines métallurgiques, mais il n'a pas pu s'adapter à la vie et au régime de travail en Allemagne. Bien que beaucoup de socialistes aient tenu à cette époque-là le mouvement ouvrier allemand en haute estime pour son ampleur et son organisation, il a été surpris de trouver qu'il était le seul ouvrier de son usine à ne pas aller travailler pour le Premier mai. Il a prétendu ultérieurement que, lorsque ses camarades l'ont encouragé à dire qu'il avait été absent parce qu'il ne comprenait pas bien l'allemand, il a perdu ses illusions sur la social-démocratie allemande. Étant donné qu'il avait donné cette explication dans les années 1930, alors qu'il subissait une purge du Parti, elle doit être traitée avec scepticisme. Après quelques mois, il retournait en France, peut-être autant à cause des tensions dans sa relation avec Kollontaï qu'en raison de ses désillusions sur les ouvriers allemands. Il semble néanmoins qu'il soit revenu à Berlin à plusieurs reprises afin de passer avec elle des congés prolongés. En décembre 1912, il a retrouvé son ami

²⁶ Clements 1979, p. 66; Futrell 1963, p. 106.

²⁷ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 4, I. 4

²⁸ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 3, II. 7–13, novembre 1911, Paris; I. 19, lettre à Zoia Chadurskaia, 12 août 1912; d. 4, II. 4–5; d. 22, I. 5; Clements 1979, p. 68–9.

Medvedev qui, lors de son seul voyage à l'étranger, a passé plusieurs mois à travailler en Allemagne, et qui ensuite a rencontré Lénine et d'autres dirigeants du Parti à Cracovie avant de retourner en Russie²⁹.

Bien que Kollontaï ait appelé Chliapnikov « son mari », ils vivaient souvent séparément et elle a exprimé cette ambivalence sur leur relation quasi-maritale jusqu'à ce qu'elle ait rompu en juillet 1916. Il n'a pas réussi à comprendre le conflit qu'elle percevait entre l'amour et le travail, mais elle rechignait renoncer à son prolétaire modèle. Un épisode qui illustre cela a eu lieu durant l'été de 1913. Kollontaï avait laissé une note indiquant qu'elle partait pour une conférence à Londres. Il l'a suivie, après lui avoir télégraphié l'heure de son arrivée prévue. Déçu de ne pas la trouver à la gare, il a alors découvert qu'elle n'était même pas passée prendre ses lettres. De plus, aucun de ses camarades socialistes n'était au courant de la conférence à laquelle elle avait prétendu assister. Chliapnikov a soupçonné qu'elle avait inventé toute cette histoire afin de lui échapper, et il lui a exprimé son angoisse de la manière suivante :

« Je t'aime encore beaucoup et je veux te garder comme amie. Je ne désire pas éteindre ce beau sentiment et je ne peux pas supporter de voir et de ressentir que tu es maintenant en train de tuer cet amour pour moi, et ce seulement au service d'une notion préconçue de "l'incapacité d'unir l'amour et le travail". Combien ces mots sonnent faux... »³⁰.

C'est rarement qu'il a exprimé par écrit de telles émotions blessées ; son ton habituel dans les lettres qu'il lui adressait était calme, teinté d'humour et pragmatique. Il abordait souvent des questions politiques et relatives à l'organisation du Parti. Dans ses réponses affectueuses, Kollontaï lui donnait des conseils qui visaient à lui faciliter sa transformation en *intellectuel*-ouvrier.

Avant qu'il ne rencontre Kollontaï, Chliapnikov avait écrit des articles pour les journaux russes et français. Après que leur relation a commencé, son développement comme écrivain s'est accéléré, ce qui a préparé la voie à l'écriture de ses mémoires postrévolutionnaires du mouvement ouvrier russe. Les années où il a commencé à écrire, soit 1912-13, ont vu beaucoup de discussions dans la presse au sujet de lois destinés à réglementer le travail en usine ; en 1913, le gouvernement russe a réuni pour la première fois toutes les lois relatives au travail dans un unique Code du droit du travail³¹. Des exemplaires peu chers ont circulé parmi les travailleurs. Chliapnikov a exprimé ce qu'il en pensait dans la presse socialiste et syndicale³². Il écrivait afin d'améliorer ses capacités d'*intellectuel*-ouvrier et, plus pragmatiquement, pour engranger de l'argent quand il n'avait pas de travail en usine. Mais son but principal était de communiquer à ses camarades ouvriers de meilleures

²⁹ Kollontaï 1974, p. 32–5; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 173–88, l'autobiographie de Medvedev pour la purge du 10 février 1922; d. 9103, vol. 5, II. 34–6; Chliapnikova 1991 et 1995, conversations; Ostrovski 2002, p. 381.

³⁰ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 7, II. 1–3, 15 juin 1913.

³¹ Gorchkov 2009, p. 143.

³² Ses articles dans *Prosveshchenie* ont été publiés sous son vrai nom, mais, dans certains articles du *Metallist*, il a employé un pseudonyme. Ces articles (voir la Bibliographie plus bas) ont été ultérieurement incorporés dans son livre : *Po zavodam Frantsii i Germanii*. La description que fait le livre de l'industrie métallurgique est hautement technique et fondée sur des revues professionnelles et des documents statistiques que Chliapnikov a rassemblés lors de ses séjours en France et en Allemagne.

méthodes d'organisation. En s'adressant à son public russe, il préconisait certaines méthodes employées par les ouvriers en Europe occidentale, telles que celle consistant à organiser des échanges entre des syndicats et des ouvriers de l'industrie ou de la production.

Les idées de l'ingénieur américain Frederick W. Taylor à propos de l'efficacité industrielle, qui étaient fondées sur la standardisation des méthodes, étaient en train de se répandre au début du XX^e siècle. Critiquant le taylorisme qui récompensait les ouvriers qui s'adaptaient rapidement, mais qui montraient peu de créativité ou de "conscience", Chliapnikov écrivait que les mesures de ce système, destinées à économiser le temps, à accroître la production, réduisaient à néant les succès obtenus dans le raccourcissement de la journée de travail. Parce que ce nouveau système mettait les ouvriers sous davantage de pression, il écrivait que ceux qui travaillaient 8 heures et demi par jour subissaient plus d'accidents et de désordres nerveux que ceux qui travaillaient 10 heures et demi ou 11 heures par jour dans l'ancien système. Taylor s'opposait aux syndicats, tandis que Chliapnikov préconisait la fusion des syndicats de métiers en unions industrielles qu'il considérait comme étant plus progressistes et plus fortes dans la lutte avec les capitalistes. Se fondant sur son expérience de membre du Conseil des Syndicats de la Mécanique de la Seine, il présentait ce développement européen aux ouvriers russes comme étant la vague du futur. Dans un article portant sur les usages d'embauche, il expliquait aux métallos russes les avantages pratiques d'un syndicat puissant, étant donné qu'en France le syndicat aidait les ouvriers à trouver un travail. Celui-ci se tenait au courant des postes vacants et des besoins de recrutement dans des usines particulières et il était capable de diriger les ouvriers sans emploi vers de usines qui avaient besoin d'eux. En Russie, en revanche, étant donné qu'il n'y avait pas de « syndicat des métallos stable et puissant, la recherche de travail et les conditions d'acceptation dans une usine sont organisées ... de bouche à oreille ... ou bien (par des recherches) au hasard »³³.

Les écrits de Chliapnikov sur la stratégie révolutionnaire n'ont pas été publiés, peut-être parce qu'ils ne concordaient pas avec les points de vue de l'*intelligentsia* du parti qui éditait les journaux, ou peut-être parce que ses idées étaient insuffisamment développées. Les bolcheviks s'opposaient au sabotage car ils le considéraient comme un gaspillage d'énergie révolutionnaire et comme le produit d'une attitude rétrograde vis-à-vis de la société industrielle. Dans un essai de 1912 cependant, Chliapnikov apparaissait comme ambivalent à l'égard de certains types de sabotage, en particulier ceux qui ne détruisaient pas les biens. Classant des actes visant à diminuer les profits des employeurs comme des actes de sabotage, il trouvait qu'ils étaient acceptables en tant que moyens de lutte. À propos de la pratique des commerçants de faire payer trop cher leurs clients, il expliquait : « Un travailleur dans un magasin peut commettre un sabotage en ne trichant pas sur la monnaie à rendre aux clients, mais il ne peut toujours pas outrepasser la loi ». En faisant cela, le travailleur réduirait les profits du commerçant³⁴.

³³ Chliapnikov 1913a, p. 6-8; 1913c, p. 13; 1914a, p. 2.

³⁴ RGASPI, f. 28, op. 1, d. 441, II. 1-7, *O sabotazhe, kak metod bor'by*, écrit à Berlin, avril 1912. Chliapnikov a soumis cet article au "Sotsial'-Demokrat", mais il n'a pas été publié.

Son analyse, si elle n'était pas développée sur le plan théorique, n'était pas du moins dogmatique.

Lorsque Chliapnikov séjournait en France, les syndicalistes se disputaient violemment au sujet de la position des syndicats par rapport à la politique. À la fin du XIX^e siècle, les syndicats français avaient été affaiblis par leur affiliation aux partis socialistes qui souffraient de fréquentes scissions. Des grèves avaient même été perdues à cause de chamailleries politiques. Les guesdistes enjoignaient aux syndicats de subordonner leurs luttes économiques au service de la politique de parti, tandis que d'autres syndicalistes exigeaient le rejet en bloc des partis et de la politique. L'absence d'unité au sommet signifiait que les syndicats français étaient particulièrement forts au niveau local. En 1902, il y a eu davantage de coordination nationale, mais le mouvement est resté décentralisé. Ainsi, ce sont la décentralisation et la méfiance de la politique qui définissaient les caractéristiques du syndicalisme français. Néanmoins, les ouvriers étaient libres de choisir leur affiliation politique dont il y avait une grande variété. Les syndicalistes français étaient en outre en désaccord pour ce qui concerne la structure du mouvement syndical ; dans la première décennie du XX^e siècle, ils débattaient des avantages des unions d'ouvriers à l'échelle d'une industrie par opposition aux unions fondées sur la profession ayant des objectifs transversaux³⁵.

Chliapnikov était aux côtés des partisans des unions industrielles et des défenseurs d'un rôle politique pour ces unions. Critiquant les leaders syndicaux français qui essayaient de maintenir les syndicats en dehors de la politique, il croyait que cela affaiblissait les syndicats et poussait les ouvriers vers l'anarcho-syndicalisme qu'il qualifiait de « de syndicalisme sans cotisations, sans secrétaires rémunérés ». Par conséquent, il définissait l'anarcho-syndicalisme différemment de ses opposants ultérieurs qui lanceraient cette accusation à l'encontre de l'Opposition ouvrière. Rejetant l'anarchisme a priori, il affichait une attitude négative à l'égard du syndicalisme, accusant les syndicalistes de condescendance vis-à-vis des masses et de réticence à les entraîner dans le travail révolutionnaire³⁶. En fin de compte, la vulnérabilité des syndicats français, qui était due à leur structure décentralisée, aurait conduit Chliapnikov à être d'accord avec Lénine à propos de l'importance d'une direction centralisée du parti et des syndicats.

Par conséquent, Chliapnikov combinait son insistance sur l'initiative des travailleurs avec une préférence pour l'unification et la centralisation. Partisan déterminé des unions de production, qui étaient plus vastes et plus inclusives que les unions fondées sur la profession, il critiquait néanmoins les syndicalistes qui exploitaient la tendance à l'unification dans le but d'évincer leurs rivaux et de s'emparer des fonds communs. Son appel à l'unité parmi les syndicalistes contrastait avec la tactique, qu'il soutenait souvent, de provoquer une scission dans les organisations politiques dans le but de faire avancer le programme de Lénine. Il était aussi un solide partisan de l'aide mutuelle en tant qu'objectif syndical afin d'attirer les travailleurs et de répondre à leurs besoins. L'influence principale qu'a eue le syndicalisme

³⁵ Lorwin 1954, p. 20-4, 30-1.

³⁶ RGASPI, f. 28, op. 1, d. 441, I. 8; d. 445, '*K krizisu sindikalizma*' (février 1913, Paris), I. 5.

français sur lui a été le plus probablement sa tendance à mettre en avant le rôle de premier plan des organisateurs syndicaux de la classe ouvrière, tandis que les intellectuels de la classe moyenne étaient confinés au travail théorique³⁷.

Certains ouvriers russes en France, tels que Gastev et Kalinine, étaient attirés par l'*intelligentsia* créative et ils écrivaient de des romans et des poèmes, mais Chliapnikov montrait moins d'intérêt pour la création littéraire. L'on ne connaît que deux histoires écrites par lui. À *l'usine*, un texte semi-autobiographique, était un compte rendu sentimental de la décision d'un jeune garçon d'aller travailler en usine. *Aviateurs* était en revanche une histoire humoristique sur un ouvrier français qui devenait pilote et qui encourageait ses camarades ouvriers à se considérer comme « des aviateurs-nés ». En tentant de constituer un « club d'aviateurs », ils subissaient différentes mésaventures³⁸. Le sens prompt, pince-sans-rire et très développé, de l'ironie de Chliapnikov se retrouvait dans cette histoire, dont il est possible que le message sous-jacent ait été la formation de la « conscience » ouvrière. Chliapnikov exprimait le fait que les travailleurs avaient besoin d'étudier sérieusement afin de s'élever au-dessus de leur condition.

Retour en Russie en 1914

Chliapnikov était de plus en plus contrarié par son incapacité à engranger des revenus par ses écrits, par leur nature passive et leur manque de résultats directs. Quand il vivait avec Kollontaï à Berlin au printemps 1914, il se plaignait de ne pas trouver de travail dans l'industrie et de vivre principalement de la vente de la littérature bolchevique et de ses propres essais. Il aspirait à retourner à Saint Pétersbourg où l'agitation ouvrière augmentait³⁹. En avril 1914, il entra en Russie avec le passeport d'un citoyen français (Jacob Noé). À son retour en Russie, il a en avait été si longtemps éloigné que, maintenant, « il se sentait comme un touriste » dans son pays natal, ce qui indiquait combien l'Europe occidentale avait fortement façonné son identité⁴⁰. À Pétersbourg, il a rencontré des dirigeants du Parti bolchevik : Lev Kamenev, Alexeï Badaev et Grigori Petrovski, mais il a prétendu plus tard qu'il s'est senti mal à l'aise en présence de Roman Malinovski qui a été déclaré coupable en 1918 d'avoir été un informateur de police et par conséquent exécuté. En ne tenant pas Malinovski au courant des lieux où il se trouvait, Chliapnikov a échappé involontairement à la vague d'arrestations qui a décimé les rangs des dirigeants et activistes bolcheviks au cours de l'été de 1914. En 1914, beaucoup de socialistes russes soupçonnaient déjà Malinovski d'être un

³⁷ RGASPI, f. 28, op. 1, d. 445, II. 17, 20; Lorwin 1954, p. 35–6.

³⁸ RGASPI, f. 17, op. 1, ch. 4, d. 1398, I. 5, lettre de Chliapnikov à Kroupskaïa, 28 mars 1914. Selon Chliapnikov, *Aviatory* a été publié dans la « Pravda », nos. 47–8. Le nom de la « Pravda » a changé à huit reprises entre 1912 et 1914 dans le but de tromper les censeurs tsaristes. Cette histoire aurait pu paraître dans « Put' pravdy » en février ou mars 1914. Elle a été republiée en 1919.

³⁹ RGASPI, f. 17, op. 1, ch. 4, d. 1398, I. 1, lettre à Kroupskaïa, 26 février 1914.

⁴⁰ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 378, I. 1, lettre de Chliapnikov à Lénine, 3 (16) mai 1914. Lorsqu'il écrivait à Lénine à l'époque prérévolutionnaire, Chliapnikov datait ses lettres selon le calendrier grégorien quand il était en Occident et selon le calendrier julien quand il était en Russie. Au XX^e siècle, le calendrier julien retardait de 13 jours par rapport au calendrier grégorien. Les dossiers d'archive indiquent les deux dates pour toutes les lettres.

indicateur de police, mais Lénine le défendait avec acharnement. Lénine admettait que Malinovski avait enfreint scandaleusement la discipline du Parti et qu'il avait été puni pour l'avoir fait, mais il écartait les insinuations selon lesquelles il était un agent de la police comme étant une "calomnie" menchevique. Pour appuyer sa position, Lénine citait une lettre que Chliapnikov avait écrite (sous un pseudonyme) au journal du parti bolchevik : *Put' Pravdy*. Chliapnikov écrivait que les ouvriers ne trouvaient « aucune tache » dans les antécédents de Malinovski, mais l'axe principal de son article, que Lénine contournait, était de contribuer à un procès contre Malinovski et d'accorder « la parole à l'accusé », plutôt que de le condamner dans la presse bourgeoise et menchevique⁴¹. Par conséquent, il se faisait du souci non seulement pour avoir minimisé les dégâts provoqués par l'affaire, mais aussi pour assurer l'application de la procédure régulière.

Peu après l'arrivée de Chliapnikov en Russie, les leaders bolcheviks de Saint Pétersbourg lui ont offert un poste dans l'organisation centrale du Parti, et ce étant donné le fait qu'il avait été membre dans le passé du Comité de Pétersbourg et en raison de son expérience de dirigeant à l'étranger. Au lieu de cela, il a choisi de travailler dans des usines parce qu'il voulait renouer avec la vie de la classe ouvrière, entrer de nouveau en contact avec les ouvriers et échapper à l'attention de la police. Il a d'abord été employé aux Nouveaux Travaux Lessner et ensuite il a pris un emploi mieux payé à l'usine Ericsson. Étant donné qu'il était en Russie de manière illégale, il racontait à ses camarades ouvriers qu'il était français et qu'il protégeait ses contacts avec les *émigrés* sociaux-démocrates russes. Il a cru que ses camarades ouvriers ne l'avaient jamais soupçonné d'être russe, malgré ses moments d'inattention où il employait le dialecte de la région de Vladimir. Il trouvait que sa citoyenneté "française" était tout à fait avantageuse par moments. En tant qu'étranger en Russie, signalait-il, il a joui de bien plus de liberté et de respect qu'il n'en avait jamais eus en tant que natif de Russie. Bien que Chliapnikov ait été actif dans la clandestinité bolchevique, il hésitait à s'engager dans des activités qui auraient attiré sur lui une attention non désirée de la part des autorités. Par exemple, il a participé aux manifestations du Premier mai, mais il s'y est abstenu de prendre la parole. Il n'a pas pris un contact direct avec l'éditeur du journal de l'Union des Métallos Russes, "Metallist"⁴². Néanmoins, il a été coopté à son comité de rédaction et il a publié des articles sous un pseudonyme.

Le voyage que Chliapnikov a effectué en Russie en 1914 a renforcé sa conviction que les travailleurs devaient prendre leur sort entre leurs mains et ne pas dépendre de l'*intelligentsia* pour accomplir les objectifs qui étaient les leurs. Beaucoup de socialistes ouvriers avaient été amèrement déçus par ce qu'ils avaient constaté comme étant le manque d'engagement en faveur de la cause révolutionnaire de la part de la *intelligentsia*. Chliapnikov a rappelé dans ses mémoires qu'un « trait typique du travail de parti dans la période d'avant-guerre était l'absence de *intelligentsia*... La place de l'*intelligentsia* petite-bourgeoise et de la jeunesse étudiante a été prise par l'*intelligent-prolétaria* avec ses mains calleuses et sa tête très développée qui n'avait pas

⁴¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 33; Cohen 1980, p. 18; Elwood 2011, chapitres 6–7; Lénine 1999, p. 131–4; Lenin 1914; Kaptelov et autres (dir.) 1992; Chliapnikov 1914e, p. 2.

⁴² Chliapnikov 1982, p. 1–2, 7, 28.

perdu le contact avec les masses ». Ces ouvriers ont acquis une expérience organisationnelle à travers les associations d'assurance et les syndicats. Le gouvernement tsariste avait créé des groupes d'assurance en 1912 afin d'administrer un fonds (financé par les cotisations obligatoires des ouvriers et des propriétaires d'usine) afin de pourvoir aux besoins des ouvriers en cas de blessure ou de maladie. Les ouvriers et les industriels élisaient des représentants aux conseils de ces groupes d'assurance. Les groupes d'assurance ont offert aux socialistes une arène légale, et dans certaines régions la seule arène légale, dans laquelle ils pouvaient agir et influencer les travailleurs⁴³.

Le mouvement de grève représentait un autre aspect de la nouvelle vague de l'activisme ouvrier. La dimension et la fréquence de grèves s'étaient constamment accrues à partir de 1912 lorsque, aux mines d'or de la Léna en Sibérie, les forces tsaristes ont tué ou blessé plusieurs centaines d'ouvriers qui faisaient grève pour un horaire de travail plus court, des salaires plus élevés et une meilleure nourriture. Ce massacre a choqué l'ensemble de la société civile. L'activité accrue des travailleurs sous la forme d'organisation à la fois légale et illégale a rehaussé l'optimisme de Chliapnikov relatif au prolétariat de Saint Pétersbourg. Au cours des six premiers mois de 1914, environ un million et demi d'ouvriers se sont mis en grève ; Chliapnikov a applaudi au « caractère spontané [*stikhiinyi*] » d'une grève des ouvriers de Saint Pétersbourg dont il a été témoin, au début de juillet 1914. Il s'extasiait :

« Je suis en admiration devant notre prolétariat. Depuis que j'ai quitté Saint Pétersbourg, c'est comme s'il avait ressuscité. De vrais dirigeants ont émergé des profondeurs des noyaux de la classe ouvrière ; malgré les exils et les arrestations, la cause a progressé. »⁴⁴.

Parmi ces leaders ouvriers, il y avait en 1914 Kirill Orlov et Alexeï Kiselev, qui sont devenus ultérieurement ses collaborateurs dans l'Opposition ouvrière. Orlov avait participé à la mutinerie sur le cuirassé Potemkine en 1905. Kiselev, qui avait présidé le Syndicat des métallurgistes en 1910 et qui était devenu membre du CC du Parti en 1914, a aidé Chliapnikov à établir des contacts avec les activistes métallos bolcheviks, parmi lesquels il en a entraîné beaucoup dans l'organisation du Bureau russe du CC à Saint Pétersbourg. Kiselev était originaire de la même province que lui ; c'est pourquoi il y avait des liens spéciaux entre eux (en tant que *zemlyaks*)⁴⁵. Medvedev, un dirigeant du mouvement clandestin des assurances se cachait des autorités tsaristes près de Moscou en 1914, de sorte que Chliapnikov a été incapable de le trouver. En 1915, il a été arrêté et exilé en Sibérie⁴⁶.

Ce sont à la fois ces lettres de Chliapnikov datées de cette période et ses récits publiés ultérieurement qui expriment sa forte loyauté vis-à-vis du

⁴³ Chliapnikov 1982, p. 6; Bonnell (ed.) 1983, p. 380–1; Elwood 1974, p. 218–22. En 1914, il y avait plus de deux mille huit cent conseils d'assurance à travers la Russie qui couvraient plus de deux millions d'ouvriers (Gorchkov 2009, p. 143). Pour plus de détails sur le mouvement des assurances, voir Pate 2002 et 2005.

⁴⁴ Melancon 2006; Chliapnikov 1915, p. 161–7; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 422, I. 1, lettre à Lénine. Lih (Lih 2007) préfère «élémentaire» pour «stikhiinyi».

⁴⁵ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 600, I. 2, lettre de Chliapnikov à Lénine, 5 septembre 1915, Christiania. Kiselev (né en 1879) a commencé à travailler à l'âge de 14 ans en tant qu'apprenti métallo à Ivanovo-Voznesensk et il est devenu social-démocrate en 1898 (Gambarov et autres (dir.) 1989, vol. 1, p. 191–4).

⁴⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 173–88, 10 février 1922.

bolchevisme en 1914. Alors qu'il était à Saint Pétersbourg durant l'été de 1914, il a participé à une querelle de faction entre les bolcheviks, qui défendaient des méthodes illégales de lutte, et les mencheviks, qui préféraient des moyens légaux. Il se rappelait que ces guéguerres dérangent les ouvriers qui trouvaient que les différences entre les factions étaient insignifiantes et qui se plaignaient de « l'acrimonie » qui était manifestée dans cette lutte. Il était néanmoins investi de la tâche de convaincre les ouvriers qu'il existait une différence réelle de principe entre les factions et que les mencheviks avaient tort. Estimant de manière optimiste l'accueil du bolchevisme par les travailleurs, il a déclaré avoir remporté plusieurs succès en convainquant des ouvriers mencheviks de reconnaître « la forme illégale de l'organisation ouvrière ». Parce qu'il parlait français, Chliapnikov a également représenté les bolcheviks au banquet de juin 1914 destiné à souhaiter la bienvenue en Russie à Émile Vandervelde, le président du Bureau de l'Internationale socialiste. Se présentant comme un métallo russe, il semble avoir séduit Vandervelde. Cet épisode révélait que l'opinion professée par Chliapnikov à propos des mencheviks était qu'ils étaient seulement des représentants de l'*intelligentsia*. Il s'est vanté auprès de Vandervelde du fait que les bolcheviks dominaient les organisations telles que les syndicats et les groupes d'assurance, qui étaient représentatifs des travailleurs⁴⁷. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale fournirait cependant le contexte pour une redéfinition des identités factionnelles.

La Première Guerre mondiale et le mouvement révolutionnaire clandestin

Quand la Première guerre mondiale a débuté, elle a soulevé des questions qui ont éclipsé les conflits qui existaient au préalable parmi les socialistes. Les socialistes changeaient d'affiliation de parti ou de faction en fonction de leur position vis-à-vis de la guerre ; cette modification sismique a démolie la II^e Internationale qui avait réuni les socialistes depuis 1889. Les socialistes qui soutenaient les efforts de guerre de leur pays ont été qualifiés de défensistes. Le cas le plus célèbre a été celui des sociaux-démocrates allemands qui ont voté pour les crédits de guerre au Reichstag. Mais de nombreux socialistes condamnaient la guerre comme étant impérialiste, comme une guerre destinée à conquérir des territoires et à enrichir les capitalistes au prix de la vie des ouvriers et des paysans. Ces défaitistes appelaient à la défaite pour leur propre pays; Lénine était un défaitiste qui se faisait entendre, et il exigeait que les autres membres du CC et les députés bolcheviks à la Douma soutiennent sa ligne. Parmi les bolcheviks de Petrograd, nombreux étaient ceux qui étaient opposés à la guerre, mais ils étaient réticents à appeler à la défaite de la Russie. En outre, Kamenev contestait la tentative de Lénine d'imposer ses opinions au CC sans qu'il y ait eu une discussion⁴⁸.

La guerre a également entraîné une répression renouvelée contre les socialistes qui approuvaient les méthodes illégales. Conspirateur consommé, Chliapnikov évitait habituellement les rencontres de groupe avec les autres

⁴⁷ Chliapnikov 1982, p. 2-5; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 422, I. 1, lettre de Chliapnikov à Lénine, 19 juin 1914.

⁴⁸ Melancon 1990, p. 175-6.

dirigeants bolcheviks. En conséquence, il n'a pas assisté à la réunion du conseil éditorial de la "Pravda" au moment où l'Okhrana a arrêté tous les membres de ce conseil. Les arrestations de l'été 1914 ont décimé les rangs des organisateurs chevronnés et en particulier des rédacteurs au sommet du Parti bolchevik. Il se souvenait plus tard : « Après la rafle à la "Pravda", il n'y avait plus une seule personne au Comité de Saint Pétersbourg capable d'écrire un tract ». Il a également trouvé que la fermeture des syndicats et de leurs publications a eu un effet perturbateur pour la cause. Un tract qu'il a écrit a été la première proclamation distribuée par le Comité de Saint Pétersbourg contre la guerre. En outre, il a parlé contre la guerre lors d'un certain nombre de réunions. Au cours de son élimination du Parti en 1933, Chliapnikov a affirmé, peut-être de manière peu sincère, qu'il n'était pas au courant à cette époque-là de l'appel de Lénine à transformer la guerre mondiale en guerre civile⁴⁹.

Bien que Chliapnikov ait espéré demeurer en Russie pour une durée indéterminée, la survenue de la guerre l'a obligé à la quitter. Le gouvernement français appelait tous ses citoyens à rentrer au pays, et par conséquent il ne pouvait plus rester en Russie avec un passeport français. Fin septembre 1914, il partait donc pour la Scandinavie muni d'un mandat, fourni par le Comité de Saint Pétersbourg et par la faction bolchevique à la Douma, qui indiquait qu'il était leur représentant à l'étranger. Par conséquent, ainsi que Futrell le jugeait, il devenait « l'homme-clé dans le mouvement clandestin du Nord » durant la Première Guerre mondiale. Se fondant sur les lettres publiées de Lénine, Robert Service supposait que Chliapnikov s'est installé en Scandinavie sur les ordres de Lénine. Selon Futrell, Lénine avait bien essayé de faire organiser par d'autres bolcheviks les communications en passant par la Scandinavie, mais rien n'avait été accompli jusqu'à ce que « l'énergique Chliapnikov arrive à Stockholm ». En fait, Chliapnikov a indiqué à Lénine que sa mission de liaison provenait des bolcheviks de Petrograd (c'était le nom nouvellement russifié à l'époque de la guerre pour cette ville), et non pas de Lénine et de son cercle immédiat⁵⁰. Cette distinction importante éclaire la façon dont l'autorité était flottante parmi les bolcheviks.

Quand Chliapnikov est arrivé en Scandinavie, il a exprimé son approbation de la position "internationaliste" de Lénine sur la guerre en mettant l'accent sur le fait que lui et d'autres ouvriers de Petrograd avaient déjà pris une attitude internationaliste avant qu'ils n'aient entendu parler du point de vue de Lénine. Néanmoins, il s'inquiétait du fait que « la révolution à l'arrière » ne bénéficierait qu'à l'Allemagne si elle n'était accomplie que dans un seul pays. Par conséquent, il exprimait l'ambivalence du défaitisme, en particulier du point de vue pratique avec lequel celui-ci définirait la tactique révolutionnaire. Lénine expliquait que la guerre civile était très différente des « actes individuels consistant à tirer sur les officiers ». Condamnant fermement les amis socialistes de gauche suédois de Chliapnikov, tel que Zeth Höglund, qui prenaient une position pacifiste, Lénine faisait pression sur

⁴⁹ Chliapnikov 1982, p. 19–20; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 480, II. 3–4, lettre à Kroupskaïa, 28–9 octobre 1914; f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 32.

⁵⁰ Chliapnikov 1982, p. 28; Chliapnikov 1914f; Futrell 1963, p. 85–6; Service 1991, vol. 2: p. 87; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 474, I. 1, 11 octobre 1914, Stockholm. Les bolcheviks de la ville ont refusé de changer le nom du Comité de Petersbourg.

Chliapnikov pour qu'il se déclare sans ambivalence pour la transformation de la guerre en lutte révolutionnaire contre l'impérialisme⁵¹. Chliapnikov a fait clairement comprendre qu'il ne contestait pas la position théorique de Lénine, mais qu'il cherchait seulement à la clarifier dans le but de rendre le concept « assimilable pour les masses »⁵².

Puisque la Suède était officiellement neutre, elle était pratiquement la seule voie de communication des bolcheviks avec la Russie. Telle qu'était la situation, les communications et le transport étaient effectués au petit bonheur la chance. Chliapnikov a organisé une voie pour rentrer en Russie par l'intermédiaire d'ouvriers suédois des transports, mais aucune organisation de parti russe n'a voulu financer ses activités. Il n'a pas pu non plus trouver un emploi industriel en Suède pour financer le travail. Faisant des emprunts auprès des socialistes suédois, il a envoyé du matériel d'une manière non ciblée en faisant passer des exemplaires du "Sotsial-Demokrat" dans des talons de botte creux. Il a beaucoup situé la responsabilité de ses plans défailants du côté russe. Il avait envoyé quatre paquets de matériel aux bolcheviks en Russie au cours de la première moitié du mois d'octobre 1914, en proposant plusieurs voies pour des opérations clandestines, mais il n'avait reçu aucune réponse. Bien qu'il n'ait que peu contribué financièrement à sa mission, Lénine craignait qu'il n'abandonne son poste. Chliapnikov répondait avec instance qu'il ne quitterait pas « le poste qui m'a été confié avant que la question ne soit réglée ou bien que je reçoive une révocation de Piter ». Néanmoins, l'arrestation des députés bolcheviks de la Douma en Russie allaient bientôt écourter ses activités⁵³. Le réseau clandestin avait perdu bien trop de liens pour continuer à fonctionner avec succès et il demandait du temps pour être reconstruit. De plus, Chliapnikov était de plus en plus sous surveillance en Suède, en raison de l'opposition de son camp à la guerre, sans parler de la méfiance générale à l'égard des Russes en tant qu'espions potentiels.

Pendant son séjour en Scandinavie, Chliapnikov non seulement s'est occupé des questions de transport, mais il a également pris part à la politique socialiste. Lors du Congrès social-démocrate suédois de novembre 1914, il a transmis les salutations controversées de la part du POSDR(b), dont un social-démocrate a lu la traduction parce qu'il aurait été considéré comme trop risqué pour Chliapnikov de les transmettre en personne. Contenant une critique sévère de la position des sociaux-démocrates allemands à propos de la guerre et qualifiant leur approbation des crédits de guerre de "trahison" du mouvement socialiste international, les salutations risquaient de déclencher une scission chez les SDs suédois, ce qui était l'intention de Lénine. Karl Hjalmar Branting, le leader des sociaux-démocrates suédois, a dénoncé ces salutations et il a appelé le Congrès à « exprimer ses regrets » en ce qui concerne leur critique des Allemands, ce que le Congrès a fait à la suite d'un vote⁵⁴. Lorsqu'il écrivait à propos du Congrès, Chliapnikov conseillait en privé

⁵¹ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 474, II. 1-2; Kamenev 1925, p. 8-10 (17 octobre 1914).

⁵² RGASPI, f. 2, op. 5, d. 484, II. 3-4, 6-7 novembre 1914, Stockholm.

⁵³ Chliapnikov 1982, p. 37-8; RGASPI, f. 2, op. 4, d. 474, I. 4; op. 5, d. 480, I. 1, 28-9 octobre 1914, Stockholm; d. 484, II. 1-4, 6-7 novembre 1914, Stockholm.

⁵⁴ Chliapnikov 1982, p. 42, 44; Chklovski 1925, p. 145. En 1896, Branting (1860-1925) a été le premier socialiste qui a été élu au parlement suédois et il a été Premier ministre suédois en 1920, 1921-3 et 1925 (Futrell 1963, p. 225).

vivement à Lénine de « mener la polémique avec Branting de manière amicale » étant donné que Branting l'avait aidé dans des questions pratiques. Et il insistait : « Il serait désagréable de l'offenser ; bien qu'il soit un vieil opportuniste, il est honnête ». Chliapnikov n'était pas le seul bolchevik à soulever des objections aux attaques violentes de Lénine envers des camarades socialistes étant donné que ce défaut de caractère avait déjà créé des tensions entre Lénine et les rédacteurs de la "Pravda" en 1912-14⁵⁵.

Kollontaï est restée une pacifiste pendant encore un certain temps, mais elle a continué à collaborer avec Chliapnikov dans les questions d'organisation bolchevique⁵⁶. Leur relation de travail a facilité la continuation de leur histoire d'amour et vice versa. Elle a été arrêtée quelques jours avant le Congrès à cause de ses activités anti-guerre. Bien que Chliapnikov ait essayé de mobiliser les socialistes suédois pour demander sa libération, elle a été expulsée du pays et envoyée à Copenhague. Ses amis suédois lui ont dit que cela allait bientôt suivre pour lui et qu'il devait partir de manière volontaire. Lénine désapprouvait, insinuant qu'il voulait seulement rejoindre Kollontaï, mais Chliapnikov assurait Lénine avec indignation qu'il ne partait pas pour Copenhague pour des raisons personnelles. Il a expliqué que, en s'éloignant de son propre gré, il se préservait le droit de revenir en Suède après que les choses se seront arrangées. Pour écarter la suggestion de Lénine qui lui recommandait de s'installer dans la campagne suédoise, il décrivait l'ambiance dans les zones rurales comme plus méfiante que dans les villes. Calmé, Lénine s'est excusé de son toupet : « Si je t'ai offensé, je suis prêt à m'excuser de toutes les façons possibles et je te prie, s'il te plaît, de ne pas t'en offusquer. »⁵⁷.

Ayant besoin de fonds, Chliapnikov a cherché du travail en usine en Angleterre. Il a répondu finalement aux protestations continues de Lénine que non seulement il ne pouvait pas subvenir à ses propres besoins et prendre en charge les opérations bolcheviques, mais qu'il fallait qu'il aide sa mère à Murom. Étant arrivé à Londres début avril 1915, il a établi le contact avec Maxime Litvinov, le bolchevik le plus important en Angleterre et qui sera plus tard commissaire soviétique aux Affaires étrangères⁵⁸. À peine quatre jours après son arrivée, Chliapnikov trouvait du travail comme tourneur à l'usine automobile Fiat de Wembley, près de Londres. Bien qu'il ait correspondu rarement avec les membres du CC durant l'été de 1915, il a donné des conférences dans des clubs russes sur le mouvement révolutionnaire en Russie et en Scandinavie. Il parlait suffisamment bien l'anglais pour pouvoir discuter de son opposition à la guerre et de ses points de vue politiques avec les travailleurs britanniques. En outre, il a adhéré et participé à l'Amalgamated Society of Engineers [Société fusionnée des mécaniciens], un syndicat britannique combatif, et il était fier de son adhésion. Ce n'était pas facile pour les étrangers d'adhérer à l'ASE. L'acceptation de Chliapnikov indiquait la reconnaissance de ses capacités métallurgiques élevées. En

⁵⁵ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 517, I. 6, vers le 23 janvier 1915; Elwood 2011, Chapitre trois.

⁵⁶ RGASPI, f. 134, op. 1, d. 83, II. 26-8. Elle s'est déclarée favorable à la position de Lénine sur la guerre au cours de l'été 1915 (Farnsworth 1980, p. 47, 50-1, 55).

⁵⁷ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 489, I. 1, 21 novembre 1914; d. 495, I. 1, 27 décembre 1914; d. 496, 28 décembre 1914, I. 1; Kamenev 1925, p. 28 (3 janvier 1915).

⁵⁸ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 544, 4 avril 1915; et d. 546, 9 avril 1915, Christiania; f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1635, 16 avril 1915, lettre de Litvinov à Kroupskaïa.

général, les ouvriers anglais l'ont impressionné de manière positive ; il les a perçus comme étant moins militaristes ou chauvins que les ouvriers des pays européens "semi-libres"⁵⁹.

En août 1915, Chliapnikov avait touché suffisamment de salaires et collecté suffisamment de dons pour rétablir le transport bolchevik illégal à travers la Scandinavie. Il a d'abord essayé personnellement les vieilles voies clandestines qui partaient de la Norvège vers la Finlande et il a ensuite établi une carte pour l'organisation. Finalement, il s'est convaincu qu'il avait besoin d'aller en Russie pour organiser des opérations depuis cette extrémité. Kollontaï était déjà partie aux États-Unis pour y faire de la propagande et pour lever des fonds pour les bolcheviks, et il a donc laissé les opérations bolcheviques en Scandinavie entre les mains de Boukharine (avec lequel Chliapnikov avait fait connaissance en Angleterre), d'Ievguenia Bosch et de Youri Piatakov. Ces trois personnes étaient arrivées en Scandinavie au cours de l'été de 1915⁶⁰.

Avant que Chliapnikov ne parte pour la Russie, à la fois Lénine et Zinoviev lui ont recommandé de rassembler un petit bureau du CC en Russie et de recruter des membres qui soient uniquement des ouvriers. Ils préféraient ces ouvriers qui avaient fait partie du personnel du journal, la "Pravda", tels que Kiselev et Vassili Schmidt (1886-1938). Ouvrier métallurgiste de Saint Pétersbourg ayant travaillé en Allemagne pendant plusieurs années, Schmidt est devenu secrétaire du Syndicat des Métallos de Petrograd en 1914 et il était le leader du Comité de Saint Pétersbourg. Par ailleurs, Zinoviev a mandaté Chliapnikov pour persuader le Comité de Saint Pétersbourg de produire « une résolution détaillée sur la guerre et l'Internationale ». Finalement, Lénine et Zinoviev ont coopté Chliapnikov dans le CC afin d'accroître son autorité ; la Conférence de Prague de 1912 des bolcheviks avait légitimé la cooptation des membres du CC⁶¹. Bien que Chliapnikov ait eu une préférence, avouée plus tard, pour les élections, c'est avec plaisir qu'il a reçu cet honneur à cette époque.

Tandis que Chliapnikov préparait son voyage pour la Russie, Lénine et les autres socialistes anti-guerre se réunissaient en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, pour discuter de la guerre. La Conférence de Zimmerwald a publié un manifeste qui condamnait la guerre et qui appelait à la paix sans annexions ou indemnités. La gauche de Zimmerwald était composée de socialistes qui soutenaient activement les luttes contre la guerre. C'est cette fusion de groupe qui a établi le contexte pour la correspondance ultérieure entre Chliapnikov et Lénine à propos du rôle des bolcheviks dans une future révolution russe. En octobre 1915, Lénine donnait, dans le "Sotsial-Demokrat", un aperçu de la stratégie révolutionnaire bolchevique qui proclamait comme slogans « une république démocratique, la confiscation de la terre des propriétaires fonciers, et la journée de travail de huit heures ». Ces slogans pouvaient plaire aux démocrates radicaux, aux paysans pauvres qui

⁵⁹ Chliapnikov 1982, p. 54-5; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 553, 25 avril 1915; f. 351, op. 2, d. 78, I. 20, 7 août 1915 carte postale de Chliapnikov se trouvant à Holmenkollen à Iakov Bogrovski à Stockholm.

⁶⁰ Chliapnikov 1982, p. 61, 64.

⁶¹ Gambarov et autres (dir.) 1989, vol. 3, p. 251-3; RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1696, 29 septembre 1915; Lénine 1926-37, vol. 29, p. 193-4, lettre du début septembre 1915; Kamenev 1925, p. 57 [automne 1915]; Elwood 2011, p. 34.

voulaient plus de terres à cultiver et aux ouvriers qui désiraient une journée de travail plus courte, mais pas aux riches propriétaires terriens ou propriétaires d'usine. De surcroît, il appelait les travailleurs à manifester leur « solidarité internationale » en s'opposant à la guerre, en cherchant à renverser les gouvernements belligérants et en luttant pour le socialisme⁶².

À la demande de Lénine, Chliapnikov lui a fait parvenir ses propres idées concernant le rôle des masses dans la révolution et dans la tactique bolchevique. Exprimant un accord général avec les propositions de Lénine, il identifiait cependant des contradictions apparentes dans les détails. Lénine avait écrit que, quand une situation révolutionnaire surgissait, les bolcheviks pouvaient participer à des gouvernements provisoires qui comprenaient la « petite bourgeoisie démocratique » (commerçants et employés du gouvernement). Cependant, ils ne pouvaient pas coopérer avec « les sociaux-chauvins révolutionnaires » (les socialistes qui avaient soutenu l'effort de guerre). Lénine envisageait « un rôle dirigeant » pour le prolétariat dans une révolution bourgeoise russe qui dépendait du balancement à gauche de la « petite bourgeoisie »⁶³. Chliapnikov ne pouvait pas comprendre comment un tel développement assurerait l'« hégémonie » du prolétariat, étant donné que la « petite bourgeoisie » n'agirait qu'en fonction de ses propres intérêts, et jamais de ceux du prolétariat. C'est-à-dire que sa « gauche » serait « orientée selon une ligne radicale contre le tsarisme et la grande bourgeoisie » (les capitalistes). Il expliquait qu'il imaginait que la révolution russe serait « un processus spontané » qui susciterait de « nouveaux gouvernements révolutionnaires » partout en Russie. Il craignait que les bolcheviks se tiennent à l'écart de ces « gouvernements provisoires soutenus par les masses », et que par conséquent ils s'aliènent des partisans potentiels. Au lieu de cela, il proposait que non seulement les bolcheviks « créent des gouvernements provisoires », mais aussi qu'ils adhèrent à ces gouvernements « partout où les masses nous y nomment ». Ils pourraient alors mettre leur programme en application par l'intermédiaire de ces gouvernements. De manière significative, il pensait qu'il était possible que beaucoup de ceux que l'on qualifiait de sociaux-chauvins révolutionnaires pourraient changer d'opinion au cours de la révolution⁶⁴. Non seulement, Chliapnikov avait des craintes à propos des méthodes de lutte factionnalistes de Lénine, mais il était plus réticent que Lénine au fait d'attacher des étiquettes strictes aux opposants, ce qui les diabolisait comme étant des ennemis. Il gardait espoir que des événements imprévus pourraient les amener à changer d'opinion.

Après être rentré en Russie via la Finlande avec un faux passeport, Chliapnikov est arrivé à Petrograd à la fin du mois d'octobre 1915. Son plan, qui était de constituer un bureau russe du CC à Petrograd, a rencontré l'opposition des bolcheviks du Comité de Pétersbourg qui se sont révélés plus tard être des agents de la police (Leonid Stark et Miron Chernomazov). Un centre bolchevik formé parallèlement au Comité de Pétersbourg aurait en effet fait passer les activités révolutionnaires hors de leur vue et hors de leur contrôle. Chliapnikov a pensé tout d'abord que c'est l'égoïsme qui motivait

⁶² Gankin et Fisher 1940, p. 211; Lénine 1915, p. 2; Lénine 1960–70, vol. 18, p. 356–8; “Manifeste de la Gauche de Zimmerwald” dans Gruber (ed.) 1967, p. 62–6.

⁶³ Lénine 1915, p. 2; Lénine 1960–70, vol. 18, p. 356–8.

⁶⁴ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 614, II. 2–3, 18 octobre 1915, Stockholm.

Chernomazov, mais il l'a aussi soupçonné d'être un espion de la police. Il se méfiait des demandes persistantes de Stark relatives aux noms de ses contacts⁶⁵.

Initialement, le fait que, dans une grande mesure, Chernomazov contrôlait l'organisation et bloquait les initiatives de Chliapnikov était frustrant. Il a écrit à Kollontaï peu de temps après son arrivée et il disait qu'il n'était à même de voir qu'un cercle limité de gens et que « ces gens de notre cercle ont grandement changé. Les esprits sains sont devenus rares »⁶⁶. Chliapnikov trouvait louche que, bien qu'il ait dissimulé ses traces très soigneusement, les agents de la police aient commencé à le suivre de manière intensive moins de deux semaines après son arrivée à Petrograd. Un rapport de police confirme que des agents le maintenaient sous surveillance. Des organisateurs d'usine de Petrograd appuyaient ses soupçons selon lesquels Chernomazov était un agent provocateur. Beaucoup de ces organisateurs avaient mis sur pied des cellules indépendantes du Comité de Pétersbourg dans le but d'éviter d'être détectés et arrêtés⁶⁷.

Malgré les handicaps imposés par les agents de la police, Chliapnikov a pris contact avec Orlov qui l'a aidé à travailler en liaison avec d'autres bolcheviks ouvriers. Parmi eux, il y avait Kliment Vorochilov, ultérieurement un allié de Staline. Chliapnikov a contracté un nouveau contact avec Youri Lutovinov, un ouvrier bolchevik travaillant à l'usine Aivaz et qui était originaire du Donbass. Après la révolution, Lutovinov est devenu un personnage de premier plan dans les syndicats et dans l'Opposition ouvrière. Au niveau du district, Chliapnikov a trouvé de nombreux bolcheviks qui soutenaient ses plans. Il est parvenu à contacter des membres du Comité de Pétersbourg par l'intermédiaire des comités de district. Ce chemin tortueux lui a fait connaître l'organisation de base. C'est après avoir rencontré des organisateurs locaux qu'il est devenu plus conscient de la crise du bolchevisme de Petrograd qui était due au manque de coordination entre la commission exécutive du Comité de Pétersbourg et les représentants des districts. Dans un cas extrême, cela a abouti à des ouvriers qui ne prenaient pas en compte l'appel à la grève de la Commission exécutive, ce qui a mis dans l'embarras et démoralisé les activistes⁶⁸.

Ce n'était pas seulement l'infiltration par la police qui affaiblissait l'organisation bolchevique durant la guerre. Dans ses mémoires, Chliapnikov écrivait que, à la fin de 1915, la vie clandestine était devenue en grande partie dépeuplée de l'*intelligentsia*. Dans sa tentative d'organiser les enseignants, il les a trouvés pour la plupart peu réceptifs. Lorsqu'il était poursuivi par la police, il ne pouvait pas trouver refuge chez l'*intelligentsia*, mais seulement parmi les ouvriers. Étant donné qu'il se retrouvait dans la situation de changer d'appartement chaque nuit afin d'éviter d'être capturé, refuser de le loger lui faisait courir le risque d'être arrêté et exilé en Sibérie. Même ceux de

⁶⁵ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 618, I. 1, 12 (25) novembre 1915, Petrograd.

⁶⁶ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 7, I. 11, 29 octobre 1915.

⁶⁷ Chliapnikov 1982, p. 94–8; GARF, DP, f. 102, 6 d-vo, 1914, d. 114, I. 52, 7 (20) mars 1916 rapport au directeur du Département Russe de la Police de la part du chef de l'Okhrana de Paris, Alexandre Krasil'nikov.

⁶⁸ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 661, II. 1–2, 11 mars 1916, à Lénine de la part de Chliapnikov à Stockholm; f. 74, op. 1, d. 1, I. 1; Chliapnikov 1982, p. 70. Lutovinov (né en 1887 à Lougansk) a commencé par travailler dans des usines métallurgiques du Dombas dès l'adolescence et il a adhéré au Parti bolcheviks en 1904 (Gambarov et autres (dir.) 1989, vol. 1, p. 346).

l'intelligentsia qui n'avaient pas quitté le mouvement n'étaient pas préparés, à son avis, pour un travail pratique. En outre, il reprochait à ceux de *l'intelligentsia* de limiter leur travail dans les cercles d'usine à l'éducation, car ils prétendaient que, avec les ouvriers dont ils étaient responsables, les cercles étaient des organisations révolutionnaires en pratique⁶⁹. L'évaluation rétrospective de Chliapnikov coïncidait avec ses points de vue de 1915 et elle reflétait les tensions continues entre les sociaux-démocrates ouvriers et *l'intelligentsia* radicale.

La méfiance des révolutionnaires ouvriers à l'égard de *l'intelligentsia* provenait des circonstances du travail clandestin. Les cellules du Parti, l'unité la plus petite de l'organisation du parti, étaient constamment en danger d'infiltration par les informateurs de police. Les ouvriers croyaient que les gens de *l'intelligentsia* manquaient de compétences pour la clandestinité et qu'ils étaient plus vulnérables à la pression de la police, mais les membres de *l'intelligentsia* avaient parfois les mêmes récriminations vis-à-vis des ouvriers. Le scepticisme des ouvriers à l'égard du dévouement de *l'intelligentsia* à la cause a été renforcé par le comportement de nombreux membres de *l'intelligentsia* pendant et après la révolution de 1905. La violence des manifestations et des grèves de masse au cours de la révolution a dégoûté certains membres de *l'intelligentsia* de la social-démocratie révolutionnaire. D'autres ont été découragés par la répression tsariste après 1905 qui a obligé les partis révolutionnaires à retourner dans la clandestinité. De plus, certains activistes ouvriers avaient le sentiment que les leaders des cercles sociaux-démocrates, ceux qui étaient issus de *l'intelligentsia*, excluaient les ouvriers de la prise de décision, en particulier quand ils nommaient les membres des comités du Parti, plutôt que les faire élire. Certains membres de *l'intelligentsia* soutenaient que les élections étaient contraires aux intérêts du Parti dans la clandestinité, étant donné que les dirigeants expérimentés, qui devaient rester en mouvement pour éviter d'être arrêtés, étaient souvent trop peu connus des gens du coin pour gagner les élections⁷⁰.

Chliapnikov soulignait dans ses mémoires le fait que les organisations du Parti de Petrograd avaient une forte tradition relative aux élections, même dans les conditions difficiles de l'existence clandestine. Il différait donc d'opinion de ceux qui prétendaient que les élections nuisaient au mouvement dans les conditions de l'illégalité. En outre, il associait l'activisme ouvrier à des signes de progrès dans le mouvement révolutionnaire. À son avis, l'activité qui était légale depuis longtemps avait « dilué » les organisations clandestines, mais l'activisme clandestin reprenait vie dans le contexte du temps de guerre et de la répression policière. À la fin de 1915, il pensait que les organisations clandestines différaient peu quant à leur structure de celles de 1902-07. Les cellules d'usine éalisaient des délégués pour les districts, et les districts éalisaient le Comité de Pétersbourg⁷¹. La croyance proclamée fortement par Chliapnikov dans le principe électif trouvera une place dans le programme de l'Opposition ouvrière en 1920-21.

⁶⁹ Chliapnikov 1982, p. 94, 97, 104; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 618, I. 1, lettre de Chliapnikov à Lénine, 12 (25) novembre 1915, Petrograd; d. 661, I. 4, 11 mars 1916, Stockholm.

⁷⁰ Elwood 1974, p. 52, 61; Wildman 1967, p. 90-1; Ree 2010, p. 260; Wynn 1992, p. 149-50.

⁷¹ Chliapnikov 1982, p. 95.

En dépit des obstacles, Chliapnikov a créé un centre bolchevik actif ayant des liens avec le CC à l'étranger. Il a formé son Bureau russe du Comité Central exclusivement avec des activistes ouvriers, mais ce n'était pas ceux que Lénine avait recommandés étant donné qu'ils avaient tous été arrêtés. Les groupes de l'assurance étaient une source importante. Les rapports de la police tsariste confirment son succès dans la mobilisation des ouvriers de l'usine franco-russe pour accomplir le travail de parti. En plus de la coordination des activistes ouvriers, il a accordé ses plans de transport et de communication avec les sœurs de Lénine, Anna Elizarova et Maria Oulianova. Grâce à elles, il a recruté des jeunes étudiants pour l'aider à recevoir de la littérature via la Finlande. La collecte des cotisations des ouvriers avait été presque totalement interrompue ; il a fait appel à Maxime Gorki pour obtenir des fonds. À part son activité de recrutement d'activistes pour le parti, il faisait parvenir la littérature du parti aux importantes zones industrielles et révolutionnaires de Kharkov, d'Ekaterinoslav, de l'Oural, de la région de la Volga et du Caucase⁷².

À la fin de décembre, Chliapnikov a effectué une tournée d'un mois dans les provinces : il a inspecté le travail révolutionnaire accompli à Moscou, à Vladimir, à Nijni Novgorod, et il a rendu visite à sa mère à Doschatoe. Bien que les vieux-croyants l'aient accueilli chaleureusement, il a eu conscience qu'il était « dans un monde lointain, incompréhensible », tellement il était éloigné de ce village après sa vie dans les villes d'Europe occidentale. Quand il est revenu à Petrograd en janvier 1916, il a trouvé le Comité de Pétersbourg faisant face à une révolte des organisateurs d'assurance qui formaient un centre rival de coordination des cercles ouvriers bolcheviks. Chliapnikov s'est aligné sur les organisateurs d'assurance, ce qui a poussé Chernomazov à manœuvrer pour qu'une session restreinte du Comité de Pétersbourg le condamne. En riposte, Chliapnikov a proposé l'exclusion de Chernomazov et de Stark du Comité de Pétersbourg. Percevant les agissements de Chliapnikov comme étant une menace majeure, l'Okhrana a effectué des arrestations « dévastatrices »⁷³.

Chliapnikov s'apprêtait à faire juger Chernomazov devant un tribunal du Parti, mais, au lieu de cela, c'est une session plénière du Comité de Pétersbourg qui a cassé sa condamnation précédente. Chernomazov est resté parmi les dirigeants du Parti, bien que sa position ait été affaiblie. À la fin de février 1916, Chliapnikov est reparti pour l'étranger. La surveillance de la police était devenue trop lourde pour qu'il reste sans problème à Petrograd et y accomplisse efficacement son travail. Il a suggéré à Lénine que quelqu'un appartenant à l'organisation à l'étranger vienne en Russie pour y poursuivre son travail, mais seulement dans « le domaine de la théorie et de la littérature », dans lequel il admettait sa faiblesse. Il affirmait que les bolcheviks en Russie avaient adopté le slogan de Lénine sur « la guerre civile », mais en réalité le soutien de la position de Lénine était fragile. De nombreux bolcheviks

⁷² Chliapnikov 1982, p. 99; GARF, DP, f. 102, 6 d-vo, 1914, d. 114, I. 52, 7 (20) mars 1916 rapport de Krasil'nikov; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 618, I. 1, 12 (25) novembre 1915, Petrograd; d. 660, 11 mars 1916, Stockholm. Pour plus de détails sur les sœurs de Lénine, voir Turton 2007.

⁷³ Chliapnikov 1982, p. 100–8; RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1771, 14 (27) janvier 1916.

demeuraient des défenseurs et ceux qui étaient opposés à la guerre n'étaient pas « ouvertement défaitistes »⁷⁴.

Malgré le temps et l'énergie que Chliapnikov a consacrés à rétablir le Bureau russe, la police a arrêté rapidement la majorité de ses recrues. Même la récupération d'un maillon perdu dans la chaîne de communication pouvait prendre beaucoup de temps. Lorsqu'il est revenu en Suède, il a trouvé également que la littérature n'était plus transférée clandestinement par la voie qu'il avait établie seulement quelques mois auparavant, et ceci était dû à la découverte d'un transporteur. Il a dû réorganiser le réseau clandestin avant de revenir à Stockholm⁷⁵.

Nationalisme contre internationalisme : l'affaire du "Kommunist"

C'était d'autant plus exaspérant pour Chliapnikov que les défaillances dans le transport provoquaient des chamailleries dans l'*intelligentsia* bolchevique. À Stockholm, Bosch, Piatakov et Boukharine, l'ont entraîné dans un conflit violent avec Lénine à propos de la position des bolcheviks relative à l'auto-détermination nationale. Les différends sont apparus alors qu'ils travaillaient tous les quatre ensemble comme rédacteurs du journal "Kommunist", qu'ils ont fondé en 1915 afin de fournir « un forum de discussion intellectuelle marxiste » parmi les socialistes anti-guerre de toute l'Europe. Beaucoup de socialistes avaient pris une position de principe contre le nationalisme à cause du rôle qu'il jouait dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Boukharine, Bosch et Piatakov, faisaient partie de ceux qui qualifiaient le nationalisme « d'obsolète ». Bosch et Piatakov pensaient que le nationalisme créait de terribles divisions dans des zones où la classe ouvrière était composée de différentes nationalités (comme en Ukraine où tous deux avaient pris part à la clandestinité révolutionnaire). Lénine, de son côté, voyait le nationalisme comme une force puissante qui pouvait entraîner la révolution. Il a d'abord essayé de persuader Boukharine, Bosch et Piatakov, de partager sa position en défendant l'auto-détermination, mais tous les trois ont résisté⁷⁶. La littérature historique montre que Lénine a souvent rencontré de la résistance concernant ses points de vue de la part de ses camarades de l'*intelligentsia*, mais ce qui est moins connu, c'est comment des ouvriers particuliers lui répondaient. Et par conséquent le rôle de Chliapnikov dans l'affaire du "Kommunist" est intéressant.

Peu après que Chliapnikov avait quitté Petrograd en octobre 1915, Boukharine a demandé à Lénine et à Zinoviev d'autoriser son groupe à agir au nom du CC lorsqu'il communiquait avec les bolcheviks de Russie. Lénine a interprété cela comme un coup de force et il a immédiatement coupé toutes relations avec eux. Par voie de conséquence, le travail en commun au "Kommunist" a cessé. Elizarova a informé Chliapnikov, alors qu'il était encore

⁷⁴ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 521, 20–3 janvier (2–5 février) [1916], de Chliapnikov à Petrograd à Lénine; d. 660, 11 mars 1916, Stockholm; d. 661, I. 4, 11 mars 1916; Chliapnikov 1982, p. 104, 109; Melancon 1990, p. 178.

⁷⁵ Service 1991, vol. 2, p. 124; Chliapnikov 1982, p. 112.

⁷⁶ Service 1991, vol. 2, p. 89, 109–10; Cohen 1980, p. 24; Clements 1997, p. 117. Ce sont Bosch et Piatakov qui ont fondé le journal. Le communiste polonais Karl Radek et le socialiste néerlandais Anton Pannekoek faisaient également partie du comité de rédaction. Les numéros 1 et 2 du "Kommunist" ont été publiés dans un numéro double en juillet 1915. Pas d'autres numéros n'ont été publiés.

à Petrograd, de ces désaccords dans la rédaction. À son tour, il a parlé de cette brouille, mais uniquement au Bureau russe du CC. Il n'a pas informé les autres membres du Parti afin d'éviter de faire apparaître des dissensions au sein de la direction du Parti, ce qui, pensait-il, affaiblirait le mouvement⁷⁷.

À son retour, Chliapnikov a sévèrement admonesté Lénine d'avoir essayé de contourner la voie scandinave de communication avec Petrograd :

« Je suis tout d'abord stupéfait. Qu'est-ce qui t'a poussé à me contacter à Petrograd pour me demander un canal "direct" de correspondance ? En fait, l'organisation a été configurée "directement" et même par des personnes que tu as recommandées. Il était déjà impossible de la changer quand je me trouvais à Petrograd. Manifestement, tu n'imagines pas les difficultés pour organiser la correspondance sans personne. À l'avenir, abstiens-toi d'effectuer des changements soudains, sinon il sera impossible d'organiser quoi que ce soit. »⁷⁸.

Chliapnikov, qui considérait le travail pratique comme plus important que les intrigues politiques, n'avait pas de patience concernant le caprice présumé de Lénine quand celui-ci demandait une restructuration des communications et du transport uniquement afin d'isoler ses rivaux politiques. Il précisait à Lénine que lui et les autres membres du Bureau russe du CC étaient fermement favorables à continuer de publier le "Kommunist". Soutenant que ce genre de conflits « semait la confusion » parmi les travailleurs, il implorait Lénine d'arriver à un compromis⁷⁹.

La dispute des rédacteurs du "Kommunist" perturbait le travail pratique, ce qui consternait, inquiétait et remplissait quelque peu d'amertume, Chliapnikov. Il considérait que les différences entre Lénine et Boukharine n'étaient pas suffisamment importantes pour nécessiter autant de malveillance et de mesquinerie. En outre, il a dit directement à Lénine qu'il considérait le point de vue de celui-ci sur le nationalisme comme étant en contradiction avec les points de vue du prolétariat russe. Il convient de noter que beaucoup d'ouvriers russes faisaient preuve de peu de compréhension pour les problèmes des minorités nationales. Mais Chliapnikov respectait l'ancienneté de Lénine. Après sa lettre qui réprouvait l'interférence de Lénine dans le travail de transport, il a écrit une missive plus soigneusement formulée qui demandait à Lénine de se servir de preuves et de la raison pour défendre sa cause plutôt que d'employer un langage injurieux. Il notait que les lecteurs du "Kommunist" en Russie faisaient l'éloge des articles de Boukharine et de Zinoviev, mais qu'ils attendaient mieux de Lénine⁸⁰.

Chliapnikov s'opposait à la controverse non seulement parce qu'il la trouvait contre-productive, mais aussi parce qu'il croyait que la promotion faite par Lénine de l'auto-détermination nationale était contraire au concept selon lequel tous les travailleurs avaient des intérêts communs. Il croyait que beaucoup d'autres révolutionnaires ouvriers russes étaient d'accord avec lui et que Lénine devait modérer ses points de vue quand ils se heurtaient si nettement à ceux des ouvriers bolcheviks. Il soulignait en outre que Zinoviev

⁷⁷ Service 1991, vol. 2, p. 112; RGASPI, f. 2, op. 5, d. 674, I. 2, 4 (17) mai [mars] 1916, Stockholm; Turton 2007, p. 72.

⁷⁸ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 674, I. 1, 17 mars 1916.

⁷⁹ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 521, II. 1, 3, 20–3 janvier (2–5 février) 1916; d. 674, i. 2, 17 mars 1916.

⁸⁰ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 660, I. 2, 11 mars 1916.

et Lénine seuls ne pouvaient pas être considérés comme le CC dans son entier et que leurs actions sentaient le « *nepartijnost* » [manquaient d'esprit de parti]⁸¹. Chliapnikov s'est plaint à Kroupskaïa au sujet de l'interruption de l'approvisionnement en littérature le concernant durant la crise du "Kommunist". Il faisait ostensiblement remarquer que son homologue SR en Norvège (P. Alexandrovitch) recevait bien plus de littérature, provenant des dirigeants du Parti SR pour la faire passer clandestinement en Russie, que lui de la part du CC bolchevik et qu'il était obligé d'aider les SR à envoyer leur littérature en Russie par souci de fournir des informations aux révolutionnaires de là-bas⁸². La collaboration entre les organisateurs des différents partis politiques était courante dans le mouvement révolutionnaire clandestin, mais Lénine ne pouvait pas ignorer le reproche de Chliapnikov qui lui était destiné.

Dans une lettre adressée à Zinoviev, Chliapnikov objectait que la tactique de Lénine et son traitement au vitriol des gens non seulement perturbaient le transport et les communications, mais qu'ils affectaient aussi la composition personnelle du Parti bolchevik :

« Des histoires terriblement préjudiciables à propos d'Ilitch circulent en Russie. Ses tentatives de se dissocier de n'importe quel bolchevik sur la base du plus petit désaccord ont eu pour effet que les gens ayant le sens pratique nous fuient. Des pions, prêts à accomplir la volonté d'Ilitch, ne sont pas appréciés là-bas, et maintenant, avec le bruit de la guerre, ils se sont tous cachés. Peut-être ressortiront-ils lorsque ce sera profitable. Notre parti grandit. La possibilité de désaccords internes, avec la solidarité sur les questions essentielles, est totalement tolérable. Je le respecte. Mais ce respect me rend (ainsi que beaucoup d'autres en Russie) exigeant vis-à-vis de lui. [Lénine] ne devrait pas piquer une crise pour des futilités. Il devrait soutenir ses propositions avec des preuves, et non pas avec des jurons, et il ne devrait pas diviser les bolcheviks en brebis et en boucs. »⁸³.

Rejetant la tentative de Lénine de mettre les autres rédacteurs et collaborateurs du "Kommunist" dans le même panier que les sociaux-chauvins, Chliapnikov le prévenait que si les prises de bec avec les *émigrés* continuaient il quitterait la Scandinavie. Mais il tentait aussi de calmer Lénine en l'assurant qu'aucun de ses camarades rédacteurs n'avaient essayé de constituer une organisation destinée à l'isoler. Il soulignait le fait qu'ils n'étaient « pas le cœur d'une "organisation", mais la somme de personnes individuelles »⁸⁴. Tout en essayant d'atténuer les tensions entre les rivaux, Chliapnikov faisait preuve de tolérance à l'égard de l'hétérodoxie parmi les bolcheviks et il était en désaccord avec Lénine sur ce qui constituait le factionnalisme.

Quand Lénine a refusé la proposition d'une édition de "compromis" du "Kommunist", Chliapnikov a déclaré : « Il y a une seule chose qui soit claire

⁸¹ RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1778, 1^o mars 1916 (ou plus tard), I. 2; d. 1786, I. 2, 22 mars 1916; d. 1787, I. 1, 25 mars 1916; f. 2, op. 5, d. 666, I. 1, 3-4 avril 1916; d. 674, I. 2, 17 mars 1916; Lénine 1926-37, vol. 29 : p. 231.

⁸² RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1813, 15 mai 1916; Chliapnikov 1982, p. 114.

⁸³ RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1787, II. 1-2, 25 mars 1916. Les bolcheviks désignaient souvent Lénine par son patronyme, "Ilitch". Dans une parabole du nouveau Testament, Jésus, séparant les hommes justes des hommes méchants, se comparait à un berger séparant les brebis des boucs (Mathieu 25 : 31-46).

⁸⁴ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 666, II. 2-3, 3-4 avril 1916; d. 669, I. 4, 14 avril 1916; d. 784, II. 1-2, 16 avril 1916.

pour moi dans ta formulation, c'est que tu ne veux pas discuter... J'ai transmis ta décision, mais naturellement pas dans la forme cassante de ta carte postale. Et je refuse de continuer à être ton intermédiaire dans cette affaire ». Lénine a écrit en vitesse un message de conciliation afin de le convaincre de prolonger son rôle, du moins temporairement. Boukharine était prêt au compromis, mais pas Piatakov et Bosch qui étaient trop profondément blessés par la tentative de Lénine de les exclure du comité de rédaction du *Kommunist*⁸⁵.

Lénine a effectué une dernière tentative pour apaiser Chliapnikov en lui proposant de publier une série d'articles écrits par le cercle de Lénine, Zinoviev et Boukharine, mais excluant Karl Radek, un communiste polonais, avec lequel Lénine s'était brouillé à cause de la question nationale. Mais Chliapnikov a objecté que l'exclusion de Radek était « inacceptable », et il n'a même pas pris la peine d'informer les autres de cette proposition. Il trouvait que « l'antipathie politique de Lénine vis-à-vis de Radek » était « surprenante » étant donné que Radek soutenait les bolcheviks russes dans la presse allemande. C'est pourquoi il soupçonnait Lénine d'assouvir « une mesquine vengeance politique ». Il insistait : « Nous avons besoin maintenant d'attacher de l'importance aux gens de gauche, d'essayer d'être un centre autour duquel l'ensemble de la gauche se rassemble, et cela exige de nous un grand tact et un certain degré de patience ». Dans cette controverse, son attitude était loin d'être elle d'un « fidèle de Lénine », et encore moins celle d'un laquais de Lénine. Au contraire, il réprimandait Lénine pour sa maturité politique insuffisante. Il critiquait cependant Bosch, Boukharine et Piatakov, pour leur incompetence d'organiseurs. Dans ses mémoires, il se souvenait du fait que le conflit du «*Kommunist*» compromettait aussi bien la fourniture de littérature aux organisations russes que les contacts avec la Russie en général : « J'avais imaginé que tu pouvais conserver ton opinion sur tel ou tel point de vue de notre programme et lutter pour son adoption, mais je ne pouvais pas voir le besoin d'animosité et encore moins de porter atteinte à la cause ouvrière elle-même avec une telle animosité. Mais ce phénomène est endémique dans notre intelligentsia qui est si doctrinaire dans la défense de ses « principes » qu'elle abandonnera même le travail en cours »⁸⁶. Bien qu'il soutienne la position de Lénine à propos de la question nationale, il ne considérait toujours pas que cette défense ait valu la peine de risquer l'unité du parti. Abandonnant les intrigues européennes, il est parti pour l'Amérique afin d'y réaliser un projet de collecte de fonds qu'il avait conçu.

Voyage en Amérique et retour

À Petrograd, Chliapnikov a reçu un certain nombre de documents de la part de l'écrivain Gorki concernant la situation désespérée des juifs russes qui souffraient terriblement des atrocités que l'armée russe leur infligeait. Il avait l'intention soit de les vendre en Scandinavie, soit de les utiliser pour récolter des fonds de la part des juifs européens dans le but de constituer une maison d'édition. Comme cela ne s'est pas matérialisé, il a reporté ses espoirs sur les

⁸⁵ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 677, II. 1-2, 22 mai 1916; d. 680, I. 1, 1^{er} juin 1916.

⁸⁶ RGASPI, f. 2, op. 5, d. 687, I. 1, 28 juin 1916; Chliapnikov 1982, p. 113.

juifs américains⁸⁷. Il ne fait pas de doute que la curiosité et le désir d'aventure l'ont aussi entraîné jusqu'à New York. Pendant l'été de 1916, il est monté à bord d'un bateau à vapeur à destination de New York. Ce voyage a marqué une parenthèse qui verrait un grand changement dans sa vie personnelle, de même qu'elle lui procurerait les moyens de revenir en Russie à la veille de la Révolution.

À l'été de 1916, les relations personnelles de Chliapnikov avec Kollontaï étaient entrées dans une crise finale. Elle avait cessé d'être amoureuse de lui, mais elle trouvait difficile de le lui dire. Elle continuait à louer ses qualités : « le dévouement à la cause, la bravoure de la jeunesse, le courage ». Mais elle percevait également des défauts en lui : « J'ai le sentiment que, comme un politicien, Al[exandre] est impuissant et maladroit... Il sait trop peu de choses et il est trop peu enclin au travail intellectuel... Il peut [identifier et surmonter] des obstacles extérieurs, mais il n'a pas suffisamment d'autodiscipline pour organiser le travail politique de manière systématique ». Elle fondait principalement son évaluation sur l'absence de résultats à la suite de son voyage en Russie au cours de l'hiver 1915-16, sans qu'elle comprenne pleinement les obstacles qu'il avait affrontés et qui étaient dus à l'infiltration de la police dans le parti. Sa déception intellectuelle à son sujet a contribué à sa décision de mettre fin à leur relation. Néanmoins, elle s'inquiétait d'avoir à l'offenser étant donné qu'elle voyait en lui une « personnification » du prolétariat⁸⁸.

Pendant que Chliapnikov était aux États-Unis, Kollontaï lui a écrit une lettre qui mettait un terme à leur relation, et elle a fait en sorte qu'il la trouve à son retour (elle a quitté son premier mari de la même façon). Et donc, il lui écrivait des lettres depuis les États-Unis sans avoir connaissance de sa décision et il a dû se sentir humilié quand il s'est rendu compte seulement plus tard qu'elle avait déjà décidé de rompre avec lui. Elle et son fils sont partis pour les États-Unis avant qu'il ne soit revenu en Scandinavie. Pour justifier sa manière détournée, elle expliquait : « Briser directement la volonté d'Avvakum était impossible ». La fois suivante où ils se sont rencontrés était en mars 1917 à Petrograd quand Chliapnikov, en tant que membre du soviet de Petrograd, a accueilli Kollontaï à la gare. Plus tard, ils ont eu une longue discussion privée ; elle se souvenait qu'il lui a « reproché » d'avoir rompu avec lui de manière si « brutale et blessante »⁸⁹.

Le transport à travers l'Atlantique était périlleux en raison des conditions de temps de guerre et des fréquentes tempêtes. Le navire à vapeur norvégien, le Kristianiafjord, sur lequel Chliapnikov a voyagé en 1916 a coulé au large de la côte anglaise un an plus tard. Bien que Chliapnikov ne soit venu que pour un bref séjour, il est passé, comme tous les passagers de troisième classe, par

⁸⁷ Chliapnikov 1982, p. 115. Lénine avait espéré détourner l'attention de Bosch et de Piatakov du "Kommunist" en les persuadant de publier une collection de documents juifs, mais ses espoirs ne se sont pas matérialisés (Lénine 1999, p. 187). Concernant les atrocités commises pendant la guerre sur les juifs russes, voir Lohr 2001. Les documents que Chliapnikov a fait entrer clandestinement à New York ont pu faire partie d'un projet de "Livre noir" portant sur les souffrances juives au cours de la Première Guerre mondiale, dont beaucoup de documents ont été perdus durant et après la guerre (voir Zavadivker 2013).

⁸⁸ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 10, II. 36-8, 70.

⁸⁹ RGASPI, f. 134, op. 4, d. 7, I. 15, 9 juillet 1916, lettre de Kollontaï à Chliapnikov; d. 22, II. 1-6; Clements 1979, p. 22; Chliapnikova 1995, conversation; base de données d'Ellis Island Immigration : <http://www.libertyellisfoundation.org> (dernière consultation le 11 octobre 2014).

le service de l'immigration à Ellis Island. Certains immigrants ont dû faire demi-tour, mais lui a été facilement admis étant donné ses compétences métallurgiques et sa bonne santé. Il est entré aux États-Unis le 8 juillet sous son propre nom, en utilisant un passeport français et sa carte de membre de l'Amalgamated Society of Engineers. En véritable conspirateur, il a donné comme étant son contact local le consulat russe plutôt que de fournir des noms et des adresses de socialistes locaux, ainsi que l'avaient fait Kollontaï et Boukharine. Après quelques jours dans la ville, il écrivait à Kollontaï : « J'aime beaucoup New York. Dans le port, où ils nous ont gardés toute la nuit, je suis tombé amoureux des gratte-ciel qui perçaient la brume du soir... Une telle force, une telle énergie, un tel esprit d'entreprise... Beaucoup de choses me plaisent ici et j'ai le sentiment que la vie dans ce pays ne sera pas aussi désagréable qu'en Scandinavie. »⁹⁰.

Les mémoires de Chliapnikov publiés par la suite ont donné une impression plus négative. À propos de son attente dans le port, il écrivait : « La chaleur était insupportable... comme dans un four soufflant du feu ». Une fois en ville, il a été déçu par le mouvement ouvrier américain qu'il a trouvé « primitif » par comparaison avec le mouvement européen. Pendant qu'il était à New York, il a été témoin d'une grève importante des tramways du Bronx qui a été cassée par des voyous stipendiés qui travaillaient en collusion avec la police. Dégoûté par la répression « brutale » de l'agitation par les propriétaires d'usine américains et par « l'extrême égoïsme » qu'il trouvait dans le mode de vie américain, il notait néanmoins : « L'ouvrier new-yorkais s'habille élégamment, il vit et mange de manière considérablement meilleure que son homologue européen »⁹¹. Il pouvait partager l'admiration globale à l'égard d'un niveau de vie supérieur aux États-Unis, alors même qu'il critiquait les excès qu'il percevait dans le capitalisme américain.

Bien qu'il soit venu aux États-Unis en partie pour échapper aux hostilités entre les *émigrés* russes en Europe, Chliapnikov va bientôt être plongé à New York dans les antagonismes factionnels des socialistes russes. Sous le pseudonyme de Belenin, qu'il utilisait à la place de son nom véritable pour des objectifs de conspirateur, il a fait un certain nombre de conférences dans la région de New York à propos du mouvement ouvrier russe, et l'une d'elles au fameux Beethoven Hall dans la Cinquième Rue Est, le lieu de nombreuses réunions des sociétés socialistes, syndicales et immigrantes. Ses comptes rendus aux socialistes du "Novyi Mir" sur l'attitude à l'égard de la guerre en Russie et en Europe ont intensifié le conflit entre les mencheviks et les bolcheviks, lesquels dirigeaient la publication, sur la position à prendre vis-à-vis de la guerre. Il prétendait que les mencheviks « menaient une lutte dans le style américain, en introduisant des questions personnelles et sensationnelles, de l'hystérie et des injures ». Selon lui, les bolcheviks ont gagné la dispute, mais ils n'ont pas pu évincer les mencheviks du journal parce qu'il y avait trop peu de bolcheviks instruits pour les remplacer⁹².

⁹⁰ Chliapnikov 1982, p. 116–17; RGASPI, f. 134, op. 4, d. 7, I. 17, 14 juillet 1916, New York. La liste des passagers du bateau le désignait sous le nom d'Alexandre Schlapnikoff (<http://www.libertyellisfoundation.org/>, dernière consultation le 11 octobre 2014).

⁹¹ Chliapnikov 1982, p. 116, 118; Anon 1916.

⁹² RGASPI, f. 134, op. 4, d. 7, I. 20, 25 juillet 1916 lettre à Kollontaï; Anon 1916; Chliapnikov 1982, p. 117.

Chliapnikov n'a rencontré que peu de succès dans sa vente de documents relatifs aux juifs russes. À son arrivée, il a découvert que la plupart de ses acheteurs potentiels étaient en vacances. Comme en Scandinavie, il a trouvé quelques juifs intéressés qui étaient germanophiles, mais il ne voulait pas que ses documents soient utilisés comme propagande pro-allemande. Après deux mois d'attente et de négociation, il a finalement reçu la somme de 500 \$ d'un groupe d'intellectuels juifs, dont la moitié a servi à payer ses dépenses de voyage. Il est reparti pour la Scandinavie le 14 septembre. Avec les fonds qui lui restaient, il a renouvelé le transport de littérature vers la Russie. Il a recommandé que Boukharine vienne aux États-Unis afin de procurer au "Novyi Mir" une voix bolchevique qui s'exprime bien. Boukharine a accepté cette proposition avec enthousiasme, mais, d'après Chliapnikov, il a sérieusement gâché ses dispositions de voyage en faisant ses réservations sous son véritable nom plutôt que sous le nom inscrit sur son passeport (Moshe Dolgolevski). Organiser un voyage dans les conditions du temps de guerre était complexe, et c'est pourquoi Chliapnikov a dépensé beaucoup de temps et d'efforts afin de corriger cette erreur : « Boukharine était le type de l'intellectuel russe dénué d'esprit pratique pour qui j'ai dû penser à chaque détail du voyage ». Cette pique portée dans ses mémoires à l'encontre de Boukharine probablement provenait aussi bien de l'amertume ressentie envers l'homme qui a aidé à le démettre de la direction du Syndicat des métallurgistes en 1921 que du ressentiment plus général envers une *intelligentsia* de parti « manquant d'esprit pratique » qui était dédaigneuse envers la capacité des ouvriers à gérer l'économie après la Révolution. Après qu'il a vu Boukharine partir pour l'Amérique, Chliapnikov est retourné impatientement en Russie pour y reprendre le travail pratique d'organisation. Son voyage mouvementé, sous déguisement, à travers la clandestinité finlandaise a compris un rendez-vous fortuit avec des nationalistes finlandais de droite qui lui ont révélé avec imprudence le plan de toute leur organisation. Rétablissant finalement le contact avec la clandestinité social-démocrate, Chliapnikov arrivait à Petrograd dans la seconde moitié d'octobre 1916⁹³.

Conclusion

Le travail politique et organisationnel de Chliapnikov dans la clandestinité révolutionnaire durant la Première Guerre mondiale a révélé beaucoup de son caractère, de ses principes, de ses forces et de ses faiblesses. Il se considérait comme un « praticien » [*praktik*], c'est-à-dire dans le sens opposé à « théoricien » [*teoretik*], et il s'enorgueillissait de son travail d'organisation en faveur de la révolution. Il aimait aussi son travail consistant à faire passer clandestinement de la littérature et des gens ainsi qu'à échapper à la police⁹⁴. Des amis, parmi lesquels Kollontaï, ont rappelé le plaisir qu'il

⁹³ Chliapnikov 1982, p. 118–32. À Petrograd en janvier 1917, L. I. Braude de la Bibliothèque Publique de Petrograd a payé Chliapnikov 1.000 roubles pour avoir apporté en Amérique les documents relatifs aux juifs russes; ceci s'est ajouté aux fonds destinés au travail bolchevik d'organisation (Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 58).

⁹⁴ Chliapnikov 1982 and Futrell 1963 fournissent des comptes rendus vivants à propos des ruses qu'il employait et des risques qu'il prenait au cours des passages illégaux de frontière.

prenait à conspirer et l'enthousiasme qu'il exprimait lors des franchissements illégaux de frontière, tout en échappant aux agents de la police et en prenant d'autres identités pour le travail clandestin. Son talent de narrateur rehausse probablement l'image romantique de ces poursuites transmise à ses camarades révolutionnaires et ouvriers. Son attachement au pouvoir ouvrier traversait invariablement son travail au cours de la Première Guerre mondiale. Lorsqu'il voyageait en Russie, soit il travaillait dans des usines, soit il parlait abondamment avec des camarades ouvriers, afin de recouvrer la compréhension de leur vie. Il recrutait des ouvriers pour pourvoir le Bureau russe du CC bolchevik et pour l'aider dans d'autres tâches d'organisation.

Chliapnikov considérait les disputes des dirigeants bolcheviks à propos de la théorie ainsi que leurs luttes pour le contrôle des organes du parti comme parfois préjudiciables à la cause. Ses efforts pour que le comité de rédaction du "Kommunist" continue de travailler en commun le démontre. Tout au long du conflit du "Kommunist", il a essayé de convaincre les rédacteurs du journal de leur responsabilité quant au fait de laisser le travail pratique se poursuivre sans encombre dans l'intérêt de la révolution ouvrière. Il leur rappelait souvent ce que les "ouvriers" pensaient concernant les questions du nationalisme.

La relation personnelle de Chliapnikov avec Kollontaï révèle beaucoup de sa personnalité, et aussi que cette personnalité était au croisement de ses croyances politiques. Ils partageaient leur foi en la révolution qui rendrait les travailleurs capables de prendre le contrôle de leur existence sociale et économique. L'accent qu'il mettait sur l'autonomie personnelle renvoyait à son attachement au rôle de la classe ouvrière vis-à-vis de l'*intelligentsia* radicale dans l'accomplissement de la révolution. Le rôle de Kollontaï en tant que mentor intellectuel, d'abord de Chliapnikov et ensuite de l'Opposition ouvrière, était exceptionnel pour une femme et une aristocrate, mais les tensions dans le couple reflétaient celles qui existaient plus généralement entre les travailleurs et l'*intelligentsia*. Elle considérait qu'il était de son devoir de le cultiver, tandis que lui, bien que reconnaissant de ses conseils, ne croyait pas que sa compréhension du marxisme et son analyse de la politique révolutionnaire soient inférieures aux siennes.

Lénine a forcé les autres bolcheviks à le traiter comme un chef ; il a pris le pouvoir dans les organes centraux et il a été le plus actif des dirigeants en matière de communication avec la Russie. Chliapnikov respectait l'âge de Lénine, son érudition, son intelligence et son dévouement à la révolution internationale. Mais il s'adressait à Lénine en tant que partenaire, et non pas en tant que laquais. Bien qu'il n'ait pas contesté directement Lénine à propos de son idéologie, il lui rappelait constamment que c'étaient les ouvriers « conscients » qui étaient les responsables de la réussite révolutionnaire. Souvent contrarié par le fait que Lénine se précipitait dans des polémiques et des disputes internes au parti, il n'hésitait pas à dire qu'il les trouvait préjudiciables à la cause de l'organisation révolutionnaire. Néanmoins, le rôle de "praticien" de Chliapnikov, et peut-être son éducation limitée, l'ont souvent aveuglé en ce qui concerne l'importance que la résolution des controverses théoriques avait pour le rôle des ouvriers dans le parti.

CHAPITRE 3

L'organisation des travailleurs au cours de l'année révolutionnaire 1917

Trois années de guerre totale, avec les crises économiques qu'elle a entraînées, ont épuisé la société russe et discrédité le régime du tsar Nicolas II qui est tombé en février 1917 à la suite d'une protestation de masse à Petrograd contre la pénurie de produits alimentaires et de combustibles. Après la fin du régime tsariste, une lutte qui a duré huit mois a commencé entre les libéraux, les socialistes modérés et les radicaux, à propos de la structure du gouvernement en Russie et d'importantes questions telles que la participation à la guerre et la redistribution des terres. La liberté de parole, de la presse et d'organisation, a rempli les journaux et les rues d'un éventail exubérant d'opinions. Ce qui régnait à un niveau élevé, c'était l'espoir que la Russie puisse suivre l'exemple de l'Europe occidentale en établissant un gouvernement démocratique, participatif, constitutionnel, mais la crainte de l'anarchie et du chaos se profilait grandement face au désastre économique grandissant, aux victimes de la guerre en nombre croissant, à une vague de criminalité, aux aspirations des nationalités minoritaires à l'autonomie et à la fragilité du gouvernement intérimaire qui avait remplacé le régime tsariste. Le pouvoir du Gouvernement provisoire, composé de personnes nommées par la Douma, c'est-à-dire le faible corps législatif qui avait existé sous le régime tsariste, était contesté par les soviets, des organismes élus par les ouvriers, les soldats et les paysans.

Lorsque la révolution de Février a débuté, Chliapnikov était le bolchevik le plus ancien sur la scène de Petrograd. Les dirigeants plus âgés, plus expérimentés, se trouvaient à l'étranger ou en exil en Sibérie. Étant donné ses qualifications de métallurgiste, son expérience à l'étranger, son intelligence, ses talents d'organisateur et une énergie apparemment sans limites, il inspirait le respect aux activistes de niveau inférieur en Russie et il est bientôt devenu un membre éminent du soviet de Petrograd. Cependant, des bolcheviks plus modérés, tels que Staline et Kamenev, qui avaient pris le contrôle des organes de direction et de la presse du parti jusqu'à l'arrivée de Lénine en avril 1917, l'ont évincé de la direction centrale du parti. Se tournant vers d'autres formes d'organisation ouvrière, Chliapnikov a aidé à créer une milice ouvrière et la Garde rouge, qui ont joué un rôle important dans la révolution d'Octobre. Personnage-clé dans la reconstruction de l'Union des Métallurgistes de Petrograd, et la transformant en un puissant syndicat national, il a procuré plus tard un service appréciable aux étudiants en histoire en établissant la chronique de la révolution dans ses mémoires, qu'il a écrits dans les années 1920. Bien que ses sympathies bolcheviques aient été évidentes, il a utilisé un éventail de sources et il a tenté de représenter les événements

révolutionnaires de manière honnête en admettant les faiblesses bolcheviques et le rôle joué par des non-bolcheviks⁹⁵.

La Révolution de Février

Quand Chliapnikov revint à Petrograd à l'automne 1916, ses objectifs étaient simples et modestes : reconstituer le Bureau russe du CC, renouveler le transport de la littérature et collecter des informations au sujet du mouvement révolutionnaire en Russie. Ces tâches étaient orientées vers le maintien de l'organisation bolchevique en Russie plutôt que vers sa préparation à l'agitation de masse et au changement révolutionnaire. L'organisation avait souffert énormément depuis sa dernière visite. Les arrestations avaient décimé les organes de direction du parti, mais les cellules locales continuaient de fonctionner. Ne faisant confiance qu'à elles-mêmes, les cellules locales évitaient les organisations centrales et les autres groupes sociaux-démocrates parallèles par crainte des espions de la police. Chliapnikov a essayé de faire travailler les activistes locaux en équipe avec le Bureau russe.

Le Comité de Pétersbourg ne pouvait pas se passer de personnel pour assister Chliapnikov. Pour travailler avec lui dans le Bureau, il a recruté un étudiant, Viatcheslav Molotov, et un ouvrier, Piotr Zaloutski. Chliapnikov a mis sur pied cette organisation et il a établi des communications avec le CC à l'étranger ; Zaloutski servait de liaison avec le Comité de Pétersbourg et Molotov rédigeait et publiait des documents du CC. Chliapnikov a écrit ultérieurement qu'il avait convaincu d'autres membres du Bureau de soutenir la ligne de Lénine relative à l'auto-détermination nationale, c'est-à-dire la question urgente du moment, mais à la condition que ceux qui étaient en désaccord avec Lénine ne devraient pas être interdits de contribuer aux publications du CC ou d'être punis du fait qu'ils auraient exprimé des points de vue différents dans des articles publiés indépendamment⁹⁶. Il ne voulait pas que le factionnalisme sape le travail pratique.

À la mi-décembre, Chliapnikov est venu à Moscou afin de coordonner les appels des bolcheviks locaux à des manifestations de rue pour le 9 janvier, c'est-à-dire le douzième anniversaire du Dimanche sanglant. En quittant Petrograd, il a échappé à la toile des agents de police qui l'encerclaient et il a pu ainsi renouer des contacts directs avec les organisateurs bolcheviks à Moscou, à Vladimir et à Nijni Novgorod. Par l'intermédiaire d'autres bolcheviks, il a également établi des communications avec les organisations bolcheviques de Kiev, de Toula, de Voronej, du Donbass, de l'Oural et de la Sibérie. Il admettait cependant dans ses mémoires que les maigres fonds dont il disposait signifiaient que les communications avec les organisations locales devaient dépendre « de visites fortuites ... ou de coups de chance »⁹⁷. Sa

⁹⁵ Ratchkovski 2011. Staline a interdit les mémoires de Chliapnikov, mais ils ont regagné un certain degré de respectabilité en tant que sources durant la période khrouchtchévienne. Voir Burdshalov 1956a, 1956b et 1987. Les sources principales de ce chapitre sont des sources secondaires, des souvenirs, y compris ceux de Chliapnikov, ainsi que les archives des syndicats et les journaux.

⁹⁶ Chliapnikov 1982, p. 133-52, 201.

⁹⁷ Chliapnikov 1982, p. 141, 159, 214.

franchise concernant l'impréparation bolchevique en vue de la révolution deviendrait de plus en plus inadmissible au début de la période soviétique.

Du fait de son voyage dans les provinces, Chliapnikov ne se trouvait pas à Petrograd pour y assister au prélude de la révolution. Tout d'abord, il s'est déroulé une grève imposante de cent quarante mille (40 %) ouvriers de Petrograd le 9 janvier. Les ouvriers attribuaient à la guerre et à la monarchie leurs épreuves économiques intolérables. Bien que les initiateurs de la grève aient été arrêtés fin janvier, l'état d'esprit rebelle chez les ouvriers de Petrograd ne s'était pas dissipé. Les ouvriers se sont livrés à des manifestations de manière presque constante du 9 janvier au 22 février, date à laquelle les responsables de l'usine Poutilov, l'installation industrielle la plus importante de Russie, ont lockouté leurs ouvriers. Ensuite, le 23 février, la Journée internationale des femmes, les ouvrières du textile, mises en colère par les longues files pour avoir du pain ainsi que par son prix élevé, ont lancé une insurrection qui a mis cent mille ouvriers en grève. Les activistes métallos ont affûté la rhétorique des demandes politiques naissantes des contestataires. Les soldats se sont avérés peu disposés à disperser les manifestants. Le lendemain, les deux tiers de la main d'œuvre industrielle de la ville étaient en grève. Le 25 février, des citoyens de la classe moyenne et des étudiants ont rejoint les manifestations. Le 27 février, les soldats étaient en pleine insurrection, des foules avaient libéré les prisonniers politiques et laissé sortir les criminels de la prison, et la police avait complètement disparu⁹⁸.

Au cours de la révolution de Février, les événements avaient une longueur d'avance sur tous les partis socialistes. Aucun ne s'attendait à ce que la Journée des femmes déclenche une révolution. Tandis que les socialistes modérés essayaient de contenir les grèves, les socialistes plus radicaux se déclaraient publiquement en leur faveur. Les socialistes de gauche coopéraient à la publication des appels et à l'organisation des événements. Des tracts imprimés avaient servi d'habitude comme signaux pour des actions de masse, mais publier de la propagande révolutionnaire était difficile étant donné le harcèlement de la police. Un groupe de sociaux-démocrates révolutionnaires dénommés les Interdistricts [*Mezhraiontsy*] a été probablement le plus grand producteur de tracts socialistes durant la révolution de Février. Les bolcheviks du district de Vyborg de Petrograd étaient parmi les plus radicaux. Ils voulaient armer des détachements de gardes ouvriers, mais Chliapnikov a refusé d'autoriser cela, décision pour laquelle d'autres bolcheviks l'ont critiqué à ce moment-là et plus tard. Il soutenait que les gardes ouvriers ne pouvaient pas s'opposer à des forces militaires entraînées ; en conséquence, il était crucial pour les ouvriers de rallier des unités militaires. Et en effet, il est apparu le 27 février que la révolution pouvait sombrer dans la violence chaotique⁹⁹.

La révolution de Février a culminé le 27 février. Les ministres tsaristes ont démissionné. Les socialistes ont formé le soviet de Petrograd des députés des ouvriers et des soldats, un organe électoral pour toute la ville qui représentait les ouvriers et les soldats par l'intermédiaire des partis politiques et d'autres organisations ; son organe de direction était le Comité exécutif. Les

⁹⁸ Wade 2000, p. 29–36; Hasegawa 1981, p. 278–94; Burdzhhalov 1987, p. 102; Thompson 1981, p. 21.

⁹⁹ Melancon 1988 et 2009; Wade 2000, p. 34–5; Burdzhhalov 1987, p. 86, 180; Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 62–5, 91–5; Hasegawa 1981, p. 296.

leaders libéraux de la Douma ont décidé de créer un gouvernement temporaire. Quand, sous la pression, le tsar Nicolas II a abdiqué au nom de lui-même et de son fils le 2 mars 1917, le pouvoir a été rapidement transmis au Gouvernement provisoire qui a été créé le jour même sur la base d'un accord entre les leaders de la Douma et le soviet de Petrograd. C'est le prince Gueorgui Lvov, un membre libéral de *zemstvo*, qui en était le chef. Alexandre Kerenski, un socialiste favorable à la guerre, a rejoint le nouveau gouvernement comme ministre de la Justice, et il est ultérieurement devenu ministre de la Guerre. Chliapnikov faisait partie du groupe de gens de gauche qui avaient créé le soviet de Petrograd et il a été élu à son Comité exécutif ; le soviet l'a nommé commissaire du district de Vyborg, l'une des principales zones industrielles de la ville. Des soviets se formeraient dans beaucoup de villes russes ; dans les grandes villes, il y avait des soviets de district. Bien que la majorité du Comité exécutif du soviet ait été d'accord pour soutenir le Gouvernement provisoire, c'était là la position des socialistes modérés et des SR qui considéraient la révolution de Février comme « bourgeoise ». Ils pensaient qu'il était irréaliste et contraire à la théorie marxiste de s'opposer à la création d'un gouvernement bourgeois. Les socialistes radicaux étaient quant à eux moins disposés à donner à la "bourgeoisie" la possibilité de consolider son pouvoir¹⁰⁰.

La droite monarchique ayant disparu avec la chute du tsarisme, le spectre politique allait de la droite modérée à l'extrême gauche. Les non-socialistes centristes, qui étaient pour la plupart des libéraux, ont coopéré avec les socialistes modérés dans l'intervalle qui sépare les deux révolutions de 1917, celle de Février et celle d'Octobre. Le parti libéral le plus important était celui des Démocrates constitutionnels [Kadets] ; son porte-parole le plus éminent, Pavel Milioukov, est devenu ministre des Affaires étrangères. Les libéraux voulaient protéger la Russie de la conquête allemande, résoudre la crise économique, créer la paix parmi les groupes sociaux et préparer les élections, fondées sur le suffrage universel, pour une Assemblée constituante qui désignerait un nouveau gouvernement constitutionnel pour la Russie. Beaucoup d'organisations civiques avaient un penchant libéral ; elles étaient organisées par des professionnels pour des causes politiques, éducatives et culturelles. Lorsque la crise s'est approfondie, ceux qui avaient semblé être des libéraux en sont venus à être perçus comme des conservateurs¹⁰¹.

Un éventail d'opinions existait parmi les bolcheviks de Petrograd à propos de leur position vis-à-vis du Gouvernement provisoire. Les points de vue de Lénine étaient exposés dans ses *Lettres de loin*, qu'il a écrites au début de mars 1917 pendant qu'il était encore en Suisse. Elles consistaient en l'opposition au Gouvernement provisoire, en l'appel à un gouvernement des soviets et en l'opposition à la guerre. La plupart des bolcheviks de Petrograd étaient d'accord avec l'appel de Lénine à mettre fin à la guerre. Mais leurs opinions variaient grandement sur la question de la coopération avec le Gouvernement provisoire. Une majorité du Comité de Pétersbourg défendait la non-opposition au Gouvernement provisoire, conformément à la résolution

¹⁰⁰ Hasegawa 1981, p. 334–42, 356–7; Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 126–32; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 132; Wade 2000, p. 91, 94. Le comité exécutif était identique à un groupe rassemblant tous les socialistes qui s'étaient rencontrés dans les semaines précédant la révolution de Février (Melancon 2009).

¹⁰¹ Wade 2000, p. 53–8.

adoptée par le soviet de Petrograd. Le Comité bolchevik d'extrême gauche du district de Vyborg a appelé quant à lui les ouvriers à s'emparer du pouvoir. Chliapnikov les incitait à mettre en veilleuse leur agitation en faveur d'une insurrection en soutenant qu'il serait imprudent de se soulever sans une préparation adéquate¹⁰².

De la même façon que Lénine, Chliapnikov et le Bureau russe étaient opposés au Gouvernement provisoire et ils réclamaient que les soviets constituent un gouvernement provisoire révolutionnaire qui aurait eu comme programme la fin de la guerre, l'établissement d'une république démocratique, la journée de travail de huit heures, la confiscation des domaines des propriétaires fonciers, le ravitaillement en nourriture de l'armée et de la population urbaine, et qui exigerait la convocation d'une Assemblée constituante. Certains historiens ont supposé que Chliapnikov ne faisait qu'exécuter les ordres de Lénine¹⁰³. Il y avait néanmoins une différence subtile entre eux. L'accent qu'il mettait sur la coopération avec les autres socialistes de gauche indique qu'il ne visait pas simplement à assurer une position politique dominante aux bolcheviks.

Le nombre de membres du Bureau russe s'est accru tout au long du mois de mars en raison du retour de dirigeants bolcheviks qui étaient en prison ou en exil. Parmi eux, c'est Kamenev qui était le plus connu. Il était à la tête des bolcheviks modérés, lesquels incluaient Staline ; ces bolcheviks étaient plus proches du jugement, que la majorité du soviet de Petrograd portait sur le Gouvernement provisoire, que des points de vue de Lénine. Ils réclamaient l'autorité au nom des anciens députés bolcheviks à la Douma. Le Bureau russe du CC a lutté sans succès avec les modérés. Bien que le Bureau ait tout d'abord rejeté Kamenev en tant que membre, ce dernier l'a circonvenu en prenant le contrôle du journal bolchevik, la "Pravda". Le groupe de Kamenev a également déjoué les plans du Bureau russe lors de l'assemblée du soviet en soutenant les positions modérées au nom du Parti bolchevik. N'étant pas disposé à révéler cette désunion, Chliapnikov et ses alliés n'ont rien dit. Le fait qu'il se soit fait avoir aussi facilement donne du crédit au jugement que Nikolai Soukhanov portait sur lui : « un patriote de parti ... un conspirateur expérimenté, un excellent organisateur et un syndicaliste pratique, mais il n'était pas du tout un politicien, c'est-à-dire quelqu'un capable de saisir l'essence du changement de la situation et de généraliser à partir d'elle »¹⁰⁴. Le fait que le portrait de Soukhanov coïncide avec celui que Kollontaï a fait dans son journal intime renforce sa justesse¹⁰⁵.

Lorsque l'éditorial de Kamenev dans la "Pravda" du 15 mars a soutenu la poursuite de la guerre, il en est résulté de la consternation parmi les activistes bolcheviks. Selon Chliapnikov, les méthodes des modérés faisant adopter leurs points de vue sans consulter les membres de la base posaient autant question que leurs politiques. De plus, le contenu de la "Pravda" n'était pas si ouvertement défensiste que cela, et elle n'avait pas encore publié une grande

¹⁰² Rabinovitch 1991, p. 33–5 et Longley 1972, p. 67, ont discuté en détail des différences entre les bolcheviks. Pour une lecture différente de ces événements, voir Lih 2011b.

¹⁰³ Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 65–6, 163–5; Longley 1972, p. 67; Schapiro 1956, p. 28; et Naumov 1991, p. 16.

¹⁰⁴ Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 445–8; Soukhanov 1922, vol. 1, p. 79.

¹⁰⁵ Cité plus haut. Les jugements de Kollontaï peuvent être trouvés dans : RGASPI, f. 134, op. 4, d. 10, II. 36–8, 70.

partie des lettres de Lénine. Et en outre, le 18 mars, Kamenev a persuadé le Comité de Pétersbourg de voter pour un « soutien conditionnel » au Gouvernement provisoire. Chliapnikov a longtemps éprouvé du ressentiment à l'encontre des mesures des modérés ; dans ses mémoires, il a déclaré que Kamenev et Staline ont mené une politique non-révolutionnaire. Ils avaient désuni le Parti en mars en introduisant « dans les organes de direction du Parti des désaccords et des frictions organisationnelles profondes ». Attribuant les problèmes qu'il avait avec ce groupe à leur *intelligent*-origines, il soutenait que l'*intelligentsia* bolchevique craignait souvent d'aller trop loin dans l'opposition au gouvernement et à la société bourgeoise¹⁰⁶.

Chliapnikov a dû être soulagé quand Lénine est arrivé en Russie et qu'il a pris en mains la lutte contre le Gouvernement provisoire « bourgeois ». Il avait aidé les bolcheviks en Europe à organiser le train « plombé » qui a transporté Lénine et les autres bolcheviks *émigrés* à travers l'Allemagne, la Suède et la Finlande, jusqu'à Petrograd, et il se trouvait parmi ceux qui ont accueilli Lénine à la gare de Finlande. Les mencheviks et les bolcheviks de Kamenev étaient sur le point de se réunifier quand Lénine est arrivé à Petrograd. Lénine a immédiatement et énergiquement exprimé son désaccord avec les positions des modérés bolcheviks à propos de la guerre et vis-à-vis du Gouvernement provisoire. Ses *Thèses d'avril* appelaient à la transformation de la guerre mondiale en une révolution prolétarienne internationale, à l'opposition au Gouvernement provisoire et au rejet total de tous les efforts pour réconcilier les sociaux-démocrates russes. Lénine plaçait sa priorité principale sur « une lutte pour transférer tout le pouvoir aux soviets », dont il espérait arracher bientôt le contrôle aux socialistes modérés. Néanmoins, il n'a pas donné son aval aux appels des bolcheviks radicaux à s'emparer immédiatement du pouvoir. Il se rendait compte qu'une plus grande préparation était nécessaire avant de tenter de renverser le Gouvernement provisoire. Initialement, la plupart des bolcheviks ont rejeté les positions de Lénine, mais cela allait bientôt changer¹⁰⁷.

Le ministre des Affaires étrangères Milioukov, en assurant aux Alliés dans un télégramme du 20 avril que la Russie ferait la guerre avec eux selon les traités passés par le gouvernement tsariste, a radicalisé de nombreuses personnes de gauche. Au cours de la VIIe Conférence du Parti bolchevik (24-29 avril 1917), une large majorité de délégués a approuvé les positions de Lénine à propos du Gouvernement provisoire et de la guerre. Néanmoins, la Conférence n'a pas été complètement d'accord avec son affirmation selon laquelle la Russie connaissait une transition vers la révolution socialiste, et elle penchait plutôt vers la position de Kamenev selon laquelle la Russie était encore dans le processus d'une révolution bourgeoise-libérale. Chliapnikov a joué un rôle minime dans cette transformation radicale du Parti, étant donné que, en avril, il a souffert d'une commotion cérébrale dans un accident automobile et qu'il a été hospitalisé pendant plusieurs semaines¹⁰⁸. Son immobilisation l'a en outre éloigné du centre de l'activité du Parti.

¹⁰⁶ Longley 1972, p. 66, 72; Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 439, 452; Rabinovitch 1991, p. 36.

¹⁰⁷ Service 1991, vol. 2, p. 145-6; Rabinovitch 1991, p. 36-45. Le train a été « plombé » du fait que les fonctionnaires allemands ont été d'accord pour ne pas y entrer (Wade 2000, p. 73).

¹⁰⁸ Rabinovitch 1991, p. 40-6; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 132.

La milice ouvrière et la Garde rouge

Lorsque Chliapnikov s'est déplacé vers la périphérie de la direction du Parti, il a joué un rôle plus central dans les formes non partisans de l'organisation ouvrière. Son attitude vis-à-vis du rôle des ouvriers dans la révolution est particulièrement bien illustrée par sa conception des tâches de la milice ouvrière et de la Garde rouge qu'il a aidées toutes deux à organiser au printemps de 1917. Le soviet de Petrograd a officiellement créé la milice ouvrière de Petrograd le 28 février 1917, et il a assigné à Chliapnikov la tâche de superviser l'armement et l'organisation de cette milice. Partout en Russie, les forces de police tsaristes se sont désintégrées et elles ont été remplacées par des milices locales. Au cours du printemps et de l'été de 1917, les milices ouvrières de Petrograd ont été remplacées par la Garde rouge qui, à la fin août, a joué un rôle important dans la défaite de la tentative de contre-révolution du général Lavr Kornilov.

Les mémoires de Chliapnikov laissent l'impression que les ouvriers et les activistes ont joué au niveau local un plus grand rôle, en organisant les milices ouvrières et la Garde rouge, que lui et les autres dirigeants du Parti¹⁰⁹. Il a certainement agi sans beaucoup de personnel au niveau central, mais, en écrivant ses mémoires, c'est intentionnellement qu'il a mis l'accent sur l'initiative des ouvriers. En réalité, il a probablement dépensé plus d'énergie qu'il ne l'a reconnu ultérieurement.

Chliapnikov considérait que l'objectif des milices ouvrières était non seulement de maintenir l'ordre dans les districts industriels, mais aussi de défendre les gains obtenus par les ouvriers au cours de la révolution de Février. Il l'a révélé lors d'une réunion, qui a eu lieu le 5 mars, et qui était consacrée à la constitution d'une milice civile, chapeauté par l'administration de la ville de Petrograd. C'est en tant que son membre que le soviet l'a envoyé à cette réunion. Il y a parlé de la nécessité d'élargir les responsabilités de la milice afin de prévenir une restauration de la monarchie et « de faciliter le mouvement de la révolution vers l'avant ». Telle était son opinion ; le soviet n'avait pas pris de position. Les responsabilités de la milice étaient une question sensible car, si on leur donnait un rôle trop en termes de conflit de classe, cela pouvait provoquer une opposition de la part du milieu social non-ouvrier. Le soviet, le Gouvernement provisoire et l'administration de la ville, sont tombés d'accord sur le fait que les milices ouvrières devraient s'unir avec la milice civile de Petrograd à la fin avril 1917, mais de nombreuses unités ont continué à exister indépendamment de la milice civile. D'après Chliapnikov, les ouvriers tenaient à ce que leurs milices soient sous les ordres du soviet de district plutôt que sous ceux de l'administration municipale ou régionale, et que tous les responsables administratifs des milices soient élus plutôt que nommés. Son accent mis sur la préférence des ouvriers pour les élections a résonné à maintes reprises dans ses mémoires¹¹⁰.

Quand le soviet de Petrograd a créé à la mi-mars une section chargée des affaires de la milice, il a retiré à Chliapnikov la responsabilité formelle des liaisons avec les milices. Fin mars et début avril, ce dernier a commencé à

¹⁰⁹ Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 132; Wade 1984, p. 43-4.

¹¹⁰ Wade 1984, p. 61; Chliapnikov 1992, vol. 2, p. 389-91.

préconiser la formation d'une "garde" ouvrière. Chliapnikov et Konstantin Eremeev, qui deviendra en décembre 1917 le commandant du District militaire de Petrograd, ont décidé d'organiser cette Garde dans les districts ouvriers les plus "révolutionnaires". C'est Chliapnikov qui a rédigé le décret du 29 avril du soviet du district de Vyborg portant sur l'organisation de la garde ouvrière. Les dispositions réglementaires de Vyborg restreignaient l'adhésion à cette garde aux ouvriers qui appartenaient à un parti socialiste ou à un syndicat, ou qui étaient choisis par leurs camarades ouvriers d'usine. Ces dispositions définissaient les tâches principales de la garde ouvrière de la manière suivante : « 1°) lutte avec la contre-révolution, 2°) défense armée de la classe ouvrière et 3°) défense de la vie et de la sécurité de tous les citoyens ». D'autres districts ont pris pour modèle de leurs unités de Garde rouge celles de Vyborg. C'est en août 1917 que l'état-major central de la Garde rouge a été constitué, et Chliapnikov figurait parmi ses membres. C'est à lui tout particulièrement qu'un historien mémorialiste bolchevik a attribué le mérite d'avoir « travaillé infatigablement » à l'organisation de centres de commandement régionaux pour la Garde rouge dans tous les districts de Petrograd¹¹¹.

Lorsque les socialistes révolutionnaires ont commencé à organiser la Garde rouge, les socialistes modérés et les libéraux ont craint que les bolcheviks utilisent cette garde pour des buts partisans. Défendant la Garde rouge contre ces accusations, Chliapnikov a expliqué qu'elle était nécessaire pour plusieurs raisons. Premièrement, une fois la guerre terminée, la garnison radicalisée de Petrograd quitterait la capitale, laissant ainsi les travailleurs exposés à la répression du Gouvernement provisoire et de la police. Deuxièmement, la milice professionnelle était « coupée » du peuple et elle avait ses propres intérêts institutionnels. Les ouvriers réclamaient par conséquent leur propre milice qui veillerait à leurs intérêts. Les unités de la garde seraient placées sous la direction de leurs soviets de district, ce qui éliminerait toute crainte d'action spontanée ou indépendante. Enfin, quoi qu'il advienne, les ouvriers s'armeraient. Aussi, afin d'éviter le « désordre », les soviets et les partis devraient coopérer pour former un réseau de milices placé sous le contrôle des soviets¹¹². Cet article démontrait l'attachement permanent de Chliapnikov à un large consensus révolutionnaire qui rehaussait le rôle des ouvriers organisés.

L'organisation du Syndicat des métallos de Petrograd

Les actions de Chliapnikov en tant que président du Syndicat des ouvriers métallurgistes ont renforcé sa conviction que les syndicats étaient d'une importance cruciale pour la révolution ouvrière. Il passait une grande partie de son temps à s'attaquer aux problèmes auxquels le syndicat était

¹¹¹ Chliapnikov 1992, vol. 2 : p. 392-3; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 132; Wade 1984, p. 97; Georgievski 1919, p. 66-7.

¹¹² Anon 1917a; Chliapnikov 1917i, p. 5. Malakhovski (Malakhovski 1929) soutenait que la Garde rouge était révolutionnaire dès le début (p. 5). Dans un article non publié, Chliapnikov attaquait l'affirmation de Malakhovski qui, à son avis, contredisait l'objectif d'alors du Parti de parvenir au pouvoir par l'intermédiaire des soviets et grâce à la lutte de masse (RGASPI, f. 70, op. 3, d. 896, II. 5-6, *Otvét eshche odnomu fal'sifikatoru istorii*).

confronté, et son rôle de dirigeant syndical influencerait profondément ses positions sur les questions politiques et économiques. Durant l'été de 1917, il a travaillé à étendre et à renforcer les syndicats, en ayant pour but d'en faire des partenaires forts dans les négociations avec les responsables des entreprises capitalistes¹¹³. L'immersion quotidienne dans les détails de la négociation des taux de salaire et dans d'autres questions de l'organisation syndicale a accaparé beaucoup de son attention au cours de l'été et de l'automne de 1917. Cependant, les transformations politiques et l'exacerbation de la crise économique contrariaient ses efforts pour améliorer la vie des ouvriers et l'encourageaient à soutenir des mesures plus radicales.

Malgré un degré élevé d'activisme, les métallos ont été parmi les derniers ouvriers industriels à former un syndicat couvrant toute la ville. Les raisons de cela comprenaient l'activisme politique personnel des métallos, comme par exemple diriger des manifestations et organiser des soviets ; l'importance dans les usines métallurgiques des comités d'usine élus qui avaient en Russie une plus forte tradition que les syndicats comme formes d'organisation ouvrières ; et la forte loyauté de métier de beaucoup d'ouvriers qualifiés qui rendait l'adhésion à des syndicats de métier plus attractive que l'adhésion à un syndicat de l'industrie dans laquelle ils étaient employés. Enfin, c'est le « patriotisme de district » qui a motivé certains métallos qui s'inquiétaient qu'une direction centrale puisse être moins réceptive que des dirigeants au niveau du district¹¹⁴.

Finalement, le 23 avril 1917, une assemblée constituante des représentants du syndicat des métallos au niveau du district de Petrograd a formellement approuvé des statuts du Syndicat des métallos de Petrograd. Le 7 mai, un conseil des délégués de toute la ville a élu un bureau central composé de Chliapnikov, du socialiste non affilié Alexeï Gastev et du menchevik I.G. Volkov. S'étant remis des blessures causées par son accident de voiture, Chliapnikov a présidé la première séance du comité central du Syndicat des métallos de Petrograd le 27 mai. Le 11 juin, les dirigeants du syndicat avaient commencé à enregistrer les chômeurs dans des Bourses du travail et à leur trouver du travail. Ils avaient également fondé un journal intitulé *Metallist*. Chose plus importante, ils avaient commencé à servir de médiateurs entre les ouvriers et les industriels, ce qui était une étape majeure pour stimuler la confiance des ouvriers dans l'efficacité d'un syndicat¹¹⁵.

À bien des égards, le travail du Syndicat des métallos de Petrograd a posé les fondations du Syndicat panrusse des métallos, que les délégués ouvriers de toute la Russie ont constitué fin juin/début juillet 1917¹¹⁶. Les délégués ont élu Chliapnikov et trois autres bolcheviks à son comité central qui comprenait également quatre mencheviks. Ce sont Chliapnikov et le menchevik Volkov qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Gastev, le

¹¹³ RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 132.

¹¹⁴ Smith 1983, p. 104–5; Lepse 1927, p. 69.

¹¹⁵ Anon 1917b, p. 19–22; Bailes 1977, p. 385; GARF, f. 5469, op. 1, d. 33, I. 1, réunion du bureau du Syndicat des métallos, 27 mai 1917. Le comité central du syndicat comprenait cinq représentants de chaque district, élus par des assemblées de district.

¹¹⁶ Le Syndicat panrusse des métallos a été formé simultanément avec la convocation de la III^e Conférence panrusse des syndicats. La Première Conférence panrusse des syndicats s'était tenue en octobre 1905 et la II^e Conférence à la fin février 1906.

neuvième membre, s'est rapidement aligné sur les bolcheviks¹¹⁷. Chliapnikov a été élu président lors de la première réunion du comité central, le 29 juin 1917, peut-être en raison du vote décisif de Gastev. À part le fait de transformer le journal de Petrograd, le *Metallist*, en organe panrusse du syndicat, le comité n'a pas pu faire grand-chose d'autre à ce moment-là. Les dirigeants du syndicat panrusse assistaient à des conférences régionales des métallos, à des conférences des ouvriers dans le domaine de l'artillerie et à des réunions de soviets, ils conseillaient les syndicats régionaux sur l'organisation et ils leur distribuaient de la littérature. Plusieurs membres sont retournés travailler dans leurs syndicats provinciaux. Ceux qui sont restés à Petrograd ont été absorbés par les des négociations salariales. Avant que le Syndicat panrusse des métallos ait pu fonctionner pleinement, beaucoup de problèmes locaux ont dû être résolus, y compris la rivalité pour recruter entre les syndicats et les comités d'usine¹¹⁸.

Chliapnikov faisait partie des dirigeants syndicaux modérés qui comprenaient des bolcheviks et des mencheviks : ils étaient en faveur de la subordination des comités d'usine aux syndicats industriels au niveau de l'usine. Les radicaux bolcheviks, en revanche, étaient partisans du rôle indépendant des comités. À la Première Conférence des comités d'usine de Petrograd, qui s'est tenue du 30 mai au 5 juin 1917, les bolcheviks radicaux ont obtenu l'approbation d'un Conseil central des comités d'usine, ce qui a unifié le mouvement (Wade 2000, p. 172–80) des comités d'usine. Les modérés, inquiets, ont vu cela comme une menace à l'égard des syndicats, mais les radicaux tenaient une position plus forte. Les radicaux ont concédé que le Conseil central des comités d'usine devait coordonner ses actions avec le Conseil central panrusse des syndicats (VTsSPS), mais il n'y avait aucune indication d'une quelconque relation de subordination. En outre, Chliapnikov et quelques autres bolcheviks modérés se sont fait élire au Conseil central des comités d'usine. Lorsqu'il a fait le compte rendu des résultats au Syndicat des métallos de Petrograd, Chliapnikov a tenté d'atténuer le coup en soulignant les similarités et en minimisant les différences entre les modérés et les radicaux, mais ses collègues ont refusé de céder¹¹⁹.

Le Syndicat des métallos n'a pas accepté le principe de l'indépendance des comités d'usine et il a rapidement affirmé que les syndicats devaient avoir la priorité sur les comités d'usine dans la responsabilité de la direction des ouvriers. De plus, il a déclaré que seul le syndicat pouvait représenter les ouvriers dans les négociations avec les propriétaires d'usine et avec l'État, ainsi que dans les questions relatives au contrôle ouvrier (le "contrôle" signifiait habituellement la "supervision" des opérations d'usine et des conditions de travail, mais la définition n'était pas statique étant donné que parfois elle tendait vers un concept plus ambitieux d'administration ouvrière des usines). Finalement, il a exigé la subordination complète des comités d'usine aux syndicats, ce qui était un défi direct lancé à l'autorité du Conseil

¹¹⁷ GARF, f. 5469, op. 1, d. 2, I. 4; Boulkine 1926, p. 180, 190. Boulkine désigne Vladimirov au lieu de Volkov, mais Vladimirov n'a remplacé Volkov qu'à la mi-octobre 1917. Boulkine a dû s'appuyer sur le *Metallist* (1-2 1917 dont la date de publication est discutable).

¹¹⁸ GARF, f. 5469, op. 1, d. 4, II. 1–4; d. 33, I. 1; Gastev 1917, p. 24; Gol'tsman 1927, p. 66. Chliapnikov s'est souvenu d'avoir assisté à la Conférence du syndicat des métallos de l'oblast de Moscou début octobre 1917 (Chliapnikov 1922a, p. 11–12).

¹¹⁹ GARF, f. 5469, op. 1, d. 33, II. 2–5; Shkliarevsky 1993, p. 26–9.

central des comités d'usine. Néanmoins, jusqu'à la soumission formelle des comités d'usine aux syndicats au début de 1918, les syndicats et les comités d'usine ont continué de suivre des politiques divergentes¹²⁰.

Face à de si nombreux facteurs de division des métallos, Chliapnikov et les autres dirigeants syndicaux ont cherché quelque chose pour les unir. Ils l'ont trouvé dans la lutte pour un tarif, c'est-à-dire un système de taux de salaire pour toutes les catégories d'ouvriers, sur lequel les dirigeants syndicaux et les industriels se mettraient d'accord. Cela répondrait au mécontentement des ouvriers quant à leurs conditions de travail et à leurs salaires¹²¹. Les comités d'usine avaient commencé à lutter pour des salaires plus élevés, mais les représentants des syndicats ont décidé qu'un niveau uniforme était nécessaire. Des efforts non coordonnés pour obtenir des salaires plus élevés paralysaient et fragmentaient le mouvement ouvrier. Le syndicat cherchait à créer un système plus rationnel de paye et d'heures de travail, afin d'augmenter les salaires des ouvriers non qualifiés, de superviser les décisions d'embauche et de licenciement, et « d'établir une procédure d'arbitrage en cas de conflits ». Le tarif a démontré qu'il était le moyen le plus efficace pour unir les métallos autour de leur syndicat, en détournant les ouvriers des comités d'usine et des syndicats fondés sur le métier ainsi qu'en bâtissant une forte organisation¹²².

En tant que président du Syndicat des métallos, Chliapnikov a assumé la responsabilité principale pour établir et négocier le tarif. Il était bien informé sur les tarifs qui existaient déjà dans l'industrie occidentale étant donné son activité dans les syndicats français avant la Première Guerre mondiale et ses études des syndicats dans d'autres pays occidentaux. Gastev, qui travaillait à ses côtés, s'est souvenu plus tard que « l'autorité et la compétence » de Chliapnikov se sont avérées indispensables dans cette lutte difficile¹²³. Lui et les autres membres de la commission fondaient les taux de salaire sur le minimum du coût de la vie, sur les qualifications professionnelles, sur la difficulté et sur la complexité du travail et sur le danger des conditions de travail. N'ayant pas de recueil préexistant de statistiques pour les guider, les membres de la commission ont rassemblé des statistiques tout seuls, usine par usine, et ils ont fixé les prix des produits alimentaires et des biens. Le contrat syndical classait les ouvriers en fonction de leur niveau de compétence et de la durée de leur expérience professionnelle¹²⁴.

Avant de se décider pour un système de taux, les dirigeants syndicaux et leur commission de tarif devaient se mettre d'accord avec les leaders des métallos non qualifiés qui étaient particulièrement militants au printemps de 1917. L'inflation ayant porté un coup terrible à leurs salaires déjà faibles, les

¹²⁰ Anon 1917b, p. 20; Shkliarevsky 1993, p. xi–xiv.

¹²¹ Anon 1917c, p. 15. Le mot russe de “*tarif*” dérivait probablement du mot allemand ayant la même orthographe et signifiant “taux”. Chliapnikov employait habituellement ce terme signifiant taux de salaire.

¹²² Smith 1983, p. 119–21.

¹²³ Chliapnikov 1917g, p. 3; Gastev 1927, p. 67. Ce n'était pas un simple petit geste pour Gastev de faire l'éloge de Chliapnikov étant donné qu'en 1927 Chliapnikov subissait déjà de féroces attaques à cause de l'interprétation qu'il faisait de la révolution dans ses mémoires et de son rôle en 1917. Les autres auteurs, dans cette publication destinée à célébrer cet anniversaire du “*Metallist*”, mentionnaient tout juste son rôle. Par exemple, l'article d'Ivan Lepse sur le Syndicat des métallos de Petrograd en 1917 ne cite pas du tout le nom de Chliapnikov (Lepse 1927, p. 69–72).

¹²⁴ Chliapnikov 1917g, p. 3–4; Anon 1917b, p. 20 et Smith 1983, p. 122.

métallos non qualifiés ont formé leur propre syndicat au début d'avril afin de faire pression pour obtenir des augmentations de salaire. En juin, ils ont rejoint le Syndicat des métallos pour avoir une plus grande puissance de négociation. Début juin, les métallos non qualifiés du district de Vyborg ont présenté leurs revendications salariales à la direction du Syndicat des métallos. Une grève des ouvriers non qualifiés à l'usine Poutilov a brièvement interrompu les négociations entre les dirigeants syndicaux et les ouvriers non qualifiés, mais elle a aussi donné plus de poids aux revendications syndicales dans les négociations avec les propriétaires d'usine¹²⁵.

Chliapnikov et les autres dirigeants du Syndicat des métallos de Petrograd ont entamé des négociations sur les tarifs avec la Société des propriétaires d'usine et des manufacturiers le 22 juin. Le département des métaux du ministère du Travail (créé en mai 1917) du Gouvernement provisoire servait de médiateur. Les dirigeants syndicaux et les représentants des propriétaires d'usine en sont rapidement arrivés à un accord initial, mais, le 25 juin, le conseil des délégués de toute la ville du Syndicat des métallos de Petrograd a introduit des obstacles à ce compromis. Bien que l'assemblée ait approuvé les « principes directeurs » du tarif, elle rejetait tous les taux de salaire minimaux proposés par les propriétaires d'usine. Chliapnikov pensait que la grande différence avec les taux proposés par les propriétaires d'usine pour les ouvriers non qualifiés et les apprentis rendait un compromis difficile. Les délégués s'opposaient avec un acharnement particulier à la proposition des propriétaires d'usine selon laquelle les ouvriers devaient maintenir un certain niveau de productivité afin de recevoir des salaires conformes au taux de salaire¹²⁶.

Chliapnikov justifiait la garantie de productivité demandée en expliquant que son acceptation ferait gagner en crédibilité aux yeux de la société «bourgeoise» et de l'État pour la raison qu'elle saperait les affirmations des capitalistes selon lesquelles les ouvriers désiraient un salaire minimum garanti sans un apport de travail minimum garanti. Pour dissiper les inquiétudes des délégués syndicaux, les négociateurs du syndicat ont remplacé la clause de la garantie de productivité par la clause des normes de production, ce qui n'était peut-être qu'une différence sémantique. Avant de présenter la résolution relative aux normes à l'assemblée des délégués, Chliapnikov l'avait fait approuver non seulement par le conseil central du Syndicat des métallos, mais aussi par tous les conseils régionaux et par les représentants du soviét et des partis politiques qui étaient représentés dans celui-ci. En fin de compte, les dirigeants syndicaux craignaient d'avoir à renoncer si les délégués ne coopéraient pas. Une assemblée des délégués réunie le 2 juillet a cédé sous la pression de leurs dirigeants et elle a accepté la garantie de productivité. Néanmoins, les délégués ont mis en garde sur le fait que cette garantie rendait obligatoire une discussion future sur la mise en place du contrôle ouvrier de la production qui, à leur avis, était le seul moyen de garantir » à la fois la productivité du travail et la productivité de l'entreprise dans son ensemble »¹²⁷. Avec ce compromis réussi, les négociateurs syndicaux ont estimé qu'ils pourraient bientôt sceller un accord avec les propriétaires

¹²⁵ Smith 1983, p. 121–4.

¹²⁶ Chliapnikov 1917g, p. 4; Anon 1917b, p. 20 et Chliapnikov 1917b, p. 9.

¹²⁷ Chliapnikov 1917g, p. 4; Anon 1917b, p. 20; Smith 1983, p. 125.

d'usine. Mais le lendemain, un soulèvement socialiste radical manqué est survenu, ce qui a accru les frictions entre les ouvriers et les industriels et a perturbé le calendrier des négociateurs du tarif.

Les Journées de juillet

Au printemps 1917, les dirigeants militaires et politiques russes ont préparé la dernière offensive russe importante de la Première Guerre mondiale, laquelle visait à faire reculer les forces allemandes et autrichiennes, à revigorer le moral des troupes russes et à renforcer la position de négociation de la Russie dans les futurs pourparlers de paix. Les conservateurs, les libéraux et les socialistes modérés, soutenaient ces préparatifs, tandis que les bolcheviks et les SR de gauche s'y opposaient. Craignant un nombre élevé de victimes, les soldats et les ouvriers pensaient que le gouvernement devrait, dans l'ordre des priorités, s'attaquer aux problèmes économiques plutôt que poursuivre la guerre. Leur mécontentement s'était exprimé dans les protestations des "Journées de juin" à Petrograd qui ont culminé en une manifestation d'environ un demi-million de personnes le 18 juin, la plupart d'entre elles manifestant contre la guerre. L'offensive a débuté de manière impressionnante en Galicie ce même jour, mais les troupes russes allaient bientôt reculer à cause de la puissance de la contre-offensive allemande¹²⁸. L'échec imminent de l'offensive, accompagné d'une crise qui s'était accrue en ce qui concerne l'approvisionnement de Petrograd en nourriture et en combustibles, a provoqué une crise de confiance dans le gouvernement, qui était lui-même en crise après la démission le 2 juillet des ministres Kadet qui étaient opposés à l'autonomie ukrainienne. Le résultat en a été le soulèvement de juillet (les "Journées de juillet").

Ce sont à la fois les ouvriers et les soldats qui ont joué des rôles importants dans le soulèvement. L'agitation dans chaque groupe alimentait le mécontentement dans l'autre. Les soldats qui craignaient d'être transférés au front, ont commencé l'insurrection le 3 juillet. Des membres de l'Organisation militaire bolchevique ont aidé les soldats malgré les ordres contraires du CC du Parti bolchevik. Les anarchistes et SR de gauche encourageaient les soldats. Les ouvriers, mécontents de leurs bas salaires et déjà en grève, se sont joints aux manifestations. En dépit de la condamnation du soviet et de l'opposition du CC bolchevik, les soldats et les ouvriers ont marché sur le Palais de Tauride où le soviet se réunissait. Après que des dizaines de milliers de manifestants ont encerclé le palais, le CC bolchevik a apporté son soutien aux manifestations et il a réclamé tout le pouvoir aux soviets. Mais la majorité du soviet n'a pas faibli dans son opposition à l'insurrection. Les manifestations se sont calmées aussi vite qu'elles avaient commencé. Ceci a été dû à 1°) au succès du Gouvernement provisoire avec sa description des bolcheviks comme des saboteurs de l'effort de guerre financés par les Allemands ; 2°) au déferlement de violence associé aux manifestations et 3°) aux informations selon lesquelles des troupes loyales étaient en route vers Petrograd. Le gouvernement a rapidement fermé la "Pravda", expulsé les

¹²⁸ Wade 2000, p. 172–80.

bolcheviks du quartier général de leur parti et arrêté un grand nombre de leurs dirigeants. Lénine a échappé à son arrestation en passant à la clandestinité et en fuyant sous un déguisement vers la Finlande en août¹²⁹.

Chliapnikov était conscient que l'ambiance tendue dans la capitale pouvait éclater en violence à tout moment. Lorsque le soulèvement a débuté, il était en pleine négociations salariales avec les représentants de la Société des propriétaires d'usine. Dans une décision irréfléchie qui était caractéristique de l'atmosphère générale, il a réquisitionné une voiture appartenant à l'un des industriels et il est parti immédiatement pour le Palais de Tauride où il a assisté aux manifestations d'ouvriers et de soldats pendant toute la nuit du 3 juillet et le matin du 4 juillet. Il a passé les journées du soulèvement soit au Palais de Tauride, soit dans les bureaux centraux du Syndicat des métallos, soit dans les rues de Petrograd. Tout le travail syndical était suspendu pendant que lui et les autres dirigeants syndicaux donnaient des conseils aux ouvriers¹³⁰. Chliapnikov comprenait les risques d'un soulèvement prématuré. Sans encourager ni essayer d'arrêter les manifestations, il informait simplement les ouvriers qui l'approchaient des résolutions du Parti (lesquelles décourageaient les manifestations, ou bien ensuite recommandaient seulement des manifestations pacifiques), quand il en a pris connaissance. Dans cette situation imprévisible, il a choisi de ne pas enfreindre la discipline de parti, mais il a semblé prêt à laisser les "masses" décider du cours des événements.

Quand le Gouvernement provisoire a rassemblé des troupes loyales et qu'il a pris des mesures énergiques contre les bolcheviks, les syndicats étaient eux aussi dans la ligne de mire. Une patrouille militaire a attaqué les bureaux centraux du Syndicat des métallos sur la Fontanka, mais la présence dans ses locaux de Chliapnikov, en tant que membre du Comité exécutif du soviet, ont empêché que le syndicat ne soit fermé. La maison d'édition "Trud", qui publiait beaucoup de documents pour le Syndicat des métallos, a été fermée et quelques membres de son personnel arrêtés. Cette fermeture a retardé d'au moins un mois la parution du premier numéro du journal du syndicat, "Metallist". Chliapnikov a tenté d'utiliser son autorité de membre du soviet pour faire relâcher les employés de "Trud", mais il a été incapable les placer sous sa garde étant donné qu'il ne pouvait pas les protéger d'une attaque possible des soldats progouvernementaux. De retour au Palais de Tauride, il a demandé que le soviet les libère. Examinant l'étendue des mesures sévères prises à l'encontre du Parti bolchevik, Chliapnikov a trouvé son quartier général en plein désarroi et sous la garde de soldats. Il pouvait seulement espérer que son occupation par eux empêcherait sa restitution à sa propriétaire précédente, madame Matilda Kchessinskaïa (une ballerine dont

¹²⁹ Rabinovitch 1991, p. 135–214 et 1976, p. 32–4; Wade 2000, p. 181–4. Concernant le rôle des marins de Cronstadt, voir Mawdsley 1978.

¹³⁰ Chliapnikov 1992, vol. 3, kn. 4 : p. 592–5, 600, 621. Chliapnikov se souvenait d'avoir vu le 4 juillet des détachements armés de la "garde ouvrière" ou de la "milice d'usine" menant les ouvriers qui manifestaient vers le Palais de Tauride, mais d'autres sources désignent l'Organisation militaire bolchevique comme étant la force agissante qui se situe derrière le soulèvement du printemps 1917. Étant donné que l'effectif des membres des milices ouvrières semble avoir chuté vertigineusement au cours du printemps 1917, il est improbable qu'elles, ou que la Garde rouge, aient joué un rôle significatif dans le soulèvement (Chliapnikov 1992, vol. 3, p. 621; Rabinovitch 1991, p. 276, note 45). Certains individus, comme par exemple Kirill Orlov, faisaient partie à la fois de l'Organisation militaire bolchevique et de la Garde rouge.

la rumeur courait qu'elle avait eu une aventure avec le tsar Nicolas II quand il était jeune). Lui et d'autres dirigeants syndicaux bolcheviks ont pris des dispositions pour que des dirigeants de syndicat et de comité d'usine dénoncent les allégations lancées contre les leaders bolcheviks d'avoir été des agents allemands¹³¹. Il n'a pu faire guère mieux pour aider les bolcheviks, car l'humeur populaire s'était retournée contre eux. Au lieu de cela, son attention s'est reportée sur la reprise des négociations salariales que le soulèvement avait fait dérailler.

Le programme syndicaliste

Au moment où les négociations salariales reprenaient le 12 juillet, la Société des propriétaires d'usine, enhardie par le succès du gouvernement dans l'étouffement du soulèvement, avait décidé de ne pas parvenir à un compromis. La crise économique en voie d'aggravation a également durci la position de négociation des industriels étant donné qu'ils craignaient que les garanties salariales puissent menacer la survie de leurs affaires. En conséquence, les propriétaires d'usine ont remplacé leurs négociateurs "libéraux" par des négociateurs plus conservateurs qui ont contesté les normes de salaire par groupes et par catégories. L'objection que les industriels soulevaient contre les taux était particulièrement catégorique pour ce qui concerne les ouvriers non qualifiés qui constituaient la plus grande partie de la force de travail¹³². Incapables de se mettre d'accord sur les taux, les dirigeants syndicaux et les propriétaires d'usine ont fait appel au ministère du Travail pour arbitrer. Sous l'énorme pression de ses membres non qualifiés, le Syndicat des métallos se préparait pour une grève générale de tous les ouvriers de l'industrie. Chliapnikov et les autres dirigeants syndicaux ont pris cette mesure contre l'avis des leaders du Parti bolchevik qui craignaient que ce soit une mesure trop extrême si tôt après les Journées de juillet. Le 22 juillet, le ministère du Travail attribuait des taux de salaire pour les ouvriers non qualifiés et spécialisés qui étaient moindres que ceux que le syndicat réclamait, mais supérieurs à ceux que les propriétaires d'usine offraient. Quand la Société des propriétaires d'usine a refusé d'obtempérer, une assemblée de délégués syndicaux a appelé à la grève générale. En réponse, le ministère du Travail a déclaré qu'il obligerait les propriétaires d'usine à se conformer aux décisions du gouvernement. Trouvant l'offre du ministère du Travail acceptable, les dirigeants syndicaux ont persuadé les délégués d'annuler la grève et d'accepter l'offre comme étant la meilleure possible dans les conditions existantes. Mais les délégués ont exprimé leur mécontentement dans leur résolution finale, laquelle établissait que la situation désespérée des ouvriers ne pouvait être en fin de compte résolue que par la législation sociale et économique, par les dispositions réglementaires de l'État pour ce qui concerne l'industrie et par la paix immédiate. Ces conditions préalables, croyaient-ils, ne pouvaient être remplies que par une révolution qui amènerait

¹³¹ Chliapnikov 1992, vol. 3, kn. 4 : p. 620, 650–6, 669.

¹³² Flenley 1991; Chliapnikov 1917g, p. 4–5. Les données de Chliapnikov sur les salaires réels des ouvriers non qualifiés provenaient de la Bourse du travail de son syndicat.

les ouvriers au pouvoir. Le Syndicat des métallos de Petrograd et la Société des propriétaires d'usine ont signé l'accord salarial le 7 août 1917¹³³.

La négociation salariale menée par les dirigeants syndicaux russes et couronnée de succès au milieu de l'année révolutionnaire de 1917 a été une réussite remarquable, même si l'inflation et le coût élevé de la vie ont rapidement distancé ses normes. Cela a été une réussite majeure du Syndicat des métallos de faire entrer l'accord en vigueur dans la plupart des usines de Petrograd en octobre 1917, alors que l'économie industrielle était en crise complète. Chliapnikov admettait que les conditions économiques russes en 1917 rendaient l'accord salarial d'une utilité immédiate limitée. Il reconnaissait en outre que cet accord ne s'était pas occupé de la relation d'exploitation entre le capitaliste et l'ouvrier. D'autre part, il voyait dans cet accord salarial un pas vers l'unité des ouvriers étant donné qu'il fixait une norme et qu'il mettait un terme à la pratique consistant à opposer les ouvriers les uns aux autres. Une fois que le tarif était en place, des augmentations de taux pouvaient être négociées. Les syndicats et les comités d'usine coopèreraient en formant une commission des taux qui représenterait chaque atelier important à l'intérieur de l'usine. Tous les représentants devaient être des membres du syndicat et ils devaient être responsables à la fois devant leur électorat et devant le syndicat, une disposition qui donnait la préséance aux syndicats sur les comités d'usine. Si les ouvriers désapprouvaient les actions de leurs représentants élus, ils présenteraient leurs doléances au syndicat plutôt que de rappeler unilatéralement leurs représentants¹³⁴. Les membres des commissions seraient responsables à la fois devant leur électorat ouvrier et devant les dirigeants syndicaux. Cela constituait un important précédent pour le programme plus général que Chliapnikov présenterait en 1920-21 en tant que leader de l'Opposition ouvrière.

Le tarif était le seul moyen pour renforcer les syndicats russes. Une autre lutte, dans laquelle Chliapnikov a joué un rôle central, a été l'absorption des syndicats de métier par les syndicats d'industrie qui avaient une base potentiellement plus large et qui étaient plus pertinents pour une industrie composée majoritairement de grandes usines. L'échec des syndicats fondés sur le métier à rejoindre le syndicat d'industrie a grandement entravé ses tentatives pour mener à bien des négociations ou des grèves impliquant tous les métiers dans l'industrie métallurgique¹³⁵. Le Syndicat des métallos de Petrograd a absorbé plus de vingt syndicats de métier au début de 1917, mais il a rencontré une forte résistance de la part de plusieurs groupes. Une grande partie du travail que Chliapnikov a effectué au nom du Syndicat des métallos de Petrograd en 1917 a été de persuader les syndicats de métier réticents à rejoindre des syndicats plus importants, et sinon à faire pression sur eux ou à les contraindre de le faire.

Chliapnikov soutenait qu'il était contre-productif qu'il existe plusieurs syndicats différents dans la même usine et il encourageait ses sympathisants à faire pression sur les ouvriers qualifiés pour qu'ils adhèrent au syndicat d'industrie. Fournissant des exemples précis de cas où les actions indépendantes de syndicats de métier avaient nui aux autres ouvriers, il

¹³³ Smith 1983, p. 125-6; Anon 1917b, p. 21.

¹³⁴ Smith 1983, p. 129; Chliapnikov 1917g, p. 3, 6.

¹³⁵ Bonnell (ed.) 1983, p. 231.

affirmait que les ouvriers des syndicats de métier n'étaient pas à même d'atteindre leurs objectifs particuliers sans la force d'appui créée par le soutien des autres ouvriers. À titre de concession, il permettait que les métiers puissent préserver une certaine d'autonomie une fois qu'ils avaient rejoint un syndicat d'industrie. Comme exemple, il indiquait les électriciens qui avaient adhéré au Syndicat des métallos tout en se préservant une commission fondée sur la profession¹³⁶. Son approche montrait une volonté de compromis et une prise en considération des sensibilités des ouvriers qui avaient des opinions différentes des siennes.

Chliapnikov pensait que le Syndicat des métallos, en tant que syndicat le plus puissant de Petrograd, devait prendre l'initiative en ce qui concerne la suppression des syndicats de métier. Il soutenait que ceux qui restaient obstinément dans les syndicats de métier étaient une minorité. Ni les métallos hautement qualifiés, ni les non qualifiés, ne soulevaient d'objections à leur intégration dans un syndicat de production. Les deux groupes étaient d'accord sans hésiter pour présenter leurs doléances au syndicat en vue d'un arbitrage. Les objectifs les plus problématiques de la syndicalisation étaient d'intégrer des ouvriers qualifiés ayant une forte mentalité corporatiste, tels que les soutiers, les soudeurs, les modeleurs et les menuisiers, tous ceux qui travaillaient dans les industries des métaux, du textile et du cuir. Cependant, étant donné leur faible nombre (moins d'un millier d'ouvriers par profession), Chliapnikov pensait qu'il serait facile de les soumettre à la pression¹³⁷. Le Syndicat des tourneurs sur bois était quant à lui vraiment très important et ses dirigeants, qui étaient intransigeants, ont rejeté les appels des métallurgistes et d'autres syndicats d'industrie à autoriser les tourneurs sur bois à rejoindre leurs rangs. Le Syndicat des tourneurs sur bois a également rejeté les taux de salaire négociés par les syndicats d'industrie en leur nom. À la mi-octobre, ils ont appelé à la grève, ce que Chliapnikov a condamné.

Ce n'est qu'après la révolution d'Octobre que les tourneurs sur bois ont mis fin à leur grève. Néanmoins, en comparaison avec les autres pays, la Russie avait fait de grands pas en direction du syndicalisme d'industrie en 1917¹³⁸. C'est à la fois les négociations salariales et l'absorption des syndicats de métier qui ont attiré de nombreux nouveaux ouvriers dans les syndicats. Par exemple, le nombre de membres du Syndicat des métallos de Petrograd est passé de soixante-dix mille en juin à plus cent quarante mille en octobre, et peut-être même à cent quatre-vingt-dix mille (entre un tiers et la moitié de tous les membres des syndicats de Petrograd)¹³⁹. Chliapnikov n'était que l'un des nombreux dirigeants syndicaux qui appelaient à la fusion des syndicats de métier avec les syndicats d'industrie, Mais il a poursuivi ce but de manière déterminé, et le fait que lui et les autres leaders du Syndicat des métallos aient persuadé de si nombreux syndicats de métier à les rejoindre doit être considéré comme un succès.

¹³⁶ Chliapnikov 1917j, p. 13–14.

¹³⁷ Chliapnikov 1917c, p. 2. Les syndicats des soutiers et des soudeurs n'ont rejoint le Syndicat des métallos qu'en 1918 (Smith 1983, p. 106–7).

¹³⁸ Smith 1983, p. 107–9; Shkliarevsky 1993, p. 69.

¹³⁹ Chliapnikov 1917h, p. 11; Smith 1983, p. 105. Le nombre le plus important est fourni par Anskii 1928 et le nombre le plus faible était une estimation de ministère du Travail du Gouvernement provisoire.

Un autre problème très controversé qu’ont affronté Chliapnikov et les autres dirigeants syndicaux était de savoir si les syndicats devaient prendre position sur des questions politiques, une discorde qui lui a probablement rappelé un conflit similaire qui avait divisé les syndicalistes français au cours des années qu’il avait passées à Paris. Les “internationalistes” étaient favorables à l’intervention dans des problèmes politiques qui affectaient les vies ouvrières, comme par exemple la Guerre mondiale, tandis que les “neutralistes” pensaient que les syndicats devaient se limiter strictement aux questions économiques, telles que les taux de rémunération et la longueur de la journée de travail. Comme la plupart des bolcheviks, Chliapnikov approuvait la politisation des syndicats, ce qui signifiait prendre position contre la guerre, contre la coopération avec les libéraux et pour une révolution socialiste mondiale. De nombreux mencheviks étaient “neutralistes” car ils craignaient que le fait de s’engager en politique affaiblirait la capacité des syndicats à lutter pour les droits économiques des ouvriers. L’on pouvait trouver des SR des deux côtés. Certains neutralistes pensaient que les syndicats devaient faire pression en faveur d’une plus grande démocratie sociale et politique, mais que les syndicats ne devaient pas prendre des positions sur des questions politiques particulières. La plupart des syndicalistes mencheviks ne voulaient pas que les syndicats préconisent le transfert de tout le pouvoir aux soviets, alors que c’était le cas pour la plupart des bolcheviks. En 1917, de nombreux mencheviks et SR travaillaient dans le Syndicat des métallos de Petrograd. Chliapnikov était plus patient avec les camarades ouvriers qui étaient mencheviks ou SR que l’*intelligentsia* des partis rivaux. Mais beaucoup de positions étaient en état de changement continu en 1917 et un certain nombre d’individus ont changé de positions et même de partis durant cette année-là¹⁴⁰. Malgré son attachement profond au bolchevisme, Chliapnikov était capable de travailler avec des socialistes non-bolcheviks dans le Syndicat des métallos en 1917. Son activisme syndical antérieur en France a pu le conditionner pour qu’il tente la persuasion envers ceux avec lesquels il était en désaccord.

La coopération avec les autres socialistes était particulièrement importante à l’automne de 1917 étant donné que le Syndicat panrusse des métallos, avec Chliapnikov comme président, élargissait ses activités. Les métallos de Petrograd présentaient leur tarif comme un modèle pour les autres syndicats de ville et de région et comme une mesure unificatrice. En effet, Chliapnikov soulignait pour ceux qui étaient extérieurs à Petrograd que le principal bénéfice du tarif dans les conditions de l’époque était d’être « un instrument d’organisation et de mobilisation ». Fin septembre, le travail débutait à propos du tarif panrusse et du plan relatif au contrôle ouvrier des entreprises industrielles. Le plan du syndicat présentait un contrôle financier attribué aux plus hautes institutions gouvernementales de régulation et il réclamait une assemblée technique d’usine pour assurer la direction technique et administrative de l’entreprise. L’assemblée serait composée de représentants des ouvriers, de responsables techniques et de directeurs commerciaux, de l’usine. Les dirigeants syndicaux avaient ainsi l’intention de

¹⁴⁰ Shkliarevsky 1993, p. 71; Smith 1983, p. 110–12. Pour la rupture par district des partisans de chaque parti, voir Smith 1983, p. 104–5, 113. Pour l’élucidation des fluctuations politiques complexes en 1917, voir Wade 2000, en particulier le Chapitre Trois.

faire pression pour que les représentants syndicaux fassent partie des institutions économiques de régulation de l'État. Ils ont décidé (le 13 octobre) de convoquer un congrès constituant à Petrograd ou à Moscou à la fin novembre¹⁴¹. Mais la révolution d'Octobre est survenue et elle a substantiellement modifié le programme syndicaliste.

Les bolcheviks arrivent au pouvoir

Le Parti bolchevik avait été durement frappé par la répression gouvernementale et passablement par la réprobation populaire après l'échec du soulèvement de Juillet pour lequel on lui en voulait. L'occasion pour les bolcheviks de récupérer est survenue à la fin août 1917. Pendant l'été, le Gouvernement provisoire avait subi un changement dans sa composition, en perdant quelques libéraux et en gagnant des socialistes. Kerenski devenait Premier ministre. Pourtant, de fortes différences politiques parmi les partis représentés dans le gouvernement contribuaient à son incapacité croissante à arrêter la tendance montant en flèche vers le chaos en Russie. Ceux de droite retrouvaient leur vraie nature en cherchant un homme fort pour restaurer l'ordre. Ils ont cru l'avoir trouvé dans le général Kornilov, un Cosaque ayant une réputation d'héroïsme mais souffrant d'une faible compréhension de la politique. Le rétablissement de la peine de mort dans l'armée et les mesures destinées à étouffer les initiatives des ouvriers et des paysans ont été considérés par la gauche radicale comme des présages inquiétants de la contre-révolution. Même certains libéraux ont commencé à évoluer vers la droite. Pendant ce temps, la population générale semblait se radicaliser en direction de la gauche. Du 27 au 31 août, l'Affaire Kornilov a été un moment décisif dans la politique de l'année 1917 étant donné que les efforts de Kerenski et de Kornilov pour préparer la loi martiale à Petrograd ont échoué en raison de leur méfiance réciproque. Le soviets, les partis socialistes, les gardes rouges et les cheminots, ont coopéré pour empêcher ce qu'ils percevaient comme étant une tentative de coup d'État de la part de Kornilov. Kerenski était discrédité, et les bolcheviks s'étaient rachetés en même temps que le reste de la gauche radicale¹⁴².

Pendant l'été, l'état d'esprit populaire était devenu plus radical en Russie. Une rébellion paysanne avait crû en force lorsque le pouvoir d'État s'est évaporé dans les campagnes et que les paysans ont pris le contrôle de la terre qu'ils avaient désirée depuis longtemps. Les socialistes-révolutionnaires avaient établi des soviets paysans, mais les paysans agissaient souvent à travers des comités agraires qu'ils avaient eux-mêmes constitués et ils sont devenus de plus en plus frustrés du fait de l'hésitation du Gouvernement provisoire à mettre en œuvre la réforme agraire. Dans les régions frontalières, des nationalités minoritaires, qui avaient tout d'abord tenté d'acquiescer leur autonomie, ont commencé de plus en plus à chercher l'indépendance par rapport à l'Empire russe en voie d'effondrement. Tandis que les libéraux et les socialistes modérés répugnaient à accorder l'auto-détermination nationale,

¹⁴¹ Gol'tsman 1918, p. 3; Chliapnikov 1917h, p. 10; GARF, f. 5469, op. 1, d. 4, II. 28–9.

¹⁴² Wade 2000, p. 194–205. Je n'ai trouvé aucun document qui prouverait que Chliapnikov aurait joué un rôle éminent dans la réponse bolchevique à l'Affaire Kornilov.

Lénine développait déjà une position quant à l'autonomie nationale qui permettait aux bolcheviks et aux autres radicaux de gauche de s'allier avec les nationalistes des minorités. Le mécontentement ouvrier augmentait à cause des fermetures d'usine et, comme la crise de l'approvisionnement devenait plus aiguë, les résidents urbains luttaienent généralement pour se nourrir et pour chauffer leur maison¹⁴³.

Lénine et les autres bolcheviks radicaux ont commencé à préconiser une insurrection armée pour arracher le contrôle au Gouvernement provisoire. Mais les bolcheviks modérés d'autre part demandaient le transfert du pouvoir à un gouvernement constitué de partis socialistes représentés dans les soviets. La crainte augmentait parmi les officiels du gouvernement, et dans les autres partis, d'une insurrection dirigée par les bolcheviks qui aurait pour résultat une dictature. La méfiance des bolcheviks s'est exprimée lors de la Conférence démocratique d'État, qui s'est tenue à Petrograd en septembre. Chliapnikov, qui était considéré à cette époque-là comme un bolchevik modéré, siégeait au présidium de la conférence. Il s'est ultérieurement souvenu de la manière dont Nikolaï Avksentev, un SR qui était ministre de l'Intérieur dans le Gouvernement provisoire, l'avait provoqué : « Prenez le pouvoir, les masses sont derrière vous ». Chliapnikov a demandé en plaisantant si Avksentev céderait volontairement le pouvoir aux bolcheviks. Des rires en ont résulté, et les délégués n'ont pas insisté plus avant¹⁴⁴. Chliapnikov n'a plus été membre du CC du Parti après que ce dernier a été réélu en avril 1917 ; ses blessures dans l'accident de voiture l'avaient privé de la possibilité de se représenter. Bien qu'il ait rarement assisté à ses réunions à l'automne 1917, sa position en tant que président du Syndicat des métallos rendait son soutien crucial pour une insurrection.

Les tentatives des radicaux ont été initialement repoussées à l'intérieur du Parti bolchevik. Fin septembre 1917, le CC bolchevik a tenu une session stratégique lors de laquelle ses membres ont écarté les propositions de Lénine en faveur d'une insurrection de masse. Les modérés, de même que les membres de gauche qui étaient pourtant bien disposés à l'égard des appels de Lénine, étaient conscients que le Parti bolchevik n'avait pas assez d'influence parmi les ouvriers d'industrie russes pour les pousser à l'insurrection. Ils ont également eu le sentiment que Lénine ne se rendait pas compte que les ouvriers désiraient profondément un gouvernement révolutionnaire, mais un gouvernement fondé sur les soviets, qui réunirait des tendances variées et donc démocratique. En fin de compte, ils considéraient le plan de Lénine comme injustifié dans son désespoir. Il n'y avait pas à avoir de crainte immédiate provenant de la droite. Les modérés comptaient sur le Congrès d'octobre des soviets pour prendre le pouvoir au nom de tous les partis socialistes représentés dans le soviet¹⁴⁵.

Fin septembre et début octobre, Lénine cajolait et intimidait tout à la fois pour parvenir à ses fins, en soutenant que le prolétariat européen était au seuil de la révolution, dont le lancement dépendait de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie. Rassemblant derrière lui les bolcheviks les plus militants qui composaient la majorité dans le Comité de Pétersbourg, il leur a

¹⁴³ Wade 2000, p. 140–9, 188.

¹⁴⁴ Chliapnikov 1922a, p. 8, 10.

¹⁴⁵ Rabinovitch 1976, p. 170, 187.

révélé que le CC avait censuré ses articles à la fin septembre en coupant les parties les plus radicales. Par solidarité, cette révélation a fait pencher de son côté même les réfractaires. Les bolcheviks radicaux ont gagné davantage de soutien lorsqu'ils ont accusé le Gouvernement provisoire de projeter la reddition de Petrograd aux Allemands et ainsi « d'écraser » le centre révolutionnaire de la Russie. Au moment où les leaders bolcheviks se réunissaient le 10 octobre, Kamenev et Zinoviev ont été les seuls modérés à voter contre Lénine. Le CC a voté par 10 voix contre 2 une insurrection armée. Un certain nombre de modérés, tels que Alexeï Rykov et Victor Nogin, qui auraient soutenu Zinoviev et Kamenev n'étaient pas présents. Début octobre, Chliapnikov se trouvait à Moscou où il assistait à la Conférence du Syndicat des métallos de l'oblast de Moscou. Il y a entendu les métallos réclamer, avec de l'immédiateté dans leur ton, le pouvoir aux soviets, la nationalisation de la grande industrie et des transports, ainsi que la mise en œuvre du contrôle ouvrier (supervision) sur la production¹⁴⁶.

Les partis modérés ont commencé à avoir vent des intentions des bolcheviks et les journaux ont eux aussi commencé à mettre en garde contre la tentative bolchevique de coup d'État. Un remaniement simultané dans la direction du Syndicat panrusse des métallos a pu être lié à la politique révolutionnaire. Lors d'une réunion le 15 octobre, Erchov (un bolchevik) est devenu un membre à part entière du Comité central. Quand les membres du Comité ont réélu le Bureau directeur, seules trois voix sont allées à Volkov (un menchevik) qui par voie de conséquence a quitté le Comité central¹⁴⁷. C'est Mikhaïl Vladimirov (un bolchevik) qui l'a remplacé comme trésorier¹⁴⁸. À ce moment-là, la plupart des mencheviks avaient de toute façon arrêté de travailler dans le Comité central, mais l'élection donnait une majorité officielle aux bolcheviks. Par conséquent, Chliapnikov n'aurait plus à affronter, même formellement, les opinions mencheviques quand il déciderait quelle position le Syndicat des métallos devrait prendre vis-à-vis de la révolution d'Octobre. Néanmoins, les métallos bolcheviks hésitaient.

Le 16 octobre, il y a eu une réunion des bolcheviks de toutes les organisations révolutionnaires – le Comité de Pétersbourg, le CC du Parti, l'Organisation militaire bolchevique, le soviet de Petrograd, les syndicats et les comités d'usine. Elles étaient divisées sur la question de savoir s'il fallait prendre le pouvoir et, si c'était le cas, quand. De nombreux participants, y

¹⁴⁶ Rabinovitch 1976, p. 193–6, 201–6; Chliapnikov 1922a, p. 11–12. Il semble que Chliapnikov n'ait pas assisté à la réunion du 10 octobre. Lorsqu'il a écrit ses mémoires portant sur ces jours-là, il n'a pas été précis quant aux dates de ces réunions secrètes. La réunion à laquelle il se souvient avoir assisté était probablement celle du 16 octobre (Chliapnikov 1922a, p. 13).

¹⁴⁷ Rabinovitch 1976, p. 215; GARF, f. 5469, op. 1, d. 4, II. 29–31. Occupé par le Syndicat des métallos de Petrograd et par le Sovnarkom, Chliapnikov a manqué la réunion du 15 octobre et les suivantes jusqu'au 28 décembre. Il est possible que Volkov ait été arrêté lors d'une action répressive bolchevique en juillet 1918 (Brovkin (éd.) 1991, p. 122).

¹⁴⁸ Anon 1917b, p. 23. Bizarrement, la nomination de Vladimirov a été communiquée dans un article censé avoir été publié deux mois avant l'événement. Il est possible que la publication du numéro ait été retardée jusqu'en octobre, ce qui rendrait son contenu également suspect. Vladimirov (1880-1938), membre du POSDR depuis 1899, a travaillé dans des usines métallurgiques à Sormovo, Moscou et Pétersbourg. Il a été arrêté et exilé en Sibérie à plusieurs reprises. De 1917 à 1922, il a été secrétaire et trésorier du Comité central du Syndicat des métallos (Vilenski-Sibiriaikov et autres (éd.), 1974, p. 10–11; Eremina et Roginski (éd.) 2000). Ce n'est pas Miron Konstantinovich Vladimirov qui a travaillé au Commissariat du peuple pour l'approvisionnement alimentaire [*Narkomprod*] et qui est mort de mort naturelle en 1926.

compris Chliapnikov et d'autres dirigeants syndicaux, ont parlé du manque de ressources et du manque d'engagement de la part des ouvriers et des soldats en faveur d'un gouvernement exclusivement bolchevik. Vassili Schmidt, du Conseil des syndicats de Petrograd, a mis en garde sur le fait que l'on ne pouvait pas se fier aux membres des syndicats pour entreprendre des actions directes en vue de s'emparer du pouvoir au nom des soviets étant donné « qu'ils craignaient ... des renvois et des licenciements ». Chliapnikov a soutenu Schmidt en expliquant que, y compris dans le Syndicat des métallos qui était majoritairement bolchevik, des « rumeurs » récentes « d'une action publique bolchevique ... avait même semé la panique »¹⁴⁹.

Chliapnikov a affirmé plus tard que, avant la réunion du 16 octobre, il n'était pas au courant qu'il y avait des désaccords au sein du CC du Parti. Une fois qu'il a été présent, il a été confronté au soutien majoritaire dans le CC à la position de Lénine favorable à une prise du pouvoir. Il se souvenait qu'il pensait à cette époque-là que le Parti n'avait pas suffisamment élaboré sa position sur les questions économiques vitales. À la réunion, il a demandé au CC de prendre une position précise sur des questions économiques à Petrograd, mais les dirigeants du Parti n'ont pu lui proposer que « le slogan abstrait sur le "contrôle ouvrier" ». Il en a conclu que la décision du Parti de prendre le pouvoir était fondée essentiellement, si ce n'est purement, sur des calculs politiques, et non pas économiques. Soulignant que l'on laissait ainsi les syndicats résoudre les problèmes économiques par eux-mêmes, il a insinué que la défense des intérêts économiques des ouvriers, si elle n'était pas la priorité absolue du Parti, a toujours été celle des syndicats¹⁵⁰.

Une minorité importante de ceux qui avaient voté le 16 octobre n'était pas disposée à approuver « une insurrection immédiate ». La façon dont Chliapnikov a voté n'est pas claire ; s'il a voté avec la majorité, c'était probablement avec des réserves. Lénine et l'Organisation militaire bolchevique voulaient faire de la prise de contrôle du gouvernement un fait accompli avant le II^e Congrès des soviets qui commençait le 25 octobre. Les événements se sont précipités. S'étant emparés de la garnison au cours de la nuit du 21 au 22 octobre, les bolcheviks ont le lendemain organisé de grandes manifestations lors desquelles leurs orateurs ont annoncé que la ville allait se rendre aux Allemands. Le 24 octobre, Kerenski a fait fermer les presses typographiques bolcheviques. Trotski a répondu en appelant aux armes le Comité Révolutionnaire Militaire (CTM) bolchevik qui avait été formé le 20 octobre.

Le matin du 25 octobre, le Comité Révolutionnaire Militaire et les troupes loyales à la gauche ont occupé les points stratégiques principaux de la ville. Kerenski s'est enfui de la capitale pour se rendre à Pskov afin d'y retrouver des troupes loyales et à préparer la contre-offensive. Quand le Congrès des soviets s'est ouvert tard dans la soirée du 25 octobre, ce sont les bolcheviks qui avaient la plus forte représentation, mais, afin de constituer une majorité, ils ont dû s'allier avec les SR de gauche. Outrés par le coup d'État des bolcheviks, les mencheviks et les SR se sont retirés du congrès, laissant les bolcheviks libres de former un gouvernement dont les socialistes modérés pensaient qu'il ne durerait pas. Tôt dans la matinée du 26 octobre, les forces

¹⁴⁹ Rabinovitch 1976, p. 218–19, 221.

¹⁵⁰ Chliapnikov 1922a, p. 13–14.

bolcheviques se sont emparées du Palais d'Hiver et elles ont arrêté les ministres du gouvernement qui y étaient en réunion. Le 27 octobre, le Congrès des soviets confirmait le Conseil des commissaires du peuple [*Sovnarkom*] qui remplaçait l'ancien cabinet des ministres. Chliapnikov devenait commissaire au Travail ; il était l'un des deux commissaires qui pouvaient se réclamer d'une origine prolétarienne¹⁵¹.

Malgré ses doutes, Chliapnikov a aidé la révolution d'Octobre dans ses moments les plus cruciaux. Le 25 octobre, il a convoqué une séance spéciale de la direction du Syndicat des métallos de Petrograd qui a approuvé sa résolution appelant les métallos « à s'unir derrière le mot d'ordre du soviet de Petrograd ». Le syndicat a également donné au soviet de Petrograd cinquante mille roubles provenant de ses fonds. (Les mencheviks ont accusé ultérieurement Chliapnikov d'avoir acheté le poste de commissaire au Travail). Chliapnikov a organisé des brigades de combat et des brigades médicales de métallos, rassemblé des armes à l'usine Poutilov pour la Garde rouge et récupéré des barbelés en vue de défendre les abords de Petrograd. Les dirigeants syndicaux avaient trouvé le ministère du Travail incapable ou réticent à faire appliquer les accords syndicaux avec les industriels et ils espéraient que le pouvoir des soviets » mettrait fin à l'instabilité politique et économique ... et accroîtrait le rôle économique des syndicats »¹⁵². Ainsi, Chliapnikov a œuvré pour le succès de la révolution d'Octobre dans l'intérêt du mouvement syndical et il a offert l'allégeance de ce dernier au soviet de Petrograd.

Conclusion

Chliapnikov a réagi aux événements révolutionnaires de 1917 à la fois avec prudence et avec radicalisme. Il faisait partie de ces bolcheviks politiquement radicaux qui s'opposaient au Gouvernement provisoire, prônaient un gouvernement de coalition des partis socialistes révolutionnaires et appelaient à la fin de la guerre. À la fin mars 1917, les bolcheviks modérés avaient présenté leur position comme étant celle de la majorité du Parti en circonvenant le Bureau russe du CC que Chliapnikov dirigeait. Avec le retour de l'étranger de Lénine et des autres membres du CC en avril 1917, le rôle du Bureau russe a encore plus diminué. Néanmoins, Chliapnikov a trouvé une vocation vitale dans son travail comme dirigeant syndical et comme négociateur sur les questions salariales. Pour lui, la lutte économique de l'été 1917 a été au moins aussi importante que la lutte politique dans la rue et au soviet. Son travail syndical aurait pu le rapprocher de la position des bolcheviks modérés qui l'avaient évincé d'un rôle central dans la politique du Parti en mars.

Il n'est pas totalement surprenant que l'engagement de Chliapnikov dans les négociations salariales au cours de l'été 1917 ait modéré quelque peu sa position politique. Les dirigeants syndicaux devaient non seulement contenir les impulsions radicales des membres du syndicat, mais ils devaient aussi

¹⁵¹ Rabinovitch 1976, p. 222–306. L'autre était Victor Noguine (1878-1924) qui, bien que fils d'un représentant de commerce, avait travaillé dans des usines de Pétersbourg. Les commissaires Pavel Dybenko et Alexeï Rykov venaient de la paysannerie; Rykov avait une éducation universitaire et Dybenko était marin.

¹⁵² Chliapnikov 1922a, p. 21–2; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 134; Shkliarevsky 1993, 96–7.

travailler avec d'autres syndicalistes ayant des convictions politiques différentes. Durant l'été 1917, Chliapnikov en est arrivé à mieux comprendre combien la situation révolutionnaire était volatile et à penser qu'il était nécessaire de former une coalition relativement large pour prendre le pouvoir. Au cours de l'été 1917, ses déclarations étaient en accord avec le programme bolcheviks (modéré) qui appelait au pouvoir des soviets et à un gouvernement de coalition socialiste en attendant le moment où une assemblée constituante pourrait créer un nouveau système politique.

En raison de leur engagement visant à améliorer la vie quotidienne des ouvriers, ce qui se manifestait le plus visiblement dans les accords salariaux, les syndicats ont acquis le respect et la loyauté de nombreux ouvriers. Néanmoins, les frustrations dues aux négociations salariales ainsi que l'incapacité de s'attaquer aux injustices fondamentales ont rendu Chliapnikov plus déterminé dans sa croyance selon laquelle seule une révolution pourrait accomplir un changement réel. Les difficultés pour obtenir des concessions de la part des industriels et la faiblesse du Gouvernement provisoire semblent l'avoir contrarié à un point tel qu'il désirait vivement le triomphe du pouvoir des soviets. Il espérait qu'un gouvernement soviétique socialiste ouvrirait le passage à une législation sociale et promouvrait les syndicats à la gestion de l'économie et à la régulation de la production¹⁵³. En août 1917, les dirigeants du Syndicat des métallos ont commencé à appeler de façon insistante à un gouvernement des soviets. Ni Chliapnikov, ni les autres leaders du Syndicat des métallos, ne considéraient la prise du pouvoir par les bolcheviks comme appropriée. Après l'expérience des Journées de Juillet, ils étaient inquiets à propos des bouffées révolutionnaires qui pourraient faire reculer le mouvement. En octobre, Chliapnikov et les autres dirigeants du Syndicat des métallos ont aidé les bolcheviks à prendre le pouvoir, mais au nom du soviets. Il s'est souvenu des journées de la révolution d'Octobre comme d'une période d'optimisme. L'initiative ouvrière était à son zénith et le programme bolchevik était plus proche de l'état d'esprit des masses qu'à n'importe quel autre moment après la révolution. Il n'a jamais oublié que ce sont à la fois les métallos non bolcheviks et bolcheviks qui ont assuré le succès de la révolution d'Octobre¹⁵⁴.

¹⁵³ Smith 1983, p. 217. Le Syndicat des métallos de Petrograd a mené une campagne pour ces objectifs, même si la Conférence syndicale panrusse avait explicitement rejeté un rôle pour les syndicats dans la gestion de l'économie.

¹⁵⁴ Avilov 1917, p. 3; RGASPI, f. 70, op. 4, d. 387, I. 134; f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 22.

CHAPITRE 4

Commissaire du peuple chargé du travail

Les réalités de la détention du pouvoir contrastaient vivement avec les rêves d'émancipation de 1917. Dans les premiers mois du gouvernement soviétique, lorsque des armées contre-révolutionnaires se sont formées et que les troupes allemandes ont déferlé sur le territoire russe, les bolcheviks ont été confrontés à un combat acharné pour la survie du régime. Émettant rapidement des décrets destinés à calmer les divers groupes de pression de gauche, ils ont donné leur accord tacite à la confiscation de grandes propriétés par les paysans, proclamé le contrôle ouvrier des usines, nationalisé les banques, les moyens de transport et de communication, et entamé des négociations de paix. Tout en organisant un gouvernement et une armée, ils aspiraient également à réaliser une société socialiste. Malgré l'augmentation du nombre de membres au cours de l'année 1917, ils étaient encore un petit parti urbain qui n'avait pas le contrôle sur de vastes zones de l'Empire en voie d'effondrement. Pour faire face aux crises qui se développaient et aux multiples ordres du jour, les bolcheviks occupaient souvent de multiples postes au sein du Parti, de l'État et de l'armée, et ils effectuaient différentes missions dans différentes parties du pays, en passant rapidement d'une affectation de travail ou d'une zone géographique à une autre. Chliapnikov considérait le travail des syndicats comme crucial pour les fondements du socialisme et il a essayé d'utiliser son nouveau pouvoir de commissaire au Travail pour accroître leur rôle dans la gestion et l'administration économiques. Néanmoins, d'autres demandes sur son temps, y compris la supervision du début de l'évacuation de l'industrie de Petrograd et le transport de nourriture du sud vers les villes du nord, l'ont détourné de son travail au commissariat. Le contraste entre ses idéaux et la déception engendrée par les failles qui se sont développées dans le système soviétique se manifeste dans ce chapitre et se développe dans le suivant.

La conduite politique de Chliapnikov fut fluctuante entre la fin de 1917 et le début de 1918, et elle illustre la fluidité des positions modérées et radicales dans le contexte révolutionnaire. Non seulement les révolutionnaires migraient entre des opinions modérées et radicales à travers le temps, mais parfois ils avaient au même moment des positions modérées et radicales sur des questions différentes. Initialement modéré sur la question du gouvernement de coalition, Chliapnikov a ensuite suivi la ligne radicale de Lénine en ce qui concerne l'Assemblée constituante. Néanmoins, il a pris certaines positions économiques modérées qui étaient en contradiction avec les objectifs politiques à court terme de Lénine. La politique de Chliapnikov était orientée vers l'inclusion des travailleurs dans l'élaboration et la planification de la politique économique, à condition que ces ouvriers aient été des socialistes, même s'ils n'étaient pas des bolcheviks. Partant du principe que les bolcheviks prendraient le contrôle des syndicats par la persuasion politique, il n'aurait pas compromis le rôle du syndicat pour des

considérations politiques. Néanmoins, il est possible que ses tentatives pour donner le pouvoir économique aux syndicats aient réellement contribué à ébranler leur indépendance et leur capacité à défendre les ouvriers. Le pouvoir économique du syndicat était étroitement lié aux décisions bolcheviques relatives à la façon de se maintenir au pouvoir politique.

La question du pouvoir

Les bolcheviks ont été confrontés à la question du maintien au pouvoir dès l'instant où ils en ont arraché le contrôle au Gouvernement provisoire. Les modérés du Parti, dirigés par Zinoviev et Kamenev, pensaient que les bolcheviks étaient trop faibles pour rester seuls au pouvoir et ils étaient favorables à une coalition incluant des représentants des autres partis socialistes. Chliapnikov faisait partie de ces modérés qui étaient contre la composition exclusivement bolchevique du gouvernement formé lors du II^e Congrès des soviets. Le 3 novembre, le Comité exécutif central du soviet (VTsIK) votait en faveur d'une résolution de Kamenev et de Zinoviev qui préconisait l'intégration d'autres partis socialistes dans le gouvernement. Lénine a réagi furieusement en menaçant d'"exclure" l'opposition dans le Parti. En réponse, la plupart des modérés ont démissionné du CC et des postes du gouvernement. Cependant, l'inclusion ultérieure de SR de gauche dans le gouvernement a apaisé beaucoup de modérés¹⁵⁵.

Bien que Chliapnikov ait signé la déclaration de Zinoviev et de Kamenev en faveur d'un gouvernement socialiste de coalition, il a refusé de démissionner du commissariat au Travail parce qu'il ne voulait pas abandonner son travail. Bien que les modérés aient explicitement appelé à un accord avec tous les partis représentés dans le soviet, Chliapnikov a prétendu plus tard que, quand il a signé la déclaration, il voulait seulement l'inclusion des SR de gauche. Sous la pression de Lénine, il s'est rétracté à propos de son soutien à un gouvernement socialiste de coalition :

« Lorsque ce document est apparu, Lénine m'a dit : " Et donc tu te retires". J'ai dit : "Jamais de la vie, j'ai écrit que je ne démissionne pas". Il m'a pris par le bras et, devant la fraction [bolchevique] du VTsIK, il a déclaré mon soutien à un accord avec les SR, mais il a indiqué que j'étais opposé à un accord avec les mencheviks. »¹⁵⁶.

Néanmoins, Chliapnikov a continué à agir de manière modérée au cours des premiers jours de la Révolution bolchevique. Lorsque les bolcheviks se sont emparés du pouvoir, la plupart des employés des ministères du gouvernement se sont mis en grève afin d'empêcher les nouveaux commissaires d'établir leur contrôle sur les ministères. Chaque commissaire s'en est sorti de différentes manières. Certains, comme Trotski, ont répondu par des arrestations massives. Chliapnikov raconte fièrement qu'il a sécurisé le ministère du Travail avec tact et persuasion, plutôt que par la force. Étant donné qu'il avait souvent visité les locaux durant les négociations salariales,

¹⁵⁵ Rabinovitch 1976, p. 309–10.

¹⁵⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 19–21.

les gardes et les autres employés de niveau inférieur le connaissaient déjà. Il se souvenait : « Sans la moindre violence, sans absolument aucune menace, et même sans élever la voix, avec une simple explication amicale, j'ai convaincu le personnel de niveau inférieur du ministère du Travail ». Il a distribué un appel, destiné aux bureaucrates de niveau moyen et supérieur en grève, qui déclarait simplement que, s'ils ne retournaient pas à leur poste lors de la prochaine journée de travail, il les remplacerait. Un mois plus tard le personnel de rang supérieur était prêt à capituler. Chliapnikov a répondu qu'il avait pourvu les postes, mais que leurs demandes d'emploi seraient réexaminées¹⁵⁷. Il est possible que sa fierté d'avoir atteint pacifiquement ses objectifs ait eu plus à voir avec l'accent qu'il mettait sur l'autodiscipline et sur les compétences professionnelles en tant que révolutionnaire qu'avec une opposition de principe à une tactique violente.

Pourtant Chliapnikov a même paru disposé à prendre une position modérée à l'égard des "ennemis de la révolution". Le 19 novembre 1917, le Sovnarkom a approuvé la recommandation de Trotski d'arrêter les généraux Alexeï Malinovski et Vladimir Marouchevski parce que Malinovski (ministre de la Guerre) a ordonné que les chefs élus ne remplacent pas les chefs nommés et que Marouchevski a interféré dans les négociations d'armistice. Le Sovnarkom a résolu de purger le ministère des Armées et à obliger chaque commissaire du peuple à mener et à signaler les purges dans le personnel de leur commissariat. Lors d'une réunion du Sovnarkom deux jours plus tard, Chliapnikov, Nikolaï Podvoïski et Kollontaï, ont demandé que Malinovski soit exempté d'arrestation et qu'il soit autorisé à occuper une "position à responsabilités". Cependant, face à l'opposition de Trotski, la suggestion a été rejetée. En outre, ainsi que les protocoles l'indiquaient, il était conseillé aux "modérés" « d'intensifier leurs efforts pour éliminer les nids contre-révolutionnaires et de ne pas soulever à nouveau la question du changement de politique de la dictature des ouvriers et des paysans dirigée contre les contre-révolutionnaires de premier plan ». Une semaine et demie plus tard, le Sovnarkom décidait de relâcher les deux généraux sous caution. Les motifs qui étaient derrière les objections des trois membres du Sovnarkom sont difficiles à définir. Podvoïski, en tant que commissaire aux Affaires militaires et navales, était probablement dérangé par la perturbation que les arrestations avaient provoquée parmi le personnel du commissariat qu'il dirigeait¹⁵⁸. Kollontaï intercédait souvent en faveur des personnes arrêtées et Chliapnikov préférait d'autres solutions que les arrestations.

L'opposition de Chliapnikov à la campagne d'arrestations se limitait probablement à ses conséquences dommageables sur le travail des institutions. Il n'y a aucune trace du fait qu'il aurait été inquiet à propos du sort des hommes politiques "bourgeois". C'est à cette époque-là que le parti libéral Kadet a été dissous et ses dirigeants arrêtés. Le 28 novembre, le jour où il était prévu que l'Assemblée constituante se réunisse, le Sovnarkom a approuvé la proposition de Lénine d'arrêter les leaders Kadets et il a ordonné qu'ils soient traduits devant un tribunal révolutionnaire. Staline a été le seul

¹⁵⁷ Chliapnikov 1922a, 25, 41; GARF, f. 130, op. 1, d. 110, 27 octobre 1917.

¹⁵⁸ GARF, f. 130, op. 1, d. 1, II. 8, 12, 22, 19–30 novembre 1917; Lenin 1960–70, vol. 42, p. 38–9; Clements 1979, p. 123; Molodtsygin 1991, p. 381–2; Voitikov 2007, p. 3–12.

membre à voter contre cette proposition¹⁵⁹. Chliapnikov n'était pas présent à cette séance et sa position n'est pas connue. De même, l'on ne sait pas comment il a initialement répondu à la création de la Tcheka, la police secrète soviétique dirigée par Félix Dzerjinski et qui a été fondée afin de combattre la spéculation monétaire, le sabotage et la contre-révolution.

Malgré les positions modérées de Chliapnikov sur des questions particulières et peut-être comme un moyen de radicaliser son attitude, le CC lui a confié les préparatifs bolcheviks en vue de l'Assemblée constituante. L'on avait besoin de ses talents exemplaires d'organisation. Kamenev et un groupe de bolcheviks modérés avaient pris le contrôle début décembre du bureau provisoire de la délégation bolchevique à l'Assemblée constituante en espérant que leur position serait adoptée, à savoir celle consistant à accepter l'autorité de l'assemblée dans la formation d'un nouveau gouvernement. Ils ont été contrecarrés par le CC bolchevik qui a organisé le 12 décembre 1917 une réunion de délégués bolcheviks choisis qui ont approuvé les propositions de Lénine à propos de l'Assemblée constituante et qui ont formé un nouveau bureau provisoire avec Chliapnikov comme président. Chliapnikov a insisté ultérieurement sur le fait qu'il a adopté le point de vue intransigeant concernant l'Assemblée et qu'il a approuvé sans aucune réserve sa dissolution parce qu'il pensait que les soviets étaient une forme de démocratie supérieure à celle de l'Assemblée constituante, laquelle, à son avis, convenait mieux à un gouvernement bourgeois. C'est ainsi qu'il a accepté la ligne bolchevique selon laquelle les élections menées en vue de l'Assemblée début octobre ne reflétait pas les points de vue des masses à l'époque où elle se réunissait, et que l'Assemblée était devenue le dernier espoir de la "bourgeoisie" pour créer un gouvernement conservateur destiné à préserver la propriété privée¹⁶⁰.

La position de Chliapnikov sur l'Assemblée constituante n'était par conséquent pas du tout modérée, mais elle coïncidait exactement avec l'évaluation de cette Assemblée par Lénine et les autres radicaux. Le CC a dû pouvoir compter sur lui pour que, confronté aux arguments modérés, il reste ferme et convainque les autres de rester fermes. Les délégués mencheviks au I^o Congrès des syndicats, qui a débuté peu de temps après que les bolcheviks avaient dispersé l'Assemblée constituante et tiré sur les manifestants, ont hué Chliapnikov durant son discours d'ouverture et ils ont protesté contre le fait qu'il préside le congrès. Formulant l'opinion que, dans une situation frisant la guerre civile, il était impossible de ne pas avoir des victimes innocentes, il a néanmoins exprimé des doutes sur le fait que les manifestants aient été innocents, peut-être parce qu'il prêtait foi de manière peu sincère aux fausses rumeurs selon lesquelles ils transportaient des bombes et des armes à feu. Dans ses réminiscences ultérieures, il n'a toujours pas exprimé de regrets concernant le fait que l'on ait tiré sur les manifestants qui soutenaient l'Assemblée nationale¹⁶¹.

Chliapnikov pensait qu'il était important de travailler avec des prolétaires ayant des points de vue politiques différents, mais il n'était pas un adepte du principe du pluralisme politique. Peut-être que les résultats des élections qui montraient un large soutien des bolcheviks dans les zones urbaines, ainsi que

¹⁵⁹ GARF, f. 130, op. 1, d. 1, I. 20, 28 novembre 1917.

¹⁶⁰ Rabinovitch 2007, p. 88–91; Chliapnikov 1924b, p. 9–10.

¹⁶¹ VTsSPS 1918, p. 2, 5, 7; Chliapnikov 1924b, p. 9–10.

parmi les ouvriers d'usine, ont été décisifs dans la détermination de son opinion relative à l'Assemblée constituante. Un autre facteur a été qu'il était absorbé par son activité en tant que commissaire au Travail, étant donné qu'il commençait peut-être à considérer que l'œuvre économique du commissariat était bien plus cruciale que la question d'une représentation politique équitable. Chliapnikov était assurément optimiste quant au fait qu'il pouvait employer ses nouveaux pouvoirs pour améliorer la vie des ouvriers. Un film d'actualités campant plus d'une douzaine de dirigeants soviétiques au début de 1918 montre Chliapnikov en train de sourire largement à l'équipe de tournage, et ensuite de simuler des expressions sérieuses alors qu'il parcourt des papiers. Éclatant d'un rire narquois, il se moquait de la dignité de sa position alors qu'il jouissait de l'autorité de cette dernière¹⁶².

Le commissariat au Travail

Les bolcheviks luttèrent pour établir un gouvernement d'un type entièrement nouveau, tandis que leurs ennemis se mobilisaient contre eux et que l'économie s'effondrait autour d'eux. Dans ce contexte qui évoluait de manière imprévisible et rapide, Chliapnikov aspirait à ce que le commissariat au Travail [Narkomtrud] ait un rôle important. Plutôt que de jouer simplement au médiateur entre les ouvriers et les directions d'entreprise (comme le ministère du Travail du Gouvernement provisoire l'avait fait), le Narkomtrud promouvrait les intérêts ouvriers et collaborerait avec les syndicats afin d'organiser et de réguler l'industrie. Néanmoins, le Narkomtrud était confronté à de terribles défis : les ambitions des comités d'usine, les interprétations des ouvriers concernant les responsabilités de l'État vis-à-vis d'eux, le besoin d'assurer la discipline du travail et les dirigeants intransigeants des syndicats non-bolcheviks. Il y avait des dissensions internes au Narkomtrud étant donné que certains dans sa direction étaient en désaccord avec Chliapnikov quant aux relations entre les syndicats et le gouvernement, tels que les mencheviks, les SR et un certain nombre de bolcheviks. La crainte de la contre-révolution éclipsait la nouvelle expérience politique, sociale et économique, des bolcheviks en rendant leur lutte plus désespérée.

Chliapnikov a pourvu les postes-clés du Narkomtrud avec des personnes issues des syndicats parce qu'il croyait que leur expertise dans la réglementation des salaires et des conditions de travail les qualifiait pour remplir ces fonctions dans le gouvernement. Poursuivant une approche partisane, il a fait appel à des bolcheviks et à des SR de gauche pour travailler, mais il tenait à distance les membres des autres partis. Ce sont les syndicats des ouvriers métallurgistes, des ouvriers du textile et des ouvriers du cuir (tous contrôlés par les bolcheviks) qui ont contribué le plus au personnel du Narkomtrud et qui avaient des représentants dans le conseil du commissariat (collegium). Le VTsSPS était contrôlé par les mencheviks à la fin de 1917, et donc Chliapnikov ne lui a pas demandé du personnel. Espérant assurer la continuité de la forte influence des syndicats au sein du gouvernement, il a encouragé les syndicalistes à entrer dans d'autres commissariats et

¹⁶² https://www.youtube.com/watch?v=cZlJQIBlaEc_8&feature=player_embedded#! (06:00-06:12).

institutions gouvernementales, par exemple le Commissariat panrusse de l'Économie nationale (VSNKh) qu'il a aidé à fonder sur ordre du Sovnarkom. Dans les premiers mois de son existence, le VSNKh a été dirigé par des communistes de gauche comme Valerian Obolenski (N. Osinski) qui a favorisé l'administration ouvrière des usines, mais, quand les communistes de gauche ont démissionné du gouvernement en mars 1918, le VSNKh (sous la direction de Lénine) a revu sa position et a recommandé des conseils d'usine nommés, supervisés par les organisations ouvrières¹⁶³.

D'autres socialistes ont remarqué des failles dans la stratégie de Chliapnikov. En janvier 1918, lors du I^{er} Congrès des syndicats, présidé par Chliapnikov, le débat sur la participation des syndicats au gouvernement s'est embrasé de manière dramatique. E. H. Carr a écrit que le congrès « a virtuellement établi le principe de la subordination des syndicats à l'État, lequel est demeuré à ce moment-là incontesté ... durant près de trois ans ». Les délégués mencheviks considéraient l'introduction des responsables syndicaux dans les institutions étatiques comme étant syndicaliste. Cependant, en raison de son expérience en France, Chliapnikov définissait le syndicalisme de manière différente, à savoir comme un mouvement décentralisé qui isolait les syndicats du pouvoir politique. Dans son discours d'ouverture, il a déclaré que les syndicats devaient être égaux aux autres institutions gouvernementales et qu'ils devaient jouer un rôle primordial dans l'organisation de l'industrie, ainsi que dans l'économie dans son ensemble. Le congrès a déclaré que « l'organisation de la production » était l'une des tâches principales des syndicats, mais il semble avoir laissé irrésolue la question de la relation précise entre les syndicats et les organes économiques du gouvernement¹⁶⁴.

Ce manque de clarté dans les décisions du congrès reflétait probablement les dissensions qui existaient parmi les bolcheviks, dont certains d'entre eux prenaient le parti des mencheviks sur la question de l'indépendance des syndicats par rapport au gouvernement, tel que David Riazanov, qui avait joué un rôle de premier plan dans l'organisation des syndicats à Saint Pétersbourg en 1905 et après les révolutions de 1917. Dans les années 1920, il contribuerait à organiser l'Institut Marx-Engels de Moscou dans lequel il a travaillé comme directeur jusqu'en 1931, année où il a été exilé à Saratov ; il a été exécuté en 1938. Lorsque le CC du Parti a nommé Chliapnikov comme membre du VTsSPS, Riazanov a exprimé son désaccord, à la fois parce que Chliapnikov occupait un poste au gouvernement et que Riazanov s'opposait à certaines de ses politiques au Narkomtrud¹⁶⁵. D'autres bolcheviks ne voyaient pas la nécessité des syndicats dans un régime socialiste. Les questions portant sur le rôle des syndicats dans la transition au socialisme bouillonneraient jusqu'au débat sur les syndicats de 1920-21. Sous la direction directe de Chliapnikov, le Narkomtrud suivrait ses politiques. Mais dès qu'il redirigerait son attention vers d'autres secteurs de son travail, la dissension referait surface.

¹⁶³ GARF, f. 130, op. 1, d. 1, I. 1, 15 novembre 1917; f. 382, op. 1, d. 17, II. 1-4, 34; Chliapnikov 1922a, p. 35; Obolenski 1918, p. 11, 14; Oppenheim 1973, p. 15.

¹⁶⁴ VTsSPS 1918, p. 3; Smith 1983, p. 217; Carr 1950-3, vol. 2, p. 111.

¹⁶⁵ RGASPI, f. 17, op. 1a, d. 119, I. 8, lettre de Chliapnikov au CC, 11 janvier 1918; Gambarov *et al.* (dir.) 1989, vol. 2, p. 230-2; Beecher et Fomichev 2006, p. 143.

De nombreuses questions à propos desquelles le Narkomtrud a pris des décisions au cours des premiers mois de son existence étaient associées : les salaires, le contrôle ouvrier de l'industrie, la nationalisation des entreprises et la productivité de l'ouvrier. Chliapnikov et beaucoup d'autres syndicalistes bolcheviks s'étaient consacrés à fond à l'organisation du contrôle ouvrier de l'industrie, accompagné d'une coordination centralisée. Pour eux, la nationalisation de l'industrie faciliterait l'application du contrôle ouvrier. Pour que le contrôle ouvrier soit un succès, et pour que l'industrie nationalisée ne mette pas l'État en faillite, il fallait que la productivité du travail soit garantie.

De tous les projets à l'ordre du jour du Narkomtrud, c'est la question des salaires qui était peut-être la plus facile à négocier, mais qui était l'une des plus difficiles à faire appliquer. Confronté au désintérêt obstiné des propriétaires d'usine à élaborer une nouvelle grille des salaires, le Narkomtrud a simplement révisé les taux de salaire pour tenir compte de l'inflation et il les a publiés sous forme de décret. Chliapnikov pensait que les salaires attireraient les ouvriers de la petite industrie vers les grandes entreprises nationalisées, ce qui permettrait de concentrer le travail et les ressources dans les grandes entreprises et ferait grimper la production à un niveau plus élevé¹⁶⁶. Mais l'inflation rapide a rendu les tarifs peu réalistes et le Narkomtrud a été incapable de faire respecter les taux de salaires dans des conditions d'effondrement économique et de fuite à la fois du capital et des capitalistes.

L'économie en voie de détérioration et les priorités politiques contradictoires ont sapé les autres projets du Narkomtrud. Chliapnikov s'est rappelé plus tard qu'il travaillait en étroite collaboration avec Lénine sur le premier décret relatif au contrôle ouvrier et que ce décret reflétait le but de Lénine, à savoir qu'autant d'ouvriers que possible participent à la gestion de l'économie. Il y avait néanmoins des différences capitales dans leurs points de vue sur le contrôle ouvrier, lesquelles ont rejailli sur les deux différentes ébauches de décret. Les bolcheviks radicaux s'alignaient sur les comités d'usine et les socialistes modérés dans les syndicats étaient en désaccord sur le contrôle ouvrier. Lénine percevait le danger que les bolcheviks modérés joignent leurs forces à celles des autres socialistes modérés dans les syndicats. Il a essayé de les discréditer en apportant son soutien aux radicaux, et son ébauche de décret sur le contrôle ouvrier reflétait par conséquent les souhaits des activistes des comités d'usine. L'ébauche de décret du Narkomtrud reflétait quant à elle les points de vue des syndicalistes bolcheviks modérés, y compris Chliapnikov et Schmidt¹⁶⁷.

Lénine envisageait seulement d'inclure des représentants des soviets et des comités d'usine dans les institutions de régulation économique, alors que le Narkomtrud mettait l'accent de manière égale sur le rôle des syndicats. Dans l'ébauche de Lénine, les comités d'usine superviseraient le travail au jour le jour de l'usine, tandis que les syndicats feraient simplement office d'institutions supérieures d'appel. L'ébauche du Narkomtrud affectait l'élaboration des régulations aux conseils de contrôle ouvrier, et seulement un rôle d'exécution pour le comité d'usine. Une autre différence essentielle était que le Narkomtrud permettait la participation au contrôle ouvrier à des

¹⁶⁶ Chliapnikov 1918, p. 14; GARF, f. 382, op. 1, d. 17, I. 4.

¹⁶⁷ Chliapnikov 1922a, p. 33; Chliapnikov 1924c, p. 4; Chkliarevski 1993, p. 119, 160.

travailleurs qui avaient des opinions politiques différentes, tandis que l'ébauche de Lénine était conçue pour s'assurer que ses alliés domineraient. Bien que le décret définitif ait incorporé la plupart de propositions du Narkomtrud, qu'il ait été confirmé par le Sovnarkom et approuvé par les soviets, Lénine a conspiré avec les dirigeants des comités d'usine pour le contourner. Avec les encouragements de Lénine, les comités d'usine ont ignoré la législation des soviets dans la pratique. C'est ainsi que le Conseil central du contrôle ouvrier (composé de membres du Conseil syndical de Petrograd) n'a eu aucun pouvoir réel et qu'il a été supplanté par le VSNKh. Mais Lénine a bientôt abandonné les comités d'usine. En mars 1918, les bolcheviks s'étaient largement emparés des syndicats au détriment des mencheviks, de sorte que les comités d'usine n'étaient plus utiles. Lénine a été d'accord sans hésiter pour que les comités d'usine soient subordonnés aux syndicats¹⁶⁸.

Chliapnikov et ses collègues du Narkomtrud espéraient que la nationalisation de l'industrie faciliterait la coordination centralisée du contrôle ouvrier de l'industrie, mettrait fin à l'effondrement économique et rationaliserait l'économie afin de la rendre plus forte et plus productive. Les bolcheviks n'avaient rien de plus qu'un vague engagement à nationaliser l'industrie quand ils sont arrivés au pouvoir. Les banques et les secteurs industriels importants, tel que le pétrole, le sucre, la métallurgie et les transports, seraient nationalisés. Cependant, il n'existait aucun plan relatif à la manière avec laquelle il faudrait accomplir cette nationalisation, ou à la manière de l'accomplir rapidement. Le Narkomtrud a joué un rôle primordial puisque c'est lui qui indiquait les usines qu'il fallait nationaliser. L'un des défis était entre autres de convaincre les ouvriers de reverser les profits à l'État. Chliapnikov a admis lors du 1^{er} Congrès des commissaires au Travail que le Narkomtrud avait fait des erreurs, y compris la nationalisation précipitée d'entreprises qui se sont finalement avérées non rentables. Dans certains cas, pensait-il, des comités d'usine avaient conspiré avec les employeurs pour escroquer le gouvernement en demandant de l'aide pour des entreprises qui ne pouvaient pas faire des bénéfices. En conséquence, le Narkomtrud a désigné des commissions chargées de déterminer la rentabilité des entreprises avant de les nationaliser¹⁶⁹.

Le déclin de l'industrie menaçait de faire dérailler les plans de Chliapnikov relatifs au contrôle ouvrier et à la nationalisation de l'industrie. En tant que commissaire au Travail, il a pris certaines mesures qui paraissaient contradictoires avec ses points de vue sur le contrôle ouvrier. Par exemple, dans un rapport qu'il a transmis au VTsIK le 23 mars 1920, il donnait l'alarme à propos de la baisse de la productivité du travail dans l'industrie des chemins de fer. Il avait trouvé que des ouvriers des ateliers de construction de wagons transformaient les wagons en résidence pour eux-mêmes. Des chefs de gare lui ont dit que les wagons étaient sales et en état de délabrement à cause du manque de fournitures, mais il a déterminé que des employés des chemins de fer volaient des fournitures. Des mécaniciens et des chefs de train, a-t-il remarqué, souvent ne travaillaient pas, bien qu'ils soient payés. Des comités d'atelier, élus par les employés, trouvaient qu'il était

¹⁶⁸ Chkliarevski 1993, p. 119–23, 128–9, 160.

¹⁶⁹ Smith 1983, p. 220–3; GARF, f. 382, op. 1, d. 17, l. 3.

impossible d'imposer la discipline et de rester en fonction¹⁷⁰. Il faisait ainsi preuve de bien moins de sympathie à l'égard des employés des chemins de fer qu'il n'en montrait vis-à-vis des ouvriers d'industrie ; peut-être que sa frustration provenait de la conviction selon laquelle les employés de bureau détournent les ressources destinées aux ouvriers.

En réponse à l'intransigeance des cheminots, le gouvernement a réintroduit le 26 mars 1918, pour les chemins de fer, la direction par un seul homme qui remplaçait les collèges (conseils) composés de deux hommes ou plus et qui incluait des représentants syndicaux. Les syndicats des chemins de fer pouvaient encore envoyer des représentants pour siéger dans les conseils du commissariat, mais leurs candidats devaient être confirmés par le Sovnarkom et le VTsSPS. Bien que cela ait constitué l'une des premières mesures destinées à limiter la responsabilité des ouvriers concernant l'économie, Chliapnikov semble ne pas avoir soulevé d'objections. Étant donné que les socialistes qui s'opposaient au gouvernement bolchevik contrôlaient le Comité exécutif panrusse des cheminots [*Vikzhel*], lequel avait mis la pression sur les bolcheviks pour former un gouvernement de coalition après leur prise de pouvoir, certains dirigeants bolcheviks ont accepté la coercition exercée sur eux. Le rapport préalable de Chliapnikov était favorable à mener une tactique souple vis-à-vis des cheminots¹⁷¹. Néanmoins, il considérait la subordination des syndicats locaux au VTsSPS comme importante pour réguler l'économie et pour renforcer le mouvement ouvrier. Visiblement, il n'avait pas soutenu ce principe lorsque c'étaient les mencheviks qui contrôlaient le VTsSPS. Et donc, la politique a provoqué des incohérences dans son engagement vis-à-vis du pouvoir syndical. Encore un homme jeune, âgé de 32 ans, il n'était pas un politicien expérimenté ; en outre, de multiples responsabilités de travail le distraient.

Dans un autre cas, Chliapnikov a dénoncé le manque de discipline parmi ceux qui étaient impliqués dans la production. Il attribuait ce problème « aux tendances syndicalistes des ouvriers qui considéraient des branches entières d'industrie comme appartenant à la profession, oublieux du fait que c'est l'État qui possède les industries »¹⁷². Néanmoins il a continué de maintenir que les syndicats devaient collectivement influencer sur la politique économique, en critiquant seulement les syndicalistes qui essayaient de contrôler leur industrie sans coordonner leurs actions avec les autres syndicats et avec les agences étatiques de régulation.

Chliapnikov et d'autres dirigeants du gouvernement et des syndicats espéraient inverser le déclin économique en exigeant des ouvriers la garantie qu'ils fabriqueraient des produits¹⁷³. Les garanties de productivité avaient été conflictuelles avant la révolution et elles continuaient à l'être. La question principale était leur mise en application. Certains officiels réclamaient une discipline plus ferme et des punitions plus sévères, y compris le licenciement, afin d'encourager les ouvriers à travailler plus dur. D'autres affirmaient que c'est la faiblesse due à la faim, plutôt que le manque de discipline, qui était à

¹⁷⁰ Bunyan 1967, p. 20.

¹⁷¹ Sorenson 1969, p. 53; Browder et Kerenski 1961, vol. 2, p. 763.

¹⁷² Bunyan 1967, p. 383-4, adresse de Chliapnikov au II^e Congrès panrusse des commissaires du Travail le 19 mai 1918.

¹⁷³ GARF, f. 382, op. 1, d. 17, I. 3.

accuser pour ce qui concerne le déclin de la productivité. La solution, soutenaient-ils, résidait « dans des salaires plus élevés, dans un contrôle ouvrier et dans une persuasion morale plus forts ». Chliapnikov demandait le rétablissement du salaire à la pièce comme une mesure incitative pour que les ouvriers travaillent plus dur.

La proposition consistant à rétablir les salaires à la pièce a été très controversée. Les salaires à la pièce avaient été largement abolis après la révolution de Février et ils n'étaient pas réapparus depuis lors, même si les syndicats les avaient autorisés dans leurs accords salariaux de 1917. Le Syndicat des métallos de Petrograd était favorable aux salaires à la pièce, mais le Conseil des syndicats de Petrograd ne l'était pas. Riazanov, un membre influent de ce Conseil, considérait ces salaires à la pièce comme une pratique fondée sur l'exploitation et donc « incomptable avec le socialisme ». Des pratiques telles que les salaires à la pièce et le taylorisme étaient cependant compatibles avec les points de vue de Gastev et d'autres membres éminents du Syndicat des métallos qui composaient le groupe de *La plateforme de l'industrialisme du travail* au début de 1918. Ils imaginaient que seule la production socialiste assurerait une vie confortable aux ouvriers, mais qu'elle créerait aussi une culture du travail et favoriserait l'innovation. C'est pourquoi ils étaient ouverts à certaines méthodes capitalistes conçues pour encourager l'innovation. Dans l'accord salarial de 1917 entre le Syndicat des métallos et les propriétaires d'usine, le travail à la pièce n'était pas destiné à remplacer les salaires fixés par le tarif, mais à les compléter, en ne constituant toutefois pas plus de 25 pour cent de supplément par rapport à la paie normale¹⁷⁴. La productivité était importante pour Chliapnikov parce que c'était sur elle que reposait la survie de l'industrie et de la classe ouvrière industrielle. Sa conception du contrôle ouvrier était fortement imprégnée de l'idée d'une direction centrale au moyen d'organisations à base ouvrière ; il a tenté de justifier le rétablissement du salaire à la pièce et une garantie de productivité en soutenant que le contrôle ouvrier assurerait qu'il n'y aurait pas d'exploitation. Mais le salaire à la pièce était indiscutablement un moyen pour extraire de la plus-value des ouvriers. Il est possible que le soutien excessivement optimiste de Chliapnikov en sa faveur ait manqué de clairvoyance, mais il reposait sur le désir intense de remettre sur pied une économie ruinée.

Loin d'assumer une attitude dictatoriale à l'égard des ouvriers ou d'ignorer leur situation désespérée, Chliapnikov était préoccupé par la lutte pour aider les ouvriers industriels. Pour lui, assurer le succès de la révolution ouvrière signifiait donner la priorité absolue à la survie de la classe ouvrière industrielle et à l'industrie russe. Pour empêcher que les ouvriers abandonnent l'industrie pour d'autres professions ou métiers, il a demandé que le Sovnarkom fournisse au Narkomtrud 30 millions de roubles afin de financer des cantines, des rations et des projets de travail pour les chômeurs. Il a également demandé au Sovnarkom de fournir 500.000 roubles pour financer des syndicats, des comités d'assurance et d'autres organisations ouvrières, ainsi que pour publier des ouvrages portant sur « des questions de politique ouvrière ». Quand Lénine a fait la critique de la demande de

¹⁷⁴ Smith 1983, p. 132-3; Ch[liapnikov] 1917k, p. 3.

Chliapnikov, il a constaté que, si le Sovnarkom approuvait ces financements, il devrait les distribuer par l'intermédiaire du VSNKh, et non pas par celui du VTsSPS. Début avril, c'est Alexeï Rykov qui était devenu président du VTsSPS et progressivement il a clarifié sa structure et sa chaîne de commandement. Lénine semble lui avoir fait confiance pour mettre à exécution les politiques des dirigeants du Parti sans divergence¹⁷⁵.

Quand le Sovnarkom a rejeté les deux demandes de Chliapnikov, ce dernier a décidé de démissionner du Narkomtrud en signe de protestation. Des menaces de démission n'étaient pas rares parmi les bolcheviks, mais les membres du gouvernement ne les émettaient habituellement qu'à propos de questions relatives à une politique et non pas à propos de décisions budgétaires. En novembre 1917, Chliapnikov n'avait pas considéré le rejet d'une coalition socialiste par le CC bolchevik comme suffisamment importante pour justifier sa démission. Mais il a pensé que le refus d'accorder des fonds à des organisations ouvrières représentait une orientation éloquente de la politique gouvernementale, c'est-à-dire une orientation éloignée des intérêts de la classe ouvrière. Dans sa lettre de démission, il laissait entendre que le gouvernement n'attribuait délibérément que peu d'importance au soutien des organisations ouvrières. La décision du Sovnarkom d'accorder des aides à un syndicat provincial des bureaucrates, au cours de la même réunion lors de laquelle il refusait l'une des demandes de Chliapnikov, a dû renforcer ses soupçons¹⁷⁶. Il est également possible qu'il ait ressenti la décision du Sovnarkom comme reflétant de la méfiance personnelle à son égard, mais sa démission n'a pas été acceptée. Il est resté commissaire au Travail jusqu'en octobre 1918 bien que d'autres missions l'aient envoyé loin de Moscou pendant tout l'été.

Il est possible que les missions qui ont tenu Chliapnikov éloigné du Narkomtrud en 1918 aient intensifié ses frustrations provoquées par son incapacité à faciliter le contrôle ouvrier de l'économie. Il a passé beaucoup de temps à voyager entre Petrograd et Moscou, Vladimir et la Russie méridionale, au cours de cette année-là. En raison des avancées militaires allemandes et de la montée de la contre-révolution, les bolcheviks ont décidé de transférer la capitale de la Russie à Moscou et d'évacuer l'industrie de Petrograd. Étant donné ses capacités organisationnelles et sa familiarité avec les usines de Petrograd, Chliapnikov est devenu le président de la commission chargée de superviser l'évacuation de l'industrie hors de l'ancienne capitale. Cela signifiait le démontage et le déménagement de beaucoup d'usines qui l'avaient attiré, lui et d'autres métallos, à Petrograd des années auparavant. Ayant planifié le travail de la commission et attribué leurs responsabilités aux membres de son personnel, Chliapnikov a nommé des assistants pour surveiller les détails pratiques, mais il est resté au conseil et disponible à la consultation¹⁷⁷.

Bien que certains proches camarades et des parents soient venus de Petrograd à Moscou pour travailler avec lui, ses réseaux personnels de camarades, d'amis et de famille, ont été perturbés à cause de l'évacuation, du transfert de la capitale, des demandes qui lui ont été faites de diriger des

¹⁷⁵ RGASPI, f. 19, op. 1, d. 100, II. 4, 12, 20 avril 1918; Oppenheim 1973, p. 6–8.

¹⁷⁶ RGASPI, f. 17, op. 4, d. 180, I. 5.

¹⁷⁷ GARF, f. 3842; RGASPI, f. 5, op. 1, d. 1469, I. 1, note de Chliapnikov à Lénine, avant le 3 mai 1918.

actions militaires et d'y participer. Il est difficile de déterminer l'impact émotionnel que ces événements ont eu sur lui étant donné que les informations sur sa vie personnelle durant la révolution d'Octobre et la Guerre civile sont fragmentaires. Il est possible qu'il ait eu une liaison en 1918 avec une amie de Kollontai, Zoya Chadourskaïa, liaison à laquelle elle a mis fin parce qu'elle était mécontente de sa réticence à être moins dissimulé à son sujet. Chadourskaïa travaillait comme secrétaire à la Commission d'évacuation de l'industrie de Petrograd en 1918 et elle lui viendrait en aide en 1922, en soutien à une pétition adressée au Komintern¹⁷⁸. Les relations personnelles parmi les bolcheviks facilitaient la formation de réseaux dans le gouvernement, dans les syndicats et dans l'industrie.

Intrigues et départ du Narkomtrud

Les intrigues au sein du Narkomtrud durant l'été et l'automne de 1918 fournissent un exemple de la manière dont les conflits portant sur la politique se confondaient presque indistinctement avec des intrigues bureaucratiques et personnelles. L'adjoint de Chliapnikov au Narkomtrud était à ce moment-là Victor Noguine ; il était en vif désaccord avec la politique menée par Chliapnikov, laquelle consistait à promouvoir le rôle des syndicats dans le gouvernement. En novembre 1917, Noguine avait démissionné de son poste de commissaire au Commerce et à l'Industrie, après avoir signé la protestation de Zinoviev et de Kamenev contre l'exclusion d'autres socialistes du gouvernement bolchevik. Par la suite, Chliapnikov, qui avait lui aussi signé la protestation, mais qui n'avait pas démissionné de son poste, a remplacé Noguine à la tête du commissariat. Pour couronner le tout, Noguine est devenu commissaire au Travail pour Moscou, ce qui faisait de Chliapnikov son subordonné¹⁷⁹.

De surcroît, Noguine faisait partie des communistes de gauche (les bolcheviks se sont eux-mêmes rebaptisés Parti Communiste Russe en mars 1918), dirigés par Boukharine, qui s'opposaient au traité de Brest-Litovsk de mars 1918 avec l'Allemagne, lequel mettait fin à la participation de la Russie à la Première Guerre mondiale, tandis que Chliapnikov y était favorable. Ce traité représentait un grand sacrifice étant donné que la Russie a dû céder (jusqu'à l'armistice de novembre) un tiers de son territoire et de sa population européens. Cela signifiait également, du moins temporairement, que les communistes russes remettaient à plus tard leurs rêves de susciter la révolution parmi les soldats allemands. Le désaccord sur le traité a été la cause de la sortie des SR de gauche du gouvernement de coalition et a provoqué la démission du Sovnarkom de plusieurs communistes, y compris de Kollontai¹⁸⁰. Chliapnikov s'est souvenu plus tard que de nombreuses personnes appartenant à l'aile gauche du Parti lui ont reproché de ne pas les avoir rejoints.

¹⁷⁸ Chliapnikova 2000; GARF, f. 3842.

¹⁷⁹ GARF, f. 382, op. 1, d. 17, I. 1.

¹⁸⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 82; Rabinovitch 2007, p. 207; Clements 1997, p. 155. Pour plus de détails sur les communistes de gauche, voir Kowalski 1991.

Quand les bolcheviks ont transféré la capitale de la Russie à Moscou, le Narkomtrud a été installé dans les bureaux du commissariat au Travail de Moscou et le personnel des deux institutions a fusionné. Noguine devenait l'adjoint de Chliapnikov. Leurs personnels n'ont pas coopéré de façon harmonieuse. Durant les fréquents voyages de Chliapnikov à Petrograd pour y superviser l'évacuation, les frictions internes au Narkomtrud se sont aggravées. Il a écouté les plaintes des membres son personnel transférés de Petrograd selon lesquelles Noguine essayait de les évincer, mais il n'a pas pris le temps d'affronter son adjoint. Après avoir supervisé la part la plus importante du travail de la commission d'évacuation, il n'a pas passé plus d'un mois à travailler au Narkomtrud à Moscou avant de partir pour le Sud de la Russie. En conséquence, il a eu peu de temps pour réaffirmer son contrôle sur le Narkomtrud. Au début du mois de juin 1918, le Sovnarkom l'a envoyé en mission au Caucase du Nord afin d'y rassembler de la nourriture pour la population de la Russie centrale (voir Chapitre VI). Pendant qu'il était parti, Noguine a remplacé les personnes qu'il avait nommées¹⁸¹.

Noguine a couvert ses actions en se référant à un décret du Sovnarkom de l'été 1918 qui déclarait le népotisme illégal. En conséquence, il été demandé à toutes les institutions d'État d'écarter les parents qui travaillaient en relation de subordination directe avec d'autres membres de leur famille, ou qui travaillaient dans le même département qu'eux.

Il y avait plusieurs raisons pour lesquelles le népotisme s'était répandu durant les premiers mois du gouvernement soviétique. La plupart de ceux qui avaient pu passer des examens de service civil dans le passé n'étaient pas autorisés à occuper des postes dans le gouvernement révolutionnaire en raison de leurs origines sociales. Les bolcheviks étaient pressés de doter leurs institutions de personnel et ils choisissaient ceux dont ils pensaient pouvoir leur faire confiance et ceux qu'ils connaissaient le mieux, lesquels étaient parfois des parents. De plus, l'on s'attendait à ce que les personnes qui occupaient des positions de pouvoir prennent leurs parents et amis avec eux afin de pourvoir à leurs besoins. Mais dans certains cas, ces principes étaient suivis de manière extrême et des départements entiers étaient composés de parents qui finissaient par servir leurs propres intérêts plutôt que ceux de l'institution dans laquelle ils travaillaient.

Parmi ces personnes que Chliapnikov a engagées pour travailler au Narkomtrud, il y avait sa nièce, Tioutoureva, qui faisait fonction de chef comptable, et son beau-frère, Iossif Kovalenko, qui supervisait la protection du Palais de Marbre. Construit à l'origine par l'amant de Catherine la Grande, Grigori Orlov, et centre culturel important à la veille de la révolution, ce palais avait hébergé le ministère du Travail sous le Gouvernement provisoire. Chliapnikov faisait confiance à ses parents qui l'avaient aidé lorsqu'il travaillait dans la clandestinité révolutionnaire au cours de la Première Guerre mondiale. Il n'y a aucune preuve qu'ils aient abusé de leur position. Noguine avait lui aussi un parent au Narkomtrud ; son beau-frère, Viktor Radus-Zenkovitch, était quant à lui un chef de département. Le 2 août, le conseil du Narkomtrud renvoyait les parents de Chliapnikov sans indemnités de licenciement, mais il a utilisé une lacune dans le décret du Sovnarkom pour

¹⁸¹ GARF, f. 130, op. 2, d. 1, ch. 3, I. 233; ch. 4, I. 317; d. 2 (ch. 1), I. 142; f. 382, op. 1, d. 19, I. 114; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 173-4.

désigner Radus-Zenkovitch comme un membre « essentiel » du personnel pour le garder¹⁸².

Quand Chliapnikov est revenu à Moscou à la fin du mois d'août 1918, il a été interloqué par le remplacement des personnes qu'il avait nommées et il les a immédiatement rétablies dans leurs positions. Lorsque le conseil du Narkomtrud a émis des objections, Chliapnikov a soutenu que, en tant que commissaire, il avait le droit d'annuler des décisions du conseil et de son adjoint (Noguine). Sa consternation s'est amplifiée quand il s'est rendu compte que, en son absence, Noguine avait remplacé la totalité du conseil du Narkomtrud. Le licenciement des parents de Chliapnikov faisait partie d'une campagne plus large de Noguine destinée à remplacer les personnes nommées par Chliapnikov (toutes provenant de Petrograd) par des Moscovites qui lui étaient loyaux. Chliapnikov pensait que les changements de personnel servaient les buts de Noguine de faire prendre ses distances au Narkomtrud par rapport aux syndicats. Les partisans de Noguine niaient que le conflit se déroule entre les Moscovites et ceux de Petrograd, et ils soulevaient la question de savoir si le conseil pouvait travailler normalement avec Chliapnikov qui annulait ses décisions. Ils ont demandé au CC d'écarter Chliapnikov et ses parents du Narkomtrud. En outre, ils ont demandé à la fois au VTsIK et au VTsSPS de donner leur opinion sur la légalité des actions de Chliapnikov et de celles du conseil. Peut-être est-il important de noter que beaucoup des personnes nommées par Noguine avaient des noms de famille juifs, tandis que ceux des personnes nommées par Chliapnikov semblent avoir été russes. Selon Mawdsley, les juifs instruits, qui avaient été exclus de la bureaucratie tsariste, fournissaient « un vivier important de talents » au nouveau régime soviétique (malgré tout, il semble qu'une majorité de fonctionnaires soviétiques ait servi dans l'ancienne bureaucratie)¹⁸³. Bien que les documents ne fassent pas référence à des antagonismes ethniques dans ce cas, il est possible que la perception de cette préférence ait exacerbé des hostilités personnelles.

Le VTsSPS a refusé de rendre un verdict de culpabilité dans ce conflit, estimant que ce conflit était « un désaccord pratique mineur » qui ne devrait pas permettre d'empêcher un travail important sur le tarif. Mikhaïl Tomski, l'un des représentants du VTsSPS au Narkomtrud a soutenu que la constitution stipulait que le conseil ne pouvait pas annuler le décret du commissaire. Laissant entendre que le Narkomtrud n'avait pas montré les pires exemples de népotisme, Schmidt, lui aussi du VTsSPS, remarquait que le décret relatif au népotisme « a été conçu à cause de carriéristes et nous avons à l'esprit le VSNKh où toute une famille travaillait dans un seul département ». Tomski a souligné que la préoccupation principale du commissaire ne devrait pas être la confiance de son personnel, mais celle des masses laborieuses. Depuis que le I^{er} Congrès des commissaires au Travail avait élu à l'unanimité Chliapnikov comme président, disait-il, Chliapnikov avait clairement le soutien des masses, tandis que l'opinion des masses à

¹⁸² GARF, f. 382, op. 1, d. 19, II. 89–91.

¹⁸³ GARF, f. 382, op. 1, d. 19, II. 64–6; RGASPI, f. 17, op. 4, d. 128, I. 12; Mawdsley 1987, p. 78–9. Des accusations de népotisme contre de Chliapnikov sont remonté à la surface six ans plus tard (Gindlin 1924); il a réfuté ces accusations dans une lettre adressée au présidium du CCC (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 173, 24 octobre 1924).

l'égard de Noguine n'avait pas été mesurée¹⁸⁴. C'est ainsi que les dirigeants du VTsSPS ont confirmé leur confiance en Chliapnikov.

En fin de compte, le CC a décidé d'écarter à la fois Chliapnikov et Noguine du commissariat, ce qui est devenu une pratique bolchevique typique dans des situations impliquant un conflit personnel. En même temps qu'il réprimandait le conseil pour avoir exagéré l'importance du conflit, le CC exhortait le Narkomtrud à coopérer étroitement avec le VTsSPS, tout en reconnaissant que des divergences (à propos de la responsabilité principale concernant le tarif) étaient apparues entre les deux organes au cours du conflit. Cela illustre la difficulté qu'il y avait à séparer les querelles personnelles des conflits institutionnels et politiques. Lorsque le conseil du Narkomtrud s'est à nouveau réuni, les représentants des syndicats et les membres du conseil du Narkomtrud ont encore démontré leur incapacité à se mettre d'accord. Le malaise dans les relations entre le Narkomtrud et les syndicats persistait après le départ de Chliapnikov et de Noguine. Raduzhenkovitch, ne faisant pas mystère de son désir de subordonner les activités des syndicats au Narkomtrud, a essayé de remplir le conseil avec du personnel des départements du Narkomtrud. Les syndicalistes se sont opposés de façon véhémente à cette décision qui menaçait à leur supériorité numérique¹⁸⁵. Bien que les tensions relatives aux rôles du gouvernement et des syndicats aient persisté, Chliapnikov a dû se retirer du débat pendant un moment.

En résumé, il y avait au moins trois opinions au sein du Narkomtrud pour ce qui concerne les relations des syndicats avec le commissariat. Noguine était partisan de subordonner les syndicats au commissariat. Schmidt et Tomski désiraient préserver le pouvoir de décision des syndicats et transformer le Narkomtrud en organe exécutif. Chliapnikov espérait que les syndicats combindraient leur travail avec celui du Narkomtrud de telle manière que les syndicalistes imposeraient leur loi à l'organe gouvernemental. Durant le débat relatif aux syndicats qui aura lieu deux années plus tard, Noguine défendrait l'autorité des organes de l'État et la relégation des syndicats à un rôle subordonné. Au cours d'un débat, Tomski rappellerait que Lénine l'avait (Noguine) réprimandé en 1918 pour avoir été favorable à la destruction des syndicats¹⁸⁶. C'est ainsi que le conflit personnel entre Chliapnikov et Noguine se confondait avec un conflit institutionnel entre le VTsSPS et le Narkomtrud ; ce qui traversait les deux conflits, c'étaient des désaccords politiques fondamentaux à propos du rôle de l'État à parti unique et de celui des syndicats en ce qui concerne la direction de l'économie.

¹⁸⁴ GARF, f. 382, op. 1, d. 19, II. 56–60. En 1918, Tomski était membre du présidium du VTsSPS; en octobre, il en est devenu le président (Gorelov 1989 : p. 3, 32).

¹⁸⁵ GARF, f. 382, op. 1, d. 19, II. 50–3, 5 septembre 5 1918. RGASPI, f. 17, op. 4, d. 128, II. 3 (13 décembre 1918), 14; Anikeev 1974, p. 426. Chliapnikov a continué à présider les réunions du conseil jusqu'au 1^o octobre (GARF, f. 382, op. 1, d. 19, I. 34). Le 8 octobre, Noguine a annoncé qu'il quittait le Narkomtrud pour travailler au VSNKh. Schmidt est devenu commissaire au Travail et il a commencé à présider les réunions du conseil le 12 octobre (GARF, f. 130, op. 2, d. 2, ch. 1, I. 268; f. 382, op. 1, d. 19, I. 31).

¹⁸⁶ GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, I. 60, VTsSPS fraction d'un rapport sténographique, 20 décembre 1920.

Conclusion

Peu de temps après que Chliapnikov avait donné son aval à la déclaration de Zinoviev et de Kamenev prônant un gouvernement de coalition socialiste, Lénine l'a convaincu d'accepter un gouvernement bolchevik-SR de gauche. Absorbé dans ses occupations de commissaire au Travail, il est devenu un membre fiable de la majorité dans la direction du Parti, appuyant Lénine dans la question du pouvoir politique. Mais les exigences du pouvoir creusaient parfois un fossé entre lui et Lénine à propos des questions économiques. Son travail syndical en 1917 a renforcé son engagement vis-à-vis des syndicats qu'il considérait comme un canal par lequel les ouvriers acquerraient la capacité de gouverner, ce qui a fortement influencé les politiques qu'il a adoptées en tant que commissaire au Travail. Sa réputation d'ouvrier efficace, pratique et infatigable, c'est-à-dire de quelqu'un qui pourrait faire avancer les choses, a eu pour résultat sa nomination pour diverses missions urgentes au cours de l'année 1918, et beaucoup d'entre elles l'ont distrait de ses objectifs et ont compromis son travail au Narkomtrud.

CHAPITRE 5

La défense du pouvoir soviétique et des syndicats pendant la guerre civile

Durant la Guerre civile, des millions de personnes sont mortes du fait de la violence, de la maladie et de la famine. Non seulement le combat a été brutal, mais les deux camps ont perpétré des atrocités sur la population civile. Les hostilités armées et organisées ont commencé en mai 1918 quand la Légion tchèque, essayant de quitter la Russie par l'Extrême-Orient dans le but de rejoindre les forces luttant contre l'Allemagne sur le front de l'Ouest, a lancé un soulèvement en s'emparant du Transsibérien. Durant l'été, d'anciens officiers tsaristes ont formé des armées contre-révolutionnaires (blanches) dans la périphérie de l'Empire russe et des SR de droite ont créé des gouvernements en Sibérie. Les gouvernements alliés ont fait pénétrer des troupes dans les ports russes et expédié des aides aux armées blanches, espérant en cela que l'effondrement bolchevik ramènerait la Russie dans la guerre contre l'Allemagne. En organisant une Armée "rouge", les communistes ont été confrontés au dilemme de tenter de créer un nouveau type de force militaire révolutionnaire tout en dépendant d'anciens officiers tsaristes pour leur expertise, étant donné que les bolcheviks avaient peu d'expérience en tant que chefs militaires. Improvisant des politiques pour faire face à un tourbillon de crises, ils ont été contraints d'utiliser les structures et le personnel tsaristes dont ils héritaient¹.

Imprégnée de militarisme durant la Guerre civile, c'est la variante coercitive et centralisatrice du bolchevisme qui a pris l'ascendant. Appelées seulement plus tard "communisme de guerre", les politiques économiques bolcheviques des années 1918-21 ont souvent été changeantes et fondées sur la contingence, mais elles entraînaient habituellement les réquisitions de nourriture, le rationnement, le travail forcé et le contrôle étatique de l'économie et des transports. Une direction efficace devenait synonyme d'une direction qui était « ferme » [*tverdyl*], et pourtant ce résultat n'était pas préétabli. Les bolcheviks avaient pu choisir parmi des voies divergentes en posant les fondations de leur système de gouvernement. Les communistes russes estimaient qu'ils combattaient pour la survie de leur régime et celle du rêve socialiste, dont ils croyaient que le déploiement et l'expansion reposaient sur leur succès. Préférant la négociation et la persuasion, Chliapnikov autorisait la force de manière sélective pour atteindre les objectifs bolcheviks, mais il n'était pas disposé à exercer une violence indiscriminée. Quand des ouvriers ont été massacrés à Astrakhan, c'est un Chliapnikov inquiet qui a exigé des enquêtes. Ses expériences sur le front ont accru sa frustration

¹ Rabinovitch 2007a examiné comment les circonstances objectives ont façonné la prise de décision bolchevique, tandis que Raleigh 2002 a montré comment la Guerre civile a été l'étape qui a fait que c'est le stalinisme qui a prévalu sur les autres alternatives bolcheviques. Pour une étude sur les opérations militaires de la Guerre civile, voir Mawdsley 1987, qui affirme que la Guerre civile russe a commencé avec l'usurpation bolchevique du pouvoir en octobre 1917.

relative aux politiques étatiques soviétiques vis-à-vis des travailleurs et elles ont déterminé fortement sa conception du rôle des syndicats vis-à-vis du Parti communiste. Quand il est revenu du front en 1918, il a soutenu que les syndicats étaient les organisateurs naturels de l'économie. Beaucoup d'autres bolcheviks, en particulier ceux qui travaillaient dans les syndicats, avaient des idées similaires ; l'Opposition ouvrière est née de leurs critiques.

« Pour le pain et le pétrole »

Très désireux de nourrir les citoyens affamés du Nord et d'éviter ainsi des soulèvements potentiels dans les villes, les communistes ordonnaient à du personnel loyal d'obtenir de la nourriture des zones agricoles fertiles dans le Sud ; Staline et Chliapnikov ont été affecté à la plaque tournante du transport de Tsaritsyne (renommée Stalingrad en 1925 et Volgograd en 1961) sur la Volga. Tandis que Staline restait à Tsaritsyne, il a accepté que Chliapnikov s'aventure dans la région dangereuse du Nord-Caucase. La mission originelle de Chliapnikov évoluait naturellement en différentes tâches militaires étant donné que les obstacles au transport de nourriture et de carburant ne comprenaient pas seulement le contrôle des chemins de fer en Ukraine méridionale par le général blanc Anton Denikine, mais aussi les violents conflits entre les Cosaques et les montagnards à propos de la redistribution des terres dans le Nord-Caucase. Sa mission la plus périlleuse a consisté à procurer du ravitaillement à la XI^e Armée, en renforçant la discipline et en exécutant l'ordre du Sovnarkom de détruire la flotte de la mer Noire². Des batailles intenses étaient livrées dans ce territoire au moment où lui et son personnel y voyageaient. Les Cosaques affrontaient les forces soviétiques ; les Tchéchènes et les Ingouches, des peuples montagnards, attaquaient les Cosaques. Tandis que Bakou changeait de mains entre les Britanniques et les Turcs, des batailles faisaient rage autour de Grozny et de Vladikavkaz. Étant donné que les forces soviétiques loyales étaient peu nombreuses, l'isolement engendrait souvent le désespoir et l'arbitraire.

Les historiens et les mémorialistes de l'ère stalinienne se trouvaient soumis à une pression exceptionnelle pour rehausser le rôle de Staline et pour omettre ou bien dénigrer ceux comme Chliapnikov qui sont devenus ses opposants, mais Chliapnikov a défendu son travail de réquisition de nourriture de juillet-août 1918 dans un manuscrit intitulé : *Pour le pain et le pétrole*. À rebours de la mode au début des années 1930, au moment où il l'a écrit, son manuscrit ne calomniait pas Trotski, mais il critiquait seulement certaines de ses décisions en tant que chef de l'Armée rouge. Bien qu'il ait condamné les points de vue des SR de gauche, il a incorporé à son manuscrit des textes entiers de documents qui émanaient d'eux, et de ce fait il violait les règles de l'époque puisqu'il reproduisait leurs opinions sous une forme non faussée. Bien que ses ouvrages publiés aient déjà été attaqués pour manque de conformité aux injonctions staliniennes d'écriture de l'histoire, il a persisté en combattant les mythes qui se développaient à propos de la Guerre civile. Insistant sur le fait que les affrontements et les hostilités ouverts étaient

² Naumov 1991, p. 20-1; Lénine 1958-65, vol. 50, p. 82; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 6287, d. 7584; f. 5, op. 1, d. 1470 et Svechnikov 1926, Appendice.

nuisibles à la cause, il a écrit qu'il préférerait les négociations en coulisses³. En réalité, les moyens pacifiques échouaient souvent étant donné l'importance des enjeux impliqués.

Les brigades de réquisition de nourriture, qui étaient habituellement composées d'ouvriers et de soldats provenant de la ville, étaient tristement célèbres pour leur tactique violente et coercitive. Chliapnikov recrutait des ouvriers de l'industrie et des membres des syndicats pour ses brigades de réquisition. Estimant qu'il s'appuyait trop sur les ouvriers, Lénine lui a enjoint de recruter parmi des secteurs plus larges de la population, mais il semble qu'il ait ignoré cette instruction⁴. D'après un membre de ces brigades Chliapnikov employait, si c'était possible, des mesures non-violentes pour s'assurer de la coopération, et il ne recourait à la force qu'en dernier ressort. À Tsaritsyne, il a persuadé les cheminots d'accélérer l'expédition de wagons chargés de céréales vers le centre (ce qui a été effectif pendant qu'il était présent). En outre, plus tard, il a démis de son poste un chef de dépôt récalcitrant (plutôt que de l'abattre). D'après certaines informations, il aurait « tiré » sur des habitants de Mineralnye Vody qui craignaient que l'Armée rouge « ne confisque leur pain, leur argent et leurs chevaux ». Chliapnikov a tenté de négocier avec les Cosaques rebelles, mais lorsque les discussions ont échoué, il a été d'accord avec le commandant militaire soviétique local (Alexander Egorov) sur le fait que la force était nécessaire afin de « dégager la voie pour transporter les céréales »⁵. Selon un récit historique, ce sont les Cosaques qui ont tiré les premiers après que Chliapnikov leur avait donné 12 heures « pour poser les armes et se disperser »⁶.

Comme beaucoup d'autres, les brigades de Chliapnikov emportaient des articles manufacturés avec elles pour les échanger contre de la nourriture. Quand les brigades avaient épuisé ces articles de troc, elles avaient souvent recours au vol et à la violence, mais certains commandants considéraient ces actions comme étant indisciplinées et contre-productives. Chliapnikov faisait partie de ceux qui envoyaient de nombreux télégrammes à Moscou pour demander de l'argent liquide en coupures de petite valeur et des biens manufacturés (articles de ménage, vêtements) pour les échanger contre du bétail. Il prévoyait de créer des usines de préparation industrielle des aliments pour expédier de la nourriture dans le Nord et aider l'industrie à se développer dans le Sud. Il réclamait en même temps des journaux et des ouvrages de littérature prosoviétique à des fins de distribution, en espérant les utiliser pour persuader les habitants locaux de coopérer. Optimiste quant au fait que faire montre d'inquiétude pour les besoins de la population locale emporterait son adhésion, il demandait des médicaments afin de combattre les épidémies parmi les habitants et le bétail locaux⁷. Mais le peu que le centre pouvait fournir était ralenti parce que des forces hostiles bloquaient les lignes de

³ Chliapnikov 2002 et 2003.

⁴ Figes 1989; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 7584, I. 1, lettre manuscrite de Chliapnikov à Lénine et note manuscrite de Lénine (photocopie).

⁵ Rossiiskii gosudarstvennyi voennyi arkhiv (RGVA), f. 1, op. 1, d. 265, II. 79–82, N.I. Nazarov, *Rapport sur la brigade des produits d'A.G. Chliapnikov*, 16 août 1918. Nazarov a écrit que la brigade a quitté Moscou le 8 juillet 1918. C'est Mauricio Borrero qui m'a procuré une photocopie du rapport.

⁶ Svechnikov 1926, p. 37.

⁷ RGASPI, f. 5, op. 1, d. 1470, II. 2–7, copies de télégrammes de Chliapnikov à Lénine et à d'autres.

chemin de fer. La coupure des communications et son retour retardé ont conduit beaucoup de gens à Moscou à conclure qu'il avait été tué.

Les souffrances des civils ont bien fait comprendre à Chliapnikov le besoin d'insuffler de la discipline. Signalant au Sovnarkom que, quand les forces soviétiques (les ouvriers de Grozny) vainquaient et désarmaient les Cosaques, leurs alliés tchéthènes brûlaient les villages cosaques et massacraient leurs habitants, son ton exprimait une forte désapprobation. Pour contourner les dangers, il a improvisé de façon créative, comme par exemple envoyer des estafettes porter des messages quand les communications étaient coupées. Mais il n'y avait guère d'espoir de victoire sans ravitaillement. En raison du manque de munitions, les forces soviétiques, assiégées par les Cosaques à Kizliar, ont à peine tenu le coup. Inquiet du fait que les Anglais armaient les Cosaques, Chliapnikov implorait le Sovnarkom de tourner son attention vers ce front. Il soutenait qu'avec du matériel et des hommes en quantité suffisante, avec de la coordination et de la discipline, le transport par chemin de fer à travers la Tchétchénie pouvait être rétabli et que l'oléoduc pouvait recommencer à fonctionner pour alimenter le Nord en carburant⁸.

Avec le consentement de Staline, Chliapnikov s'est rendu à Ekaterinodar (Krasnodar) afin d'y convaincre les bolcheviks locaux d'être coopératifs avec la décision des dirigeants centraux du Parti de détruire la flotte de la mer Noire à Novorossisk plutôt que de la laisser tomber aux mains de l'ennemi. En raison des erreurs commises par l'émissaire précédent, Nikolaï Glebov-Avilov (ancien commissaire à la Poste et au Télégraphe), des malentendus avaient créé une opposition à cette décision. Accusant Glebov-Avilov de manquer « de sang-froid, de bon sens et de tact », Chliapnikov prétendait qu'avec de patientes explications il convaincrerait les dirigeants soviétiques locaux et les délégués de la flotte de la logique qui sous-tendait cette décision et de l'urgence de la mettre à exécution. Il a laissé sa mise à exécution entre les mains de Fiodor, un révolutionnaire de Cronstadt et un commandant de la Flotte rouge⁹. Confirmant la version de Chliapnikov dans un rapport au centre, Raskolnikov condamnait durement Glebov-Avilov comme méritant une « sévère punition militaire » pour avoir abandonné son poste¹⁰. S'échappant peu avant qu'Ekaterinodar ne soit prise par les Blancs, Chliapnikov n'a pas pu livrer à la Russie centrale le million de pouds de céréales qu'il avait collecté¹¹.

Immédiatement après son retour à Moscou à la fin du mois d'août, Chliapnikov a lancé un appel à l'aide en faveur du Nord-Caucase. Il demandait cinq mille hommes de troupe et des équipements afin de relancer le chemin de fer et l'oléoduc à travers la Tchétchénie. Une commission comprenant des

⁸ GARF, f. 130, op. 2, d. 170, II. 29–32, rapport de Chliapnikov au Sovnarkom, 20 septembre 1918.

⁹ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 6287, I. 1, télégramme du Sovnarkom à «Staline ou Chliapnikov», 13 juin 1918; f. 5, op. 1, d. 1470, I. 1, lettre non datée de Chliapnikov à Lénine. Des historiens soviétiques ont diffamé ultérieurement Chliapnikov pour son opposition à la destruction de la flotte (Kozlov 1985, p. 172, par exemple).

¹⁰ «Déclaration de F. Raskolnikov au CC du RKP(b)», RGVA, f. 33987, op. 1, d. 572, II. 1–3 (copie), Dmitry Volkogonov Papers, Library of Congress, Washington, DC. Le rapport de 1918 de Raskolnikov diffère de celui qu'il a publié dans ses mémoires, dans lequel il se conforme à la ligne stalinienne en affirmant que Chliapnikov était contre la destruction de la flotte. Après avoir défié ouvertement Staline en 1939, Raskolnikov est mort dans un mystérieux accident en France.

¹¹ Naumov 1991, p. 21. Un poud [pud] est égal à 16,38 kilogrammes. L'URSS a aboli cette mesure en 1924.

représentants du commissariat à la Production, du commissariat à l'Armée et du VSNKh, a approuvé ses propositions, mais le commissariat à l'Armée n'a accordé que mille cent hommes de troupe. Ni le commissariat à la Production, ni le VSNKh, n'ont proposé de développer la région comme une source de matières premières et de production. Amèrement déçu, Chliapnikov a estimé que leur manque de soutien était « un crime devant la classe ouvrière »¹². De plus en plus, des dirigeants du Parti et des chefs militaires employaient un langage incendiaire contre ceux qui étaient incapables ou non disposés à répondre à leurs demandes. Inquiétés par les crises qui touchaient leurs propres domaines, les chefs locaux ne pouvaient pas percevoir, comme le centre le faisait, les dangers qui pressaient de toutes parts. Des décisions difficiles qui donnaient la priorité à un front signifiaient probablement des défaillances sur un autre.

En raison pour partie de son expérience dans le Sud et de son plaidoyer en sa faveur, Chliapnikov a été nommé à la fin du mois d'octobre membre du Conseil militaire révolutionnaire [*Revvoensovet* ou RVS] sur le front méridional qui était présidé par Staline à Tsaritsyne. Étant donné leurs histoires de Parti et leurs personnalités divergentes, il semble probable que les deux hommes se sont rendus compte qu'ils auraient des relations de travail incompatibles. C'est peut-être pour cette raison, outre les véritables nécessités stratégiques, que Chliapnikov a rapidement proposé d'organiser une section caspienne-caucasienne basée à Astrakhan, une ville portuaire méridionale située sur la Volga près de la mer Caspienne. Lorsque la section caspienne-caucasienne est devenue un front indépendant le 8 décembre 1918, Chliapnikov a été nommé président de son RVS¹³. De novembre 1918 à février 1919, il a supervisé la XIe et la XIIe Armée. Le chef militaire du front caspien-caucasien était Mikhaïl Svechnikov, un ancien officier tsariste qui avait des sympathies pour le pouvoir soviétique. Lui et Chliapnikov ont rapidement trouvé un terrain d'entente et ils sont demeurés de très bons amis jusqu'à ce qu'ils périssent tous les deux lors de la terreur stalinienne.

L'obstacle principal auquel Chliapnikov a dû faire face en ce qui concerne son travail de président du RVS caspien-caucasien a été le manque de soutien matériel des autorités politiques et militaires centrales, ce dont se plaignaient les dirigeants sur tous les fronts. Dans les télégrammes qu'il adressait au Sovnarkom ainsi qu'aux commissariats de l'Armée et de la Production, il implorait les autorités centrales de lui envoyer des troupes, des uniformes et des munitions¹⁴. Le centre n'avait pas suffisamment de ressources pour envoyer tout ce qui était réclamé et beaucoup d'entre elles semblent avoir été détournées en chemin en raison de la corruption et de besoins urgents. Avec la survie de la révolution apparemment en jeu, de nombreux acteurs cherchaient des coupables dans les groupes sociaux considérés comme hostiles à la révolution, ou faisaient de leurs camarades commandants des boucs émissaires.

¹² Svechnikov 1926, Appendice, lettre à Svechnikov de Chliapnikov, Moscou, 22 juin 1925; GARF, f. 130, op. 2, d. 170, II. 29–31. Nazarov avait informé que quinze mille hommes de troupe étaient nécessaires (RGVA, f. 1, op. 1, d. 265, I. 82).

¹³ Naumov 1991, p. 21–2.

¹⁴ RGASPI, f. 5, op. 1, d. 2436, I. 3, télégramme de Chliapnikov à Lénine, 11 novembre 1918.

Les querelles entre dirigeants politiques et militaires devenaient fréquentes sur tous les fronts. Après la nomination d'Ievguenia Bosch comme chef du département politique du RVS sur le front caspien-caucasien, des conflits ont débuté entre, d'une part, Chliapnikov et les commandants militaires du RVS et, d'autre part, les leaders locaux d'extrême gauche du Parti dirigés par Bosch. Ignorant les ordres provenant des dirigeants du RVS, Bosch s'est alliée avec le comité du Parti de la gubernia d'Astrakhan en soutenant la supériorité de l'autorité de l'organisation locale du Parti sur les chefs de l'Armée rouge¹⁵. Confiante en ses capacités, en raison de son expérience antérieure de commandement, elle a tenté de nommer des commissaires à des unités militaires sans la permission du RVS et en contradiction avec les décisions de ce dernier. Se plaignant auprès du président du VTsIK, Iakov Sverdlov, que les actions de Bosch étaient insubordonnées et néfastes, Chliapnikov a averti qu'il lui ferait un procès devant un tribunal du Parti si elle n'était pas rappelée. Confirmant la subordination du département politique au RVS, Sverdlov a demandé que les deux parties se mettent d'accord pacifiquement. Bosch s'est montrée intransigeante, et elle a refusé de subordonner le travail du Parti à la direction d'une « organisation hors-parti » (le RVS). En outre, elle a encouragé les officiels du Parti d'Astrakhan à ignorer l'ordre que Sverdlov avait donné, à savoir qu'elle retourne à Moscou¹⁶.

Après que Chliapnikov s'est rendu à Moscou au début de janvier pour parler avec Sverdlov, le président du VTsIK a forcé Bosch à démissionner, mais elle ne l'a pas fait sans bruit. Tandis que Chliapnikov se trouvait encore à Moscou, elle a convaincu les officiels du Parti d'Astrakhan d'ordonner l'arrestation de ses alliés locaux de la Tcheka en raison « d'actions contre-révolutionnaires ». De surcroît, une dénonciation anonyme envoyée à Moscou réclamait sa démission pour « avoir trahi tous les communistes en les remettant entre les mains de spécialistes militaires peu fiables »¹⁷. Des historiens occidentaux ont accepté les assertions des historiens soviétiques selon lesquelles ce sont à la fois Chliapnikov et Bosch qui se sont déshonorés dans cette affaire, mais Chliapnikov a quitté le front un mois plus tard qu'elle – et pour une raison différente. Il est sorti de ce conflit convaincu que les organes régionaux du Parti élargissaient trop souvent leurs pouvoirs au détriment du travail pratique (dans ce cas, l'effort militaire).

Ceci explique pourquoi il n'a pas rejoint "l'Opposition militaire", laquelle était formée de bolcheviks opposés au rôle des officiers tsaristes dans l'Armée rouge. Trotski a promu l'emploi d'officiers tsaristes dans l'Armée rouge et il a introduit d'autres mesures dans l'intention de renforcer la discipline et une chaîne de commandement centralisée, tandis que beaucoup d'autres dirigeants du Parti craignaient que cela compromette la révolution. Lénine s'est rangé finalement au côté de Trotski dont la position s'est imposée lors du VIII^e Congrès du Parti en mars 1918¹⁸. De nombreux historiens n'ont pas

¹⁵ Les *gubernias* étaient des subdivisions territoriales de l'Empire russe que les Soviétiques ont remplacé par les oblasts en 1929. Une unité territoriale plus petite était l'*u"ezd* (divisée en *volosts*); l'*u"ezd* a été remplacée par le *raion* ou l'*okrug*.

¹⁶ Naumov 1991, p. 24; Sverdlov 1976, p. 107–10 (RGASPI, f. 86, op. 1, d. 52, II. 6, 18, télégrammes, décembre 1918–janvier 1919). Sur Bosch, voir Clements 1979, p. 184–8.

¹⁷ Anikeev et autres 1971, p. 15–16; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 8190, 7 janvier 1919, télégramme envoyé à Chliapnikov à Moscou par Grasin, un officiel de la Tcheka d'Astrakhan; RGASPI, f. 17, op. 66, d. 42, i. 62.

¹⁸ Mawdsley 1987, p. 178–9.

compris pourquoi Chliapnikov se serait aligné sur d'anciens officiers militaires tsaristes (ou même qu'il l'ait fait) étant donné qu'il dénonçait le rôle des "spécialistes" dans l'industrie, mais, de son point de vue, les deux situations étaient différentes. Il appréciait l'expertise des spécialistes à la fois dans les campagnes militaires et dans les entreprises industrielles, mais les ouvriers avaient une connaissance directe de la production, ce que beaucoup de politiciens de parti n'avaient pas de la tactique et de la stratégie militaires. En temps de guerre, la dépendance vis-à-vis des spécialistes militaires était essentielle pour la victoire. Mais dans l'industrie, une dépendance excessive vis-à-vis des spécialistes menaçait de bloquer l'initiative des ouvriers en vue de la transformation de la production.

Les conflits de Chliapnikov avec Sergueï Kirov (plus tard secrétaire du Parti de Leningrad) et avec Grigori "Sergo" Ordjonikidze (plus tard commissaire à l'Industrie lourde) n'ont fait qu'accroître le nombre de ses ennemis personnels sur le front méridional. Par tempérament, personnalité et expérience, Chliapnikov différait de Kirov et d'Ordjonikidze qui faisaient partie du cercle de buveurs bagarreurs de Staline. L'abandon de l'activité clandestine par Kirov en 1909, son travail légal comme journaliste durant la Première Guerre mondiale et son soutien du Gouvernement provisoire en 1917, le distinguaient de Chliapnikov. Au début, eux trois conjointement ont cherché à envoyer plus de ressources vers le Nord-Caucase. Le premier conflit a eu lieu à la mi-janvier quand Kirov, revenant de Moscou au Nord-Caucase avec du ravitaillement et 50 millions de roubles en liquide, a désobéi à un ordre du RVS capsien-caucasien de ne pas traverser la Volga en camion car la glace était déjà en train de fondre. Lorsque le camion, avec tout l'argent, a coulé dans la rivière, Chliapnikov a arrêté un Kirov exaspéré pour cause « de détournement de fonds gouvernementaux »¹⁹. Le fait qu'il ait voulu mettre Kirov en détention en attendant le procès traduit sa profonde préoccupation à l'égard du manque de discipline de Kirov et du fait qu'il se moquait des ordres militaires.

Quand la tragédie a frappé la XIe Armée en janvier 1919, son commandant, Ordjonikidze, de concert avec Kirov, en a accusé Chliapnikov. Atteints de typhus et contraints de battre en retraite à travers la steppe en hiver, la plupart des soldats de cette armée sont morts en chemin vers Astrakhan. Trotski a rendu les autorités militaires du Nord-Caucase et les commandants locaux responsables, tandis que Chliapnikov et Svechnikov ont rejeté les torts sur les autorités politiques et militaires centrales à cause de leur manque de soutien. Chliapnikov a rappelé à Trotski les nombreuses demandes que lui et les autres commandants locaux ont faites pour obtenir du ravitaillement et des renforts, lesquels ou bien ont été refusés, ou bien sont arrivés trop tard. Svechnikov a continué à défendre Chliapnikov dans ses mémoires de 1926 : « à ce moment-là, le camarade Chliapnikov a remis son poste de président du RVS à Mekhonochine, la flotte était quasiment prête à

¹⁹ Knight 1999, p. 42-4, 60, 68, 73-4; Khlevniouk 1995; TsA FSB, R27744, vol. 1, d. 3257, I. 79, 15 janvier 1935. Les sources de Knight suggèrent que Kirov n'était pas conscient du fait que la glace du fleuve fondait et qu'il a envoyé des plongeurs pour récupérer l'argent, tandis que Chliapnikov a soutenu que Kirov avait violé l'interdiction de traverser le fleuve et que c'est le RVS qui a fait appel à des plongeurs. Efimov 2009 dissipe des mythes qui entourent le travail de Kirov pendant la Guerre civile.

opérer ... et les unités de la XII^e Armée étaient constituées dans une mesure importante à Astrakhan »²⁰.

En février 1919, Chliapnikov quittait son poste et retournait à Moscou. Il a demandé à être relevé de ses missions parce qu'il avait contracté (ainsi qu'il l'a dit ultérieurement) le syndrome de Ménière, une maladie de l'oreille interne qui provoque des vertiges, de sévères maux de tête et des périodes de perte de l'audition (il souffrira épisodiquement de cette maladie pendant le reste de sa vie). Étant donné que son départ du front a eu lieu si peu de temps après l'effondrement de la XI^e Armée, certains ont prétendu qu'il était en disgrâce. En réalité, c'est Ordjonikidze (commissaire extraordinaire de la Russie méridionale depuis le printemps 1918) qui a accusé l'état-major du RVS caspien-caucasien de détourner, de retarder et même de voler, le ravitaillement destiné à la XI^e Armée. Chliapnikov a offert de se soumettre à un tribunal militaire, mais toutes les charges ont été retirées après enquête. Néanmoins, des biographes soviétiques d'Ordjonikidze et de Kirov ont continué à affirmer que Chliapnikov avait été écarté pour incompétence ou même pour des actes "de trahison"²¹. Des historiens postsoviétiques ont trouvé que Staline a détourné et stocké beaucoup de ravitaillement à Tsaritsyne²². Le manque généralisé de troupes et de ravitaillement signifiait que le centre n'avait probablement pas pu mobiliser davantage que ce qu'il avait déjà alloué à ce front en 1918-19. Néanmoins, s'ajoutant à sa pauvre santé, les accusations ont été un lourd fardeau pour Chliapnikov²³.

Un massacre des ouvriers d'Astrakhan

À son retour à Moscou, Chliapnikov a été mieux informé à propos de la répression communiste des ouvriers dans toute la région industrielle centrale de la Russie. Mécontents du virage répressif des bolcheviks, les ouvriers de Tula, Sormovo, Iaroslav et d'autres villes, ont réclamé le droit de grève, des élections libres aux soviets et des syndicats indépendants. Ayant élu des candidats mencheviks et SR réactifs, les ouvriers ont vu les communistes disperser les soviets oppositionnels. En août 1918, les ouvriers se sont soulevés à Ijevsk et à Votkinsk, des centres de l'industrie de l'armement. Les ouvriers de Petrograd, affectés par les restrictions relatives au commerce et aux élections, se sont mis en grève durant l'été de 1918, et c'est à cause de cela que certains ont été mis à la porte de leurs usines. Le mécontentement couvait également dans les usines de Moscou. Soucieux, les dirigeants communistes ont poursuivi une ligne changeante au début de 1919 contre leurs opposants socialistes : ils ont tout d'abord autorisé la liberté d'expression, mais ensuite ils l'ont abrogée et ils ont ordonné des exécutions

²⁰ Naumov 1991, p. 23. Svechnikov 1926, p. 182, 204–31, et télégrammes en Appendice, (13 décembre 1918) télégrammes de Chliapnikov à Trotski, Lénine et Vatsetis.

²¹ RGASPI, f. 589, d. 9103, v. 5, I. 16, 17 juin 1932; Ordjonikidze 1956, vol. 1, p. 69–92; Naumov 1991, p. 26; Kondrachev 1947, p. 3–23; Verigo 1986, p. 111 et Razgon 1941. Le romancier Kholopov, (Kholopov 1955) a perpétué les caricatures négatives de Chliapnikov, lesquelles ont été reprises par Knight 1999, p. 75 et Biggart 1976, p. 238.

²² Kuromiya 2005, p. 40.

²³ Dazhina (éd.) 2010, p. 188. Dans ses journaux publiés, Kollontai faisait porter la responsabilité des problèmes de Chliapnikov sur Trotski, mais sans mentionner Ordjonikidze et Kirov.

de masse. Ayant besoin du soutien des travailleurs lorsque la Guerre civile est entrée dans une phase cruciale, ils craignaient de perdre cet appui en faveur des partis socialistes rivaux²⁴. Alors que la Guerre civile faisait rage dans les régions frontalières, les dirigeants communistes se sentaient obligés d'exercer une coercition extrême.

Astrakan était un endroit de ce type ; la ville a souffert d'une famine sévère durant l'hiver 1918-19 due à l'interdiction du libre commerce de la nourriture (tout produit disponible était réquisitionné pour l'armée et pour les habitants de la Russie centrale). Il est possible que Chliapnikov ait étudié la levée de l'interdiction. Un écrit SR de 1920 a supposé qu'il avait été remplacé comme commandant du RVS caspien-caucasien pour la raison que les dirigeants communistes centraux n'étaient pas d'accord avec les "concessions" qu'il faisait aux ouvriers affamés. Pendant que Chliapnikov exerçait la fonction de président du RVS caspien-caucasien, il avait travaillé en étroite liaison avec les syndicats. L'ancien officier devenu historien militaire, Svechnikov, lui attribuait le mérite d'avoir convaincu les ouvriers syndiqués, et il soulignait : « Avec la moindre incapacité à maintenir le contact avec eux [les ouvriers], ils seraient devenus une forte opposition vis-à-vis des autorités ». Svechnikov, qui se trouvait à Astrakhan en mars 1919, a dû faire allusion à des événements avoisinant le massacre. Ayant examiné des documents provenant des Archives Militaires de l'État Russe, un biographe russe récent de Kirov confirme le portrait de Chliapnikov comme quelqu'un qui « n'agissait pas comme un dictateur »²⁵.

Après le départ de Chliapnikov, les autorités bolcheviques locales ont exigé des ouvriers une plus grande productivité, elles ont dispersé les assemblées ouvrières et arrêté leurs leaders. En réponse les ouvriers d'Astrakhan se sont braqués contre le régime. Après avoir élu de nouveaux responsables pour le Syndicat des métallos local à la fin février 1919, les ouvriers se sont déclarés en grève. Une assemblée ouvrière de dix mille personnes s'était à peine mise d'accord sur de timides revendications que les forces bolcheviques ont tiré sur elles avec des mitrailleuses et des grenades, produisant un nombre de victimes estimé à deux mille. À la suite de la fusillade, la Tcheka locale a exécuté des centaines d'ouvriers et elle a jeté leurs corps dans la Volga. Certains ont été noyés en ayant des pierres autour du cou. Ce sont Konstantin Mekhonochine (le remplaçant de Chliapnikov comme président du RVS) et le chef de la Tcheka locale qui ont donné les ordres – Trotski a télégraphié son approbation. Les dirigeants bolcheviks ont justifié ce grand nombre d'exécutions en montant de toutes pièces des accusations selon lesquelles les ouvriers étaient contre-révolutionnaires. Kirov a prétendu que le soulèvement était « une conspiration de la Garde blanche » financée par les Anglais et il exigeait que les rebelles soient anéantis par tous les moyens disponibles. En avril 1919, plus de quatre mille personnes ont été exécutées, y compris plusieurs leaders locaux du Syndicat des métallos. Il est possible que les dirigeants communistes aient été particulièrement cruels à Astrakhan

²⁴ Brovkin 1990, p. 350–73; Rosenberg 1985, p. 213–39; Pirani 2008. Aves 1996 examine l'agitation ouvrière en 1920–2, après que Chliapnikov avait développé une position critique.

²⁵ Silin 1922, p. 249; Svechnikov 1926, p. 130, 134; Efimov 2009, p. 28.

en raison de son emplacement stratégique en tant que lieu où les armées blanches pourraient se réunir²⁶.

Il semble que Chliapnikov n'ait pas émis des objections aux arrestations de prêtres, de nobles ou de marchands, mais il ne pensait pas que les conditions de la Guerre civile aient justifié la coercition à l'égard des travailleurs. Sa réponse au massacre d'Astrakhan illustre le fossé existant entre lui et les communistes qui étaient endurcis par les expériences de la Guerre civile. L'ayant appris par le président du conseil des syndicats d'Astrakhan, Chliapnikov a demandé que le CC détermine qui était « coupable » d'avoir donné l'ordre de tirer. Informant le CC que le Syndicat des métallos enverrait ses propres représentants pour enquêter, il indiquait que les syndicats étaient des partenaires égaux au Parti dans les questions se rapportant aux ouvriers. Finalement, il conseillait que le gouvernement aplanisse les relations entre les officiels locaux et les ouvriers. L'enquêteur du Syndicat des métallos, A. Babitsine, a conclu que les ouvriers d'Astrakhan soutenaient le pouvoir soviétique, et qu'il n'y avait que quelques anarchistes qui exprimaient des slogans antisoviétiques. Les retards dans la paye, les rations réduites, la division des ouvriers de l'industrie militaire entre un groupe privilégié qui recevait une paye plus élevée en raison du travail à la pièce et des heures supplémentaires et un autre groupe gagnant peu en tant que journaliers, et au bout du compte le traitement autoritaire et menaçant des ouvriers de la part des autorités, ont suscité des mécontentements qui ont éclaté dans le soulèvement. Les fusillades d'Astrakhan ont dû intensifier l'inquiétude que Chliapnikov avait commencé à ressentir à propos de l'éloignement grandissant entre la bureaucratie soviétique et les ouvriers de l'industrie. En janvier 1919, Kollontaï lui avait exprimé son sentiment de gêne par rapport au confort relatif dans lequel les grosses légumes soviétiques vivaient par comparaison avec les « souffrances du peuple », mais elle a chassé ses accès de mauvaise conscience comme étant de "l'intellectualisme" [*intelligentchchina*]²⁷. Lors de son retour à Moscou un mois plus tard, il a dû commencer à réviser son point de vue. Mais il n'a pas réussi à percevoir que cette coercition exercée contre les travailleurs était profondément ancrée du fait de son application envers les classes anciennement privilégiées.

Les syndicats devraient « contrôler toute l'économie »

Quand Chliapnikov est retourné à Moscou en février 1919, il a été consterné par ce qu'il voyait autour de lui. Les meilleurs ouvriers avaient quitté l'industrie qui était en état d'effondrement. La "bureaucratie" s'était installée dans les institutions du gouvernement, et, parmi celles-ci, le VSNKh affirmait maintenant sa capacité à diriger l'économie. Les responsabilités du VSNKh s'étaient sensiblement étendues depuis le printemps de 1918. Avec un personnel d'environ six mille membres (dont la plupart n'étaient pas

²⁶ Silin 1922, p. 251–2; Knight 1999, p. 76; Brovkin (éd.) 1991, p. 368–9; Efimov 2009, p. 34, 39, avance un chiffre de mille cinq cents exécutions. Efimov 2009, p. 40, en fait porter la responsabilité au "protégé" de Kirov, Georgi Atarbekov, chef de la "section spéciale" de la XI^e Armée; Atarbekov a été ultérieurement le chef de la police secrète à Bakou.

²⁷ RGASPI, f. 17, op. 66, d. 42, I. 63, 8 avril 1919; Efimov 2009, p. 31–2; Dazhina (éd.) 2010, p. 180.

communistes), il supervisait plus de deux mille entreprises nationalisées grâce à ses *glavki* (comités supérieurs) en constante croissance, chacun d'entre eux contrôlant une branche d'industrie. En 1920, il y avait 179 *glavki*, subdivisés en trusts, qui étaient les plus concentrés dans les industries textiles, métallurgiques, du travail du bois et de la préparation des aliments²⁸. L'État et le Parti se fiaient à des "spécialistes", qui étaient généralement issus de l'intelligentsia prérévolutionnaire, pour diriger l'industrie et trouver du personnel pour les organes gouvernementaux. Clairement, l'objectif de la gestion ouvrière de l'industrie était sérieusement compromis. Chliapnikov s'inquiétait tout particulièrement à propos d'une nouvelle attitude pessimiste concernant la capacité du prolétariat à diriger les institutions du gouvernement et du Parti, à savoir la conviction qu'il fallait contrôler et contraindre les ouvriers. Comme beaucoup d'autres, il craignait que le Parti communiste, dans sa recherche d'augmenter la production, d'établir son pouvoir et de gagner la Guerre civile, avait abandonné l'idéal d'émancipation et de responsabilisation du prolétariat.

Une occasion de rediriger l'attention du Parti vers la capacité des ouvriers organisés à administrer l'économie soviétique s'est produite lors du VIII^e Congrès du Parti communiste, qui s'est tenu en mars 1919, au cours duquel un nouveau programme du Parti a été adopté. Pour Chliapnikov, le passage le plus important du programme était le paragraphe 5 de la section économique qui est devenu la base du programme de l'Opposition ouvrière. Ce paragraphe 5 se lit, en partie, comme suit :

« Les syndicats qui, conformément aux lois de la République Soviétique et à la pratique quotidienne, participent déjà aux tâches de tous les organes centraux et locaux de l'administration industrielle, doivent procéder à la concentration effective dans leurs propres mains de toute l'administration de l'économie dans son ensemble, considérée comme une seule unité économique. De cette manière-là, ils garantiront un lien indissoluble entre l'administration centrale de l'État, l'économie et les masses laborieuses. La participation des syndicats à la gestion économique et leur rôle, qui consiste à entraîner de larges masses dans ce travail, constitue également la meilleure méthode de lutte contre la bureaucratization de l'appareil économique. En outre, cela rendra possible le véritable contrôle populaire sur les résultats de la production »²⁹.

Riazanov a critiqué ce paragraphe 5 parce qu'il serait « syndicaliste et industrialiste ». Le marxisme, soutenait-il, ne donnait pas aux syndicats un rôle de direction dans l'économie³⁰. D'autres passages dans le programme soulignaient la responsabilité des syndicats dans la mobilisation des travailleurs et dans la garantie de la productivité de la force de travail. Par conséquent, concernant le rôle des syndicats, le nouveau programme du Parti reflétait la position des syndicalistes bolcheviks modérés de 1917-18. Étant donné l'opposition ultérieure de Lénine et des autres dirigeants du Parti à ce qu'un tel pouvoir soit entre les mains des syndicats, la raison pour laquelle ils ont fait cette concession, est déconcertante. Peut-être était-ce une tactique cynique afin d'obtenir le consentement des leaders syndicaux pour qu'ils orientent leur personnel et leurs ressources vers l'effort militaire. Cela a pu

²⁸ Oppenheim 1973, p. 5, 9–11.

²⁹ RKP(b) 1959, p. 403.

³⁰ Tsentral'nyi arkhiv obshchestvennykh dvizhenii goroda Moskvyy (TsAODM), f. 3, op. 2, d. 34, I. 56.

aussi refléter la tendance la plus idéaliste de la pensée de Lénine, ou peut-être qu'il y avait une dimension de propagande internationale dans l'attrait voulu du programme

Encouragé par les résultats du congrès du Parti, Chliapnikov a commencé à critiquer la situation réelle dans l'industrie et dans les syndicats, laquelle, pensait-il, était en forte disparité avec le programme du Parti. Il a tout d'abord attaqué la pratique consistant à s'en rapporter à des spécialistes techniques et managériaux pour gérer l'industrie, ce qu'il considérait comme étant la preuve du gouffre malsain qui existait entre les organes économiques de l'État et les travailleurs. Soutenant que les spécialistes d'origine non-ouvrière ne possédaient ni la motivation, ni l'enthousiasme, nécessaires pour socialiser l'industrie, il affirmait que les ouvriers devaient être formés comme des managers. Ensuite, il a rejoint l'opposition à ceux qui voulaient imposer une dure discipline aux ouvriers de l'industrie afin de remettre la production sur les rails. Accusant les interruptions de travail, qui avaient diminué la paie des ouvriers et incité des ouvriers qualifiés à chercher d'autres activités, des goulets d'étranglement dans la fourniture de carburant et de matières premières, il faisait appel à l'État pour libérer des ouvriers afin qu'ils émettent des ordres et coordonnent la livraison de matières premières à leurs usines. Pour accroître la production et ramener les ouvriers qualifiés dans l'industrie, il proposait d'éliminer le plafonnement des salaires ainsi que les salaires à la pièce. À ceux qui craignaient d'exploiter les ouvriers, il répondait que, si les ouvriers avaient le contrôle, ils « ne permettraient pas » de s'exploiter eux-mêmes. Ses autres demandes comprenaient des réquisitions de "produits non rationnés" afin de nourrir les ouvriers, une plus grande spécialisation des usines et une plus grande division du travail à l'intérieur des usines, en suivant ainsi les innovations de Henry Ford aux États-Unis. Critiquant le commissariat à l'Instruction d'avoir fait peu de choses pour organiser des cours du soir pour les ouvriers, il faisait appel aux syndicats pour contrôler l'éducation ouvrière³¹. Ce n'est pas seulement depuis 1917 que Chliapnikov soutenait avec vigueur l'opinion selon laquelle les syndicats pouvaient être plus efficaces que les organes de l'État dans la politique économique.

Le Congrès de mars 1919 a vu également la montée des centralistes démocratiques qui portaient la bannière d'une réforme démocratique dans le contexte d'un État fondé sur un parti unique. Conduits par Timofeï Sapronov et N. Osinski (Valerian Obolenski), les centralistes démocratiques voulaient « un centralisme démocratique et une démocratie prolétarienne » à la place de la centralisation bureaucratique qu'ils discernaient dans le Parti. Tout particulièrement, ils préconisaient des réunions de comité de parti et des conférences de parti plus fréquentes à tous les niveaux. Étant donné que le CC était devenu nombreux et que beaucoup de ses membres avaient des missions qui faisaient qu'il leur était impossible de se réunir fréquemment à Moscou, le VIII^e Congrès du Parti a créé le Politburo issu de ses membres, un organe plus petit qui pouvait avoir des discussions plus gérables sur les questions importantes de politique³². L'Orgburo et le Secrétariat, eux aussi

³¹ Chliapnikov 1919c, p. 1; Kii 1919, p. 8; Chliapnikov 1919d, p. 1–2; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, I. 203–5, 19 avril 1919; Chliapnikov 1919e, p. 2–3.

³² Lénine, Trotski, Staline, Kamenev et Krestinski étaient des membres à part entière du Politburo en 1919; Boukharine, Zinoviev and Kalinine étaient des candidats membres.

constitués de membres du CC, gèreraient les affaires organisationnelles banales. En réalité, il y avait beaucoup de chevauchements. Tout en haut, les centralistes démocratiques insistaient sur le fait que le CC devrait être l'organe principal de prise de décision, tandis que le Politburo et l'Orgburo devraient seulement exécuter ces décisions. Le Parti fournirait la direction politique aux soviets et aux syndicats, mais il ne devait pas interférer dans leur travail quotidien ou dans la préparation de leurs ébauches de propositions. Les centralistes démocratiques désiraient une discussion plus ouverte des questions de parti dans la presse (sans que l'unité du Parti soit enfreinte), davantage d'ouvriers dans les comités de Parti et le rétablissement de la cellule de Parti (la plus petite l'unité de l'organisation du Parti) en tant que forum de discussion des questions vitales³³.

Par conséquent, Chliapnikov n'était que l'un des nombreux critiques des politiques du Parti, mais Lénine et les autres dirigeants commençaient à considérer avec appréhension ses remarques sur le rôle des syndicats dans la vie des ouvriers. Par exemple, au printemps 1919, il a présenté une résolution controversée lors d'une réunion de la fraction communiste du VTsPS. Tomski a invoqué plus tard l'appel de cette résolution pour que les syndicalistes « se mettent à la tête du mécontentement croissant des masses » comme étant dangereux. Replacée dans son contexte, la demande de Chliapnikov était que les syndicats répondent aux besoins des ouvriers par tous les moyens possibles, tout en leur expliquant la nature « pernicieuse » des grèves sauvages³⁴. Pourtant, certains dirigeants des soviets et du Parti ont interprété son appel comme une menace pour le rôle du Parti, ainsi qu'une dangereuse incursion dans les pouvoirs des organes économiques de l'État.

Étant donné la pénurie d'organiseurs capables, les dirigeants du Parti ont proposé à Chliapnikov de nombreuses missions au printemps 1919, comme par exemple le travail dans le Comité de contrôle de l'État [*Goskontrol*]. Mais il les a refusées parce qu'elles pouvaient le distraire de son travail de président du Syndicat des métallos auquel il donnait la priorité. (Il avait le droit de refuser une nomination du gouvernement, tandis qu'il ne pouvait pas refuser une mission du Parti sans enfreindre sa discipline). Cependant, les conflits à propos du rôle des syndicats et de sa propre position semblent avoir eu un impact négatif sur la santé de Chliapnikov. À la fin mai, il a demandé et reçu un congé de maladie de plusieurs mois à cause des tensions physiques et émotionnelles provoquées par une « contusion à la tête » dont il a souffert lors de son accident d'auto de 1917 et par « un surmenage de son système nerveux »³⁵. Durant ce congé, il a écrit ses mémoires portant sur la clandestinité révolutionnaire durant la Première Guerre mondiale. Il a également employé son temps pour évaluer le rôle des ouvriers et des syndicats dans l'économie et la société soviétiques et à étudier une stratégie pour accroître le rôle de la classe ouvrière en politique.

Tandis que Chliapnikov était en congé, les autres dirigeants du Syndicat des métallos ont donné l'alarme sur le rôle décroissant des syndicats dans

³³ RKP(b) 1963, p. 656–62; Pirani 2008 p. 55–6; Priestland 1997, no. 2, p. 37–61.

³⁴ RKP(b) 1963, p. 367. Le texte de la résolution de Chliapnikov est dans RKP(b) 1933, p. 869–70, fn. 137; voir aussi la «Pravda» du 27 mars 1919.

³⁵ Fomichev (éd.) 1984, vol. 7, p. 47, 52; RGASPI, f. 17, op. 66, d. 42, II. 64–5, 20 mai 1919. f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 16.

l'industrie. Se plaignant que les conseils économiques locaux [*sovnarkhozes*] et les soviets locaux écartent peu à peu les syndicats des activités économiques, ils voulaient subordonner les départements des *sovnarkhozes* s'occupant des métaux aux organisations syndicales des métaux. Un autre grief était que les syndicats avaient peu d'autorité sur les grandes usines, lesquelles étaient directement subordonnées aux départements du VSNKh [*glavki*]. Les dirigeants-clés du Parti étaient du côté du VSNKh. Zinoviev, par exemple, a averti les syndicats de ne pas chercher à exercer la direction de l'économie nationale. Percevant leurs ambitions comme une menace pour le Parti communiste, il insistait sur le fait que le Parti était « la synthèse suprême de toutes les formes de lutte menées par la classe ouvrière pour son émancipation de l'esclavage capitaliste »³⁶.

Les dirigeants du Parti ont essayé tout de même de se réconcilier avec les dirigeants syndicaux communistes qu'ils percevaient comme excessivement péremptoirs. Revenant de congé à l'automne 1919, Chliapnikov a non seulement repris ses activités en tant que président du Syndicat des métaux, mais les dirigeants du Parti ont approuvé son élection au bureau de la fraction communiste du VTsSPS³⁷. Ayant obstinément utilisé ses nouvelles responsabilités pour demander un plus grand rôle pour les syndicats russes, il a été démis lors d'une réélection après seulement un mois à la direction du VTsSPS³⁸. Il est probable qu'il y ait eu des frictions entre Tolski et lui ; mais la pression du Politburo et de l'Orgburo y était vraisemblablement aussi pour quelque chose. Pourtant, aucun d'eux n'est parvenu à décourager le plaidoyer enthousiaste de Chliapnikov en faveur de l'autorité des syndicats.

La Guerre civile a atteint son point critique au cours de l'automne de 1919 lorsque les armées contre-révolutionnaires étaient, numériquement et organisationnellement, à leur zénith tout autour de l'ancien Empire russe. Renouvelant leur offensive à partir du Sud, les forces blanches se sont emparées de Koursk et d'Orel en faisant de nombreux prisonniers. En accueillant les déserteurs de l'Armée rouge, les commandants blancs espéraient que plus leurs armées se rapprocheraient de Moscou, plus elles démoraliseraient ses défenseurs. Les rouges étaient également inquiets de l'avancée vers Petrograd d'une petite armée blanche partie d'Estonie. Bien que la direction et le contrôle effectifs des plaques tournantes des chemins de fer et du télégraphe aient été cités comme étant des facteurs de la victoire des communistes, c'est en réalité la faiblesse politique des blancs qui semble avoir été d'une importance capitale. Non seulement les anciens généraux tsaristes n'ont pas pu se mettre d'accord sur un programme politique commun, mais ils n'ont pas pu établir un gouvernement effectif dans les zones qu'ils avaient

³⁶ Sandu 2006, p. 47, sur la IIe Conférence du Syndicat panrusse des métaux, juillet 1919; "Pravda" (18 septembre 1919), p. 2-3, contient l'adresse de Zinoviev à l'assemblée syndicale de Petrograd.

³⁷ Comme cela était habituel avec les organisations soviétiques, il y avait plusieurs organes de direction au VTsSPS. Le présidium était l'organe de direction "officiel" de tous les conseils syndicaux. Ses membres sans parti étaient une petite minorité qui n'avait pas de réelle influence sur les décisions de l'organisation. C'est la fraction communiste du VTsSPS qui détenait le pouvoir véritable et qui élisait (habituellement sous la direction du CC du Parti) un bureau comme organe dirigeant. Les membres du bureau occupaient d'habitude deux postes dans le présidium du VTsSPS, de sorte que les communistes constituaient la majorité du présidium.

³⁸ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 1, I. 8, 26 septembre 1919 et I. 10, 29 septembre 1919; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 37, II. 1, 5, 16 octobre 1919.

conquises. En janvier 1920, il était clair que les chances de victoire des blancs avaient été perdues³⁹.

Percevant qu'un tournant décisif dans la Guerre civile avait été atteint, certains communistes ont élevé des critiques à propos du régime militariste du Parti. Les centralistes démocratiques, par exemple, ont convaincu la VIII^e Conférence du Parti en décembre 1919 de soutenir leurs propositions de renforcer les soviets en tant qu'institutions indépendantes. Chliapnikov a présenté rapidement une vision combative du rôle des syndicats, laquelle présageait sur beaucoup de points le programme ultérieur de l'Opposition ouvrière. S'adressant à un public syndical par la presse et les discours, il soutenait que les syndicats deviendraient des acteurs majeurs lorsque les tâches du pays passeraient de la lutte militaire à la reconstruction de l'économie. Le Parti devrait préparer les syndicats à leur nouveau rôle, mais, à son avis, l'aptitude de celui-ci pour cette tâche était discutable étant donné que la plupart des révolutionnaires dévoués étaient soit tombés au front, soit devenus des responsables militaires. À leur place, mettait-il en garde, des éléments « hostiles » avaient infiltré le Parti et ils avaient établi des barrières bureaucratiques entre les dirigeants centraux du Parti et des soviets et les organes locaux. Accusant les dirigeants du Parti et des soviets de séparer les organisations du Parti et de réassigner délibérément des activistes du Parti non-conformistes, il proposait de remédier à cette situation en augmentant la participation des membres de rang inférieur du Parti et des soviets dans la prise de décision, et ce en convoquant fréquemment des assemblées de soviet et du Parti à tous les niveaux. Les candidats aux postes du Parti et des soviets seraient obligés d'avoir été dans le Parti depuis un certain nombre d'années, et leurs promotions devraient être confirmées par des réunions des membres du soviet et du Parti locaux. En fin de compte, il critiquait les dirigeants du Parti et des soviets parce qu'ils ignoraient les instructions du VIII^e Congrès du Parti, à savoir de faire entrer plus d'ouvriers dans tous les organes de la République. À l'échelle qu'il envisageait, les syndicats prendraient le contrôle des institutions du gouvernement et du Parti aux plus hauts niveaux. Présentant les syndicats comme ayant été systématiquement plus progressistes que les soviets dans la promotion des intérêts des ouvriers, il a écrit que la structure organisationnelle des syndicats et leur énorme effectif de prolétaires seraient bientôt capables d'avoir « la maîtrise de l'économie nationale tout entière »⁴⁰. Le fait de se faire le champion des syndicats créait une distance avec les centralistes démocratiques qui, eux, promouvaient le rôle des soviets.

Inquiets à propos de l'affirmation de soi de Chliapnikov, les dirigeants du Parti ont décidé de le retirer de Moscou, mais ils n'ont pas trouvé beaucoup de preneurs. Ni la Troisième Internationale (Zinoviev), ni les dirigeants du front Sud (Staline, Leonid Sérébriakov et Ordjonikidze), n'ont voulu de lui. Ceci était très probablement dû à sa défense du rôle des syndicats et à sa réticence à employer la coercition contre les ouvriers, ce qui allait à l'encontre des priorités de Lénine, de Zinoviev et de Staline. Finalement, il a été affecté au

³⁹ Mawdsley 1987, p. 194–6, 210–11, 219; Kenez 1977, p. xiii.

⁴⁰ Pirani 2008, p. 56; Chliapnikov 1919b; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, II. 210–12, un discours en 12 points réputé avoir été prononcé à l'automne 1919 lors d'une réunion du Comité central du Syndicat des métallos avec le VTsSPS; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, I. 205.

RVS de la XVI^e Armée qui était basée à Smolensk sur le front occidental. À l'époque où il y a été affecté, le front occidental n'était pas une zone de transit militaire cruciale. Après avoir passé quelque temps à ce nouveau poste, il a écrit une lettre à Lénine dans laquelle il exprimait son exaspération d'occuper un poste qui n'avait pas de missions importantes. Il demandait soit un poste plus exigeant, soit qu'il soit autorisé à reprendre sa place au Syndicat des métallos. « Le temps passé dans l'inactivité », révélait-il, a eu « un effet extrêmement mauvais non seulement sur mon moral, mais aussi sur mes nerfs qui ont été en piteux état ». Durant son inactivité forcée, il est resté sur la touche alors que le rôle des syndicats diminuait. N'ayant pas de missions militaires pressantes, Chliapnikov aidait les syndicats locaux. Par exemple, il a fait appel au VTsSPS pour satisfaire les demandes d'un syndicat hospitalier de payer des salaires normaux à ses membres malades et de rétablir l'embauche libre de personnel pour les hôpitaux ordinaires et les hôpitaux de campagne⁴¹. Sa sollicitude à l'égard d'un syndicat non industriel a pu provenir de la priorité qu'il mettait à aider les syndicats et de son propre besoin de soins médicaux.

Tandis que Chliapnikov était absent de Moscou, les propositions de décembre 1919 de Trotski, qui étaient destinées à organiser l'économie post-Guerre civile et qu'il a envoyées au CC pour discussion, ont été publiées accidentellement ou intentionnellement dans la Pravda (éditée par Boukharine). Les « armées du travail » qu'il proposait, qui seraient « gérées de façon militaire », ont fait du bruit au sein du Parti et des syndicats parce qu'elles impliquaient que l'État intégrerait les syndicats. De très nombreux communistes importants s'opposaient aux idées de Trotski. Quand il est revenu à Moscou à la fin décembre pour se réunir avec les autres dirigeants du Syndicat des métallos, Chliapnikov a donné son avis. Développant un raisonnement qui offrait un rôle plus grand aux syndicats dans la relance de l'économie, il a exposé ses points de vue de telle manière que ces idées-là quittent les limites de Moscou et circulent dans les provinces. Cela a poussé le Politburo à émettre une forte critique⁴². Malgré la réaction du Politburo, il a persisté parce qu'il était convaincu que ses idées étaient sensées et qu'il y avait un fort soutien de ses points de vue parmi les métallos communistes et les autres syndicalistes.

En janvier 1920, Chliapnikov a envoyé à Lénine et aux dirigeants du VTsSPS sa réponse au projet de Trotski. Ses propositions n'ont pas été concoctées à la va-vite, mais elles sont issues de ses déclarations antérieures de l'automne 1919, ce qui signifiait qu'il est parvenu à ces conclusions bien avant l'initiative de Trotski⁴³. D'après le secrétaire du CC, Nikolaï Krestinski, les idées de Chliapnikov étaient connues dans la plus grande partie de la

⁴¹ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 37, II. 1, 5; Deutscher 1966, p. 210–11; Meijer (éd.) 1964, p. 763; RGASPI, f. 17, op. 66, d. 42, I. 67, télégramme de Chliapnikov à la fraction communiste du VTsSPS, copie au CC, Smolensk, 24 novembre 1919.

⁴² «Pravda» (17 décembre 1919) : p. 1; Sorenson 1969, p. 94; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 12106, I. 1, télégramme de Chliapnikov à Trotski, copie à Lénine, 17 décembre 1919; RKP(b) 1960, p. 591–2.

⁴³ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 12562, II. 1–5, «*Zadachi ekonomicheskikh organizatsii rossiiskogo proletariata*». GARF, f. 5451, op. 42, d. 6, II. 17–19, ébauche envoyée au VTsSPS. Chliapnikov a signé et daté ses propositions à Smolensk le 15 janvier 1920. Sorenson 1969 a écrit que Chliapnikov a élaboré ses propositions à la va-vite, en réponse à Trotski, sans bien réfléchir aux implications qu'elles avaient pour le rôle du Parti (Sorenson 1969, p. 94).

Russie et de l'Ukraine, sans doute parce que les arguments qu'il a présentés en décembre avaient été rapportés personnellement par des représentants du Syndicat des métallos à leurs organisations locales. Sandu écrit que N.V. Kopilov, le président du Syndicat des métallos de Toula, a défendu les points de vue de Chliapnikov lors de la conférence du Parti de la gubernia de Toula de février 1920. Elle a également trouvé du soutien aux points de vue de Chliapnikov au printemps et à l'été 1920 dans l'Oural, à Nijni Novgorod, à Samara et à Perm⁴⁴. Dans une analyse des problèmes auxquels la Russie soviétique était confrontée qui était plus approfondie que dans ses articles antérieurs, Chliapnikov soutenait que le plan de Trotski de militarisation de l'économie détruirait l'initiative des ouvriers. Reconnaissant que seuls les commissariats militaires pouvaient effectivement appliquer la mobilisation des ouvriers pour l'industrie, il stipulait que les syndicats devraient guider cette mobilisation, une position qui reflétait néanmoins l'acceptation grandissante des méthodes militaristes. De son point de vue, la supervision par les syndicats éviterait le type de désastre qui s'était produit à Astrakhan en mars 1919. Les dirigeants du Parti ont dû être inquiétés par la perspective que les syndicats aient des forces militaires à leur disposition.

Chliapnikov insistait sur le fait que seul « le prolétariat organisé », les ouvriers représentés par leurs syndicats, pourrait surmonter avec succès « la ruine [en cours] dans l'industrie et les transports ». Les syndicats devraient élaborer des plans pratiques destinés à relancer les transports et à augmenter le ravitaillement en carburant et en matières premières, et ils devraient décider combien d'ouvriers chaque branche d'industrie avait besoin, avec la priorité principale allant aux industries de transformation des matières premières. Ensuite, les syndicats devraient enregistrer tous les ouvriers qualifiés et non qualifiés et les faire venir de la campagne pour les affecter au travail considéré comme nécessaire par les institutions militaires et gouvernementales. (Le registre serait établi à partir des tableaux de service des membres des syndicats et des listes du personnel des entreprises industrielles pendant toute la période postrévolutionnaire). Pour s'assurer que les ouvriers étaient approvisionnés en biens de base, il recommandait que les commissariats locaux de production coopèrent avec les syndicats et la direction des usines afin d'organiser un système de troc. Pendant leur temps libre, les ouvriers d'usine utiliseraient leurs compétences et leurs talents pour réparer et fabriquer des équipements agricoles pour les paysans locaux en échange de nourriture et d'autres produits de première nécessité que les paysans pourraient fournir. Ses propositions concernant l'approvisionnement des ouvriers au moyen de relations horizontales avec les producteurs paysans allaient à l'encontre de la tendance valorisée par le Parti d'une direction centrale de l'économie⁴⁵.

Le passage le plus controversé des propositions de janvier de Chliapnikov était le point 10 qui était, partiellement, le suivant : « Pour réaliser leurs programmes de production, les syndicats devraient avoir entièrement à leur disposition l'appareil d'État afin d'organiser et de réguler l'économie ».

⁴⁴ RKP(b) 1960, p. 81; Sandu 2006, p. 52–61; Pavliouchenkov 2008, p. 56–9.

⁴⁵ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 12562, II. 1–4; Aves 1996, p. 9. Kollontai a écrit dans son journal que Chliapnikov croyait que la paysannerie avait gagné beaucoup plus du fait de la révolution que les ouvriers industriels (RGASPI, f. 134, op. 3, d. 34, I. 4, 5 février 1920).

Désignant le VTsSPS comme étant « l'organisateur responsable de la production », il exigeait que le VSNKh soit composé uniquement de dirigeants syndicaux. Les syndicats prendraient le contrôle des organes économiques de l'État à tous les niveaux, orienteraient la politique de l'État et la mettraient en application dans les entreprises. Les directions d'entreprise rendraient compte régulièrement aux ouvriers en ayant comme objectif « d'entraîner l'ensemble de la masse prolétarienne dans le processus de la construction économique »⁴⁶. Telle devrait être à ses yeux la gestion de l'économie soviétique. Conscient des implications de ses propositions, il examinait prudemment le rôle qu'il désirait que le Parti ait. Il croyait fortement en l'importance de la direction idéologique du Parti, mais il réclamait que les communistes ouvriers prédominent dans les comités de Parti ainsi que dans les institutions centrales du Parti. Attachant une grande valeur à l'érudition et aux idées de l'*intelligentsia* du Parti, il considérait ses membres davantage comme des mentors que comme des dirigeants organisationnels efficaces.

Ce sont les idées de Trotski relatives à la reconstruction économique post-Guerre civile qui ont prévalu au début de 1920 parce qu'elles étaient soutenues par Lénine. Simultanément, Lénine faisait pression pour que, dans l'industrie, la direction par un seul homme remplace le système collégial dans lequel les représentants syndicaux avaient participé aux côtés de bureaucrates des organes économiques d'État. Les deux leaders ont trouvé du soutien parmi les dirigeants syndicaux. Abram Goltsman du Syndicat des métallos, par exemple, voyait dans la main d'œuvre militarisée un potentiel pour créer une classe de managers issue de la classe ouvrière « sans en compromettre l'efficacité ». Pour lui, la participation du syndicat au management n'était pas nécessaire tant que ce management était composé d'individus issus de la classe ouvrière. Cependant, la plupart des dirigeants syndicaux s'opposaient à Trotski et beaucoup étaient également inquiets à cause du plan de Lénine relatif au management par un seul homme. Selon Kollontaï, Trotski a mené « un débat très animé » avec les dirigeants des syndicats lors d'une « réunion du Parti » en janvier 1920⁴⁷.

Les leaders syndicaux opposés à Trotski étaient divisés. Tomski était favorable au management collégial de l'industrie, mais il pensait qu'il était prématuré de donner le contrôle de la production aux ouvriers. Son autorité en tant que président du VTsSPS et sa position modérée ont convaincu de nombreux dirigeants syndicaux. Contrairement à Chliapnikov, Tomski soutenait que l'ouvrier typique ne pouvait pas faire face à « l'extraordinaire tension nerveuse » qui accompagnait les tâches administratives, lesquelles épuiserait même quelqu'un de l'*intelligentsia*. Il affirmait que les ouvriers étaient « fourbus, en avaient assez du communisme de guerre ». Bien que Tomski ait pensé que le plan de Trotski de travail forcé était irréaliste, il dépeignait aussi Chliapnikov comme naïf, ce qui était un trait de caractère improbable, mais une étiquette plus gentille que celle de « syndicaliste » que les dirigeants du VSNKh ont employée contre lui⁴⁸. Moins disposé que Chliapnikov à défier les dirigeants du Parti, Tomski semblait lui aussi plus pessimiste que lui à propos du potentiel des ouvriers.

⁴⁶ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 12562, II. 4-5.

⁴⁷ Sorenson 1969, p. 95; RGASPI, f. 134, op. 3, d. 34, I. 1, 13 janvier 1920.

⁴⁸ RKP(b) 1972, p. 179-81; Sorenson 1969, p. 95, 97.

Se tenant derrière Tomski, la fraction communiste du VTsSPS a accepté ses propositions modérées, à savoir de continuer le management collectif, mais d'admettre le management par un seul homme dans certains cas. En outre, les dirigeants du VTsSPS freinaient Chliapnikov au moment où ils planifiaient le prochain III^e Congrès des syndicats. Désigné pour parler sur le sujet limité de « l'éducation professionnelle-technique » pour les ouvriers, Chliapnikov exigeait obstinément de prononcer un discours ambitieux sur « l'activité culturelle-éducative » des syndicats, lequel semble avoir abordé les relations entre les syndicats, les soviets et le Parti, et demandait au Parti de ne pas interférer dans les questions organisationnelles des syndicats. Seul Schmidt l'a soutenu tandis que la majorité a voté pour qu'il s'en tienne au sujet limité. Ce vote reflétait le désaccord avec sa position, de même que la crainte de la réaction probable du Politburo. Malgré leur prudence et leur tact à l'égard des leaders du Parti, les dirigeants du VTsSPS ont bientôt constaté que le CC insistait sur l'affirmation de son pouvoir sur les syndicats en reportant le congrès des syndicats après le congrès du Parti. De cette manière-là, le Parti pourrait présenter aux dirigeants syndicaux communistes des décisions qu'ils devraient accepter. Craignant une confrontation, les dirigeants du VTsSPS ont demandé et reçu l'autorisation du Politburo de présenter les propositions de Tomski lors de congrès syndicaux particuliers, mais les dirigeants du Parti ont pris des mesures pour s'assurer que leur ligne prévaudrait parmi les leaders syndicaux en envoyant des membres du CC, Boukharine et Radek, travailler au VTsSPS⁴⁹.

Néanmoins, les dissensions ont continué entre les dirigeants du Parti et ceux des syndicats. Alors que des leaders du Parti tels que Zinoviev affirmaient que le Parti était supérieur à toutes les autres organisations ouvrières et que, à terme, l'État l'emporterait sur les syndicats [*ogosudarstvlenie*], Tomski appelait les dirigeants du Parti à faire confiance aux syndicats et à exercer l'autorité du Parti seulement au moyen des fractions communistes des syndicats. Il soutenait la subordination des représentants syndicaux au personnel des conseils économiques [*sovnarkozists*] dans les organes économiques, mais il demandait une délimitation des tâches entre les syndicats et les *sovnarkhozes*. Refusant de se taire, Chliapnikov insistait sur le fait que les représentants des syndicats dans les institutions économiques devaient être responsables vis-à-vis des syndicats qui les y avaient envoyés et il a proposé audacieusement que les syndicats élisent le VSNKh, avec la confirmation du CC⁵⁰.

Les dirigeants du Parti ont réussi à éloigner Chliapnikov de la scène durant la discussion du plan de Trotski en faveur des armées du travail et du management par un seul homme. L'obligeant à rester dans le RVS de la XVI^e Armée, ils se sont opposés à sa demande de congé de maladie. Ensuite, en mars 1920, il a été envoyé en Europe de l'Ouest pour une mission syndicale, ce qui l'éloignait de Moscou jusqu'à bien après le IX^e Congrès du Parti. Son absence a offert matière à spéculation. Konstantin Yourenev, un centraliste démocratique qui avait servi avec Chliapnikov sur le front occidental et qui

⁴⁹ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 5, I. 1, 23 janvier 1920; I. 89, 21 janvier 1920 réunion du bureau de la fraction communiste du VTsSPS; f. 17, op. 2, d. 27, I. 1; op. 3, d. 66, II. 2-3; op. 2, d. 28, 6 février 1920; d. 30.

⁵⁰ Sandu 2006, p. 50-1, lors d'une réunion le 7 mars des leaders des syndicats, des membres du CC et des officiels du Parti de Moscou.

semblait avoir de la sympathie pour lui, a accusé le CC de l'avoir intentionnellement écarté de la participation au congrès, ce à quoi Kamenev a répliqué que le Parti l'avait exilé à cause de ses « tendances syndicalistes ». Lutovinov et Krestinski ont tous deux affirmé qu'il était parti en mission syndicale de son plein gré, bien que Lutovinov ait soutenu que, dans le passé, le CC avait envoyé Chliapnikov remplir des missions hors de Moscou pour des raisons politiques. En privé, Kollontaï faisait remarquer que c'était la tactique de Lénine d'expédier les contestataires loyaux travailler à l'étranger ou de leur donner des affectations extrêmement difficiles en Russie, dans lesquelles ils deviendraient des cibles du « mécontentement des masses »⁵¹. La controverse portant sur l'absence de Chliapnikov reflétait ainsi un climat d'inquiétude relatif au traitement des contestataires.

Ce qui est le plus probable, c'est que Chliapnikov avait établi son voyage à l'étranger comme priorité principale, car il désirait profondément resserrer les liens entre les syndicats russes et ouest-européens dans l'intérêt de la promotion de la révolution internationale. Il avait déjà commencé à projeter un tel voyage à l'automne de 1919, mais il s'était heurté à la résistance du CC concernant les objectifs de grande envergure qu'il envisageait pour ce voyage⁵². Exactement de même que Lénine avait considéré la Révolution russe comme étant inséparable d'une révolution politique européenne plus large, Chliapnikov a compris l'importance des liens internationaux entre syndicats pour la base économique et sociale de la révolution. Sa présence au congrès du Parti a pu par conséquent lui sembler moins importante que le fait d'établir des liens avec les syndicats à l'étranger.

Les alliés métallos de Chliapnikov

Beaucoup d'alliés les plus immédiats de Chliapnikov provenaient du cercle prérévolutionnaire de ses proches camarades. C'étaient des dirigeants syndicaux et la plupart avaient servi dans la Guerre civile. Sergueï Medvedev et Youri Lutovinov étaient des dirigeants du Syndicat des métallos et Lutovinov travaillait au VTsSPS. Lutovinov avait été également un dirigeant du parti communiste d'Ukraine. Ivan Koutouzov était président du Syndicat des ouvriers du textile de Moscou. Medvedev et Alexeï Kiselev, le président du Syndicat des mineurs, avaient tous deux servi au présidium du VSNKh⁵³. En l'absence de Chliapnikov, ces révolutionnaires expérimentés étaient bien préparés pour lutter pour leurs objectifs communs. Ils ont essayé tout d'abord de reconstituer le personnel des syndicats à la suite des sévères pertes qu'il avait subies durant la Guerre civile, mais les officiels du Parti et du

⁵¹ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 61, 6 février 1920; RKP(b) 1960, p. 47–80; RGASPI, f. 134, op. 3, d. 34, I. 5, 23 février 1920 note du journal.

⁵² RGASQPI, f. 95, op. 1, d. 1, II. 8–14. Le VTsSPS avait cédé à la pression du Parti étant donné qu'il avait seulement envoyé des syndicalistes sur une mission d'information au cours du printemps 1919-20.

⁵³ Gambarov et autres. (éd.) 1989, vol. 1, p. 191–4, 253–5, 346; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 173–88; f. 2, op. 1, d. 8, I. 90, 7 janvier 1919. Kollontaï a identifié les leaders de l'Opposition ouvrière comme étant Lutovinov, Chliapnikov, Medvedev et deux autres personnes qu'elle n'a nommées que par leurs initiales ("T" et "M"), tous étant d'anciens ouvriers (RGASPI, f. 134, op. 3, d. 34, I. 5, 23 février 1920 note de journal). 'T' était probablement le dirigeant de l'industrie de l'armement Alexander Tolokontsev. Lutovinov s'est lui-même identifié auprès de Lénine comme un fondateur de l'Opposition ouvrière (Lénine 1960–70, vol. 45, p. 160–5).

gouvernement s'agrippaient avec ténacité aux personnes qui avaient quitté le travail dans les syndicats pour des postes militaires et administratifs. Bien que les dirigeants du Syndicat des métallos se soient plaints d'un parti pris politique contre les syndicats, le Politburo a détourné leurs plaintes vers l'Orgburo, estimant que ce problème était une question organisationnelle sans rapport avec la haute politique. De la même façon, le Secrétariat du CC a refusé la demande des syndicats de faire passer les nouvelles affectations de travail du personnel démobilisé du Syndicat des métallos par le Comité central des syndicats. En outre, les alliés de Chliapnikov dénonçaient les sections politiques que Trotski était partisan de créer dans l'administration de l'industrie. Au lieu de cela, ils invitaient le Parti à soutenir le travail politique mené par les syndicats-clés de l'industrie. C'est seulement dans l'industrie représentée par des syndicats plus faibles qu'ils engageaient le Parti à constituer des sections politiques après consultation des dirigeants syndicaux⁵⁴.

Lors des réunions de parti ou de syndicat, les partisans de Chliapnikov reprenaient son appel en faveur d'une séparation des pouvoirs entre les syndicats (pouvoir économique) et le Parti et les soviets (pouvoir politique). Kamenev leur reprochait de viser à limiter le pouvoir du Parti. Les membres du CC ont affronté les alliés de Chliapnikov lors d'une réunion programmée au VTsSPS pour discuter du management par un seul homme par opposition au management collégial de l'industrie. Bien que Tomski et ses partisans aient prétendu représenter l'opinion dominante dans les syndicats, Krestinski et Kamenev du CC ont choisi d'attaquer les points de vue de Chliapnikov parce qu'ils affirmaient qu'ils avaient plus de poids parmi les syndicalistes. Avertissant que les ouvriers craignaient que « l'ancien ordre » (prérévolutionnaire) ne soit rétabli, Kiselev a carrément déclaré qu'il avait vu des « seigneurs » [*gosпода*] occuper les plus hauts postes du Parti dans les provinces. Il a soutenu que la révolution échouerait si les travailleurs n'étaient pas autorisés à dire ce qu'ils pensaient⁵⁵. Rappelant que personne n'avait attaqué les syndicats quand on a eu besoin d'eux pour combattre dans la Guerre civile, Koutouzov s'est plaint amèrement que les syndicats soient devenus faibles parce qu'ils avaient beaucoup donné pour défendre la révolution. Il a affirmé que les syndicats et les usines ont été privés de leurs meilleurs éléments, lesquels avaient été envoyés combattre sur le front et périr, tandis que ceux qui étaient les moins dignes de confiance sont restés dans le centre pour apposer leur cachet sur la politique destinée à détruire les syndicats. Medvedev a demandé la promotion d'ouvriers qualifiés à des postes de direction, en ajoutant que l'hostilité des ouvriers était grandissante à l'égard des spécialistes et des administrateurs nommés d'en haut. Les réponses des membres du CC ont été extrêmes et cinglantes. Boukharine a critiqué les propositions de Chliapnikov de remettre la gestion de l'économie entre les mains des syndicats comme hérétiques, car non marxistes, étant

⁵⁴ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 66, I. 1, 17 mars 1920; f. 99, op. 1, d. 4, I. 2, 28 janvier 1920; I. 3, 21 février 1920; d. 14, I. 7, mars 1920 lettre du bureau de la fraction communiste du Comité central du Syndicat des métallos à Trotski.

⁵⁵ Sandu 2006, p. 52, sur la conférence du Parti de la gubernia de Moscou les 13-14 mars; GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, I. 205; II. 213-14, réunion de la fraction communiste du VTsSPS le 7 mars 1920. Le GARF et le RGASPI contiennent tous les deux des comptes rendus des réunions de la fraction communiste du VTsSPS, mais ceux du GARF sont mieux organisés et plus complets que ceux du RGASPI.

donné qu'il soutenait qu'il n'y aurait plus de syndicats dans la société communiste⁵⁶.

Convaincu par les arguments des membres du CC, ou bien intimidé par leurs attaques, ou encore persuadé par la modération de Tomski, Lutovinov s'est séparé des ses camarades oppositionnels et il s'est rapproché de Tomski. Concédant que les syndicats ne pouvaient pas prendre le contrôle de la production dans l'état où elle était alors organisée, il a établi la liste des conditions requises pour que cela se produise : entre autres, l'élévation du niveau culturel des masses, l'introduction de la discipline dans les usines et dans les syndicats, l'application de la grille des salaires et l'inspection ouvrière. Néanmoins, il envisageait une plus grande participation ouvrière, non seulement dans le management de la production d'usine, mais dans tous les aspects de la vie en République soviétique. Se décidant finalement en faveur de la présentation d'un front uni des dirigeants syndicaux lors du congrès du Parti, Lutovinov a fait l'éloge de la position de Tomski comme étant celle autour de laquelle la plupart des syndicalistes pourraient se rassembler. Tomski a découragé quiconque de comparer sa position et celle du VTsSPS avec celle de Chliapnikov, dont il insinuait qu'elle avait amené les dirigeants du Parti à soupçonner « que des syndicalistes désirent créer un parti à l'intérieur du Parti ». Riazanov reprochait également à Chliapnikov « sa critique tranchante » du CC pour la raison que ce dernier aurait « exacerbé » le malentendu entre le parti et les syndicats. À la veille du IX^e Congrès du Parti, le VTsSPS et le Conseil syndical de la ville de Moscou ont exprimé un soutien presque unanime à la position de Tomski contre celle de Chliapnikov⁵⁷.

Le IX^e Congrès du Parti

Malgré ses hésitations (il soutenait la séparation des fonctions, mais non du pouvoir, entre le Parti, les syndicats et les soviets), Lutovinov a présenté les propositions de Chliapnikov au IX^e Congrès du Parti qui s'est réuni du 29 mars au 5 avril 1920 à Moscou. Dans ces propositions, Chliapnikov abordait les relations entre le Parti, les soviets et les syndicats. Reprenant ses demandes antérieures de gestion de l'industrie par les syndicats, les propositions adoptaient un ton ouvertement hostile et arrogant à envers les intellectuels, les paysans et les artisans, un ton qui a peut-être reflété sa réaction outrée ainsi que celle de ses alliés au traitement que les membres du CC leur ont infligé. Tout en déclarant que l'on ne pouvait compter que sur le « prolétariat » pour soutenir les buts socialistes, il caractérisait la plupart des membres privilégiés de l'*intelligentsia* comme hostiles au prolétariat. Ni les artisans, ni les paysans des strates pauvres ou moyennes, n'étaient pleinement attachés au socialisme et, à son avis, ils n'auraient soutenu la « révolution prolétarienne » qu'à cause de l'alternative plus déplaisante que serait le retour de l'autocratie. Reconnaisant le rôle dirigeant du Parti à la

⁵⁶ GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, II. 169, 171–4, 15 mars 1920, session de la fraction communiste du VTsSPS; I. 178

⁵⁷ GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, II. 116–17, 123–4, 142, 178; RGASPI, f. 95, op. 1, d. 5, I. 15, réunion conjointe du 20 mars 1920 entre les fractions communistes du VTsSPS et du syndicat de la ville de Moscou. Il n'y a eu qu'un seul vote contre.

fois en économie et en politique, Chliapnikov soulignait que ce rôle dirigeant ne devrait pas être exclusif étant donné que les syndicats et les soviets avaient eux aussi un rôle important à jouer⁵⁸.

Reprochant au CC de s'immiscer dans le travail des syndicats et des soviets, ce qui par conséquent outrepassait, à son avis, les responsabilités qui lui étaient attribuées dans le programme du Parti, il se plaignait que le CC élabore des politiques concernant les ouvriers sans même consulter le VTsSPS. Soulevant une objection que beaucoup d'autres avaient exprimée, il accusait le CC de ne pas se conformer au véritable esprit des résolutions adoptées par les congrès et les conférences du Parti concernant « la prolétarisation des organes de gestion de l'État ». Au lieu « de faire entrer les organisations ouvrières de masse dans les organes de gestion », le CC avait seulement incorporé des ouvriers à titre individuel. Déclarant le CC incompetent, il demandait à ce que le CC « se prolétarise », ce qui, selon son interprétation, aurait voulu dire un CC composé largement de leaders syndicaux⁵⁹. L'appel de Chliapnikov en faveur d'un renouvellement total des membres du CC était une déclaration de guerre, mais une déclaration de guerre qui retentissait de la part de ces communistes qui étaient partisans d'un rôle plus important des ouvriers dans les organes dirigeants du Parti.

Refusant d'engager la polémique avec les critiques de Chliapnikov, Boukharine, qui était chargé du rapport principal sur les syndicats au Congrès, s'est contenté de dénoncer les propositions comme étant des « idioties ». Lénine a encouragé ce style injurieux du discours du Parti qui ne ferait que devenir plus désagréable. En effet, la réponse du Congrès du Parti aux propositions de Chliapnikov a été sa décision de réviser dans le programme du Parti la section portant sur les syndicats, laquelle avait été adoptée lors du VIII^e Congrès du Parti. Écartant la suggestion selon laquelle les syndicats gèreraient l'économie tout entière, le nouveau programme spécifiait que les syndicats pouvaient organiser la production, mais non pas la gérer, et qu'ils éduqueraient les ouvriers. En outre, les fractions communistes des comités syndicaux locaux seraient subordonnées aux comités de Parti locaux plutôt qu'aux fractions communistes de leurs comités syndicaux centraux, de la même façon que la fraction communiste du VTsSPS serait subordonnée au CC. Finalement, le Congrès a résolu de submerger les syndicats avec un nouveau personnel composé des « communistes les plus fiables et les plus endurcis », et de ce fait il rejetait catégoriquement le souhait de Chliapnikov que ce soit les communistes ouvriers les plus fiables qui inondent les organes dirigeants du Parti et de l'État⁶⁰.

Appâtés par une offre stratégique de compromis de la part de Lénine, les critiques des syndicats ont rapidement retiré leur soutien au management collégial de l'industrie. Le compromis permettait aux syndicalistes d'avoir un rôle dans le management, soit comme assistants d'un directeur spécialiste, soit comme directeurs avec des assistants spécialistes. Tomski n'a pas fait grand-chose pour défendre ses propres propositions. Même Lutovinov, bien

⁵⁸ RKP(b) 1960, p. 235; GARF, f. 5451, op. 42, d. 6, 1920, II. 17–21, Chliapnikov, '*K voprosu o vzaimootnosheniakh R.K.P., sovetov i proizvodstvennykh soiuзов*'. Ses propositions n'ont pas été publiées dans le compte rendu sténographique du IX^e Congrès.

⁵⁹ GARF, f. 5451, op. 42, d. 6, 1920, II. 17–21.

⁶⁰ Naumov 1991, p. 28; KPSS SSSR 1954, p. 490–4; Schapiro 1956, p. 233.

qu'il ait exprimé son désaccord avec la politique du Parti, a promis de soutenir son application. Les dirigeants syndicaux ont paru être influencés par l'assurance que le management par un seul homme n'exclurait pas les ouvriers de ce management ; cela permettrait au contraire que les administrateurs ouvriers qualifiés, en nombre limité, soient affectés à un grand nombre d'usines, plutôt que d'être rassemblés dans les collèges d'usines peu nombreuses⁶¹. En réalité, ils ont échangé l'équilibre des pouvoirs contre une mobilité personnelle vers le haut.

L'on a offert au VTsSPS plusieurs places dans le CC élu lors du IX^e Congrès⁶². Ces places ont été occupées par Tomski (qui avait prouvé sa loyauté au Congrès), Ian Roudzoutak (un homme du gouvernement) et Andreï Andreïev (aligné sur Trotski)⁶³. Une liste alternative, proposée par le Syndicat des métallos, qui comprenait ses représentants Lutovinov, Andreïev, Lepse et Vladimirov – un défi évident à Tomski – a été rejetée. Lutovinov a été nommé séparément, mais il n'a pas été confirmé par le CC. Par la suite, le CC a changé la direction de différents syndicats, et il a même soumis la direction du Syndicat des mineurs à une complète réorganisation. Dans une manœuvre dirigée contre Chliapnikov et une tentative de diviser ses partisans, Lutovinov et Andreïev ont été nommés présidents conjoints du Syndicat des métallos. Refusant ces nominations, le Syndicat des métallos a conservé Chliapnikov comme président. Finalement, le CC a envoyé plusieurs membres de haut rang (Boukharine, Radek, Staline et Kamenev) pour piloter le III^e Congrès des syndicats. Rejoints par Tomski, Andreïev et Rykov, ils ont préparé les résolutions à la fois de la fraction communiste et du congrès, et ils ont confirmé les dirigeants du VTsSPS⁶⁴. Les décisions du IX^e Congrès du Parti relatives aux syndicats préparaient ainsi la voie à la défaite, et à l'interdiction, de l'Opposition ouvrière qui se présenterait lors du Xe Congrès du Parti en 1921.

En Scandinavie et en Allemagne

Tandis que d'importantes négociations et des jeux de pouvoir se déroulaient entre le Parti communiste russe et les syndicats au cours du printemps 1920, Chliapnikov était à la tête d'une délégation syndicale soviétique en Scandinavie et en Allemagne, pays où il a parlé aux métallos des

⁶¹ KPSS SSSR, p. 483–4; Aves 1996, p. 27; Schapiro 1956, p. 231–2.

⁶² Après mars 1920 et jusqu'au X^e Congrès, la composition du CC était la suivante : Andreïev, Sergeïev (Artëm), Boukharine, Dzerjinski, Kalinine, Kamenev, Krestinski, Lénine, Preobrajenski, Radek, Rakovski, Roudzoutak, Rikov, Sérébriakov, Smirnov, Staline, Tomski, Trotski and Zinoviev. Petrovski, Iaroslowski, Muranov, Milioutine, Stouchka, Noguine, Gusev, Piatnitski, Beloborodov, Zaloutski, Molotov and Smilga, étaient des membres candidats. Le Secrétariat du CC de plus en plus important était dirigé par Krestinski, Sérébriakov et Preobrajenski, qui étaient également membres de l'Orgburo (Schapiro 1956, p. 262–4).

⁶³ Ian Roudzoutak (né en 1887), d'une famille de la classe ouvrière en Lettonie, a rejoint le présidium du VSNKh en 1917, le CC et le présidium du VTsSPS en 1920, et le Politburo en 1926 (Gambarov et autres (éd.) 1989, vol. 2, p. 213–22). Andreïev (1895-1971), né dans le gubernia de Smolensk, a accompli deux années dans une école de village, a travaillé dans un restaurant de Moscou, puis dans des usines de Petrograd. Il a fait partie du Comité de Pétersbourg en 1915-17. Après la révolution, il a présidé le Comité central des comités d'usine de l'Oural et il a été un dirigeant du Syndicat des métallos ukrainien. En 1920-22, secrétaire du VTsSPS, il a été un membre du CC du Parti dans les années 1920 et membre du Politburo de 1932 à 1952. Voir Zenkovich 2002, p. 18-20.

⁶⁴ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 29, II. 1, 3; d. 30; f. 95, op. 1, d. 5, I. 144.

réalisations du socialisme soviétique et où il a fait campagne en faveur d'un syndicat international uni des métallos. La Fédération internationale des métallos s'était réunie pour la dernière fois en 1913 et les organisations de métallos avaient prévu de se rencontrer de nouveau en août 1920. L'obstacle principal à l'unité était le désir des dirigeants du Parti communiste russe de contrôler le mouvement ouvrier international par l'intermédiaire de l'Internationale communiste (Komintern), qui a été fondée en mars 1919 à Moscou en remplacement de la II^e Internationale. En 1919, les communistes partageaient le principe que la révolution mondiale était imminente, et par conséquent l'objectif principal du Komintern était « de hâter la révolution socialiste internationale ». Le Komintern et son Exécutif devaient être les organes suprêmes du mouvement communiste international et leurs décisions devaient avoir la priorité sur celles de n'importe quel membre de l'organisation. Dans la pratique, étant donné que le Komintern était basé en Russie et que Zinoviev, un membre du Politburo, le présidait, c'étaient les dirigeants du Parti russe qui avaient la plus grande influence sur cette institution. L'Internationale syndicale d'Amsterdam a refusé de devenir membre du Komintern en raison du contrôle étroit des dirigeants du Parti communiste russe sur lui, et elle a fait pression sur les syndicats des métallos européens pour qu'ils résistent à faire l'unité avec les métallos communistes russes. Néanmoins, Chliapnikov était optimiste quant au fait que le prochain VIII^e Congrès international des syndicats de métallos, qu'il a contribué à organiser au cours de son voyage du printemps 1920, établirait une puissante Fédération internationale des syndicats de métallos⁶⁵.

Chliapnikov a accordé toute son attention et son énergie à cette mission, et il n'a donné aucune indication publique de son mécontentement à l'égard de la politique soviétique envers les ouvriers russes. Ses discours faisaient l'éloge des réalisations de la révolution et il prétendait que c'étaient les syndicats ouvriers qui détenaient le pouvoir réel dans la gestion de l'industrie. Il accusait la Guerre civile d'être responsable des pauvres conditions de vie, mais il affirmait que les travailleurs russes les toléraient parce qu'ils savaient qu'ils étaient les maîtres de l'État et de l'industrie. Son objectif principal était de convaincre les ouvriers européens que le socialisme en Russie fonctionnait et qu'il était nécessaire de s'associer avec les syndicats russes des métallos pour créer une organisation internationale unifiée des métallos. En conséquence, il ne faisait pas allusion aux dissensions à l'intérieur des rangs communistes russes, mais il glorifiait plutôt les réalisations des syndicats russes et il faisait la promotion du syndicalisme industriel⁶⁶. Étant donné qu'il voyait la révolution en Europe fléchir, il était probablement d'autant plus réticent à faire allusion à la véritable position (telle qu'il la voyait) des ouvriers en Russie.

L'observation de première main que Chliapnikov faisait de la situation politique en Allemagne a refroidi son optimisme antérieur concernant l'imminence de la révolution en Europe occidentale. Confronté au fait que les

⁶⁵ Chase et Staklo (éd.) 2001, p. 11–19; Kan 2007, p. 167, 18 avril 1920 lettre de Chliapnikov à Zinoviev; Bureau international du Travail 920, p. 1.

⁶⁶ Chliapnikov 1920d, p. 5, 27–8; Kan 2007, p. 162–71; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 13570, II. 2–3, '*Rosta*' Bulletin, 68, Stockholm, 13 avril 1920, traduction en russe du discours de Chliapnikov en français (par un interprète suédois) lors d'une réunion des métallos suédois le 11 avril.

“ennemis de classe” des travailleurs étaient bien mieux armés, il a décidé que la politique du Komintern vis-à-vis de l’Allemagne était erronée. De l’étranger, entre les mois d’avril et de juin, il a écrit des lettres aux dirigeants du Parti et des syndicats dans lesquelles il disait que le Komintern tentait à tort de pousser l’Allemagne sur la voie exacte suivie par les révolutions russes de 1917, alors que ni l’Allemagne, ni la situation internationale, n’étaient les mêmes qu’en Russie en 1917. Il recommandait ensuite avec insistance de remplacer les représentants du Komintern en Allemagne, un conseil qui n’a pas pu le faire apprécier de Zinoviev. Se plaignant que l’Agence télégraphique russe [*Rosta*] ne publiait que des informations sur des leaders de premier plan et qu’elle ignorait les initiatives des ouvriers, il conseillait vivement ceci : « Il est temps de se débarrasser de cette habitude bourgeoise du culte de la personnalité ! ». Il considérait comme faible l’espoir à court terme de gagner les plus grands syndicats européens à la cause du Komintern, bien qu’il ait escompté convaincre certains de leurs membres de le soutenir. En Allemagne, par exemple, il a prononcé des discours devant des comités d’usine et des syndicats de métallos allemands qui étaient contrôlés non pas par des communistes, mais par la “faction de gauche” du Parti Social-démocrate Indépendant (USPD). Chliapnikov appréciait la coopération des membres de l’USPD parce que les communistes allemands n’arrivaient pas à organiser pour lui des réunions avec les travailleurs allemands.

Lorsque Chliapnikov est revenu en Russie à la mi-juillet, les syndicalistes se préparaient pour le Premier Congrès international des Syndicats « rouges ». Le Congrès était organisé par le Conseil international des Syndicats [*Mezhsovprof*] dont les membres russes (Solomon Losovski, Noguine, Rykov et Grigori Tsiperovich) ont été choisis par le CC sans avoir consulté les dirigeants syndicalistes russes. Le Congrès a créé l’organe qui sera connu ultérieurement sous le nom de Profintern (Internationale syndicale rouge). Il n’existe pas de document indiquant que Chliapnikov ait participé à ces efforts, et il est peu probable que les dirigeants du Parti aient accueilli favorablement sa participation étant donné que ses points de vue sur les syndicats différaient des leurs⁶⁷. Le contraste était frappant entre la figure très en vue de Chliapnikov lors des rassemblements syndicaux à l’étranger et son absence lors du premier Congrès international des syndicats communistes chez lui. Ses contacts prérévolutionnaires avec les dirigeants syndicalistes et socialistes européens lui offraient toujours des possibilités pour poursuivre son objectif, à savoir que ce soient des syndicalistes qui gèrent de manière indépendante le mouvement syndical international, bien qu’il semble qu’il n’ait pas réfléchi minutieusement aux implications de l’entrée des syndicats dans le Komintern, avec les politiques duquel était en désaccord, ou peut-être était-il optimiste quant au changement de politique du Komintern.

Le VIII^e Congrès international des Syndicats de métallos devait débiter le 20 août à Copenhague, Danemark. Chliapnikov, qui était à la tête de la délégation du Syndicat des métallos russes au congrès, croyait qu’il avait convaincu les syndicats de métallos suédois et norvégiens gauchisants d’aider les Russes à en prendre le contrôle, contre ceux qui étaient opposés à la

⁶⁷ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 175, I. 78. Losovski (Solomon Abramovitch Dridzo) est devenu secrétaire du VTsSPS en 1917. Il a souvent pris la parole comme représentant des syndicats lors des congrès mondiaux du Komintern et du Profintern (Gambarov et autres (éd.) 1989, p. 333–6).

participation au Komintern⁶⁸. Avec la coopération des autorités danoises et norvégiennes, J. A. Hansen, le président du congrès, a placé des obstacles sur le chemin de la délégation russe. Tandis que les Danois interdisaient à la délégation russe d'entrer au Danemark, la police norvégienne a arrêté Chliapnikov et les autres membres de la délégation à plusieurs reprises pendant leur voyage à travers la Norvège. Malgré des tentatives aventureuses pour échapper au filet de l'ingérence de la police, tentatives qu'il a détaillées dans un récit captivant, Chliapnikov a été dans l'incapacité de rejoindre Copenhague pour le congrès. Lorsqu'il a informé par télégraphe toutes les délégations que Hansen avait fait interdire sa présence, il en a résulté de la consternation dans le congrès. Un délégué français (Merrheim) a poussé à plusieurs reprises les dirigeants du congrès à justifier leur position et d'autres délégués se sont inquiétés du fait que le congrès était plus faible étant donné son manque de représentativité⁶⁹.

À part l'appel à imposer la journée de travail de huit heures, l'accord sur le transfert du siège de la Fédération en Suisse (un pays neutre) et l'émission d'une condamnation générale de la guerre, le congrès a eu peu de résultats. La Fédération est restée associée à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Même si beaucoup de délégués avaient de la sympathie pour la délégation russe absente, ils ne désiraient pas suivre la voie russe vers le socialisme parce qu'ils pensaient que cela signifierait la guerre civile. Certains assimilaient explicitement le communisme au militarisme. La plupart refusaient cependant de prononcer un jugement sur la Révolution russe en l'absence de la délégation russe⁷⁰. Après plusieurs semaines passées en Scandinavie, Chliapnikov est revenu en Russie à la fin septembre 1920.

Conclusion

En 1918-20, Chliapnikov représentait et défendait le point de vue d'un nombre important de dirigeants et d'activistes syndicaux communistes de l'industrie, point de vue selon lequel ce sont les ouvriers communistes qui devraient prédominer au sein du Parti et qui devraient gérer l'économie au moyen des syndicats. La conviction qui le guidait est née de son passé de révolutionnaire ouvrier, mais la Guerre civile a conféré un caractère d'urgence à sa cause. Ses conflits avec Bosch et Kirov provenaient non seulement des guerres de clans ou des affrontements de personnalités, mais d'approches différentes de la consolidation du pouvoir et de la mise en œuvre de la politique. Tandis que le volontarisme bravache de Kirov deviendrait une pierre angulaire de l'économie stalinienne des années 1930 (qui s'exprimait par cette exhortation : « les bolcheviks peuvent prendre d'assaut toutes les

⁶⁸ GARF, f. 5667, op. 5, d. 226, I. 5; RGASPI, f. 5, op. 1, d. 1472, I. 1; f. 95, op. 1, d. 5, I. 159.

⁶⁹ RGASPI, f. 304, op. 1, d. 11, II. 1-7; GARF, f. 5667, op. 5, d. 226, II. 99-104, rapport d'août 1920 de Chliapnikov, présenté le 30 septembre; Bureau international du Travail 1920, p. 4-6. Les délégués venaient de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Norvège, de la Suède, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie, de la Belgique, de la France, du Danemark et de la Hollande (Bureau international du Travail 1920, p. 2); les Russes, les Britanniques, les Luxembourgeois et les Américains étaient absents pour diverses raisons (Bureau international du Travail 1920, p. 3). Le délégué français était probablement Alphonse Merrheim. Le voyage de Chliapnikov a duré du 7 août au 19 septembre (compte rendu du 3 octobre dans la "Pravda").

⁷⁰ Bureau international du Travail 1920, p. 5-8.

forteresses ! »), le genre de prudence et de pragmatisme de Chliapnikov aurait pour résultat des peines de prison. Il pensait qu'il était à la fois nécessaire et possible pour les travailleurs de jouer un rôle actif dans la construction d'une société socialiste, mais, en 1919, il reconnaissait que quelque chose s'était détraqué. Il en rendait responsable l'influence des "éléments" bureaucratiques et réactionnaires sur la politique de l'État. Les dirigeants du Parti pensaient que ce gouvernement depuis le centre était plus judicieux que la participation des masses et que la dictature était vitale pour la victoire militaire. Pour Chliapnikov, la "perte d'autonomie" qui en a résulté pour les ouvriers a été une malheureuse rupture par rapport aux buts originaux de la révolution d'Octobre.

Cherchant d'urgence des correctifs, Chliapnikov et ceux qui partageaient ses points de vue ont lancé une campagne concertée pour rétablir l'influence des ouvriers sur le Parti et sur la politique de l'État. Les syndicats, pensait-il, devaient être les institutions les moins susceptibles d'exclure les ouvriers des positions de pouvoir. D'après ses propositions, qui se reflètent dans ses principaux discours, rapports et articles publiés (1919-20), les syndicats remplaceraient les organes économiques de l'État en tant que managers de l'économie. De plus, le CC arrêterait d'interférer dans les affaires quotidiennes des organisations locales du Parti, des syndicats et des comités d'usine. Il croyait que la participation active, volontaire, des ouvriers était essentielle au développement économique et à la construction de la nouvelle société socialiste. En premier lieu, comme d'autres contestataires communistes, Chliapnikov considérait la bureaucratie comme étant l'ennemi principal. Considérant comment la combattre, et quand il a été confronté à la position "dictatoriale" des dirigeants du Parti et des soviets par rapport aux ouvriers, il a tourné ses pensées vers la création d'une structure qui assurerait le contrôle de l'économie par des organes syndicaux élus.

Il n'y avait pas de contradiction entre l'allégeance au Parti et le partage du pouvoir qu'il proposait entre les syndicats, le Parti et les soviets. À une époque où la discipline de parti n'était pas encore assimilée à une adhésion inconditionnelle à l'idéologie marxiste-léniniste encore en voie de développement, sa détermination à rechercher l'émancipation des ouvriers à travers les organes du Parti et des syndicats dominés par les communistes reflétait sa croyance en la nécessité simultanée de ces deux branches du mouvement ouvrier. Bien qu'il ait cru en le pouvoir d'orientation idéologique du Parti et en son autorité en tant qu'organisation "ouvrière", il comprenait que le Parti ne pouvait pas forcer les ouvriers à assimiler ses principes. Les opinions qu'il professait correspondaient à une version du bolchevisme qui était la plus représentative des espoirs et des ambitions de ces bolcheviks ouvriers qualifiés et autodidactes qui avaient fait partie du mouvement depuis son début.

Chapitre 6

L'Opposition ouvrière et le débat sur les syndicats

Même si la Guerre civile allait sur sa fin, les dirigeants du Parti communiste russe étaient confrontés à de nombreux défis. Les politiques du Communisme de guerre, en particulier les réquisitions de blé, étaient devenues insoutenables et de plus en plus difficiles à justifier. Au moment où les Blancs étaient vaincus, les rébellions paysannes semblaient menacer la détention du pouvoir par les communistes et le mécontentement parmi les ouvriers et les soldats affaiblissait la base d'appui des communistes¹⁸⁷. Tandis que la population s'irritait des réquisitions et des pénuries de marchandises, les tensions s'accroissaient entre les dirigeants du Parti et les membres de la base à cause des privilèges apparents de l'élite, de même qu'en raison du manque de "démocratie" dans le Parti. Lorsque le consensus du CC sur l'approche de Trotski relative à la reconstruction de l'industrie a disparu, la discussion du rôle des syndicats ne pouvait plus être contenue dans les limites de la direction du Parti et des syndicats. Avec le débat qui s'est ouvert à la fin décembre 1920 sur l'intégration de tous les membres du Parti, Chliapnikov et ses camarades ont décidé de lutter (en tant qu'"Opposition ouvrière") pour faire accepter leur programme lors du X^e Congrès du Parti de 1921. Le Congrès s'était tenu alors que les marins de Cronstadt et les ouvriers de Petrograd, qui avaient été parmi les forces les plus militantes de la révolution, se soulevaient contre les politiques du Parti. Les dirigeants du Parti ont utilisé cette rébellion pour mettre dans le même sac les contestataires appartenant à l'Opposition ouvrière, aux centralistes démocratiques et à d'autres groupes. Non seulement l'Opposition ouvrière a perdu la partie et a été blâmée lors du X^e Congrès du Parti, mais le factionnalisme a été interdit, ce qui a eu aussi des implications pour des groupes comme les centralistes démocratiques. L'interdiction du factionnalisme n'a pas été un tournant aussi crucial que cela a été parfois supposé, étant donné que cela n'a fait que modifier les termes de la lutte au sein du Parti. Ce qui a été plus important, c'est que les nouvelles politiques

¹⁸⁷ Malle 1985; Figes 1989; Aves 1996.

économiques adoptées lors du Congrès ont changé radicalement le débat concernant le rôle des syndicats.

Évaluation du programme de l'Opposition ouvrière

L'histoire du terme d'"opposition ouvrière" dans le Parti Ouvrier Social-démocrate Russe remontait à 1900 quand l'*intelligentsia* l'utilisait pour parler de groupes peu coopératifs d'ouvriers d'Ekaterinoslav et de Kharkov. Il a été également appliqué à des ouvriers de l'Oural qui, en 1918, ont soutenu le Comité des membres de l'Assemblée constituante [*Komoutch*], anti-bolchevik et panrusse, à Samara. En tant que terme hostile, ce nom montait les socialistes ouvriers contre les socialistes de l'*intelligentsia*¹⁸⁸. Il est possible que Chliapnikov et ses partisans n'aient pas choisi ce nom eux-mêmes, mais que Lénine le leur ait imposé. Accusés par les dirigeants du Parti d'avoir créé une dangereuse faction, les membres de l'Opposition ouvrière en sont venus à souligner le caractère informel et la courte vie de ce mouvement. Il n'y a pas de date précise à laquelle le groupe s'est uni. Aucune conférence, ni aucun congrès, n'a marqué sa fondation. Dispersés par la Guerre civile, les métallos de Petrograd, qui étaient à la pointe de l'organisation bolchevique en 1917, n'ont commencé à se réunir dans le Syndicat panrusse des métallos qu'à la fin de 1919, et les propositions de Chliapnikov de l'automne 1919 ont galvanisé leur soutien. Ses partisans organisaient des réunions par le bouche à oreille. L'assistance à ces réunions fluctuait, ce qui rend difficile de compter les membres de ce groupe. Soutenant que l'Opposition ouvrière a été construite à partir des courants de la "pensée critique" qui circulaient parmi les "masses" au cours de l'été 1920, Alexandra Kollontaï mettait en avant ses racines populaires, et pourtant elle prétendait qu'elle n'a formé une faction qu'après que les dirigeants du Parti l'ont caractérisée ainsi. Chliapnikov a donné ultérieurement l'impression que l'Opposition ouvrière n'a pris naissance qu'après le Ve Congrès syndical en novembre 1920¹⁸⁹.

En décembre 1920, le programme du groupe avait été signé par 38 dirigeants de syndicats et de l'industrie. Des centaines de membres du Parti ont voté en sa faveur, en particulier lors de conférences syndicales. L'Opposition ouvrière en est venue à incorporer des groupes d'ouvriers communistes qui sont nés de manière indépendante, tel que le groupe de Bauman à Moscou et les partisans d'Efim Ignatov¹⁹⁰. Les centralistes démocratiques et l'Opposition ouvrière ont essayé de s'unifier sur la base d'une plateforme commune, mais ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur la relation exacte entre le Parti et les syndicats. Alors que les centralistes démocratiques parlaient du degré auquel le Parti devrait influencer les

¹⁸⁸ Wildman 1967, p. 107–8; Pavliouchenkov 2008, p. 59.

¹⁸⁹ Kollontaï 1921b, p. 8–9; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, v. 5, I. 16, 17 juin 1933, séance de purge du Parti concernant Chliapnikov.

¹⁹⁰ Pour plus de détails sur les groupes de Bauman et d'Ignatov, voir Pirani 2008, p. 50–69, 117–26, 195, 237–52. Pirani soutient que ces groupes "ont leur propres identités politiques" (Pirani 2008, p. 61), tandis que moi je vois des limites moins rigides entre ces groupes ouvriéristes dans le Parti, avec un mouvement d'individus entre les groupes et des actions communes à des moments importants, de la même façon que les activistes socialistes de différents partis se comportaient avant la révolution.

syndicats, l'Opposition ouvrière voyait la question en termes d'influence des syndicats sur le Parti.

L'Opposition ouvrière soulignait que son programme était fondé sur des principes qui avaient été exposés dans les congrès syndicaux panrusses précédents, mais il provenait en particulier de la section économique du programme du Parti qui avait été adopté lors du VIII^e Congrès du Parti en mars 1919. Les oppositionnels se plaignaient du fait que la militarisation de l'industrie durant la Guerre civile avait imposé aux syndicats de jouer un rôle que les résolutions du Parti ne leur accordaient pas. Dans la pratique, le rôle des syndicats dans la production avait été relégué à celui « d'un service d'enquête et de recommandations »¹⁹¹. L'Opposition ouvrière attribuait la responsabilité du rôle marginal des syndicats dans la production à la bureaucratisation croissante. Le seul remède à ce malheureux état des choses était que les syndicats appliquent la politique économique. Suivant le programme du Parti de 1919, le plan demandait à ce que les syndicats « concentrent dans leurs mains la gestion de l'économie tout entière comme une seule unité ». La réforme devait commencer au niveau le plus bas et s'étendre ensuite vers le haut jusqu'à la direction centrale. En premier lieu, les syndicats recevraient immédiatement davantage de personnel et de ressources. Ensuite, les syndicats et les comités d'usine devraient remplacer les organes économiques de l'État dans l'organisation et la gestion de l'économie. Finalement, les syndicats nommeraient, installeraient dans leurs fonctions et rappelleraient, les managers économiques sans interférence du VSNKh¹⁹².

À tous les niveaux, les représentants syndicaux seraient élus afin d'assurer la participation des masses à la gestion de l'économie. Dans les syndicats, les plus hauts niveaux seraient responsables devant les niveaux inférieurs du fait d'élections directes et de comptes rendus périodiques, et les niveaux inférieurs rendraient compte aux niveaux supérieurs. Les représentants des syndicats se réuniraient dans des congrès panrusses de producteurs pour chaque branche de l'économie et pour l'économie tout entière. Afin de faciliter cette représentation, la gestion des industries serait rationalisée « en fonction des caractéristiques de la production » (telles que la métallurgique, les mines, les textiles, etc.). Une assemblée au niveau de l'usine, élue par les « producteurs organisés », serait l'unité organisationnelle de base du syndicat. Les propositions faisaient comprendre que c'étaient à la fois les ouvriers manuels et les employés en col blanc qui éliraient les organes de gestion. Tous les différents organes dirigeants, y compris les comités d'usine, les comités de taux de rémunération, les comités d'atelier, etc., se réuniraient en une seule assemblée d'usine pour se rencontrer deux ou quatre fois par mois et pour prendre des décisions sur toutes les questions importantes auxquelles l'usine était confrontée. L'allégeance primordiale de chaque organisation d'usine irait par conséquent à l'assemblée d'usine plutôt qu'à des organisations supérieures extérieures à l'usine. Enfin, afin d'améliorer le niveau de vie des ouvriers et d'augmenter la productivité, l'Opposition ouvrière recommandait de proscrire tous les paiements en nature. Les choses essentielles, y compris les vêtements, la nourriture, les

¹⁹¹ Chliapnikov et autres 1921f, p. 2.

¹⁹² Chliapnikov et autres 1921f, p. 3.

transports et le logement, seraient fournies aux ouvriers, mais elles ne seraient pas distribuées à la place des véritables salaires réguliers¹⁹³.

Ayant développé une attaque bien organisée et fondée sur le plan théorique contre l'Opposition ouvrière, Lénine savait sa revendication de légitimité en affirmant que le point 5 du programme économique du Parti de 1919 serait effectivement mis en application, mais pas avant que les syndicats ne soient prêts. Avec Zinoviev et Boukharine, il mettait en avant l'accusation selon laquelle l'Opposition ouvrière promouvait le syndicalisme, qu'elle était « une déviation anarcho-syndicaliste et petite-bourgeoise ». Les dirigeants du Parti associaient également l'Opposition ouvrière aux forces antibolcheviques, et ils avertissaient qu'elle permettrait à des ouvriers sans parti de gérer la production. À cette époque, les communistes employaient souvent le terme de “sans parti” pour signifier d'anciens mencheviks, SR ou anarchistes. Boukharine a prétendu qu'un congrès de métallos sans parti, majoritairement des mencheviks et des SR, avait adopté une résolution qui était « presque la même » que celle de l'Opposition ouvrière. Se focalisant sur l'appel de l'Opposition ouvrière à un « congrès des producteurs », les dirigeants du Parti affirmaient qu'un congrès des producteurs aurait signifié permettre à des producteurs non- et semi-prolétariens – c'est-à-dire à des paysans et à des artisans – d'exercer une influence sur des décisions économiques. Insinuant que les années de travail que Chliapnikov avait passées dans les syndicats français avaient contaminé son marxisme, Boukharine se moquait du terme “proudhonien” de “producteur” parce qu'il proviendrait du syndicalisme français. Décrivant la “masse” de la classe ouvrière comme « influencée par la paysannerie », Boukharine insistait sur le fait qu'un congrès de producteurs ne pouvait pas éviter d'acheminer les perspectives paysannes dans la gestion de l'économie¹⁹⁴.

Contraint à la défensive, Chliapnikov affirmait que l'Opposition ouvrière n'était pas anarcho-syndicaliste puisqu'elle « ne rejetait pas la lutte politique, la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant du parti, ni l'importance des soviets comme organes du pouvoir ». En outre, il ne préconisait pas la propriété décentralisée de la production qui était au cœur du syndicalisme, ainsi qu'il le faisait remarquer. Il essayait d'expliquer que, par un congrès de producteurs, les oppositionnels voulaient essentiellement dire « un congrès panrusse des syndicats ». Par « producteurs », ils voulaient dire « les ouvriers d'usine, les cols-blancs, et tout le personnel nécessaire à la production ». Les paysans ne pouvaient pas en faire partie, soulignait-il, car, à cette époque, il n'y avait pas de syndicats paysans dans la RSFSR. De surcroît, Chliapnikov soutenait la légitimité marxiste du terme de “producteur”, car on le trouvait chez Engels. Lénine a rétorqué adroitement qu'Engels parlait de la société communiste, et non pas d'une société de transition dans laquelle la guerre de classe était en cours. Zinoviev affirmait que l'Opposition ouvrière avait employé le terme de manière cynique ou insouciant « afin de donner à sa plateforme pro-ouvrière un plus large attrait ». Chliapnikov soutenait qu'il désirait utiliser seulement un terme inclusif qui s'appliquerait à tous ceux qui

¹⁹³ Chliapnikov et autres 1921f, p. 3; RKP(b) 1963, p. 366.

¹⁹⁴ Lénine 1960–70, vol. 32, p. 50; “Pravda”, 27 janvier 1921, p. 2–3; TsAODM, f. 3, op. 2, d. 2, II. 3, 10, 15, sixième conférence du Parti du gubernia de Moscou, 19–21 février 1921; McNeal 1974, vol. 2, p. 122; RKP(b) 1963, p. 222–3.

contribuaient à la production industrielle, que ce soit par le travail manuel ou par le travail intellectuel. Incapable de réfuter l'*intelligentsia* du Parti sur le terrain théorique, il ne pouvait que conclure avec ironie que peu importait le terme qu'il employait, ses opposants auraient tordu sa signification afin d'exagérer sa prétendue entorse par rapport à l'orthodoxie¹⁹⁵. Plus tard dans sa vie, il semble qu'il ait accepté le fait qu'il avait fait erreur en utilisant le terme de "producteurs"¹⁹⁶.

Les syndicalistes russes n'ont pas reconnu l'Opposition ouvrière comme étant apparentée à eux, et ils la considéraient tout simplement comme l'une des parties dans la querelle de famille bolchevique. Une définition stricte du syndicalisme ne correspondait pas vraiment à l'Opposition ouvrière étant donné qu'elle acceptait le Parti communiste comme étant l'égal des syndicats et que ses propositions dépendaient d'une structure centraliste plutôt que d'une structure fédéraliste. Selon Wayne Thorpe, les syndicalistes ouest-européens étaient « des socialistes non politiques » qui « rejetaient l'activité et l'organisation politiques en faveur d'une action révolutionnaire passant par les organisations ouvrières fondamentales, les syndicats, eux-mêmes organisés idéalement sur une base décentralisée et fédéraliste ». L'Opposition ouvrière partageait l'optimisme des syndicalistes à propos du potentiel des ouvriers. Cela indiquait seulement que les deux groupes étaient ouvriéristes. Cela signifiait qu'ils avaient des origines dans la classe ouvrière, qu'ils étaient actifs dans les syndicats et qu'ils étaient favorables à une participation directe des ouvriers dans la création d'une attitude socialiste de travail et de vie¹⁹⁷. Une assemblée représentative, s'appuyant sur des délégués élus par vocation, n'était pas particulière aux syndicalistes. Elle avait été une composante de la théorie corporatiste. L'idée a été notamment populaire directement après la Première Guerre mondiale, bien que la variante de gauche ait disparu vers la fin des années 1920. Le congrès des producteurs défendu par l'Opposition ouvrière n'avait pas de rôle politique, puisque son programme attribuait celui-ci aux soviets. De plus, le type de représentation proposé par l'Opposition ouvrière pour le congrès ainsi que le champ de son activité étaient sensiblement différents des congrès de producteurs proposés par de nombreux corporatistes et syndicalistes. Néanmoins, l'étiquette d'anarcho-syndicaliste a persisté, à la fois dans l'historiographie soviétique et dans beaucoup d'études occidentales¹⁹⁸.

¹⁹⁵ RKP(b) 1963, p. 359–67, 380, 526–31; Sandu 2006, p. 50–1. Il a dit que s'il avait employé le terme d'"ouvriers" plutôt que celui de "producteurs", il aurait été accusé de makhaevisme.

¹⁹⁶ Lors de son épuration de 1933, Chliapnikov a dit : « Quand Lénine me disait que "producteur" pouvait être compris comme un "producteur de marchandise", j'ai été indigné, mais évidemment je ne pouvais pas nier l'impartialité d'une telle réprimande » (RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, I. 13). La fille de Chliapnikov, Irina, possède un manuscrit de 75 pages, portant sur l'Opposition ouvrière, que son père a écrit au milieu des années 1920; le NKVD l'a confisqué lors de son arrestation en 1935 et ce sont seulement les archives centrales du FSB qui l'ont rendu à la famille dans les années 1990. Je n'ai pas eu accès à ce document et je n'ai vu de référence à lui nulle part dans les archives que j'ai consultées pour ma recherche.

¹⁹⁷ Voline 1974, p. 437; Thorpe 1989, p. xiii, 15, 165. Thorpe, dont les définitions étaient ancrées dans le contexte du syndicalisme français, admet que les syndicalistes variaient en fonction des pays et des régions (Thorpe 1989, p. 28).

¹⁹⁸ Landauer 1983, p. 1, 69; Shukman (éd.) 1988, p. 152; Sorenson 1969, p. 94; Ruble 1981, p. 10, et Ruble 1983, p. 3.

Le Tsektran, la IX^e Conférence du Parti et la Commission syndicale

La campagne déterminée de Chliapnikov en vue de promouvoir le rôle de l'initiative ouvrière était, à son avis et à celui de ses partisans, le seul moyen acceptable pour faire face aux extrêmes difficultés économiques en Russie vers la fin de la Guerre civile. Ils pensaient que les programmes concurrents nécessiteraient d'abandonner les buts d'émancipation qui avaient été ceux de la révolution. Trotski n'était pas d'accord. Ayant identifié la crise des transports comme étant la raison principale des pénuries de nourriture et de carburant et comme insuffisant le ravitaillement de l'armée, il était partisan de la militarisation et de la contrainte pour faire en sorte que le fonctionnement des chemins de fer soit efficient et sans heurts. La création par le CC du Tsektran, qui fusionnait les syndicats des cheminots et des marinières à la fin d'août 1920, provenait de son initiative. En tant que président du Tsektran, il a prévu de l'utiliser pour mettre en application ses idées relatives à la conception du travail. Il a choisi de faire fusionner des syndicats des chemins de fer et du transport fluvial ainsi que de nommer la direction parce qu'il n'avait pas confiance dans les dirigeants syndicaux élus pour employer la contrainte contre les ouvriers¹⁹⁹. En tant que l'exemple le plus controversé de l'ingérence du CC dans les questions syndicales à cette époque-là, sa mesure a enflammé la discussion sur le rôle des syndicats dans l'économie post-Guerre civile. Chliapnikov et d'autres leaders syndicaux craignaient que le précédent du Tsektran ne prépare la voie à la fusion de syndicats, en les absorbant dans une administration d'État centralisée et en nommant des dirigeants prêts à suivre les ordres du CC. Ils soupçonnaient que Trotski était en train de préparer d'étendre la militarisation des transports à toute l'industrie.

Jusqu'à la IX^e Conférence du Parti, qui s'est déroulée à Moscou du 22 au 25 septembre 1920, Trotski et ses partisans ont eu une grande influence au sein du CC. Étant donné en partie les soucis croissants dans le Parti concernant les conflits entre les dirigeants et les activistes du Parti, son influence a cependant commencé à décroître à la veille de la Conférence. C'est ainsi que le présidium de la Conférence proposé par le CC comprenait Lénine, Zinoviev, Tolski et Boukharine, mais ni Trotski, ni aucun de ses défenseurs les plus inflexibles. Les partisans de Trotski ont réussi à l'ajouter, lui et Radek, au présidium²⁰⁰. Le point central de la Conférence était la situation militaire de la Russie, et en particulier la défaite de l'Armée rouge en Pologne, mais un débat intense s'est ensuivi concernant l'état de la "démocratie" au sein du Parti et les plans de Trotski sur la militarisation de l'économie.

Tournant décisif dans le débat portant sur le rôle des syndicats et sur la démocratie dans le Parti, la IX^e Conférence du Parti a été le théâtre de violents échanges entre les leaders de l'Opposition ouvrière et les plus hauts dirigeants du Parti. Chliapnikov n'est revenu de Scandinavie qu'à temps pour la dernière

¹⁹⁹ Bunyan 1967, p. 188–9, décret du 26 août 1920; Sorenson 1969, p. 107; Rosenberg 1989, p. 349–73. La mise en œuvre de la fusion du Tsektran n'a commencé réellement qu'en octobre 1920; ce retard a été dû à l'opposition des membres de haut rang du syndicat des marinières.

²⁰⁰ RKP(b) 1972, p. 3. En juin 1920, le secrétaire du CC Evgueni Preobrajenski, mettait en garde à propos du danger engendré par les conflits entre les "éléments de la base" [*nizy*] et les "grosses légumes" [*verkhi*] dans le Parti et, au début septembre, le CC a émis une circulaire sur le sujet (Sandu 2006, p. 79).

partie de la Conférence. Les changements dans la manière dont certains membres du CC ont considéré les politiques de Trotski l'ont impressionné, bien qu'il soit resté sceptique sur leurs motivations. Par exemple, Zinoviev a affaibli de nombreuses demandes de l'opposition en appelant à une plus grande critique des décisions du Parti, à davantage de tolérance envers les différentes opinions parmi les membres du Parti et pour des assemblées des membres du Parti convoquées plus souvent. Étant donné l'inquiétude grandissante provoquée par les dissensions entre les dirigeants et la base du Parti, lui et quelques autres leaders du Parti ont vu la nécessité d'atténuer la rude impression créée par les politiques mises en œuvre par Trotski et de tendre la main aux contestataires²⁰¹.

Se trouvant en Scandinavie lors de la création du Tsektran, Chliapnikov n'était pas préparé pour en parler. Au lieu de lui, c'est Lutovinov qui a été l'orateur principal pour l'Opposition ouvrière. Ayant adopté une position plus radicale depuis le IXe Congrès du Parti en mars, il a prononcé un discours si rempli de critiques envers les dirigeants du Parti qu'il n'a jamais été publié dans son intégralité. Appelant à un « traitement radical » de « tous les cancers [yazvy] qui rongent le corps de notre Parti », ses exigences de réforme étaient entre autres les suivantes : 1. Rétablir la direction du Parti en faveur du CC plutôt que de l'abandonner (laissait-il entendre) au Politburo, 2. Permettre aux soviets, aux comités de Parti et aux syndicats, de travailler sans qu'il y ait ingérence des organes supérieurs du Parti et 3. En finir avec la pratique des nominations des officiels du Parti et des soviets par les organes centraux²⁰². Il était peut-être en colère du fait de l'échec dont a fait preuve le CC élu lors du dernier congrès pour réparer les injustices.

Dans les parties non publiées de son discours, Lutovinov insistait sur le fait que le Parti devrait arrêter de disperser les organes élus et qu'il devrait intensifier les efforts pour incorporer des ouvriers dans les comités du Parti, dans les soviets et dans les syndicats. Même le Politburo et le CC devraient être composés d'une majorité d'ouvriers. Les officiels centraux qui se comportaient de manière autoritaire seraient envoyés en province et ils seraient remplacés par « des forces fraîches provenant du niveau local ». Les ouvriers, sous la direction du Parti, devraient discuter de toutes les questions touchant à la politique. Il avertissait que, si de telles mesures n'étaient pas prises, les travailleurs se révolteraient contre le Parti. Des rumeurs sont nées comme quoi il était partisan « d'une troisième révolution prolétarienne »²⁰³. En effet, Evgueni Preobrajenski, secrétaire du CC et partisan de Trotski, qui a répondu au discours de Lutovinov, a perçu une menace voilée dans ses paroles. De son point de vue, le CC avait un nombre insuffisant de membres

²⁰¹ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 10, I. 202; Sandu 2006, p. 71–2; Pirani 2008.

²⁰² Zorki (éd.) 1926, p. 16; RKP(b) 1972, p. 63–4. Les procès-verbaux de la IX^e Conférence du Parti ont tout d'abord été publiés dans une version abrégée en 1920. La version publiée en 1972 était fondée sur le rapport sténographique complet qui a été conservé dans les archives, mais il ne contenait qu'un bref résumé du discours de Lutovinov.

²⁰³ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 79, II. 1–2, 23 octobre 1920, une copie de la lettre de Lutovinov à des camarades ukrainiens. Dans cette lettre, Lutovinov conseillait vivement à ses camarades ukrainiens d'évincer des dirigeants précis du Parti communiste d'Ukraine (Rakovski, Iakovlev, Epstein et Kassior), lequel a soumis sa lettre à l'attention des leaders du Parti à Moscou. Selon Trotski (RGASPI f. 5, op. 2, d. 288), c'est Zinoviev qui a remis la lettre de Lutovinov au CC. L'Orgburo a fait une enquête sur cette lettre après que les dirigeants du Parti communiste d'Ukraine s'en soient plaints (RGASPI, f. 17, op. 112, d. 100, I. 6).

pour exercer la direction, et encore moins pour s’immiscer dans le travail des autres organes²⁰⁴. La position de Lutovinov, et la réaction qu’elle suscitait, rappelaient la controverse sur les déclarations de 1919 de Chliapnikov.

D’autres personnes ont repris les critiques de Lutovinov. Mettant en question la sincérité de Zinoviev, Medvedev, Koutouzov et Kollontaï, ont exigé des garanties sur le fait que les ouvriers occuperaient au moins la moitié des postes dans les comités régionaux du Parti et que ceux qui critiquaient ne soient pas mutés de leurs postes. Leurs réclamations ont provoqué la colère de Lénine qui a répliqué que, par des temps de danger militaire, il ne pouvait pas être question de discussion²⁰⁵. Néanmoins, le consensus du CC relatif au soutien de la politique de militarisation de l’industrie de Trotski s’écroulait. Chliapnikov et les autres contestataires avaient ainsi l’occasion de contribuer à construire un nouveau consensus.

À l’automne 1920, les factions principales dans le débat sur le rôle des syndicats ont pris forme dans les grandes lignes ; il y avait les partisans de la ligne de Lénine, ceux qui se tenaient derrière les propositions de Trotski et l’Opposition ouvrière dirigée par Chliapnikov. Trotski et Lénine étaient tous deux dans le CC, lequel se divisait en raison du soutien à leurs plateformes, tandis que l’Opposition ouvrière n’était pas présente dans le CC. Les lignes entre les partisans de Trotski et ses opposants dans le CC ont été tracées plus définitivement au début de novembre 1920. Lors des plénums du CC les 8 et 9 novembre, Lénine et Trotski ont soumis des propositions séparées sur le rôle des syndicats. Il s’est ensuivi un vif débat. Tandis que Trotski voulait incorporer les syndicats à l’État, la proposition plus modérée de Lénine s’opposait aux armées du travail et autorisait les syndicats à être organisationnellement séparés de l’État, bien que limitant strictement leur rôle à l’éducation et à la préparation des ouvriers à leurs responsabilités dans la société socialiste. En l’absence de plusieurs partisans-clés de Trotski, Lénine l’a emporté avec une étroite majorité au CC²⁰⁶. Étant donné le vote serré, certains membres du CC ont réclamé une discussion publique, mais la majorité était à la recherche du consensus²⁰⁷.

Plusieurs autres points de vue dans le CC ont graduellement fusionné avec la position de Lénine ou avec celle de Trotski. Boukharine, par exemple, réclamait qu’à la fois les syndicats éduquent les ouvriers et qu’ils soient progressivement absorbés en tant qu’un partenaire égal dans le système de l’État pour administrer l’industrie, mais, en janvier 1921, lui et Trotski s’étaient mis d’accord sur des propositions communes. Tomski et Roudzoutak, qui représentaient la majorité du présidium du VTsSPS, étaient favorables à

²⁰⁴ RKP(b) 1972, p. 172–3.

²⁰⁵ RKP(b) 1972, p. 175–6 (Medvedev), p. 186–7 (Koutouzov), p. 187–8 (Kollontaï), et p. 188–90 (Lénine).

²⁰⁶ Huit voix pour les propositions de Lénine contre sept pour celles de Trotski. Le CC a créé une section composée de Lénine, Trotski, Zinoviev, Boukharine et Tomski, pour retravailler les propositions de Lénine (RGASPI, f. 17, op. 2, d. 37, 8 novembre 1920). Ceux qui étaient présents étaient : Lénine, Trotski, Zinoviev, Kalinine, Tomski, Krestinski, Sérébriakov, Boukharine, Artëm, Preobrajenski, Dzerjinski, Andreïev, Kamenev, Roudzoutak, Rikov et Radek. Seuls quatre des partisans de Trotski se sont déclarés contre les thèses de Lénine; les autres se sont abstenus.

²⁰⁷ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 38, 9 novembre 1920. Kamenev, Tomski, Boukharine, Sérébriakov, Sergeïev, Dzerjinski, Radek, Krestinski, Rikov et Zinoviev, ont réclamé une discussion renouvelée dans l’espoir de créer un consensus. Ces 10 membres, qui incluaient certains partisans de Trotski, n’étaient pas les mêmes que les “Dix” qui soutenaient la plateforme de Lénine sur les syndicats.

l'attribution d'un rôle des syndicats dans la gestion de l'économie plus important que dans le plan de Lénine, mais ils rejetaient la subordination par la force aux organes de l'État proposée par Trotski. Ils acceptaient le fait que seul le CC du Parti avait le droit d'élaborer la politique concernant les ouvriers, mais ils étaient partisans qu'il prenne en considération les opinions des dirigeants des syndicats. Représentant le VSNKh, Rykov était favorable à la proposition de Noguine d'éliminer toutes les activités des syndicats dans les domaines qui étaient déjà supervisés par l'État (tels que la culture, les taux salariaux, l'éducation et les finances). Il est difficile d'imaginer quel rôle quelconque serait resté aux syndicats avec un tel plan. Fin janvier, les dirigeants du VTsSPS et du VSNKh s'étaient alignés sur Lénine. C'est cette faction, qui formait une faible majorité dans le CC, qui a ensuite été désignée comme étant les "Dix"²⁰⁸. Les Dix recommandaient que les syndicats éduquent les ouvriers en matière de communisme et qu'ils les mobilisent pour élever le niveau de la production, mais ils considéraient l'absorption des syndicats dans l'État comme étant peu judicieuse car elle interférerait avec leur tâche d'éduquer les ouvriers. Les huit autres membres du CC étaient favorables aux propositions de Trotski²⁰⁹. Étant donné que les représentants des factions absorbées ont fait des exposés minoritaires lors des débats relatifs au rôle des syndicats, Medvedev a affirmé que les Dix tentaient de semer la confusion et de créer l'impression qu'ils étaient les seuls à représenter la stabilité²¹⁰. L'Opposition ouvrière, qui continuait à maintenir sa plateforme, souffrait du fait qu'elle paraissait être l'une des nombreuses plateformes minoritaires plutôt que l'alternative principale à Trotski et aux Dix.

La fraction communiste de la Ve Conférence panrusse des syndicats (2-9 novembre 1920) a offert un important forum à la discussion relative au rôle des syndicats. De nombreux dirigeants syndicaux ont attaqué les propositions de Trotski. Dans son premier discours capital au nom de l'Opposition ouvrière depuis son retour de l'étranger en Russie, Chliapnikov a pris fougueusement la défense de l'Opposition ouvrière et il a embroché ses rivaux. C'est peut-être inconsidérément qu'il a accusé Rykov et Trotski d'essayer d'accroître leur pouvoir personnel dans le gouvernement en accaparant des droits, des prérogatives et des ressources, pour les bases de leur pouvoir bureaucratique dans le VSNKh et le Tsektran. Certains participants l'ont applaudi, mais d'autres l'ont accusé d'"infamie". Reprochant à Rykov de créer des obstacles bureaucratiques qui semblaient destinés à exclure les métallos de l'organisation de l'industrie des métaux, il l'accusait également d'employer des représentants de firmes prérévolutionnaires dans des postes d'influence. Faisant allusion à Trotski et à Boukharine, Chliapnikov proclamait que « les avocats ou les journalistes, qui venaient tout juste de s'engager » ne pourraient jamais gérer au même niveau que des administrateurs syndicaux ayant trois années d'expérience de gestion de crise dans l'industrie. Il trouvait ironique que Trotski, qui « était devenu un syndicaliste invétéré en seulement deux

²⁰⁸ Cohen 1980, p. 103-5; Lénine 1960-70, vol. 32, p. 47; GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, I. 43. Les Dix étaient : Lénine, Zinoviev, Staline, Tomski, Roudzoutak, Artëm, Kalinine, Kamenev, Petrovski et Rikov. Leur plateforme se trouve dans Zinoviev 1921, p. 9-32.

²⁰⁹ Les partisans de Trotski au CC étaient : Krestinski, Preobrajenski, Sérébriakov, Andreïev, Dzerjinski, Boukharine et Rakovski (RGASPI, f. 17, op. 2, d. 56, I. 5). Piatakov, Larine, Sokolnikov, Iakovleva, et Goltsman (aucun d'eux ne faisait partie du CC) ont également signé (Daniels 1988, p. 132-4).

²¹⁰ TsAODM, f. 3, op. 2, d. 34, I. 54, 21 janvier 1921, séance du Comité de Parti de Moscou.

mois », ait tenté d'enseigner aux délégués l'histoire des syndicats et leur but. Il mettait en garde sur le fait que, si Trotski gérait l'industrie comme il avait géré les chemins de fer, les ouvriers coupables d'infractions mineures seraient condamnés à de la prison. Louant les ouvriers pour leur héroïsme, il concluait que, pour devenir les véritables managers de la production, les syndicats devaient prendre le contrôle du Parti communiste. Cependant, dans le décompte final, il rejetait la responsabilité de la faiblesse des syndicats sur le dos du secrétaire du CC. Quelque peu contradictoire, Chliapnikov demandait à la fois aux syndicats d'avoir davantage de liens institutionnels avec le CC, de sorte que leur influence ne dépende pas de la personnalité du secrétaire du Parti, et au Parti « de nous laisser tranquilles »²¹¹.

À la suite d'autant de critiques à huis clos au sein de la fraction communiste, les partisans de Trotski dans le Tsektran ont exposé de manière éhontée (et inhabituelle) ses points de vue aux délégués sans-parti et ils ont caractérisé ses discours critiques de "démagogiques". Les membres du Parti communiste menaient ordinairement un débat sérieux uniquement au sein de la fraction communiste et ils n'exposaient pas leurs désaccords dans des forums ouverts dans lesquels sont proposés des rapports sur des sujets anodins. En conséquence, Chliapnikov, Tomski et d'autres, ont demandé au CC de poursuivre (devant un tribunal du Parti) ceux qui avaient enfreint la discipline. Les relations entre les partisans syndicalistes de Trotski d'une part, et ceux qui soutenaient Tomski et Chliapnikov d'autre part, étaient devenues si conflictuelles que le CC du Parti a invité les dirigeants syndicaux à entrer dans la commission qu'il avait déjà établie pour aplanir les divergences parmi les membres du CC sur la question des syndicats. Les dirigeants du Parti utilisent souvent des commissions semi-formelles afin de résoudre un conflit en dehors des séances plénières du CC. Les premiers membres de la commission ont été : Zinoviev (président), Tomski, Trotski, Roudzoutak et Rykov, tandis que Chliapnikov, Lutovinov, Andreïev et Losovski, ont été ajoutés en tant que représentants des syndicats²¹².

La commission syndicale s'est rapidement disloquée. Tout d'abord, Trotski a démissionné avant même qu'elle ne se réunisse, car il s'est rendu compte que sa composition le désavantageait. Avec Trotski absent, la commission a pris sans tarder des positions diamétralement opposées aux siennes. Chliapnikov semble avoir espéré que l'Opposition ouvrière serait comprise dans le consensus, mais sa méfiance à l'égard de Tomski et les frictions entre Lutovinov et lui ont sapé une telle possibilité. Lorsque ses suggestions (en son absence) n'ont pas été incorporées dans l'ébauche des propositions de la commission, Chliapnikov a démissionné. Bien que Lutovinov soit resté, les propositions finales de la commission, formulées par une sous-commission composée entièrement de partisans de Lénine, ne reflétait que le point de vue des Dix²¹³. Lutovinov surpris, contrarié par le

²¹¹ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 10, II. 1–44, II. 113–17, 202–4.

²¹² RGASPI, f. 5, op. 2, d. 334, I. 5, note au CC (copie) datée du 6 novembre 1920 et signée par Tomski, Losovski, Lutovinov et Chliapnikov; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 37, 8 novembre 1920; RGASPI, f. 95, op. 1, d. 10, 9 novembre, II. 145–6; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 41, 10 novembre 1920; "Pravda" (13 novembre 1920), p. 2.

²¹³ RKP(b) 1963, p. 379; Trotski 1921, p. 15–21; RGASPI, f. 5, op. 2, d. 288; f. 95, op. 1, d. 23, II. 4–13; GARF, f. 5451, op. 42, d. 3, II. 19–20, 25, 41–4. Les propositions finales ont été publiées sous l'initiale "Iou", ce qui donnait l'impression que c'était Iouri Lutovinov qui était responsable de la formulation finale. Les membres de la sous-commission étaient : Zinoviev, Losovski, Tomski, Tsiperovich, Staline and Kamenev.

manque de résultats pratiques de la commission et par la manière avec laquelle il avait été manipulé, a annoncé son intention de quitter ses postes de direction pour reprendre le travail d'usine, mais le VTsSPS le lui a interdit. Trotski a été d'accord avec Lutovinov sur le fait que Lénine avait utilisé la commission pour renforcer le soutien de la plateforme des Dix. Victor Serge, qui voyait Chliapnikov à cette époque-là, se souvenait de lui comme « d'un homme très amer »²¹⁴. Chliapnikov sentait qu'il avait été manipulé, c'est ce qui expliquerait son ressentiment et sa colère. Il ne restait plus à l'Opposition ouvrière qu'à mener une campagne pour le soutien de sa plateforme durant les élections au Prochain X^e Congrès du Parti. Mais il n'y avait que peu de temps.

Le syndicat des métaux était potentiellement un instrument puissant pour défendre et appliquer le programme de l'Opposition ouvrière. Il était dirigé par un comité central qui élisait un présidium et un président (Chliapnikov). En outre, le comité central du syndicat comprenait une fraction communiste qui était dirigée par un bureau. Et Chliapnikov présidait ce bureau qui pilotait réellement le syndicat. La plupart des membres du bureau faisaient partie de l'Opposition ouvrière, mais celle-ci n'avait qu'une faible majorité dans le comité central du Syndicat des métaux (la minorité était divisée entre les partisans de Trotski et ceux de Lénine). Après que 38 dirigeants de syndicats et de l'industrie ont approuvé les propositions de l'Opposition ouvrière le 18 décembre, le bureau du comité central du Syndicat des métaux a préparé un bulletin destiné à mobiliser le soutien de ces propositions parmi les branches régionales du syndicat. Parmi les cinq membres du bureau, quatre (Chliapnikov, Vladimirov, Lavrentev et Skliznev) appartenaient à l'Opposition ouvrière. Gourevitch, un partisan de Trotski, a été le seul à voter contre la diffusion de la circulaire et à contester la décision du bureau de demander l'appui des comités régionaux, sans avoir d'abord cherché l'accord du comité central du syndicat²¹⁵.

Dans le bulletin, le bureau mettait l'accent sur le fait que c'était aux ouvriers communistes qu'il revenait de définir le rôle que le Parti prendrait au sein de l'État et il conseillait vivement aux métaux de participer plus activement aux affaires du Parti, en particulier à la sélection des délégués envoyés au Xe Congrès du Parti. Se moquant des plateformes de Trotski et des Dix sur le rôle des syndicats, le bureau approuvait la plateforme de l'Opposition ouvrière comme étant la plus proche dans l'esprit de la section portant sur le rôle des syndicats dans le programme du Parti adopté lors du VIII^e Congrès du Parti. Faire exécuter la politique économique par les syndicats de la production, déclarait le bureau, éliminerait la bureaucratie et ramènerait les ouvriers à la production. En outre, confier aux syndicats la charge du VSNKh éliminerait la confusion parfois provoquée par les ordres contradictoires provenant des syndicats et des organes économiques de l'État. Pour obtenir l'approbation de ces objectifs, le bureau insistait pour que les

²¹⁴ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 23, II. 1, 4, 8; d. 5, I. 172; TsAODM, f. 3, op. 2, d. 34, I. 33; Serge 2002, p. 123. Zinoviev, Tomski, Roudzoutak et Losovski ont signé les propositions finales, mais Andreïev, Chliapnikov, Lutovinov, Rikov et Trotski, ne l'ont pas fait. Pour la biographie de Serge, voir Weissman 2001.

²¹⁵ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 11, I. 20, séance du bureau de la fraction communiste du comité central du Syndicat des métaux, 27 décembre 1920 (document mal classé parmi les procès-verbaux de la cellule [*iacheika*] du Parti du comité central du syndicat des métaux).

syndicats régionaux élisent des partisans de l'Opposition ouvrière pour le Congrès du Parti²¹⁶.

Néanmoins, le syndicat n'était pas préparé à exécuter la ligne combative du bureau car, à la fin de 1920, les syndicalistes étaient encore en train de lutter pour le retour du personnel qui avait été détourné vers d'autres tâches durant la Guerre civile²¹⁷. Considérant qu'il ne restait que peu de mois avant le Congrès du Parti, le bureau avait à peine donné à ses comités locaux le temps pour effectuer le type de travail qui leur permettrait d'acquérir la domination politique sur les organisations locales du Parti. Le fait que le Syndicat des métallos ait seulement commencé à essayer systématiquement de se frayer un chemin pour jouer un rôle dans les directions locales du Parti n'était pas de bon augure pour les chances de l'Opposition ouvrière dans la lutte qui se préparait sur la question des syndicats.

L'Opposition ouvrière à la base

Les leaders de l'Opposition ouvrière essayaient de mobiliser un soutien à la base parmi les membres communistes des syndicats, mais la preuve de l'importance du soutien qu'ils ont reçu est fragmentaire. Bien que l'Opposition ouvrière ait joui d'une majorité dans quelques organisations du Parti, le soutien qu'elle avait était considérablement plus fort dans les syndicats industriels. De nombreux membres connus de l'Opposition ouvrière bénéficiaient de l'appui des organisations syndicales locales qu'ils dirigeaient. Certaines organisations locales du Parti et des syndicats avaient la réputation d'être des foyers de contestation et elles étaient associées, d'une manière ou d'une autre, à l'Opposition ouvrière. Parmi ces foyers, il y avait les zones industrielles de Kharkov, du Donbass, d'Odessa, de Nijni Novgorod, de Samara, d'Omsk, de Riazan, de Vladimir et de Moscou. Tout de même, le soutien dans les syndicats pour les points de vue de Lénine était également fort et Trotski y avait lui aussi des partisans

En Ukraine, Kharkov faisait preuve d'un soutien important, mais inégal, à l'Opposition ouvrière. Une conférence du Parti qui s'y est tenue en novembre 1920 a été le témoin d'un conflit violent entre les défenseurs de l'Opposition ouvrière, tels qu'Ivan Perepechko, et Zinoviev qui représentait le Parti russe²¹⁸. Après que Zinoviev les a fustigés pour avoir répété des critiques prétendument "mencheviques", la résolution de l'Opposition ouvrière n'a obtenu que 23 voix sur 316²¹⁹. Inversement, la fraction communiste du Syndicat régional des métallos de Kharkov a voté en faveur des propositions de l'Opposition ouvrière, sans même prendre en considération celles des Dix. Trotski a eu peu de partisans. Néanmoins, le président du syndicat voyait avec pessimisme les

²¹⁶ GARF, f. 5469, op. 17, d. 6, II. 1–2, bulletin du 16 décembre 1920, signé par Chliapnikov, Vladimirov, Lavrentev and Skliznev.

²¹⁷ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 5, I. 176, réunion du bureau de la fraction communiste du VTsSPS le 13 décembre 1920.

²¹⁸ Zorki (éd.) 1926, p. 89. Les principaux orateurs lors de la conférence ont été Rakovski et Kassior qui étaient membres du CC du Parti communiste d'Ukraine (dans sa lettre à des camarades ukrainiens, Lutovinov avait conseillé vivement qu'ils soient évincés).

²¹⁹ Zorki (éd.) 1926, p. 88. Ma thèse examine l'échange de lettres ultérieur entre Zinoviev et Perepechko concernant leurs remarques lors de la conférence du Parti communiste d'Ukraine.

espoirs des métallos de prendre le contrôle du Parti étant donné que son organisation avait changé fréquemment de dirigeants et qu'elle avait perdu beaucoup de ses membres au cours de la Guerre civile. Une fois que les dirigeants syndicaux ont eu rassemblé leurs forces en novembre 1920 et qu'ils ont demandé aux métallos d'être plus actifs dans les organisations du Parti, ils ont subi l'hostilité des dirigeants locaux du Parti qui les ont désignés comme "syndicalistes". Les métallos prédominaient parmi les membres du Parti dans le district de Petinski où le syndicat était concentré et où les dirigeants du Parti craignaient d'être submergés. Le président du syndicat était acculé à la défensive, et il affirmait que son organisation n'avait jamais eu l'intention de contester « la direction idéologique du Parti »²²⁰.

Selon Anton Mitrevitch, un vieux-bolchevik qui travaillait à Kharkov en 1921-22, l'Opposition ouvrière a même trouvé du soutien parmi les sovnarkhozistes de Kharkov²²¹. Mitrevitch attestait que les sovnarkhozistes étaient des ouvriers métallurgistes hautement qualifiés, la plupart venant de Petrograd, et qu'ils étaient « étroitement liés par une amitié personnelle ». Tous, sauf une poignée, soutenaient l'Opposition ouvrière. Ils étaient puissants parce qu'ils constituaient presque la totalité du comité régional de Kharkov du Parti communiste d'Ukraine. Certains membres de l'*intelligentsia* qui travaillaient dans le sovnarkhoze "flirtaient" avec l'Opposition ouvrière, mais ses membres ouvriers ne les acceptaient pas pleinement, disait Mitrevitch, lequel mettait en doute le degré avec lequel certains membres de l'Opposition ouvrière de Kharkov étaient dévoués à ses principes. Il remarquait que plusieurs de ses membres importants ont rapidement abandonné l'Opposition quand elle n'a plus été utile à leurs carrières²²².

Dans d'autres régions de l'Ukraine, il y avait un mode de divergence plus typique entre les organisations syndicales et les comités du Parti. Par exemple, dans la région d'Ekaterinoslav, où Mitrevitch a travaillé en novembre 1920, il a trouvé qu'il y avait une divergence entre, d'une part, les organisations du Parti et des syndicats dans les districts ouvriers et, d'autre part, celles du centre-ville ainsi qu'au niveau du gubernia où d'autres groupes sociaux prédominaient. Selon lui, les districts ouvriers considéraient les membres du comité du Parti du gubernia comme « des produits de l'*intelligentsia* bourgeoise ... étrangers à la classe ouvrière ». Bien qu'il ait été une personne venant d'ailleurs, les ouvriers locaux l'ont accueilli comme « un membre pétersbourgeois et vétéran du Parti »²²³. Les mémoires de Mitrevitch mettent en lumière l'importance des réseaux des métallos de Petrograd dans la progression et l'essor de l'Opposition ouvrière. Il y avait énormément de prestige à avoir été un ouvrier métallurgiste de Petrograd, en particulier parmi les ouvriers industriels.

²²⁰ GARF, f. 5469, op. 17, d. 10, I. 82, 13 ou 18 janvier 1921; I. 85, 24 janvier 1921.

²²¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 36, II. 20-1, 36-8, ébauche de mémoires de Mitrevitch. Ami de Medvedev, Mitrevitch était secrétaire-adjoint du Syndicat des métallos de Pétersbourg et membre du Comité bolchevik de Pétersbourg en 1913. Il a écrit des articles pour la "Pravda" sous le pseudonyme de "Staryi Putilovets". Mitrevitch a prétendu qu'il n'avait pas pris part au débat sur les syndicats de 1920-21 parce qu'il n'était arrivé que récemment à Kharkov.

²²² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 36, II. 36-8, 44. Comme exemple, il a cité Vakoulev, un ouvrier qui ultérieurement « s'est transformé en un fervent léniniste et en un flagorneur de la direction de notre Parti ». Le CC a nommé Vakoulev au Comité central ("dompté") du Syndicat panrusse des métallos en 1922.

²²³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, I. 425.

Samara, où Youri Milonov dirigeait l'organisation du Parti, était l'une des rares zones où l'Opposition ouvrière avait la majorité parmi les membres du Parti. Fin janvier, son comité provincial a voté par huit voix contre quatre en faveur du programme de l'Opposition ouvrière opposé à celui des Dix. Fin février, les Dix avaient rassemblé leurs forces. Une majorité de délégués à la conférence provinciale du Parti votait en faveur de la plateforme des Dix. Néanmoins, les délégués ont élu un comité provincial du Parti dans lequel les deux tiers étaient des partisans de l'Opposition ouvrière. Par conséquent, des adhérents importants de l'Opposition ouvrière jouissaient toujours de beaucoup de confiance parmi les communistes de Samara. Milonov affirmait que l'Opposition ouvrière avait des électeurs dans les districts où dominait la classe ouvrière, mais pas dans ceux peuplés par des paysans ou des employés des soviets²²⁴.

Si l'Opposition ouvrière ne pouvait pas obtenir une majorité pour sa plateforme à Samara où elle avait le soutien des dirigeants du Parti local, elle était confrontée à une lutte difficile dans d'autres zones où elle n'avait pas le soutien du Parti local. Elle a failli obtenir la majorité à une conférence du Parti dans l'oblast de Krasnodar où elle a recueilli 30 voix, mais où elle a été battue de peu par les 33 voix en faveur des Dix (9 délégués ont voté en faveur de la plateforme de Trotski). L'Opposition ouvrière a rassemblé 15 voix lors de la conférence de Parti de l'uezd de Kazan, mais les Dix l'ont emporté avec 30 voix. Même dans le gubernia d'Ivanovo-Voznesensk, qui avait une longue tradition d'agitation de la classe ouvrière, la conférence de Parti a eu pour résultat une victoire écrasante de la plateforme des Dix qui a obtenu 99 voix, contre 12 pour Trotski et 9 pour l'Opposition ouvrière²²⁵.

Dans la fraction communiste du Syndicat des métallos d'Ouralsk, une majorité de 13 voix contre 4 a approuvé la plateforme de l'Opposition ouvrière. (Un membre s'est opposé au transfert de la gestion de la production aux syndicats parce qu'il craignait que les ouvriers ne considèrent les syndicats comme des patrons). L'Opposition ouvrière a remporté une autre victoire dans la fraction communiste de la section régionale d'Orenbourg-Turgaisk du Syndicat des métallos où 10 membres ont soutenu « les propositions du camarade Chliapnikov », contrairement à 5 qui ont été favorables « aux propositions du camarade Lénine ». À Ekaterinbourg dans l'Oural, le débat sur les syndicats a été ouvert prématurément au début du mois de décembre lorsque le journal "Uralskii rabochii" a exprimé son soutien aux points de vue de Trotski. Mais le 18 décembre, les syndicalistes d'Ekaterinbourg ont répondu publiquement en soutenant l'Opposition ouvrière²²⁶.

Une discussion sur le rôle des syndicats s'est également ouverte assez tôt à Nijni-Novgorod, un vieux centre industriel russe et une source de force de l'Opposition ouvrière. Chliapnikov s'y est rendu à la fin de 1920, apparemment dans une tentative pour mobiliser du soutien, bien que les archives publiées ne révèlent rien à propos des discours qu'il a pu y faire pour l'Opposition ouvrière. Andreï Chernov-Grechnev, le directeur de l'usine de Sormovo, avait approuvé le programme de l'Opposition ouvrière. L'Opposition ouvrière a

²²⁴ Holmes 1990, p. 15; RKP(b) 1963, p. 84. Milonov est devenu président du Parti de la province de Samara à la fin de 1920.

²²⁵ Spencer 1981, p. 169.

²²⁶ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 12, II. 33, 47; Sandu 2006, p. 84-5.

obtenu une large majorité dans la fraction du Parti du conseil syndical provincial de Nijni-Novgorod débuts mars. La cellule communiste d'une importante usine d'artillerie de cette ville a approuvé à l'unanimité son programme. Celui-ci a également trouvé de l'appui dans les zones industrielles de la Russie méridionale²²⁷.

Les archives les plus complètes à propos du soutien à l'Opposition ouvrière au niveau local se trouvent à Moscou. Comme ailleurs, le Parti à Moscou était divisé entre les activistes des districts ouvriers et les dirigeants de la ville et du district. Les dirigeants du comité du Parti de Moscou étaient favorables aux Dix, mais Trotski disposait lui aussi d'un soutien très fort parmi les communistes de Moscou. L'Opposition ouvrière inspirait une intense dévotion dans les districts ouvriers, en particulier dans le district de Bauman où, en août 1920, les esprits se sont échauffés à cause d'un désaccord entre les leaders du Parti et les activistes de la base. Les syndicalistes avaient tenté de mettre en place un nouveau comité de district du Parti, dirigé par Koutouzov. À la conférence du Parti du gubernia de Moscou en novembre 1920, l'Opposition ouvrière a constitué un bloc avec d'autres groupes d'opposition, et, parmi eux, avec celui des partisans d'Efim Ignatov qui était favorable à donner un rôle aussi bien aux soviets qu'aux syndicats dans la gestion de la production. Le bloc a proposé sa propre liste de candidats pour le comité du Parti de Moscou et il s'est même réuni séparément « dans une salle voisine ». Étant donné que le bloc de l'opposition a obtenu une grosse minorité dans les votes des délégués, il a demandé une représentation proportionnelle. À ce stade, le CC est intervenu pour faire respecter le fait que seuls les partisans de Lénine seraient choisis. En conséquence, les délégués de plusieurs districts ouvriers de Moscou ont exprimé leur absence de confiance dans le comité du Parti de Moscou. Les polémiques à propos de la représentation proportionnelle ont été endémiques au cours des débats qui ont précédé le Xe Congrès du Parti. Toutes les factions accusaient leurs rivales de refuser la représentation proportionnelle pour des raisons d'intérêt personnel, mais c'est la faction de Lénine qui manipulait la représentation le plus efficacement²²⁸.

Le cas de Bauman met aussi en lumière les représailles contre les oppositionnels. Ayant reçu des rapports selon lesquels les dirigeants et les militants du Parti de Bauman tenaient des assemblées illégales et abordaient la question de la lutte armée, le comité du Parti de Moscou s'est résolu à exclure du Parti beaucoup d'entre eux. Quand ils ont été informés que des menaces directes de lutte armée n'avaient pas eu lieu, les leaders de Moscou ont décidé seulement de démettre les accusés de leurs postes jusqu'à ce qu'ils changent de comportement. Lorsque les accusés assistaient à des assemblées de délégués par défi pour la direction du Parti de Moscou, ils étaient jugés devant un tribunal du Parti et privés de leur qualité de membre dans les

²²⁷ Holmes 1990, p. 15, 24–5; Sandu 2006, p. 86; RGASPI, f. 99, op. 1, d. 12, II. 27–9, réunion de la cellule communiste, Kovrovsk Pul'zavod, 18 janvier 1921. Le maximum du soutien à l'Opposition ouvrière à Nijni se situait dans les districts de Beregovoï, de Sormovo et de Gorodskoï. Il y avait également un fort soutien à l'Opposition ouvrière dans les usines d'artillerie qui étaient sous la direction de Tolokontsev, dans les zones de production d'armement, telles que Toula et Ijvesk, ainsi que dans le Syndicat des métallos d'Armavir, dans la partie méridionale de la région de Krasnodar (Sandu 2006, p. 72, 81).

²²⁸ Sandu 2006, p. 66–7, 74–6; Spencer 1981, p. 136–7; Chliapnikov 1921b, no. 1, p. 13; TsAODM, f. 3, op. 1a, d. 2, I. 5, conférence du Parti du gubernia de Moscou, 20–6 novembre 1920.

comités de district du Parti. Les représentants des districts ouvriers ont accusé le comité du Parti de Moscou d'avoir réagi de façon excessive aux rumeurs et d'être déconnecté de la réalité des districts et des syndicats²²⁹.

Le cas de Moscou montre comment le soutien à l'Opposition ouvrière était parfois ancré davantage dans le mécontentement des ouvriers communistes à l'égard des dirigeants locaux du Parti que de ses dirigeants nationaux. Cela affaiblissait les tentatives de Chliapnikov et de l'Opposition ouvrière de galvaniser l'opposition aux leaders nationaux du Parti, en particulier à Lénine, qui jouissait de beaucoup de respect chez les ouvriers communistes à travers la Russie et contrôlait plus de ressources que Chliapnikov et ses alliés. Dans le seul district de Sokolniki de Moscou, Lénine fournissait à cinquante agitateurs de littérature et une voiture pour faire de la propagande en faveur des points de vue des Dix. Il a rencontré personnellement des ouvriers oppositionnels afin de les persuader d'abandonner l'Opposition ouvrière. Lénine est apparu à la dernière minute au Congrès du Syndicat des mineurs pour attaquer l'Opposition ouvrière en la traitant de « déviation syndicaliste » du communisme. Cela a discrédité Chliapnikov qui, dans son discours inaugural, avait défendu les propositions de l'Opposition ouvrière comme étant seulement la mise en œuvre du programme du Parti écrit par Lénine. L'intervention de Lénine a provoqué une victoire écrasante pour les Dix. Andreïev a fait remarquer ultérieurement que les Dix avaient sorti « l'artillerie lourde » (Lénine) contre Chliapnikov lors de ce congrès²³⁰. Le charisme et la tactique de Lénine ont affaibli la mobilisation de leurs partisans par les oppositionnels pour ce qui concerne la préparation du X^e Congrès du Parti. Pourtant les oppositionnels n'ont pas abandonné l'espoir que Lénine pourrait être convaincu d'appuyer leurs points de vue, en particulier s'ils pouvaient démontrer l'étendue de leur soutien grâce à un débat ouvert et à l'élection de délégués pour le congrès.

Bien que Chliapnikov ait montré de la sympathie pour les minorités nationales opprimées qui étaient également des travailleurs, le programme de l'Opposition ouvrière ne comportait pas de dispositions sur la question des nationalités. À part de recommander une paye égale pour les ouvrières, Chliapnikov n'accordait pas beaucoup d'attention à la lutte contre une misogynie bien enracinée. L'Opposition ouvrière était essentiellement un mouvement de métallos masculins ethniquement russes, et ses dirigeants assumaient le fait que les priorités fondées sur la classe l'emportent sur les questions ethniques et de genre, et que les propositions de promouvoir la prise de décision par les ouvriers résoudrait les problèmes des femmes et des minorités nationales. Le sentiment qu'ils donnaient de ne pas être conscients des griefs des minorités nationales a probablement limité l'intérêt de leur programme pour les non-Russes et il a même éveillé le soupçon qu'ils étaient insensibles et même hostiles à l'égard de certains non-Russes. Par exemple, à la fois le leader centraliste démocratique Rafaïl et Emelyan Iaroslavski, qui a été ultérieurement un historien du Parti et un dirigeant de la propagande antireligieuse, ont insinué que l'Opposition ouvrière employait des procédés

²²⁹ TsAODM, f. 3, op. 1a, d. 2, II. 16–17, 25.

²³⁰ Sandu 2006, p. 92; Chliapnikov 1921d, no. 1, p. 4 et no. 2, p. 3; RGASPI, f. 95, op. 1, d. 24, I. 20. Le Congrès du syndicat des mineurs s'était tenu à Moscou du 22 janvier au 2 février 1921. Les Dix ont obtenu 137 voix contre 61 pour l'Opposition ouvrière et 8 pour Trotski.

rhétoriques antisémites afin de susciter la colère de la classe ouvrière contre les intellectuels du Parti. À la suite de l'insurrection de Cronstadt, Radek et d'autres idéologues du Parti ont relié des membres de l'Opposition ouvrière aux Cent-Noirs et aux contre-révolutionnaires blancs, mais ces accusations étaient manifestement grotesques²³¹.

Mon examen de la rhétorique de l'Opposition ouvrière n'a pas révélé de l'anti-sémitisme. Dans ses discours et ses publications, Chliapnikov se donnait beaucoup de mal pour souligner son absence de chauvinisme ethnique. Par exemple, il a écrit dans ses mémoires que, dans une confrontation dans un tramway à Petrograd avec un Cent-Noir en 1914 au début de la Première Guerre mondiale, il était intervenu en faveur des juifs russes et qu'il avait flanqué « une taloche prolétarienne » à son adversaire antisémite. La seule preuve contraire consiste dans de brèves remarques figurant dans une lettre de Chliapnikov à Kroupskaïa, à propos de l'arrestation de Lounatcharski en 1913 par la police allemande, dans laquelle il écrivait que les étudiants juifs qui avaient invité Lounatcharski « ont pris si peur » à cause de son arrestation « que cela inspirait de la pitié, que c'était dégoûtant de voir ça ». C'est à la fois son sentiment et le terme ethnique qu'il a employé [*evreichik*] qui étaient insultants et grossiers et, s'ils étaient connus dans les cercles du Parti, ils ont pu créer de la méfiance à son égard et à celui de ses camarades. Des sentiments négatifs ont pu être aggravés par le conflit avec le bureau du Narkomtrud (examiné plus haut). Néanmoins, lorsqu'un ouvrier du nom d'I. Makh (possiblement juif), lors d'une enquête pour factionnalisme illégal en 1923, a été interrogé pour savoir s'il avait jamais rencontré de l'antisémitisme parmi ses camarades de l'Opposition ouvrière, il a répondu que non et que, à son avis, ils étaient des marxistes bien trop idéologiquement « conscients » pour tomber sous la domination d'un tel préjugé²³². Néanmoins, de telles fortes rumeurs ont probablement aidé au discrédit de l'Opposition ouvrière parmi les membres du Parti non-russes et faisant partie de l'*intelligentsia*.

Le débat sur les syndicats est ouvert

Non seulement les efforts des dirigeants du Parti pour résoudre en privé les différends ont échoué à la mi-décembre 1920, mais toutes les factions avaient en réalité commencé à discuter au niveau local, avant même que le CC n'ait ouvert officiellement le débat le 24 décembre, et Trotski s'est adressé immédiatement à une réunion de syndicalistes et de délégués au VIII^e Congrès des soviets. Les factions importantes se sont affrontées ouvertement dans la fraction communiste au VIII^e Congrès des soviets le 30 décembre. C'est Zinoviev qui a prononcé le discours principal pour les Dix, dans lequel il a exposé les raisons en faveur de la limitation du rôle des syndicats à l'organisation et à l'éducation des ouvriers, et contre la gestion de la production par les syndicats. Chliapnikov a déclaré avec force que le débat

²³¹ Fitzpatrick 1988, p. 599–613, citant RKP(b) 1963, p. 105, 263, 274; et Fitzpatrick 1992, p. 28; TsAODgM, f. 3, op. 2, d. 36, I. 1, discours de Radek devant les militants du Parti de Moscou.

²³² Chliapnikov 1982, p. 27; RGASPI, f. 17, op. 1, ch. IV, d. 1398, I. 1, lettre à Kroupskaïa, 26 février 1914; RGASPI, f. 82, op. 2, d. 179, I. 86, témoignage d'I. Makh, membre du Groupe ouvrier 1923.

sur les syndicats se résumait au fait de savoir si, au cours de la transition au socialisme, le Parti communiste chargerait « des bureaucrates et des spécialistes canonisés » d'appliquer la politique économique ou bien si le Parti mettrait en œuvre la politique économique directement par l'intermédiaire des ouvriers organisés en syndicats. Il a affirmé que de transformer les syndicats en organes disciplinaires, comme Lénine l'avait en tête, n'était pas nécessaire parce que des « tribunaux de camarades »²³³ pouvaient jouer ce rôle. Il a conclu de manière la plus radicale que la crise des syndicats faisait partie de la crise plus large des soviets et du Parti, et que la résolution de cette crise exigeait une purge du CC lors du Xe Congrès du Parti²³⁴. Il ne fait aucun doute que l'objectif principal était de débarrasser le CC de ceux qui, comme Trotski, étaient favorables à la militarisation de l'industrie. Néanmoins, beaucoup de membres de haut rang du Parti ont dû se rendre compte qu'un "remaniement" du CC était inévitable étant donné la fracture profonde qui grandissait en son sein.

Travaillant par l'intermédiaire de partisans dévoués de Zinoviev dans l'organisation du Parti de Petrograd, les Dix ont rapidement tenté de prendre le contrôle de la discussion portant sur les syndicats. Pour atteindre ce but, l'organisation de Petrograd a envoyé une lettre au CC dans laquelle elle offrait d'"organiser" une large discussion dans le Parti en ce qui concerne les syndicats. Bien que le comité du Parti de Moscou s'y soit immédiatement opposé, Lénine a approuvé la démarche des gens de Petrograd comme étant un signe sain de l'initiative provenant de la base et destinée à guérir le Parti de la lutte factionnelle. La Commission centrale de contrôle (CCC) du Parti n'a pas été d'accord. Créée lors de la IXe Conférence du Parti en septembre 1920, le rôle et les responsabilités de la CCC seraient définis lors du Xe Congrès du Parti en 1921. Dzerjinski et Iaroslavski figuraient parmi ses premiers dirigeants. Tous deux étaient des vieux-bolcheviks qui avaient passé beaucoup de temps en prison et en exil. Bien que l'une des responsabilités principales de la CCC ait été de juger des infractions éthiques commises par des membres du Parti (ivrognerie, népotisme, sévices physiques, harcèlement sexuel, etc.), elle était devenue un important instrument pour découvrir et punir le factionnalisme au sein du Parti. (Des commissions de contrôle locales et régionales ont été également constituées)²³⁵.

La CCC a prévenu que l'appel de l'organisation de Petrograd menaçait le Parti d'une fracture, mais elle a aussi critiqué le CC pour sa tendance à fuir son rôle de direction, ce qui donnait l'impression « que nous n'avons pas un Parti, mais seulement des groupes politiques séparés qui lutteront entre eux lors du Congrès du Parti ». La CCC demandait que le CC prenne le contrôle de la discussion sur les syndicats et qu'il la mène « seulement sous la forme d'une explication fondée sur les principes de camaraderie et non pas sous celle d'une lutte factionnelle accompagnée d'éléments de scission ». C'était implicitement

²³³ « Des tribunaux de camarades ou de Parti ont examiné sporadiquement des violations de la discipline du Parti entre les purges, mais elles ont fonctionné médiocrement... Les accusations portées le plus fréquemment ont concerné des manquements à la discipline du Parti, des malversations, de l'ivrognerie, des activités contre-révolutionnaires, et la désertion. Les tribunaux de camarades n'ont fait souvent rien de plus que de donner des réprimandes lorsque c'était la consommation d'alcool qui était concernée » (Raleigh 2002, p. 138).

²³⁴ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 48; f. 95, op. 1, d. 5, I. 46; d. 19; Naumov 1991, p. 32. L'on trouve un compte rendu verbatim des discours du 30 décembre dans Zinoviev 1921a.

²³⁵ TsAODM, f. 3, op. 2, d. 23, I. 6; Lénine 1960–70, vol. 32, p. 48; David-Fox 1997, p. 115–16.

une forte critique du CC et de Lénine pour avoir déclaré le débat “ouvert”. Néanmoins, le CC a ignoré le conseil de la CCC quand il a approuvé à la légère le choix des délégués au congrès par plateforme²³⁶. Les déclarations de la CCC traduisaient le soutien de ses dirigeants au management du haut vers le bas du Parti plutôt qu’une prise de décision plus largement démocratique.

Au fur et à mesure que le débat sur les syndicats se développait, Chliapnikov essayait de dissiper les rumeurs insidieuses qui circulaient à propos de la nature radicale des propositions de l’Opposition ouvrière en assurant à ses publics que la plateforme du groupe était fondée sur le programme du Parti et qu’elle était le produit de l’expérience pratique. Écartant les autres propositions comme étant des « réflexion de bureau », il dépeignait les partisans de Trotski comme étant éloignés des ouvriers. Plutôt que d’attaquer les Dix directement, il a agressé les dirigeants du VTsSPS qui les avaient rejoints en les traitant de partisans peu fiables du renforcement des syndicats. Sa stratégie consistait à attirer les partisans de leur camp. À titre d’exemple de l’inefficacité des dirigeants du VTsSPS, il citait les longs délais qu’ils mettaient pour publier les journaux syndicaux, ce qui rendait obsolètes leurs informations et leurs conseils aux ouvriers. De plus, les tentatives du VTsSPS pour assurer un rôle aux syndicats dans la production s’était jusqu’alors limité à la délégation de représentants syndicaux comme “otages” aux organes de régulation de l’État. Les représentants des syndicats, qui étaient une minorité dans les organes de l’État, n’avaient pas de réel pouvoir de décision et ils perdaient ainsi le contact avec les ouvriers²³⁷.

Les opposants de Chliapnikov pouvaient même être trouvés parmi les communistes du Syndicat des métallos, dont certains penchaient vers Trotski. Chliapnikov a présenté officiellement les propositions de l’Opposition ouvrière au plénum du comité central du Syndicat des métallos du 21 au 23 janvier 1921. Sa fraction communiste a discuté officiellement du rôle des syndicats le 24 janvier. Tandis que 11 membres ont voté en faveur des propositions de l’Opposition ouvrière, 7 se sont prononcés pour des propositions fondées sur celles de Trotski et 2 ont défendu « les thèses de Lénine »²³⁸. La faible majorité en faveur de l’Opposition ouvrière n’était guère prometteuse étant donné que ce syndicat était son point d’ancrage. Ainsi, Chliapnikov et ses alliés n’avaient pas réussi à obtenir le soutien d’un nombre écrasant de membres de leur propre syndicat à la veille du X^e Congrès du Parti.

Bien que la plateforme de l’Opposition ouvrière ait été signée le 18 décembre 1920, l’éditeur de la “Pravda”, Boukharine, et les autres dirigeants du Parti ont retardé sa publication dans la “Pravda” jusqu’au 25 janvier 1921, c’est-à-dire plus tard que les propositions de n’importe quelle autre faction.

²³⁶ RGASPI, f. 5, op. 2, d. 150, II. 1, 3, 5 janvier 1921; f. 17, op. 2, d. 55, 12 janvier 1921. Lénine, Zinoviev, Staline, Tomski, Roudzoutak, Artëm, Kalinine et Kamenev ont voté pour la proposition de Zinoviev. Ont voté contre : Trotski, Boukharine, Krestinski, Dzerjinski, Sérébriakov, Preobrajenski et Andreïev.

²³⁷ TsAODM, f. 3, op. 2, d. 25, II. 1, 35–7, session du comité du Parti de Moscou, 17-18 janvier 1921. Le comité du Parti de Moscou a voté en faveur des Dix.

²³⁸ Fomichev 1984, vol. 10, p. 3; RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 1, 24 janvier 1921. Ceux qui ont voté pour l’Opposition ouvrière étaient : Vladimirov, Chliapnikov, Lavrentev, Skliznev, Rozental, Boudniak, Soloviev, Plechkov, Kariakine, Medvedev and Tolokontsev. Medvedev, Tolokontsev and Soloviev étaient des membres candidats. Ceux qui ont voté en faveur des propositions de Trotski étaient : Goltsman, Gourevitch, Andreïev, Loutsouk, Denisov, Tarygine and Veinberg. Gorbatchev et Lapse ont voté pour les thèses des Dix. Lapse est devenu président du syndicat en 1922.

Cela a reporté la discussion sur la question des syndicats chez les communistes du VTsSPS. Quand la fraction communiste du VTsSPS a pris finalement position dans le débat sur les syndicats, cela a été décevant. Seuls les représentants des Dix et de Trotski se sont exprimés²³⁹. Il n'y a pas eu de compte rendu de l'Opposition ouvrière. Chliapnikov était supposé avoir parlé, mais il était absent. À ce moment-là, il a dû se rendre compte qu'il avait peu de chances de succès dans cette arène. Lutovinov a indiqué d'une voix éteinte sa prévision que l'assemblée voterait en faveur de la plateforme des Dix, mais il a conseillé vivement aux délégués de mener quand même un « réel débat ». La majorité a voté pour qu'il n'y ait pas de débat, et un délégué a mis en avant qu'il en avait assez entendu au niveau local. Les Dix ont obtenu 70 voix, Trotski 23 et l'Opposition ouvrière 21. Les partisans des Dix dominaient une commission choisie pour retravailler la plateforme. Riazanov et Lutovinov ont refusé d'occuper les postes réservés à la minorité, et Lutovinov de s'exclamer : « Je ne peux pas être une marionnette entre les mains de quelqu'un d'autre ». À la fin du mois de janvier, le VTsSPS a accepté sa démission de sa direction et il a approuvé sa demande de travail à l'étranger²⁴⁰.

Contrairement à Lutovinov, Chliapnikov a continué la lutte en s'adressant aux communistes de Toula et d'autres villes en dehors de Moscou, avec des résultats réguliè-rement en baisse²⁴¹. D'autres de ses camarades ont eux aussi lutté contre le courant, mais ils étaient de plus en plus pessimistes. Quand Kiselev a parlé lors d'une conférence du Parti du gubernia de Moscou, il a estimé que le rôle des ouvriers dans l'économie soviétique n'était pas significativement meilleur que leur rôle sous le capitalisme. Il a subi une lourde perte²⁴². N'ayant pas réussi à gagner le VTsSPS et le gubernia de Moscou, l'Opposition ouvrière était confrontée à de sombres perspectives. Pendant ce temps, l'agitation grandissait chez les ouvriers. Début février, une conférence des métallos bolcheviks, SR et politiquement non affiliés (sans parti), s'est réunie à Moscou. Des délégués ont dénoncé les rations inégales qui privilégiaient les "grosses légumes" et ils demandaient la fin des réquisitions de blé. Beaucoup considéraient la concentration croissante du pouvoir entre les mains du Parti comme préjudiciable aux intérêts des ouvriers. Le ressentiment était également fort contre les *glavki* et les spécialistes de la gestion de l'industrie²⁴³. C'est dans cette atmosphère de plus en plus tendue que les dirigeants de l'Opposition ouvrière ont été confrontés au mécontentement d'ouvriers qui les identifiaient à la politique du Parti communiste, à la pression du VTsSPS de ramener les métallos indisciplinés dans la ligne et aux efforts de la part des dirigeants du Parti de leur porter

²³⁹ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 23; d. 24, I. 1, 4, compte rendu sténographique non daté de la session de la fraction communiste du VTsSPS, présidée par Lutovinov et ayant eu lieu probablement le 28 janvier (malgré une étiquette marquant le 23 janvier), étant donné la référence de Tomski à l'article de la "Pravda" de Kollontaï du 28 janvier qui a été publié le même jour.

²⁴⁰ RGASPI, f. 95, op. 1, d. 22, II. 35–6, 208; d. 24, II. 22–8.

²⁴¹ "Pravda", 27 janvier 1921, p. 4. Kamenev, Trotski et lui, se sont adressés aux représentants du Parti de Toula le 25 janvier. Kamenev a obtenu 587 voix pour les Dix, tandis que Trotski en a recueilli 272 et Chliapnikov seulement 16.

²⁴² TsAODM, f. 3, op. 2, d. 2, II. 3, 14–16, 18, 19–21 février. Les Dix ont recueilli 217 voix, le groupe Trotski-Boukharine 52, l'Opposition ouvrière 45 et les centralistes démocratiques 13.

²⁴³ Pirani 2008, p. 74–8 sur une conférence qui a eu lieu les 2–4 février 1921.

atteinte en les associant à des ouvriers qui avaient des sympathies SR et anarchistes.

Une anecdote finale tirée de la campagne est instructive. Les communistes qui travaillaient dans l'industrie de l'artillerie représentaient une source importante du soutien de l'Opposition ouvrière. Alexander Tolokontsev, le président du Bureau central des usines d'artillerie, était un membre de premier plan de l'Opposition ouvrière. Il avait été ouvrier métallurgiste dans l'usine Izhorsk à Petrograd avant la Révolution, il s'était distingué au cours de l'année 1917 dans le mouvement des comités d'usine et il faisait partie du présidium du VSNKh et de la direction du Syndicat des métaux²⁴⁴. Néanmoins, parmi les communistes de l'industrie de l'artillerie, le vote a été très serré. L'Opposition ouvrière, représentée par Chliapnikov, a recueilli 25 voix et les Dix, représentés par l'un de ses membres les moins importants, Mikhaïl Rikounov, en ont obtenu 24. Bien que les membres de l'Opposition ouvrière aient dominé la commission élue pour écrire une résolution, celle-ci n'a pas pu se mettre d'accord²⁴⁵. Cet échec a représenté un revirement prononcé des discours furieux et déterminés de Chliapnikov à l'ouverture du débat en décembre 1920.

Le Xe Congrès

Le X^e Congrès du Parti communiste a siégé à Moscou du 8 au 16 mars 1921. En tant que premier congrès du Parti après la fin de la Guerre civile russe, il a marqué la transition du Communisme de guerre à la période de la Nouvelle Politique Économique, dont la pièce angulaire était un impôt en nature sur le blé pour remplacer les réquisitions. Caractérisé par des débats houleux sur la démocratie interne du Parti et les relations entre le Parti, les soviets et les syndicats, le congrès s'est terminé par l'adoption de résolutions qui condamnaient l'Opposition ouvrière et qui mettaient un frein à l'expression future de contestations au sein du Parti. Néanmoins, ces résultats sévères n'avaient pas été anticipés dans les esprits de Chliapnikov et de ses partisans. Au moment où le congrès s'est réuni, l'Opposition ouvrière avait atteint un consensus sur l'importance du fait de travailler strictement à l'intérieur des institutions du Parti afin de parvenir à ses buts²⁴⁶. Sur les 694 délégués

²⁴⁴ Alexander Tolokontsev (1889–1937) a rejoint le Parti en 1914. Dans une note du 10 août 1921 à Lénine, P.A. Bogdanov du VSNKh le décrivait de façon élogieuse : « Un ouvrier énergique au plus haut degré, rapide dans la prise de décision, capable de faire preuve d'une grande rigueur et d'être exigeant, tout en accompagnant cela d'un grand tact dans ses relations avec ses subordonnés, y compris les spécialistes ... l'une des plus intéressantes personnes que j'ai rencontrées au cours de la révolution d'Octobre (RGASPI, f. 5, op. 1, d. 910, I. 3). Tolokontsev a continué à effectuer un travail économique de haut niveau jusqu'au début des années 1930, mais il a été exécuté en 1937.

²⁴⁵ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 12, I. 45, III^e Conférence panrusse des usines d'artillerie, 21 février 1921. Gourevitch a parlé pour le groupe Trotski-Boukharine pour la plateforme desquels 9 délégués ont voté. Un seul délégué n'a pas voté.

²⁴⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 297, notes de Medvedev sur une réunion privée de l'Opposition ouvrière dans laquelle il a été proposé de faire entrer Chliapnikov et Perepechko dans le présidium du congrès et d'autres membres dans le secrétariat du congrès, la commission des mandats et la commission éditoriale. Chliapnikov a obtenu 46 voix comme candidat au présidium du congrès, Perepechko 33, Kollontai 30, Ignatov 24, Milonov 17 et Kiselev 15. Kiselev a recueilli 27 voix pour la commission des mandats et Bourovstev 14. Kollontai a été élue à l'unanimité comme représentante de l'Opposition ouvrière dans la commission éditoriale. Concernant

votants, les Dix détenaient la majorité. Approximativement 45 faisaient partie de l'Opposition ouvrière²⁴⁷. Ce faible nombre a encore diminué davantage au cours du Congrès, mais Chliapnikov et ses principaux camarades ont obstinément persisté. Le congrès leur procurait un important forum pour leurs points de vue, dont ils espéraient qu'ils finiraient par prévaloir. Plus pratiquement, l'Opposition espérait obtenir certaines concessions en faveur de sa plateforme dans les résolutions que le congrès adopterait.

Désespéré d'attirer l'attention des délégués du congrès, Chliapnikov a fait appel à Kollontaï. Admirant sa passion et son talent pour influencer les publics, lui et d'autres membres de l'Opposition ouvrière lui ont demandé d'écrire quelque chose à propos du groupe. Le résultat en a été sa célèbre brochure, *Rabochaya oppositsiya*, publiée uniquement pour les délégués au Xe Congrès du Parti, mais qui a été traduite en fin de compte dans de nombreuses langues²⁴⁸. Elle a été considérée comme étant le document principal de l'Opposition ouvrière. Pourtant, les dirigeants du groupe n'ont pas approuvé la brochure ; ils ont seulement signé les propositions de l'Opposition ouvrière qui ont été publiées dans la "Pravda". Chliapnikov a insisté en réalité sur le fait que la publication de Kollontaï n'était pas autorisée ou approuvée par l'Opposition ouvrière ; elle était plutôt un tract portant sur l'Opposition ouvrière. Il a refusé invariablement de répondre d'elle devant la Parti²⁴⁹.

Ayant été très tôt une confidente des membres de l'Opposition ouvrière, Kollontaï faisait partie de l'*intelligentsia*, elle n'était donc pas une dirigeante syndicale ou une ouvrière, mais les points de vue de l'Opposition ouvrière étaient en accord avec ses valeurs. Dans les réunions privées de l'Opposition ouvrière, elle assumait pour ainsi dire un rôle de mentor. Chliapnikov l'a également convaincue de faire campagne pour lui et ses camarades. En raison de sa maladie et de son travail au Département des femmes [*Zhenotdell*], elle n'a commencé à s'exprimer qu'à la fin de 1920. De son point de vue, l'esprit du bolchevisme, fondé sur la créativité ouvrière, s'était dégradé depuis 1917. Son langage dans ses publications était exalté, mais incendiaire, plus sulfureux que les propositions de Chliapnikov. Elle mettait en avant le caractère populaire de l'Opposition ouvrière. Ses affirmations selon lesquelles le nombre de membres de l'Opposition ouvrière était en croissance rapide, en particulier dans les centres industriels importants, et qu'elle était enracinée

la commission sur le mouvement syndical, les personnes présentes ont voté à l'unanimité pour Chliapnikov (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 299). Les délégués au congrès ont accepté toutes ces nominations lors de la première séance. L'Opposition ouvrière ne présentait pas de liste séparée. Ses candidats figuraient plutôt parmi les propositions de candidature faites au nom des délégations de Moscou, de l'Oural, de la Sibérie et de l'Ukraine (RKP(b) 1963, p. 3–6). Chliapnikov a été le seul représentant de l'Opposition ouvrière élu pour la commission syndicale (RKP(b) 1963, p. 765).

²⁴⁷ Au moins 46 délégués appartenant à l'Opposition ouvrière ont assisté à une réunion organisée par elle à la veille du congrès (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42). Kollontaï a écrit dans son journal qu'il y avait 60 membres de l'Opposition ouvrière au congrès, et que tous étaient des ouvriers. 45 étaient des délégués à part entière et 15 avaient une voix consultative (RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, I. 1). En 1931, Chliapnikov a informé l'Institut Marx-Engels-Lénine (sur demande de celui-ci) que plus de 60 partisans de l'Opposition ouvrière étaient initialement présents lors du Xe Congrès, mais il a refusé de les nommer (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 142, 14 janvier 1931).

²⁴⁸ Seuls quinze cents exemplaires de sa brochure sur l'Opposition ouvrière ont été publiés originellement en russe, mais elle est tombée entre les mains d'étrangers et elle a été publiée en anglais, en allemand et en d'autres langues (RKP(b) 1963, p. 100 et 866, note 66).

²⁴⁹ RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, II. 12–13.

dans « les larges masses ouvrières », étaient de la provocation. Dans une prose hyperbolique, elle prétendait que l'Opposition ouvrière était liée « organiquement » au mécontentement de masse généralisé qui était présent dans le pays, et elle augmentait ainsi la vulnérabilité de celle-ci par rapport aux accusations de collusion avec « les forces contre-révolutionnaires »²⁵⁰. Chliapnikov avait pris soin d'affirmer que l'Opposition ouvrière essayait de calmer l'agitation parmi les ouvriers et de répondre à leurs doléances à l'intérieur du cadre des régulations du Parti.

Les propositions de réforme de Kollontaï reprenaient pour la plupart celles qui étaient énumérées par l'Opposition ouvrière, mais elle mettait un plus fort accent sur la réduction de la « bureaucratiation ». Caractérisant la bureaucratie comme « une négation directe de l'activité de masse », elle expliquait que le plus grand défaut d'une bureaucratie nombreuse était l'ampleur avec laquelle elle empêchait l'initiative locale et elle rendait toute activité dépendante de la réception d'ordres venant du centre. Donnant du relief à l'appel de Chliapnikov en faveur de la participation directe des masses laborieuses à la gestion de l'économie, elle écrivait : « la tâche est claire : stimuler l'initiative et l'activité autonome des masses » et ensuite ne pas entraver cette initiative par la paperasse et la bureaucratie. Laissant entendre que l'élite dirigeante actuelle avait trahi les principes de la révolution, elle concluait en paraphrasant Marx et Engels : « édifier le communisme ne peut être que l'affaire des masses laborieuses elles-mêmes »²⁵¹. Ses propositions concrètes différaient peu de celles de l'Opposition ouvrière, mais son ouvrage a été attaqué bien plus sévèrement. Sa brochure est rapidement tombée entre les mains de non-communistes, et son langage exprimait une critique beaucoup plus sévère du Parti et du CC que celui de Chliapnikov. Mais ce qui a été le plus important pour rendre Kollontaï et l'Opposition ouvrière vulnérables aux accusations d'irresponsabilité et d'aide à la contre-révolution a été la mutinerie de Cronstadt qui s'est déroulée en même temps que le Congrès du Parti.

Située sur une île du golfe de Finlande, Cronstadt était la base de la Flotte de la Baltique et elle protégeait l'accès à Petrograd. Ses marins avaient été à l'avant-garde de la révolution de 1917. Influencés davantage par les SR que par les sociaux-démocrates en 1917, ils soutenaient le pouvoir soviétique. En 1921, les marins de Cronstadt ont été mis en colère par les réquisitions de blé des bolcheviks et par la répression des ouvriers et des paysans. Une vaste grève avait commencé à Petrograd en février 1921, à la veille de la révolte de Cronstadt en mars. Ni les ouvriers, ni les marins, n'étaient opposés au socialisme ; mais ils étaient quelque peu mécontents des politiques menées par la dictature communiste. Les ouvriers dénonçaient les pénuries de nourriture et de carburant. Les marins de Cronstadt ont sympathisé avec eux et avec les soulèvements paysans à travers la Russie. Ils exigeaient de nouvelles élections à bulletin secret aux soviets ; la liberté de la presse pour les socialistes, les ouvriers et les paysans, et d'autres mesures destinées à mettre fin à la répression communiste contre ceux qui avaient fait la révolution, et au nom desquels elle avait été faite. Craignant que l'insurrection puisse conduire à la perte de leur pouvoir, les dirigeants du Parti

²⁵⁰ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 34, I. 4, 5 février 1920; Kollontaï 1921a, p. 1 et 1921b, p. 5.

²⁵¹ Kollontaï 1921b, p. 36-47.

communiste ont ordonné qu'elle soit étouffée ; ils avaient déjà imposé la loi martiale à Petrograd. L'Armée rouge et la Tchéka ont pris d'assaut la forteresse, écrasé le soulèvement et tué plus d'un millier de rebelles²⁵². Les dirigeants du Parti ont diffusé la propagande que c'étaient des SR, des réactionnaires et des agents de l'étranger, qui avaient fomenté l'insurrection, tout en sachant parfaitement bien que ce n'était pas vrai. Les adversaires de l'Opposition ouvrière ont discrédité le mouvement en la reliant aux événements de Cronstadt²⁵³. La révolte et son étouffement menaçaient grandement la toile de fond du congrès du Parti en mars.

Lançant l'attaque contre l'Opposition ouvrière lors du congrès, Lénine l'a rejetée en tant que « déviation syndicaliste » et il a déprécié l'importance du débat sur les syndicats. Dépeignant le Parti du prolétariat comme assiégé dans un pays peuplé majoritairement par des paysans, il a déclaré que le programme de l'Opposition ouvrière menaçait l'unité du Parti et l'emprise du Parti sur le pouvoir. Chliapnikov a répondu vigoureusement en rejetant la responsabilité du fait de perturber l'unité du Parti sur la direction du Parti ; c'est elle qui a en fait provoqué la naissance à l'Opposition ouvrière. Il a soutenu que le Parti avait perdu « le lien organique entre les membres du Parti et leurs organes de direction », parce que le centre ne faisait pas confiance aux organisations locales pour prendre des décisions. Mettant Lénine au défi de se souvenir de l'enthousiasme et de la camaraderie qui existaient dans le Parti durant les années de clandestinité et celles de la révolution, il avertissait que de lancer des insultes à l'Opposition ouvrière ne pouvait pas créer l'unité, ni empêcher les ouvriers de quitter le Parti. Il mettait en garde : « N'allez pas trop loin dans la direction de la lutte avec nous. Ici peut-être vous nous affaiblirez et vous nous écraserez ; mais à partir de là, vous ne ferez que perdre »²⁵⁴. Des délégués l'ont applaudi.

Kollontaï a elle aussi accusé le CC de ne pas avoir suffisamment essayé de résoudre la crise à laquelle le pays et le Parti étaient confrontés. Inversant les rôles avec Lénine, elle l'admonestait pour ne pas avoir discuté de l'insurrection de Cronstadt dans son exposé. Lénine a pris de nouveau la parole et il a cogné fort sur l'Opposition ouvrière en établissant un lien entre elle et la contre-révolution petite-bourgeoise et anarchiste. Il a vilipendé la brochure de Kollontaï comme étant le meilleur exemple de ce lien et il a accusé l'Opposition ouvrière d'être irresponsable et d'enfreindre l'unité du Parti en l'ayant remise à l'impression alors même qu'ils étaient au courant du déclenchement de la mutinerie de Cronstadt. Fulminant qu'une personne qui présenterait une telle brochure au congrès « était en train d'essayer de jouer au plus fin avec le Parti », Lénine a mis au défi l'Opposition ouvrière de produire une défense fondée solidement en théorie. Se référant à la conférence de Parti du gubernia de Moscou, que les adhérents de l'Opposition ouvrière avaient interrompue pour se réunir séparément, il a annoncé que l'Opposition ouvrière voulait à tout prix fracturer le Parti. Revenant à la brochure de Kollontaï, il s'est écrié qu'elle contenait les mêmes slogans que les discours des rebelles de Cronstadt²⁵⁵.

²⁵² Avrich 1970; Getzler 1983; Iarov 1999.

²⁵³ TsAODgM, f. 3, op. 2, d. 36, I. 1, discours de Radek devant les activistes du Parti de Moscou.

²⁵⁴ RKP(b) 1963, p. 27-40, 8 mars 1921; RKP(b) 1963, p. 71-6, 9 mars 1921.

²⁵⁵ RKP(b) 1963, p. 100-3; p. 112-24.

Kollontaï avait pensé que sa brochure « publiée à la hâte » trouvait initialement grâce aux yeux des délégués. Mais elle a remarqué le fait que Lénine « la feuilletait » et qu'il « secouait la tête de désapprobation ». Lénine l'a critiquée sévèrement, l'accusant de rédiger « la plateforme d'un nouveau parti ». Il l'a menacée ainsi : « Pour cela, tu devrais être non seulement exclue, mais aussi fusillée ! ». Il a promis simultanément de « faire juger ta brochure devant un tribunal de l'Internationale ! ». Les remarques de Lénine, entendues par hasard par un certain nombre de délégués se trouvant à proximité, ont eu un effet immédiat. Ceux qui, précédemment, avaient impatiemment cherché à obtenir des copies de sa brochure la fuyaient. Même Chliapnikov et Medvedev ont pris leur distance avec elle. Lors d'une réunion privée avec Lénine et ses partisans, ils ont renié sa brochure et Medvedev a reconnu qu'il ne l'avait même pas lue. Les membres de l'Opposition ouvrière semblaient incertains et divisés quant à la manière dont ils devaient évaluer l'insurrection de Cronstadt et l'agitation ouvrière à Petrograd. Ce qui est sûr, c'est que la défense de l'Opposition ouvrière par Chliapnikov a été plongée dans le désarroi à la suite de l'attaque au vitriol par Lénine de la brochure de Kollontaï que, inexplicablement, Chliapnikov n'était pas prêt à défendre²⁵⁶.

Le soir du 9 mars, quand une majorité de délégués a approuvé une résolution du CC sur le rapport de Lénine, 45 délégués ont encore voté pour la résolution alternative de l'Opposition ouvrière. Cette résolution, présentée par Medvedev, critiquait le CC pour avoir échoué à appliquer des résolutions des congrès antérieurs du Parti portant sur son rajeunissement et sur la démocratie ouvrière, à prendre des mesures contre la bureaucratie et à mettre en œuvre la prolétarisation. La rhétorique des dirigeants du Parti est devenue plus féroce. Boukharine a porté l'accusation étonnante selon laquelle l'Opposition ouvrière « était complice de l'opposition paysanne au régime soviétique ». Ce n'est pas parce que Chliapnikov avait été ouvrier, a-t-il proclamé, que cela signifiait que sa politique était correcte²⁵⁷.

Malgré tout, l'Opposition ouvrière a persévéré. Après que Boukharine a eu présenté le rapport de la majorité sur l'organisation du Parti et que les centralistes démocratiques y ont répondu avec leurs points de vue, un allié de l'Opposition ouvrière, Ignatov, a fait plusieurs propositions avec lesquelles Chliapnikov était d'accord. Attribuant la crise au sein du Parti à un afflux d'éléments carriéristes durant la Guerre civile et « au transfert de méthodes militaires de gouvernement dans la pratique quotidienne du Parti », Ignatov voyait pour partie la solution dans une purge du Parti, avec l'exclusion automatique de tous les membres non paysans/non prolétariens qui y étaient entrés dans la seconde moitié de l'année 1918. En outre, il recommandait l'imposition d'une attente d'un à deux ans avant que des membres non prolétariens du Parti puissent occuper des postes dans le Parti. D'autre part, il aurait exempté les ouvriers du besoin d'avoir une recommandation pour être admis dans le Parti. Enfin, il aurait demandé aux membres du Parti d'effectuer « pas moins de trois mois de travail physique » annuellement et de faire preuve de compétence dans un travail ou un savoir-faire paysan ou prolétarien. Le

²⁵⁶ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 1–2, 23 mars 1921; RKP(b) 1963, p. 125. Kollontaï n'a pas été invitée à assister à la réunion qui s'est déroulée après la onzième séance au cours de la soirée du 13 mars (RKP(b) 1963, p. 336, 882).

²⁵⁷ RKP(b) 1963, p. 136–7, 222–3.

point essentiel était, pour des communistes qui n'étaient pas issus de la classe ouvrière, de comprendre « la psychologie prolétarienne à la peine ». Lorsque le vote relatif à l'organisation du Parti a été clos, seules 23 voix ont été enregistrées en faveur de l'Opposition ouvrière, ce qui représentait une nette diminution du nombre de délégués qui votaient pour les propositions du groupe. Certains de ses partisans sont partis pour Cronstadt pour y combattre les rebelles (ce qui ne les a pas rachetés aux yeux des dirigeants du Parti), tandis qu'il est possible que d'autres soient rentrés chez eux²⁵⁸.

Chliapnikov a essayé de sauver ce qu'il pouvait du programme de l'Opposition ouvrière. Rejetant d'un air de défi l'accusation de syndicalisme, il a néanmoins concédé que le programme de l'Opposition ouvrière pouvait être mis en œuvre par étapes, et la première de celles-ci devrait faire naître l'initiative des ouvriers en leur permettant de voter sur les principales questions de gestion économique lors des assemblées d'usine. La dernière étape devrait attendre la mécanisation de l'agriculture. Il affirmait obstinément : « peu importe la plateforme que vous adoptez ici, la vie dictera non pas ce qui est écrit par vous, mais ce qui est établi dans notre plateforme »²⁵⁹.

Malgré sa retraite (ou peut-être à cause d'elle), ses opposants ont continué à s'acharner sur lui de manière impitoyable. En affirmant qu'un congrès du Parti déciderait que les syndicats s'étaient suffisamment préparés à prendre le contrôle de l'économie, Lénine tendait cependant une main à l'Opposition ouvrière, en requérant l'aide de ses membres dans son combat contre la bureaucratie. Finalement, le Congrès du Parti a décidé que les syndicats seraient considérés comme « prêts » à administrer l'économie quand ils se seraient défaits de leur « étroite façon de penser corporatiste » et quand tous les ouvriers seraient syndiqués, une reformulation légère mais importante du paragraphe relatif aux syndicats figurant dans le programme du Parti de 1919. La position des Dix en ce qui concerne la question des syndicats a remporté une large majorité. 18 délégués seulement ont voté en faveur des propositions de l'Opposition ouvrière. Malgré ce faible vote pour l'Opposition ouvrière, le congrès a fait entrer Chliapnikov dans la commission responsable de l'écriture de la version finale de la résolution, mais, du fait de son isolement, il ne pouvait avoir aucune influence sur elle²⁶⁰.

²⁵⁸ RKP(b) 1963, p. 234, 243, 334, 652–4. Sur la liste de ceux qui ont quitté le congrès pour aller à Cronstadt, il y avait au moins quatre membres de l'Opposition ouvrière, y compris Mikhaïl Chêlichev (RKP(b) 1963, p. 765–8). (Selon Irina Chliapnikova, sa mère prononçait le nom de Chêlichev avec un «ë», bien que je ne l'ai vu écrit que «Chelichev», qui est la manière dont ce nom est habituellement prononcé en russe). Chliapnikov a demandé ultérieurement que Medvedev, Kiselev et d'autres vieux bolcheviks ayant une expérience pré-révolutionnaire à Petrograd, fassent partie d'une commission destinée à enquêter sur les événements de février-mars à Cronstadt et à Petrograd; il ne faisait pas confiance à une commission composée de personnes qui ne connaissaient pas les ouvriers de Petrograd. Il a mis également Zinoviev au défi de prouver ses allégations selon lesquelles l'Opposition ouvrière, au lieu de réprimer les rebelles de Cronstadt, avait tenté de gagner les ouvriers à la plateforme de l'Opposition (RGASPI, f. 82, op. 2, d. 173, I. 13, 7 avril 1921).

²⁵⁹ RKP(b) 1963, p. 359–67, séance du 14 mars.

²⁶⁰ RKP(b) 1963, p. 369–71, 380, 399; «Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti», voir McNeal 1974, vol. 2, p. 121–3. Le nombre total de voix (404) était bien inférieur au nombre total de délégués assistant au congrès (694). À ce moment-là, environ deux cents délégués du congrès l'avaient quitté pour se rendre sur le front de Cronstadt. Et même ainsi, environ 90 délégués ont dû s'abstenir de voter s'ils n'avaient pas abandonné le congrès pour d'autres raisons.

La question finale que le congrès avait à traiter comprenait la pose des fondations de l'unité du Parti par l'interdiction d'une future critique organisée en son sein. Lénine et Boukharine ont travaillé ensemble pour réaliser cet objectif. Malgré sa rhétorique sévère, Lénine avait tenté d'amadouer ses partisans dans les coulisses pour qu'ils intègrent quelques oppositionnels dans le CC. Il semble également que Lénine ait mené des négociations privées avec les dirigeants de l'Opposition ouvrière. Pendant ce temps, Boukharine lançait la proposition d'interdire les factions qui deviendrait la base permettant de persécuter les contestataires dans le Parti. Réduit au silence par la proposition de Boukharine, Chliapnikov a annoncé que l'Opposition ouvrière ne proposerait aucun candidat de son groupe pour siéger au CC à moins que les dirigeants de la majorité du congrès ne renoncent à l'interdiction des factions²⁶¹.

Se réunissant de manière privée à la veille de la séance finale du Congrès (16 mars), les membres de l'Opposition ouvrière comprenaient qu'il y aurait une censure de l'opposition, mais ils n'étaient pas encore sûrs de la forme qu'elle prendrait. Certains membres se demandaient si les oppositionnels devraient faire partie du CC et des autres organes de direction du parti. Certains pensaient qu'il était possible de travailler fructueusement avec les dirigeants du Parti appartenant à d'autres factions, tandis que d'autres craignaient une escroquerie et que d'autres encore s'interrogeaient sur les motifs de ceux qui voulaient participer à la direction. Étant donné ces désaccords, Chliapnikov a proposé l'option du refus personnel. Kollontaï se demandait si l'opposition se disperserait après le congrès. Chliapnikov a déclaré d'une manière ferme : « Il n'y a pas de raison de se disperser » et il a dit que l'Opposition ouvrière « mènerait un travail sur une nouvelle base ». D'autres étaient d'accord, avec différents niveaux d'enthousiasme, pour continuer le travail, mais pas sous le nom de l'"Opposition ouvrière". Certains étaient enthousiasmés par le fait que leurs points de vue finiraient par prévaloir²⁶². Il semble qu'ils ne s'attendaient pas à une résolution qui les viserait spécifiquement.

Deux résolutions anti-factionnalistes ont été adoptées facilement lors de la dernière séance. La résolution portant sur « l'unité du Parti » n'attaquait pas explicitement l'Opposition ouvrière, mais sa disposition finale (que Staline n'a redue publique qu'en 1924, lors de la XIII^e Conférence du Parti) autorisait le CC, à la majorité des deux tiers, à reléguer ou à exclure des membres du CC qui menaient une activité factionnelle ou bien qui enfreignaient la discipline du Parti. La seconde résolution, qui condamnait « la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti », visait directement l'Opposition ouvrière. Elle reposait sur l'utilisation que faisait Chliapnikov du terme de "producteur", laquelle était considérée comme non marxiste. La résolution soulignait explicitement que le Parti communiste pouvait « unifier et organiser » l'avant-

²⁶¹ Selon Cohen 1980, Boukharine a soutenu cette résolution en raison du danger que l'insurrection de Cronstadt représentait pour le régime (Cohen 1980, p. 106). Chliapnikov, Medvedev, Perepechko et Ignatov, ont déclaré qu'ils n'enverraient pas de représentants au CC si la résolution de Boukharine condamnant l'Opposition ouvrière passait (RKP(b) 1963, p. 790). Selon Mikoïan 1970, Lénine a exhorté « une réunion privée de ses partisans » à voter pour faire entrer Chliapnikov, Koutouzov, et peut-être Kiselev, au CC (Mikoïan 1970, p. 139–43). Lors d'une réunion privée, des membres de l'Opposition ouvrière ont fait allusion « à des négociations privées » entre leurs propres dirigeants et ceux des Dix (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 285).

²⁶² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 285, notes de Medvedev.

garde du prolétariat et diriger « toutes les parties du mouvement prolétarien, qui comprenait toutes les masses laborieuses ». C'était l'une des contributions de Lénine au marxisme. La contribution faisait un plaidoyer plus poussé concernant l'impossibilité des principes de base du programme de l'Opposition ouvrière²⁶³.

Répondant avec indignation aux deux résolutions, Chliapnikov a caractérisé la résolution sur la déviation anarcho-syndicaliste dans le Parti comme étant « démagogique et diffamatoire » sans précédent. S'opposant fermement à « la proclamation de mesures punitives » dans la résolution sur l'unité du Parti, lui et ses partisans ont proposé une résolution alternative qui stipulait que le congrès rejetait la politique « de méfiance à l'égard de la créativité de la classe ouvrière de la part des organes directeurs du Parti ». Ils renouvelaient leur appel en faveur d'une purge « des groupes carriéristes et des éléments socialement étrangers » du Parti et de la « prolétarisation » du Parti et des soviets. En outre, tous les membres du Parti devraient être priés de lutter contre la répression de la contestation au sein du Parti. C'est seulement dans ces conditions-là qu'il serait approprié d'abolir de factionnalisme dans le Parti. Seulement 26 délégués ont voté en faveur de cette résolution finale, preuve que l'Opposition ouvrière subissait une hémorragie de ses membres²⁶⁴.

Lénine a présenté l'intégration de membres de l'Opposition ouvrière dans le CC comme une offre de paix. Chliapnikov a été élu au CC comme membre à part entière²⁶⁵. Il a été désigné pour diriger une commission sur l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et à la Commission centrale de purge ; d'autres membres de l'Opposition ouvrière sont devenus membres de commissions régionales de purge. Leur intégration était un message des dirigeants du Parti qui signifiait que la purge devait débarrasser le Parti des « éléments petits-bourgeois ». Lénine a même suggéré que Chliapnikov, en tant que membre de la commission d'édition des résolutions, pourrait trouver une manière d'adoucir leur langage. Finalement, il a proposé que le congrès n'accepte pas de démissions. D'accord avec lui, une majorité a adopté la résolution qui contraignait tous les membres de l'Opposition ouvrière à rester à leurs postes. De plus, le CC a chargé Zinoviev, Boukharine et Koutouzov, d'écrire une lettre aux organisations locales du Parti leur enjoignant d'aplanir les divergences et de travailler de concert avec les membres des anciennes factions²⁶⁶.

Chliapnikov n'était pas prêt à risquer l'exclusion du Parti en désobéissant à la décision du congrès. De surcroît, il désirait le pouvoir qu'il aurait, estimait-il, en tant que membre du CC et dans la supervision de la purge du Parti, ce qui lui offrait, pensait-il, une bonne occasion de réformer le Parti. Il faisait peut-être aussi confiance aux promesses selon lesquelles il n'y aurait pas de représailles. En dépit de sa volonté d'entrer au CC, Kollontaï savait que

²⁶³ RKP(b) 1963, p. 573–5, 773–4, 778; KPSS SSSR 1954, vol. 1, p. 529–33; RKP(b), p. 573–5. 25 délégués ont voté contre la résolution “Sur l'unité du Parti” [*Ob edinstve partii*] and 30 délégués ont voté contre “Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti” [*O sindikalistskom i anarkhistskom uklone v nashei partii*].

²⁶⁴ Zorki 1926, p. 27–9; RKP(b) 1963, p. 526–7.

²⁶⁵ RKP(b) 1963, p. 402. Chliapnikov a recueilli 354 voix sur 479. Medvedev and Kiselev ont été nommés membres candidats du CC.

²⁶⁶ RKP(b) 1963, p. 538; KPSS SSSR 1954, vol. 1, p. 533; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 62, I. 2. Selon Naumov 1991, Lénine a convaincu Chliapnikov de retirer sa démission (Naumov 1991, p. 39).

Chliapnikov et ses camarades continuaient de se réunir le soir dans sa chambre à l'Hôtel National, dans lequel beaucoup de dirigeants du Parti et du soviet résidaient, pour « critiquer » et « sortir des blagues » d'une manière contestataire. Elle pensait qu'il était « intoxiqué » par le fait qu'il était membre du CC²⁶⁷. Bien qu'elle ait considéré sa conduite comme hypocrite, sa remarque démontre que lui et les autres dirigeants de l'Opposition ouvrière attendaient de continuer leur campagne lors du prochain congrès des syndicats. Ils étaient optimistes car ils pensaient que, par l'intermédiaire des syndicats, ils pourraient toujours gagner le Parti. Des années plus tard, Chliapnikov se remémorait que l'Opposition ouvrière avait appris que, quand l'on menait une politique factionnelle, et que le débat prenait fin, il n'y avait plus place pour la manœuvre²⁶⁸. Cette déclaration expliquerait beaucoup de choses à propos de son comportement après 1922 quand il a continué à critiquer la politique du Parti sans faire partie d'aucune faction.

Conclusion

Par l'intermédiaire de l'Opposition ouvrière, un certain nombre de syndicalistes communistes cherchaient à aborder les problèmes de la gestion économique qui étaient à l'origine du mécontentement des ouvriers de l'industrie. Le noyau du groupe était composé des ouvriers métallurgistes qualifiés de Petrograd qui avaient été des organisateurs du syndicat et du Parti avant la révolution. Ils affirmaient que les ouvriers avaient des connaissances et une expérience de grande valeur qui pouvaient aider à résoudre les problèmes économiques et que les ouvriers de l'industrie et les ingénieurs devraient travailler ensemble, par l'intermédiaire des syndicats, afin de relancer l'économie et d'assurer la maîtrise ouvrière de la production, plutôt que la subordination ouvrière à la production. En 1920, les syndicats étaient entre les mains des communistes et ils étaient composés de beaucoup plus d'ouvriers que les membres du Parti. En conséquence, Chliapnikov et ses camarades considéraient les syndicats comme ayant davantage d'orientation ouvrière et étant plus révolutionnaires que beaucoup de comités de Parti. Le Parti, pensaient-ils, avait besoin d'un nouvel afflux de membres et de dirigeants ouvriers afin lui restituer son caractère révolutionnaire. Leur approche n'était ni syndicaliste, ni anarchiste, mais elle était enracinée dans la tradition à multiples facettes du Parti bolchevik.

Les syndicalistes avaient des opinions différentes sur le rôle des syndicats. De nombreux syndicalistes, même dans le Syndicat des métallos, s'inquiétaient du fait que les propositions de l'Opposition ouvrière étaient trop ambitieuses, étant donné que les syndicats n'avaient que récemment commencé à récupérer de leurs pertes d'effectifs à l'époque de la Guerre civile. Certains étaient des partisans irréductibles de Trotski. D'autres préféraient que les syndicats ne deviennent pas les patrons de l'industrie, car dans ce cas ils ne pourraient plus être disposés à protéger les ouvriers. Malgré un certain soutien dans les syndicats qu'avaient Chliapnikov et l'Opposition ouvrière,

²⁶⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, I. 158, lettre de Chliapnikov à un partisan; RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 3-7; RGASPI, f. 2, op. 1, d. 14615, I. 1.

²⁶⁸ RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, I. 14, audition de Chliapnikov lors de la purge de 1933.

c'est le Parti qui contrôlait les ressources matérielles, qui dirigeait la politique de l'État et qui décidait du sort des syndicats. Les syndicats avaient beaucoup de membres, mais ils ne disposaient pas des ressources nécessaires pour l'emporter sur le Parti. De plus, c'est Lénine qui dirigeait le Parti et il s'était souvent montré efficace pour charmer et intimider ses partisans et ses opposants afin de parvenir à ses fins. En fin de compte, toutes les décisions concernant la nomination ou le transfert des personnes qui étaient communistes devaient passer par l'Orgburo. Et défier l'Orgburo, ce serait enfreindre la discipline du Parti.

Durant la période cruciale de novembre-décembre 1920, Chliapnikov a fortement misé sur les négociations avec les autres dirigeants de faction dans la commission des syndicats. Quand les négociations échouaient, Lénine et ses alliés agissaient rapidement pour s'approprier l'autorité de la commission afin de promouvoir leur propre programme. Il ne restait que peu de temps pour rallier un soutien suffisant pour la plateforme de l'Opposition ouvrière. La stratégie politique de Lénine a été plus efficace que celle de l'Opposition ouvrière pour gagner des délégués au congrès du Parti. Au bout du compte, la rébellion de Cronstadt et les protestations ouvrières de Petrograd à la veille du congrès ont rendu l'opposition ouvrière vulnérable aux accusations de non-orthodoxie portées par les dirigeants du Parti. Chliapnikov aurait peut-être trouvé du soutien parmi les ouvriers sans-parti, mais il a choisi de ne pas le faire. Un dilemme essentiel de sa stratégie était sa dépendance vis-à-vis des responsables du Parti qui renonçaient volontairement à leurs pouvoirs.

Chliapnikov était confiant dans le fait que lui et ses partisans pourraient utiliser leurs nouvelles positions influentes dans le Parti pour atteindre certains objectifs de l'Opposition ouvrière. Les secrétaires du CC, Krestinski, Preobrajenski et Leonid Sérébriakov, auxquels Chliapnikov s'était opposé, ont été remplacés par Molotov, Iaroslavski et Vassili Mikhaïlov. De plus, à la suite du congrès, le CC semblait s'être engagé à créer la "paix" dans les organisations locales du Parti. De cette manière-là, les résolutions du congrès dirigées contre l'Opposition ouvrière paraissaient moins dangereuses. Chliapnikov pouvait espérer que, par le biais des élections, ses partisans prendraient le contrôle des comités locaux du Parti et finalement d'institutions du Parti d'un niveau plus élevé. Lorsqu'il a été demandé à Chliapnikov de renoncer à l'Opposition ouvrière lors de la purge du Parti de 1933, il a refusé de le faire. Il a admis que ses erreurs principales avaient été de montrer une hâte excessive à attaquer les éléments bourgeois restants dans le pays et d'ignorer la paysannerie dans ses plans relatifs à la gestion économique. Sans répudier ses idéaux, il a concédé que son programme ne pouvait pas être réalisé dans la Russie du début des années 1920²⁶⁹.

²⁶⁹ RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, II. 14-15.

CHAPITRE 7

LE DÉBUT DE LA NEP ET LES SYNDICATS

Après huit années de Guerre mondiale, de Révolution et de Guerre civile (1914-21), l'économie de la Russie était épuisée et sa population urbaine réduite. Les dirigeants communistes se sont par conséquent résolus à contrecœur à abandonner le Communisme de guerre et à passer des compromis avec la paysannerie afin de restaurer l'économie et de repeupler les villes. L'annonce faite par Lénine lors du X^e Congrès du Parti, selon laquelle les réquisitions agricoles de l'époque de la Guerre civile seraient remplacées par un impôt en nature, a mené à une série de changements économiques et sociaux qui ont eu pour résultat une économie mixte autorisant la petite entreprise privée. Avec la Nouvelle Politique Économique (NEP), qui s'est déployée au cours des mois qui ont suivi la fin du congrès, l'impôt sur le blé a été établi à un niveau suffisamment faible pour garantir que les paysans aient un excédent qu'ils pourraient vendre au prix du marché. Étant donné que les paysans ne pouvaient pas se rendre facilement aux marchés, des intermédiaires (appelés par dérision "spéculateurs") étaient autorisés à transporter le produit vers la ville en vue de le vendre. Plus tard, des changements ont permis à des commerçants privés de vendre des biens de consommation aux paysans. La remise en question de la politique économique soviétique précédente a conduit également à une annulation de la nationalisation de l'industrie. L'État a conservé le contrôle des banques, du commerce extérieur, des communications et de la grande industrie (« les hauteurs dominantes »), mais il a dénationalisé l'industrie de petite envergure, la vente au détail, l'artisanat et les services, qui pouvaient être détenus par des acteurs privés²⁷⁰. Chliapnikov faisait partie de ces communistes qui craignaient que la NEP ne facilite le rétablissement de la bourgeoisie et sape par conséquent la révolution. Il a exprimé des inquiétudes à propos des premières initiatives de la NEP lorsque celles-ci se développaient et il a présenté des propositions pour modifier différents aspects de la NEP. Le VSNKh, qui mettait en œuvre beaucoup de nouvelles politiques, a été très tôt la cible de sa colère.

La NEP a modifié fondamentalement le débat portant sur le rôle des ouvriers organisés dans la gestion économique. Chliapnikov pensait toujours que les syndicats devaient imposer leur loi au gouvernement et au Parti étant donné que c'étaient eux qui se prêtaient le mieux à la protection et à la responsabilisation des ouvriers. Tout au long de l'année 1921, il s'est préoccupé de la lutte politique concernant la relation entre le Parti et les syndicats. Le décret du X^e Congrès du Parti qui interdisait les factions ne les a pas fait disparaître. Malgré le fait que la promotion de Chliapnikov et d'autres oppositionnels à des postes clés ait donné l'impression de l'unité au sommet, les dirigeants du Parti ont transféré et démis des oppositionnels individuels de positions de direction et ils ont dispersé des organisations entières du Parti et des syndicats. Lénine a conduit cette politique de repréailles administratives qui s'est néanmoins arrêté avant d'en arriver aux poursuites criminelles et même à la purge de figures de premier plan du Parti. Les dirigeants du Parti ont destitué Chliapnikov de la présidence du Syndicat des métallos et ils ont bourré ses organes de direction d'hommes plus malléables. Chliapnikov a répondu de différentes manières : par la négociation, le charme, la dérobade et la confrontation jusqu'au point où la discipline du Parti est enfreinte, mais pas au-delà. Il a essayé avec soin

²⁷⁰ Koenker 1985, p. 424–50; Carr 1950–3, vol. 2, p. 269–357.

d'éviter des accusations de factionnalisme tout en mettant en avant les syndicats. Durant l'été de 1921, son humeur a changé. Mis en colère par la prise de contrôle du Syndicat de métallos par les dirigeants du Parti, incapable d'éviter des représailles à l'encontre de ses partisans et contrarié par l'échec relatif à la réalisation de ses réformes, il s'est déchaîné contre la NEP en la critiquant sévèrement. Lénine a répondu en le citant devant le CC et la CCC pour violation de la discipline du Parti. Les luttes au sommet se déroulaient dans un contexte de large confusion à propos des implications de la Nouvelle Politique Économique, d'inquiétude à propos du faible niveau de vie des ouvriers et de la famine dans la Russie rurale.

Chliapnikov et le VSNKh

Lorsque le X^e Congrès du Parti s'est achevé, les membres de l'Opposition ouvrière ont chargé Chliapnikov de rédiger une critique de la NEP. Néanmoins, pour plusieurs raisons, il a été lent à la développer. D'abord, il devait prendre garde à ne pas enfreindre la discipline du Parti. De surcroît, il désirait que l'analyse soit le résultat d'un effort collectif. Enfin, les caractéristiques principales de la NEP se sont développées graduellement. C'est pourquoi Chliapnikov a réagi par à-coups aux décrets concernant la NEP. Il a dit très peu de choses sur l'impôt en nature prélevé sur la production paysanne, non seulement parce que le congrès du Parti l'a soutenu, mais aussi parce qu'il comprenait probablement que cette taxation pouvait faciliter davantage une planification économique rationnelle que les réquisitions arbitraires et coercitives. Sa plus grande colère a été dirigée vers le rétablissement du commerce privé et vers la privatisation des petites entreprises, ce qui lui a causé un choc désagréable étant donné que c'était lui qui avait piloté de nombreux décrets sur la nationalisation de l'industrie au début de 1918. Quand le VSNKh a décidé d'autoriser en principe la location de grandes entreprises ("concessions") à des individus privés, y compris des étrangers, Chliapnikov et beaucoup d'autres communistes ont craint que ces capitalistes ne reprennent dangereusement pied dans la politique et la société soviétiques. Éprouvant également du ressentiment à l'égard de ce qu'il percevait comme un échec du VSNKh à donner aux ouvriers un rôle important dans l'application des nouvelles politiques, il a exprimé oralement et par écrit ses points de vue aussi bien devant les organisations des syndicats et du Parti que devant ses camarades pris individuellement²⁷¹.

En avril 1921, la NEP commençait à prendre forme dans ses grandes lignes. Exposant initialement ses points de vue devant un public de camarades syndicalistes, Chliapnikov abordait la NEP comme si elle avait trait à des concessions étrangères. Évitant soigneusement l'apparence d'une opposition de principe à la politique du Parti, il émettait des critiques indirectes. Faisant appel à l'histoire, il rappelait que les concessions tsaristes, telles que l'Entreprise Électrique de 1886, avaient accru la productivité²⁷². Il rappelait cependant que les usines cédées à bail s'étaient dotées du système de relations de management et de production « le plus conservateur » qui existait encore dans ces usines en 1921, quatre années après la révolution. De plus, il prévenait que les contrats de concession incluaient toujours la garantie d'un certain profit pour le preneur à bail, que l'entreprise veuille ou non, puisse ou non,

²⁷¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 153, 157, lettre du début juillet 1921 de Chliapnikov à F. Mitin; Nove 1984, p. 83-5. Le décret de nationalisation de l'industrie de petite envergure a été révoqué le 17 mai 1921. Le 5 juillet, un décret du VSNKh a autorisé la location d'entreprises et le décret du 7 juillet a autorisé la privatisation de la production artisanale et des petites manufactures.

²⁷² L'Entreprise Électrique de 1886 était une société par actions, fondée par Karl Siemens, comme filiale de la société allemande Siemens & Haske; elle a ouvert des centrales électriques à St Pétersbourg, à Moscou et dans d'autres villes russes. Après la Révolution russe, la centrale de Moscou a été rebaptisée Centrale hydraulique de l'oblast de Moscou (MOGES). Chliapnikov était son conseiller du Parti en 1921 (Myllyntaus 1997, p. 542).

travailler de manière efficace. Sous ses objections “pratiques”, il y avait l’inquiétude que les concessions mettent en danger le projet socialiste de l’émancipation ouvrière. Chliapnikov admettait que la Russie soviétique avait besoin d’investissements étrangers pour mettre les entreprises en état de produire et pour fournir aux ouvriers suffisamment de nourriture et de vêtements pour qu’ils puissent travailler de manière productive. Il n’en demeure pas moins qu’il proposait d’exclure les plus grosses entreprises de la location aux étrangers et, à la place, de leur offrir de louer des entreprises collectives des ouvriers industriels soviétiques. Donner aux ouvriers cette expérience, pensait-il, serait en fin de compte plus précieux que de recevoir des redevances et des investissements de capitalistes européens. Exigeant que les syndicats aient l’approbation finale sur tous les contrats de concession (afin de sauvegarder les intérêts des ouvriers), il continuait à promouvoir les syndicats comme managers économiques. En fait, peu de concessions étrangères se sont réalisées parce que peu d’étrangers faisaient confiance au gouvernement soviétique pour protéger leurs investissements²⁷³. Le problème de la recherche de capitaux afin de développer l’industrie soviétique a empoisonné la vie de l’URSS tout au long des années 1920. Imposée après 1928, la solution de Staline, à savoir une solution qui jusque là n’avait jamais été envisagée sérieusement par aucun leader bolchevik, arracherait de force du capital aux paysans et provoquerait une énorme perte de vies et des dégâts dans la santé chez les paysans et chez les ouvriers dans le but de réaliser une industrialisation rapide et de grande envergure.

Au début du mois de mai, les inquiétudes de Chliapnikov avaient grandi. Il a réclamé une session spéciale du Politburo sur les questions économiques qui s’est tenue avant le congrès des syndicats, et la X^e Conférence du Parti s’est réunie au cours de ce mois-là. Dans les propositions qu’il a préparées pour cette dernière, il critiquait sévèrement le plan de dénationalisation du VSNKh. Soutenant que ce n’était pas la nationalisation qui était responsable de la non-profitabilité des entreprises, il affirmait que c’était la méthode de management qui était coupable. Si le gouvernement soviétique avait orienté leur production vers « les larges masses de consommateurs » (sans doute les paysans), il aurait pu les gérer de manière aussi profitable que leurs propriétaires capitalistes antérieurs. Soucieux du fait que des attitudes “bourgeoises” ne se situent derrière les menaces du VSNKh de refuser de la nourriture et des vêtements aux ouvriers s’ils n’étaient pas plus productifs, il continuait à affirmer que l’État soviétique avait fourni très peu de biens de première nécessité aux ouvriers, ce qui les avait obligés à subvenir à leurs propres besoins par le travail au noir et par « le troc désorganisé avec la campagne ». Leur travail avait souffert à cause des pénuries et non pas parce qu’ils étaient fainéants²⁷⁴. Considérant les ouvriers comme des personnes vouées à fabriquer des produits de qualité malgré de terribles privations, il supportait extrêmement mal les insinuations selon lesquelles ils se déroberaient à leurs responsabilités alors qu’on leur garantissait un niveau minimal d’approvisionnement. Pour Chliapnikov, le sort du communisme en Russie était lié au bien-être de la classe ouvrière industrielle. Les changements apportés par le NEP intensifiaient ses craintes pour les ouvriers et pour le sort du communisme russe.

L’attitude charitable de Chliapnikov envers le prolétariat ne s’étendait pas aux autres classes sociales. Il insistait sur le fait que les ouvriers avaient supporté le fardeau principal des obligations envers l’État au cours des années de la Guerre civile tandis que la paysannerie et la petite bourgeoisie avaient reçu des ressources nationales « gratuitement ». Il insistait obstinément sur le fait que l’allocation de ressources nationales à la classe ouvrière était la

²⁷³ GARF, f. 5451, op. 42, d. 29, II. 60–3, session de la fraction communiste du VTsSPS, 11 avril 1921; Nove 1984, p. 89. Sur les 42 contrats de concession, 32 fonctionnaient réellement, et la plupart d’entre eux concernaient l’industrie du bois.

²⁷⁴ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20219, II. 1–2; f. 17, op. 3, d. 160. Les propositions de Chliapnikov pour la réunion du 11 mai, ‘*K voprosu o nashei khoziaistvennoi politike i praktike*’, se trouvent dans GASPI, f. 2, op. 1, d. 20219 et TsA FSB, R 33718, vol. 38. Koutouzov, Medvedev et Koubiak, les ont approuvés.

priorité principale. Les dirigeants du VSNKh trouvaient son appréciation de la situation de la paysannerie absurde si l'on considère les expropriations ruineuses infligées à la paysannerie durant la Guerre civile. Ludwig Martens, le président du Département des métaux du VSNKh, a fait observer que les paysans étaient propriétaires de trente-sept millions de chevaux à la veille de la guerre, mais qu'ils n'en avaient plus que quinze millions en 1921²⁷⁵. De surcroît, en 1921, la famine faisait rage à travers les régions agricoles de Russie. L'inquiétude ressentie par Chliapnikov à propos des travailleurs l'empêchait partiellement de voir les souffrances des paysans, mais il est possible qu'il ait considéré que leur acquisition de terre était un avantage à long terme qui l'emportait sur la perte temporaire de bétail et la mortalité due à la famine. Mais contrairement aux politiques de 1928-29 engagées par Staline, ses idées penchaient davantage vers la coopération et les accords librement consentis entre les ouvriers et les paysans que vers la coercition. Ses points de vue étaient par conséquent compatibles avec « l'alliance ouvrière-paysanne » [*smychka*] de la NEP.

Bien que Chliapnikov ait évité soigneusement l'apparence d'une opposition à la politique du Parti, sa conjecture sur la nature de la NEP et sur la façon dont elle concordait avec les buts professés par le Parti frappait au cœur de ce que Lénine considérait comme étant une retraite nécessaire. Par exemple, il mettait en doute le fait que la mise en œuvre de la NEP corresponde aux promesses du Parti d'exproprier la bourgeoisie et de transformer les moyens de production en « propriété commune des travailleurs ». Il concédait que les éléments constitutifs de la NEP comme l'impôt en nature, le soutien à la petite industrie et à l'artisanat, les coopératives et la location à bail au privé, étaient cohérents avec la directive du Parti d'augmenter la production d'articles qui étaient de première importance pour la population. Néanmoins, il mettait en garde contre le fait de s'appuyer sur la petite industrie et l'artisanat pour porter secours à l'économie étant donné que leur rôle dans l'économie russe était « négligeable » par comparaison avec celui de la grande industrie. En outre, il affirmait que la location de petites entreprises à des entrepreneurs n'aiderait pas à la consolidation « du pouvoir du prolétariat ». Au lieu de cela, il proposait que l'État subventionne le bail d'entreprises d'État à des coopératives ouvrières. Les ouvriers dédommageraient l'État avec leur travail, ou bien avec un pourcentage de biens produits par eux²⁷⁶.

Chliapnikov était beaucoup plus tracassé par le fait que les concessions accordées aux capitalistes étrangers allaient priver les ouvriers russes de la possibilité de développer eux-mêmes l'industrie lourde. C'est pourquoi il insistait sur le contrôle par le gouvernement des secteurs-clés industriels, y compris « de toutes les grandes entreprises, de l'industrie des mines et de transformation », ainsi que de toutes les centrales électriques. Chose la plus importante, il proposait que l'État s'appuie sur l'initiative des ouvriers organisés pour reconstruire l'industrie. Il demandait que les syndicats ainsi que les collectifs d'ouvriers et de personnel gèrent les grandes entreprises, certain qu'il était que les ouvriers, comme les propriétaires privés l'avaient fait avant la Révolution, trouveraient les ressources nécessaires pour conserver leur force de travail et rendre les entreprises profitables. Comme preuve, il indiquait la façon dont les ouvriers employés dans les entreprises nationalisées, même si elles étaient ravitaillées par l'État de manière insuffisante et imprévisible, avaient réussi à survivre en faisant du troc avec les paysans et en travaillant à la campagne. De plus, affirmait-il, si la production était orientée pour répondre aux demandes de l'agriculture, les entreprises pourraient devenir profitables²⁷⁷. L'importance

²⁷⁵ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20219, II. 3; f. 99, op. 1, d. 9, I. 7. Martens (1874–1948) était devenu marxiste tandis qu'il faisait ses études à l'Institut Technologique de St Pétersbourg au début des années 1890 et il a vécu en exil en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis de 1899 à 1919. Il est entré au VSNKh et est devenu son président du Département des métaux en 1921 (entrée dans Prokhorov (éd.) 1969–78, vol. 15).

²⁷⁶ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20219, II. 3–5.

²⁷⁷ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20219, II. 4–5.

qu'il accordait à l'initiative des ouvriers montrait la continuité avec les idées qu'il avait exprimées en tant que leader de l'Opposition ouvrière.

Ne limitant pas ses idées à la coopération entre usines individuelles, Chliapnikov faisait une plus grande confiance aux trusts et aux associations industrielles à la fois comme moyen de relancer les branches les plus vitales de l'industrie et comme la prochaine étape de la construction de la société socialiste. Il pensait que ces associations rationaliseraient l'approvisionnement de l'industrie en matières premières nécessaires, en argent liquide et en fournitures pour les ouvriers. Les entreprises moins importantes, qui fabriquaient des produits de consommation agricoles et légers, répondraient aux besoins de leurs ouvriers en rendant un certain pourcentage des produits de l'entreprise disponible pour le troc et la vente. Les recettes seraient exclusivement consacrées à ravitailler les ouvriers de l'entreprise en vêtements et en nourriture. Demandant d'accroître le territoire des fermes d'État [*sovkhoses*], il recommandait d'organiser des réseaux d'approvisionnement mutuel entre les *sovkhoses* individuels et les entreprises industrielles. De cette manière-là, l'État prolétarien deviendrait indépendant vis-à-vis des petits paysans. Étant donné qu'il mettait l'accent sur les liens horizontaux, plutôt que verticaux, entre unités économiques, ses idées allaient à l'encontre de la tendance soviétique à la centralisation du management économique. En réponse aux recommandations de Chliapnikov, le Politburo lui a demandé de développer plusieurs de ses propositions les plus prometteuses (lesquelles n'étaient pas spécifiées) et il a donné l'ordre au VSNKh de l'assister²⁷⁸.

L'anxiété de Chliapnikov était aggravée par les changements dont il était témoin dans le Parti : il y avait un exode accru de ses membres qui était dû à l'introduction de la NEP. Les ouvriers demandaient aux dirigeants du Parti quand l'impôt en nature leur serait appliqué. Le commissaire à l'Agriculture, Osinski, après un voyage dans les provinces, a signalé au CC que beaucoup de gens percevaient la NEP comme une rupture par rapport au socialisme, tandis que d'autres soupçonnaient qu'il s'agissait d'une ruse politique qui serait bientôt abandonnée. Il a réclamé une conférence exceptionnelle du Parti afin de clarifier les tâches de la NEP. Lors de la X^e Conférence du Parti qui s'est ensuivie à la fin mai, Lénine a expliqué que la base théorique de la NEP était ancrée dans la structure sociale variée en Russie, laquelle avait existé même avant que la Guerre civile ait affaibli le prolétariat. De son point de vue, l'impôt en nature, les concessions et les coopératives industrielles, restaureraient l'économie paysanne, ranimeraient les entreprises industrielles et amélioreraient les conditions de vie des ouvriers. Affirmant que les communistes pouvaient apprendre beaucoup des « spécialistes bourgeois », il mettait en garde sur le fait que les mencheviks et les SR, sous couvert d'être des « sans parti », essayaient de tromper les ouvriers à propos de la NEP et de répandre la démoralisation. En partie seulement apaisés, les délégués ont exposé leurs inquiétudes au sujet des premières initiatives de la NEP ; ils étaient particulièrement soucieux parce que les dirigeants, dans leur « hâte », n'avaient pas suffisamment « bien réfléchi » à la mise en œuvre de leurs politiques. Osinski les a assurés que la NEP demanderait de 20 à 25 années pour se déployer (Lénine a corrigé : de 5 à 10 ans) et que la transition des « relations bourgeoises » au socialisme n'aurait pas lieu au moyen « de l'injonction et de la compulsion », mais au moyen « de l'entreprise orientée vers le bien général »²⁷⁹.

La réponse du VSNKh aux critiques et aux doutes a été d'accélérer les changements économiques qu'il avait déjà prévus. Malgré l'instruction du Politburo, le VSNKh n'a intégré aucune des propositions de Chliapnikov dans son plan destiné à résoudre la crise économique de la Russie. Au lieu de cela, au début du mois de juillet, le VSNKh a émis plusieurs décrets qui soutenaient la petite industrie et la location-bail d'entreprises aux entrepreneurs.

²⁷⁸ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20219, II. 5–6; f. 17, op. 3, d. 162, 11 mai 1921.

²⁷⁹ Tsakounov 1994, p. 52–7. Le rapport de Lénine reprenait les points qu'il avait exposé un mois plus tôt dans une brochure portant sur l'impôt en nature (Lénine 1960–70, vol. 32, p. 329–65).

Tenace, Chliapnikov a répondu aux nouveaux décrets par une lettre virulente de protestation adressée au Politburo et au VTsSPS. Celle-ci reflétait son état d'esprit après qu'il avait été évincé de la direction du Syndicat des métallos en mai 1921. L'accent mis par le VSNKh sur le producteur paysan comme étant la figure principale dans l'économie le dérangeait fortement ; il soupçonnait que cette promotion du paysan dissimulait un parti pris en faveur de la paysannerie en tant que classe sociale. Affirmant que les résolutions révélaient du dédain pour les ouvriers, il se plaignait rageusement : « Il n'y a personne de plus pauvre et de plus affamé que ce prolétaire industriel censément bien ravitaillé par presque tous les organes de la République ». En outre, il prétendait que les ravitaillements destinés aux ouvriers ne leur parvenaient jamais, mais qu'au contraire ils étaient pillés ou détournés par les paysans, les citadins et les éléments petits-bourgeois dans les institutions soviétiques. En fin de compte, il trouvait que les décrets étaient profondément peu soucieux du besoin de préserver la force de travail industrielle, de revitaliser l'industrie et d'assurer le succès de la révolution ouvrière, et il concluait : « La totalité du décret est remplie de tendances anti-prolétariennes qui indiquent que le présidium du VSNKh est influencé par des désirs de propriétaire et des intérêts petits-bourgeois »²⁸⁰. Avec cette lettre, Chliapnikov déchargeait son indignation contre le tournant que la politique économique de l'État était en train de prendre.

Le IV^e Congrès panrusse des syndicats

Malgré les tentatives des dirigeants du Parti de clarifier la nature et la durée de la NEP, beaucoup de confusion persistait – en particulier à propos de quel serait le rôle des syndicats dans l'économie mixte qui était en train de se développer. Le IV^e Congrès panrusse des syndicats qui s'est réuni du 17 au 25 mai 1921 à Moscou, s'est trouvé confronté à des questions controversées telles que les relations Parti-syndicats, la compétition entre les syndicats de production et les conseils syndicaux de gubernia pour la désignation de la direction du VTsSPS, et celle de savoir si la fourniture d'ouvriers devrait être liée à la productivité. Le mécontentement de la base et l'insatisfaction ressentie par le Politburo en ce qui concerne les dirigeants des syndicats menaçaient de provoquer un remaniement de la direction du VTsSPS. Les congrès des syndicats de production se tenaient habituellement immédiatement avant le Congrès panrusse des syndicats. Des rumeurs circulaient selon lesquelles l'Opposition ouvrière voulait d'abord consolider sa force dans les congrès des syndicats de production pour ensuite tenter de prendre le contrôle du Congrès panrusse des syndicats. Pour déjouer les plans de Chliapnikov, le Politburo a avancé la date du congrès de tous les syndicats, de sorte qu'elle tombait avant celle des congrès syndicaux particuliers. Le Syndicat des métallos s'est opposé en vain à ce changement. Du point de vue des dirigeants du VTsSPS, la mesure du Politburo était inopportune et préoccupante car elle leur donnait peu de temps pour organiser le congrès de tous les syndicats²⁸¹.

Des animosités parmi les dirigeants des syndicats et leurs opinions divergentes à propos des relations Parti-syndicats les ont empêchés de présenter un front uni contre l'ingérence du Parti dans leurs affaires. Chliapnikov a été d'accord avec les dirigeants du Parti pour que les partisans de Trotski soient exclus de la direction du VTsSPS, tandis que Tomski était peu disposé à les déplacer. Alors que Tomski craignait que Chliapnikov et le Politburo ne complotent pour le remplacer, Chliapnikov en voulait à Tomski pour avoir aidé à démettre des

²⁸⁰ RGASPI, f. 5, op. 2, d. 340, I. 81; f. 17, op. 84, d. 175, II. 94–6. Medvedev a cosigné la lettre.

²⁸¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, I. 195; RGASPI, f. 99, op. 1, d. 9, I. 1. Daniels 1988 fait erreur dans l'ordre qu'il attribue aux congrès et en identifiant Medvedev comme le dirigeant du syndicat des métallos (Daniels 1988, p. 157). Les séances de la fraction communiste sont allées du 16 au 24 mai. Pour plus de détails en ce qui concerne la confusion qui a résulté de la décision du Politburo, voir Allen 2002.

partisans de l'Opposition ouvrière de leurs postes et pour défendre de manière inadéquate les intérêts des syndicats et des ouvriers dans les plénums du CC²⁸².

Chliapnikov était à la tête d'un groupe de délégués des syndicats de production qui était le groupe le plus organisé lors du congrès. Représentant huit syndicats de production, ce groupe comprenait de nombreux anciens membres de l'Opposition ouvrière qui partageaient les points de vue de Chliapnikov sur le rôle des syndicats et sur la NEP. Des leaders syndicaux qui avaient soutenu Lénine dans le débat sur les syndicats se sont également joints à lui. Le plus éminent d'entre eux était le président du Syndicat des mineurs, et membre du CC, Artem (Fédor Sergeïev)²⁸³. Visant à accroître l'influence des syndicats de production sur le VTsSPS, les dirigeants syndicaux étaient particulièrement en colère à cause des tentatives récentes du VTsSPS de centraliser l'administration des syndicats en donnant aux conseils syndicaux une plus grande autorité sur les syndicats de production à tous les niveaux. Chliapnikov craignait que le VTsSPS n'affaiblisse les syndicats de production en détournant leur personnel vers les conseils syndicaux. Il croyait que cela conduirait les syndicats à devenir une branche du gouvernement. Le groupe des syndicats de production a proposé une liste de candidats pour la direction du congrès qui comprenait de nombreux anciens membres de l'Opposition ouvrière²⁸⁴. En arrachant le contrôle du VTsSPS, le groupe de Chliapnikov cherchait à étendre l'influence des syndicats de production sur la politique économique de l'État et à préserver un certain degré de démocratie prolétarienne dans les syndicats de production.

Tandis que les syndicats de production avaient une histoire pré-révolutionnaire en Russie, les conseils syndicaux de gubernia, dont les délégués constituaient un groupe d'intérêt rival, étaient des créations de la période soviétique. Ces délégués estimaient que les syndicats de production et les syndicats fondés sur la profession avaient trop d'influence sur le VTsSPS. Ils voulaient que les dirigeants des syndicats centraux montrent une plus grande sensibilité à l'égard de leurs préoccupations, ce qui signifiait leur accorder davantage d'autorité et de ressources. Ils n'étaient unis derrière aucun leader et ils paraissaient diverger sur pas mal de politiques spécifiques. Certains semblaient suivre la ligne du Tsektran, représentée par Efim Bumazhny, qui était partisan d'une administration de style militaire de l'industrie, de la nomination des dirigeants syndicaux et de l'incorporation des syndicats dans le système étatique de gestion de l'industrie. Les tsektranistes (ou partisans de Trotski) pouvaient être trouvés dans un large éventail d'organes : conseils syndicaux, différents comités centraux de syndicats et dans le personnel central du VTsSPS. D'autres délégués des conseils syndicaux de gubernia étaient fatigués des conflits internes et des intrigues factionnelles qui accaparaient les dirigeants du sommet du Parti et des syndicats. Dans un coup de théâtre, qui n'était pas intentionnellement ironique, concernant le terme politique d'"opposition", l'on a désigné ces délégués comme étant « l'opposition pragmatique » [*delovaya oppositsiya*]²⁸⁵.

Étant donné la dépendance du Politburo vis-à-vis de Tomski pour mener à bien un remaniement de la direction du VTsSPS qu'il avait mise en place, les préparatifs n'ont pas pu se dérouler sans heurts. Parmi les développements inattendus, il y a eu l'élection de Riazanov au présidium temporaire du congrès. Riazanov était bien considéré par les communistes russes en raison de sa maîtrise de la théorie marxiste, de ses écrits historiques sur le mouvement socialiste et de sa longue expérience de travail dans les syndicats. Néanmoins, il avait une

²⁸² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 195–6, 200–1.

²⁸³ Vieux bolchevik, avec une longue histoire de travail révolutionnaire clandestin, Artem (né en 1883) a passé six années avant la Révolution de 1917 à travailler et à organiser les ouvriers russes en Australie dont il est devenu citoyen. Étant revenu en Russie en 1917, il est devenu membre du gouvernement ukrainien en 1919. Il est mort en 1921 dans un bizarre accident de train impliquant une locomotive propulsée par une hélice d'avion (Gambarov et autres (éd.) 1989, chapitre 1, p. 19–22). Staline a adopté son fils.

²⁸⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 201, 208.

²⁸⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 205, 213–15. Bumazhny était l'un des membres du bureau du Narkomtrud qui a essayé d'évincer Chliapnikov de sa position de commissaire au Travail à l'automne 1918.

histoire agitée avec les dirigeants du Parti, lesquels avaient expressément dit à Tomski qu'il ne devait pas être élu au présidium. Lorsque la résolution de Riazanov qui critiquait à la fois le VTsSPS et le Politburo a été approuvée par la fraction communiste, les dirigeants du Parti se sont alarmés²⁸⁶.

Le compte rendu que Tomski a effectué auprès de la fraction communiste révélait la tension qu'il subissait. Maintenant que le bureau du VTsSPS devait « obéir indiscutablement » aux dirigeants du Parti, il a canalisé la méfiance des chefs du Parti à l'égard des ouvriers et des dirigeants syndicaux lorsqu'il a exprimé l'opinion que le travail quotidien avec les ouvriers d'usine les rendait prédisposés aux mêmes « hésitations » qui tourmentaient les « masses ouvrières » miséreuses. Chliapnikov et Riazanov ont tous deux sévèrement critiqué les dirigeants du VTsSPS, mais Riazanov a également attaqué le CC (contrairement à Chliapnikov qui en était désormais membre). Reprochant aux dirigeants du VTsSPS leur manque d'aptitude à diriger qui avait pour conséquence une dépendance excessive au CC et qui permettait aux comités régionaux du Parti de perturber le travail des syndicats, Chliapnikov proposait que la participation des syndicalistes dans les organisations du Parti soit accrue, que les rôles du Parti et des syndicats soient clairement délimités et que le contrôle des syndicats de production sur le VTsSPS et sur les conseils syndicaux soit renforcé. Invectivant Tomski pour la raison qu'il autorisait le CC à avoir la mainmise sur le VTsSPS, Riazanov se plaignait du fait que les dirigeants du Parti ne prenaient pas les syndicats au sérieux, qu'ils ne les consultaient pas sauf de manière la plus péremptoire et qu'il les obligeait à signer des décrets qui étaient obligatoires sans se préoccuper de leur approbation. En outre, disait-il, les dirigeants du VTsSPS ne résistaient pas lorsque les dirigeants du Parti rejetaient activement les tentatives des syndicalistes de renforcer leurs organisations²⁸⁷. C'est ainsi que Riazanov revendiquait la position la plus claire sur la démocratie prolétarienne, ce qui a motivé une majorité écrasante de délégués à voter pour sa résolution. Attribuant le maigre travail du VTsSPS à l'immixtion excessive et « tracassière » du CC, il demandait au Parti d'arrêter son ingérence dans la « routine » du travail du VTsSPS. Chose la plus importante, il réclamait l'élection de dirigeants des syndicats par les membres communistes des syndicats eux-mêmes, sans que le Parti ne s'en mêle²⁸⁸.

C'est l'année précédente, laquelle a été marquée par des relations tendues entre Riazanov et les dirigeants du Parti, qui a donné le ton de son emportement tempétueux. En 1920, la fraction communiste du III^e Congrès des syndicats avait adopté sa résolution, selon laquelle les fonctions du Narkomtrud devaient être transférées au VTsSPS (ce qui supprimait en réalité le Narkomtrud), au lieu de la résolution du CC. Considérablement embarrassé, le CC a décidé de ne pas présenter la résolution de Riazanov au plénum du III^e Congrès des syndicats et de l'exclure du travail syndical du fait de « ses discours indisciplinés » au congrès. Il n'a été réadmis à travailler dans les syndicats qu'en décembre 1920. Riazanov reprochait à Tomski et au reste de la direction du VTsSPS de ne pas avoir fait appel de son exclusion²⁸⁹.

Le vote en faveur de la nouvelle résolution de Riazanov a obligé les dirigeants du Parti à prendre le contrôle du IV^e Congrès des syndicats et à faire une enquête pour savoir comment

²⁸⁶ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 157, I. 3; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 199, 202, 213–15.

²⁸⁷ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217, II. II. 6–10, 30–3, 48; et f. 95, op. 1, d. 23.

²⁸⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 208, 214. Il voulait aussi en finir avec les conférences sans-parti des ouvriers industriels parce qu'il pensait qu'elles perturbaient le travail syndical. Je n'ai pas pu trouver un décompte exact des votes dans le compte rendu sténographique du congrès. Riazanov a ensuite prétendu que sa résolution a été adoptée par 1500 voix contre 30 (RKP(b) 1961, p. 262). Il a ensuite parlé de 945 voix contre 500 pour le garder dans le mouvement syndical. Un vote effectué dans une autre séance montre qu'il y avait au moins 856 délégués communistes dans la fraction (RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217, II. 203–4). Il est possible que les différences reflètent des défauts dans l'organisation du congrès.

²⁸⁹ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 30.

cette résolution a été adoptée²⁹⁰. La commission d'enquête était constituée des membres du CC : Mikhaïl Frounzé (président), Staline, Kiselev et Dzerjinski. Frounzé avait commandé le front oriental durant la Guerre civile et il était renommé pour la brutalité dont il avait fait preuve au Turkestan. Étoile montante de la politique du Parti, il est mort en 1925 alors qu'il subissait une opération chirurgicale ordonnée par Staline. Lui et Staline étaient sur la même ligne que Lénine en ce qui concerne les questions syndicales. Kiselev, ancien président du Syndicat des mineurs, avait fait partie de l'Opposition ouvrière ; au printemps 1921, il était membre candidat au CC, membre du présidium de la CCC et président du Petit Sovnarkom (qui traitait de questions prosaïques sans rapport avec la politique). Dzerjinski, chef de la Tchéka, avait été sur la même ligne que Trotski au cours des débats sur les syndicats²⁹¹. La transcription non publiée de l'enquête de la commission éclaire aussi bien les rivalités personnelles et les divergences politiques parmi les dirigeants syndicaux que l'évolution des méthodes de contrôle sur les assemblées communistes.

Interrogés, Chliapnikov et Artem ont tous les deux critiqué durement Tomski pour avoir organisé le congrès de manière incompétente et montré une plus grande préoccupation pour sa réputation personnelle que pour la création d'une forte organisation. Chliapnikov aspirait à démettre Tomski de son poste de président, mais il était d'accord avec d'autres témoins sur le fait que Tomski n'avait pas conspiré contre les dirigeants du Parti. Ayant conclu qu'il n'y avait aucune preuve de « coopération consciente » entre Tomski et Riazanov pour faire adopter la résolution de Riazanov, la commission recommandait néanmoins la révocation de Tomski de la présidence du VTsSPS en raison de ses erreurs²⁹². Staline et Frounzé se demandaient pourquoi personne n'avait pris les mesures « habituelles » pour s'assurer que la résolution de Riazanov ne passerait pas ; celles-ci comprenaient l'interruption des débats, puis l'extraction et la fusion des trois résolutions présentées. Lorsque Tomski a prétendu, pour sa défense, qu'il n'avait pas perçu la désapprobation de la candidature de Riazanov par le CC comme une « directive », Frounzé a répondu sèchement : « Mais vous aviez l'avis définitif de la commission [du CC]. Et je pense que c'est pareil chez nous que chez les militaires – l'avis vaut directive »²⁹³. Ceci illustre bien l'influence de la Guerre civile sur la politique du Parti.

Chez les délégués, il y avait à l'égard des dirigeants centraux du Parti et des syndicats tant de mécontentement, dont peu de dirigeants semblaient comprendre la source, que des événements inattendus étaient inévitables. Peut-être que les leaders factionnels, y compris Chliapnikov, étaient si plongés dans la politique de défense de leurs causes qu'ils ne comprenaient pas que les délégués soient profondément mécontents du factionnalisme et qu'ils ressentent fortement que leurs dirigeants ne comprenaient pas les défis qui consistaient à mener à bien leur travail quotidien au niveau régional et local. La décision du Parti de précipiter le congrès avait non seulement rendu le travail des dirigeants du VTsSPS plus difficile, mais elle avait aussi bousculé les préparatifs des délégués.

Durant le restant du congrès, Chliapnikov a coopéré avec les dirigeants du Parti afin de diminuer l'influence des tsektranistes sur le VTsSPS. Quand la fraction communiste du congrès des syndicats s'est réunie à nouveau sans Tomski comme responsable, les dirigeants du Parti

²⁹⁰ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 65, 18 mai 1921; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, I. 215. À ce moment-là, le compte rendu sténographique devient peu clair. Mes informations relatives à l'adoption de la résolution de Riazanov proviennent des comptes rendus de la commission du CC qui a enquêté sur cette affaire (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 195–216).

²⁹¹ Gambarov et autres (éd.) 1989, chapitre 1, p. 191–4 et chapitre 3, 191–3; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 195–216, compte rendu sténographique des interrogatoires des dirigeants syndicaux par la commission, 19 mai 1921.

²⁹² RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 215–16. Seuls Staline, Kiselev et Frounzé, ont signé la décision, ce qui jette un doute sur la question de savoir si Dzerjinski était d'accord avec les conclusions de la commission.

²⁹³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 198–9.

avaient déjà constitué un nouveau présidium du congrès qui comprenait Chliapnikov et au moins quatre autres hommes provenant de l'ancienne Opposition ouvrière, ainsi qu'Artem. En tant que membre du présidium, Chliapnikov a fait respecter les décisions du CC qui étaient rejetées par une majorité de la fraction communiste du congrès. L'une de ces questions concernait les taux de salaire et la fourniture des ouvriers en nourriture et en autres biens. La fraction communiste avait approuvé une résolution qui liait la paie et le ravitaillement à la productivité des ouvriers malgré le fait qu'elle était au courant que le CC avait déjà rejeté cette approche tsektraniste. La majorité de la fraction est demeurée ferme, bien que le Politburo ait révoqué sa décision et son approbation de propositions alternatives qui n'associaient pourtant pas la fourniture de nourriture à la productivité des ouvriers²⁹⁴.

Chliapnikov, qui était favorable aux propositions alternatives, a annoncé que lui et d'autres membres du présidium voteraient contre la décision de la fraction lors de la séance publique du congrès. Sa déclaration était le produit d'une conviction sincère, étant donné qu'il était fortement opposé à fonder la fourniture de nourriture et de vêtements aux ouvriers en fonction de leur productivité. Néanmoins, sa décision était en contradiction directe avec sa position générale de refus que les dirigeants du Parti régissent les fractions communistes. Bumazhny a répliqué de manière sarcastique que Chliapnikov devrait « apprendre les statuts du Parti ». Parlant pour le CC, Molotov a présenté un compromis. Pour préserver l'apparence de l'unité du Parti, des communistes pourraient s'abstenir de voter. Au lieu de cela, Chliapnikov a proposé que la fraction se réunisse à nouveau afin de reconsidérer son vote. Les délégués ont accepté sa proposition²⁹⁵. Dans l'intervalle, lui et d'autres membres du présidium ont convaincu une majorité de changer d'avis.

Après le changement de position des délégués, la fraction communiste a voté pour dissocier la productivité ouvrière de la fourniture de nourriture et d'autres biens aux ouvriers. Parmi les délégations principales qui se sont exprimées en faveur de ces propositions, il y a eu celle du Syndicat des mineurs et celle de la région du Donbass sur laquelle Chliapnikov avait beaucoup d'influence. Reprochant leur défaite à Chliapnikov, les tsektranistes ont proposé avec insistance de le remplacer par Trotski dans la nouvelle direction du VTsSPS. Apparemment, ils s'opposaient à lui parce qu'il avait « intrigué » contre Tomski. Néanmoins, une large majorité (582-274) a voté en sa faveur. Chliapnikov a dû être satisfait de la révocation (temporaire) de Tomski comme président du VTsSPS et de la réduction de l'influence des tsektranistes sur le VTsSPS. Sa propre position a été rehaussée par sa nomination au présidium du VSNKh, laquelle semblait lui offrir une influence réelle sur la réalisation de la NEP²⁹⁶. Cependant, ces victoires ont été éphémères. Si Chliapnikov a cru que le nouveau CC était plus favorable à ses points de vue sur le rôle des syndicats, il est clair qu'il se fourvoyait.

Le IV^e Congrès du Syndicat des métaux

Le Politburo s'est ensuite occupé d'affaiblir l'influence que Chliapnikov avait sur le Syndicat des métaux en remplaçant ses partisans dans sa direction par de nouveaux hommes

²⁹⁴ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217, I. 214, extrait du protocole du Politburo, 22 mai 1921. La résolution de Vlas Chubar « établissait que, là où c'était possible, la fourniture de rations devrait continuer et recommandait l'introduction, en tant qu'expérimentation, de fourniture collective dans certaines entreprises. Elle mettait aussi l'accent sur le rôle croissant que jouaient les primes versées aux ouvriers dans leur production et la création de fonds en nature au niveau de l'entreprise » (Aves 1996, p. 163).

²⁹⁵ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217, II. 164–7, 183.

²⁹⁶ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 217, II. 184–5, 190–1, 203–4, 212; f. 5, op. 1, d. 231, I. 4. Chliapnikov a été nommé au VSNKh le 25 mai 1921.

qui étaient loyaux vis-à-vis de la majorité du CC. Lors du IV^e Congrès du Syndicat des métaux en mai 1921, la fraction communiste du syndicat a résisté aux changements dictés par le Politburo et elle a réélu ceux qui avaient été retoqués par le Politburo. Cela préparait la voie à une confrontation directe. Il y avait peu d'indications avant le congrès que son déroulement allait dégénérer en une impasse entre la fraction communiste du syndicat et le Politburo du Parti. En effet, Chliapnikov esquivait les questions politiques sensibles lorsqu'il écrivait sur l'ordre du jour du congrès. Même quand la fraction communiste du comité central du syndicat s'est réunie pour préparer le congrès, ses discussions semblent avoir été non politiques²⁹⁷. En tant que conspirateur consommé, Chliapnikov a pu mener les préparatifs hors de la vue directe de ses opposants, ou peut-être était-il confiant dans le fait que son syndicat le soutenait.

Malgré la nature inoffensive des déclarations connues des ouvriers métallurgistes à la veille du congrès, les tensions ont dû être importantes lorsque la fraction communiste du Congrès du Syndicat des métaux s'est réunie pour la première fois le 26 mai. Presque tous ceux qui étaient élus au bureau et au présidium, des organes qui étaient influents, étaient d'anciens membres de l'Opposition ouvrière. Le même jour, le Politburo a organisé une commission destinée à diriger le congrès. Étaient présents lors de cette séance du Politburo : Lénine, Zinoviev, Boukharine et Molotov ; ils ont posé les termes de la lutte contre les partisans de Chliapnikov. La commission qu'ils ont constituée ne comprenait que Chliapnikov provenant de l'ancienne Opposition ouvrière. Tous les autres membres, y compris Boukharine, soutenaient la ligne du Politburo²⁹⁸. Ainsi, les lignes de bataille étaient tracées dans la lutte pour le contrôle du syndicat des métaux.

Le premier conflit a porté sur la direction du Syndicat. Les partisans de Chliapnikov et ceux des dirigeants du Parti ont présenté des listes de candidats séparées pour le nouveau comité central du Syndicat des métaux. Désormais appelée la "liste de Moscou" par souci de brièveté, la liste de Chliapnikov a été approuvée par les principales organisations régionales du Syndicat des métaux, dont Moscou, Nijni Novgorod, Kharkov, Toula et l'Oural. Le Syndicat des métaux de Petrograd, qui était manipulé par le secrétaire du Parti de Petrograd, Zinoviev, a présenté une liste rivale. Comme cela était la pratique courante, la direction permanente du Syndicat des métaux devait approuver une liste de candidats avant qu'elle soit présentée à la fraction communiste. Mais le récent Congrès panrusse des syndicats n'avait pas suivi cette procédure. Les dirigeants de la fraction communiste du comité central du Syndicat des métaux ont discuté des listes. C'est Chliapnikov qui présidait la réunion à laquelle d'autres membres de la commission du CC du Parti (à l'exception de Boukharine) assistaient. Presque tous les métaux présents étaient d'anciens membres de l'Opposition ouvrière. Seul le dirigeant du Syndicat des métaux de Petrograd (Grigori Fiodorov) soutenait la liste de Petrograd. Les membres de la commission du CC ont immédiatement déclaré que la liste de Moscou était inacceptable parce qu'elle penchait bien trop fortement vers l'Opposition ouvrière. Néanmoins, presque tous les dirigeants métaux présents ont fait preuve de leur indépendance en l'acceptant. Plus tard dans cette journée, Boukharine annonçait à la fraction communiste du Congrès du Syndicat des métaux que le Politburo voulait que ce soit la liste de la délégation de Petrograd qui soit adoptée. Et pourtant, la fraction a voté pour la liste de Moscou²⁹⁹.

Le Politburo a ordonné sur-le-champ à la fraction d'approuver la liste de Petrograd. En guise de protestation, Chliapnikov a démissionné de sa charge de membre de la commission du

²⁹⁷ Chliapnikov 1921a, p. 1; RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 4, 25 mai 1921. Le compte rendu de la réunion qui se trouve chez Sorenson 1969, p. 169, semble être fondé sur un article des "Izvestia" du 6 août 1921.

²⁹⁸ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 7, II. 7-8; f. 17, op. 3, d. 170, 26 mai 1921.

²⁹⁹ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 220, I. 3, 28 mai 1921. Assistant à la séance du 28 mai de la fraction, il y avait 164 délégués possédant une voix décisive et 30 ayant une voix consultative, ainsi que trois membres de la commission du CC pour le congrès – Choubar, Schmidt et Ouglanov. La fraction a accepté la liste de Moscou contre celle de Petrograd par 122 voix contre 40. Deux délégués se sont abstenus (RGASPI, f. 99, op. 1, d. 7, I. 10). Je n'ai pas pu trouver un compte rendu sténographique complet du débat.

CC pour le congrès. Il a également demandé que l'on retire son nom de la liste de Petrograd. Le Politburo a rejeté sa démission ainsi que son refus. À la place, il a autorisé la commission à concilier les deux listes. Ceci a créé une apparence de compromis. La commission s'est réunie plus tard dans cette journée avec le bureau de la fraction communiste du Syndicat des métallos. La majorité (moins Boukharine) a refusé les anciens membres de l'Opposition ouvrière comme membres du comité central du syndicat, mais Chliapnikov a voté pour eux. La majorité de la commission du CC n'a pas caché le fait que ces candidats étaient inadéquats précisément parce qu'ils avaient fait partie de l'Opposition ouvrière, ce qui a incité Chliapnikov à objecter que cela enfreignait l'interdiction de la lutte factionnelle adoptée lors du X^e Congrès du Parti. Il a réussi à sauver quelques candidats provenant de certaines grandes zones industrielles. Sous son influence, les dirigeants de la fraction ont refusé d'adopter les modifications de la commission³⁰⁰.

Confronté à une résistance aussi déterminée, le Politburo a autorisé beaucoup d'anciens membres de l'Opposition ouvrière à être nommés au nouveau comité central du syndicat. Boukharine a annoncé à la fraction communiste du syndicat que la majorité du comité central du syndicat devait se composer de ceux qui suivaient la ligne du CC, mais qu'une minorité de sièges pouvait aller à d'anciens membres de l'Opposition ouvrière. Sur ce, un délégué a défendu les méthodes "démocratiques" d'élection dans le syndicat en lançant que la fraction n'avait pas le droit de passer par-dessus la tête des organisations du syndicat qui avaient désigné les candidats de la liste de Moscou. Tentant de préserver un simulacre de démocratie, Boukharine exhortait avec persistance la fraction à discuter de la liste. Une majorité de délégués refusait d'en discuter, rejetant ainsi le manège politique de Boukharine. Abandonnant tout faux-semblant, Boukharine a déclaré que cette discussion serait considérée « comme une directive du Parti ». Chliapnikov ne pouvait pas résister sérieusement à une directive du Parti, mais il pouvait refuser de participer à une mascarade politique. Sentant qu'il avait été personnellement « discrédité systématiquement », il a demandé que sa candidature soit rayée de la liste de la commission, et un certain nombre d'autres candidats ont montré leur solidarité avec lui. Boukharine a insisté sur le fait que le CC du Parti n'accepterait pas de démissions³⁰¹.

De nombreux commentaires passionnés des partisans de Chliapnikov en ont résulté. La plupart d'entre eux reflétaient le sentiment sincère que le Syndicat des métallos était délibérément et définitivement émasculé. Un délégué s'est moqué de l'idée que la délégation de Petrograd avait établi une liste de candidats pour la direction du syndicat ; il a décrit ses membres comme « se tenant sur des tombes zinoviévistes », insinuant par là que Zinoviev avait destitué les anciens dirigeants des syndicats de Petrograd et qu'il les avait remplacés par ses propres partisans. Tolokontsev rejetait lui aussi le simulacre en suggérant (probablement de manière sarcastique) que le Parti déclare ouvertement qu'il n'autoriserait pas les élections et que, au lieu de cela, il nommerait les dirigeants syndicaux. Vladimirov a fondu en larmes lorsqu'il a exprimé combien il était « profondément désolé que notre organisation, à laquelle j'ai donné toute ma force, comme beaucoup d'autres, puisse maintenant s'effondrer et mourir complètement ». Seul le leader de la délégation de Petrograd a appelé à obéir à la directive du Parti et « à se mettre au travail »³⁰². Les émotions ont été si fortes que la fraction a reporté la discussion jusqu'au lendemain. Pendant ce temps, Chliapnikov faisait appel au Politburo.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le Politburo a confirmé l'ordre de Boukharine. La fraction communiste du syndicat devait accepter la liste de Petrograd en tant que directive du Parti, mais il rejetait la directive consistant à "discuter" de la liste. Des membres de la fraction

³⁰⁰ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 171, 28 mai 1921; op. 84, d. 220, II. 1-3; f. 99, op. 1, d. 7, II. 12-13.

³⁰¹ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 220, I. 4, 29 mai 1921. Medvedev, Vladimirov, Pavlov, Chernov, Lobanov, Tolokontsev, Mitin, Bruno et quelques autres, ont également demandé de démissionner.

³⁰² RGASPI, f. 17, op. 84, d. 220, I. 4; f. 99, op. 1, d. 7, I. 14. La transcription indique les réactions émotionnelles de Vladimirov. La déclaration de Semkov est seulement notée dans la transcription dans f. 99, et pas dans f. 17.

ont plutôt voulu débattre de la légalité de la directive du Politburo, mais cela n'a pas été autorisé. La commission du CC a offert aux métallos dissidents la possibilité de faire appel, par l'intermédiaire de leur nouvelle direction, au CC du Parti, à la CCC et au prochain congrès du Parti. Se méfiant de l'attachement des nouveaux dirigeants à ce droit de faire appel, la majorité a décidé de les obliger à se plaindre à la fois au CC et à la CCC du fait que le Politburo avait enfreint le décret du X^e Congrès du Parti. Si les organes directeurs rejetaient les plaintes, ils devraient alors faire appel au XI^e Congrès du Parti. Un membre de la commission du CC a essayé d'édulcorer le contenu et d'adoucir le langage de la résolution, chose que les délégués ont rejeté. Concernant la demande de la commission d'un vote par appel nominal, Chliapnikov s'est opposé à cette tentative évidente d'intimider la fraction. Il autorisait les membres de la fraction à choisir s'ils voulaient s'enregistrer en écrivant une note au secrétariat³⁰³. Les membres de la commission ont laissé tomber leur demande.

Le Politburo a confirmé le nouveau comité central du syndicat (tel qu'il avait été composé par la commission). Ni Chliapnikov, ni aucun de ses partisans, n'a été autorisé à démissionner. La prochaine étape a été d'éliminer l'influence de Chliapnikov sur le syndicat dont il avait été le président depuis 1917. Pour le marginaliser, le Politburo a décidé de remplacer le poste de président par un "secrétariat" (un secrétariat venait précisément d'être institué dans le VTsSPS). C'est Molotov qui a été nommé pour mettre en œuvre les instructions du Politburo³⁰⁴. Cette modification importante a inévitablement rencontré de la résistance lors de la réunion de la fraction communiste du nouveau comité central du syndicat.

En présence des membres de la fraction communiste et de Molotov, Chliapnikov a déclamé avec regret que ce serait la dernière fois qu'il ferait fonction de président³⁰⁵. Avant de poursuivre, il a demandé à Molotov si le CC souhaitait faire des annonces³⁰⁶. Molotov a répondu qu'il introduirait des « modifications » dans les décisions de la fraction si cela devenait nécessaire³⁰⁷. Ainsi, il a d'emblée exprimé le statut réduit de la fraction. Dès que l'élection des délégués a été abordée, quelques membres de la fraction ont immédiatement proposé de remplacer le président et le présidium par un secrétariat, comme dans le VTsSPS. Chliapnikov a rétorqué que c'est le Syndicat des métallos qui avait créé le précédent d'avoir un président, et qu'il avait été imposé non seulement par les statuts du VTsSPS, mais aussi par ses propres décrets et directives. Molotov est intervenu pour dire que, étant donné que le CC a approuvé le secrétariat, les métallos devaient en organiser un. Les partisans de Chliapnikov ont continué de résister en présentant une résolution destinée à conserver l'ancienne structure de direction. Molotov a riposté avec une motion favorable à un secrétariat formé de trois personnes. Alors que seuls 10 des individus présents ont voté pour la solution de Molotov, une majorité de 14 a voté pour l'ancien système³⁰⁸. Cela était surprenant étant donné que Boukharine était supposé avoir assuré une majorité de 14 loyalistes contre 10 partisans de Chliapnikov. Peut-être désarçonné et ne sachant pas bien comment procéder, Molotov n'a rien fait.

Malgré sa petite victoire, Chliapnikov savait que c'en était terminé de sa fonction de dirigeant. Bien que les partisans de Lénine, mené par Ivan Lepse, aient été favorables à

³⁰³ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 220, II. 5–7, 30 mai 1921; f. 99, op. 1, d. 7, I. 22, 30 mai 1921. Seuls Choubar, Schmidt and Ouglanov, étaient présents à la commission (Boukharine était absent). D'après le compte rendu, la résolution de Medvedev a été adoptée par 132 voix contre 53, et trois abstentions. Chliapnikov a donné une répartition légèrement différente : 134 pour; 39 contre et neuf abstentions (RGASPI, f. 99, I. 1, d. 8, I. 4, 31 mai 1921).

³⁰⁴ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 172, 31 mai 1921.

³⁰⁵ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 4. La séance a commencé le 31 mai 1921 à 20 heures. Selon le compte rendu de Molotov au CC, daté du 6 juin, y assistaient 18 membres de plein droit et une majorité de candidats (RGASPI, f. 17, op. 65, d. 21, I. 205).

³⁰⁶ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 5.

³⁰⁷ RGASPI, f. 17, op. 65, d. 21, I. 205.

³⁰⁸ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 5; RGASPI, f. 17, op. 65, d. 21, I. 206.

maintenir Chliapnikov dans le présidium, il aurait été, avec ses partisans, Vladimirov et Tachkine, en minorité³⁰⁹. Chliapnikov a demandé à se retirer, déclarant qu'il n'était « pas en condition pour travailler » dans le présidium ; Vladimirov et Tachkine se joints à lui pour démissionner. Tandis que Tachkine prétendait n'avoir qu'une expérience insuffisante au niveau national, Vladimirov a dit, d'une voix tremblotante, qu'il souffrait physiquement et qu'il avait besoin de temps pour récupérer. Lapse a affirmé catégoriquement : « Les déclarations de Tachkine et de Vladimirov n'ont pas de fondement ». Chliapnikov est intervenu vivement en déclarant : « Celui qui ne veut pas tuer le camarade Vladimirov doit accepter [sa] déclaration ». Une sollicitude sincère envers ses camarades a créé des liens de solidarité qui ont cimenté leur loyauté personnelle vis-à-vis de lui, de même qu'elles ont apporté le soutien à ses points de vue.

S'étant ressaisi, Molotov a déclaré que personne, et tout particulièrement un membre du CC du Parti (c'est-à-dire Chliapnikov) ne pouvait retirer sa propre candidature. D'un air exaspéré, Chliapnikov a répliqué : « Je dois déclarer qu'il nous reste un seul refuge, un seul droit – c'est le droit de refuser et personne ne peut nous l'enlever ». Admonestant Chliapnikov pour avoir placé des intérêts factionnels au-dessus de ceux du Parti, Molotov lui a enjoint, à lui et à Vladimirov, d'intégrer le nouveau présidium, mais il a concédé que Vladimirov pouvait prendre un congé de maladie (il n'a pas demandé à Tachkine de rejoindre son poste). Chliapnikov a répliqué que Molotov ne devait pas lui faire la leçon, mais qu'il devait se souvenir de la façon dont tous les deux « ils avaient aidé à construire le Parti ensemble ». Molotov devrait savoir par conséquent, Chliapnikov insistait, combien il était dévoué au parti. L'accès de colère de Chliapnikov, dirigé contre Molotov, souligne le sentiment d'humiliation qu'il a dû ressentir devant la subordination qui se profilait à l'horizon, dans le Syndicat des métallos, à des dirigeants qui refusaient de reconnaître son rôle dans l'organisation de celui-ci. Chliapnikov concluait : « Personnellement, je n'ai ni la force morale, ni la force physique, pour travailler et vous ne me verrez ni au VSNKh, ni dans le Syndicat des métallos ». Malgré l'ordre de Molotov, une majorité a voté pour donner la permission aux trois hommes de démissionner. Se plaignant du factionnalisme, Molotov a déclaré que le Politburo examinerait ce vote³¹⁰.

Lorsque la fraction communiste du comité central du Syndicat des métallos s'est à nouveau réunie, Molotov a annoncé que le Politburo avait décidé de conserver un présidium, mais de créer un secrétariat pour le diriger. Le Politburo a donné son accord au refus de Chliapnikov de prendre son poste dans le présidium, mais il conservait sa fonction à Vladimirov qui était hautement estimé pour ses talents administratifs et organisationnels. Chliapnikov a ensuite organisé un vote dans la fraction pour faire appel au VTsSPS et au CC du Parti concernant les « violations persistantes » par le Politburo de l'unité du parti (il a été adopté par 14 voix contre 10). Molotov a coupé court au débat en déclarant que, étant donné « la composition accidentelle » de la fraction, c'est le nouveau présidium qui discuterait de toutes les autres questions à l'ordre du jour. C'est Medvedev qui a eu le dernier mot en demandant sur un ton sarcastique comment la fraction pouvait être « accidentelle » alors que c'est le Politburo

³⁰⁹ Ivan Lapse (chef du Syndicat des métallos de Petrograd) a proposé d'élire Chliapnikov, Fedorov, Tachkine, Ianson, Sergeïev, Vladimirov et Boukhanov (RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 5). Lapse (1889–1929) a adhéré au Parti en 1904, il a travaillé dans des usines de construction mécanique à Riga et à Petrograd et il a été appelé dans l'armée en 1914. En 1917, il occupait des postes dans le Parti bolchevik et dans le Syndicat des métallos. Il a exercé ses fonctions durant la Guerre civile et, de 1921 à 1929, il a dirigé le comité central du Syndicat des métallos (Lane 1995, vol. 1, p. 563–4; Zenkovitch 2002, p. 312–13).

³¹⁰ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 5. Le 16 juin 1921, le Politburo a honoré la requête formelle de Chliapnikov de démissionner du VSNKh (RGASPI, f. 17, op. 3, d. 176). Dans des lettres adressées à des partisans, Chliapnikov confirmait que sa réponse aux « intrigues factionnelles » des dirigeants a été de refuser de continuer à travailler. C'était l'une des raisons pour lesquelles il avait refusé son affectation au VSNKh; une autre était l'incompatibilité de ses points de vue avec ceux de ses dirigeants (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 124 et vol. 41, I. 157).

qui l'avait choisie³¹¹. Étant donné que la fraction s'était montrée peu fiable, ce sont le secrétariat et le présidium qui traiteraient les affaires du syndicat jusqu'à ce qu'un nouveau comité central ait pu être élu.

Lénine et les autres membres du Politburo ont ainsi destitué Chliapnikov de sa position de longue date de président élu du Syndicat des métallos. C'était une défaite décisive. Selon Chliapnikov, Lénine avait considéré le Syndicat des métallos comme étant « l'organisation du Parti de l'Opposition ouvrière ». Lénine s'inquiétait du fait qu'il y avait plus d'ouvriers dans le syndicat (cinq cent mille) que dans le Parti, et c'est pourquoi il a décidé que Chliapnikov ne pouvait pas en demeurer le président. Néanmoins, Chliapnikov n'a pas reconnu que sa cause était perdue, mais simplement qu'elle avait subi un revers important. Il a averti un partisan du fait que, à cause des événements qui se sont déroulés lors des congrès des syndicats, il était nécessaire de recommencer à organiser à partir de zéro. Croyant que la politique factionnelle de Lénine enfreignait les directives du X^e Congrès du Parti, il était déterminé à résister. Il avait grand espoir que les méthodes telles que l'épuration du Parti offraient toujours la possibilité de réformer le Parti et de le rapprocher des ouvriers³¹².

Chliapnikov répond aux représailles contre l'Opposition ouvrière

Dans des échanges animés avec Molotov à propos du changement de la direction du Syndicat des métallos, Chliapnikov avait reproché aux hauts dirigeants du Parti de persécuter l'ancienne Opposition ouvrière. Il a reçu en tout 26 lettres de plainte au sujet des représailles menées contre les communistes d'orientation ouvriériste, à propos desquelles il a fait enregistrer des protestations auprès du Politburo, de l'Orgburo et du CC, en avril, en mai et en juin 1921. Tout d'abord, le Politburo a demandé à la CCC d'enquêter sur les incidents et il a intégré Chliapnikov à l'enquête. Chliapnikov et certains de ses partisans majeurs ont été également incorporés dans les délibérations portant sur la manière d'inciter à la fois les ouvriers du Parti et les ouvriers sans-parti à travailler dans les soviets. Finalement, le Politburo a donné l'ordre au secrétariat du CC d'insister à nouveau auprès des organisations locales du Parti sur leur obligation d'observer la note de service du CC sur l'unité du Parti³¹³. Ces tentatives ont été effectuées en avril 1921 avant que les congrès des syndicats qui en discuteront ne se tiennent. Estimant les talents organisationnels de Chliapnikov et sa stature dans le Parti, Lénine a tenté de le garder dans la direction alors qu'il le privait d'une base de pouvoir indépendante.

Les individus harcelés qui se sont plaints à Chliapnikov ont constaté le peu de résultats obtenus par ses pétitions ou par les attentions du Politburo. Plusieurs militants – Vassili Paniouchkine, Ivan Perepechko et Flor Mitin – ont pris des initiatives extraordinaires pour lutter contre ces représailles. Les réponses de Chliapnikov à leurs efforts révèlent son attitude vis-à-vis de la contestation et de l'opposition. Paniouchkine, qui avait renoncé à la mi-mars 1921 à sa qualité de membre du Parti communiste à cause des décisions du X^e Congrès du Parti, a constitué un groupe dissident appelé le « Parti ouvrier-paysan socialiste » qui réclamait « le pouvoir aux soviets, et non aux partis ». Décrivant le Parti communiste comme « plein d'éléments non-ouvriers », Paniouchkine et ses partisans ont fait campagne en avril 1921 pour

³¹¹ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 7, 1 juin 1921; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 173; op. 65, d. 21, I. 208. Fedorov, Ianson and Gourevitch, composaient le secrétariat. Le nouveau présidium comprenait finalement Fedorov, Ianson, Gourevitch, Sergeïev, Boukhanov, Vladimirov, Vassiliev et des membres candidats Tarygine, Lepse et Rozental.

³¹² TsAODM, f. 88, op. 1, d. 168, I. 66, conférence du Parti du district de Khamovnicheski, Moscou, janvier 1924; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 124; vol. 41, I. 158, lettre à un partisan.

³¹³ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 5; f. 48, op. 1, d. 14, II. 52–3, compte rendu sténographique de la séance à huis clos du XI^e Congrès du Parti communiste, 2 avril 1922; f. 17, op. 3, d. 156, 28 avril 1921. Sandu 2006 discute avec plus de détails des représailles menées contre les oppositionnels provinciaux.

qu'il y ait davantage d'ouvriers dans les soviets ; ils soutenaient aussi la participation politique des socialistes de gauche non bolcheviks. Chliapnikov comprenait l'humeur de Paniouchkine, mais il était fermement opposé à sa décision de former un nouveau parti que Chliapnikov comparait aux SR. Paniouchkine fustigeait Chliapnikov pour son « indécision » politique, mais il lui a été reconnaissant plus tard de l'avoir « catégoriquement maudit d'une manière amicale ». De retour dans le giron après que la Tchéka a écrasé son parti, Paniouchkine a confirmé que Chliapnikov appréciait l'unité du Parti³¹⁴.

Paniouchkine n'a pas été le seul ancien oppositionnel à exprimer ses griefs vis-à-vis de Chliapnikov et à appeler à la résistance active contre la persécution des communistes ouvriéristes. Il est possible qu'Ivan Perepechko (séparément de Paniouchkine) ait rédigé une lettre adressée aux membres de l'ancienne Opposition ouvrière à la fin du printemps ou au début de l'été 1921. La lettre vilipendait Chliapnikov pour son échec dans la résistance aux représailles des dirigeants du Parti et elle appelait les oppositionnels à leur rendre la pareille. Chliapnikov a récusé vigoureusement l'accusation selon laquelle il n'avait pas résisté aux représailles en la traitant de « superficielle et pas sérieuse » ainsi que de résultat de renseignements inexacts. Au moment où les anciens membres de l'Opposition ouvrière se sont à nouveau réunis au début de 1922, Chliapnikov et Perepechko s'étaient réconciliés³¹⁵. Chliapnikov appréciait tous les ouvriers du Parti communiste, aussi égarés les considérait-il, car il espérait leur apprendre à corriger leurs diverses "erreurs".

Contrairement à sa désapprobation des actions de Paniouchkine et Perepechko, Chliapnikov a donné son aval à l'initiative de Mitin consistant à déjouer les représailles. La méthode de Mitin impliquait de transférer ceux qui étaient visés à un poste de bas niveau dans une zone géographique différente, et ensuite dans un poste de niveau supérieur dans une autre zone géographique. En faisant cela, il avait préservé la capacité de ses camarades à continuer à travailler dans des postes de responsabilité. Mitin a avoué que ses plans à long terme incluait de placer « nos gens » dans des comités d'usine clés, de prendre le contrôle de cellules d'usine, ensuite de comités régionaux du Parti et ainsi de suite en grim pant dans la hiérarchie. Néanmoins, Mitin exprimait son incertitude quant à ce qu'était « notre vision idéologique du monde » et quelle voie prendre pour « sortir de notre impasse ». Il concluait : « Toutes les oppositions semblent être un jeu par rapport à la tragédie qui se joue ici, au niveau local, parmi les ouvriers industriels ». Chliapnikov a exprimé sa ferme approbation de la tactique de Mitin, laquelle atteignait son objectif qui était de retenir des anciens oppositionnels dans des postes importants où ils pouvaient influencer la politique du Parti et des syndicats³¹⁶. Les dirigeants du Parti ont été scandalisés par la tactique de Mitin qui frappait au cœur leurs tentatives de manipuler les cadres pour servir des buts politiques et ils l'ont exclu du Parti lors du XI^e Congrès du Parti en 1922.

Les méthodes de Chliapnikov pour défendre ses partisans, par le biais de pétitions adressées aux organes supérieurs du Parti, n'ont produit que peu de résultats positifs. D'une

³¹⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 124, 234–5; vol. 41, I. 22, lettre de Paniouchkine, peut-être publiée dans *"Rabochii"*, n° 11; Aves 1996, p. 179; Pirani 2008, p. 105–6. Vassili Paniouchkine (1888–1960) a adhéré au Parti bolcheviks en 1907, il a servi dans la Tchéka au cours de la Guerre civile, et il a travaillé dans l'appareil du CC. Après son retour dans le Parti, il a travaillé au VSNKh et dans la mission commerciale soviétique en Allemagne. Voir Vinogradov et autres (éd) 2007, p. 696. Paniouchkine est "célèbre" pour avoir ordonné l'exécution, sans procès, de sept jeunes étudiants aristocrates en mars 1918 (Aleksandrov 2005; Dan 1922, p. 210).

³¹⁵ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 77, II. 1–3, copie d'une lettre probablement de Perepechko, non signée, non datée, vérifiée et dactylographiée; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 145; vol. 41, I. 157

³¹⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 153–7, lettre de mi-1921 de Mitin et réponse de Chliapnikov. Mitin (né en 1882), ouvrier qualifié dans des usines de Petrograd et d'Ekaterinoslav avant la révolution, avait présidé (à différentes époques) les branches de Donetsk, de Toula, de Kharkov et d'Ekaterinoslav, du Syndicat des métallos. Membre du RSDRP depuis 1902, il était probablement menchevik jusqu'à ce qu'il rejoigne le Parti communiste en mars 1920 (GARF, f. 5667, op. 5, d. 226, II. 199–200).

façon plus menaçante, les représailles se sont étendues, par association, aux communistes ouvriers qui n'étaient pas des oppositionnels. Alexander Medvedev a signalé que, dans le gubernia de Briansk, beaucoup de dirigeants et de personnels des syndicats ont été transférés à d'autres postes. Ceux qui les ont remplacés, disait-il, étaient complètement discrédités chez les membres du syndicat et ils étaient par conséquent incapables d'effectuer un travail utile. Mitin était d'accord sur le fait que ces représailles ont provoqué une désillusion généralisée parmi les communistes ouvriers qui ont cessé de participer aux élections après qu'ils ont vu que leurs organes élus ont été démantelés. Quand, par exemple, la conférence du gubernia dans la zone de Mitin a été dispersée parce qu'elle avait choisi Chliapnikov comme délégué au congrès du Syndicat des métallos, les ouvriers ont été si désenchantés qu'ils n'ont pas voté lors des élections pour la nouvelle conférence du gubernia. Ces cas ont engendré l'inquiétude de Chliapnikov que des actes de vengeance contre l'opposition ne sapent l'autorité des syndicats parmi les ouvriers. Pour exprimer le sérieux de ses préoccupations à propos des « intrigues factionnelles » des dirigeants, il a demandé (et obtenu) la permission du Politburo de démissionner de sa récente nomination au VSNKh (il avait également des points de vue incompatibles avec ceux des dirigeants du VSNKh)³¹⁷.

Pourtant Chliapnikov essayait toujours de mener des négociations en coulisses avec Zinoviev et Lénine. Fin juin, il a rencontré Zinoviev afin d'établir la possibilité d'un accord pour donner plus de pouvoir aux ouvriers, développer l'industrie et restituer le Syndicat des métallos à son ancienne direction. Dans ce qui était probablement une menace en l'air, il mettait en garde contre une scission du Parti si « le cap officiel » du Parti continuait inchangé³¹⁸. Zinoviev s'est montré favorable aux négociations, mais il a rapporté que « le vieil homme » (Lénine) était fatigué de se quereller ». Chliapnikov a posé cinq conditions pour un « cessez-le-feu ». Elles étaient les suivantes : 1°) une instruction spéciale du Parti destinée à mettre fin aux attaques contre l'ancienne « Opposition ouvrière » ; 2°) l'assouplissement de la répression des ouvriers ; 3°) la convocation d'une conférence du Syndicat des métallos et la validation de toutes les décisions prises par la fraction communiste du congrès syndical ; 4°) l'intégration de « représentants ouvriers » dans le VSNKh et dans les autres organismes économiques de direction de l'État ; et 5°) la réorientation de la politique économique vers un investissement intensif dans l'industrie lourde et l'affectation d'un certain pourcentage de produits industriels aux ouvriers pour qu'ils puissent pratiquer le troc avec les paysans. Lénine et Zinoviev en ont différé la discussion, soi-disant parce que le congrès du Komintern allait avoir lieu³¹⁹.

Tandis que Chliapnikov négociait avec les dirigeants du Parti, il pressait Kollontaï d'informer le III^e Congrès du Komintern (réuni à Moscou du 22 juin au 12 juillet 1921) des dissensions qui existaient dans le Parti communiste russe à propos de la NEP. Bien qu'elle lui ait battu froid après qu'il l'avait déçue lors du X^e Congrès du Parti, elle a été alors plus coopérative. S'adressant au Congrès du Komintern le 5 juillet, Kollontaï annonçait, au nom d'une petite minorité dans le Parti, que la NEP risquait de décevoir les ouvriers, de renforcer la paysannerie et la « petite bourgeoisie » et de faciliter la renaissance du capitalisme. Comme Chliapnikov, dans ses discours et ses comptes rendus privés au Politburo, elle se plaignait que la NEP ignore « l'énergie créatrice de notre classe ouvrière » en tant qu'instrument pour résoudre les problèmes économiques. Dans une conclusion qui invitait à une féroce contre-attaque, elle déclarait que le seul recours était de maintenir au sein du Parti un « fort noyau » de fidèles bolcheviks qui, dans le cas où le NEP tuerait le communisme en Russie, pourrait entreprendre une seconde révolution ouvrière. Selon ses propres termes, cette légion « prendrait

³¹⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 99, 102; f. 17, op. 3, d. 176, 16 juin 1921; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 124; vol. 41, I. 157.

³¹⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 128, lettre de Chliapnikov à Medvedev, 28 juin 1921.

³¹⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, I. 128; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 157-8, lettre de Chliapnikov à Mitin.

le drapeau rouge de la révolution dans ses mains afin d'assurer la victoire du communisme dans le monde entier ». Presque certainement, elle exposait à voix haute les opinions que Chliapnikov exprimait en privé. Malgré tout, il la critiquait pour avoir prononcé un discours « trop hâtif » et peu convaincant. Kollontaï s'en est rendu compte dès qu'elle a fini de parler (lors même qu'elle avait remarqué de « faibles applaudissements »). Rétrospectivement, elle a estimé que son discours était chimérique³²⁰.

Dans leurs réponses, Trotski et Boukharine accablaient Kollontaï, en tant que substitut de Chliapnikov, en utilisant un langage codé selon le sexe dans leur attaque contre elle. Trotski la dépeignait comme une individualiste, et il niait que ses affirmations représentent les points de vue d'autres personnes. Il se moquait d'elle en la traitant d'« Amazone », et son acolyte Radek traduisait obligeamment ce terme par celui de « Walkyrie » pour les délégués germanophones. Finalement, Trotski a ridiculisé l'idée selon laquelle un simple communiste ouvrier pourrait construire le communisme tout seul ou reprendre le travail d'un ingénieur sans aucune aide. Boukharine a quant à lui attaqué son passé menchevik, ignorant l'origine similaire de Trotski, et il a comparé sa menace d'une seconde révolution aux appels pour elle de la part des mencheviks et des SR, sauf que leurs arguments étaient « plus logiques » et plus cohérents. Au bout du compte, le congrès a exprimé son approbation de la NEP. Après son discours, les bolcheviks ont accusé Kollontaï d'avoir enfreint la discipline du Parti et nombreux ont été ceux qui étaient indignés par le fait qu'elle avait impliqué des étrangers dans les affaires du Parti russe. Quand elle a objecté que ces « étrangers » étaient « des délégués des partis frères » qui « devaient connaître la vérité », l'un de ses interlocuteurs lui a répondu brutalement : « Nous leur dirons la vérité, mais il est préjudiciable d'étaler ce que vous pensez, vous et la merdique Opposition ouvrière. Cela fait le jeu de nos ennemis. »³²¹.

Le seul effet qu'a eu le discours de Kollontaï sur les étrangers a été d'amener certains communistes étrangers, qui supportaient mal la poigne de fer exercée par la direction communiste russe sur le Komintern, à penser qu'ils avaient des alliés potentiels dans l'Opposition ouvrière. Fin août, un membre important du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (KAPD) a écrit à Chliapnikov pour solliciter la participation de l'Opposition ouvrière à la fondation d'une « union internationale de tous les groupes politiques de gauche révolutionnaires », qui serait une alternative au Komintern³²². En réponse, Chliapnikov mettait l'accent sur le fait que l'Opposition ouvrière n'avait jamais été un « parti spécial ». Il niait qu'elle ait continué à exister après le X^e Congrès du Parti et il écrivait qu'il désapprouvait une scission dans la III^e Internationale³²³. En dépit de ses griefs, il ne voulait pas quitter le Parti. Chliapnikov a trouvé louche que, quand il a rendu compte de cette sollicitation, le CC n'a pas été intéressé ; il en a conclu que la proposition était une tentative de la Tchéka russe pour le pousser à la faute. Lorsqu'il a accusé la Tchéka d'organiser une IV^e Internationale, les dirigeants

³²⁰ «Kommunisticheskii internatsional» 1922, p. 367–9; Carr 1950–3, vol. 3, p. 381; RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 21–4, 2 août 1921.

³²¹ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 15, 23; «Kommunisticheskii internatsional» 1922, p. 370–3, 379–83.

³²² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, I. 1, La lettre de Levit est datée du 30 août 1921. Le KAPD a fait scission d'avec le Parti Communiste d'Allemagne (KPD) à l'automne 1919. Lors du III^e Congrès du Komintern, au cours de l'été de 1921, le KAPD a appelé le Komintern à être autonome « par rapport au système politique d'État russe » (Carr 1950–3, vol. 3, p. 145, 393). Bien que j'aie trouvé des références à « une quatrième Internationale » envisagée par des communistes dissidents européens au début des années 1920, la véritable IV^e Internationale été fondée en 1938 par les trotskistes. .

³²³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, I. 2, la réponse signée par Chliapnikov, datée du 31 août 1921. RGASPI, f. 2, op. 1, d. 24625, contient une copie non signée de la lettre que Chliapnikov a envoyée à Lénine le 31 août. Ruth Fischer, qui a été exclue du Parti Communiste d'Allemagne en 1926, a prétendu dans ses mémoires que Chliapnikov, Lutovinov et Gavril Miasnikov, lors d'une mission commerciale au début de l'année 1920, avaient essayé de convaincre les Allemands de gauche de faire scission d'avec le Parti Communiste d'Allemagne (Fischer 1982, p. 181–3, 311–12). Mais Fischer n'était en contact direct avec aucun de ces trois Russes et elle s'était très probablement trompée, du moins en ce qui concerne Chliapnikov.

du Parti se sont contentés d'en rire³²⁴. Les soupçons de Chliapnikov ont été renforcés après le procès pour violation de la discipline du Parti qui lui a été intenté et après qu'il a reçu des informations au sujet des actions de la Tchéka contre d'autres dissidents dans le Parti.

Après la fin du Congrès du Komintern, Lénine prévoyait une réunion avec l'allié de Chliapnikov, Sergueï Medvedev, le 19 juillet. Elle a dû n'avoir que peu de résultats. Au milieu de l'été de 1921, Chliapnikov avait démontré qu'il voulait continuer à critiquer les politiques des dirigeants du Parti, lesquels ont ensuite accordé bien moins d'attention à ses plaintes relatives au harcèlement et à la rétrogradation de ses partisans. Bien que les membres de la CCC aient visité un certain nombre de gubernias, la répression a continué dans la plupart des cas. Chliapnikov envisageait de faire d'autres appels à la conférence et au congrès du Parti, mais il ne pouvait pas imaginer quitter le Parti communiste ou encourager d'autres à le faire³²⁵. Néanmoins, les dirigeants du Parti craignaient qu'il ne soit prêt à faire partager sa lutte à un public plus vaste en Russie.

Chliapnikov passe en jugement

Il y avait une longue tradition de mise en place de tribunaux du Parti pour juger ses membres³²⁶. Avant la Révolution, des membres du Parti avaient été jugés parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des informateurs de la police. À la fois avant et après la Révolution, des tribunaux du Parti ont été organisés pour régler des accusations de diffamation d'un membre du Parti à l'encontre d'un autre ou bien pour déterminer si un membre du Parti était coupable d'avoir enfreint la discipline du Parti. Mais le procès de Chliapnikov en août 1921 était différent de la plupart des procès précédents des membres du Parti dans le fait que ce "tribunal" était composé du CC et de la CCC et qu'il déciderait s'il excluait un membre élu du CC de cet organe. Le procès devait envoyer un message politique important, étant donné que c'était le premier cas où un membre du CC serait jugé sous l'inculpation d'avoir enfreint la directive du X^e Congrès du Parti qui interdisait le factionnalisme. La condamnation de Chliapnikov jetterait un voile sur la discussion des questions politiques et économiques entre les membres du Parti et elle constituerait un exemple de représailles contre les partisans d'opinions minoritaires au sein du Parti.

Au moment où les communistes russes consolidaient leur dictature fondée sur le parti unique, ils créaient peu à peu des cellules du Parti dans la plupart des lieux de travail. Tandis que la "fraction" du Parti avait aidé à décider de politiques importantes, la cellule servait de plus en plus à éduquer et à mobiliser la base. Des communistes importants faisaient souvent office de mentors pour des cellules du Parti. Nommé par le comité du Parti de Moscou comme mentor de la cellule du Parti de l'Usine hydroélectrique de Moscou (MOGES), Chliapnikov s'est souvenu plus tard avoir eu de bonnes relations avec à la fois les membres du Parti et les ouvriers sans-parti de la MOGES. Lorsque la cellule communiste de l'usine s'est réunie à la fin juillet 1921 pour discuter des rumeurs selon lesquelles l'usine devait être « louée sous forme de concession », ses membres ont décidé d'inviter Chliapnikov, leur "mentor" du Parti, pour les

³²⁴ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, I. 59, plénum du CC de septembre 1921. Le 9 mars 1922, quelqu'un qui prétendait représenter le KAPD lui a de nouveau demandé de participer à la formation d'une quatrième Internationale (RGASPI, f. 17, op. 3, d. 280, I. 15, lettre de Chliapnikov au Politburo). Chliapnikov soupçonnait que c'était là aussi une provocation de la Tchéka.

³²⁵ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 19867, réunion du 19 juillet 1921 (Kiselev jouait le rôle d'intermédiaire); TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 124.

³²⁶ Les non communistes étaient jugés dans des procès judiciaires pour des infractions politiques. Le premier procès politique judiciaire de grande envergure serait celui des leaders des SRs en juin 1922.

conseiller. Malheureusement, aucun procès-verbal ne subsiste de la réunion du 26 juillet où il a parlé, mais un membre de la cellule (K. Frolov) a été envoyé le dénoncer auprès du CC parce qu'il avait prononcé les phrases suivantes : « ils sont coupables d'inciter les ouvriers au vol » et « notre Parti tout entier, à l'exception de l'Opposition ouvrière, est devenu petit bourgeois ». Chliapnikov a admis plus tard qu'il avait parlé de manière impulsive à la cellule, mais il a nié avoir critiqué la politique ou la direction du Parti. Il avait plutôt parlé contre les propositions du VSNKh qui, à son avis, étaient "capitalistes" et "profondément antiparti". Les motivations de l'informateur étaient inconnues, mais elles ont pu faire partie de la préoccupation pour la discipline du Parti ou pour le carriérisme. La dénonciation est passée par les mains de Gleb Krzhizhanovsky qui présidait à cette époque-là à la fois le Comité d'État de la Planification (Gosplan) et la Commission d'État pour l'Électrification de la Russie (et qui avait donc la compétence sur la MOGES). Vieux camarade de Lénine, Krzhizhanovsky a fait suivre le document aux dirigeants du Parti (Chliapnikov a soupçonné Krzhizhanovsky de lui avoir tendu un piège)³²⁷.

N'étant pas au courant de la dénonciation, Chliapnikov a parlé le 29 juillet à une assemblée communiste du district de Bauman, lequel était fortement peuplé d'ouvriers du textile et dont l'administration comprenait de nombreux partisans de l'Opposition ouvrière. En réponse à son appel pour donner un plus grand rôle aux syndicats dans la production, une majorité de 20 voix contre 10 a voté pour (avec 5 abstentions). Plus tôt dans ce mois, les dirigeants du Parti avaient attaqué Kollontaï lors du congrès du Komintern pour y avoir défendu les points de vue de Chliapnikov. Près de deux semaines étaient passés depuis que son camarade, Medvedev, avait rencontré Lénine pour discuter de ses propositions. Chliapnikov espérait encore en arriver à conclure un accord avec Lénine ; il souhaitait peut-être que le vote du district de Bauman démontrerait que les ouvriers soutenaient ses points de vue. Mais Lénine préférait d'autres méthodes. Dès réception des accusations de Frolov, le CC a programmé une session spéciale afin de juger Chliapnikov pour la raison qu'il avait enfreint la discipline du Parti ainsi que les directives du X^e Congrès du Parti qui interdisaient le factionnalisme³²⁸.

Déterminés à disculper Chliapnikov, ses partisans se sont précipités pour réfuter les accusations lancées contre lui. À la requête de S.P. Vassiliev, le secrétaire du syndicat des métallos du district de Zamoskvoretski, la cellule communiste de la MOGES s'est réunie en une session spéciale quelques heures seulement avant le procès de Chliapnikov afin de discuter pour savoir si les allégations avaient un poids quelconque. Représentant le comité du Parti du district de Zamoskvoretski, Rozaliya Zemliachka, qui avait une réputation bien méritée de défenseure rigoureuse et rigide de la ligne du Parti, a essayé de guider la cellule pour déterminer la profondeur de la culpabilité de Chliapnikov. Ne tenant pas compte d'elle, la cellule s'est rangée du côté de Vassiliev et, dans « débat animé », a entrepris d'évaluer la véracité des accusations³²⁹.

Les membres de la cellule ont admis que Chliapnikov avait traité les projets de propositions du VSNKh d'anti-prolétariens. Ils ont reconnu qu'il avait dit que les « organes de direction » créaient les circonstances dans lesquelles les ouvriers en étaient réduits à voler. Les membres de la cellule ont également été d'accord sur le fait qu'il avait déclaré que la crise économique était due à un déséquilibre économique, étant donné que le prolétariat avait « servi » la "petite bourgeoisie" beaucoup plus nombreuse (signifiant par là essentiellement la paysannerie) et qu'il n'avait reçu que peu en retour. Enfin, rappelaient-ils, il les avait exhortés à s'interroger sur ce qu'ils entendraient de toutes parts dans la discussion sur « la question

³²⁷ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 20251; f. 589, d. 9103, vol. 5, II. 12, 77; TsAODM, f. 267, op. 1, d. 4, II. 29, 32; Gambarov et autres. (éd.) 1989, ch. 1, p. 234–6.

³²⁸ Sandu 2006, p. 148–9; RGASPI, f. 5, op. 2, d. 320, I. 1, 31 juillet 1921; f. 17, op. 2, d. 67, I. 93; f. 589, op. 3, d. 9103, I. 266, 8 août 1921 (matin).

³²⁹ TsAODM, f. 267, op. 1, d. 4, I. 32, 9 août 1921; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, I. 104.

économique ». Néanmoins, les membres de la cellule n'ont ni affirmé ni nié l'affirmation selon laquelle Chliapnikov se serait moqué du VSNKh qui estimait que l'économie nationalisée « était gérée de manière dépensière ». Au lieu de cela, il en a seulement parlé « avec un sourire »³³⁰. Finalement, ils ont rejeté l'accusation la plus sérieuse, à savoir que Chliapnikov aurait fait des déclarations antiparti.

Lorsque Vassiliev a demandé à la cellule d'évaluer si le discours de Chliapnikov prônait d'une façon quelconque le factionnalisme, Zemliachka s'est plainte de l'engagement de celui-ci. Elle a insisté sur le fait que les questions de parti étaient l'affaire du comité de district du Parti et elle a rappelé la ligne des dirigeants du Parti, à savoir que le Syndicat des métallos ne devait s'occuper que « du travail de production ». Malgré ses objections, les membres de la cellule ont conclu que Chliapnikov n'avait pas fait de déclarations fractionnistes dans son discours³³¹. Nul doute que ses bonnes relations avec la plupart des membres de la cellule les ont disposés favorablement à son égard. Malgré sa popularité auprès des membres de la cellule, la décision réelle à propos du fait de savoir s'il avait enfreint la discipline du Parti était du ressort du CC et de la CCC.

Le CC et la CCC se sont réunis dans l'après-midi du 9 août 1921 pour décider du sort de Chliapnikov. Ces organes ont résolu de lui permettre de rester dans le CC, mais de réexaminer la question de son exclusion s'il continuait à faire, en dehors des séances du CC, des déclarations qui critiquaient soit la politique du Parti, soit des décisions particulières qui reflétaient « l'opinion » des congrès du Parti. De manière significative, la seconde condition élargissait la définition du factionnalisme et lui donnait moins de marge dans laquelle il pourrait exprimer des désaccords. Ceux qui étaient présents ont voté à l'unanimité en faveur de cette décision, à l'exception de trois abstentions. En dépit de la décision de le maintenir dans le CC, ceux qui étaient réunis ont voté pour le démettre de son travail dans la Commission centrale de purge, dans laquelle il avait été nommé lors du X^e Congrès du Parti en mars 1921. L'élection de Chliapnikov à cette commission avait été l'une des concessions les plus importantes faites à l'Opposition ouvrière. Sept membres du CC ont voté pour son exclusion de cette commission, mais trois s'y sont opposés. Une majorité de la CCC (quatre voix contre deux) a voté pour lui conserver son poste dans la commission de purge, probablement dans le but de ne pas perturber son travail. Ce désaccord a provoqué de l'inquiétude parmi les membres du Politburo, mais le plénum a décidé de soumettre les différends entre les deux organes à une discussion ultérieure³³². Chliapnikov a donc conservé sa qualité nominale de membre de la commission.

Bien que Chliapnikov ait échappé à l'exclusion du CC, ses opposants ont exploité sa disgrâce pour intensifier les attaques contre ses partisans, ce qui a été le plus évident à Moscou. À l'automne de 1921, certains communistes se sont plaints auprès du comité du Parti de Moscou que des comités de district du Parti avaient profité du « procès » et de la réprimande de Chliapnikov pour « engager une persécution enragée » contre des anciens membres de l'Opposition ouvrière. Le comité du Parti de Moscou n'a pas freiné les comités de district, mais il les a au contraire encouragés et il a même renforcé la purge des oppositionnels dans le district de Bauman de Moscou³³³. Dans le contexte de 1921, cela signifiait la révocation d'individus de positions de direction et éventuellement de la qualité de membre du Parti, mais pas encore l'exécution, l'exil criminel ou l'emprisonnement.

³³⁰ TsAODM, f. 267, op. 1, d. 4, I. 32.

³³¹ Ibid.

³³² RGASPI, f. 17, op. 2, d. 69; f. 589, op. 3, d. 9103, I. 267. Je n'ai pas disposé du compte rendu du procès. Mikhaïl Chelichev, un ancien membre de l'Opposition ouvrière qui partageait beaucoup des points de vue de Chliapnikov, a dû voter pour qu'il garde son poste dans la commission de purge. Chliapnikov a dit ultérieurement que Sol'ts n'avait pas voté contre lui (RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, I. 12).

³³³ TsAODM, f. 3, op. 2, d. 18, II. 23–5; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, I. 104; Pirani 2008.

La commission chargée de l'amélioration des conditions de travail des ouvriers

En tant que président de la commission du CC chargée de l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, Chliapnikov pouvait prendre des mesures pratiques destinées à préserver la classe ouvrière. À la veille du X^e Congrès du Parti, les ouvriers russes avaient été agités à cause de l'insuffisance de nourriture, de vêtements et de carburant. Le but de la commission était, du moins temporairement, de centraliser le ravitaillement des ouvriers et de prendre des mesures rapides pour répondre à leurs besoins les plus urgents. Les dirigeants du Parti limitaient strictement le rôle de la commission à fournir une aide matérielle, y compris le logement, aux ouvriers, mais ils ne donnaient pas de mandat pour effectuer une grande réforme. Ils ont nommé Chliapnikov président pour plusieurs raisons : 1^o) en tant que célèbre communiste ouvrier, il était une importante figure symbolique pour le gouvernement soviétique ; 2^o) il était capable d'organiser ; et 3^o) ce travail était pour lui une distraction utile sans lui donner beaucoup d'influence réelle sur la politique. Néanmoins, Chliapnikov s'est réjoui de sa nomination parce qu'il la considérait comme importante et il a fait tout son possible pour l'utiliser non seulement pour améliorer les conditions matérielles des ouvriers, mais aussi pour atteindre les autres objectifs de l'Opposition ouvrière.

Début avril 1921, la commission a commencé à travailler à la fois dans le centre et au niveau des gubernias. Malgré l'instruction du Parti d'utiliser pour travailler avec lui des gens du personnel du soviet ou du Sovnarkom, Chliapnikov a choisi principalement des syndicalistes. Sa justification était qu'ils avaient davantage d'expérience dans la satisfaction des besoins des ouvriers. En définissant son but principal, la commission s'attendait à rencontrer de l'hostilité de la part des « institutions soviétiques » et à « forcer » ces institutions « à s'adapter au service consciencieux des besoins de la classe ouvrière »³³⁴. Ceci reflétait son parti pris à l'encontre des organes soviétiques dont il considérait le personnel comme pourvu en éléments non prolétariens et qui plaçaient la priorité sur leurs intérêts bureaucratiques plutôt que sur les intérêts des ouvriers.

La commission a obtenu rapidement certains résultats pratiques en assurant aux ouvriers le logement, les soins médicaux, la nourriture et les articles ménagers, et en rédigeant un décret qui ratifiait l'enregistrement des logements ouvriers sous l'administration des usines. Ce décret était important parce qu'il autorisait les comités et les syndicats d'usine à financer la construction et les réparations des logements ouvriers sans avoir besoin de la permission du Comité d'État pour la construction [*Komgosor*]. Chliapnikov affirmait par conséquent que des progrès avaient été faits dans « l'éveil de l'initiative locale » et dans la réorientation de l'attention des « organes soviétiques » vers les besoins des ouvriers. Il concluait que les conditions de vie des ouvriers pourraient être améliorées par une reprise économique d'ensemble, mais que cette dernière dépendait de l'amélioration des conditions de vie des ouvriers³³⁵. Cette observation plutôt circulaire suggère qu'il s'était convaincu que son travail dans la commission faisait avancer ses objectifs fondamentaux.

Pendant l'été de 1921, Chliapnikov a tenté d'institutionnaliser la fonction de la commission au moyen « d'un fonds minimal » destiné à approvisionner les ouvriers en biens de consommation. Le CC du Parti a donné son aval à sa demande dans ce sens. Malgré le soutien du CC, le Sovnarkom a rejeté sa proposition au motif qu'une étude plus approfondie était

³³⁴ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 142, 28 mars 1921. Chliapnikov a rapporté qu'il avait trouvé les filières du Parti et les canaux militaires essentiels pour surmonter les obstacles présentés très tôt par les bureaucrates du soviet (RGASPI, f. 2, op. 1, d. 19039, I. 1, 30 mai 1921).

³³⁵ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 19039, II. 2-4; d. 18858, II. 1-2.

requis pour déterminer si un tel fonds était réalisable et nécessaire. Irrité par ce vote de défiance à l'égard de son raisonnement et de ses preuves, Chliapnikov a accusé le Sovnarkom d'enfreindre le décret du X^e Congrès du Parti destiné à soulager la misère matérielle des ouvriers³³⁶. C'est à la fois la temporisation de la part du Sovnarkom et les décrets du VSNKh sur la NEP publiés au début du mois qui ont accru ses craintes que l'État, avec la NEP, était en train d'abandonner la classe ouvrière. Ses inquiétudes relatives aux besoins matériels des ouvriers coïncidaient avec sa préoccupation concernant les représailles à l'encontre des anciens membres de l'Opposition ouvrière, ce qui l'a poussé à faire des critiques sur la NEP qui, de l'avis de Lénine, outrepassaient les limites de la discipline de Parti.

Le procès de Chliapnikov en août 1921 l'a détourné du travail dans la commission, mais, en octobre-novembre 1921, il avait rassemblé de l'énergie pour une autre bataille afin d'élargir sa mission. Il a présenté un projet qui affirmait hardiment l'obligation de l'État de pourvoir aux besoins des ouvriers sous la NEP, mais qui dépassait largement les limites de la mission de la commission. Lénine semble avoir été sensible à la proposition de Chliapnikov selon laquelle la commission aurait un rôle d'organisme de surveillance, en particulier en tant qu'avocat pour que les chômeurs reçoivent l'aide du gouvernement. Néanmoins, Lénine s'est opposé fermement à l'abolition de tous les impôts sur les ouvriers proposée par Chliapnikov. Ce que Lénine trouvait le plus discutable, c'était ses propositions sur le rôle des syndicats dans les commissions et l'augmentation des ressources qu'il demandait. En accord avec son intention de donner du pouvoir aux syndicats, Chliapnikov a mandaté les commissions pour soutenir et défendre « toutes les directives syndicales sur les questions du travail ». Si l'on considère qu'il avait également demandé aux organes de l'État d'appliquer les décisions de la commission, c'était là une méthode à peine voilée pour forcer l'État à exécuter les politiques des syndicats. Étant donné l'obstination de Chliapnikov et le mécontentement de Lénine, il n'est pas étonnant que le Politburo ait reconsidéré le besoin de cette commission alors que Chliapnikov était loin de Moscou pour une mission de travail³³⁷.

En l'absence de Chliapnikov, les représentants du gouvernement, en particulier ceux du Commissariat à la Sécurité Sociale [*Sobez*], ont tenté de dissoudre la commission parce qu'ils prétendaient que sa mission philanthropique était allée aussi loin qu'elle le pouvait. Les représentants des syndicats prônaient au contraire la continuation de son existence parce que les institutions de l'État ignoreraient leurs plaintes au nom des ouvriers si la commission n'était pas là pour les défendre. Avec la NEP, de nombreuses agences d'État et entreprises devaient financer leurs propres opérations [*khozraschet*]. Bien que la commission ait continué à exister jusqu'au printemps 1922, elle n'avait pas les moyens de payer ses propres frais de fonctionnement, aussi le VTsSPS l'a finalement dissoute. Ayant déjà reconnu la l'inanité de son travail, Chliapnikov ne l'a plus défendue activement³³⁸.

Automne de mécontentement

Chliapnikov est resté dévoué aux syndicats. Après des congés en septembre 1921 durant lesquels il a écrit une partie de ses mémoires, il a repris son travail dans la Commission Centrale de Purge et dans la Commission chargée de l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Désirant de plus grands exutoires pour son énergie, il a demandé davantage de travail

³³⁶ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 179, I. 5, 25 juin 1921; d. 184, I. 3, 7 juillet 1921; op. 84, d. 175, I. 88, 27 juillet 1921; f. 2, op. 1, d. 20012, I. 1, 27 juillet 1921, décision signée par Lidia Fotieva.

³³⁷ RGASPI, f. 2, op. 1, d. 22298, II. 1–5, projet daté du 9 novembre 1921, avec annotations de Lénine. La discussion du Politburo a eu lieu le 1^{er} décembre 1921.

³³⁸ RGASPI, f. 304, op. 1, d. 3, II. 1–16, 28 janvier 1922; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 158, lettre à l'Orgburo, 7 octobre 1921.

à Moscou, mais, au lieu de cela, l'Orgburo l'a affecté à un travail de ravitaillement en produits alimentaires dans le gubernia de Gomel en Biélorussie. Non seulement cette affectation n'était pas urgente, mais elle l'écartait du travail dans la commission de purge du Parti au moment le plus crucial, c'est-à-dire quand les recommandations provenant des commissions locales arrivaient au centre pour y être validées³³⁹. En conséquence, il a eu peu d'influence sur la purge. En outre, cette affectation aurait exigé de lui qu'il manque d'importantes séances du comité central du Syndicat des métallos. C'est à juste titre que Chliapnikov a conclu que sa nomination à Gomel était destinée à l'éloigner des centres de décision politique de Moscou. En guise de protestation, il a menacé de chercher du travail en usine plutôt que d'obtempérer³⁴⁰.

La procédure d'appel a donné à Chliapnikov juste le temps d'assister aux réunions de la mi-octobre du comité central du Syndicat des métallos. Lui et ses partisans avaient espéré convoquer un congrès extraordinaire du Syndicat de métallos à l'automne 1921 afin de reconquérir leur syndicat, mais le VTsSPS a rejeté leur demande³⁴¹. Plutôt que d'enfreindre la discipline du Parti en organisant un congrès extraordinaire sans permission, ils se sont tournés vers le plénum d'octobre du comité central du syndicat et en particulier vers sa fraction communiste. La fraction communiste se réunissait pour la première fois depuis le congrès de mai 1921 au cours duquel le Politburo avait remplacé Chliapnikov en tant que président par un secrétariat plus conciliant.

S'emparant de la parole lors de la réunion de la fraction communiste, Chliapnikov et ses alliés ont abreuvé de critiques les nouveaux dirigeants du syndicat parce qu'ils avaient négligé d'importantes questions telles que le rôle des ouvriers et des syndicats dans la NEP et qu'ils s'étaient trop profondément plongés dans de menus détails administratifs. Les nouveaux dirigeants ont reproché aux anciens membres de l'Opposition ouvrière d'entraver leur travail, mais un membre neutre (Iakov Rozental) a confirmé que certains membres du présidium n'avaient pas été disposés à travailler avec les partisans de Chliapnikov. Lorsqu'il a dit que le Syndicat des métallos était faible parce qu'il n'avait pas suffisamment de personnel aux niveaux inférieurs, un représentant du VTsSPS (Andreïev) a réprimandé les partisans de Chliapnikov d'avoir abandonné leur travail. Vladimirov, le seul ancien membre de l'Opposition ouvrière dans le présidium du syndicat, a déclaré que la nouvelle direction était paralysée. À son avis, lorsque le CC du Parti a nommé les dirigeants du syndicat, il a détruit à la fois l'autorité du comité central du syndicat et ses liens organisationnels avec les régions. Vladimirov a rappelé avec nostalgie l'époque où le comité central du Syndicat des métallos avait été « un courant bouillonnant qui attirait à lui toute la Russie métallurgique comme s'il était un aimant ». Il appelait à l'élection de nouveaux dirigeants qui « pourraient porter fermement la drapeau des métallos et disperser le brouillard du nominationisme »³⁴².

Les partisans de Chliapnikov se sont plaints parce que la nouvelle direction n'avait pas mis en œuvre les résolutions adoptées par le IV^e Congrès du Syndicat des métallos. Celles-ci comprenaient la prise de contrôle des conseils syndicaux de gubernia et la formulation d'une

³³⁹ Chelichev, un membre de la CCC, s'était opposé à la décision de confirmer la nomination de Chliapnikov à Gomel (RGASPI, f. 17, op. 84, d. 206, I. 22, 22 octobre 1922). Dans un discours à l'Université Sverdlov en 1922, le président de la CCC Sol'ts a examiné les divers aspects de la purge du Parti (voir Rosenberg (éd.) 1984, p. 42–54).

³⁴⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 158, lettre de Chliapnikov à l'Orgburo, Moscou, 7 octobre 1921; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 215, 14 octobre 1921.

³⁴¹ RGASPI, f. 17, op. 84, d. 219, I. 24, 6 octobre 1921.

³⁴² RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, II. 1, 11–13. La fraction communiste s'est réunie du 17 au 21 octobre 1921. Rozental était un ouvrier métallurgiste de l'Oural et il a présidé la commission affectée à la réparation des transports par chemin de fer, subordonnée au Département des métaux du VSNKh. P.A. Bogdanov du VSNKh l'a caractérisé comme « un ouvrier énergique et un organisateur capable », mais il lui reprochait un peu d'être « très colérique et parfois peu diplomate à l'égard de ses collègues spécialistes qui avaient plutôt peur de lui » (RGASPI, f. 5, op. 1, d. 910, I. 3, note adressée à Lénine, datée du 10 août 1921).

position sur la location à bail d'entreprises d'État qui conduisait en fin de compte à « la prise de contrôle de la production ». L'un des nouveaux dirigeants a mis l'accent sur le fait que le syndicat n'avait pas besoin de sa propre ligne, mais qu'il devait se conformer strictement à la ligne du Parti. Un autre est intervenu pour dire que la NEP avait rendu discutables les directives du congrès. Un vote sur le travail du présidium du syndicat a montré qu'une majorité (de 13 contre 9) des membres de la fraction demeurait réfractaire à l'égard de la direction du syndicat nommée par le Politburo³⁴³.

Après que le vote a montré le soutien de ses points de vue, Chliapnikov a critiqué d'une façon cinglante les dirigeants du syndicat pour n'avoir pas tenté d'influencer le travail du Département des métaux et du Département électrique du VSNKh. Reprochant au Département des métaux d'avoir échoué à trouver un fonds de roulement pour financer des usines, il soutenait que le capital pouvait être trouvé dans la production si le VSNKh n'était pas si résolu à centraliser l'administration de l'industrie. Il a demandé au plénum d'affecter des tâches spécifiques au Département des métaux. Il n'avait donc pas abandonné l'idée que les syndicats exercent une influence sur les organes économiques gouvernementaux. À leur tour, les nouveaux dirigeants du syndicat ont reproché à Chliapnikov, étant donné qu'il avait refusé de travailler dans le Département des métaux, le fait qu'il était hypocrite de sa part de critiquer ses faiblesses et le fait que plénum devrait lui imposer d'y travailler. Sa réponse, formulée avec soin, traduisait le fait qu'il ne pourrait pas y travailler aussi longtemps que le Parti et les syndicats étaient en désaccord avec lui sur les questions majeures relatives à l'industrie métallurgique. Il n'avait pas voulu donner l'impression qu'il soutenait des politiques qu'il considérait comme vraiment dangereuses pour les ouvriers. D'accord avec lui, une majorité des membres de la fraction décidait de former une commission pour faire des propositions concernant le Département des métaux³⁴⁴.

Malgré leur désaccord sur les relations entre les syndicats, le Parti et l'État, les dirigeants du Syndicat des métallos ont trouvé un terrain d'entente avec leur opposition aux concessions étrangères. Le centre de la discussion était de savoir si l'on autorisait un groupe d'ouvriers américains à louer l'usine Nadezhdinski dans la région des mines de charbon du Kouzbass. Le Conseil du Travail et de la Défense (STO) soutenait le projet qui avait été approuvé par les leaders ouvriers bien connus Bill Haywood et Tom Mann, mais le Syndicat des métallos et le Département des métaux du VSNKh s'y opposaient parce qu'ils le trouvaient « utopique ». En 1920, Chliapnikov avait pris une position très différente, puisqu'il avait exprimé son soutien à une proposition des ouvriers métallurgistes suédois de venir aider l'industrie russe à se reconstruire. Le seul problème qu'il y prévoyait alors était que les ouvriers suédois plus expérimentés pourraient gagner davantage que les ouvriers russes, ce qui donnerait naissance à des tensions³⁴⁵. De la même manière, au printemps de 1921, Chliapnikov, dans l'esprit de l'internationalisme (a-t-il dit), avait soutenu l'invitation d'étrangers à travailler en Russie. Il avait même demandé que les ouvriers étrangers bénéficient des mêmes règles syndicales que les ouvriers autochtones. Il avait craint que le fait d'exempter les étrangers de la protection procurée par les syndicats russes ne constitue un précédent « extrêmement dangereux »³⁴⁶.

À l'automne de 1921, Chliapnikov était devenu plus pessimiste, peut-être à cause des résultats négatifs des « tentatives de colonisation » passées, a-t-il dit. La nature isolée du projet américain l'inquiétait. En outre, il pensait que les ouvriers américains devaient travailler à faire

³⁴³ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, II. 11–14.

³⁴⁴ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, II. 15–18.

³⁴⁵ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 18; GARF, f. 5667, op. 5, d. 226, I. 6, lettres de Chliapnikov au VTsSPS et au comité central du Syndicat des métallos, 19 avril 1920, et I. 10, 15 avril 1920.

³⁴⁶ GARF, f. 5451, op. 42, d. 29, II. 44–6, 62, session de la fraction communiste du VTsSPS, 11 avril 1921. Tomski avait voulu limiter le nombre d'étrangers autorisés à travailler dans l'industrie russe et les exclure des syndicats russes.

la révolution dans leur propre pays. Il craignait que, s'ils venaient en Russie avec des espoirs irréalistes qui ne pourraient être que déçus, ils ne se transforment en "contre-révolutionnaires", comme il pensait que d'autres ouvriers étrangers l'étaient devenus. De surcroît, affirmait-il, il y avait besoin bien davantage d'investissement en capital que d'expertise étrangère. Les camarades étrangers, insistait-il, devraient « racheter des parts aux capitalistes qui ont pris nos concessions » plutôt que de venir travailler en Russie. À la fois ses partisans et ses opposants l'ont soutenu fermement. C'est à l'unanimité qu'ils ont rejeté la colonie d'ouvriers américains dans le Kouzbass³⁴⁷. Il est probable que Chliapnikov ait exploité aussi bien des sentiments d'orgueil national blessé que des inquiétudes à propos de la NEP.

Malgré cet accord momentané, les dissensions refont surface lors du vote pour un nouveau présidium. Une majorité (13 voix contre 9) a soutenu une liste presque entièrement composée par d'anciens membres de l'Opposition ouvrière, tandis que la liste proposée par le VTsSPS, qui donnait une minorité de sièges à l'ancienne Opposition ouvrière, était battue. Cela signifiait qu'une majorité dans le comité central du syndicat soutenait encore la ligne de Chliapnikov concernant le rôle des syndicats. Le Politburo a immédiatement annulé à la fois le vote pour un nouveau présidium et le vote contre la colonie des ouvriers américains ; à la place, il a approuvé un présidium qui n'était pas dominé par les anciens membres de l'Opposition ouvrière. En réponse, les membres de la fraction ont voté à l'unanimité contre la décision du Politburo d'approuver le projet américain, démontrant en cela que cette question pouvait creuser un fossé entre les dirigeants du Parti et leurs plus loyaux partisans dans les syndicats. Les membres de la fraction ont donné leur accord tacite à la directive du Politburo relative à leur direction, mais une majorité a refusé de soutenir ces dirigeants. En effet, Chliapnikov et ses partisans acceptaient les limites entre lesquelles ils pouvaient mener la lutte politique sans enfreindre la discipline du Parti, mais ils ne s'étaient pas encore soumis. Ils essaieraient de reprendre le contrôle du Syndicat des métallos lors de son congrès de mars 1922. Avec l'ajournement du comité central du Syndicat des métallos et ses appels pour ne pas avoir à quitter à Moscou épuisés, Chliapnikov a été obligé de partir pour Gomel où il est resté pendant presque trois mois³⁴⁸.

La NEP a mis fin aux réquisitions de blé et, dans certaines zones, elle a encouragé les paysans à ensemercer davantage de terres. Néanmoins, les conséquences durables des politiques bolcheviques, des conditions de la Guerre civile et de la sécheresse, ont conduit à de pauvres récoltes et à la famine, lesquelles ont affecté particulièrement la région de la Volga. Malgré l'aide de l'extérieur, dont la plus notable provenait de l'American Relief Administration de Herbert Hoover, des millions de personnes sont mortes de faim et plus de vingt millions ont souffert de malnutrition. Au cours de l'hiver 1921-22, le Parti a mobilisé tout le personnel disponible pour organiser la prochaine campagne en vue de la récolte. Les provinces ayant connu des récoltes couronnées de succès ont reçu des primes en argent et en matériel³⁴⁹. Le travail en approvisionnement de produits alimentaires qu'effectuait Chliapnikov à Gomel était nécessairement différent à la fois de celui de son affectation en 1918 dans le Sud et du travail simultané mené par les communistes dans d'autres parties de la Russie. Étant donné qu'il n'avait pas été envoyé dans une région durement frappée par la famine et qu'il avait achevé son travail avant que n'ait commencé la campagne communiste destinée à saisir les objets de valeur de l'Église (apparemment pour aider les victimes de la famine), il n'est pas possible de déterminer comment il a pu appliquer des politiques dans ces contextes. Peut-être que le Parti et le gouvernement ont préféré ne pas l'employer dans un travail qui requerrait des méthodes brutales. Dans certaines circonstances, ils ont pu trouver préférable son inclination pour

³⁴⁷ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, II. 18, 24. Voir aussi Zhuravlev 2000.

³⁴⁸ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 8, I. 19, 23; d. 9, II. 12; f. 17, op. 3, d. 220, 21 octobre 1921; et d. 223, I. 8, 27 octobre 1921. J'ai été dans l'incapacité de consulter les fichiers concernant son séjour à Gomel.

³⁴⁹ Carr 1950-3, vol. 2, p. 284-6; Long 1992, p. 510-25.

la persuasion et pour le tact aux tactiques militaristes, coercitives, des “héros” de la Guerre civile.

Conclusion

Lorsque l'époque de la NEP a débuté, les principales préoccupations de Chliapnikov étaient de garantir la protection des droits des ouvriers et de promouvoir les ouvriers organisés comme des managers valables pour les entreprises dénationalisées. Ses idées relatives à la réforme économique se concentraient sur l'investissement intensif dans l'industrie lourde et sur les relations commerciales horizontales entre les organisations ouvrières et les paysans. Comme l'industrie russe se rétablissait après la Guerre civile, les trusts et les combinats industriels assumaient un rôle économique important et beaucoup de métallurgistes camarades de Chliapnikov ont joué un rôle dans leur administration, mais c'était après qu'ils avaient perdu leur position de direction dans les syndicats.

Les dirigeants du Parti encourageaient dans les syndicats des développements qui coïncidaient avec ceux qui étaient prônés dans le Parti : centralisation et dévolution de l'autorité aux organes supérieurs. Sous la direction de Lénine, le remplacement par le Parti des dirigeants des syndicats en 1921 préparait la voie à l'élimination de l'autonomie et de l'initiative locales et à l'attèlement de la population pour atteindre les buts de la direction de l'État et du Parti. Peut-être que dans un contexte différent la stratégie optimiste de Chliapnikov visant à prendre le contrôle du Parti par l'intermédiaire des syndicats aurait été efficace. Mais, durant la Guerre civile, les syndicats avaient perdu du personnel, des ressources et la direction indépendante dont ils avaient besoin pour défier le Parti. En dépit de la résistance dramatique de Chliapnikov et de ses compatriotes au Politburo, ils n'avaient pas suffisamment de partisans pour s'emparer des organisations du Parti. Les membres non-communistes des syndicats, qui n'étaient pas autorisés à participer aux décisions les plus vitales concernant les syndicats, avaient peu d'incitation ou de moyens pour soutenir les propositions de Chliapnikov, et en outre Chliapnikov ne semblait pas intéressé par le fait de recourir à eux.

Les deux principales faiblesses de Chliapnikov, qui ont contribué à l'échec de son mouvement après le X^e Congrès du Parti, étaient qu'il ne pouvait pas résoudre le dilemme d'essayer d'arracher les syndicats à la prise dictatoriale du Parti tout en observant sa discipline, et qu'il ne possédait pas suffisamment de ressources matérielles et de partisans pour prendre le contrôle des organisations du Parti au niveau local. Ses deux plus grandes forces étaient sa base organisationnelle dans le Syndicat des métallos et sa réputation de communiste ouvrier qui a atteint un rang élevé dans le Parti et les syndicats grâce à ses talents naturels et à son dur travail. Lorsque la première lui a été enlevée lors du Congrès de mai et que la seconde a été entachée par le procès d'août, il s'est retrouvé dans une position délicate.

CHAPITRE 8

L'appel des 22 à l'Internationale Communiste

Après le X^e Congrès du Parti, les divisions se sont accrues entre les anciens oppositionnels au niveau du centre et au niveau local entre les défenseurs des syndicats et les partisans des soviets comme organismes mieux adaptés pour la démocratisation de la vie soviétique, et entre ceux qui pensaient qu'il était nécessaire de rester dans le Parti communiste et ceux qui voulaient créer un nouveau parti ouvrier amélioré. Fait révélateur, il y avait même des désaccords à propos des mérites relatifs des tribunaux soviétiques par rapport aux syndicats dans la défense des ouvriers dans le régime de la NEP. Pourtant, tous étaient unis par leur perception que le rôle des ouvriers au sein du Parti communiste était en voie d'affaiblissement et par leur mécontentement provoqué du fait de cette situation. Ironiquement, étant donné les frictions au sein du Parti communiste de Russie, un plénum du CC en décembre 1921 annonçait une campagne pour créer un front uni des ouvriers européens révolutionnaires avec les non-révolutionnaires dans la lutte contre la bourgeoisie.

À la suite de son procès du mois d'août 1921, la tactique politique de Chliapnikov est devenue de plus en plus prudente. Néanmoins, lui et ses alliés ont senti que la conjoncture politique entre février et avril 1922 offrait la possibilité d'exprimer leurs griefs contre certaines caractéristiques de la NEP et de communiquer leur sentiment que les relations Parti-ouvriers posaient problème. Les réunions, assez rapprochées dans le temps, de l'Exécutif du Komintern, du V^e Congrès du Syndicat des métallos et du XI^e Congrès du Parti, signifiaient qu'un petit groupe pouvait attirer l'attention d'un large public (communistes russes et étrangers ainsi que métallurgistes russes) sur ses points de vue. En outre, il était légitime, à l'intérieur du cadre des statuts du Parti, de faire appel à ces forums. Chliapnikov et ses alliés ont par conséquent choisi cette période pour agir, mais les membres de l'Exécutif du Komintern se sont montrés réfractaires à leur message et les dirigeants du Parti se sont chargés de les punir pour leur initiative audacieuse. Les méthodes employées par les dirigeants du Parti reflétaient leur intransigeance grandissante à l'égard des désaccords entre camarades au sein du Parti, désaccords face auxquels les membres du Parti ont réagi par tout un éventail de manières. Les débats lors des séances ouvertes et fermées des congrès ainsi que les manœuvres politiques dans les coulisses révélaient beaucoup de choses à propos de l'évolution de la signification de la discipline du Parti ainsi que des limites des discussions et des désaccords politiques internes.

Réunions privées

Chliapnikov et ses partisans n'ont décidé de faire appel au Komintern qu'après beaucoup de discussions. En février 1922, il a tenu plusieurs réunions privées avec des camarades du Syndicat des métallos pour discuter de leur tactique, de leurs objectifs et de leurs moyens d'action, lors des

prochains V^o Congrès du Syndicat des métallos et du XI^o Congrès du Parti³⁵⁰. Les participants avaient différents points de vue, mais ils étaient étroitement liés à l'ancienne Opposition ouvrière. Huit avaient signé le programme de l'Opposition ouvrière, tandis que presque tous l'avaient soutenu³⁵¹. L'exception principale était Gavril Miasnikov, un ouvrier métallurgiste russe originaire de Perm dans l'Oural, dont les idées s'écartaient sensiblement de celles de Chliapnikov. Miasnikov avait polémique avec Lénine à propos de l'appel du premier en faveur de la liberté de parole et de la presse pour tous « des monarchistes aux anarchistes » ; ultérieurement, il n'autorisait plus ces libertés qu'aux ouvriers et aux paysans. Il différait de Chliapnikov par sa défense du contrôle de la production par les soviets et par celle des syndicats paysans³⁵². Parce que Miasnikov était un ouvrier, Chliapnikov a, en dépit de leurs divergences, engagé un dialogue avec lui et il a souvent intercédé en sa faveur auprès des plus hauts dirigeants du Parti.

La première réunion, à la mi-février 1922, a été consacrée à discuter des opinions politiques des ouvriers telles qu'elles s'exprimaient au niveau local, du rôle des syndicats dans la NEP, du front uni ouvrier proposé et du plan d'action plus approfondi du groupe. Selon tous les participants, une humeur maussade s'était installée chez les ouvriers communistes et sans-parti. La vie du Parti et des syndicats était morte, la discussion était souvent interdite et beaucoup de communistes et de syndicalistes n'essayaient plus de faire des propositions ou de discuter de questions importantes parce qu'ils avaient l'impression que cela ne servait à rien. À Perm, selon certaines sources, tout le monde craignait la Tchêka et, à Ekaterinbourg, les syndicalistes avaient peur de publier quoi que ce soit. Des cellules entières de communistes quittaient le Parti, et certains n'étaient incités à y revenir que parce que les dirigeants du Parti leur offraient des bottes en cadeau. L'apathie régnait parmi les communistes ouvriers de Moscou et beaucoup étaient indignés par le gouvernement soviétique parce qu'il commandait des produits industriels à l'étranger plutôt que de subventionner leur production en Russie³⁵³.

Les oppositionnels se sont reproché mutuellement les occasions manquées. En Ukraine, les oppositionnels auraient pu soi-disant prendre le contrôle de la direction du Syndicat des métallos si seulement leurs porte-parole les plus en vue s'étaient rassemblés et avaient pris la parole. Les représentants locaux reprochaient à Chliapnikov et aux autres du « centre » (Moscou) de ne pas leur montrer suffisamment la direction et de permettre qu'un fossé se creuse entre les dirigeants de l'opposition et leurs partisans potentiels. La situation à Nikolaïev, où il y avait prétendument une organisation « clandestine » déjà existante, était instructive. Lors d'un congrès syndical local, une majorité écrasante de délégués (84 sur 100) avait voté en faveur de l'Opposition ouvrière. Quand la majorité oppositionnelle de ce

³⁵⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 68–9, notes manuscrites de Sergueï Medvedev, datées du 10 ou du 16 février 1922; et vol. 40, II. 127–8. C'est Medvedev qui organisait les réunions et qui prenait des notes.

³⁵¹ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 3, II. 1–2.

³⁵² Gavril Miasnikov (1889–1945), un activiste bolcheviks clandestin, avait effectué sept années de dur labeur en Sibérie avant la Révolution et il était tristement célèbre pour avoir assassiné en 1918 le plus jeune fils du tsar Alexandre III, le grand duc Mikhaïl, qui avait renoncé au trône en mars 1917. Miasnikov a formé une faction oppositionnelle dénommée le « Groupe ouvrier du Parti communiste russe ». Voir Avrich 1984, p. 1–29; Miasnikov 1995, p. 137–91; Alikina 2006.

³⁵³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 68, 127.

congrès a affronté la majorité du comité syndical du gubernia qui soutenait les Dix, les dirigeants centraux du Parti ont envoyé un membre du CC, Dimitri Manouïlski, à Nikolaïev ; il a transféré environ 90 partisans importants de l'Opposition ouvrière ailleurs. Certains à Nikolaïev ont continué à s'organiser, mais ils en auraient voulu à Chliapnikov de ne pas avoir pris d'initiative ou de ne pas avoir prêté assistance. Il a refusé d'envisager d'assurer la direction du groupe de Nikolaïev, bien qu'il ait trouvé acceptable d'organiser de tels groupes³⁵⁴. Par conséquent, il encourageait tacitement ses partisans à former des groupes au niveau local, mais il refusait de mettre en place un réseau centralisé de direction, étant donné que cela entraînerait des accusations de factionnalisme de la part des dirigeants du Parti.

Répliquant à la critique selon laquelle il était un leader faible, Chliapnikov a répondu qu'il n'avait senti aucun soutien de la part des régions. Il a reproché à ses partisans de ne pas travailler de manière suffisamment étroite avec les ouvriers d'usine, de fournir du matériel insuffisant pour une plateforme politique et de donner peu d'informations concrètes sur les humeurs, les désirs et la vie, des ouvriers au niveau local. Le problème ne se situait pas uniquement au niveau local. Il a admis que, dans une certaine mesure, l'opposition elle-même s'était démoralisée³⁵⁵. Malgré leur déprime, Chliapnikov et ses partisans ont essayé d'étudier les domaines où leurs perspectives coïncidaient et de développer la tactique future du groupe. La question la plus importante était le rôle des syndicats dans la NEP.

Les points de vue de Miasnikov sur le rôle des syndicats et des soviets dans la gestion de la production faisaient entendre une note discordante. Comme Chliapnikov et ses partisans, il avait souffert du traitement que les dirigeants du Parti lui avaient infligé à cause de ses critiques sans détour de l'affaiblissement du rôle des ouvriers dans le Parti et dans la gestion de l'économie. Mais ils n'étaient pas d'accord précisément sur la manière de gérer la production : Miasnikov recommandait les soviets, et l'Opposition ouvrière prônait les syndicats. Chliapnikov critiquait sévèrement le plan de Miasnikov de gestion par les soviets en disant que, en substance, il signifiait « l'organisation de syndicats paysans ». Il concluait : « la classe ouvrière ne devait pas organiser un élément qui lui était hostile ». La plupart des partisans de Chliapnikov étaient d'accord avec lui sur le fait que la proposition de Miasnikov de donner la gestion de la production aux soviets pourrait renforcer encore l'influence de la paysannerie sur la politique de l'État. Plus tard dans la réunion, Chliapnikov a exprimé la crainte que le Parti communiste ne soit en train de dégénérer et de tomber entre les mains d'un « élément paysan aspirant à devenir le maître total de la Russie »³⁵⁶. Son acceptation d'inclure Miasnikov, dont les points de vue étaient opposés aux siens, reflétait le respect qu'il avait pour d'autres personnes qui étaient d'origine ouvrière, quels que soient leurs points de vue.

³⁵⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 128, 143; vol. 41, II. 68–9. Dimitri Manouïlski (1883-1959) a adhéré au Parti en 1903, il a participé à la Révolution de 1905, et il était *vpérédiste* en 1907, internationaliste durant la Première guerre mondiale, *mezhraionets* en 1917, et en 1920-21 commissaire à l'Agriculture en Ukraine, secrétaire du CC du Parti communiste d'Ukraine et éditeur du journal "Kommunist" (RKP(b) 1961, p. 834).

³⁵⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 127–8.

³⁵⁶ Ibidem.

Un dialogue à propos de la gestion de la production a conduit à une conversation plus générale sur le rôle que les syndicats devraient assumer face à leur exclusion d'un important rôle de supervision dans la production (que celle-ci soit le fait des soviets ou bien des organes économiques de l'État). Un participant se demandait pourquoi le prolétariat avait été démis de l'administration d'un État prolétarien, parce que, pour lui, cela remettait en question la relation entre les ouvriers et le Parti communiste. Tous les participants voyaient la NEP comme un recul de la révolution. Un point de vue était que, si les syndicats n'étaient pas autorisés à gérer la production, ils devaient alors reprendre leur rôle prérévolutionnaire de défenseurs des droits des ouvriers sur leur lieu de travail. Néanmoins, ils reconnaissaient la dure réalité que, sans fonds de grève, les syndicats ne pourraient pas effectuer des grèves, c'est-à-dire la méthode ultime de pression sur les employeurs³⁵⁷.

La question finale de l'ordre du jour de la réunion concernait la tactique future. Les points de vue allaient de la création d'un nouveau parti "ouvrier" à « des moyens puissants » non spécifiés pour guérir le Parti. Entre les deux extrêmes, il y avait la proposition de créer « des cercles dotés d'un groupe dirigeant » à l'intérieur du Parti communiste. Certains voulaient que Chliapnikov et Medvedev préparent une plateforme de discussion, mais Medvedev a objecté qu'une plateforme devait être le produit d'un travail collectif. Il ne pensait pas qu'il y ait assez d'entente dans le groupe pour rédiger une plateforme. En outre, il faisait remarquer de façon sardonique que certains de ceux qui demandaient une plateforme avaient peur « d'écrire quoi que ce soit qui différerait des décrets du CC ». Chliapnikov a catégoriquement qualifié une plateforme « d'impossible »³⁵⁸. Non seulement elle enfreindrait l'interdiction de factionnalisme adoptée par le X^e Congrès du Parti, mais ses partisans n'avaient pas fourni de suffisamment d'informations sur les ouvriers pour que l'on puisse les inclure dans une plateforme.

Néanmoins, malgré les protestations de Chliapnikov, ses partisans ont voté pour le désigner, lui et Medvedev, pour élaborer une plateforme qu'ils discuteraient lors d'une réunion future et qu'ils présenteraient au XI^e Congrès du Parti. Les comptes rendus d'archives indiquent que les deux hommes n'ont pas élaboré une plateforme, mais qu'ils ont établi des propositions. Celles-ci ont été discutées lors d'une réunion suivante, mais elles n'ont jamais été présentées au Parti³⁵⁹. Le fait que les collègues de Chliapnikov lui confieraient, à lui et à Medvedev, la mission de préparer une plateforme, mais qu'ils ignoreraient cet ordre et rédigeraient un type différent de document, peut-être même pour un public différent de celui que les autres participants à la réunion avaient en tête, témoigne des relations chaotiques qui existaient entre Chliapnikov et ceux qui partageaient ses inquiétudes à propos du rôle des ouvriers dans la société socialiste. Tandis que ses partisans étaient à la recherche d'un leadership inspirant, Chliapnikov désirait savoir si les ouvriers se mobilisaient réellement à la suite de ses efforts.

L'appel au Komintern

³⁵⁷ Ibidem.

³⁵⁸ Ibidem.

³⁵⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 128, II. 133-9.

Finalement, Chliapnikov et les 21 autres participants à la réunion ont décidé de lancer un appel au Komintern, en tant que tribunal suprême dans le mouvement communiste international, à propos de la persécution des dissidents au sein du Parti communiste russe³⁶⁰. Kollontaï pouvait être efficace dans ce cadre-là. Bien qu'il n'y ait aucune preuve qu'elle ait assisté à des réunions des signataires originels en février 1922, elle partageait les inquiétudes de Chliapnikov, de même que ses espoirs, au sujet de l'impartialité du Komintern ainsi que son sentiment que faire appel à ce dernier était la seule voie qu'il restait. Chliapnikov avait toujours apprécié ses talents d'oratrice convaincante et il espérait qu'elle pourrait influencer un public international. En outre, elle était programmée pour parler de « la question féminine » à la conférence du Komintern et il existait donc la possibilité qu'elle puisse, plus facilement que n'importe lequel des 22, placer quelques mots en faveur de l'appel.

Lénine et Zinoviev avaient rédigé les 21 points d'orientation (ou conditions) qui ont été adoptés par le Komintern en 1920. L'un de ces points stipulait que les individus appartenant à n'importe quel parti membre avaient le droit de faire appel au Komintern en tant qu'organe suprême du mouvement communiste international, que ce soit séparément ou collectivement, si leurs doléances n'étaient pas satisfaites par les organes de direction de leur parti national³⁶¹. Si Chliapnikov croyait sincèrement que l'appel avait une chance d'être pris en considération par le Komintern, il était aveugle à l'influence qu'exerçaient les leaders du Parti russe sur le Komintern, laquelle était si forte qu'en réalité sa tactique était désespérée.

Néanmoins, selon son document fondateur, un appel au Komintern était "légal". Un Exécutif élargi du Komintern devait se réunir du 24 février au 4 mars 1922 pour discuter de la proposition de "front uni", lequel devait coaliser tous les ouvriers socialistes révolutionnaires (y compris les anarchistes et les syndicalistes) et sociaux-démocrates dans la lutte contre le capital international et les dirigeants socialistes réformistes³⁶². En réalité, la direction du Komintern, qui était dominé par les Russes, entendait centraliser le mouvement communiste international sous son leadership. Les efforts des 22 pour révéler les profonds désaccords existant au sein du RKP(b) savaient par conséquent la campagne en faveur du front uni menée par les dirigeants du Parti russe.

Les 22, rejoints par Kollontaï et Zoïa Chadourskaïa, ont présenté leur pétition à l'Exécutif du Komintern le 26 février. Avant qu'ils n'approuvent le plan des dirigeants du Parti russe en faveur d'un front uni en Europe occidentale, les pétitionnaires ont appelé le Komintern à « réconcilier » les ouvriers et les dirigeants du Parti en Russie. Ils trouvaient improbable que le Parti communiste russe puisse mener un effort international en faveur « d'un front uni des ouvriers » alors qu'il y avait tant de désunion et une réduction du rôle des ouvriers au sein du Parti russe lui-même. Les signataires se

³⁶⁰ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 1, I. 10.

³⁶¹ Chase et Staklo (éd.) 2001, p. 11–19. Lars Lih affirme que l'emploi du terme de raréfaction [*razzhizhenie*] dans les "21 conditions" met en évidence le fait que c'est Zinoviev qui a été le principal rédacteur de ce document (Lih 2011c, p. 52).

³⁶² Humbert-Droz 1967; Tivel et Kheimo (éd.) 1967.

plaignaient du fait que des éléments “bourgeois” avaient envahi le Parti, diluant en conséquence l’influence des membres “prolétariens” et encourageant l’interdiction de la contestation parmi les communistes ouvriers. La tendance à ne plus respecter la démocratie participative au sein des syndicats et à se diriger vers une prise de décision unilatérale par « la bureaucratie du Parti et des syndicats » avait déçu les ouvriers communistes qui étaient en train de quitter le Parti. Finalement, les signataires exprimaient leur soutien à un front uni international des ouvriers, mais ils demandaient en premier lieu que le Komintern intervienne « pour éliminer la crainte d’un schisme qui planait sur notre Parti »³⁶³.

Quand, le 26 février, Kollontaï a essayé de parler devant l’Exécutif du Komintern en faveur des points de vue exprimés dans l’appel, les dirigeants du Parti russe (tout particulièrement Trotski et Zinoviev) faisant partie du présidium de la conférence du Komintern ont supprimé son nom de la liste des orateurs. Lors d’une réunion privée avec Kollontaï, ils l’ont exhorté à ne pas parler. Zinoviev a insisté sur le fait que le soutien au front uni était une directive du Parti que l’entière délégation russe devait suivre sans réserves. Lorsqu’elle s’est montrée récalcitrante, Trotski lui a interdit de parler et il a émis un décret, au nom du CC, qui ordonnait à tous les membres de la délégation russe « d’obéir aux directives du Parti »³⁶⁴. C’est ainsi qu’à la fois Trotski et Zinoviev étouffaient la critique au nom de la discipline de parti.

Le Politburo a délégué Zinoviev et Trotski pour convaincre l’Exécutif du Komintern du fait que la « Lettre des 22 » contenait des déformations et qu’elle était une déclaration fractionniste de l’ancienne Opposition ouvrière³⁶⁵. Pour examiner la Lettre, le Komintern a créé une commission dont les membres soit savaient peu de choses à propos de la Russie, soit étaient malléables³⁶⁶. Le membre le plus éminent de la commission était Clara Zetkin qui, selon un historien, était alors « vieille, bouleversée par la mort de Rosa Luxemburg, et facilement flattée et manipulée par les dirigeants du PCR »³⁶⁷. Selon Kollontaï, la commission ne l’a interrogée, elle et Chliapnikov, qu’à « la hâte ». Ensuite,

³⁶³ Les signataires originels étaient : M. Lobanov, N. Kouznetsov, A. Polosatov, A. Medvedev, G. Miasnikov, V. Pliechkov, G. Chokhanov, S. Medvedev, G. Bruno, A. Pravdine, I. Ivanov, F. Mitine, P. Borisov, M. Kopylov, Jiline, M. Tchelychev, A. Tolokontsev, A. Chliapnikov, I. Barouline, V. Bekrenev, A. Pavlov, et A. Tachkine (RGASPI, f. 17, op. 71, d. 3, II. 1–2). Zoïa Chadourskaïa (1873–1939) était une amie proche à la fois de Kollontaï et de Chliapnikov; elle partageait leurs idéaux et aussi leur préoccupation de voir la Révolution prendre un mauvais cap. Se trouvant dans RGASPI, f. 17, op. 71, d. 3, II. 1–4, la Lettre a été publiée dans RKP(b) 1961, p. 749–50, et dans Anon 1922, p. 16.

³⁶⁴ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 33–5. Les autres membres du présidium étaient Radek et Boukharine (Russie), Brandler (Allemagne), Souvarine (France), Terracini (Italie), Kreibich (Tchécoslovaquie) et Carr (Ludwig E. Katterfield, USA). Pour davantage de détails sur Carr, voir Haynes et autres. 1998, p. 19, 360.

³⁶⁵ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 273, 27 février 1922. L’Exécutif, tel qu’il a été élu lors du Congrès du Komintern de juillet 1921, était composé de : Zinoviev, Boukharine, Radek, Lénine, Trotski (Russie), Gehert et Frohlich (Allemagne), Souvarine (France), Burian et Kreibich (Tchécoslovaquie), Terracini et Gennari (Italie), et dix-sept autres membres. 105 participants de 36 pays assistaient à la session élargie de fin février à début mars 1922 (Tivel et Kheimo 1929, p. 160). Pour les biographies des membres dirigeants du Komintern, voir Morgan et autres. (éd.) 2005.

³⁶⁶ Ses membres étaient : Clara Zetkin, le communiste français Marcel Cachin, Jakob Friis de Norvège, le jeune communiste italien Umberto Terracini, Arthur MacManus de Grande-Bretagne, Kreibich de Tchécoslovaquie et Vasil Kolarov de Bulgarie (RGASPI, f. 17, op. 71, d. 3, I. 13). Le syndicaliste, Alfred Rosmer, et l’anarchiste devenu bolchevik, Victor Serge, se souvenaient de Frossard comme de quelqu’un qui changeait d’opinion en fonction du vent dominant (Rosmer 1971, p. 152; Serge 2002, p. 104).

³⁶⁷ Farnsworth 1980, p. 262–3.

elle a siégé lors d'une longue séance avec Trotski et Zinoviev, après laquelle elle a condamné sans ambages la Lettre et ses signataires. Kollontaï a soupçonné Radek d'avoir rédigé un discours « d'accusateur, de procureur » prononcé par un membre de la commission. Déçue par le silence de Zetkin, elle s'est exclamée : « À quel degré Zinoviev a développé la servilité, la couardise ! ». La commission a blâmé les 22 et elle a les a mis en garde de ne pas refaire un tel appel à l'avenir³⁶⁸. Zinoviev et les autres dirigeants du Parti communiste russe tenaient le Komintern de si près qu'il ne pouvait être une "cour d'appel" que pour ceux dont les objectifs coïncidaient avec les intérêts des dirigeants du Parti russe. Le recours à cet organisme que Chliapnikov et ses partisans ont tenté signifiait qu'ils étaient déjà coincés dans une impasse. Pourtant, la stratégie de Chliapnikov nécessitait de prendre une position de principe.

Le V^e Congrès du Syndicat des métallos

C'est quelques jours après que les 22 avaient présenté leur appel au Komintern que le V^e Congrès du Syndicat des métallos s'est réuni. Avant que le Congrès ne commence, Chliapnikov et ceux qui partageaient ses points de vue avaient décidé de mener, dans la fraction communiste du Syndicat, une campagne destinée à reprendre la direction de leur Syndicat. Mais depuis la dernière séance du comité central du Syndicat en octobre, certains d'entre eux avaient tergiversé dans leur soutien. De plus, le Politburo était intervenu dans la sélection des délégués au Congrès. Lorsque la fraction s'est réunie, il est apparu douteux que les partisans de Chliapnikov disposent d'une majorité de délégués.

À la veille du Congrès, Chliapnikov et ses alliés étaient incertains quant à leur force. Vladimirov s'était apparemment retiré de la lutte. Ceux qui restaient ont décidé que l'objectif premier lors du Congrès serait de donner une « rebuffade » à « la coalition d'idiots et de carriéristes » dans la direction du Syndicat. S'ils pouvaient gagner à eux une majorité de la fraction, ils exigeraient la mise en œuvre de leurs décisions. Si la moitié de la fraction était avec eux, ils pousseraient pour la représentation proportionnelle dans la direction du Syndicat. S'ils avaient une forte minorité « résolue », ils porteraient la lutte aux « niveaux inférieurs » du Syndicat³⁶⁹. Ils n'ont pas abordé la question de ce qu'ils feraient s'ils avaient la majorité, mais le CC (ou le Politburo) a annulé leurs décisions comme cela était advenu lors du dernier congrès lorsque Chliapnikov et beaucoup de ses partisans se sont soumis à la discipline du Parti.

Pendant ce temps, le Politburo se préparait à une confrontation lors du Congrès. Sur l'initiative de Lénine, il a créé une commission de l'Orgburo dont la tâche était de composer le nouveau comité central du Syndicat des métallos et de donner des instructions aux comités de gubernia du Parti pour choisir des dirigeants syndicaux à leur niveau. Lors de la préparation du Congrès,

³⁶⁸ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, II. 36–8, 12 mars 1922. Aucun procès verbal n'a été enregistré lors de la séance du 3 mars lorsque la commission du Komintern a interrogé Kollontaï et Chliapnikov, mais l'un des membres de la commission l'a restitué plus tard de mémoire (RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 15–16).

³⁶⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 148.

seules les propositions approuvées par le CC ont été présentées (par Lapse) à la fraction communiste du comité central du Syndicat des métallos. Sur les 16 membres présents, 8 avaient auparavant soutenu l'Opposition ouvrière. Néanmoins, 11 membres sur les 16 ont voté en faveur des propositions de Lapse, ce qui indiquait que plusieurs partisans de Chliapnikov avaient modifié leur allégeance³⁷⁰. Lorsque la fraction communiste du Congrès s'est réunie, le conflit portant sur les personnes qui dirigeraient le Congrès s'est immédiatement manifestée. L'Orgburo avait approuvé une liste de candidats au présidium du Congrès, tandis qu'une autre liste provenait des partisans de Chliapnikov. Bien que les noms de quelques candidats aient figuré sur les deux listes, ils ont demandé rapidement à être retirés de la liste rivale, ce qui attestait de la nature insoluble du différend au sein du Syndicat à propos de sa direction. Chliapnikov a exhorté les délégués à ne pas se laisser influencer par les accusations tournoyant autour de la « Lettre des 22 ». Cependant, reconnaissant peut-être qu'il n'avait pas le soutien de la majorité, il a même retiré son nom de la liste présentée par ses partisans. Ceci signifiait sa démission de la lutte pour reprendre le contrôle du Syndicat. Quand des voix en provenance de l'auditoire ont retenti pour le soutenir, Nikolaï Yanson, un membre loyal de la "nouvelle" direction du Syndicat, a éconduit leurs appels et dénigré Chliapnikov. Il a raillé : « Il est possible de clamer le nom de quelqu'un, de faire du chahut, mais de faire peu dans le travail de tous les jours ». Yanson a présenté le nom de Vladimirov comme l'exemple d'un travailleur diligent et acharné³⁷¹.

Refusant sa nomination au présidium, Vladimirov s'est exprimé aussi passionnément qu'il l'avait fait lors du congrès précédent. Il a déclaré qu'il n'avait jamais aspiré à obtenir des postes de haut rang, mais qu'il avait travaillé durement « parce que j'ai ressenti le dynamisme de ce travail ». Néanmoins, a-t-il dit, pendant les six mois précédents, il avait souffert davantage dans son travail qu'il ne l'avait fait dans les prisons tsaristes. En outre, il a maintenu qu'il refuserait d'occuper un poste dans le comité central du Syndicat, même s'il devait de ce fait être accusé d'enfreindre la discipline du Parti. Vladimirov a conclu : « Je vous suis reconnaissant de la confiance dont vous m'avez témoigné pendant quatre ans, mais cette fois je vous demande de me laisser en paix ». Lapse a mis en doute la loyauté de Vladimirov envers le Parti, mais la fraction l'a autorisé à démissionner. C'est par une petite majorité (85 voix contre 76) que la fraction a donné son aval à la liste approuvée par le Politburo. Ces débats ont montré qu'il y avait de la confusion parmi les partisans de Chliapnikov. Certains (Sliznev et Kiselev) ont continué de combattre, mais d'autres (Chliapnikov, Vladimirov, Tachkine et G.F. Tarasov) ont refusé de participer à une telle mascarade³⁷².

Le débat portant sur le rôle du Syndicat des métallos dans la NEP a révélé de subtiles différences entre Chliapnikov et son camarade Medvedev. Abordant le rôle des syndicats dans la défense des ouvriers dans la NEP,

³⁷⁰ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 271, I. 4; f. 99, op. 1, d. 8, I. 33. La commission de l'Orgburo comprenait Tomski, Andreïev et S. Syrtsov, lequel menait le travail d'agitation et de propagande pour le CC.

³⁷¹ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, II. 1-6. Le Congrès et sa fraction communiste se sont réunis du 2 au 8 mars 1922, avec 161 délégués faisant partie de la fraction.

³⁷² RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, I. 5; d. 7, I. 24. Schapiro 1956 a affirmé que "Kiselev avait rompu avec l'opposition" (Schapiro 1956, p. 332-3), puisqu'il n'avait pas signé la Lettre des 22, mais il a continué activement à essayer de reconquérir le contrôle du Syndicat des métallos.

Medvedev réclamait le droit des ouvriers de faire grève dans les entreprises capitalistes et, pour les syndicats, de créer des fonds de grève et de chômage, étant donné que sans ces droits-là les capitalistes ne respecteraient pas les accords collectifs. De manière significative, il voulait étendre cette discussion relative à la prise en compte de la défense des ouvriers non seulement aux entreprises capitalistes, mais aussi aux entreprises d'État, faisant ainsi allusion à ses doutes quant au fait que « l'État prolétarien » gouvernait réellement dans l'intérêt du « prolétariat ». Bien qu'il ait clarifié le fait qu'il ne réclamait pas l'indépendance des syndicats par rapport au pouvoir d'État, ainsi que le faisaient les mencheviks et les SR, l'un des nouveaux dirigeants agréés par le Politburo a étiqueté ses propositions d'« antimarxistes » et a déclaré qu'il n'était plus nécessaire d'employer les « méthodes archaïques » du travail syndical. Chliapnikov a rétorqué que les méthodes prérévolutionnaires n'auraient pas été nécessaires seulement si « tout avait changé dans notre gouvernement ». Malheureusement, continuait-il, la politique actuelle n'était pas nouvelle par rapport au capitalisme. Néanmoins, il était en désaccord avec Medvedev sur les grèves, préconisant plutôt que « les lois et les tribunaux de l'État » soient utilisés pour faire respecter les conventions collectives entre les concessionnaires et les syndicats³⁷³. Conscient qu'aucun fonds n'était disponible pour les grèves, Chliapnikov plaçait ses espoirs sur la loi et les juges soviétiques.

Essayant d'influencer le vote des délégués pour le nouveau comité central du Syndicat, les deux camps mettaient l'accent sur les questions controversées. Tomski (réintégré dans la direction du VTsSPS) les a informés du point de vue extrêmement critique qu'avait le Politburo sur la « Lettre des 22 », ce qui préparait la voie à la proposition de Yanson d'une liste pour le nouveau comité central qui excluait ceux qui avaient pris l'initiative de l'appel au Komintern. Chliapnikov a accusé alors Tomski de provoquer une scission. Contrairement à la proposition de Yanson, Medvedev a exhorté les délégués à élire un « comité central fort et autoritaire » qui exercerait une influence sur des questions vitales telles que « la nécessité d'arrêter les commandes à l'étranger d'équipements qui pourraient être fabriqués chez nous »³⁷⁴. Les commandes à l'étranger ont suscité les émotions des délégués parce que c'était l'exemple concret de la méfiance de la direction économique soviétique à l'égard des capacités des ouvriers russes.

Durant le débat sur les élections du nouveau comité central, l'histoire des relations entre le Parti et les syndicats est entrée en jeu. Les sympathisants de Chliapnikov critiquaient le comité central qui avait existé entre le IV^e et le V^e Congrès de n'avoir rien accompli parce que, en tant que personnes nommées, ses membres n'avaient pas de crédibilité. Affirmant que le « nominationisme » était une tradition légitime dans l'histoire des relations communistes (ou bolcheviques) avec les syndicats, Lapse s'est trompé en faisant allusion à Chliapnikov comme personne nommée en 1917. Chliapnikov a rejeté cette tentative de réviser l'histoire du Parti, rappelant que, quand le CC lui a assigné la tâche de gagner à lui le Syndicat des métallos en 1917, il était le seul bolchevik dans le bureau qui dirigeait le Syndicat. Lorsque

³⁷³ GARF, f. 5469, op. 17, d. 3, II. 1–11; RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, II. 23–5, 76; d. 7, i. 42. Medvedev n'a été autorisé à s'adresser au Congrès qu'après que 42 délégués ont signé un appel. .

³⁷⁴ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, II. 26, 35–7.

lui et ses camarades ont conquis le Syndicat, il a insisté sur le fait suivant : « Nous l'avons toujours fait au moyen d'élections ». Sa réponse a suscité les applaudissements des délégués³⁷⁵.

Comme l'on pouvait s'y attendre, malgré ces applaudissements de soutien à Chliapnikov, la liste approuvée par le Politburo pour le nouveau comité central du Syndicat l'a emporté par 99 voix contre 84 sur celle proposée par ses partisans³⁷⁶. Étant donné la faible marge de victoire, le Politburo s'est préparé à consolider sa victoire en manigancant un vote dans la fraction sur la "Lettre des 22". De façon quelque peu surprenante, la fraction a voté à l'unanimité (avec cinq abstentions) pour « mettre en garde » ceux qui avaient signé l'appel « contre de nouveaux actes de ce genre ». Par conséquent, presque tous ceux qui soutenaient Chliapnikov ont voté pour, trouvant peut-être nécessaire de reconnaître le Komintern comme la cour suprême du Parti. Refusant de capituler, les alliés de Chliapnikov ont proposé la représentation proportionnelle dans le comité central du Syndicat. Incapable de décider, la fraction a demandé au CC de statuer. Le Politburo, au nom du CC, a rejeté la proportionnelle car caractérisant la liste de la majorité comme suffisamment représentative. En outre, il a dénigré la liste rivale parce qu'elle était composée de personnes qui avaient été blâmées par le Komintern³⁷⁷. Le Ve Congrès du Syndicat des métallos s'est donc terminé sans une seule victoire de Chliapnikov et de ceux qui partageaient ses points de vue. La nouvelle direction du Syndicat était parvenue à s'assurer une majorité parmi les délégués. Néanmoins, la grande minorité des votes obtenus par Chliapnikov et ses camarades à cette date tardive témoigne de la profondeur de leur soutien parmi les syndicalistes métallos de base et de la difficulté qu'ont eu le Parti et les nouveaux dirigeants du Syndicat à y mettre fin.

Beaucoup de questions soulevées lors du Congrès du Syndicat des métallos ont été tranchées par le Politburo et le Narkomtrud au printemps 1922, et cela annonçait la politique qui serait suivie lors du Ve Congrès panrusse des syndicats en septembre 1922. Les syndicats ne devaient pas faire grève pour défendre les ouvriers, parce qu'ils devaient soutenir le but du Parti et de l'État qui était de reconstruire l'économie, ce qui exigeait une productivité accrue de la part des ouvriers. Le Code du travail de 1922 avait été préparé par le Narkomtrud sans avoir consulté le large mouvement syndical, mais seulement le VTsSPS, lequel avait été contourné lorsque les révisions finales avaient été faites. Des syndicalistes, tels que Riazanov, ont critiqué le code parce qu'il affaiblissait l'exécution des accords collectifs passés entre direction et ouvriers, qu'il permettait aux employeurs de refuser arbitrairement un emploi aux travailleurs embauchés par le biais des Bourses du travail, qu'il ne protégeait pas les travailleurs qui n'étaient pas payés à temps ou pas du tout, et qu'il ne faisait pas respecter le nombre maximal de jours ouvrables ou de jours fériés. Avec le soutien de Tomski, le code a pris cependant effet à la fin de 1922. Entre-temps, le XIe Congrès du Parti avait déjà approuvé la résolution de Lénine qui clarifiait le fait que les syndicats ne

³⁷⁵ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, II. 49–52, 148. Le nominationisme [*naznachestvo*] serait un sujet important dans les débats du Parti à la fin de l'année 1923.

³⁷⁶ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 2, II. 104–7. Ce total excède le nombre de 161 délégués assistant au congrès; je suis incapable d'expliquer cette incohérence.

³⁷⁷ RGASPI, f. 99, op. 1, d. 7, II. 28–31; f. 17, op. 3, d. 277. Ces événements ont eu lieu les 6 et 7 mars 1922.

pouvaient pas aspirer à un rôle de gestion, mais qu'ils devraient servir de médiateurs entre les ouvriers et les managers de l'industrie d'État³⁷⁸.

La campagne des dirigeants du Parti contre les 22

Certains dirigeants du Parti voulaient aller plus loin que la décision du Komintern et poursuivre les 22 pour factionnalisme. Il existait une inquiétude réelle que la pression de la part de l'ancienne Opposition ouvrière, en même temps que des doléances économiques étendues, conduirait à une scission dans les rangs du Parti³⁷⁹. La presse soviétique a par conséquent utilisé la décision du Komintern comme matière pour s'en prendre aux signataires et aux autres partisans de l'Opposition ouvrière pour factionnalisme et violation de la discipline du Parti. La presse du Parti a attaqué les signataires comme étant souillés idéologiquement par le menchevisme, l'anarchisme et d'autres associations politiques que les communistes russes trouvaient particulièrement répugnantes à cette époque. Contraints à la défensive, les 22 ont dû expliquer à maintes reprises par écrit ou de vive voix ce qui les a poussés à faire appel au Komintern. Comme le XI^e Congrès du Parti se rapprochait, Chliapnikov et d'autres figures importantes parmi les 22 se retrouvaient face à la perspective d'être exclus du Parti communiste.

Boukharine, qui avait été le rédacteur en chef de la "Pravda" de 1917 à 1929, a dû aider à mener la campagne de presse contre les 22. Lénine n'a pas pu être activement engagé en elle étant donné que pendant une grande partie du mois de mars 1922 il se trouvait hors de Moscou, récupérant d'une maladie. Bien que Boukharine n'ait pas entrepris cette campagne sans l'approbation du Politburo, il avait ses propres raisons pour la mettre en avant. Il était fortement opposé au factionnalisme au sein du Parti, il était de plus en plus identifié comme étant le défenseur principal de la NEP et il avait au bout du compte développé un argument destiné à justifier la dictature du Parti, à savoir qu'il affirmait que le prolétariat était incapable d'engendrer une « élite intellectuelle » issue de ses propres rangs ayant la capacité d'organiser « toute la société ». À son avis, le prolétariat avait été incapable de le faire à cause du contrôle "bourgeois" sur l'éducation dans la société capitaliste³⁸⁰. Chliapnikov et ses camarades ont ébranlé l'interprétation de Boukharine à la fois à cause de ce qu'ils défendaient et de ce qui ils étaient : des prolétaires autodidactes qui avaient prouvé qu'ils étaient des organisateurs et des administrateurs capables durant la Guerre civile et au début de la NEP.

Malgré les accusations furieuses qui paraissaient contre lui dans la presse, Chliapnikov recevait des lettres d'encouragement de communistes ouvriers individuels et de cellules du Parti dispersés à travers la Russie. Il ne fait pas de doute que ces lettres lui ont remonté le moral au cours du mois éprouvant de mars 1922. Le soutien provenait principalement de membres qui le connaissaient bien. En exprimant leur solidarité avec les 22, ces défenseurs

³⁷⁸ Sorenson 1969, p. 174-6; Pirani 2008, p. 156.

³⁷⁹ Kvashonkin et autres (éd.) 1996, p. 243, mars 1922 lettre de I.N. Smirnov à Lénine.

³⁸⁰ Pipes 1994, p. 457; Cohen 1980, p. 142, 156. Kollontai a désigné Radek comme étant un autre auteur principal de la campagne de presse destinée à "salir" les 22 (RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, I. 36).

surmontaient l'énorme pression exercée par les dirigeants du Parti pour condamner l'appel au Komintern ; mais comme quelqu'un l'a dit à Chliapnikov, il en restait peu comme eux. De nombreux ouvriers oppositionnels avaient quitté le Parti ou en avaient été chassés ; la plupart de ceux qui y étaient encore participaient sans hésiter aux condamnations rituelles de l'appel des 22. Dans son journal intime, un observateur indépendant décrivait l'indifférence qui régnait parmi les ouvriers de Moscou en ce qui concerne l'appel, mais il reconnaissait que, aux niveaux supérieurs dans le Parti, il y avait une bonne dose de sympathie à l'égard des 22, même parmi leurs opposants³⁸¹.

Les opposants de Chliapnikov non seulement utilisaient la Lettre pour le condamner, lui et ses associés, mais ils faisaient également des allégations relatives à ce que Chliapnikov et Kollontaï avaient dit à la commission du Komintern. Dans une lettre adressée au CC, Chliapnikov dénonçait les déformations commises dans la presse en ce qui concerne ses déclarations à cette commission, en démentant qu'il avait menacé « d'insurrections ouvrières », et en insistant sur le fait qu'il avait seulement indiqué que le mécontentement ouvrier était si profond que parfois « il éclatait sous la forme de grèves ». La presse du Parti s'était moqué de lui parce qu'il prétendait que la Tchéka l'avait soumis à une perquisition. Il a expliqué qu'une personne qui lui apportait une lettre avait été fouillée et soulagée de cette lettre, ce dont il s'était plaint à la commission du Komintern. Il a expliqué que beaucoup d'autres lettres qui lui étaient adressées avaient été « perdues » par la poste, ce qui démontrait pour lui « l'absence de confiance mutuelle » entre lui (un communiste ouvrier important) et les institutions directrices du Parti³⁸².

La campagne de presse du Parti exploitait aussi tous les défauts, réels ou apparents, dans les antécédents politiques des partisans de Chliapnikov. Par exemple, la signature de Chadourskaïa figurant sur la "Lettre des 22" ne mentionnait pas la date à laquelle elle avait adhéré au Parti communiste. Ceci a servi de prétexte aux dirigeants du Parti pour la présenter comme étant suspecte, ce qui souillait le reste des 22 et leur appel. En réalité, comme Chadourskaïa l'a écrit au Politburo, elle était membre du Parti depuis longtemps, et elle était sûre que les dirigeants du Parti étaient parfaitement au courant de cela³⁸³. Miasnikov, qui avait lui aussi signé la "Lettre des 22", a été exclu du Parti communiste par le Politburo le 20 février pour cause « de violations répétées de la discipline » et de la tentative de créer une faction au sein du Parti. Les opposants de Chliapnikov ont utilisé l'exclusion de Miasnikov et sa signature sur la "Lettre des 22" pour discréditer la Lettre et ceux qui l'avaient signée.

Chliapnikov a affirmé qu'il avait appris l'exclusion de Miasnikov seulement après que Miasnikov avait signé l'appel au Komintern ; sur ce, Chliapnikov a immédiatement fait appel au Politburo pour qu'il reconsidère sa décision. Le Politburo a refusé. Mais Chliapnikov n'en a pas moins continué à défendre Miasnikov. Il a demandé à nouveau au Politburo de revoir son cas, mais le Politburo a refusé. Insistant sur le fait que Miasnikov n'aurait pas

³⁸¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 41, II. 22-4, 84-5; Pirani 2008, p. 120-4; Kovalchenko (éd.) 1993, vol. 4, p. 108-9.

³⁸² RGASPI, f. 17, op. 71, d. 1, II. 5-8, mars 1922.

³⁸³ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 280, I. 15, 8 mars 1922.

figuré parmi les 22 si son exclusion avait été connue, il a néanmoins exprimé ouvertement son désaccord avec la décision du Politburo. Désignant Miasnikov comme « un prolétaire qui a donné toute sa vie au Parti », Chliapnikov soutenait que le Parti ne devrait pas « le jeter par-dessus bord »³⁸⁴.

Étant donné l'efficacité limitée de la campagne de presse, les dirigeants du Parti ont mis en œuvre d'autres mesures qui étaient à leur disposition. Staline a utilisé ses nouveaux pouvoirs de secrétaire du CC contre les partisans de Chliapnikov dans les provinces. Par exemple, à Omsk, les communistes qui soutenaient les 22 avaient pris le contrôle du comité du Parti du gubernia. Le Bureau sibérien du Parti [*Sibbiuro*], la Tchéka du gubernia d'Omsk et l'Orgburo, ont coopéré pour démettre les oppositionnels du pouvoir. En tant que secrétaire du CC, Staline a envoyé « un télégramme menaçant » dans lequel il les accusait de factionnalisme. Il autorisait le Sibbiuro à procéder à un réenregistrement de toute l'organisation du gubernia d'Omsk et à exclure du Parti ceux qui avaient « mener l'agitation en vue de quitter le Parti ». En mai et en juin, les membres du Parti, les soviets et les syndicats, ont été contrôlés à Omsk, et il en est résulté quelques exclusions, des réprimandes et environ vingt transferts. À la fin de l'année 1922, le Sibbiuro a transféré plus de cent fonctionnaires du Parti afin d'établir un contrôle ferme sur l'organisation sibérienne³⁸⁵. Néanmoins, de telles méthodes étaient tout autre chose que les poursuites criminelles qui seraient exercées contre les dissidents communistes en 1923.

La pression politique devenait si forte que certains camarades de Chliapnikov ont songé à renoncer aux positions dans lesquelles ils avaient été nommés par le Parti et à retourner au travail manuel. Medvedev par exemple a fait le brouillon d'une lettre adressée à l'Orgburo (qui n'a peut-être pas été envoyée) dans laquelle il déclarait que, étant donné le manque de confiance en lui dont les dirigeants du Parti faisaient preuve, il n'accepterait pas de futures affectations de travail par le CC, mais qu'il travaillerait à la place dans une usine métallurgique³⁸⁶. Une partie de leur tension nerveuse prenait son origine dans la conviction que les dirigeants du Parti avaient recours à la provocation. Par exemple, Chliapnikov a signalé au Politburo qu'une femme qui prétendait représenter le KAPD l'avait invité personnellement, lui ainsi que l'«*Opposition ouvrière*», à participer à une conférence de la IV^e Internationale. Lorsqu'il a nié l'existence de l'«*Opposition ouvrière*» et qu'il s'est montré en désaccord avec les tentatives de scission dans la III^e Internationale, elle a admis qu'une faction au sein du KAPD désapprouvait elle aussi la création d'une nouvelle Internationale. Renforçant ses soupçons, elle lui a ensuite demandé d'écrire une réponse à son invitation et de traiter de la position de

³⁸⁴ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 270, 22 février 1922, d. 278, 8 mars 1922 et f. 48, op. 1, d. 14, li. 61. Discours de Chliapnikov à la séance à huis clos du XI^e Congrès du Parti, le 2 avril 1922.

³⁸⁵ Olekh 1994, p. 107, 115–18; Demidov 1994, p. 8–9. S.V. Kossior a fait fonction de secrétaire du Sibbiuro à partir de novembre 1922.

³⁸⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, lettre (copie) du 9 mars 1922. Cette copie s'est retrouvée dans le fichier du CCC relatif à Medvedev après qu'un membre du Parti l'a découverte accidentellement dans un livre de bibliothèque emprunté en décembre 1922.

l'Opposition ouvrière dans la presse allemande. Chliapnikov a refusé³⁸⁷. Ses méthodes reflétaient celles des agents provocateurs de la police secrète.

Les dirigeants du Parti employaient non seulement la presse (et éventuellement la Tchéka), mais aussi la CCC contre les oppositionnels. La première étape dans l'enquête de la CCC a été une lettre formelle de Timofeï Krivov, le secrétaire de la CCC, à Chliapnikov, en tant que leader présumé des 22, lui demandant de présenter par écrit sa preuve accusant les centres du Parti « d'une lutte contre les prolétaires qui avaient leurs propres opinions ». Krivov demandait également à Chliapnikov d'expliquer pourquoi il n'a pas présenté sa preuve au Parti avant de la soumettre au Komintern et, de manière plus provocatrice, s'il pensait que ses accusations pouvaient « conduire le Parti à la scission ». Suggérant de manière menaçante que la "Lettre des 22" violait la résolution du X^e Congrès du Parti sur l'unité du Parti, Krivov demandait si Chliapnikov se conformerait à l'interdiction par la commission du Komintern de futurs appels³⁸⁸.

Chliapnikov a fait précéder sa réponse à Krivov de la remarque selon laquelle il considérait comme « inhabituel » pour la CCC d'être impliquée dans une question exclusivement politique. En outre, étant donné que le Komintern, en tant que cour suprême du mouvement communiste, avait déjà rendu sa décision dans cette affaire, il considérait qu'il était inapproprié que la CCC, en tant que cour inférieure, la réexamine. Néanmoins, il citait de nombreux exemples de persécution et il ajoutait ensuite de manière narquoise : « Je n'ai aucun doute sur le fait qu'il y ait dans vos dossiers bien plus de documentation que dans ma mémoire ». En réponse à la seconde question de Krivov, Chliapnikov écrivait qu'il avait essayé sans succès de convaincre le CC d'examiner ses doléances. Quant à savoir si ses accusations pouvaient affaiblir le Parti, il déclarait avec force que, dans le passé, les bolcheviks n'avaient jamais craint de discuter de leurs fautes. C'est plutôt l'élimination des causes de ces fautes qui renforcerait le Parti. Il a déclaré énergiquement que l'appel n'avait pas enfreint l'interdiction du factionnalisme par le X^e Congrès de Parti, mais qu'il n'avait pas l'intention de violer l'interdiction par le Komintern de futurs appels³⁸⁹. De plus, il rejetait la qualification que la CCC faisait de lui comme étant le « leader » des 22, et il insistait sur le fait qu'il ne parlait pas pour les autres signataires. Il évitait ainsi d'avouer le factionnalisme, mais il accroissait la probabilité que les autres signataires seraient interrogés.

Lorsque la CCC s'est réunie avec les 22, ses enquêteurs ont assuré aux signataires que leur seul objectif était de garantir une saine « vie du Parti ». Néanmoins, ils ne pouvaient pas certifier que des poursuites criminelles seraient évitées. Après tout, la "lettre des 22" était tombée entre les mains des ennemis de la révolution. Medvedev a répondu que la faute en était aux dirigeants du Parti qui l'avaient publiée dans la "Pravda". Ignorant pour le moment sa raillerie ironique, la CCC a entrepris d'interroger chaque signataire

³⁸⁷ RGASPI, f. 17, op. 3, d. 280, I. 15. La femme, qui a donné Goldstein comme nom, a rendu visite à Chliapnikov le 10 mars 1922. Ensemble avec les oppositionnels hollandais et bulgares, le KAPD a formé l'Internationale Ouvrière Communiste en avril 1922 (Schapiro 1956, p. 330–1).

³⁸⁸ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 1, I. 9. Krivov (1886–1966) a adhéré au Parti en 1905 et il a fait fonction de secrétaire du bureau du CC de l'Oural après la Révolution (RKP(b) 1961, p. 828). En 1922, il était instructeur au CC et membre de la CCC.

³⁸⁹ RGASPI, f. 17, op. 71, d. 1, I. 10.

individuellement, mais en présence de tous. Cela faisait gagner du temps et était moins formel que des interrogatoires individuels. Cependant, la présence d'un sténographe a mis certains mal à l'aise. Chacun a mis l'accent sur ses propres raisons particulières de signer. Genrikh Bruno avait été déçu lorsqu'il a été témoin du fait que des organes centraux avaient réintégré des « éléments étrangers » au Parti qui avaient été exclus par la commission de purge du gubernia dans laquelle il travaillait³⁹⁰. Tolokontsev a affirmé que ce sont les accords passés pour acheter des locomotives à l'étranger, au lieu de les produire en Russie, qui l'ont amené à signer la "Lettre des 22". Malgré ses hautes positions d'autorité, a-t-il dit, il ne pouvait rester silencieux devant « des actions qui tuent le prolétariat »³⁹¹. Ce qui inquiétait le plus Kollontaï, a-t-elle dit, c'est « le départ de masse des ouvriers du Parti ». Reconnaissant qu'elle devait obéir aux directives du Komintern, elle a ajouté qu'elle ne resterait pas silencieuse si rien ne changeait. Mitine a affirmé qu'il continuerait lui aussi à exprimer des griefs en tant qu'individu, bien que peut-être pas de nouveau au moyen d'un appel collectif³⁹².

Les membres de la CCC ont répondu par la condamnation plutôt que par la discussion entre camarades. L'un a exhorté les signataires à se rétracter ; un autre les a avertis qu'ils étaient sur la voie du factionnalisme. Le niveau de tension était élevé. Quand il a été demandé franchement à Medvedev s'il pensait que les membres actuels du CC et de la CCC n'avaient pas le droit de siéger dans ces instances, il a répondu laconiquement : « Le [X^e] Congrès [du Parti] vous a élus ; je n'ai pas voté ». Sa réponse a seulement agacé l'interrogateur. À ce point, le sténographe a été congédié et le reste de la réunion n'a pas été enregistrée. Ou bien la CCC désirait moins de solennité, ou bien elle ne voulait pas d'enregistrement de remarques provocantes. Comme résultat de ses investigations, la CCC a recommandé que les membres des 22 qui avaient été « coupables de violation fréquente et systématique du décret du X^e Congrès du Parti sur l'unité du Parti » soient exclus, mais elle n'a pas spécifié lesquels, ce qui indiquait peut-être des désaccords en son sein³⁹³. Cette enquête préparait la voie à une commission du XI^e Congrès du Parti pour qu'elle fasse des recommandations spécifiques au Congrès sur qui il devait exclure.

La recommandation de la CCC remettait en question la désignation récente de Chliapnikov comme membre de la délégation russe à la conférence économique de Gênes. Se tenant du 10 avril au 19 mai 1922, cette conférence réunissait pour la première fois des représentants de l'Allemagne et de l'URSS avec des représentants de 32 autres nations européennes pour discuter de

³⁹⁰ Genrikh Bruno (1889–1945) a adhéré au Parti en 1906. Durant la Guerre civile, il a occupé d'importants postes sur le front et dans la Tchèque; il a présidé le comité de l'industrie d'artillerie (RKP(b) 1961, p. 812 et RGASPI, f. 5, op. 1, d. 910, I. 3). Il avait la réputation d'être un administrateur « énergique », « efficace » et « polyvalent », bien qu'il ait « quelques approches tchékistes » qui étaient « en train de diminuer petit à petit » (RGASPI, f. 5, op. I, d. 910, I. 3, 10 août 1921, note de P.A. Bogdanov à Lénine).

³⁹¹ Plusieurs années plus tard, Tolokontsev se plaignait encore du fait que la décision d'acheter des locomotives à l'étranger plutôt que de les construire dans la RSFSR avait retardé le rétablissement de l'industrie des métaux (Anderson et autres (éd.) 2007, vol. 2, p. 45, séance du Politburo, 14 juin 1926).

³⁹² RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 97–106, 17 mars 1922. Les membres présents de la CCC étaient Krivov, A.A. Solts, Z.Ia. Litvine-Sedoï, K.A. Ozol et S.N. Smidovitch (un dirigeant du Genotdel). Solts, Sedoï et Smidovitch, avaient été membres du Parti depuis 1897–8. La plupart des 22 étaient présents. Au moins un, Polosatov, avait été interrogé plus tôt et il n'était pas présent. Ce texte semble être incomplet.

³⁹³ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 97, 103; f. 48, op. 1, d. 14, I. 3.

questions commerciales et financières, y compris de la dette de la période tsariste. Fidèle à ses points de vue et à son caractère, Chliapnikov était en désaccord avec certaines décisions-clés prises par la commission du Parti à cette conférence. Il doutait de l'hypothèse de celle-ci selon laquelle des prêts généreux seraient mis à disposition par le capital européen ; au lieu d'être à leur recherche, il pensait qu'il serait plus réaliste de constituer des associations industrielles dans les mines et dans les opérations de fabrication avec seulement « une participation partielle du capital étranger ». Plutôt que de négocier avec des firmes capitalistes particulières au sujet de contrats prérévolutionnaires, il proposait l'organisation d'un trust géant³⁹⁴. Étant donné que sa qualité de membre du Parti était en péril à la suite de la recommandation de la CCC, le CC a suspendu officiellement son travail en tant que membre de la délégation à la conférence de Gênes³⁹⁵. Il n'a donc pas assisté à la conférence qui n'a eu dans tous les cas que peu de résultats pour la Russie soviétique. Néanmoins, ses idées résonneraient lorsque l'économie de la NEP a développé des trusts et des syndicats pour gérer l'industrie.

Le XI^e Congrès du Parti

Los du XI^e Congrès du Parti (27 mars – 2 avril 1922), Chliapnikov et ses partisans se sont défendus contre les accusations d'avoir enfreint la discipline du Parti avec leur appel au Komintern. Leurs opposants les accusaient d'avoir continué à s'organiser comme "Opposition ouvrière" et d'avoir poursuivi une ligne contraire à la politique du Parti. À cause de la campagne de la direction du Parti au cours de l'hiver 1921-22 destinée à retirer aux partisans de l'ancienne Opposition ouvrière leur bases organisationnelles, seule une poignée de ceux qui avaient signé le programme de l'Opposition ouvrière étaient revenus en tant que délégués avec le droit de vote lors du XI^e Congrès du Parti. Néanmoins, de nombreux délégués étaient mécontents de certains aspects de la NEP et des pouvoirs croissants des commissions de contrôle du Parti. Par conséquent, les 22 avaient de bonnes chances de bénéficier de l'humeur des délégués, en particulier étant donné que deux dirigeants de haut niveau étaient absents ou avaient réduit leur présence au Congrès. Lénine, dont le charisme et les pouvoirs de persuasion pouvaient influencer les délégués, a manqué un certain nombre de séances à cause de sa santé défaillante, et Boukharine, un orateur extrêmement efficace et un critique des 22, se trouvait à Berlin pour des discussions sur le front uni³⁹⁶. Puisque les débats publics du Congrès ont été publiés et qu'ils ont été étudiés dans une littérature secondaire, mon analyse de ce Congrès mettra l'accent sur ce qui peut être appris des comptes rendus non publiés, y compris du compte rendu de la séance à huis clos dans laquelle les délégués ont discuté et voté à propos de l'exclusion de Chliapnikov et des autres.

³⁹⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 154–7, un exposé de Chliapnikov présenté au Politburo en février 1922.

³⁹⁵ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 77, I. 2, 25 mars 1922.

³⁹⁶ Schapiro 1956, p. 334–8; Sorenson 1969, p. 171–2; Daniels 1988, p. 163–5. Boukharine et Radek s'étaient rendus à Berlin à la tête d'une délégation du Komintern (Cohen 1980, p. 151).

Conscient de l'infériorité numérique de ses partisans au Congrès, Chliapnikov a tenté de faire appel à un large éventail de délégués. Il visait à tout le moins à les convaincre que la relation du Parti avec les ouvriers était vraiment dégradée et qu'elle avait besoin d'être réparée. En séance publique, il a nié que l'Opposition ouvrière ait continué à fonctionner comme un groupe. Il a soutenu que les dirigeants du Parti reprocheraient les difficultés du Parti à un bouc émissaire, à une conspiration des mécontents, plutôt que de s'occuper des véritables problèmes. Il avertissait que le mécontentement ouvrier soulevait une crainte réelle parce que les ouvriers disaient qu'il « valait mieux perdre le pouvoir maintenant, quitte à le reprendre dans 10 ans ». Contestant l'affirmation de Lénine selon laquelle le prolétariat russe avait cessé d'exister en tant que classe au sens marxiste du terme, Chliapnikov, avec son ironie coutumière, félicitait les délégués du Congrès « d'être l'avant-garde d'une classe qui n'existait plus » (le prolétariat). Dans une veine plus sérieuse, il insistait sur le fait que les communistes avaient besoin de travailler avec le prolétariat industriel qui existait. Il ne partageait pas le point de vue selon lequel le prolétariat russe avait dégénéré ; il pensait plutôt que cette perspective était « une justification pour des manœuvres politiques, pour des recherches de soutien dans d'autres strates sociales » (telles que les soldats qui étaient issus de la paysannerie). Il insistait : « Nous n'aurons pas une autre et "meilleure" classe ouvrière, aussi devrions-nous accepter celle que nous avons »³⁹⁷.

Affectionnant toujours les métaphores militaristes, Lénine a accusé les 22 d'avoir créé la panique dans les rangs du Parti avec leur appel. Développant la métaphore, il a rappelé aux délégués que, dans une armée réelle, ceux qui créaient la panique au cours d'une retraite étaient fusillés, « et ce à juste titre ». Rétorquant courageusement que le Komintern n'était pas « une armée en manœuvres », Chliapnikov met en doute le fondement des poursuites puisque tous ceux qui ont signé avaient déjà accepté la décision du Komintern. Il a émis l'opinion que les relations de camaraderie parmi les membres du Parti s'amenuisaient et que c'était cela qui mettait en danger l'existence même du Parti. Si le Parti tournait le dos à sa composition fondamentale faite d'ouvriers, pensait-il, il perdrait son droit à diriger. Il avertissait que l'atmosphère qui sévissait dans le Parti lui rappelait celle qui régnait en 1907 lorsque l'*intelligentsia* a abandonné les ouvriers et qu'elle a fait preuve d'indifférence à l'égard de la cause de la révolution. Il a rappelé aux délégués que lui et ses partisans n'étaient pas des éléments politiques étrangers affaiblissant le Parti communiste, mais qu'ils appartenaient à la composition fondamentale du Parti. Lors du Congrès, Zinovi Litvine-Sedoï avait diffamé Medvedev en le traitant de menchevik. Défendant son camarade, Chliapnikov se souvenait qu'en 1914, quand Sedoï s'enrôlait dans l'armée française comme volontaire, Medvedev était en route pour son exil en Sibérie parce qu'il avait organisé une protestation contre l'arrestation et le procès des députés bolcheviks opposés à la guerre à la Douma. Et Chliapnikov d'ajouter d'un ton sec : « c'est l'ironie du sort ». Il concluait de manière dramatique :

³⁹⁷ RKP(b) 1961, p. 103-4.

« N'oubliez pas d'où nous venons [de la classe ouvrière] à cette tribune, et c'est là [à la classe ouvrière] que nous retournerons »³⁹⁸.

Il est certain que certains dirigeants du Parti désiraient exclure Kollontaï, Chliapnikov et Medvedev, du Parti et peut-être même les poursuivre pénalement. Mais d'autres dirigeants du Parti hésitaient à risquer une telle mesure par crainte d'irriter les délégués du Congrès qui, bien qu'ils n'aient pas approuvé l'appel au Komintern, témoignaient de la sympathie pour les doléances qui y étaient exprimées. Kollontaï devinait « l'indécision » et « l'attentisme » au sommet. Elle était consciente que la commission du Congrès désignée pour enquêter sur les 22 ne comprenait pas de membres éprouvant de la sympathie pour l'opposition, mais elle croyait que même eux hésitaient à voter en faveur de l'exclusion³⁹⁹. Lénine n'a pas pris une position ferme, ainsi que les enquêtes ultérieures du Parti sur Chliapnikov l'ont prouvé. Quand, en 1926, un membre de la CCC a affirmé qu'en 1922 Lénine s'était montré favorable à l'exclusion du Parti de Chliapnikov, un autre a admis seulement que Lénine ne s'était jamais exprimé contre elle. Chliapnikov a prétendu que non seulement Lénine s'était opposé à son exclusion, mais que, rétrospectivement, Staline avait reconnu que cette proposition avait été une erreur et qu'il avait confirmé que Lénine n'en avait pas eu l'initiative. Ultérieurement, Chliapnikov a soutenu que si Lénine s'était exprimé en faveur de son exclusion, alors elle aurait été adoptée. Au cours de la purge de 1933, il a affirmé que Kamenev avait présenté en 1922 une résolution destinée à le faire exclure, lui et les autres signataires de la "Lettre des 22"⁴⁰⁰. Cela soulève des questions étant donné que Kamenev n'était pas membre de la commission. En 1933, il était en disgrâce et donc un bouc émissaire commode. En général, Chliapnikov ne lançait pas des accusations qu'il croyait fausses, mais parfois il relayait des informations sans faire preuve d'esprit critique. Il est possible que Staline ait nommé Kamenev, ou bien que la mémoire de Chliapnikov ait confondu Kamenev avec Zinoviev, qui lui était bien membre de la commission.

Le XI^e Congrès du Parti s'est réuni en une séance à huis clos spéciale le 2 avril 1922 pour examiner les recommandations de la commission du Congrès qui avait été constituée afin qu'elle enquête pour savoir si les membres des 22 avaient enfreint l'interdiction de factionnalisme décrétée par le X^e Congrès. Le rapport de la commission déterminait qu'il y avait des liens idéologiques et organisationnels entre les membres de l'ancienne Opposition ouvrière et des réunions de ceux qui avaient signé la "Lettre des 22", mais que l'appel en lui-même ne constituait pas du factionnalisme. La commission a trouvé des preuves du « travail factionnel constant et à long terme » dans la lettre de Mitine de juillet 1921 dans laquelle celui-ci faisait référence à des réunions de l'ancienne Opposition ouvrière après le X^e Congrès du Parti et à

³⁹⁸ RKP(b) 1961, p. 24, 187–8. Litvine-Sedoï a contesté l'accusation de Chliapnikov (RKP(b) 1961, p. 190), mais son autobiographie ne définit pas clairement sa position vis-à-vis de la guerre (Gambarov et autres (éd.) 1989, chapitre 3, p. 30–1).

³⁹⁹ RGASPI, f. 134, op. 3, d. 37, I. 37. La commission comprenait 19 membres, parmi lesquels les plus importants étaient : D.Z. Lebed, G.I. Petrovski, E.M. Iaroslavski, S.M. Kirov, L.M. Kaganovitch, Z. Ia. Litvine-Sedoï, G.E. Zinoviev, I.V. Staline et F.E. Dzerjinski (RKP(b) 1961, p. 178). Pour son rapport, voir RKP(b) 1961, p. 702–10.

⁴⁰⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 149–68, session du présidium de la CCC, 23 octobre 1926; vol. 5, I. 358, 18 juin 1933, lettre de Chliapnikov à Ivanov, président de la commission de purge du Gosplan de la RSFSR.

sa propre tactique (discutée plus tôt) pour prendre le contrôle des organisations du Parti du Donbass⁴⁰¹.

Prenant pour cible Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï, comme étant les plus coupables d'avoir poursuivi un « travail factionnel », la commission recommandait leur exclusion pendant une période indéfinie pour avoir enfreint les directives du X^e Congrès du Parti sur l'unité et contre le factionnalisme. Concernant les autres signataires, la commission recommandait d'exclure Mitine, en raison des actions décrites dans sa lettre de juillet 1921 et pour avoir dissimulé son passé menchevik, ainsi que Nikolaï Kouznetsov pour avoir donné une image inexacte de ses origines sociales et de la durée de sa qualité de membre du Parti⁴⁰². Les signataires qui n'étaient pas visés par l'exclusion ont proclamé leur solidarité avec Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev (mais pas avec Mitine et Kouznetsov), annonçant leur intention de démissionner du Parti si ces trois-là en étaient exclus. La CCC les a prévenus qu'ils se retrouvaient ainsi en situation de violation possible de la discipline du Parti⁴⁰³.

Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev, ont eu l'autorisation de parler pour leur propre défense. Kollontaï, qui a été la première à parler, a nié fermement que les 22 aient formé une faction. Elle déplorait la tendance grandissante des dirigeants du Parti à transformer en « faction » tout groupe de communistes qui se réunissaient de manière informelle. Elle constatait d'un ton tranchant :

« Lorsque deux d'entre nous sont ensemble, nous pouvons parler, mais quand un troisième se présente (rires), nous devenons brusquement silencieux. Nous nous craignons les uns les autres. Nous pensons que ce troisième communiste peut supposer que nous sommes tous les deux de l'Opposition ouvrière. ».

Le Parti, insistait-elle, ne pouvait que profiter de réunions amicales de ses membres pour discuter de questions d'une importance vitale pour le Parti. Se moquant gentiment des accusations dont elle et Medvedev n'avaient en particulier aucun repentir, elle rappelait que le satiriste du XIX^e siècle, Mikhaïl Saltykov-Chtchedrine, avait écrit au sujet des paysans qui étaient interrogés sur la raison pour laquelle ils étaient exilés :

« Ils ont répondu parce que nous étions impénitents. Le propriétaire nous a appris ce qui était bon, intelligent et raisonnable. Il nous a même traînés par les cheveux. Nous étions quand même impénitents et nous avons été exilés. ».

⁴⁰¹ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 3–7. Le déroulement de cette séance n'a pas été publié dans le rapport sténographique du Congrès, mais il a été conservé dans les archives du Parti. La lettre de Mitine a été publiée dans Zorki 1926, p. 51–3.

⁴⁰² Une commission Vieux-bolchevik a établi que Kouznetsov était entré au Parti durant la Première Guerre mondiale (et non en 1904 ainsi qu'il le prétendait) et, avant la guerre, il avait travaillé comme épicier, et non comme ouvrier métallurgiste. Kouznetsov a rejoint le groupe de Miasnikov en 1923.

⁴⁰³ RKP(b) 1961, p. 710; RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 9–13. D.Z. Lebed (1893–1939) a rejoint les bolcheviks en venant des SRs en 1909; après la Révolution, il a été rédacteur en chef du journal «Vestnik Narkomvudel», et plus tard il est devenu secrétaire du CC et président de la commission de contrôle du Parti communiste d'Ukraine (RKP(b) 1961, p. 830).

Soulignant sa loyauté envers le Parti, son attachement au rôle dominant des ouvriers dans l'État soviétique et à l'application du décret du X^e Congrès du Parti sur la démocratie ouvrière, elle concluait de manière dramatique : « S'il n'y a pas de place pour cela dans notre Parti, alors excluez-moi Mais même en dehors des rangs de notre Parti, je vivrai, travaillerai et lutterai, pour le Parti communiste. »⁴⁰⁴.

Parlant près elle, Chliapnikov a rejeté l'accusation de factionnalisme et il s'est moqué de la présentation de l'unique lettre de Mitine comme preuve de « contacts systématiques » entre les dirigeants de l'ancienne Opposition ouvrière et ses partisans. Les réunions de ceux qui ont signé la « Lettre des 22 » n'étaient pas des réunions formelles d'un groupe, mais celles de « vieux amis ». Il affirmait : « Transformer cela en une faction est tout simplement aussi difficile que de le faire d'un thé ou d'un dîner aux crêpes qui se dérouleraient à Moscou, même au Kremlin ». Les dirigeants du Parti ne savaient donc peut-être pas, ou n'avaient pas de preuve, que les réunions étaient présidées, qu'il y avait un ordre du jour, et, à la fin, un vote ainsi qu'un compte rendu de la discussion. Néanmoins, la forme des réunions était cohérente avec une pratique de longue date dans le Parti et elle n'enfreignait pas la discipline du Parti telle qu'elle avait été comprise avant le X^e Congrès du Parti. Dans ce sens, Chliapnikov était dans le vrai quand il déclarait que les réunions n'étaient pas de nature factionnelle. Il soulignait : « L'unité du Parti est pour moi au-dessus de tout ». Lançant une contre-attaque, il accusait ses opposants de factionnalisme. Se plaignant que les cellules du Parti n'étaient pas autorisées à l'inviter à leur parler, il déclarait que son élection par quatre cellules d'usine du Parti comme délégué à leurs conférences de gubernia prouvait que les ouvriers communistes le soutenaient. Il concluait : « Si vous trouvez... que nos pensées et nos inquiétudes à propos de la classe ouvrière vous sont étrangères, d'accord, excluez-nous »⁴⁰⁵.

Le dernier des trois à parler, Medvedev n'a pas pu s'empêcher d'user de son ton sarcastique habituel quand il a souligné la contradiction qui existait entre les proclamations de Molotov dans les séances publiques du Congrès selon lesquelles l'unité du Parti avait été établie et les « groupes » dissous et l'affirmation dans les séances à huis clos selon laquelle l'Opposition ouvrière continuait à exister. Il a exprimé une surprise ironique devant le manque de diligence de Molotov, étant donné qu'il n'avait pas réussi à remarquer un groupe aussi important et actif que celui qu'il décrivait. Comme Chliapnikov, Medvedev a fait référence à son soutien parmi les ouvriers. Les ouvriers de l'usine Radio Morse l'avaient élu comme délégué au Congrès des métallos de Moscou, même après qu'ils ont appris qu'il pourrait être exclu du Parti. Medvedev a ainsi déclaré avoir survécu à un procès devant un « tribunal de la classe ouvrière ». Contrairement à Chliapnikov, il a parlé avec un air de défi, déclarant que même s'il était exclu : « Je ne pense pas que vous me blesserez mortellement ». Il ne craignait pas la décision des délégués, a-t-il dit⁴⁰⁶.

À la suite des discours des trois oppositionnels, ce sont quatre membres très respectés et de longue date du Parti qui ont débattu de la proposition de les exclure. Deux, Nikolaï Koubiak et Vladimir Antonov-Ovseenko, se sont

⁴⁰⁴ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 14–24.

⁴⁰⁵ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 50–64.

⁴⁰⁶ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 126–31.

opposés à l'exclusion et deux n'ont pas pris une position claire. Dimitri Manouïlski a parlé de « mesures fortes » contre les oppositionnels et Grigori Petrovski a critiqué les oppositionnels pour leur manque de jugement, mais aucun des deux ne s'est exprimé en faveur de l'exclusion. Un ancien partisan de l'Opposition ouvrière, Koubiak, a rappelé aux délégués la longue histoire de la "lutte" entre l'*intelligentsia* et les ouvriers dans le Parti. Il se souvenait de la manière dont les étudiants évinçaient les ouvriers des postes de direction du Parti parce que, disaient-ils, les ouvriers étaient illettrés et ne pouvaient pas faire des discours. Il y avait eu une « faction ouvrière », dont Koubiak avait été membre, lors du III^e Congrès du Parti à Londres en 1905, où la question de promouvoir le rôle des ouvriers dans le Parti a été discutée et où il y a eu le premier ouvrier à entrer au CC. Koubiak a fait également référence au IV^e Congrès du Parti en 1906 à Stockholm comme ayant été « convoqué par le parti des travailleurs ». Présentant l'histoire du Parti sous cet angle, il légitimait les efforts de Chliapnikov et des autres pour fournir une perspective "ouvrière" à la politique du Parti et pour accroître le rôle des ouvriers dans la direction du Parti. Il a soutenu que la reconnaissance par les dirigeants du Parti du fait que les 22 avaient le droit de faire appel au Komintern était en contradiction avec leur condamnation simultanée de son appel. Concernant la lettre de Mitine, Koubiak a maintenu que, si des lettres individuelles suffisaient à prouver l'existence d'une faction antiparti, alors l'on pouvait trouver également des lettres accablantes sur le bureau de Lénine et les auteurs de ces lettres siégeant parmi les délégués du Congrès. Il n'y avait pas de preuves que Chliapnikov et ses partisans « aient préparé une scission », insistait-il. Finalement, Koubiak a affirmé que, avec leur histoire dans le Parti, il était « complètement absurde » de soutenir que Chliapnikov et Medvedev aient à prouver leur « dévouement à la classe ouvrière ». Il n'a pas été aussi charitable envers Mitine et Kouznetsov. Koubiak était d'accord pour que Mitine et Kouznetsov soient exclus du Parti, mais il a proposé que les délégués confirment simplement la décision du Komintern en ce qui concerne Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï⁴⁰⁷.

Petrovski a rejeté l'argument de Koubiak selon lequel l'histoire du service de Chliapnikov, de Medvedev et de Kollontaï, pour le compte du Parti justifiait une punition plus légère pour eux. À son avis, les membres plus anciens du Parti devraient faire preuve de davantage de discipline que les membres plus récents. Il pensait que Chliapnikov et les autres avaient déraisonnablement cédé à l'atmosphère de panique créée parmi certains membres du Parti par « les rumeurs sur la "vente" imminente de la Russie à la conférence de Gênes ». Rappelant sa propre participation initiale à l'Opposition ouvrière, Petrovski a dit qu'il soutenait toujours l'objectif d'intégrer plus d'ouvriers au CC, mais il avait trouvé que ce seul objectif était une base inadéquate pour constituer une « opposition complète ». Il a quitté le groupe, a-t-il dit, quand Kollontaï a commencé à attirer « d'anciens mencheviks » dans l'opposition. Néanmoins, Petrovski ne pensait pas que les erreurs de Chliapnikov et de Kollontaï

⁴⁰⁷ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 65–7. Koubiak (1881-1937) était né dans une famille de la classe ouvrière dans le gubernia de Kaluzhskaia. Il a travaillé dans une usine de fabrication de machines à vapeur et il a adhéré au Parti en 1898. En 1920, il présidait le syndicat des ouvriers forestiers de l'oblast du Nord et, en 1921-22, il était instructeur au CC. En 1922, il était secrétaire du Dal'biuro du CC et ultérieurement secrétaire du CC (RKP(b) 1961, p. 829; Zenkovich 2002, p. 284–5).

justifiaient une punition sévère (de manière significative, il omettait de mentionner Medvedev). Concernant la preuve constituée par la lettre de Mitine, Petrovski concluait que l'on ne pouvait pas « étudier tous les documents du point de vue du gendarme ». Au lieu d'analyser « chaque lettre d'un mot », il fallait considérer si de véritables activités factionnelles avaient eu lieu⁴⁰⁸. Petrovski n'a demandé explicitement l'exclusion de personne ayant appartenu à l'ancienne opposition.

Antonov-Ovseenko a assuré aux délégués qu'il n'avait détecté aucune activité antiparti clandestine quand il avait travaillé avec des membres de l'ancienne Opposition ouvrière à Samara. Ayant noté que certaines déclarations de Chliapnikov, de Kollontaï et de Medvedev, avaient recueilli des applaudissements lors du Congrès, il a dit que l'on ne pouvait nier qu'il existait une « maladie cachée » dans le Parti. Rejetant le procès instruit par la commission comme « tiré par les cheveux » et « sans fondement », il a affirmé que le Congrès du Parti ne pouvait pas exiger une punition plus grave que celle du Komintern sans discréditer ce dernier en tant que tribunal suprême du mouvement communiste international. Il suggérait une condamnation rituelle de la « Lettre des 22 », en respectant la décision du Komintern sur la question. En outre, il présentait une résolution qui excluait du Parti Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï, au cas où ils enfreindraient la discipline du Parti à l'avenir⁴⁰⁹.

Parlant beaucoup plus sévèrement, Manouïlski a accusé les 22 d'avoir travaillé à la formation d'un parti ouvrier libéral et d'être responsables du fait que les mencheviks aient exploité leur appel afin de discréditer le Parti communiste. Par juxtaposition avec les affirmations de Chliapnikov et de Medvedev selon lesquelles ils bénéficiaient d'un soutien ouvrier, Manouïlski a cité des résultats de résolutions prises par les assemblées de Parti à travers l'Ukraine qui demandaient unanimement l'exclusion du Parti communiste des contrevenants. Il s'est néanmoins abstenu de recommander une telle exclusion, mais il a seulement insisté sur la nécessité « d'agir sévèrement à l'égard des récidivistes »⁴¹⁰. Cette phrase de Manouïlski laissait la porte ouverte pour laisser partir les oppositionnels avec un avertissement.

Il a résulté du débat toute une série compliquée de résolutions, d'amendements et de votes, qui reflétaient les opinions changeantes au sein du Parti sur la manière de traiter les dissensions. Deux résolutions portant sur l'exclusion de cinq membres des 22 ont été présentées lors de cette séance à huis clos aux délégués du XI^e Congrès du Parti : l'une, provenant de la commission, destinée à exclure Chliapnikov, Medvedev, Kollontaï, Kouznetsov et Mitine ; une seconde, proposée par Antonov-Ovseenko, soutenant la résolution du Komintern, mais n'allant pas plus loin. Un premier vote à main levée était trop serré pour être décisif, mais une majorité de délégués a rejeté

⁴⁰⁸ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 70–1. Petrovski (1878–1958) a adhéré au Parti en 1897 et il a été député bolchevik à la IV^e Douma (1912–14). En 1918–19, il a fait fonction de commissaire du peuple aux Affaires étrangères et, de 1919 à 1938, il a présidé le soviet ukrainien et ensuite le soviet panrusse. En 1922, il était membre du CC. Aucune autre source n'atteste sa qualité de membre de l'Opposition ouvrière en dehors de cette reconnaissance par lui lors du XI^e Congrès du Parti.

⁴⁰⁹ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 72–3. Antonov-Ovseenko (1884–1939), fils d'un officier tsariste, avait été révolutionnaire depuis 1901, menchevik dans l'émigration et bolchevik depuis 1917. Durant la Guerre civile, il a été commandant sur le front ukrainien et membre du collège du NKVD pour la RSFSR (RKP(b) 1961, p. 809).

⁴¹⁰ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 75–8.

de se prononcer publiquement au moyen d'un vote par appel nominal. Un autre vote à main levée a eu pour résultat 215 voix pour la résolution d'Antonov-Ovseenko et 227 à 245 voix pour la résolution de la commission. Après cela, la délégation de Petrograd (sous le contrôle de Zinoviev) a présenté un amendement à la résolution de la commission qui autoriserait les camarades exclus à réintégrer le Parti après une année, s'ils conservaient une bonne attitude et démontraient leur attachement au Parti. Une majorité des délégués a accepté l'amendement. Ensuite, P.A. Kine a proposé une correction à la résolution, laquelle réclamait l'exclusion de Kouznetsov et de Mitine et l'acceptation du décret du Komintern uniquement en ce qui concerne Kollontaï, Chliapnikov et Medvedev. Les délégués ont souscrit à la correction de Kine par 225 à 235 voix contre 215. Le président ayant objecté que la combinaison de la résolution originelle avec l'amendement et la correction sèmerait la confusion « chez les ouvriers russes et étrangers », Tomski a ajouté une autre correction qui autorisait le CC à exclure Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï, s'ils enfreignaient la discipline du Parti à l'avenir. Une majorité écrasante de délégués a adopté la résolution de la commission après qu'elle a été révisée pour prendre en compte les corrections de Tomski et de Kine⁴¹¹. Kouznetsov et Mitine ont donc été exclus du Parti, mais Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev, ont été autorisés à rester dans le Parti en attendant d'autres violations de l'unité du Parti.

Conclusion

Durant l'épisode des 22, les actions et les déclarations de Chliapnikov sont restées cohérentes avec sa conduite et ses opinions politiques passées. Il a pris soin d'éviter des actions qui sentaient le factionnalisme parce qu'il désirait sincèrement une unité de Parti fondée sur le dynamisme de l'initiative des ouvriers. À son avis, les réunions « entre camarades » pour discuter de questions importantes étaient solidement enracinées dans la tradition du Parti. Il insistait sur le fait que l'édification d'une organisation devait avoir lieu en se fondant sur l'initiative locale. Ce n'était pas de l'anarchisme étant donné qu'il acceptait une hiérarchie qui culminait dans une direction centrale, mais cela allait à l'encontre du bolchevisme militariste qui s'était développé au cours de la Guerre civile.

La controverse autour de la "Lettre des 22" adressée au Komintern a été cruciale dans le processus par lequel le Parti a défini la signification de la discipline de parti et les limites de la discussion politique. Le vote serré des délégués du XI^e Congrès du Parti, dans une séance à huis clos, qui a permis à Kollontaï, à Chliapnikov et à Medvedev, de rester dans le Parti « jusqu'à d'autres crises », a signifié que beaucoup au sein du Parti soutenaient le droit d'exprimer des points de vue critiques. La réticence de Lénine à demander catégoriquement leur exclusion a pu donner le courage à d'autres délégués de résister à cette option. De nombreux délégués au Congrès désiraient respecter la "légalité" communiste selon laquelle les décisions du Komintern prévalaient sur celles des partis membres. Les délégués, dont beaucoup étaient des

⁴¹¹ RGASPI, f. 48, op. 1, d. 14, II. 78-84.

militants expérimentés du Parti, ont refusé d'exclure les 22, mais ils étaient suffisamment préoccupés par les représailles pour résister à un vote par appel nominal. Plutôt que de risquer une défaite, les dirigeants du Parti ont permis aux délégués de choisir des mesures moindres, et pourtant, en 1922, la possibilité de poursuites pénales pour contestation était entrée dans le discours politique du Parti. La plupart des vieux membres du Parti ont probablement compris que Lénine s'exprimait au sens figuré lorsqu'il parlait d'employer des "mitrailleuses" contre les opposants au sein du Parti. Étant donné que des membres recrutés plus récemment, au cours de la Guerre civile, remplaçaient de plus en plus les "vieux bolcheviks" lors des congrès du Parti, le langage véhémentement violent des dirigeants était compris de manière plus littérale.

Des questions politiques cruciales ont aussi conduit les délégués du Congrès à éprouver de la sympathie pour les 22 et à résister à la proposition d'exclure Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev, du Parti. Beaucoup dans le Parti ressentaient de la culpabilité et de l'embarras à cause du compromis idéologique que la NEP impliquait et ils craignaient que les concessions faites à la paysannerie mettent en danger l'hégémonie des ouvriers urbains et industriels. Néanmoins, ce sont ce compromis même avec la paysannerie et la vulnérabilité qui en résultait pour le "parti prolétarien" qui ont entraîné les partisans de la ligne dure à insister pour que le Parti resserre les rangs et étouffe l'hétérodoxie afin de survivre à la transition vers le socialisme en passant par la NEP. Les événements qui entourent la "Lettre des 22" ont donc constitué un moment définitoire dans la phase de transition entre une période de discussion relativement ouverte au sein du Parti et une période dans laquelle les membres du Parti pouvaient être vilipendés, stigmatisés et isolés, parce qu'ils exprimaient des opinions qui différaient de la ligne du Politburo.

Chapitre 9

La politique factionnelle durant la période de la NEP

Avec sa première phase qui s'était achevée à la fin de 1922, la NEP entrait dans sa seconde phase lorsque la taxation monétaire a commencé à jouer un rôle important dans les recettes de l'État et que les opérations bancaires ont été relancées. Une moisson abondante en 1922 a offert des perspectives de rétablissement après les privations du Communisme de guerre, et pourtant elle assurait à peine la stabilité⁴¹². Libres de vendre une grande partie de leur récolte sur le marché libre, les paysans pouvaient retenir leurs marchandises afin de faire monter les prix, menaçant ainsi les ouvriers soviétiques de famine. Du fait que l'industrie se rétablissait plus lentement que l'agriculture, il en résultait un déséquilibre entre les prix industriels et agricoles, lequel a culminé en octobre 1923 dans la "crise des ciseaux", quand les paysans se sont retirés du marché. Les ouvriers, qui continuaient de souffrir du chômage en 1923-24, pouvaient difficilement se procurer de la nourriture, des vêtements et des services, qui étaient devenus largement disponibles. Ils n'avaient pas été payés pendant des mois, ils n'avaient pas en réalité d'assurance chômage ou maladie et ils avaient subi de fréquentes blessures sur leur lieu de travail. Ce sont les crises précoces de la NEP liées aux phénomènes de marché qui ont créé le contexte pour les grèves et pour les mouvements d'opposition.

Les années 1923-26 ont vu de furieux débats internes dans le Parti à propos du régime de la NEP dans la construction du socialisme. Beaucoup de membres du Parti s'inquiétaient du fait que, sous la NEP, des opposants au socialisme envahissent le Parti. Ils considéraient l'industrialisation rapide comme étant le seul espoir, tandis que d'autres croyaient que le triomphe du socialisme dépendait de la continuation de la NEP. Lénine est intervenu moins souvent dans la politique du Parti étant donné qu'il a souffert de plusieurs attaques cérébrales en 1922-23. Muet et paralysé au cours de l'année 1923, il est mort le 21 janvier 1924. La question relative à qui piloterait la Parti après sa mort était inséparable des débats sur la politique et la politique économique. Trotski a jouté avec le triumvirat dirigeant de Zinoviev, Kamenev et Staline, jusqu'en 1925, année où les alliances et les positions se sont redéfinies. Les trotskistes, les zinoviévistes et les autres factions politiquement actives, ont essayé de recruter d'anciens membres de l'Opposition ouvrière pour les seconder dans leurs efforts, tandis que Staline et Boukharine faisaient pression sur eux pour qu'ils rentrent dans le moule. Bien que l'Opposition ouvrière se soit dissoute, ses personnalités de premier plan occupaient des positions importantes dans le gouvernement et dans l'industrie, cultivaient des réseaux de partisans dans les syndicats et se réunissaient pour discuter de politique et d'économie. Le fantôme de

⁴¹² Carr 1950-3, vol. 2, p. 353-7.

l'Opposition ouvrière hantait la rhétorique des organismes de contrôle du Parti et de la police politique.

Les points de vue politiques de Chliapnikov ont continué d'évoluer dans les années 1920 en raison d'un dialogue avec les événements contemporains, mais il en est arrivé graduellement à se rendre compte que le factionnalisme était une voie sans issue. Après sa presque exclusion du Parti, il n'a pas été réélu au CC lors du XI^e Congrès du Parti. Il n'a plus eu sa base dans le Syndicat des métallos. Au lieu de cela, il s'est mis à écrire ses mémoires afin de transmettre ses points de vue sur les relations entre ouvriers et *intelligentsia* dans le Parti et sur le rôle des syndicats. À l'automne de 1922, il a commencé un travail dans la Commission sur l'histoire de la révolution d'Octobre et du RKP(b) [*Istpart*]; le premier volume de ses mémoires, *Semnadtsatyi god*, a été publié en 1923. Ce volume et les volumes suivants étaient des documents importants de l'histoire révolutionnaire qui transmettaient des messages aux ouvriers afin qu'ils s'organisent eux-mêmes et non qu'ils dépendent passivement de l'*intelligentsia* du Parti. Malgré sa distance croissante par rapport aux positions de direction du sommet, il a continué à jouir d'une sympathie personnelle de la part de nombreux membres de haut rang du Parti; cette sympathie était due à son charme et au rappel qu'il fournissait du romantisme révolutionnaire de leur jeunesse. D'autres dirigeants cependant supportaient mal sa position critique.

La relation de Chliapnikov avec le Groupe ouvrier

À la fin de 1922, Chliapnikov et ses proches camarades de l'ancienne Opposition ouvrière paraissaient s'être inclinés devant les décisions du Parti relatives aux syndicats et s'être résignés à la nécessité de la NEP comme politique générale, et pourtant ils continuaient à être préoccupés par leur perception selon laquelle les ouvriers ne prédominaient pas dans le Parti, dans les syndicats, dans l'éducation supérieure et dans l'armée. Ils affirmaient qu'ils étaient fermes dans leur désir que les ouvriers « détiennent tous les leviers de gestion, aussi bien dans le Parti que dans le gouvernement »⁴¹³. La préoccupation de Chliapnikov pour le rôle des ouvriers dans le Parti et dans l'industrie trouvait un écho avec les points de vue d'autres oppositionnels, en particulier avec le "Groupe ouvrier" de Gavril Miasnikov et avec un autre groupe dénommé "Vérité ouvrière". Néanmoins, il y avait des différences clés. Miasnikov élevait les soviets au-dessus des syndicats en tant que gestionnaires économiques, ce à quoi Chliapnikov s'opposait parce qu'il craignait l'influence des paysans sur les soviets. Alors que Chliapnikov visait à atteindre une plus grande influence ouvrière au sein du Parti, Miasnikov semblait prêt à créer un nouveau parti dominé par les ouvriers. Bien que "Vérité ouvrière" ait prétendu être un groupe bogdanoviste qui provenait de l'Opposition ouvrière, il n'existe vraiment que peu de preuves de relations personnelles proches entre "Vérité ouvrière" et les anciens membres de l'Opposition ouvrière. De surcroît, Alexander Bogdanov n'ait toute connexion

⁴¹³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 1–12, lettre de Medvedev à Chliapnikov, 26 septembre 1922, qui décrit les conversations avec les ouvriers métallurgistes allemands à Berlin où il se trouvait du fait d'une affectation de travail.

avec ce groupe. Avec des membres principalement issus de la jeunesse étudiante d'origine prolétarienne, son programme se rapportait davantage à la culture qu'à la gestion de l'économie. Malgré ces différences, les dirigeants du Parti craignaient que les groupes ouvriéristes puissent s'associer⁴¹⁴. Par conséquent, l'OGPU (anciennement la Tchéka) les maintenait sous une surveillance rapprochée⁴¹⁵.

Le chef de l'OGPU, Dzerjinski, soupçonnait les ex-membres de l'Opposition ouvrière de maintenir une faction, laquelle collaborait avec le Groupe ouvrier et la Vérité ouvrière et utilisait leurs postes administratifs dans l'industrie des métaux pour attirer le soutien ouvrier vers leurs positions⁴¹⁶. Des indicateurs ont mis Dzerjinski au courant de plusieurs réunions des partisans de Chliapnikov et de Miasnikov dans la première moitié de 1923. Parmi les participants, il y avait d'anciens membres de l'Opposition ouvrière tels que Vladimirov, Chelichev, Alexander Pravdine, Orlov, Lutovinov et Tolokontsev. Ils discutaient prétendu-ment de qui il faudrait élire au CC et à la CCC, soutenant un CC avec Staline, Zinoviev et Trotski, mais rejetant Kamenev, Dzejinski et Molotov. Ils auraient nommé Medvedev et Orlov au CC et Chliapnikov à la CCC⁴¹⁷. Les participants ont également discuté du manifeste de Miasnikov qu'il voulait présenter au XII^e Congrès du Parti. Des récriminations mutuelles se sont élevées contre Miasnikov « pour avoir organisé un nouveau parti » et contre Chliapnikov pour avoir cédé à la dispersion de l'Opposition ouvrière. À la fois les rapports des indicateurs et les comptes rendus des participants confirmaient que la majorité était du côté de Chliapnikov, et non pas de Miasnikov. Et par conséquent les deux hommes n'en sont pas arrivés à un accord. Au contraire, leurs cercles rivalisaient pour recruter des membres, avec un certain chevauchement entre eux⁴¹⁸.

Parce qu'il encourageait les ouvriers à faire grève, Miasnikov a été arrêté en mai 1923. Expédié de force dans un poste diplomatique en Allemagne, il a noué des liens avec des communistes allemands qui n'étaient pas satisfaits de la politique du Komintern. Son partisan, N.V. Kouznetsov, a essayé de poursuivre ses efforts pour attirer dans leur groupe d'anciens membres de l'Opposition ouvrière. Miasnikov l'a averti que Chliapnikov était un hypocrite,

⁴¹⁴ Pirani 2008, p. 126–7; Bordiugov et autres 1995, kn. 1: 204–22; RGASPI, f. 82, op. 2, d. 181, 4; d. 182. Lors de l'arrestation de Medvedev en 1935, le NKVD a trouvé dans son appartement de vieilles copies de documents du Groupe ouvrier et de la Vérité ouvrière (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40), ce qui indiquait que lui et Chliapnikov étaient familiers de leurs propositions.

⁴¹⁵ En février 1922, l'Administration Politique d'État (GPU) a remplacé la Tchéka, puis est devenue l'OGPU en 1923 avec la création de l'URSS. Les administrations de police politique de niveau inférieur étaient toujours appelés GPU. Voir Hagenloh 2009, Glossaire et p. xvii–xviii. Le terme GPU a souvent été employé de façon interchangeable avec celui d'OGPU.

⁴¹⁶ RGASPI, f. 82, op. 2, d. 175, I. 12, copie de la note de Dzerjinski au Politburo, 28 février 1923.

⁴¹⁷ RGASPI, f. 76, op. 3, d. 296, II. 25–50, rapport d'un indicateur à Dzerjinski. Le rapport selon lequel les participants ont trouvé inacceptable la qualité de membre du CC pour Kamenev et Dzerjinski, mais admettaient celle de Staline et de Zinoviev, s'écartait de manière importante de l'allégation d'un orateur au XII^e Congrès du Parti qui a prétendu que l'Opposition ouvrière voulait que la totalité du triumvirat soit démis du CC (Deutscher 1959, p. 96). Les indicateurs comprenaient souvent mal le contenu des discussions politiques ou bien avaient des motivations intéressées pour le déformer, mais cet indicateur semble avoir été un membre du Parti haut placé et bien informé.

⁴¹⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 41–3, M.F. lettre de Mikhaïlov à Chliapnikov dans laquelle il décrit son interrogatoire par l'OGPU, [octobre] 1923; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, II. 29–36, copies de la correspondance entre Kouznetsov et Miasnikov et extraits des témoignages des membres du Groupe ouvrier

qui courbait l'échine devant les dirigeants du Parti et qui tentait d'empêcher les véritables efforts pour s'organiser de la part de Miasnikov et de ses partisans. D'après Kouznetsov, des cercles dirigés par Lutovinov, Ignatov et Chliapnikov, se sont réunis avec des partisans de Miasnikov en juillet, mais ils ne sont pas parvenus à un accord. Lutovinov s'est opposé au plan des membres du Groupe ouvrier d'organiser les ouvriers sans parti et il les a avertis que Dzerjinski avait essayé sans succès de le recruter (par l'intérimaire de Tomski) pour s'attaquer au Groupe ouvrier⁴¹⁹. Medvedev semble avoir avoué à un indicateur qu'il rencontrait dans les bois des organisateurs du Groupe ouvrier, mais il se moquait du fait que le programme du Groupe ouvrier n'avait obtenu que deux voix. Lui et Chliapnikov admettaient tous deux qu'ils avaient connu le journal de la Vérité ouvrière, mais ils démentaient l'avoir vu avant que l'indicateur ne le leur montre. Niant faire du mal du fait de leur familiarité avec les groupes oppositionnels ouvriéristes, Chliapnikov et Medvedev critiquaient apparemment la tactique de l'OGPU et sa position à l'égard du Groupe ouvrier et de la Vérité ouvrière, mais ils étaient d'accord à contrecœur pour les condamner dans la presse si le CC en donnait instruction⁴²⁰.

C'est sans succès que le Groupe ouvrier a essayé de faire participer Kollontaï à sa lutte qui avait attiré l'attention des autorités du Parti. Lors d'un bref retour à Moscou de son poste diplomatique à l'étranger, elle a remarqué combien Chliapnikov et Medvedev étaient devenus tendus à la fin de l'été 1923. L'accusant de jouir de son « exil honorifique » et de ne pas avoir du temps à consacrer à ses vieux amis, tous deux se sont adressés à elle avec un ton ironique désagréable qu'elle a reproché davantage à Medvedev qu'à Chliapnikov. Mais lorsqu'elle est revenue à Moscou en décembre 1923, elle a eu de « bonnes et amicales » relations avec eux⁴²¹. Peut-être était-ce parce que les dirigeants du Parti avaient à ce moment-là ouvert le débat sur des questions économiques cruciales et sur les relations internes au Parti. Le traitement des communistes, comme ceux du Groupe ouvrier, par les institutions du Parti a dérangé même de nombreux membres du Parti qui considéraient Miasnikov négativement.

Avec l'autorisation du Politburo, l'OGPU a arrêté les membres clés du Groupe ouvrier en 1923, mais Chliapnikov et d'autres de l'Opposition ouvrière se sont sortis indemnes de cette affaire. Après que Dzerjinski a fait son rapport sur le Groupe ouvrier et sur la Vérité ouvrière au Politburo le 19 septembre 1923, Molotov lui a dit de rayer les noms de Chliapnikov, de Medvedev et de Lutovinov, de la version qui devait circuler⁴²². Apparemment, le Politburo n'était pas convaincu qu'il existait un lien entre les groupes et il a préféré ne pas divulguer les méthodes utilisées pour mettre les oppositionnels à l'écart.

⁴¹⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, II. 29–36, témoignage de Makh. Lutovinov s'est suicidé en mai 1924, déçu par la NEP et bouleversé par des tensions maritales. Voir Gourevitch 1927, p. 5; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 30 et op. 3, d. 71; et f. 593, op. 1, d. 9, II. 23–4, et d. 10, II. 2–3, 10–11, 18.

⁴²⁰ RGASPI, f. 76, op. 3, d. 296, II. 1–2, notes de Dzerjinski du 27 juillet 1923 à partir du rapport d'un indicateur ("Foma"), qui était apparemment un membre haut placé du Parti. Foma était le nom dans la clandestinité d'au moins quatre vieux bolcheviks importants : Pëtr Zaloutski, Dimitri Manouïlski, Aleksandr Smirnov et Nikolai Kozyrev.

⁴²¹ RGASPI, f. 82, op. 2, d. 175, II. 45–53, réponses de Kollontaï aux questions de Kouibitchev dans son rapport (copie), décembre 1923; RGASPI, f. 76, op. 3, d. 296, I. 41; Kollontaï 2001, vol. 1, p. 156–7, 182–3.

⁴²² RGASPI, f. 76, op. 3, d. 296, II. 25–50.

Miasnikov a été arrêté seulement à l'automne, après que Dzerjinski l'a convaincu de revenir d'Allemagne en Russie en lui garantissant de mauvaise foi qu'il le protégerait d'une arrestation. N'étant pas au courant de cette arrestation, Chliapnikov et un autre ancien oppositionnel sont passés à l'appartement de Miasnikov le matin après qu'il avait été arrêté, dans l'intention de faire une visite, et le résultat, c'est qu'ils ont été pris dans une "embuscade" de la Tchéka. Eux ont été relâchés après quelques heures, mais Miasnikov a été emprisonné jusqu'au printemps 1927 et il a été ensuite envoyé en exil à Erevan. Il s'en est échappé en s'enfuyant en Iran en 1928, puis en partant pour Paris où il a travaillé dans des usines. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a été rapatrié en URSS, jugé secrètement et exécuté⁴²³.

Bien que Chliapnikov ait désapprouvé le programme et les méthodes du Groupe ouvrier, il critiquait (lui et beaucoup d'autres) la méthode employée par l'OGPU pour lutter contre de tels groupes. Lors du plénum du CC en octobre 1923, il a accusé l'OGPU d'utiliser aussi bien les méthodes que les anciens agents de l'Okhrana contre les membres du Parti. Ses preuves comprenaient des lettres provenant d'ouvriers communistes qui se plaignaient d'organismes de l'OGPU qui rassemblaient des preuves judiciaires contre des contestataires, d'anciens oppositionnels qui lui demandaient d'intercéder pour eux après qu'ils avaient été arrêtés, emprisonnés et interrogés par l'OGPU. Les interrogateurs les accusaient d'appartenir au Groupe ouvrier, leur demandaient quels liens ils avaient avec Chliapnikov et Medvedev et si l'Opposition ouvrière était active. Dans les cellules du Parti, Chliapnikov et Kollontaï étaient même accusés d'avoir « des liens avec la contre-révolution étrangère ». Il concluait que l'OGPU était en train d'essayer d'associer artificiellement les contestataires qui voulaient seulement travailler au sein du Parti avec ceux qui s'organisaient en dehors de lui. Une enquête portant sur son accusation selon laquelle l'OGPU employait d'anciens agents tsaristes a seulement révélé qu'un ancien général de l'Okhrana avait servi d'espion militaire et que l'OGPU n'avait jamais utilisé des agents sans parti pour enquêter sur les membres du Parti. Bien qu'il n'ait existé aucune preuve que Chliapnikov ait été insincère, les dirigeants du Parti l'ont réprimandé pour avoir allégué de fausses accusations et ils l'ont obligé à s'excuser auprès de Dzerjinski. Qualifiant ses accusations de « méchamment philistines, mencheviques », la CCC a ouvert une enquête sur son comportement et sur celui de Medvedev lors de réunions avec le Groupe ouvrier, les accusant « d'avoir donné leurs propres directives à des assemblées illégales ». Ceci constituait la mise en garde qu'il ne fallait pas contester l'emploi par le Parti de l'OGPU contre les opposants internes au Parti. Les comités du Parti se sont de plus en plus appuyés sur la police secrète tout au long des années 1920 pour surveiller les opposants et pour servir d'interprètes de leurs activités auprès des dirigeants du Parti. Un historien russe a soutenu que "l'oligarchie" du Parti utilisait la police secrète dans les années 1920 pour servir des intérêts factionnels, mais que la police parfois « fabriquait des rapports afin de forcer la nomenklatura à agir sous les ordres de la Tchéka »⁴²⁴. Malgré l'emploi de la police et des

⁴²³ RGASPI, f. 17, op. 162, d. 1, II. 9–31, 6 septembre–22 novembre 1923; Alikina 2006, p. 158–60.

⁴²⁴ RGASPI, f. 17, op. 2, d. 104, II. 1–26; f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 1–28, 38–46; Vilkova (éd.) 2004, p. 103, extrait du procès-verbal de la séance du secrétariat du présidium de la CCC, 31 octobre 1923; Olekh 1999, p. 89.

organes de contrôle du Parti, le mécontentement a continué à s'infiltrer dans le Parti.

L'Opposition de gauche de Trotski ouvre le débat sur l'industrialisation et sur la démocratie

Alors que la maladie de Lénine s'aggravait et qu'elle limitait son rôle dans la direction, le mécontentement grandissait au sein du Parti à propos de sa domination par Zinoviev, Kamenev et Staline, (les "*triumvirs*"), et par réaction à leurs politiques. Certains membres du Parti considéraient Trotski comme le successeur naturel de Lénine, mais le choix de Lénine n'était en aucun cas clair, et cela ne faisait pas partie de ses droits de désigner un successeur. Bien que, parmi tous les dirigeants du Parti, Staline ait été celui qui avait vu Lénine le plus fréquemment en 1923, lui et Lénine s'étaient récemment affrontés sur la politique des nationalités et sur la formation de l'URSS, en raison du fait que Lénine était partisan du fédéralisme et Staline du centralisme. Ayant dicté des notes (appelées plus tard son "Testament") dans lesquelles il évaluait ses successeurs potentiels comme tous manquant de quelque chose d'une manière ou d'une autre et il faisait des propositions pour élargir le CC, restructurer le Gosplan et fusionner la CCC avec l'Inspection ouvrière et paysanne [*Rabkrin*], Lénine a par la suite ajouté la proposition de destituer Staline en tant que secrétaire général du Parti parce qu'il était « trop grossier ». Cette caractérisation s'est faite jour en partie à cause des mots grossiers que Staline a adressés à Kroupskaïa et en partie en raison de son attitude d'intimidation et de celle d'Ordjonikidze vis-à-vis des communistes géorgiens qui étaient à la recherche de leur propre république au sein de l'URSS (Ordjonikidze a frappé l'un d'eux). Lénine a cherché à enrôler Trotski pour qu'il présente ses propositions au Parti, mais Trotski a convenu avec les *triumvirs* de ne pas les attaquer lors du XIIe Congrès du Parti en avril 1923 en échange de leur permission d'exprimer ses points de vue sur la planification industrielle et la concentration de l'industrie dans le contexte de la NEP. Par « concentration de l'industrie », il voulait dire fermer de nombreuses usines improductives et concentrer la production dans quelques grandes usines peu nombreuses, mais cela faisait peur aux ouvriers qui souffraient déjà du chômage et de bas salaires⁴²⁵.

À l'automne 1923, l'accord de Trotski avec les *triumvirs* s'était désintégré. Dans une lettre adressée au Politburo au début du mois d'octobre, il attaquait la politique économique et le nominationisme du Parti, et il critiquait le manque de démocratie interne du Parti. Quarante-six communistes russes ont signé par la suite la "Déclaration des 46", qui rappelait ses points de vue et qui réclamait une conférence extraordinaire du CC⁴²⁶. Du 25 au 27 octobre 1923, le CC et la CCC ont discuté ces documents et ils ont finalement décidé

⁴²⁵ Lewin 1968, chapitres 4, 6, 7; Deutscher 1959, p. 92–102. Sakharov conteste en 2003 la provenance du testament en soutenant qu'il n'existe aucune preuve que Lénine en soit à l'origine et il en cite pour preuve indirecte le fait que les secrétaires de Lénine ont pu le fabriquer ou le trafiquer dans le but d'aider Trotski dans la lutte de succession.

⁴²⁶ Deutscher 1959, p. 112–13; Day 1973, p. 87–8. Deutscher 1959 soutient que des membres de l'Opposition ouvrière figuraient parmi les 46, mais je n'ai reconnu aucun de leurs noms (Deutscher 1959, p. 114).

de censurer Trotski. Les passions étaient extrêmes de tous les côtés. Kroupskaïa a écrit plus tard à Zinoviev que lui, Staline et Kamenev, étaient aussi responsables que Trotski et ses partisans en ce qui concerne les déclarations incendiaires et les fausses accusations. Elle et Chliapnikov étaient les seules personnes invitées au plénum qui n'étaient pas directement impliquées dans l'affaire (beaucoup d'autres ont demandé à y assister, mais sans succès). Étant donné l'agitation croissante dans les cellules du Parti à propos de la déclaration, les dirigeants du Parti ont décidé d'ouvrir le débat début novembre, mais Trotski, cloué au lit par la malaria, ne pouvait pas y prendre part avant décembre⁴²⁷.

Pendant ce temps, les affaires étrangères se sont immiscées dans la discussion. Les communistes soviétiques, y compris Chliapnikov, prêtaient une attention particulière à la politique de la gauche allemande en 1923, l'année de la célèbre hyperinflation en Allemagne. Ils avaient de grands espoirs pour la révolution allemande, et donc l'échec d'une insurrection du Parti Communiste d'Allemagne à Hambourg à la fin novembre 1923 a provoqué un débat dans les cercles du Parti Communiste Russe. En décembre 1923, un communiste allemand a parlé à Chliapnikov et à ses camarades. Déclarant que cela n'avait pas de sens de mener la révolution en Allemagne comme elle avait été accomplie en Russie, il indiquait les différences de contexte qui comprenaient l'absence de guerre, une bourgeoisie plus redoutable et mieux organisée, un Parti social-démocrate robuste, un Parti communiste faible et un mouvement fasciste virulent⁴²⁸. Son interprétation a probablement influencé les opinions exprimées par Chliapnikov et les membres de son entourage pendant les débats en cours dans le Parti.

Avec le retour à l'action de Trotski et les niveaux en hausse de critique des politiques intérieures et étrangères, le débat dans les cellules du Parti a atteint son paroxysme en décembre 1923. Les trotskistes et les centralistes démocratiques dénonçaient l'indifférence du gouvernement à l'égard de l'industrie lourde et le manque de "démocratie" dans le Parti. Trotski a essayé d'exploiter l'énergie des jeunes membres du Parti et du Komsomol en prétendant qu'il existait un fossé générationnel dans le Parti. Bien que certains historiens aient affirmé que, dans ce débat, Chliapnikov se trouvait du côté du triumvirat, en réalité il critiquait les deux camps. Appelant à l'acceptation de la critique interne au Parti, aux subsides et aux ordres de l'État en ce qui concerne l'industrie lourde et demandant que davantage d'ouvriers adhèrent au Parti, Chliapnikov participait au débat de plusieurs manières. Premièrement, lui et son entourage ont écrit et promu une résolution. Deuxièmement, il a pris la parole lors de réunions du Parti, notamment lors de la conférence du Parti de Khamovniki à Moscou en janvier 1924. Troisièmement, il a écrit un article qui a été publié dans la "Pravda" en janvier 1924⁴²⁹.

⁴²⁷ Vilkova (rédacteur) 2004, p. 272–3, lettre de Kroupskaïa à Zinoviev, 31 octobre 1923; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 104, II. 1–26; Deutscher 1959, p. 116–18.

⁴²⁸ Albert 2011, p. 111–42; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, II. 232–7, notes de Medvedev, datées du 6 décembre 1923.

⁴²⁹ Sorenson 1969 a conclu à partir de l'article publié par Chliapnikov qu'il soutenait la troïka du fait qu'il critiquait les trotskistes (Sorenson 1969, p. 232), mais je crois que, dans le manuscrit original, il critiquait les deux camps de manière égale.

La résolution que Chliapnikov et ses alliés ont fait circuler se plaignait du fait que les “carriéristes” remplaçaient les ouvriers dans les organes directeurs du Parti et il appelait à un afflux d’ouvriers d’usine dans le Parti. Ils voulaient « une démocratie interne au Parti », ce qui signifiait pour eux des élections afin d’insuffler au Parti de « nouvelles forces » et « des assemblées générales des membres du Parti » pour décider de plus de questions. Ils insistaient également sur l’égalisation des salaires des hauts fonctionnaires avec ceux des ouvriers qualifiés et sur la fin du système qui maintenait « secrètes les caractéristiques des membres du Parti ». La cellule du Parti de l’usine Metron a approuvé cette résolution. Trotski appelait lui aussi à une poussée des ouvriers dans le Parti et il critiquait la « dégénérescence bureaucratique » qu’il observait dans le Parti. Pourtant, Trotski considérait non seulement la mobilisation des ouvriers, mais aussi celle de la jeunesse, comme des solutions jumelles pour résoudre cette crise⁴³⁰.

Lors de la conférence du Parti de Khamovniki à Moscou, les principaux oppositionnels ont pris la parole. Sensible à la complicité dont Trotski avait fait preuve dans la persécution de l’Opposition ouvrière en 1921, Chliapnikov a exposé brièvement ses accords et ses désaccords avec Trotski. Néanmoins, il soutenait la liberté de critique pour tous les membres du Parti, y compris Trotski. Il soulignait que la liberté de critique ne conduisait pas inévitablement au factionnalisme et que la discussion générale dans le Parti aiderait à prévenir le factionnalisme. Contrairement à Trotski, il ne percevait pas une division générationnelle au sein du Parti, mais une fracture sociale, et il insistait sur le fait qu’il était nécessaire de changer la politique économique dans le but d’attirer davantage d’ouvriers dans le Parti. Caractérisant de « criminelle » la politique du CC en ce qui concerne l’industrie lourde, il exprimait la crainte que l’industrie lourde ne disparaisse sous la NEP, mais il s’opposait au plan de Trotski consistant à relancer l’industrie par la fermeture de petites entreprises et par la concentration de l’industrie dans quelques grandes entreprises peu nombreuses. Ses idées sur le financement des investissements à grand échelle dans l’industrie lourde se limitaient à une utilisation plus efficace des ressources et à l’emploi de l’or soviétique pour développer l’industrie nationale plutôt que pour acheter des produits manufacturés à l’étranger⁴³¹.

Chliapnikov a exprimé sa déception concernant les discours des membres prolétariens du Parti qu’il a entendus lors de la conférence. Les traitant « d’arriérés », il a regretté que les exigences d’obéissance plutôt que d’initiative de la part du Parti aient rendu « les ouvriers exceptionnellement évolués » qu’il rencontrait régulièrement dans les usines réticents à rejoindre le Parti. Dirigeant sa critique contre la NEP, il a insisté sur le fait que l’industrie ne pouvait pas prospérer si elle dépendait uniquement du marché paysan et il a soutenu que l’industrie lourde devait être développée afin de créer un marché pour le pain paysan. À la campagne, disait-il, les paysans pauvres devaient s’associer dans des fermes collectives et recevoir des machines et des équipements à crédit. Abordant une fois de plus le mauvais état de la démocratie dans le Parti, il demandait à la majorité du CC de ne pas

⁴³⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, I. 2; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 37, I. 27, 19 décembre 1923; Deutscher 1959, p. 122.

⁴³¹ TsAODM, f. 88, op. 1, d. 168, II. 65–83, 7–10 janvier 1924.

accuser faussement les autres de factionnalisme afin de les discréditer. Enfin, il n'était pas d'accord avec l'affirmation de Trotski selon laquelle la bureaucratie devait être détruite, et il suggérait plutôt qu'elle devait être renforcée en élisant ses membres⁴³².

L'article de Chliapnikov dans la "Pravda" développait son discours et y ajoutait quelques nuances. Dans cet article, il critiquait également à la fois la majorité du CC et les trotskistes en les accusant d'affaiblir la démocratie interne du Parti. Rappelant avec une certaine nostalgie un Parti prérévolutionnaire unifié, il attribuait ce fait, c'est ce dont il se souvenait, à sa composition sociale largement prolétarienne. Dans le Parti de 1924, il percevait trop d'hétérogénéité sociale et trop peu de prolétaires pour bâtir une unité. S'adressant à ceux qui craignaient que ses propositions ne soient anti-*intelligentsia*, il a insisté sur le fait que la « démocratie ouvrière » ne priverait pas les membres non prolétariens du Parti de leurs droits. Un remaniement de la bureaucratie, comme Trotski le préconisait, ne ferait pas venir plus d'ouvriers, seul un changement de politique le ferait. La concentration de l'industrie n'était pas une telle politique étant donné qu'elle menaçait la survie et la croissance de la classe ouvrière⁴³³. Si l'on se réfère au programme de l'Opposition ouvrière, l'hégémonie des syndicats s'était évanouie, mais Chliapnikov préconisait toujours la prolétarisation complète des institutions du pouvoir, les élections et le développement de l'industrie lourde. La fierté qu'il éprouvait concernant les capacités des ouvriers russes et la confiance qu'il avait en elles se retrouvaient dans son désir de produire dans le pays plutôt que d'importer des machines complexes de l'étranger.

Le débat a pris fin avec la XIII^e Conférence du Parti, du 16 au 18 janvier 1924, durant laquelle Trotski avait été de nouveau affaibli par la malaria et obligé de quitter l'estrade. Peu nombreux étaient ceux qui soutenaient ses points de vue lors de cette conférence du Parti, et le triumvirat avait manipulé les votes en sa propre faveur. Trotski a été condamné, le triumvirat s'imposait et Trotski est parti pour le Sud pour se rétablir. En route, il a entendu parler de la mort de Lénine le 21 janvier, mais il n'est pas retourné à Moscou pour les funérailles, ce qui semble avoir porté un coup à ses espoirs de succession. Peu concernés par la santé de Trotski et ses chances d'accéder à la direction, Chliapnikov et ses camarades étaient plus préoccupés par la décision de la conférence d'admettre un grand nombre d'ouvriers dans le Parti. Le nombre de cent mille recommandé par la conférence a été augmenté après la mort de Lénine (la "Levée de Lénine") et, du mois de février au mois de mai, ce sont deux cent quarante mille ouvriers qui ont adhéré⁴³⁴. Avec le temps cependant, les vieux bolcheviks en viendraient à comprendre l'analphabétisme politique et les ambitions carriéristes des nouveaux entrants.

Diplomatie et vie de famille

⁴³² TsAODM, f. 88, op. 1, d. 168, II. 29–42.

⁴³³ Chliapnikov 1924a, p. 4–5; Zorki 1926, p. 144–57; RGASPI, f. 17, op. 71, d. 82, II. 7–22, manuscrit original "O propavshei gramote, po povodu diskussii", daté du 21 décembre 1923.

⁴³⁴ Deutscher 1959, p. 132–5.

Après que la période de débat ouvert a pris fin, Chliapnikov est retourné à la rédaction de ses mémoires. En 1924, plus quatre cent mille ouvriers sont entrés dans le Parti. En raison de l'effet de transformation qu'il pensait que cela pouvait avoir sur le Parti, Chliapnikov a probablement considéré comme vital de publier ses mémoires relatifs au rôle des ouvriers dans le Parti avant et durant 1917, tandis que d'autres dans son entourage cherchaient un effet plus immédiat en faisant circuler des copies de leur résolution, de son discours et de son article dans la "Pravda", chez les sympathisants de province. Cependant, du fait de son silence général et de son affectation en France à la fin de 1924, certains de ses alliés ont pensé qu'il s'était soumis au Politburo. Des sympathisants ukrainiens ont commencé à croire des rumeurs, répandues par le président du Conseil central exécutif des soviets, Mikhaïl Kalinine, et par d'autres, selon lesquelles Chliapnikov partageait les points de vue du Politburo sur toutes les questions. Ces rumeurs ont eu un effet démoralisant, mais Medvedev a fait de son mieux pour les réfuter en l'absence de Chliapnikov⁴³⁵.

Les spéculations relatives à son voyage à Paris ennuyaient Chliapnikov. Il avait été d'accord pour conduire les négociations sur les dettes russes impayées de la période tsariste à la France, mais il en est arrivé à regretter d'avoir accepté cette nomination. En premier lieu, il n'y avait pas assez de travail à faire pour lui ; deuxièmement, il s'est accroché avec Leonid Krasine sur la politique (Chliapnikov soutenait que les Soviets devaient conclure un traité d'amitié avec la France avant de chercher à faire des concessions économiques), de sorte que le personnel du Commissariat aux Affaires étrangères [*Narkomindel*] lui battait froid. Il a prétendu qu'il s'était rendu compte trop tard que les dirigeants du Parti avaient seulement voulu l'éloigner de Moscou. Néanmoins, il s'est réjoui de renouer d'anciennes amitiés avec des camarades socialistes français et d'anciens collègues dans les usines parisiennes. Il a découvert que ses anciens amis métallos avaient quitté le Parti communiste de France et travaillaient exclusivement dans les syndicats. Ils lui ont dit qu'ils supportaient mal les tentatives que faisait le Parti pour greffer des méthodes russes d'organisation sur les ouvriers français ; il a trouvé que leurs points de vue étaient similaires à ceux de ses camarades métallos allemands⁴³⁶. Il ne fait également aucun doute qu'il appréciait la vie à Paris après une longue absence de cette ville.

La femme de Chliapnikov, Ekaterina (née Vochchinskaïa), l'accompagnait en France. De quinze ans plus jeune que son mari, elle était née en Russie occidentale d'un père appartenant à la noblesse terrienne et d'une mère paysanne. Son père était endetté, aussi son éducation secondaire à Moscou a-t-elle été initialement financée par une bourse du gouverneur pour les enfants de la noblesse appauvrie. Après la mort du gouverneur et la disparition de son soutien, elle a travaillé comme professeur particulier et dactylo pour payer le restant de sa scolarité à Samara. Après la Révolution, elle a occupé une variété de postes de secrétaire pour le gouvernement soviétique et le Parti communiste. Son premier mari a été fusillé en 1918 pour cause de spéculation. Elle et Chliapnikov se sont rencontrés en 1919-20

⁴³⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 29–40, lettre de Medvedev à Chliapnikov, 27 décembre 1924.

⁴³⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 41–8, lettre de Chliapnikov à Medvedev, 7 janvier 1925; Adibekov et autres (éd.) 2001, p. 60–2.

pendant qu'elle travaillait comme secrétaire de Tolokontsev au Bureau central de l'artillerie. En 1921, Chliapnikov l'a amenée travailler pour lui à la commission du CC sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs⁴³⁷.

La Révolution russe avait créé de la fluidité dans les relations maritales, étant donné que les lois qui restreignaient le divorce avaient été abolies et que la culture révolutionnaire encourageait des relations libres entre les hommes et les femmes. C'est ainsi que, d'après la famille, Ekaterina ne s'est rendue compte qu'elle et Chliapnikov n'étaient "mariés" qu'en 1924 quand, lors de la préparation de leur voyage en France, il lui a apporté un passeport qui le confirmait. Il est possible que le fait qu'il ne l'ait pas consultée au préalable exprime sa confiance qu'elle ne refuserait pas. Au début de l'année 1920, Ekaterina récupérait d'une tuberculose qu'elle avait contractée durant la Guerre civile, et elle a étudié le droit jusqu'à la naissance de son premier enfant. Elle et Chliapnikov ont partagé un grand appartement avec Medvedev et sa femme Maria pendant environ quatre années (1925-29), jusqu'à ce que la famille de Chliapnikov déménage dans un logement coopératif. L'organisation de la vie en commun a ainsi facilité le partenariat politique de Chliapnikov et de Medvedev au cours des années 1920. Les Medvedev avaient deux filles, Aida (née en 1922) et Irina (née en 1926), tandis que les Chliapnikov ont eu Youri en 1926, de sorte que l'appartement était bien peuplé. Il est possible que la vie de famille ait été une distraction bienvenue pour Chliapnikov durant ses problèmes politiques⁴³⁸.

Points de vue sur le virage vers la campagne et vers l'Orient

À son retour de France, Chliapnikov a une fois de plus repris ses commentaires sur la politique du Parti. Dans une ébauche de manuscrit qui a probablement circulé parmi ses amis de Moscou, il exprimait ses désaccords avec les formulations de la politique de Staline et de Boukharine lors de la XIV^e Conférence du Parti en mai 1925. Il écrivait à propos de la théorie de Staline sur le socialisme dans un seul pays: « Staline refuse d'accepter que le socialisme, en tant que système économique, ne puisse pas être contenu dans les frontières d'un seul pays ». En outre, il déclarait que l'URSS n'était pas encore socialiste, étant donné que la forme économique dominante était la petite production marchande, avec un éventail d'autres structures, « du troc paysan à la production artisanale à petite échelle, au petit capital privé, et finalement au capitalisme d'État comme phase de transition au socialisme ». Plutôt que de percevoir, comme Staline, des « contradictions » entre le capital étranger et le socialisme soviétique, Chliapnikov considérait que la différence principale entre l'URSS et les pays capitalistes devait être trouvée dans le fait que les dirigeants soviétiques ne permettaient pas au capital étranger d'opérer librement en URSS⁴³⁹.

⁴³⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 328; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 4, I. 1, 14 avril 1949 autobiographie d'Ekaterina Chliapnikova; Chliapnikova 1995 et Medvedeva 1995.

⁴³⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 41-9; vol. 42, I. 209; vol. 43, I. 328; rgaspi, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 4 (E.S. Chliapnikova), I. 1, 14.

⁴³⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 38, II. 22-74. Le manuscrit, "*O nekotorykh chertakh sovremennogo momenta*", était daté de mai 1925. Pour autant que je le sache, il n'a jamais été publié.

Abordant le « virage vers la campagne » annoncé lors de la Conférence, Chliapnikov a déclaré qu'il s'agissait de la continuation de la politique paysanne antérieure, seulement sans faux-semblant socialiste. Soutenant que le fait de pactiser avec la paysannerie n'était pas suffisant pour construire le socialisme, il critiquait l'interprétation donnée par Boukharine de la position de Lénine en 1923 sur le mouvement coopératif, en affirmant que Lénine voulait dire strictement la coopération entre les ouvriers de l'Union centrale des coopératives de consommateurs [*Tsentrosoyuz*], et qu'il n'avait pas l'intention qu'elle soit étendue à l'agriculture. De plus, se moquait-il, l'agriculture paysanne ne pouvait pas être améliorée de manière significative seulement en offrant des chevaux et en regroupant les paysans pauvres dans des coopératives. Appelant à la concentration volontaire de l'agriculture, il proposait que l'État rachète ou loue leur terre aux paysans pauvres. Il était favorable à la légalisation du travail salarié à la campagne (un autre changement effectué par la conférence) afin de protéger le travail salarié. Il insistait sur le fait que la réponse réelle aux problèmes de la campagne était de développer rapidement et intensivement l'industrie lourde, laquelle, pensait-il, ne se développait pas autant que les chiffres officiels l'indiquaient.

Chliapnikov trouvait que l'appréciation du prolétariat de l'Europe occidentale chez les dirigeants du Parti communiste soviétique était trop pessimiste. La guerre avait épuisé et dilué la classe ouvrière de l'Europe de l'Ouest, mais, à son avis, elle se rétablirait. Par conséquent, il ridiculisait la théorie de « l'aristocratie ouvrière » qui postulait que les ouvriers hautement qualifiés et mieux payés contractent un intérêt dans le maintien de l'exploitation capitaliste. Il insistait sur le fait que ce n'est pas leur salaire, mais leur rôle dans la production, qui détermine la conscience des ouvriers. Cette théorie, pensait-il, était destinée à excuser les échecs rencontrés par les communistes dans le recrutement des ouvriers hautement qualifiés, échecs qui étaient dus, disait-il, aux erreurs des dirigeants communistes. Leur première erreur a été de lutter avec les syndicats au lieu de travailler en eux afin de persuader les ouvriers que les objectifs sociaux-démocrates modérés n'étaient que des pansements destinés à couvrir temporairement la blessure, et non une solution à long terme. Une deuxième idée fautive, écrivait-il, a été d'attendre que les « petits bourgeois » servent les intérêts de la révolution prolétarienne. Une troisième bêtise, selon lui, a été l'effort de greffer l'expérience révolutionnaire russe sur d'autres pays, ce qui n'a conduit qu'à une « caricature » ou à de « l'aventurisme ». L'erreur finale a été de regarder en direction de l'Orient pour la révolution, étant donné qu'il croyait que les peuples d'Asie étaient loin derrière ceux de l'Europe sur le chemin de la révolution prolétarienne. En outre, la libération des peuples orientaux du féodalisme et de l'impérialisme « ne changerait pas pour l'essentiel la corrélation des forces de classe en Occident ». Appelant à une politique de persuasion pour convaincre le prolétariat de l'Europe occidentale, il demandait que les dirigeants communistes soviétiques n'isolent pas les syndicats soviétiques des syndicats européens de l'Ouest⁴⁴⁰. Le temps qu'il avait passé à l'étranger ne l'avait pas réconcilié avec les politiques de la direction.

⁴⁴⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 38, II. 22–74.

Néanmoins, le fait que Chliapnikov confie ses opinions au papier ne signifiait pas qu'il était prêt à engager la lutte politique. Victor Serge, qui était un soutien de Trotski à cette époque-là, se souvenait de ceci au printemps 1925 : « Les militants de l'ancienne Opposition ouvrière s'avéraient évasifs étant donné qu'ils croyaient que nous étions trop faibles et, comme ils disaient, qu'ils se méfiaient du tempérament autoritaire de Trotski »⁴⁴¹. Reprochant sa passivité à Chliapnikov, un camarade de l'extérieur de Moscou a exprimé sa déception en ce qui le concernait parce qu'il était « indécis » et parce qu'il ne donnait pas d'orientations⁴⁴². Au surplus, Ivan Nikolaenko, l'administrateur du Trust du Tabac Ukrainien à Kiev, a fait part par écrit de son inquiétude lorsqu'il a vu dans les "Izvestia" une photo de Chliapnikov se tenant près de membres de l'entourage de Staline. Tracassé que cela ait signifié qu'il était politiquement proche d'eux, Nikolaenko se plaignait du fait que l'entourage de Staline réprimait la contestation et l'initiative. Il dénigrait tout particulièrement Kaganovitch, secrétaire du CC du Parti communiste d'Ukraine, comme possédant « la goujaterie d'un vendeur de magasin ». Répondant que sa position dans la photo était accidentelle et n'avait pas de signification politique, Chliapnikov faisait remarquer qu'il avait essayé de s'inscrire dans la liste des orateurs au congrès, mais que Valerian Kouibitchev lui avait dit qu'il ne serait pas autorisé à parler « pour votre propre bien »⁴⁴³.

Non seulement les sympathisants de Chliapnikov en dehors de Moscou se sentaient coupés de lui, mais lui aussi se sentait isolé de tout travail important dans le Parti. Il se plaignait à Kollontaï à la fin de l'année 1925 du fait que le Parti ne lui donnait pas de travail dans les organisations des syndicats ou du Parti, ce qui limitait aussi bien son « cercle de vie sociale » que son travail. Il s'est plongé dans la rédaction de mémoires historiques, malgré ses attaques continuelles de vertige, de maux de tête et de surdité périodique, qui étaient le résultat de la maladie de Ménière⁴⁴⁴. Chliapnikov désirait fortement être utile au Parti de façon pratique. Mais avant que cela n'arrive la CCC l'a soumis à un intense interrogatoire serré lors des débats du Parti en 1926.

La "Lettre de Bakou" et l'enquête

Malgré la demande de Zinoviev en 1924 de purger Trotski du Parti et d'exercer une pression sur lui pour qu'il renonce à ses points de vue, Zinoviev et Kamenev se sont rapprochés de sa position en évolution sur l'industrialisation et ils se sont éloignés de l'encouragement de Boukharine à la consommation des paysans. À la fin de l'année 1925, le "socialisme dans un seul pays" de Staline a poussé finalement Zinoviev et Kamenev à rejoindre Trotski dans l'"Opposition unie". Étant donné que Chliapnikov et son

⁴⁴¹ Serge 2002, p. 210.

⁴⁴² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 101–3, non daté [peut-être fin 1925] lettre de Maria Trifonova. Elle correspondait avec Chliapnikov et Medvedev dans la seconde moitié des années 1920 et le début de la première moitié des années 1930. En 1924, elle et son mari, Ivan Pivon, avaient fait partie de la "liste ouvrière" des délégués à la conférence du Parti du gubernia d'Ienisseïsk. La commission de contrôle du Parti du gubernia a voté pour les exclure du Parti pour factionnalisme (Demidov 1994, p. 36–7).

⁴⁴³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, II. 5–10; vol. 12, I. 21, 12 mai 1926.

⁴⁴⁴ RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, I. 1, 23 novembre 1925 lettre de Chliapnikov à Kollontaï.

entourage avaient développé leur critique assez exhaustive de la politique du Parti indépendamment de Zinoviev, de Kamenev et de Trotski, ces oppositionnels plus éminents ont tenté de faire passer les anciens membres de l'Opposition ouvrière de leur côté. Staline employait différentes méthodes pour diviser et soumettre les oppositionnels, y compris les enquêtes de la CCC. Chliapnikov et son camarade Medvedev sont devenus des cibles de la CCC à cause d'une lettre de janvier 1924 que Medvedev avait envoyée à Valerian Barchouk, un ancien ouvrier métallurgiste employé par le Commissariat à l'éducation [*Narkompros*] à Bakou, un centre important de l'industrie pétrolière sur la mer Caspienne et un réseau prérévolutionnaire d'activité révolutionnaire (Staline y avait organisé des cellules). En réponse à la demande de Barchouk sur les points de vue de Chliapnikov relatifs à la NEP, aux ouvriers et à la révolution internationale, ce qui a été appelé communément la "lettre de Bakou" de Medvedev réitérait des remarques que Chliapnikov avait faites dans la discussion publique, mais dans un langage plus incendiaire. Le fait qu'il ait écrit pour le compte d'un groupe de personnes (Mikhaïl Mikhaïlov, Chelichev, Nikolaenko, Bruno, Pravdine et Chliapnikov) était exprimé par sa signature : « de la part de nous tous »⁴⁴⁵. Aussi bien cette lettre que l'enquête diligentée en 1926 sur elle par la CCC sont importantes en raison de ce qu'elles révèlent sur les points de vue en évolution de Chliapnikov sur la NEP et sur le rôle de la CCC lorsqu'il redéfinit les concepts-clés politiques tels que l'oppositionnisme, la loyauté envers le Parti, la discipline de Parti, les blocs et les factions.

La lettre de Medvedev faisait part de sa crainte et de celle de Chliapnikov que la NEP ne devienne une politique économique établie et elle exprimait leurs objections au développement de l'agriculture privée et à la stimulation de la consommation paysanne. Medvedev appelait à l'expansion de l'industrie lourde, mais pour acquérir le capital destiné à cela il ne pouvait suggérer que l'élimination du gaspillage dans le budget et l'imposition d'impôts plus élevés sur la paysannerie. Sur le plan de la politique internationale, il critiquait le Komintern parce qu'il appliquait le modèle russe de contrôle centralisé aux autres mouvements socialistes et ouvriers européens, et qu'il supposait que la révolution en Europe occidentale se déroulerait selon le schéma russe. Il s'opposait à la rupture des minorités communistes d'avec les syndicats, les soviets et les comités d'usine, dominés par les sociaux-démocrates. Avec un franc-parler typique, il qualifiait les partis et les organisations "communistes" existant en Europe de l'Ouest « de foule de sous-fifres petits bourgeois, soutenue par l'or russe, se dépeignant comme étant le prolétariat ». Trouvant naturel que les ouvriers fassent confiance davantage aux dirigeants sociaux-démocrates qui s'occupaient de leurs intérêts quotidiens qu'aux communistes qui, eux, leur offraient des « rêves utopiques rouges », il soutenait que pour convaincre les ouvriers ouest-européens, les communistes avaient besoin de défendre patiemment et habilement les besoins fondamentaux des ouvriers.

⁴⁴⁵ Deutscher 1959, p. 138; Felchtinski (éd.) 1990 vol. 1, p. 90-101 ("Lette de Bakou" de Medvedev). La version originale a été probablement écrite à la fin janvier 1924; Felchtinski a réimprimé la version que Medvedev a présentée aux dirigeants du Parti en juillet 1926 et il a affirmé qu'elle était fiable. Lors de son interrogatoire par le NKVD en 1935, il a nommé d'autres personnes qui avaient lu cette lettre à Moscou en 1924 ((TsA FSB, R33718, d. 49906, vol. 5, II. 28-31).

C'est seulement après avoir fait cela qu'ils pourraient désabuser les ouvriers de la croyance selon laquelle « la satisfaction de ces nécessités changera fondamentalement leur situation matérielle et sociale ».

La lettre et les documents relatifs à la discussion dans le Parti en 1923-24 ne sont parvenus à Bakou qu'au début du mois de juin 1924. La Tchéka azerbaïdjanaise, qui avait mis les membres du Parti communiste sous surveillance à partir d'au moins le milieu de 1922, a eu connaissance de la lettre en juillet 1924, lorsqu'elle a infiltré des indicateurs dans le soi-disant "groupe de Bakou de l'Opposition ouvrière". La police a signalé que la plupart de la douzaine des membres du groupe était d'anciens ouvriers qui étaient employés dans les soviets, bien que quelques-uns aient été des ouvriers de l'industrie à cette époque-là. Le groupe n'a fait que deux ou trois réunions.

En octobre 1924, les officiels du Parti de Bakou ont envoyé une copie de la lettre de Medvedev à la CCC où elle a été accueillie avec dérision, mais elle a été pourtant archivée en cas de besoin futur⁴⁴⁶. Il y avait des centaines, peut-être des milliers, de tels "cas" dans les dossiers de la CCC, mais cette lettre est devenue une arme du Parti dirigé par Staline contre les oppositionnels.

La version de la lettre de Medvedev que les officiels de Bakou ont envoyé à la CCC était falsifiée. Des fautes d'orthographe et des erreurs grammaticales peu habituelles chez lui n'étaient pas les seules caractéristiques qui la distinguaient de son original. La seconde version faisait apparaître qu'elle cherchait des concessions industrielles à grande échelle et d'importants emprunts étrangers et intérieurs comme moyen de rassembler du capital pour une industrialisation intensive. En outre, elle donnait l'impression qu'il avait renoncé à considérer les ouvriers de l'Europe occidentale comme révolutionnaires et qu'il proposait que les organisations communistes ouest-européennes se dissolvent pour rejoindre les partis sociaux-démocrates. Boukharine, Staline, Iaroslavski et d'autres, ont fondé leurs attaques sur la version falsifiée de la lettre. Les références à la lettre dans la littérature secondaire ont été établies sur une information inexacte provenant de ces opposants⁴⁴⁷.

Quand Zinoviev (en poste au Politburo) a discuté de la lettre avec Medvedev en décembre 1924, il ne lui a pas montré la version reçue de Bakou, mais Medvedev a deviné que cette lettre différait de la lettre originale. Exprimant sa préoccupation que l'OGPU l'avait falsifiée, il a demandé sa publication, en expliquant que la machine à rumeurs avait éveillé la curiosité chez beaucoup qui étaient désireux de la lire. Le Politburo a envisagé d'exiger que Zinoviev écrive une dénonciation de la lettre de Medvedev, mais Zinoviev ne l'a pas fait. Néanmoins, ce n'était pas la fin de l'affaire. La Commission de contrôle azerbaïdjanaise du Parti a entrepris des investigations sur le "groupe" à Bakou en 1925⁴⁴⁸. D'autres développements ont été liés aux luttes politiques internes au Parti, alors que Zinoviev et Kamenev entraient dans l'opposition à Staline.

⁴⁴⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 286-7, lettre à la CCC RKP(b) de L. Mirzoian, secrétaire du comité du Parti de Bakou, 2 octobre 1924; et II. 293-300; Knight 1993, p. 23. En Transcaucasie, les Tchéka sont restées en place jusqu'au milieu de 1926, où elles ont été remplacées par les GPU (Knight 1993, p. 29).

⁴⁴⁷ Daniels 1988, p. 279; Day 1973, p. 158-60; Deutscher 1959, p. 274, 277, 307. La version que les dirigeants du Parti ont reçue de Bakou se trouve dans RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, II. 226-33.

⁴⁴⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 29-36, lettre de Medvedev à Moscou à Chliapnikov à Paris, 27 décembre 1924; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 293-300.

En décembre 1925, au XIV^e Congrès du Parti, Staline a proposé sa théorie du “socialisme dans un seul pays” à laquelle Zinoviev et Kamenev se sont opposés ouvertement. C’est à ce congrès-là que Zinoviev et Kamenev se sont servis du “Testament” de Lénine afin de tenter d’ébranler Staline. Mais le culte de la personnalité de Staline commençait pour la première fois à apparaître. Kollontaï était présente. Surprise de voir Zinoviev dans l’opposition, elle a constaté que beaucoup de ses vieux camarades soutenaient Zinoviev et Kamenev. Elle, en revanche, faisait l’éloge de Staline en tant que « personnification » du Parti, « comme Lénine l’était », parce qu’il était « plus fort et plus courageux » que Zinoviev et Kamenev. Remarquant que Chliapnikov et Medvedev « penchaient du côté des Léningradois » (Zinoviev et ses partisans), elle ne les situait pas à cent pour cent dans ce camp. Pour elle, la lutte factionnelle semblait motivée par des rivalités personnelles entre Zinoviev et Staline. Bien qu’elle ait reconnu qu’il y avait du mécontentement parmi les « masses des ouvriers », elle pensait qu’aucune des factions n’avait le soutien des masses ; de plus, elle avouait qu’elle ne savait pas ce que les masses voulaient⁴⁴⁹.

Trotsky était opposé au “socialisme dans un seul pays”, mais il ne s’est pas allié immédiatement avec Zinoviev et Kamenev. Néanmoins, Staline craignait que les opposi-tionnels ne joignent leurs forces, et c’est pourquoi il a pris des mesures préventives, en commençant par la révocation de Zinoviev, de Kamenev et de leurs alliés, de leurs postes importants. Les tensions politiques augmentaient aussi au niveau local, ce qui avait des implications pour d’anciens membres de l’Opposition ouvrière. En janvier 1926, Chliapnikov a reçu une lettre d’un camarade de l’extérieur de Moscou qui signalait que des officiels locaux dans sa zone critiquaient vivement les “Léningradois” et ne l’autorisaient pas, lui et ses associés, à parler, les accusant d’appartenance à l’“Opposition ouvrière” et de « coalition avec les Léningradois »⁴⁵⁰. Cette lettre a donné le ton dans lequel Chliapnikov a reçu des informations sur l’affaire de Bakou.

Quand le journal “Bakinski rabochi” a révélé l’affaire de Bakou au début du mois de février 1926, il décrivait le groupe comme étant une cellule de l’Opposition ouvrière qui avait des liens avec d’autres groupes oppositionnels, qui avait mené un travail en dehors du Parti et qui comprenait d’anciens mencheviks et SR. Le journal prévenait que « la liberté de critique » conduisait inexorablement à la formation de groupes factionnels, et en fin de compte « directement à la contre-révolution ». Au début du mois de février 1926, la Commission de contrôle azerbaïdjanaise du Parti concluait que les “oppositionnels de Bakou” étaient coupables d’organisation et d’agitations antipartis clandestines. Quatre personnes ont été exclues du Parti, six ont été réprimandées ou averties, et six autres ont été “réhabilitées”. Selon certaines sources, l’enquête incluait des mauvais traitements et des intimidations physiques. Zemlianski, qui avait caché Staline de la police secrète tsariste à Bakou, lui a écrit pour accuser la Tchéka azerbaïdjanaise non seulement de l’avoir battu, mais également d’avoir enlevé sa femme et de lui avoir donné des coups de pied. Il prétendait que les interrogateurs menaçaient d’autres

⁴⁴⁹ RGASQPI, f. 134, op. 3, d. 44, II. 6–10, 3 février 1926, Oslo. Ces courtes notes n’étaient pas incluses dans Kollontaï 2001.

⁴⁵⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 39, I. 31, 12 janvier 1926, une lettre de “B”.

suspects avec des revolvers⁴⁵¹. Les dirigeants du Parti communiste de Bakou accusaient Chliapnikov et Medvedev d'avoir dirigé des activités du groupe.

Après que Chliapnikov et Medvedev ont vu l'article du journal de Bakou, ils ont abordé Iaroslavski et Boukharine au Théâtre du Bolchoï et ils ont ensuite essayé en vain de voir Staline. Bien que « très courtois », il n'a cessé de reporter leur rendez-vous avec lui. Finalement, ils ont envoyé une lettre de protestation au Politburo et à la CCC. Formulant l'affaire en termes de provocation (une « dénonciation opportune », un criminel repent, des dirigeants et des ouvriers subornés), ils insistaient sur le fait qu'il n'y avait pas d'Opposition ouvrière à Bakou, seulement des amis communs se rencontrant pour discuter de politique. Lançant une offensive, ils accusaient les dirigeants du Parti de Bakou d'avoir l'intention de monter un coup contre « de vieux et méritants membres du Parti » en les désignant comme contre-révolutionnaires. Finalement, ils demandaient aussi bien la publication de leur protestation dans la "Pravda" et dans les journaux de Bakou que la publication dans le "Bolchevik" de tous les documents que Medvedev avait envoyés à Barchouk en 1924⁴⁵². Ils visaient non seulement à révéler le véritable contenu de ces documents, mais aussi à provoquer une discussion ouverte sur les questions qu'ils soulevaient.

Iaroslavski a expédié une note de service aux autres membres de la CCC dans laquelle il exprimait sa consternation du fait que la Commission de contrôle azerbaïdjanaise du Parti n'avait pas coordonné ses investigations avec la CCC, en particulier depuis qu'un important personnage comme Chliapnikov était concerné par elles. Les tensions entre les organes de contrôle centraux et locaux ont été un problème persistant dans l'histoire de la CCC et de l'organisme qui lui a succédé, la PCC (Commission de contrôle du Parti, 1934-38). La subordination de fait des Commissions de contrôle locales aux comités locaux du Parti, plutôt qu'à la CCC, exacerbait les frictions. En dépit de la tentative de Ianson de concentrer l'enquête sur Chliapnikov et Medvedev, Iaroslavski exigeait que l'on réprimande les Commissions de contrôle azerbaïdjanaise et transcaucasienne du Parti, ce à quoi le chef de la Commission de contrôle transcaucasienne a répondu qu'il n'avait pas eu connaissance de cette affaire. Quelles que soient les apparences d'initiative locale et de confusion administrative, l'inspiration de la part de Staline ne peut pas être exclue. Sergueï Kirov, qui avait été premier secrétaire du Parti communiste de l'Azerbaïdjan en 1925, avait un "vieil ami" avec le rédacteur en chef du "Bakinski Rabochi", Peter Chagine⁴⁵³. Étant donné que Staline avait récemment orchestré la promotion de Kirov comme chef du Parti de Leningrad, il est possible que Kirov ait rendu la pareille en organisant une attaque contre son ennemi juré Chliapnikov, ou bien que les habitants locaux aient pu flagorner Kirov nouvellement promu en mêlant le nom de Chliapnikov à cette affaire.

Après avoir envoyé une commission afin de mener une enquête sur le terrain à Bakou, la CCC a d'abord conclu qu'il n'y avait pas eu de groupe

⁴⁵¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 290–300; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 39, I. 333, 3 mars 1926; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, II. 143–4, 19 mai 1926 lettre de Chliapnikov au Politburo et à la CCC.

⁴⁵² RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 75–115; vol. 2, II. 33–4, 20 février 1926.

⁴⁵³ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 301–4; vol. 2, I. 36; Getty 1997, p. 2; Antonov-Ovseenko 1981, p. 48.

d'opposition à Bakou, malgré une tentative infructueuse d'en former un, et que les membres du groupe se rencontraient « accidentellement, pour boire ensemble, comme des amis, ou lors de réunions familiales ». En conséquence, la CCC a changé les exclusions en reproches sévères avec des avertissements et des réprimandes. Le remplacement des exclusions par des punitions plus légères était devenu habituel pour les commissions de contrôle à tous les niveaux. Néanmoins, Chliapnikov et Medvedev ont été obligés d'affronter les enquêteurs de la CCC, Aaron Solts, Iaroslavski et Maria Oulianova, à la fin du mois de mars. La rencontre a été tendue étant donné que Chliapnikov refusait de croire que cette affaire aurait pu aller aussi loin à Bakou sans que quelqu'un de la direction ne donne des instructions, tandis que les enquêteurs de la CCC affirmaient se sentir insultés par ses insinuations⁴⁵⁴.

Les questions posées aux deux interrogés se préoccupaient de savoir si Chliapnikov et Medvedev avaient les mêmes points de vue que ceux qui étaient exprimés dans la lettre, quel était le but de la lettre et précisément qui avait été impliqué dans sa rédaction et dans sa distribution. La subjectivité de l'enquête a été soulignée par une question qualifiant le contenu de la lettre de « directives d'organisation et de propagande ». La demande de Chliapnikov de publier tous les documents, l'insistance qu'il mettait à pouvoir répondre aux questions de la CCC par écrit (contrairement aux procédures habituelles de la CCC d'interrogatoire oral) et sa requête de ramener les documents d'enquête chez lui pour qu'il puisse les examiner, tout cela a suscité le soupçon qu'il voulait utiliser l'enquête en vue d'une politique factionnelle. Finalement, d'accord pour soumettre leurs questions par écrit, les enquêteurs de la CCC ont autorisé Chliapnikov et Medvedev à s'en aller sans avoir répondu aux questions. Néanmoins, ils ont refusé de leur permettre d'emporter les documents d'enquête chez eux, craignant à juste titre que les deux accusés ne les reproduisent et ne les distribuent. Ils n'ont eu le droit d'examiner les documents que dans les bureaux de la CCC⁴⁵⁵.

Durant le printemps et l'été de 1926, l'enquête a été reportée. À la fin du mois de mai, Staline a écrit à Molotov qu'il devrait faire pression sur Boukharine pour qu'il accélère la rédaction d'un article dirigé contre l'Opposition ouvrière. Staline rappelait que c'était Zinoviev qui avait été désigné pour l'écrire, mais il ne l'avait pas fait et il avait par conséquent « saboté la mission que lui avait fixée le Politburo ». Reliant implicitement Trotski et Zinoviev à Chliapnikov, Staline a écrit à Molotov à la mi-juin : « Je pense que très bientôt le Parti frappera les gueules de Trotski et de Gricha [Zinoviev] ainsi que celle de Kamenev et les transformera en diviseurs isolés, comme Chliapnikov ». Entre-temps, davantage de pression a été exercée, y compris une enquête corollaire sur Medvedev, qui était fondée sur des allégations selon lesquelles il s'était livré à une politique factionnelle à Moscou, orientée vers la « liaison » avec Zinoviev qui « donnerait des directives », bien qu'il soit ridicule d'imaginer Medvedev à la recherche de « directives », en particulier provenant de Zinoviev. Finalement, un éditorial de la « Pravda » du 10 juillet (*Sur le danger de droite dans le Parti*, probablement écrit par Boukharine) accusait Medvedev de renoncer à la révolution internationale et

⁴⁵⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 127–214; vol. 2, II. 95–117; Getty 1997, p. 2. Maria Oulianova a soutenu Staline et Boukharine en 1925–6 (Turton 2007, p. 114–15).

⁴⁵⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, II. 102–17, 136–8, 8 avril 1926.

de favoriser la location à grande échelle de l'industrie soviétique aux capitalistes étrangers. Chliapnikov, qui était en vacances dans le Sud quand l'article de la "Pravda" est paru, a déclaré à Medvedev son intention de contester les « falsifications de Boukharine » et de publier la réponse qu'il avait rédigée comme un pamphlet⁴⁵⁶.

Lors d'un important plénum du Parti le 15 juillet 1926, Staline a qualifié la lettre de Medvedev de "menchevique" et il a accusé Zinoviev de "sabotage" étant donné qu'il avait tergiversé pour la critiquer. En outre, il a accusé Trotski et Zinoviev d'avoir formé un bloc avec l'Opposition ouvrière. Objectant que le Politburo ne l'avait jamais "désigné" pour écrire un article, Zinoviev a prétendu qu'il avait pensé que la lettre devait être publiée et analysée de manière critique dans le journal "Bolchevik", et qu'il avait pensé que Staline et les autres membres du Politburo avaient été d'accord avec lui sur cela en 1924-25⁴⁵⁷. Pour sa part, Medvedev a objecté que l'accusation qui était portée contre lui dans la presse et au plénum était fondée sur des déclarations qui ne figuraient même pas dans sa lettre originale, que ses points de vue sur les baux accordés aux étrangers avaient coïncidé avec ceux de Lénine et que ses opinions étaient très différentes de celles qui étaient citées dans l'article. Chliapnikov s'est joint à lui en envoyant une lettre de protestation à la "Pravda" et à la CCC, demandant la publication de la lettre originale de 1924 de Medvedev et d'un manuscrit de Chliapnikov, tous deux étaient joints⁴⁵⁸.

Sans attendre une réponse, Chliapnikov a fait circuler des copies de son manuscrit parmi les membres du Parti qui étaient en vacances avec lui dans la station thermale méridionale de Kislovodsk. Les sanatoriums étaient parfois des arènes de discussion parmi les communistes qui ne voulaient pas faire une pause dans la politique et qui avaient l'occasion d'y rencontrer des camarades qu'ils ne pouvaient pas voir autrement. Un scandale a éclaté lorsqu'un instructeur de district du Parti de Moscou a saisi une copie du manuscrit de Chliapnikov et l'a fait parvenir à la CCC. Un administrateur du sanatorium était particulièrement inquiet du fait que le tollé général poussé contre l'informateur menace d'impliquer dans l'affaire des ouvriers du Donbass qui étaient en vacances, alors que certains n'étaient même pas membres du Parti⁴⁵⁹. Il y avait donc une véritable inquiétude que les points de vue oppositionnels se propagent aux ouvriers.

Finalement, le manuscrit de Chliapnikov a même touché un public plus large étant donné que l'Opposition unie en a distribué des copies. Il est possible que l'accord pour faire cela ait eu lieu à Kislovodsk où Trotski et Kamenev étaient en vacances et où ils ont rencontré Chliapnikov. Trotski donnait des conférences politiques dans les sanatoriums. Ayant connaissance

⁴⁵⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 149–214; vol. 2, II. 139–40, 147–8, 154–5; Lih et autres. (éd.) 1995, p. 104–5, 114–15; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 204. Lih et autres. (éd.) 1995 ont pensé aussi que c'est Boukharine qui a écrit l'éditorial de la "Pravda" du 10 juillet (Lih et autres (éd.) 1995, p. 104).

⁴⁵⁷ Lih et autres (éd.) 1995, p. 104–5, citant RGASPI, f. 17, op. 2, d. 246, vyp. 1, II. 75–6; et d. 696, II. 46–7. Lih et autres (éd.) 1995 ont écrit qu'ils n'avaient trouvé aucune décision du Politburo chargeant Zinoviev d'écrire un article qui critiquerait la lettre de Medvedev.

⁴⁵⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, II. 186–91, I. 250. La CCC a immédiatement mené une analyse comparative des deux versions différentes de la "Lettre de Bakou" (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 2, II. 192–233). "Bolchevik" a publié le manuscrit de Chliapnikov en septembre 1926, mais la lettre de Medvedev n'a été publiée en Russie qu'en 1990.

⁴⁵⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 22–7; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 12, I. 23.

de leur collaboration, Staline a écrit à Molotov à la fin septembre que la question de Medvedev ne pouvait pas être « passée sous silence »⁴⁶⁰. Il est possible que le harcèlement répété de Molotov de la part de Staline indique qu'il était peu disposé à engager des poursuites pour cause de factionnalisme contre les anciens membres de l'Opposition ouvrière.

Dans son manuscrit, qui a été finalement publié dans le "Bolchevik" en septembre 1926, Chliapnikov assénait une réfutation acérée des accusations de la "Pravda", prononçait une défense fougueuse des points de vue de Medvedev et portait une attaque contre les motivations des dirigeants du Parti. Il insistait sur le fait que les membres du Politburo soulevaient un scandale politique à propos de cette lettre afin tout simplement d'exercer des représailles contre « les humeurs oppositionnelles grandissantes dans le Parti ». Ensuite, il se plaignait du fait que la diffamation politique des oppositionnels soit devenue une arme de la lutte dans le Parti et un moyen de promotion rapide pour les carriéristes du Parti. Soutenant l'accusation de Medvedev selon laquelle l'alliance ouvriers-paysans [*smichka*] se transformait en une alliance avec les paysans riches [*koulaks*], il concluait en appelant au « triomphe de la démocratie ouvrière » et pour mettre fin au système « d'enquêtes criminelles, de dénonciations, de diffamations publiques et de menaces », qui sévissait dans le Parti⁴⁶¹.

Malgré le défi plein d'entrain de Chliapnikov, l'Opposition ouvrière avait déjà perdu la partie en raison de la confiance qu'avait Staline dans les « voyous » pour « perturber » les réunions des oppositionnels, de sa description couronnée de succès de l'Opposition comme étant anti-paysanne et de l'attrait apparent que la doctrine du "socialisme dans un seul pays" avait pour la base. Trotski, Zinoviev, Kamenev et les autres leaders de l'Opposition unie, reconnaissaient leur défaite et ils ont promis de dissoudre leur opposition. Le Politburo leur a demandé de dénoncer « la plateforme menchevique » de Chliapnikov et de Medvedev⁴⁶². Fin octobre, Trotski a été exclu du Politburo après que "The New York Times" a publié le "Testament" de Lénine, et Trotski a lancé à Staline l'insulte qu'il était « le fossoyeur de la révolution » lors d'une réunion élargie du Politburo. Les grandes tensions au sein du CC à propos de cette affaire ont contribué à façonner le contexte dans lequel Chliapnikov et Medvedev étaient également parvenus à un accord avec la CCC. Isaac Deutscher interprète cela comme une soumission abjecte, et il écrit de manière erronée que tous les deux avaient été exclus du Parti et seulement réadmis après avoir effectué « une rétractation exemplaire »⁴⁶³. Au contraire, ils ont lutté de façon résolue pour résister aux accusations de factionnalisme antiparti.

Du 20 au 29 octobre, Chliapnikov et Medvedev se sont affrontés à la CCC dans de longues séances presque quotidiennes et finalement au Politburo.

⁴⁶⁰ RGASPI, f. 82, op. 2, d. 185, II. 59–60; f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 127–33, 149–214; Lih et autres. (éd.) 1995, p. 129.

⁴⁶¹ Chliapnikov 1926e, p. 62–73. Il suit de près l'ébauche qui se trouve dans RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 7–21 et 41–62. L'article de Chliapnikov dans le "Bolchevik", l'article dans la "Pravda" du 10 juillet et la réponse du "Bolchevik", ont tous été republiés sous forme de livre (Slepkov (éd.) 1926).

⁴⁶² Deutscher 1959, p. 282–6; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 592, 7 octobre 1926. Boukharine, Rikov et Tomski, ont signé la résolution du Politburo.

⁴⁶³ Deutscher 1959, p. 295–6; Deutscher 1966, p. 309. Le testament a voyagé par l'intermédiaire des réseaux oppositionnels jusqu'à Boris Souvarine à Paris et de lui au socialiste américain, Max Eastman.

Initialement réfractaire, Chliapnikov a réitéré ses soupçons de provocation : « rien de tel que l'affaire de Bakou ne peut perdurer dans notre Parti à l'initiative des régions. Si vous [la CCC] ne le saviez pas, cela signifie que Staline le sait ». Sa preuve principale était éphémère, le souvenir d'avoir vu parmi les documents d'enquête un télégramme de Moscou à Bakou à la fin 1925, un document qui plus tard est devenu introuvable. Les deux parties ont reconnu que la suspicion mutuelle et les échanges animés avaient créé des malentendus. Alors que Chliapnikov battait en retraite, Medvedev quant à lui continuait à se moquer des soupçons de la CCC :

« Alexander Gavrilovitch et moi vivons dans le même appartement. Naturellement, nous échangeons des opinions. Il est absurde de concevoir que nous pourrions vivre dans le même appartement, nous asseoir à la même table et dire : non, je ne veux pas parler avec toi parce que j'ai peur que Solts ne me traite de fractionniste ».

Solts est intervenu pour dire que mettre par écrit des opinions politiques leur a donné un caractère complètement différent que d'en discuter en privé. Medvedev a fini par admettre sa négligence, mais Chliapnikov a ajouté, pour la défense de ce dernier, qu'il n'avait pas écrit en vue d'être publié et distribué. Devenant conciliants, Solts et Oulianova ont accepté la prémisse selon laquelle la lettre était privée, mais Solts a affirmé que le factionnalisme est survenu lorsque les ouvriers de Bakou se sont rassemblés et qu'ils ont analysé la lettre. Chliapnikov a répliqué : « il y avait seulement 10 d'entre eux, mais vous faites comme si cette lettre avait été accessible à l'ensemble du pays et même au-delà ».

Poussé à renoncer aux points de vue contenus dans cette lettre, Chliapnikov a maintenu que c'est seulement l'interprétation de ces points de vue qui avait été erronée. Ensuite, il a orienté les négociations vers sa situation « anormale », de même que celle de Medvedev, dans le Parti. Le comité du Parti de Moscou refusait de l'affecter à une cellule du Parti, le Parti ne lui assignait pas un travail et il ne pouvait pas chercher un travail de façon indépendante sans enfreindre la discipline du Parti. (Comme sa femme avait donné naissance à leur premier enfant Youri en février, il avait besoin d'un revenu régulier et sûr ; il désirait également avoir un exutoire pour ses énergies dévolues à l'organisation et avoir le sentiment qu'il apportait une contribution pratique à la révolution). La CCC a refusé de lui garantir un travail. Les avertissant que leur situation « ne tenait qu'à un fil », Iaroslavski insistait pour qu'ils dénoncent leurs points de vue politiques "mencheviks" afin d'éviter leur exclusion du Parti. Il consentait au fait qu'ils n'avaient pas à admettre qu'ils avaient constitué un bloc. Medvedev a été d'accord pour faire une déclaration, mais il a ajouté avec colère : « même si cinq commissions me menaçaient, si elles me menaçaient de me jeter au sous-sol du GPU, elles ne me convaincront pas que je suis un menchevik ». Chliapnikov a lui aussi refusé de s'abaisser, et il a continué à nier avoir constitué un bloc avec d'autres oppositionnels. Solts admettait que les points de vue de Chliapnikov, de Zinoviev et de Trotski, ne pouvaient pas se concilier de manière cohérente, mais il pensait qu'il y avait une certaine sorte de bloc organisationnel, étant donné que tous s'élevaient

contre une « faction dominante ». Au bout du compte, répondant par écrit aux questions initiales de la CCC, Chliapnikov et Medvedev ont caractérisé la “Lettre de Bakou” comme étant une lettre personnelle écrite durant une période de débat autorisé au sein du Parti. Réitérant leur désapprobation du factionnalisme, ils admettaient simplement que la lettre contenait certaines formulations erronées et sommaires qui ont permis sa mauvaise interprétation. S’excusant pour des excès polémiques, ils demandaient à avoir une « existence normale » au sein du Parti. Chliapnikov a laissé échapper que lui et Medvedev n’ont fait des concessions qu’afin de soulager la pression qui pesait sur eux⁴⁶⁴.

Insatisfaits de ces réponses, les membres de la CCC ont rédigé un texte leur demandant de rejeter complètement les points de vue qu’ils soutenaient antérieurement sur toutes les questions importantes et de reconnaître que l’accusation portée contre eux dans la presse du Parti était justifiée. De manière significative, la CCC leur réclamait de reconnaître que le fait de négliger de prendre leurs distances par rapport à l’Opposition unie représentait une preuve suffisante de l’existence d’un bloc. Finalement, la CCC exigeait qu’ils expriment des regrets parce que la lettre de Medvedev avait été utilisée contre leur volonté comme la base d’une tentative antiparti d’organiser un groupe. Chliapnikov et Medvedev n’ont pas fait tout ce que la CCC demandait. Leur lettre suivante déclarait simplement qu’ils n’étaient pas dans un bloc et qu’ils n’avaient pas enfreint consciemment la discipline du Parti ; ils promettaient d’exécuter toutes les décisions du Parti, mais ils insistaient sur le fait que la “Lettre de Bakou” avait été mal interprétée. Exprimant le regret qu’elle ait été caractérisée comme une plateforme politique et qu’elle ait été largement accessible, ils n’assumaient pas la responsabilité de ces résultats⁴⁶⁵.

Augmentant la pression, la commission d’enquête de la CCC a contredit par la suite ses conclusions initiales, étant donné qu’elle concluait que la lettre de Medvedev a vraiment incité en 1924 plusieurs membres du Parti de Bakou à organiser une faction et que leur nouvelle plateforme était « même davantage antiparti » que l’ancienne plateforme de l’Opposition ouvrière. Bien que faisant valoir que l’exclusion de Medvedev était justifiée, la commission a conseillé de lui envoyer une sérieuse réprimande accompagnée d’un avertissement et de reprocher sévèrement à Chliapnikov de ne pas avoir empêché les activités de Medvedev, alors qu’il en avait connaissance, ainsi que de ne pas avoir pris ses distances par rapport aux points de vue de Medvedev, et de les avoir défendus⁴⁶⁶.

L’affaire est ensuite parvenue jusqu’au présidium complet de la CCC. Peut-être s’attendant à de la sympathie, Chliapnikov a remarqué que beaucoup de membres du présidium avaient soutenu l’Opposition ouvrière avant 1922. Quelques blagues d’énervement ont été lancées en direction de Medvedev avant que Solts et Iaroslavski ne commencent à faire comprendre aux deux hommes (et peut-être aux autres membres du présidium) la gravité des accusations : le fait de lutter contre le CC, d’adhérer à un bloc idéologique

⁴⁶⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 72–115, 20 octobre 1926.

⁴⁶⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 70–1, 140–1, 21 octobre 1926.

⁴⁶⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 127–37, conclusion de la commission et procès-verbal de sa séance du 22 octobre 1926. Iaroslavski, Solts et Oulianova ont signé cette conclusion.

avec l'opposition et de renoncer à contrecœur à leurs erreurs. Chliapnikov a mis l'accent sur le fait qu'ils avaient dû se défendre contre les accusations de la "Pravda" « qui les dépeignait comme des monstres ». Comparant de manière défavorable leur intransigeance à la reconnaissance par Trotski et Zinoviev de leurs erreurs (ils avaient en réalité essayé, eux aussi, de négocier), Kouibitchev a objecté que Chliapnikov « pense qu'il jouit d'une certaine sorte d'autorité morale dans le Parti ». Et en effet, certains membres du présidium éprouvaient de la sympathie à l'égard de Chliapnikov, ce qui a conduit à suggérer de le punir moins durement que Medvedev⁴⁶⁷.

En conséquence, la CCC a décidé d'exclure Medvedev du Parti et de donner à Chliapnikov une réprimande sévère et un avertissement. Consternés, les deux hommes ont fait appel au Politburo. Ils continuaient à ne pas reconnaître leurs points de vue erronés ou à condamner leurs alliés. Le Politburo a désigné Ordjonikidze et Ianson « pour faire une tentative avec les camarades Chliapnikov et Medvedev d'élaboration d'un texte qui pourrait satisfaire les intérêts du Parti ». Le produit final de cette discussion a été une lettre non signée qui répondait largement à la demande de la CCC ; elle déclarait en effet que la lettre de Medvedev contenait des points de vue grossièrement erronés, que les attaques contre elle dans la "Pravda" et dans le "Bolchevik" étaient justifiées et que leurs déclarations précédentes auprès du CC et de la CCC en ce qui concerne l'affaire de Bakou étaient fausses. La lettre reconnaissait qu'ils employaient des méthodes de lutte factionnelle et elle condamnait ces méthodes. Elle enjoignait à leurs alliés de disperser tous les groupes factionnels clandestins qu'ils auraient pu constituer. Mais elle ne reconnaissait quand même pas qu'ils formaient un bloc avec Trotski, Zinoviev et Kamenev, et elle ne désavouait non plus tous leurs anciens points de vue. Par conséquent, ils ne se sont pas soumis de façon abjecte. Après qu'Ordjonikidze et Ianson ont transmis la lettre à Staline, la CCC a annulé son avertissement à Chliapnikov et a concédé que Medvedev pouvait rester dans le Parti⁴⁶⁸.

Chliapnikov a évité les intrigues fractionnistes après octobre 1926, mais il trouvait toujours beaucoup de choses à critiquer dans la politique du Parti. Lorsque le Parti nationaliste chinois, soutenu par les Soviétiques, a écrasé les communistes chinois en avril 1927, et quand les syndicalistes britanniques se sont retirés du front uni en septembre, l'Opposition unie ranimée a dénigré les erreurs de jugement évidentes de Staline et de Boukharine en matière d'affaires étrangères. Bien que les membres de l'opposition aient pu essayer de persuader Chliapnikov de déclarer qu'il la soutenait, en signant sa déclaration de mai 1927 (la "Déclaration des 83"), qui critiquait un large éventail de mesures de politique extérieure et intérieure, il a maintenu une position d'autonomie dans les discussions internes au Parti. Certains de ses partisans l'exhortaient à s'exprimer. L'un d'eux (peut-être Maria Trifonova) lui a écrit pour lui demander où il se situait dans la lutte politique qui menaçait au sein du Parti. Elle dépréciait le programme de l'Opposition unie du fait qu'il comportait « trop de miel démocratique » et à cause des ses faibles « formules à propos des ouvriers et de l'économie ». Réprimandant Chliapnikov pour avoir

⁴⁶⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 149–214; Anderson et autres (éd.) 2007, vol. 2, p. 345–415, 427–52.

⁴⁶⁸ RGASPI, f. 17, op. 162, d. 599, procès-verbal 65, 29 octobre 1926, p. 2; f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 1, II. 148, 215–30, 241–2, 247, 25–30 octobre 1926. Le texte final a été publié dans la "Pravda" du 31 octobre 1926.

suivi « la vieille tactique du silence et de l'inactivité », elle a toutefois averti que, s'il n'agissait pas, elle et ses complices pourraient rejoindre « l'aile gauche de l'opposition »⁴⁶⁹.

Réprimandant sa camarade parce qu'elle permettait à ses « émotions » d'obscurcir sa « froide analyse marxiste » (une pointe de langage sexiste), Chliapnikov reconnaissait que beaucoup de communistes étaient « surpris » du fait qu'il ne se soit pas exprimé en public pour soutenir l'Opposition unie. Assurant qu'il demeurerait un marxiste révolutionnaire, il expliquait qu'il soutenait la nouvelle opposition, mais sans « la rejoindre pour ne pas perdre notre identité politique ». Il n'a pas signé son programme parce qu'il n'a pas été invité à aider à la rédiger ou à la réviser, et parce que ses dirigeants n'avaient pas désavoué leur condamnation de l'Opposition ouvrière en 1926. Bien que six mille communistes aient signé la Déclaration des 83, Chliapnikov a paru sceptique quant à son bien-fondé, étant donné qu'il concluait : « Souviens-toi que des "programmes" sont élaborés au cours d'une lutte qui peut durer des années ». Par conséquent, il continuait à situer l'initiative des ouvriers au-dessus de la direction des leaders. Par la suite, Chliapnikov a confirmé qu'il avait eu de la sympathie pour l'opposition de gauche, mais il a nié l'avoir jamais rejointe. Il détestait devenir une victime de provocation ou de prêter son nom sans avoir de réelle influence. Il est probable que ses camarades, qui provenaient des membres les plus importants de l'Opposition ouvrière, aient été d'accord avec lui. Une analyse statistique du CC montre qu'un seul ancien membre de l'Opposition ouvrière a signé l'une des pétitions de l'Opposition unie⁴⁷⁰.

Lorsque les dirigeants du Parti ont permis aux oppositionnels de publier un texte dans un supplément de discussion officiel à la "Pravda" en novembre 1927, Chliapnikov a utilisé ce moyen autorisé pour exprimer ses points de vue. Dans sa contribution, il dénonçait le chômage et les longues files d'attente devant les magasins d'alimentation comme des symptômes de la « lutte de classe » exacerbée dans le pays. Se plaignant que la presse du Parti négligeait le véritable « danger de droite » provenant des « détenteurs petits-bourgeois de propriété privée » et qu'elle prenait en revanche pour bouc émissaire l'Opposition ouvrière et d'autres tendances, il exhortait les ouvriers à examiner les documents des congrès du Parti et non pas à se contenter d'écouter un seul camp. Défendant l'Opposition ouvrière en tant qu'avocate de l'industrie lourde, il contestait les revendications dans la presse du Parti du redressement industriel, déclarant au contraire que, dans l'industrie des métaux, les niveaux de 1913 n'avaient pas été atteints. Contredisant la déformation des positions de l'Opposition ouvrière par les dirigeants du Parti, il soutenait qu'il avait toujours défendu un rôle plus important pour les ouvriers dans le Parti et l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. Il citait comme preuve de cela des passages de la "Lettre des 22" au Komintern.

⁴⁶⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, II. 168–74, lettres non signées de juin 1927. Il est possible que Piotr Zaloutski lui ait demandé de réfléchir quant à la signature de la "Déclaration des 83" (TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 5, II. 42–3, 4 mars 1935 interrogatoire de Medvedev). De manière quelque peu déroutante, la "Déclaration des 83" est de temps en temps mentionnée comme étant la "Déclaration des 84", mais, par cohérence, j'ai opté pour "Déclaration des 83". Daniels a écrit que Chliapnikov et Medvedev ont fait la paix avec le régime en 1926 (Daniels 1988, p. 309), mais il n'en a rien été.

⁴⁷⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 12, II. 28–35, lettre tapée à la machine de "Aleksandr" à "Cher camarade", 19 juillet 1927; RGASPI, f. 82, op. 2, d. 186, I. 47.

Imputant les désaccords dans le Parti à la présence en son sein « d'un énorme nombre d'éléments petits bourgeois » ainsi qu'à « leur idéologie et à leur politiques », il appelait à un afflux d'ouvriers de l'industrie dans le Parti. Si le Parti était largement prolétarien, il ne serait pas néfaste d'avoir des désaccords et des débats en lui. Trouvant « complètement intolérable et profondément défectueux d'avoir eu des années de lutte dissimulée et de silence apparent, suivies de semaines de discussion rappelant les attaques les plus vulgaires des campagnes électorales bourgeoises », il lançait un appel en faveur de la « démocratie ouvrière » pour remplacer la culture politique existante⁴⁷¹.

L'Opposition unie a subi la défaite lors du XV^e Congrès du Parti en décembre 1927 et 75 leaders de l'opposition ont été exclus du Parti. Zinoviev et Trotski avaient été exclus auparavant. Au total, environ huit mille oppositionnels ont été exclus en 1927-28. Néanmoins, certains oppositionnels ont continué à exprimer leurs critiques en 1928⁴⁷². Des personnes inconnues ont poursuivi leurs tentatives pour impliquer Chliapnikov dans la politique oppositionnelle, mais il soupçonnait de plus en plus des provocations de l'OGPU⁴⁷³. L'on pourrait comparer sa position à celle de Kollontaï. Quand, en 1927, elle a publié dans la "Pravda" un article qui attaquait l'Opposition unie, Chliapnikov l'a réprimandée. Troublée par sa désapprobation, elle a cherché à se consoler dans la nostalgie, passant ses vacances dans la même chambre d'hôtel à Holmenkollen, Norvège, où il avait résidé en 1915, et se souvenant de sa bonté prérévolutionnaire qui lui avait valu le surnom de "cœur en or" [*zolotoe serdechko*]⁴⁷⁴.

Conclusion

Les points de vue politiques et économiques de Chliapnikov entre 1923 et 1926 ont été d'une certaine manière cohérents avec ceux qu'il avait eus lors du XI^e Congrès du Parti, mais ses opinions ont aussi évolué en raison du changement des circonstances. Tout en cherchant à faire entrer davantage d'ouvriers dans le Parti et dans ses organes directeurs, il défendait la liberté de critique au sein du Parti pour tous ses membres. Continuant de demander de mettre fin à l'ingérence du CC dans les élections de niveau inférieur, il mettait aussi en garde contre le danger que, pensait-il, les méthodes de l'OGPU présentaient pour les membres du Parti. Il recommandait le développement de l'industrie lourde au moyen de commandes croissantes de biens industriels par l'État, le capital devant provenir des réserves d'or soviétiques ; il réclamait la promotion de la collectivisation volontaire ou de la location par l'État des terres des paysans pauvres. Craignant que la NEP n'entraîne trop de concessions à la paysannerie, il s'inquiétait du fait qu'un échec à développer l'industrie lourde permettrait la subversion de la révolution en Russie et que les dirigeants communistes russes fassent dérailler le

⁴⁷¹ RGASPI, f. 82, op. 2, d. 195, II. 117–25, *Leçons de la lutte interne dans le Parti*, copie datée du 9 novembre 1927.

⁴⁷² Daniels 1988, p. 320; Gusev 2008, p. 153; Halfin 2007, chapitres 5–6.

⁴⁷³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 40, I. 1, lettre du 9 November 1928 à Chliapnikov et à Medvedev du Bureau central temporaire de l'Organisation des Partis ouvriers communistes (bolcheviks) de l'Union. La lettre faisait allusion à « des rumeurs ... selon lesquelles soi-disant ce sont Staline et le GPU qui inspiraient notre journal ».

⁴⁷⁴ Kollontaï 2001, vol. 1, p. 182–3, et 328–9, 20 décembre 1927.

mouvement révolutionnaire à l'étranger en s'aliénant les ouvriers ouest-européens avancés.

Chliapnikov a essayé de se conformer à la discipline du Parti, mais les dirigeants du Parti dans la CCC et la police secrète ont constamment redéfini la conduite autorisée en termes de discipline de Parti. Chliapnikov n'a pas suivi la voie de Miasnikov vers la formation d'un nouveau parti ouvrier, et il n'a pas permis non plus à Trotski et à Zinoviev de le manipuler pour servir leurs objectifs dans le factionnalisme à l'intérieur du Parti. Il a insisté sur le fait que la communication de Medvedev avec les communistes de Bakou était une conversation politique saine, mais beaucoup de dirigeants et de membres du Parti considéraient déjà de telles activités comme dangereuses et contraires aux intérêts du Parti. Chliapnikov définissait strictement le factionnalisme comme une direction centrale qui donnait des orientations formelles à des groupes organisés au niveau local et qui partageait avec eux un programme écrit commun officiel (à l'instar de l'effort de Miasnikov). Il ne considérait pas que des discussions politiques privées constituent du factionnalisme. Alors qu'il insistait sur le droit à la liberté de critique, les autorités locales de Bakou (conformément avec la ligne de Staline) maintenaient fermement que la liberté de critique menait inexorablement au factionnalisme et à la contre-révolution.

La CCC a été le creuset qui a élaboré les nouvelles définitions politiques ; en outre, elle a constitué un forum à huis clos pour débattre de ces définitions et des concepts qui les sous-tendaient. Au fur et à mesure que l'enquête de la CCC évoluait, sa définition du factionnalisme changeait en passant du travail organisationnel réel à la tentative de former un groupe oppositionnel et de diffuser des points de vue contraires à ceux de la majorité du Politburo. Néanmoins, il demeurait certaines différences au sein de la CCC. Les désaccords politiques devaient-ils être consignés par écrit pour constituer du factionnalisme ou bien une discussion orale à leur sujet était-elle suffisante ? Comment un "bloc" devait-il être défini de manière stricte ? Devait-il inclure seulement ceux qui signaient un document oppositionnel ou bien pouvait-il englober de façon approximative tous ceux qui employaient une expression particulière pour décrire les dirigeants du Parti, ou leurs politiques, ou ceux qui refusaient de dénoncer les points de vue oppositionnels d'autres individus ? Maintenant obstinément qu'un bloc formel consistait en des gens qui ont écrit conjointement et défendu un programme politique, Chliapnikov insistait sur son interprétation personnelle de sa propre conduite politique dans le Parti, même lorsque les règles changeaient autour de lui. Pourtant, les tentatives pour échapper au contrôle des dirigeants du Parti n'ont fait qu'inciter ces dirigeants à élargir leurs définitions du comportement politiquement inacceptable.

CHAPITRE 10

La fin de la NEP, l'industrialisation et la répression accrue

Staline s'est retourné contre la NEP à la fin des années 1920 en affirmant qu'elle mettait l'URSS en danger d'être submergée par des ennemis extérieurs et sapée par des ennemis intérieurs. Ayant vaincu l'Opposition de droite de Boukharine, Tolski et Rykov, laquelle voulait continuer le gradualisme de la NEP, Staline et ses hommes ont imposé la collectivisation forcée et l'industrialisation rapide à l'Union soviétique. La « révolution d'en haut » de Staline, ou bien la « Grande rupture », a été une tragédie personnelle souvent épouvantable pour des millions de citoyens soviétiques. Les familles des soi-disant « paysans riches » [*koulaks*] ont été exilées brusquement et manipulées vers des régions lointaines, et beaucoup d'entre elles ont péri en cours de route ou arrivées à destination, tandis que la famine ravageait la vie d'un nombre énorme d'Ukrainiens et de Kazakhs et provoquait chez eux des souffrances inouïes. Les politiques de Staline ont non seulement privé de nourriture la campagne, mais elles ont mis la pression sur les ouvriers. De nombreux ouvriers inexpérimentés ont perdu la vie dans des accidents du travail sur des sites de construction, dans les mines et dans les usines. L'économie stalinienne, issue des nouveaux plans quinquennaux, était profondément défectueuse, avec des goulots d'étranglement, de la corruption, de la manipulation statistique et de la négligence du secteur de la consommation, qui devenaient systématiques. Néanmoins, la révolution de Staline a créé des industries entièrement nouvelles, de nouveaux centres industriels, et elle a considérablement augmenté la population urbaine et la main d'œuvre industrielle⁴⁷⁵.

Beaucoup d'anciens oppositionnels espéraient que la campagne de Staline en faveur de l'industrialisation, malgré ses défauts, réaliserait leur but qui était de créer une économie et une société hautement productives et égalitaires qui assureraient une meilleure qualité de vie à tous les citoyens soviétiques. Ils avaient très envie de participer à ce projet parce que, comme Deutscher l'a écrit : « C'était une pensée exaspérante pour les trotskistes que le grand changement de cette "seconde révolution" puisse se faire sans eux ». Bien que Staline se soit chargé de placer ses propres hommes au postes de contrôle de l'administration économique et industrielle de l'Union soviétique, il était encore obligé de s'appuyer sur beaucoup d'anciens oppositionnels pour l'aider à accomplir ses politiques. La notoriété persistante d'anciens oppositionnels dans l'industrie et dans d'autres postes le tourmentait, en particulier lorsque des troubles sociaux ont éclaté dans différentes régions en

⁴⁷⁵ Concernant la rupture de Staline avec Boukharine ainsi que la révolution d'en haut du premier, les nombreux travaux importants comprennent Tucker 1990; Cohen 1980; Fitzpatrick 1983; Kuromiya 1998; Lewin 1975 et Viola 2007.

raison de pénuries alimentaires, d'accidents du travail, de longues journées de travail et de retards dans la paie. Beaucoup de trotskistes et de centralistes démocrates ne s'étaient pas réconciliés avec les politiques de Staline, et ils maintenaient de ce fait un réseau politique clandestin. Pour eux, l'absence de démocratie interne dans le Parti et l'exploitation des ouvriers dans leur travail de production gênaient sérieusement les efforts pour industrialiser et pour collectiviser⁴⁷⁶. Craignant que les oppositionnels puissent capitaliser sur le mécontentement ouvrier, Staline a orienté l'attention accrue de la police sur eux.

Comme beaucoup d'opposants, Chliapnikov a soutenu avec enthousiasme l'industrialisation de la Russie à laquelle il a contribué en tant que président d'un Conseil de l'importation des métaux de 1926 à 1929 et d'une Association des industries fabriquant des articles en métal en 1931 ; il a même publié en 1929 un article dans la presse soviétique qui faisait l'éloge de la politique d'industrialisation de Staline. Néanmoins, Staline et beaucoup de ses partisans continuaient à se méfier de Chliapnikov et exerçaient de la pression sur lui. Des attaques politiques s'intensifiaient sur ses mémoires qu'il avait rédigés durant sa période de chômage. En outre, la CCC et l'OGPU l'impliquaient, lui et Medvedev, dans une enquête relative à l'oppositionnisme à Omsk. Passant de la fin de la NEP à la période de la révolution d'en haut de Staline, ce chapitre éclaire la politique et l'économie de cette époque de transition dans la mesure où elles ont affecté la vie de Chliapnikov.

L'importation de métaux

Lorsque l'affaire de l'Opposition de Bakou a été dénouée, Chliapnikov a reçu une nouvelle affectation de travail. Après s'être entretenu avec Staline en novembre 1926, il a été désigné pour diriger l'importation des métaux en URSS afin de fournir une industrie qui se ranimait lentement. L'organisation de l'industrie avait énormément changé depuis que Chliapnikov avait quitté le Narkomtrud et qu'il avait été contraint d'abandonner le Syndicat des métaux. Elle continuait à évoluer tandis qu'il dirigeait les importations de métaux. Pendant la NEP, l'industrie était organisée en trusts. La plupart des trusts s'occupant de métaux étaient subordonnés au VSNKh, mais les trusts ignoraient souvent ses ordres et même ils rivalisaient entre eux. En effet, en 1924, le président du VSNKh, Dzerjinski, s'était plaint de l'arbitraire qui en résultait : « Nous avons presque tous les trusts qui font ce que bon leur semble ... et si quelque chose ne se passe pas bien, ils se cachent derrière le dos des institutions locales, et ils reçoivent leur soutien ». Les trusts disent aux usines ce qu'elles doivent produire et combien elles doivent produire, ils leur procurent des fonds pour les salaires et ils coordonnent les ventes de produits. Ils ont besoin d'une permission pour importer des machines, mais ce sont eux qui déterminent quel genre de machines sont nécessaires et ils emploient leurs propres spécialistes pour aller à l'étranger étudier les techniques de l'industrie étrangère. Les trusts ont créé des consortiums destinés à contrôler les ventes d'articles produits par les usines qui dépendent des trusts, mais, en

⁴⁷⁶ Deutscher 1959, p. 411; Rossman 2005; Gusev 2008, p. 154.

1926-27, les consortiums ont commencé à rivaliser avec les trusts pour contrôler la distribution et la production. Et finalement, les consortiums ont même défié l'autorité du VSNKh. Pour la plupart d'entre eux, les trusts opéraient sans beaucoup de conseils provenant des organes de planification, dont le principal était le Gosplan, lequel était soumis au Conseil du Travail et de la Défense (STO). Le VSNKh avait lui aussi une division de planification. Au surplus, le Commissariat au Commerce Intérieur et Extérieur [*Narkomtorg*] était un acteur dans les importations soviétiques de métaux. En 1926-27, il y avait une grande demande de métaux qui était due à de nouveaux projets de construction comme le barrage et la centrale hydro-électrique sur le Dniepr ainsi que le Chemin de fer Turkestan-Sibérie [*Turksib*]. Le présidium du Gosplan a fixé ces priorités le 6 novembre 1926. Déjà en août 1926, le Narkomtorg proposait de réorienter les importations pour 1926-27 vers un plus fort pourcentage de matières premières et vers un plus faible pourcentage de biens entièrement manufacturés et d'articles de consommation. Ceci était en phase avec l'objectif d'orienter l'industrie soviétique vers la production de davantage de produits finis⁴⁷⁷.

La nomination de Chliapnikov comme président de Metalloimport était par conséquent une affectation importante⁴⁷⁸. Il était sous les ordres directs de Kouibitchev, le président du VSNKh, et d'Anastase Mikoïan, qui dirigeait le Narkomtorg. Metalloimport était une société par actions fondée en mai 1926 par le Narkomtorg et les trusts d'État suivants : le Trust Métallurgique du Sud [*Yugostal*], l'Association d'État des Usines de Fabrication de Machines [*Gomzy*], les Trusts de Fabrication de Machines de Leningrad et de Moscou [*Lenmashtrest ; Mosmashtrest*], le Trust des Métaux de l'Oural [*Uralmet*] et l'Association des Entreprises d'État des Mines et de la Métallurgie des Métaux Non-ferreux [*Gospromsvetmet*]. Sa mission était d'acheter et d'importer en URSS « des équipements pour l'industrie des métaux, des métaux ferreux et non-ferreux, des matériels et des outils semi-transformés ». Tolokontsev, un ancien membre de l'Opposition ouvrière et un proche camarade de Chliapnikov, en a été le premier président. Mais ses autres responsabilités, une mort au conseil d'administration et des conflits personnels, ont signifié que peu de travail avait été fait avant que Chliapnikov n'arrive à bord. En tant que membre du CC et du VSNKh qui rencontrait parfois des membres du Politburo, il se peut que Tolokontsev ait facilité l'emploi de Chliapnikov comme président de Metalloimport. Défenseur résolu du développement rapide de l'industrie des métaux et des importations de fer, il approuvait les formes d'organisation industrielle et économique fondées sur l'actionnariat d'organismes contrôlés par l'État⁴⁷⁹. Chliapnikov soutenait lui aussi ces objectifs.

Les trusts d'État contrôlaient les trois-quarts des actions dans Metalloimport, tandis que Narkomtorg n'en possédait qu'un quart. C'est une majorité d'actionnaires qui élisait le président et les autres membres, lesquels devaient être confirmés par le Narkomtorg. Metalloimport a ouvert des services dans les missions commerciales soviétiques à l'étranger, mais ses opérations

⁴⁷⁷ Chernobaev (éd.) 2008, p. 761; Shearer 1996; Nove 1984; Gregory et Stuart 1986; Carr et Davies 1976.

⁴⁷⁸ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 10, I. 2, procès-verbal de l'Orgburo 71 (extrait), 16 novembre 1926, signé par Molotov.

⁴⁷⁹ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 4, II. 1-7; d. 38, I. 1, note du membre du conseil Klitchko à Chliapnikov; Anderson et autres (éd.) 2007, vol. 2 : p. 45-6, séance du Politburo relative au rapport du Glavmetall, 14 juin 1926.

à l'étranger n'étaient pas clairement définies. Metalloimport pouvait ouvrir des comptes bancaires et payer des factures, mais ses fonds de fonctionnement étaient incorporés dans les "comptes généraux" des représentants soviétiques du commerce extérieur. De plus, les représentants du commerce extérieur pouvaient nommer les responsables des bureaux de Metalloimport à l'étranger bien qu'ils aient été supposés coordonner les nominations avec le conseil de Metalloimport. Les services de Metalloimport pouvaient gagner des commissions en travaillant pour d'autres organisations, mais non pas pour des missions de Metalloimport. Les représentants du commerce extérieur et Metalloimport déterminaient le montant des commissions, selon les instructions du Narkomtorg. Ces commissions étaient destinées « à couvrir les dépenses des services »⁴⁸⁰. Metalloimport était donc autofinancé, bien que les trusts pour lesquels il travaillait aient été largement financés par le budget de l'État.

Étant donné qu'une grande partie du commerce soviétique se faisait avec l'Allemagne, le service le plus important de Metalloimport à l'étranger se trouvait à Berlin. La politique économique allemande était orientée vers la tentative de persuader les bolcheviks d'aban-donner le communisme et d'accepter la libre entreprise. En 1921, de nombreux officiels du gouvernement et chefs d'entreprise allemands ont considéré la NEP comme la preuve de la tendance des bolcheviks à la modération, mais, en 1926-27, ils étaient bien plus pessimistes quant à l'abandon potentiel du communisme par les bolcheviks. Contrairement au commerce intérieur, c'est le pragmatisme qui prévalait sur la théorie dans le commerce extérieur soviétique. Néanmoins, un certain pragmatisme soviétique provenait d'une attitude prudente à l'égard des marchés capitalistes dont les soviétiques postulaient qu'ils subiraient « des crises de plus en plus sévères ». Le commerce germano-soviétique était en principe régi par un accord économique signé en 1925, mais les Soviétiques et les Allemands interprétaient cet accord de manière différente. L'Allemagne a accordé un crédit de 300 millions de roubles-or (400 millions de Reichsmarks) à l'URSS en 1925-26 dans l'espoir de lier le marché soviétique plus étroitement à celui de l'Allemagne, afin d'affirmer l'importance de l'Allemagne sur le plan international et de réduire le chômage. Ce qui a été appelé « la grande ruée sur l'or allemand » a conduit à des achats massifs d'équipements inutiles par les trusts, en particulier Yugostal. À partir de 1927, le Narkomtorg a tenté de créer « une compétition internationale » pour les commandes soviétiques dans le but d'acheter des produits meilleur marché. Par conséquent, les Soviétiques ont cherché de plus en plus à passer commande directement aux Anglais et aux Américains, plutôt que de transiter par l'Allemagne en tant qu'intermédiaire. Le Narkomindel s'est opposé aux importations de machines en 1927, l'Union soviétique a eu une balance commerciale favorable avec le Royaume-Uni, défavorable avec les USA et à peu près équilibrée avec l'Allemagne⁴⁸¹.

Chliapnikov a dû surmonter la résistance des représentants commerciaux et des diplomates soviétiques en Allemagne pour pouvoir accomplir le but de Metalloimport qui était d'obtenir des conditions plus

⁴⁸⁰ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 4, II. 1-5.

⁴⁸¹ Cameron 2005, vol. 40, n° 1, p. 7-24; Carr et Davies 1976, vol. 1, part 2, p. 706, 711, 716; Gregory et Stuart 1986, p. 62; Kachirskikh 2006, vol. 9 : p. 35-48; Shearer 1996, p. 47-8.

avantageuses pour les importations de métaux et de machines. L'un de ses premiers défis en tant que président de Metalloimport a été un conflit avec le représentant du Narkomtorg en Allemagne. Avant que Chliapnikov n'ait pris le commandement, l'anarchiste et ancien activiste des IWW Vladimir "Wild (ou Big) Bill" Chatov, qui exerçait la fonction de président-adjoint, s'est rendu à Berlin pour y constituer un service de Metalloimport baptisé Tekhnoimport. En nommant à la tête de Tekhnoimport un communiste d'origine prolétarienne appelé Libet, Chatov s'est heurté au représentant du Narkomtorg à Berlin, K.M. Begge. Begge préférait un autre communiste dénommé Finkel, qui était ingénieur, qui parlait couramment allemand et qui avait travaillé à la mission commerciale de Berlin durant deux ans. Chatov a nommé Finkel comme assistant de Libet⁴⁸². Begge s'est plaint à Mikoïan que les candidats retenus par Chatov étaient « des camarades inexpérimentés et qui ignoraient tout des affaires ». Chatov a protesté contre le fait que les représentants commerciaux transféraient leurs coûts d'exploitation sur Tekhnoimport. Ce qui compliquait l'affaire, c'était que, selon certaines sources, Chatov avait voyagé à l'étranger à l'encontre des ordres de Tolokontsev. Chliapnikov a rappelé Chatov, mais la controverse sur Libet a continué⁴⁸³. En outre, l'ambassadeur soviétique en Allemagne, Krestinski, un vieux rival politique de Chliapnikov, a été impliqué. Cette affaire portait la marque de conflits personnels et institutionnels, avec un vernis de préjugés sociaux.

Pour clarifier les relations de Metalloimport avec les missions commerciales soviétiques, Chliapnikov a réécrit les statuts de Metalloimport afin de le rendre plus autonome et moins subordonné au Narkomtorg. Apparemment, il est allé trop loin puisque Mikoïan a atténué certains de ses termes de manière à ne pas donner à Metalloimport des droits exclusifs concernant le commerce des métaux et des équipements métalliques. Les statuts de Chliapnikov ont été critiqués pour avoir « défini les missions » de Metalloimport de manière plus large que celle que le plénum du CC d'octobre et le STO avaient décrite. Le Parti avait désigné Metalloimport pour se procurer des machines à l'étranger uniquement pour la politique des métaux au niveau de l'Union, mais Chliapnikov a revendiqué le droit pour Metalloimport de fournir toutes les branches industrielles. En outre, il a essayé de subordonner les services étrangers directement à Metalloimport plutôt qu'aux représentants du Narkomtorg, omettant tout rôle pour les représentants commerciaux dans la structure organisationnelle de Metalloimport à l'étranger⁴⁸⁴. Il est possible qu'il ait eu l'intention aussi bien d'accroître son pouvoir personnel que de tracer des limites plus claires entre Metalloimport et le Narkomtorg. Faisant cela, il piétinait les plates-bandes du Narkomtorg.

Chliapnikov a voyagé à l'étranger en janvier 1927 afin de régler le conflit personnel en Allemagne. Lors d'une réunion du Parti, Libet et le représentant du VSNKh ont soutenu Chliapnikov, tandis que Begge et les représentants du

⁴⁸² RGAE, f. 8346, op. 1, d. 10, I. 5, plainte de Chliapnikov 15 décembre 1926; d. 26, II. 30–48, rapport de Chatov sur son voyage à l'étranger de juin à novembre 1926; également cité dans d. 18, i. 6, et d. 19, II. 133–4. Vladimir Sergueïevitch Chatov avait vécu pendant dix ans aux États-Unis; dans les années 1920, il a dirigé la construction du chemin de fer Turksib (Avrich 1968, p. 296–306; et Payne 2001).

⁴⁸³ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 5; d. 11, I. 24, lettre de Begge à Mikoïan (extrait), 24 novembre [1926]; d. 38, I. 1.

⁴⁸⁴ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 4, II. 14; 15–16, 30 novembre 1926 lettre d'une personne inconnue à Chliapnikov.

Narkomtorg l'accusaient d'essayer de démanteler « le monopole du commerce extérieur ». Chliapnikov a critiqué les missions commerciales d'être bureaucratiquement isolées de l'industrie et de ne pas prendre en compte ses intérêts, tandis que Krestinski l'accusait de promouvoir le programme de l'Opposition ouvrière. Quand ils ont été confrontés à des documents signés par Kouibitchev (VSNKh) et par Mikoïan (Narkomtorg) qui soutenaient la position de Chliapnikov, les représentants commerciaux ont différé leur reconnaissance parce qu'ils trouvaient qu'ils contredisaient le décret du STO portant sur les sociétés d'importation. De plus, ils espéraient que Mikoïan changerait d'avis et renverrait à l'ancienne pratique. Il n'y a pas eu d'accord⁴⁸⁵. Les divergences de politique, les rivalités personnelles et les intérêts bureaucratiques bien établis, tout cela se mélangeait.

Chliapnikov a sursis à résoudre le problème parce qu'il devait quitter Berlin afin de mener à bien les affaires de Metalloimport ailleurs. Il a rencontré moins d'obstacles à son travail au Danemark où les entreprises étaient désireuses de vendre des machines de haute qualité à l'URSS et lui offraient de bonnes conditions, à son avis. Il n'y avait pas de représentant commercial soviétique à Copenhague ; le représentant commercial adjoint, qui était "sans parti", ne lui a pas causé de problèmes. En outre, il était en bons termes avec l'ambassadeur soviétique au Danemark qui était une vieille connaissance. Un autre vieux camarade, qui était représentant commercial en Norvège, l'a aidé à négocier un accord qui était même plus favorable. Kollontaï, qui faisait fonction d'ambassadrice en Suède et en Norvège, l'a également aidé pour les accords commerciaux. Lui écrivant, elle songeait d'un air narquois que si quelqu'un lui avait dit en 1911, durant leur promenade romantique à Asnières, que 16 ans plus tard ils correspondraient sur la qualité et le prix du fer, ils auraient considérés qu'il s'agissait des divagations d'un fou⁴⁸⁶. Le romantisme de la révolution capitulait ainsi devant les réalités du pouvoir.

Après ses succès en Scandinavie, Chliapnikov est retourné à Berlin avec la détermination accrue que Tekhnoimport devait être « entièrement sous le contrôle » du conseil de Metalloimport afin de rivaliser réellement avec des acheteurs autonomes de métaux sur le marché européen. Il reprochait au Narkomtorg d'évaluer de manière inexacte les réserves de métaux non ferreux en Allemagne et par conséquent de ne pas parvenir à obtenir des conditions favorables. Craignant que l'accord passé par les trusts et les consortiums allemands pour contrôler le marché des métaux non ferreux en Allemagne n'augmente le danger de spéculation sur les métaux non ferreux achetés par les missions commerciales à l'étranger, il a recommandé au VSNKh et au Narkomtorg de confirmer la centralisation des achats soviétiques de métaux non ferreux par Tekhnoimport. Gueorgui Piatakov du VSNKh a soutenu ses propositions, mais Begge a continué à dresser des obstacles. Le Narkomtorg a donné l'instruction à Begge de négocier avec Chliapnikov et de permettre au

⁴⁸⁵ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 26, ii. 53–7, 4 janvier 1927 lettre de Chliapnikov au conseil du Metalloimport, copies à Mikoïan au Narkomtorg, à Kouibitchev au VSNKh, à Valeri Mezhlauk au Glavmetall et à Lapse au TsK VSRM. D'autres conflits interservices sont discutés dans dd. 18–19.

⁴⁸⁶ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 26, II. 74–8, 8 janvier 1927, lettre de Chliapnikov à Metalloimport board; II. 92–3; Kollontaï 2001, vol. 1, p. 310, 15 mai 1927, lettre « à un vieux camarade ».

conseil du Narkomtorg de décider de toutes les questions sur lesquelles les deux hommes ne pouvaient pas s'entendre⁴⁸⁷.

Krestinski a jeté de l'huile sur le feu en refusant de confirmer le personnel de Tekhnoimport recommandé par les trusts, car il préconisait plutôt les épouses des cadres supérieurs de la mission commerciale et de l'ambassade. Chliapnikov et les ingénieurs de Tekhnoimport considéraient ces femmes comme non qualifiées ; les ingénieurs ont déclaré avec force qu'ils n'étaient pas venus à Berlin pour créer « un hospice pour femmes de cadres supérieurs ». À son tour, Krestinski a qualifié plusieurs candidats des trusts ayant un passé SR ou menchevik d'insuffisamment « soviétiques », « d'étrangers ». De plus, il a accusé Chliapnikov de suivre aveuglément les ordres des trusts et de protéger ses propres intérêts bureaucratiques. Pour Chliapnikov et les trusts, l'expérience prolétarienne et les études d'ingénieur de leurs candidats supplantait en importance leurs origines politiques entachées⁴⁸⁸. Le conflit reflétait des points de vue non résolus dans les années 1920 sur qui était exactement « soviétique » et qui était « étranger ».

Sans que la dispute n'ait été tranchée, Chliapnikov est parti de Berlin pour Londres pour une affaire concernant Metalloimport. Un autre représentant de Metalloimport a supposé qu'il trouverait dans les missions commerciales de Londres et de Paris la même bureaucratie excessive qu'à Berlin. Les impressions de Chliapnikov ont été différentes. En Angleterre, il a été frappé d'admiration par les grandes usines de Saville, de Jessop et de Vickers, à Sheffield. D'abord à Londres, puis à Paris, il est parvenu à passer des commandes par l'intermédiaire des représentants commerciaux soviétiques⁴⁸⁹. Ses problèmes pour organiser le travail de Metalloimport à l'étranger n'étaient dus qu'aux relations qu'il avait avec Krestinski et avec les représentants commerciaux soviétiques en Allemagne, tandis que partout ailleurs son travail se passait sans difficultés. Cette disparité met en lumière les affrontements qui avaient quelque fois lieu entre les priorités diplomatiques et commerciales, mais elle souligne également combien étaient importantes les relations personnelles pour diriger les affaires des agences soviétiques.

Tandis qu'il était à Paris, Chliapnikov a mené une mission personnelle qui illustre encore davantage sa flexibilité vis-à-vis des passés politiques des individus. Son proche ami, Svechnikov, professeur à l'Académie de l'Armée rouge en 1917, avait été séparé durant la Guerre civile de son fils alors âgé de 10 ans, qui, en même temps que d'autres élèves officiers, avait été évacué de Russie pour la France par les Blancs. Svechnikov a demandé à Chliapnikov de le retrouver. Localisant rapidement le jeune homme, Chliapnikov a d'abord mené une enquête sur sa politique et ses relations par l'intermédiaire des communistes français. Le fils de Svechnikov avait continué à fréquenter des contre-révolutionnaires à Paris, sans leur dire qui était son père. Après l'avoir

⁴⁸⁷ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 26, I. 90; II. 139–45, lettre de Chliapnikov se trouvant à Berlin au conseil du Metalloimport, daté du 25 janvier 1926 [cela devrait être 1927]; II. 147–50, 27 janvier 1927; II. 58–62, lettre de Krumovits à Chliapnikov, 15 janvier 1927. Pour plus de détails sur Piatakov et le VSNKh, voir Graziosi 1991, vol. 32, p. 539–81.

⁴⁸⁸ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 26, II. 135–7, 25 janvier 1927; d. 31, II. 18–23, lettre de Krestinski à Chliapnikov, 26 janvier 1927.

⁴⁸⁹ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 26, II. 147–50, 27 janvier 1927; d. 23, II. 9–20, 9 février 1927, compte rendu de Khrennikov; d. 26, II. 174–9, 4 et 11 février 1927, lettres de Chliapnikov au conseil de Metalloimport.

rencontré, Chliapnikov a été positivement impressionné par sa « sensibilité au sort de son père » et de son absence « d'état d'esprit Garde blanc ». Le jeune chômeur a accepté de rejoindre son père en Russie, après quoi Chliapnikov l'a aidé à obtenir un passeport soviétique⁴⁹⁰.

La politique institutionnelle s'est avérée plus difficile à résoudre. En soutien à Chliapnikov, Tolokontsev, directeur au VSNKh de l'industrie militaire et membre du CC, a écrit au Narkomtorg que ses représentants commerciaux achetaient des équipements défectueux et incompatibles pour l'industrie soviétique. Un directeur d'usine se plaignait que des parties d'un équipement provenant de l'étranger étaient manquantes, que celui-ci s'usait rapidement, qu'il était conditionné de manière incorrecte et que ses plans d'installation faisaient défaut, et il attribuait cela à l'incompétence du personnel de la mission commerciale et au désir de l'Allemagne de livrer des biens de qualité inférieure à la Russie. Un représentant de Metalloimport, tout en louant la compétence du personnel de la mission commerciale à Berlin, a émis l'opinion qu'ils étaient « pris à leurs propres pièges », ce qui était peut-être une allusion aux intrigues de bureau. Chliapnikov a essayé de réduire l'influence du Narkomtorg sur Metalloimport en rééquilibrant la composition du conseil d'administration, c'est-à-dire en y incluant davantage de membres des trusts. Mais les représentants du Narkomtorg en Allemagne sont restés une épine dans son pied, lors même qu'il était soutenu par le VSNKh et le Syndicat de métallurgues. Pendant la majeure partie de l'année 1927, Begge a continué à contourner Libet en confiant à Finkel le travail de Tekhnoimport. Malgré le manque d'expérience de Libet en matières techniques et commerciales, Chliapnikov le soutenait. Prétendant que l'opposition à Libet provenait d'un préjugé de classe, il faisait pression sur Begge, un ancien ouvrier métallurgiste, pour qu'il accepte Libet comme un camarade prolétaire qui pourrait grandir dans son métier. Il est possible que Chliapnikov ait considéré Begge comme un client de Krestinski. Finalement, après que Chliapnikov a rencontré Staline pour discuter de cette impasse, Mikoïan a conseillé vivement à Begge d'arranger les choses⁴⁹¹.

Apparemment, il n'y a pas eu d'autre conflit entre les représentants du Narkomtorg à Berlin et Metalloimport. En 1928, le Narkomindel a perdu son pouvoir de placer des candidats dans les postes de représentant commercial soviétique à l'étranger. Le soutien de Krestinski n'était par conséquent plus important pour Begge qui, en 1928, appuyait la politique de stimulation de la concurrence entre les pays capitalistes en ce qui concerne les commandes soviétiques que Chliapnikov avait menée en 1927. Au cours de l'hiver 1928-29, la proportion des importations soviétiques provenant d'Angleterre et des USA s'est accrue, tandis que les entreprises allemandes commençaient à accepter des prix plus bas pour leurs produits. Les Soviétiques ont également commandé des matériaux et des équipements au Danemark et à la

⁴⁹⁰ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 38, II. 12–13, lettre (copie) de Chliapnikov se trouvant à Paris à M.M. Lomovski de la mission commerciale soviétique à Paris, 11 février 1927; I. 22, lettre de Davtian à Chliapnikov, 3 mai 1927. Le sort ultérieur du jeune Svechnikov est inconnu.

⁴⁹¹ RGAE, f. 8346, op. 1, d. 22, II. 56, 62; d. 23, II. 9–20, compte rendu de Khrennikov 9 février 1927; d. 10, I. 16, procès-verbal de la réunion de la fraction de Metalloimport, 8 mars 1927; d. 6, II. 21–8, correspondance entre Chliapnikov et Begge, 13–28 mai 1927; d. 11, II. 150–1, 17 septembre 1927 lettre de Chliapnikov à Mikoïan; Chernobaev 2008, p. 26, 773, 19 septembre 1927; RGAE, f. 8346, op. 1, d. 11, I. 146, 22 septembre 1927 lettre de Mikoïan à Begge (copie à Chliapnikov).

Tchécoslovaquie. Il est possible que le changement de politique commerciale étrangère, laquelle s'éloignait de la dépendance par rapport à l'Allemagne, ait eu un lien avec la campagne de Staline contre l'Opposition de droite, dirigée par Boukharine, Rykov et Tomski⁴⁹².

Le retournement de Staline contre l'alliance de Boukharine avec l'intelligentsia technique s'est manifesté lors du procès de Chakti, qui s'est déroulé en 1928 dans le Donbass, une région de la Russie méridionale. Employant des méthodes qui ont été appliquées ultérieurement de manière plus efficace lors de la Grande Terreur de 1936-38, ce procès-spectacle accusait à tort des ingénieurs soviétiques et allemands de sabotage industriel (« démolition ») et d'être des ennemis de classe. Soumis à la pression et à l'intimidation, certains ont succombé en faisant de faux aveux, mais d'autres ont résisté. Ceux qui ont été jugés ont été condamnés à l'exécution ou à l'emprisonnement ; à la suite du procès, des milliers d'autres ingénieurs ont été arrêtés. Ce procès menaçait de faire capoter le commerce avec l'Allemagne, mais Krestinski a travaillé de concert avec le Narkomtorg pour améliorer les relations. Chliapnikov n'a laissé trace d'aucune opinion sur cette affaire, mais il était probablement sceptique quant aux accusations et aux critiques présentées lors de ce procès. Il est possible que ses points de vue aient été le reflet de ceux de son proche camarade Tolokontsev qui, même après l'affaire Chakti en 1928, est demeuré un défenseur « sans détour » de ses managers⁴⁹³.

Chliapnikov a fait un autre voyage à l'étranger pour le compte de Metalloimport à l'automne de 1928, voyage au cours duquel il a séjourné en France, en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Autriche, et il est revenu à Moscou à la mi-décembre. Il était accompagné par sa femme Ekaterina et son fils Youri, lequel s'est longtemps souvenu de la première fois où il a vu la mer dans le Sud de la France et de l'hôtel de luxe en Allemagne où le petit enfant s'est retrouvé désorienté dans un couloir bordé de glaces. Ekaterina a dit plus tard à leurs enfants qu'elle avait plaidé pour que la famille reste en France, mais Chliapnikov ne pouvait pas abandonner la Russie soviétique pour vivre à côté de contre-révolutionnaires à Paris. Il a pu aussi craindre que sa défection ne discrédite des camarades qui occupaient encore des positions de direction dans l'industrie soviétique. Cela a été son dernier voyage à l'étranger avant qu'une nouvelle campagne ne commence contre lui. Au début de 1929, il a été accusé de « déviation droitière » pour des remarques non spécifiées qu'il avait faites dans la cellule du Parti de Metalloimport⁴⁹⁴. Au même moment, un puissant partisan (et peut-être protecteur) de Chliapnikov, Tolokontsev, entré dans des eaux troubles quand, en mars 1929, l'OGPU a prétendu avoir découvert une « organisation contre-révolutionnaire » qui existait déjà depuis longtemps dans l'industrie militaire. Présentant sa démission, Tolokontsev a simultanément fait valoir des incohérences logiques dans les accusations qui, selon lui, perturbaient le travail et constituaient par conséquent un « sabotage ». Bien que la démission de Tolokontsev n'ait pas été acceptée, il a

⁴⁹² Kachirskikh 2006, p. 39–47.

⁴⁹³ Kachirskikh 2006, p. 36; Shearer 1996, p.102. Des documents sur l'affaire Chakti ont été publiés dans Krasilnikov et autres (éd.) 2010–11.

⁴⁹⁴ RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, II. 2–5, lettres de Chliapnikov à Kollontai, octobre 1928–janvier 1929; entretiens avec Youri Chliapnikov and Irina Chliapnikova; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 69–70. Je n'ai pas pu avoir accès aux rapports de la cellule.

perdu son siège au STO et de ce fait une certaine autorité au sommet de l'élaboration de la politique. Le leadership diminué de Tolokontsev a certainement rendu la position de Chliapnikov moins tenable. Au printemps de 1929, Chliapnikov a exprimé son insatisfaction à propos de son travail à Metalloimport qu'il a quitté au début de septembre 1929. Il est possible que la montée des consortiums et le déclin des trusts aient aussi entravé son travail, étant donné que les trusts étaient les principaux partenaires dans Metalloimport. Bien qu'il ait cherché du travail dans l'industrie des métaux, on lui a offert à la place du travail à Ekonombank. La centralisation accrue des opérations bancaires en 1929 exigeait la réorientation de personnel vers ce secteur, mais cela l'embêtait de travailler dans la banque. Par conséquent, il a repris le travail de rédaction de ses mémoires⁴⁹⁵. Néanmoins, il subissait des attaques croissantes, à la fois pour ses mémoires et pour ses prétendus liens avec des oppositionnels.

L'affaire du Groupe d'Omsk de l'Opposition ouvrière

En 1929, Staline a senti le besoin d'en finir avec la NEP et de lancer une industrialisation intensive pour laquelle il obtiendrait des capitaux en obligeant les paysans à livrer davantage de céréales à l'État. Pour mobiliser le Parti à soutenir ses politiques, il a mené une vaste campagne contre les anciens oppositionnels et les partisans de Boukharine. Ayant expulsé Trotski d'URSS en février 1929, Staline a vaincu en avril l'opposition de Boukharine à son plan d'industrialisation, mais beaucoup de membres du Parti étaient encore peu enthousiastes à l'idée d'abandonner l'alliance ouvrière-paysanne de la NEP⁴⁹⁶. Staline avait besoin de neutraliser les opposants potentiels dans le Parti. Malgré les efforts de Chliapnikov pour demeurer à l'écart de la lutte politique, il a été impliqué dans une enquête sur un prétendu groupe d'ouvriers oppositionnels à Omsk, une ville du sud-ouest de la Sibérie qui avait servi de capitale aux Blancs durant la Guerre civile. Contrairement à l'affaire de Bakou, celle concernant Omsk comportait un rôle beaucoup plus visible de l'OGPU, mais celui-ci était joué avec des erreurs qui étaient parfois comiques.

Les officiels du Parti d'Omsk et la CCC ont construit une histoire de l'Opposition ouvrière dans cette ville ; Chliapnikov a contesté leur récit. Une controverse prolongée s'était déroulée en 1922 entre deux groupes de l'organisation du Parti d'Omsk, dont l'un était étiqueté "Opposition ouvrière" et recommandait d'élever des ouvriers aux postes de direction du Parti, tandis que l'autre était loyal vis-à-vis du Sibbiuro⁴⁹⁷. Un trotskiste détenu et interrogé par l'OGPU a tenté de détourner de lui l'attention des autorités en fournissant des preuves à propos d'un nouveau "groupe de l'Opposition ouvrière" à Omsk en 1926-27. Après que les trotskistes ont cessé leur opposition, prétendait-il, l'Opposition ouvrière d'Omsk a continué la leur en créant des organisations

⁴⁹⁵ Sokolov 2012; p. 101-4; RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, I. 6-8, lettres de Chliapnikov à Kollontaï, avril-septembre 1929; Shearer 1996, p. 70.

⁴⁹⁶ Cohen 1980, p. 304-14.

⁴⁹⁷ Olekh 1994, p. 101-23. Olekh conclut que le groupe de 1922 n'était pas vraiment apparenté à l'Opposition ouvrière de Moscou, mais Sandu n'est pas d'accord (Sandu 2006, p. 156-9).

du Parti parallèles, en distribuant un tract, en obtenant une presse pour imprimer le “Testament” de Lénine et en cherchant du soutien parmi les ouvriers des mines de charbon de Anzhero-Sudzhensk et de Kolchuginsk. Cette “Opposition ouvrière” se composait cependant de gens travaillant dans les bureaux qui, dans leur critique du « régime interne au Parti », ont pu être motivés par des griefs relatifs à leur carrière. Des informateurs précédents avaient fait des rapports sur eux, mais les autorités les ont ignorés jusqu’à ce que la police des chemins de fer ait arrêté N.S. Krilov pour une bagarre d’ivrognes dans une gare à la mi-mai 1927 alors qu’il se rendait d’Omsk à Moscou. Sa fouille a révélé des lettres soi-disant de nature politique adressées à Nikolaï Maximov, un oppositionnel qui a quitté Omsk après le conflit de 1922 et qui a ensuite travaillé à Moscou au VSNKh. Conduit à Moscou, Krilov a été interrogé par Iakov Agranov, un officiel important de l’OGPU, qui l’a persuadé d’avouer qu’il faisait partie d’une organisation “clandestine” liée à Chliapnikov par l’intermédiaire de Maximov. L’attention du centre portée à cette affaire a eu pour conséquence l’arrestation de 15 à 20 “oppositionnels” d’Omsk, qui tous ont reconnu qu’ils avaient lu ou distribué de la littérature oppositionnelle, mais qui ont nié les accusations d’avoir formé une “organisation clandestine”. L’enquête a été arrêtée faute de preuves suffisantes⁴⁹⁸. Malgré le transfert de certains conspirateurs accusés loin d’Omsk, les textes oppositionnels ont continué de circuler en Sibérie. Avec la lutte renouvelée de Staline contre ses rivaux dans le Parti en 1929, le premier secrétaire « piétinement éduqué mais fanatiquement dévoué » du nouveau comité du kraï sibérien, Robert Eikhe, a porté son attention sur un prétendu oppositionnisme de la part de trotskistes et de membres de l’Opposition ouvrière à Omsk. Sur son initiative, treize individus, y compris certains qui avaient été accusés d’être membres de l’Opposition ouvrière en 1922 et en 1925, ont été arrêtés à la fin du mois d’août 1929 pour avoir posséder de la littérature illégale, des moules d’imprimerie, et pour avoir essayé de nouer des liens avec des ouvriers d’autres centres industriels. Étant donné cette prétendue activité de longue durée, l’OGPU et la CCC, dirigée maintenant par Ordjonikidze, ont décidé à l’automne 1929 d’enquêter sur le groupe d’Omsk de l’Opposition ouvrière. Basée dans les ateliers ferroviaires d’Omsk, l’organisation aurait essayé, sans succès, d’organiser des ouvriers dans les mines d’Anzhersk. Les minces preuves consistaient dans les aveux de Krilov en 1927, dans les lettres de Maximov qui avaient été trouvées sur lui et dans les « tracts illégaux » de 1927-28 qui critiquaient la doctrine du socialisme dans un seul pays et la politique du Parti vis-à-vis de la paysannerie. L’OGPU a prétendu que cinq membres du groupe d’Omsk ont rencontré à plusieurs reprises en 1928-29 Maximov, Medvedev et Chliapnikov, lesquels leur ont donné des “directives”⁴⁹⁹.

L’OGPU a vaguement défini les directives que donnait Chliapnikov comme étant des conseils pour que l’on se réunisse « comme si l’on buvait du

⁴⁹⁸ Demidov 1994, p. 77–82.

⁴⁹⁹ Demidov 1994, p. 122; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 13, liste de ceux qui étaient impliqués dans l’affaire d’Omsk, signée par Agranov, chef adjoint de la section secrète de l’OGPU; II. 34–7. Prétendument, le groupe avait 62 membres. Les dépositions étaient jointes à l’original, mais des copies d’elles ne se trouvaient pas dans ce dossier de la CCC. Le rapport semble avoir été rédigé par Agranov et Iagoda, qui était alors assistant du président de l’OGPU, et adressé à Iaroslavski qui, avec Ordjonikidze et Chkiriato, ont approuvé la continuation de l’enquête de la CCC sur cette affaire.

thé » (les ouvriers préféraient des boissons fortes) et « pour que l'on se serve seulement de la littérature publiée légalement qui traitait de l'«Opposition ouvrière» ». Même les recommandations de Chliapnikov et de Medvedev « de ne pas distribuer des tracts clandestins, de ne pas participer à des grèves et de ne pas s'associer avec des trotskistes dans la clandestinité » étaient jugées comme étant des tentatives particulièrement subversives destinées à éviter d'attirer l'attention des autorités. Chliapnikov a prétendument dit que des directeurs d'entreprise à Moscou appartenaient à l'Opposition ouvrière et qu'ils fournissaient des fonds, et Maximov leur a dit que des groupes de l'Opposition ouvrière existaient dans d'autres villes soviétiques. Le don d'argent de Medvedev à plusieurs de ses visiteurs, destiné à payer leur billet de retour à Omsk, était dépeint comme un acte de conspirateur. Le rapport de l'OGPU citait également Chelichev, qui était à cette époque-là président du tribunal régional de Moscou, et Nikolaenko, un ancien tchékiste qui travaillait dans le Syndicat des métaux non ferreux, comme étant au centre de l'Opposition ouvrière⁵⁰⁰.

La plupart de ceux qui ont été arrêtés en 1929 ont été rapidement relâchés. Sans emploi, la plupart ont abjuré leurs opinions. Les quelques-uns qui ne l'ont pas fait ont été exilés. L'un de ceux-là était un vieux bolchevik, Mikhaïl Vichinski, qui avait été fait prisonnier et torturé par les Blancs au cours de la Guerre civile, et qui était endurci par cette expérience. Les rétractations ont été envoyées « pour correction » à Moscou où les autorités centrales, guidées par Iaroslavski, ont bâti une histoire révisionniste de factionnalisme oppositionnel cohérent et s'intensifiant à Omsk de 1922 à 1929, avec des liens avec Chliapnikov et Medvedev, qui « auraient donné des directives », étaient des « leaders idéologiques », « fournissaient de la littérature et de l'argent », disaient aux ouvriers de rejoindre le Parti et « de mener un travail destructeur en son sein »⁵⁰¹.

Avec l'approbation du Politburo, la CCC a repris ses investigations sur le rôle de Chliapnikov et de Medvedev dans l'affaire d'Omsk⁵⁰². À la fin de novembre 1928, les enquêteurs de la CCC, Krivov et Kaganovitch, les ont interrogés en séances séparées, ce qui constituait une rupture par rapport aux enquêtes passées de la CCC quand ils étaient questionnés ensemble⁵⁰³. Tandis que Medvedev était sarcastique, combatif et caustique, Chliapnikov, plus prudemment, contestait les accusations. À propos des ouvriers qui leur auraient rendu visite, Medvedev ne se souvenait que de Vichinski, déjà malade

⁵⁰⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 34–5. Je n'ai pas eu accès aux dossiers de la CCC et du NKVD concernant Chelichev, et je n'ai été autorisée à consulter que quelques documents concernant Nikolaenko.

⁵⁰¹ Demidov 1994, p. 130–1; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, I. 54, procès verbal n° 84 (extrait – copie) de la séance à huis clos du Bureau d'Omsk du OK VKP(b) du 22 octobre 1929, reçu par la section d'information du CC du Parti et adressé à Iaroslavski, qui, le 5 novembre 1929, en a envoyé une copie à Agranov.

⁵⁰² RGASPI, f. 17, op. 162, d. 8, I. 2, décision du Politburo, 30 octobre 1929, visée avec la signature de Staline et adressée le même jour à Ordjonikidze, qui a désigné Krivov et Kaganovitch pour interroger Chliapnikov et Medvedev. Iaroslavski et Skiriatchov ont été tenus informés (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, I. 55). Demidov 1994 a écrit de manière incorrecte que Chliapnikov et Medvedev ont été seulement interrogés après que L.M. Kaganovitch a effectué un voyage en Sibérie en avril 1930 et qu'il a eu connaissance de l'affaire d'Omsk (Demidov 1994, p. 131).

⁵⁰³ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 67–106, 25 novembre 1929. Le 3 décembre 1929, Chkiriatchov a envoyé les rapports sténographiques non corrigés, marqués «urgent» et «top secret», à Ordjonikidze, Staline, Molotov, Kaganovitch et Smirnov (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 107, 3 décembre 1929). L'on a promis à Medvedev une copie du rapport sténographique pour corrections, mais cette transcription semble non corrigée.

et vieux, qui est venu à Moscou en 1929 pour solliciter une pension et qui leur a demandé, à lui et à Chliapnikov, de l'aide pour intercéder auprès de la CCC pour l'obtenir. Interrogé sur le pourquoi il n'avait pas fait part de cette visite au Parti, il a affirmé qu'il n'avait pas besoin de déclarer ses visiteurs, étant donné que ceux qui le gardaient sous surveillance étaient parfaitement au courant de qui il voyait et dans quelles circonstances⁵⁰⁴. Chliapnikov a lui aussi affirmé que lui et ses proches étaient sous la surveillance de l'OGPU durant ces années, et qu'il s'en est souvent plaint auprès de l'OGPU⁵⁰⁵.

Essayant d'examiner la preuve, Chliapnikov n'a reçu que de vagues réponses et il en a conclu que c'était une ancienne affaire, déjà résolue, mais ses interrogateurs n'ont pas été dissuadés. En conséquence, il a obligeamment raconté qu'en 1927 plusieurs ouvriers d'Omsk étaient venus à Moscou pour faire appel contre leur exclusion du Parti. Il a rappelé qu'il leur avait strictement conseillé de ne pas s'engager dans le factionnalisme ou de créer un autre parti, ou bien de lui attribuer des opinions que « les trotskistes ont semées sous l'apparence de l'Opposition unie ». Finalement, il a jeté le doute sur la possibilité que Vichinski, « une personne très sérieuse », ait pu dire et faire ce que la CCC décrivait. Quand on lui a demandé pourquoi il recevait ces hommes, il a répondu qu'il aurait été impoli de ne pas laisser entrer un visiteur ou de l'interroger sur ses raisons de lui rendre visite. En outre, il ne pouvait pas contrôler comment l'autre personne interprétait la rencontre. En ce qui concerne les liens, Chliapnikov trouvait naturel que des camarades d'Omsk veuillent rendre visite à leurs camarades qui avaient été transférés à Moscou, y compris Maximov. Il a refusé de porter un jugement sur ce que Maximov leur avait dit, mais il a seulement insisté sur le fait qu'il n'avait lui-même pas donné de directives⁵⁰⁶.

Que ce soit par plaisanterie ou par naïveté feinte, Chliapnikov a signalé que ces ouvriers d'Omsk ne faisaient rien de mal en s'opposant aux idées et aux politiques « droitières » et il mettait en doute le fait qu'ils aient mené un travail illégal quel qu'il soit. Quand l'interrogateur a suggéré que les articles de 1926 de Chliapnikov aient pu être interprétés comme des « directives », il a objecté qu'ils étaient publiés par le Parti et qu'ils s'opposaient au factionnalisme. De plus, soutenait-il malicieusement, ses propositions de 1924-26 différaient peu des politiques du Parti de 1929 en ce qui concerne l'industrialisation⁵⁰⁷. L'humour et le langage qui mettent l'accent sur son adhésion à la bonne conduite du Parti étaient devenus ses moyens principaux de défense contre les fausses accusations. Pourtant à la fois la CCC et l'OGPU étaient déterminés à faire entrer ses formes ouvertes, « légales », de désaccord dans un cadre oppositionnel homogène.

Chliapnikov trouvait ridicule que quiconque puisse penser que lui et Medvedev « voudraient faire de quelque part en Sibérie, le diable sait où, une base de notre organisation illégale ». Lorsque Krivov lui a posé la question de savoir s'il avait exprimé « des doutes sur la ligne du Parti » devant ses visiteurs d'Omsk, Chliapnikov a répondu sèchement qu'il n'aurait pas eu une telle

⁵⁰⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 104-5. Chliapnikov et Medvedev ont parlé en sa faveur avec Solts et Iaroslavski, lequel a dit que Vichinski n'a pas utilisé les bons canaux pour réclamer une pension.

⁵⁰⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 41, lettre de Chliapnikov au présidium de la CCC, 14 août 1930.

⁵⁰⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 77-84.

⁵⁰⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 75-6.

conversation délicate avec des inconnus. En dépit de l'attitude conciliante de Chliapnikov, Kaganovitch doutait qu'il ait seulement dit à ses partisans de travailler dans le Parti. En réalité, même cela lui semblait subversif. De manière persistante, Krivov affirmait que Chliapnikov et Medvedev devaient être blâmés parce qu'ils » n'avaient pas propagé activement la ligne du Parti » dans les discours ou dans la presse. Krivov soulignait l'importance de la « sincérité » et Kaganovitch avertissait : « Le temps est venu où l'on ne peut pas rester silencieux ». Chliapnikov a avancé qu'il pouvait utiliser comme base d'un nouvel article son manuscrit de 1925 dans lequel il critiquait les propositions de Boukharine et de Zinoviev sur l'agriculture. Il trouvait qu'il était approprié à la situation de 1929, un rappel pas très subtil qu'il avait été plus constant que Staline dans la promotion de l'industrialisation. L'entrevue s'est terminée sur la promesse de Chliapnikov d'écrire un article et son assurance qu'il désirait préserver « de bonnes relations »⁵⁰⁸.

À la mi-décembre 1929, Chliapnikov publiait dans la "Pravda" un article favorable à une industrialisation intensive⁵⁰⁹. Cela ne voulait pas dire qu'il approuvait l'approche de Staline concernant la collectivisation, qui était mal planifiée et qui encourageait implicitement les excès, et le résultat en a été une horrible tragédie humaine et d'énormes dommages pour l'agriculture. Plus de cinq millions de personnes de familles agricoles prospères (appelées "koulaks" et présumées hostiles au pouvoir soviétique) ont été déportées en Sibérie et dans le Grand Nord pour y effectuer du travail forcé. Beaucoup sont mortes de faim, de froid ou de maladie ; les enfants et les personnes âgées étaient particulièrement vulnérables. Les paysans ont tué plus de la moitié de leur cheptel plutôt que d'abandonner leurs animaux à la collectivité. Même les semailles de printemps étaient menacées⁵¹⁰. Dans son article de la "Pravda" du 2 mars 1930, *Le vertige du succès*, Staline condamnait les excès, en avertissant que la collectivisation devait être volontaire et adaptée aux conditions locales. Chliapnikov faisait alors remarquer en privé que l'article de Staline aurait été plus opportun en octobre ou en novembre⁵¹¹. Une telle ironie ne correspondait guère à l'horreur qui avait été infligée à la paysannerie. Pour sa part, Staline désapprouvait le fait que Chliapnikov soit publié dans la "Pravda", même s'il écrivait en faveur de la politique du Parti. Il a reproché aux rédacteurs en chef de la "Pravda" d'avoir « laissé passer » un article de Chliapnikov et il a assuré Molotov, qui était en vacances, qu'il « réglerait l'affaire Chliapnikov aujourd'hui » (souligné par Staline)⁵¹². Chliapnikov et Medvedev avaient seulement écrit une lettre au CC dans laquelle ils exprimaient leur désapprobation du factionnalisme et ils niaient s'être

⁵⁰⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 67–74.

⁵⁰⁹ Chliapnikov 1929.

⁵¹⁰ Viola 1996 and 2007; Fitzpatrick 1996.

⁵¹¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 207, lettre à Medvedev de Chliapnikov, Kislovodsk, 6 mars 1930. Cette lettre a été envoyée par l'intermédiaire d'une connaissance pour qu'elle soit expédiée à Moscou.

⁵¹² Lih et autres (éd.) 1995, p. 185–6, 25 décembre 1929 lettre à Molotov. Les boukharinistes avaient été exclus du bureau éditorial de la "Pravda" au début de l'automne 1929; Iaroslavski figurait parmi les remplaçants (Cohen 1980, p. 297, 450, fn. 120).

engagés dans un travail clandestin⁵¹³. C'est sans surprise cependant qu'elle n'a pas été publiée.

L'arrestation de Maximov, à peu près au moment de l'interrogatoire de Chliapnikov et de Medvedev par la CCC, a eu d'autres implications pour eux et elle a jeté de la lumière sur les méthodes de l'OGPU à cette époque. Début décembre, un agent de l'OGPU a essayé de remettre à la femme de Maximov un paquet pour Chliapnikov ou Medvedev. Chliapnikov a fait des appels en son nom à l'OGPU, mais il n'a reçu que des démentis. Les "persécutions" d'agents se poursuivaient. Sur les conseils d'un vieux camarade, Vorochilov, au Revvoensovet, et du secrétaire du CC, Alexander Smirnov, Chliapnikov a fait appel en écrivant au président de la CCC, Ordjonikidze. Par la suite, la femme de Maximov n'a plus été importunée par des agents de l'OGPU⁵¹⁴.

Dans sa lettre à Ordjonikidze, Chliapnikov affirmait que les maigres documents qu'il avait été autorisé à examiner sur l'affaire d'Omsk l'avaient convaincu que cette affaire avait été menée « de façon anormale », qu'il n'y avait rien de nouveau en elle et que ni lui ni Medvedev n'avaient violé les statuts du Parti. Et pourtant, les autorités avaient interprété leurs « conseils amicaux concernant le Parti » comme « des directives » provenant « d'un centre ». À son avis, le tableau qui en résultait était un « salmigondis contradictoire ». De plus, il était offensé par le fait que l'OGPU et la CCC avaient « élaboré » cette affaire secrètement depuis le printemps 1928, en violation des règlements du Parti. Rappelant à Ordjonikidze ses assurances antérieures selon lesquelles le CC ne considérait pas cette question comme importante, Chliapnikov se plaignait que l'affaire avait en réalité été poursuivie sérieusement. Comme confirmation, il indiquait non seulement l'emprisonnement de Maximov pour plus d'un mois, mais aussi les visites rendues à sa femme chez elle et au travail par un agent de l'OGPU s'identifiant comme étant "Stolypine". L'agent de l'OGPU a essayé de lui donner un paquet pour Chliapnikov ou pour Medvedev en dépit de ses protestations selon lesquelles elle ne les connaissait pas et elle ne savait pas où ils vivaient. "Stolypine" s'est obstiné, et, à une occasion, il a même tenté de glisser le paquet dans ses bottes dans une voiture de tramway. Chliapnikov a écrit que « la pauvre femme était terrorisée » et qu'elle ne pouvait pas comprendre pourquoi l'OGPU voulait qu'elle agisse comme un "coursier". Il demandait qu'Ordjonikidze contribue à faire libérer Maximov et à interrompre « le travail de provocation ». Il semble que Chliapnikov ait considéré son vieux camarade Molotov comme un intercesseur potentiel auprès de Staline et de l'OGPU, car, lors des dernières nouvelles de Medvedev, qui était en vacances dans la même

⁵¹³ Je n'ai pas trouvé de copie de cette lettre qui était supposée avoir été envoyée le 24 décembre 1929, mais j'ai vu une référence à elle dans RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 4, lettre de Chliapnikov et de Medvedev à la CCC, 28 avril 1930, copie au Politburo.

⁵¹⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 50-1, lettre de Chliapnikov (signée) au Politburo et à la CCC du 2 janvier 1929 [sûrement 1930; il l'a datée probablement de façon erronée de l'année précédente]; tamponnée en haut comme étant reçue soit le 21 février 1930, soit le 2 mars 1930, (c'est à peine lisible). Chliapnikov s'adressait à Ordjonikidze avec le "tu" familier [ty]. Voir aussi RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 41, lettre signée de Chliapnikov au présidium de la CCC, 14 août 1930, dans laquelle il explique les circonstances qui entourent son implication dans l'affaire Maximov.

station balnéaire que Molotov, Chliapnikov lui a demandé « d'essayer de négocier avec Molotov concernant l'affaire »⁵¹⁵.

À la mi-janvier 1930, n'ayant pas de nouvelles d'Ordjonikidze, Chliapnikov est allé lui rendre visite à la CCC mais il n'était pas présent. Il est ensuite passé voir Iaroslavski pour discuter de l'affaire. Après avoir consulté le personnel de l'OGPU par téléphone, Iaroslavski a prétendu que la personne qui a abordé la femme de Maximov n'était pas un agent de l'OGPU nommé Stolypine, mais c'était plutôt un ancien ouvrier d'usine et un partisan de l'Opposition ouvrière nommé Salygine qui était gardien de prison et qui essayait de transmettre une lettre à Maximov. Ensuite Iaroslavski, en plaisantant à moitié, s'est moqué de Chliapnikov puisqu'il avait révélé et livré son « agent au sein de l'OGPU ». Chliapnikov en a conclu « qu'ils avaient l'intention d'utiliser "l'affaire Salygine" contre moi ». Iaroslavski a inscrit la protestation de Chliapnikov à l'ordre du jour du collège (conseil) de la CCC du Parti, mais elle a été ensuite reportée jusqu'au retour de Medvedev à Moscou⁵¹⁶.

Quand Medvedev est finalement revenu de vacances à Moscou début février, il a trouvé dans son courrier une lettre manuscrite signée "Maximov", mais l'écriture n'était pas celle de Maximov. Oblitérée en décembre, la lettre n'était pas envoyée à une adresse correcte. En conséquence, elle a été distribuée à une adresse voisine. Ce n'est qu'après quelques jours, et après avoir été ouverte, qu'elle a été déposée à l'immeuble de Medvedev. Chliapnikov a insisté sur le fait qu'un installateur et un plombier tel que Maximov était incapable d'avoir écrit une lettre avec une écriture aussi délicate et minuscule. De plus, Maximov aurait su la bonne adresse de Medvedev et qu'il était en vacances. La femme de Maximov a convenu que la lettre n'était pas de sa main, mais elle ne l'a pas reconnue comme étant la lettre proposée par le mystérieux intermédiaire⁵¹⁷. Le 23 février 1930, la CCC a de nouveau reporté sa décision sur l'affaire d'Omsk jusqu'à ce qu'elle reçoive la lettre controversée de Medvedev⁵¹⁸.

Le même jour, le CC et la CCC ont conseillé vivement à Chliapnikov d'écrire une déclaration concernant l'affaire d'Omsk. Répondant rapidement, avec un document intitulé : *Sur une grande erreur à propos d'un petit groupe d'Omsk*, Chliapnikov rejetait le factionnalisme et niait que l'Opposition

⁵¹⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 50–1; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 138, lettre de Chliapnikov à Medvedev, 3 janvier 1930. Molotov a été en vacances durant le mois de décembre 1929, mais il n'est revenu à Moscou qu'à la mi-janvier (Watson 2005, p. 92).

⁵¹⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 40–1, lettre de Chliapnikov au présidium de la CCC, 14 août 1930; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, page non numérotée, carte postale de Chliapnikov à Medvedev, 21 janvier 1930. Chliapnikov venait de voir des membres du CC et de la CCC au Bolchoï où lui et eux assistaient à une commémoration de la mort de Lénine.

⁵¹⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 40, lettre de Chliapnikov au présidium de la CCC, 14 août 1930. La CCC a conservé dans ses fichiers la lettre originale que Maximov prétendait être un faux, accompagnée d'agrandissements de véritables lettres de Maximov ainsi que de l'analyse d'écriture effectuée par le NKVD datée du 30 juin 1930, laquelle concluait que la lettre controversée était de la main de Maximov (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 30–1, 53). À mon avis, les échantillons paraissent nettement différents.

⁵¹⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, I. 52, extrait du procès-verbal de la CCC, n° 116 point 1, 23 février 1930 avec la griffe de Iaroslavski. Étaient présents : Krivov, Agranov, Iaroslavski, Medvedev, Chliapnikov, A.P. Smirnov et Chkiriátov.

ouvrière ait « dirigé un groupe clandestin »⁵¹⁹. Demandant à Medvedev de remettre la déclaration, d'essayer de voir Staline au sujet de l'affaire et de rester en contact par courrier, Chliapnikov est parti en vacances à Kislovodsk et à Gagry, où il a passé le mois de mars et une partie du mois d'avril. Rendu perplexe par le traitement de l'affaire par les institutions du Parti, Chliapnikov a plaisanté en disant que les procédures d'appel du Parti étaient aussi difficiles à comprendre que la mécanique quantique⁵²⁰. Ayant l'habitude de voir des membres de la direction stalinienne dans leurs fonctions publiques et parlant avec eux en termes relativement polis, il était incapable de prévoir la terreur qui serait dirigée contre de vieux bolcheviks.

Lorsque Chliapnikov était en vacances dans le Sud, il a été mis au courant des soulèvements des Cosaques qui y avaient eu lieu, et qui étaient le résultat de la collectivisation et de la dékoulakisation. Suivant ces événements avec une grande inquiétude, il se plaignait que la presse ne réfute pas « d'absurdes rumeurs » non spécifiées qui s'étaient propagées à propos de ces événements. Il espérait que « le tact politique » pourrait aider à restaurer « une compréhension mutuelle paisible » à la suite de nombreuses arrestations⁵²¹. Il y a dû y avoir chez lui énormément d'aveuglement dans l'appréciation des événements qui se déroulaient autour de lui, étant donné qu'il semble qu'il n'ait pas compris la pleine tragédie de la collectivisation forcée à cette époque. Profondément plongé dans la rédaction de ses mémoires historiques et préoccupé d'éviter la persécution à cause de l'affaire d'Omsk, il n'était pas pleinement capable d'évaluer l'importance et les conséquences des nouvelles politiques radicales de Staline. Malgré son incapacité à employer le langage de la lutte des classes dans ses réflexions privées sur la collectivisation, il la voyait certainement comme une mesure nécessaire et objectivement « progressiste », comme le seul moyen pour mener à bien l'industrialisation dans un contexte national et international existant de capital limité pour l'investissement et d'hostilité croissante des voisins de l'Union soviétique.

Pendant qu'il était en vacances, Chliapnikov a écrit aux dirigeants du Parti d'Omsk pour leur demander de publier sa déclaration à propos de l'affaire d'Omsk, laquelle n'était pas encore parue dans la presse du Parti. Au lieu de cela, les dirigeants du Parti d'Omsk ont publié dans le journal « Rabotchii put », une *Lettre de 10 oppositionnels* qui impliquait Chliapnikov et Medvedev dans le factionnalisme. La CCC, exprimant son mécontentement relatif aux déclarations précédentes de Chliapnikov et de Medvedev, leur a demandé d'en écrire une autre. Néanmoins, Chliapnikov et Medvedev ont continué à se plaindre du fait qu'ils ne pouvaient pas être responsables de personnes qui interprétaient mal leurs points de vue. C'est de manière combative qu'ils soutenaient que la logique de la CCC ferait même de

⁵¹⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 2–3, tapuscrit *Sur une grande erreur à propos d'un petit groupe d'Omsk*, signé par Chliapnikov, 28 février 1930. Voir aussi RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 4, lettre de Chliapnikov et Medvedev à la CCC, 28 avril 1930. Chliapnikov a envoyé la déclaration à Omsk début avril

⁵²⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, II. 80–1, 207, 211, lettres de Chliapnikov (à Kislovodsk) à Medvedev (à Moscou), 6, 22 et 26 mars 1930 (la lettre du 6 mars a été envoyée par l'intermédiaire d'une connaissance).

⁵²¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 210, lettre à Medvedev de Chliapnikov à Kislovodsk, 27 mars [1930].

Iaroslavski un complice des ouvriers d'Omsk, étant donné qu'ils avaient lu son livre sur l'Opposition ouvrière⁵²².

Le 13 mars 1930, la CCC votait pour exclure Maximov du Parti. Libéré de prison, il a fait appel de son exclusion du Parti et d'un exil de trois ans en Asie centrale. Niant que lui ou les ouvriers d'Omsk aient été dans l'Opposition ouvrière, il insistait sur le fait que le seul matériel de lecture qu'il leur avait donné était celui qui avait été approuvé par le CC, y compris le livre de Iaroslavski et les procès-verbaux des congrès du Parti. Se plaignant des menaces de l'OGPU de le garder en prison jusqu'à ce qu'il avoue son travail antiparti, Maximov a écrit qu'il a refusé d'avouer parce qu'il ne voulait pas « se mentir à lui-même et mentir à vous, au Parti et à l'histoire »⁵²³. Pour son appel, il a réclamé l'assistance de Chliapnikov et de Medvedev⁵²⁴. Ils n'étaient pas en bonne position pour ce faire, et pourtant ils ont essayé.

Le 28 mai, la CCC concluait que Chliapnikov et Medvedev avaient eu connaissance du fait que des personnes d'Omsk avaient créé un « groupe clandestin de l'Opposition ouvrière » et qu'ils étaient coupables de ne pas les avoir arrêtés et de ne pas en avoir parlé aux dirigeants du Parti. Malgré cette réprimande, Iaroslavski, le 29 mai 1930, a confirmé leur contrôle lors de la purge du Parti que le XVI^e Congrès du Parti avait ordonnée en 1929. Mais, le même jour, quelqu'un (peut-être Iaroslavski) essayait de rouvrir l'affaire d'Omsk et d'augmenter les accusations. Dépeignant une évolution de l'affaire d'Omsk qui liait l'Opposition ouvrière aux soulèvements paysans, l'accusation était maintenant la suivante : un groupe contre-révolutionnaire découvert en mars 1930 à Omsk avait cherché à diriger les insurrections de koulaks dans le but de renverser le pouvoir soviétique⁵²⁵.

Dans le nouveau récit, les oppositionnels se tournaient vers la paysannerie parce qu'ils avaient été déçus par la classe ouvrière, comme s'ils se rabattaient du marxisme au populisme, sauf qu'ils étaient liés aux koulaks. Décrivant les vaines tentatives d'obtenir des armes, l'auteur inconnu a entrelacé des groupes et des incidents sans liens entre eux dans un récit qui prétendait montrer une ligne ininterrompue de l'opposition qui avait évolué vers la contre-révolution. La résistance à la collectivisation avait en effet grandi rapidement en Sibérie. Des centaines de bandes armées ont attaqué des fermes collectives [*kolkhozes*] en Sibérie. En 1930, le nombre de bandes dans la seule Sibérie occidentale avait gonflé jusqu'à atteindre le chiffre de huit-cent quatre-vingt. Des camps de transit pour les déportés koulaks à Omsk, Tomsk et Atchinsk, détenaient des personnes qui avaient des raisons

⁵²² RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 1, lettre de Chliapnikov (à Gagry) au bureau du comité du RKP(b) de l'okrug d'Omsk, 4 avril 1930; I 4, lettre de Chliapnikov et de Medvedev à la CCC, 28 avril 1930, se référant à une lettre 13 avril 1930 qui leur avait été envoyée par la CCC (reçue par eux le 25 avril 1930).

⁵²³ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 57, procès-verbal (extrait) du collège de la CCC du Parti, 13 mars 1930; II. 15–19, lettre manuscrite de Maximov au Politburo et à la CCC, 24 mai 1930. Parmi les méthodes de l'OGPU dont il se plaignait, il y avait le transfert dans une cellule froide et la privation d'exercice, de colis, de livres et d'eau minérale Yessentouki n° 17 destinée à traiter ses « attaques de maladie de foie ». De telles mesures étaient naturellement douces comparées à celles de 1937-38. Une décision concernant Salygine dépendait d'une autre enquête de Krivov.

⁵²⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, II. 162–7, lettres de Maximov à Chliapnikov et à Medvedev, 22 juin et 2 August 1930.

⁵²⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 56–61, 109; d. 9102, I. 5. Parmi les leaders présumés de cette nouvelle organisation, il y avait le même Krilov qui avait été arrêté en 1927 pour une bagarre d'ivrognes dans une gare ferroviaire.

d'être aigries contre le régime soviétique⁵²⁶. Que les ouvriers d'Omsk aient cherché ou non à comploter avec des bandits paysans, quelqu'un dans le Parti et/ou dans la police secrète avait l'intention de démontrer qu'il y avait des liens entre l'opposition interne au Parti et la contre-révolution. Plutôt que de faire preuve du « tact » que Chliapnikov préférait employer dans le traitement des agitations paysannes, Staline et ses alliés ont choisi de transformer les oppositionnels en boucs émissaires.

L'on ne sait pas clairement si ce rapport a été utilisé, mais Iaroslavski a présenté une résolution au présidium de la CCC réclamant des mesures plus dures contre Chliapnikov. Le 3 août, la CCC a sévèrement réprimandé Chliapnikov pour avoir « soutenu des éléments antiparti qui mènent une lutte factionnelle contre le Parti », d'avoir « couvert » le travail du groupe d'Omsk, et d'avoir calomnié l'OGPU. Réfutant formellement toutes ces accusations, Chliapnikov a soutenu que Iaroslavski n'avait présenté aucune nouvelle preuve. Il interprétait les toutes dernières accusations comme une réponse à l'appel qu'il avait effectué en faveur de Maximov et à ses critiques de l'OGPU pour avoir appliqué « des méthodes de provocation » vis-à-vis de la femme de Maximov. Il a clarifié le fait que ses accusations étaient portées contre des individus, et non pas contre l'OGPU en tant qu'institution, et qu'elles n'étaient pas générales, mais qu'elles concernaient spécifiquement l'affaire d'Omsk. Refusant de s'excuser d'avoir défendu Maximov, il a déclaré : « J'ai considéré comme étant de mon devoir de la défendre ». La CCC a fait en sorte que la réprimande et toutes les autres décisions concernant l'affaire d'Omsk restent valables. En outre, Iaroslavski a continué à faire le tour non seulement de l'URSS, mais aussi des régions périphériques, à la recherche de preuves accablantes pour les anciens membres de l'Opposition ouvrière. Le 3 septembre, par exemple, il a informé les hauts responsables qu'un communiste de Mongolie avait dénoncé Medvedev. La dénonciation était fondée sur de brèves informations fournies durant la purge du Parti par un communiste nommé Antonov, dont « la profonde agitation » et « le mauvais état de santé » ne permettaient pas d'obtenir plus de détails de sa part⁵²⁷.

Chliapnikov et Medvedev ont dû être soulagés de mettre fin à l'affaire d'Omsk car, en 1930, leurs vies personnelles avaient pris un nouveau tournant. Tandis que Medvedev perdait sa femme, Maria, pour cause de tuberculose, Chliapnikov et Ekaterina ont eu un bébé, Irina, qui était née en juillet. Les lettres de Chliapnikov à Kollontaï au cours de cette période procurent des aperçus sur sa vie de famille. Bien qu'ils aient parlé de politique lors des brèves visites de Kollontaï à Moscou, les lettres de Chliapnikov traitaient de sujets plus sûrs, tels que ses livres, le développement des enfants et la santé de sa famille. Lorsqu'il enseignait à son fils à tirer avec ses fusils, il employait la terminologie marxiste avec une légère ironie, étant donné qu'il plaisantait en disant que Youri « faisait l'expérience du stade du “militarisme primitif” ». Le petit-fils de Kollontaï, Vladimir, avait à peu près le même âge que Youri, c'est pourquoi elle partageait si facilement la joie et les inquiétudes

⁵²⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 56–60; Werth 2007, p. 37, 86.

⁵²⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, I. 39, 3 août 1930; I. 62, 8 août 1930; II. 40–1, lettre de Chliapnikov au présidium de la CCC, 14 août 1930; II. 44–56; II. 108–9, lettre à la CCC du VKP(b) du président (signature illisible) de la commission de purge du Parti d'Oulan-Bator, avec deux dates – 25 novembre 1929 et 24 mars 1930. Pour plus de détails sur l'attitude de Iaroslavski à l'égard de l'oppositionnisme, voir Dahlke 2008.

de Chliapnikov. Il lui demandait de lui envoyer des journaux français et allemands, grâce auxquels il déduisait des perspectives sur les affaires internationales qui n'étaient pas disponibles dans la presse soviétique. Soulignant la faible priorité que l'économie stalinienne donnait aux biens de consommation, il la persuadait de lui envoyer ou de lui rapporter des articles de l'étranger qui étaient introuvables en URSS⁵²⁸.

Néanmoins, les dangers politiques continueraient de hanter Chliapnikov. Omsk a figuré parmi les villes où le NKVD l'accuserait en 1935 d'avoir organisé des groupes contre-révolutionnaires. Mais pour les ouvriers d'Omsk, les conséquences finales se produiraient même plus tôt. Le NKVD a prétendu en 1933 que les oppositionnels d'Omsk avaient attaqué une ferme collective, tué quatre fermiers collectifs et volé des biens du *kolkhoze*. En juillet 1934, plusieurs oppositionnels d'Omsk ne sont revenus d'un camp de prisonniers et de l'exil que pour être accusés de nouveau de travail contre-révolutionnaire. En même temps qu'environ 40 autres ouvriers, ils ont été arrêtés et certains ont été exécutés⁵²⁹.

Rosmetizprom

Ayant condamné le factionnalisme et exprimé son soutien à une industrialisation intensive, Chliapnikov jouissait encore de la sympathie d'anciens camarades haut placés. Cela, et le besoin de la part du Parti d'administrateurs expérimentés au cours du Premier Plan quinquennal, ont fini par lui procurer un nouvel emploi. En juin 1931, le VSNKh de la RSFSR lui a confié la direction de l'Association des industries des articles métalliques [*Respublikanskoe obedinenie metiznoi promyshlennosti – Rosmetizprom*]. Bien que des affectations au niveau d'une république aient été moins importantes que des positions relatives à l'ensemble de l'Union, Chliapnikov avait la possibilité, en tant que président, d'orienter les articles en métal vers une nouvelle direction. Depuis la Révolution, les usines de Rosmetizprom avaient abandonné la production de samovars, mais elles fabriquaient toujours des thermos, des lessiveuses, des charnières, des pinces, des boulons et des pièces moulées, de sorte qu'elles avaient encore beaucoup à faire dans la transition vers la fabrication d'instruments de précision et de pièces nécessaires pour l'aviation, pour les industries produisant des automobiles et des tracteurs, ainsi que le demandait le Premier Plan quinquennal⁵³⁰.

En même temps que d'autres associations, Rosmetizprom s'est séparée en avril de l'Association des industries des métaux de la RSFSR (ROMP). À la

⁵²⁸ RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, II. 11–27, neuf lettres de Chliapnikov à Kollontai, 15 mai–24 octobre 1930. Ses demandes incluaient des médicaments et des fournitures médicales, une machine à écrire, de la nourriture pour bébés, une tente de camping et un moteur suédois pour un bateau. Pour Kollontai, le choix du moteur a provoqué une certaine frustration, ce qui a eu pour conséquence quelques échanges comiques entre eux.

⁵²⁹ Iakovlev (éd.) 1991, p. 105–6; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 5, II. 28–31, 15 février 1935; Papkov 1997, p. 105. La collaboration de la police secrète et de la CCC pour présenter un récit unifié a influencé non seulement les comptes rendus de la période soviétique, mais aussi l'historiographie postsoviétique. Papkov a dépeint l'Opposition ouvrière comme « l'une des organisations les plus solidaires, comme un symbole de la fermeté et de l'unité révolutionnaires des ouvriers dans la lutte avec les autorités » (Papkov 1997, p. 104). Cette description du groupe renversait le récit stalinien, mais il n'était pas plus exact.

⁵³⁰ RGAE, f. 4088, op. 1, d. 6, I. 146; d. 39, II. 32–3, 49, 57.

fois Chliapnikov et les dirigeants du VSNKh de la RSFSR critiquaient la ROMP et la Rosmetizprom (dans ses premiers mois) à cause de leur faible leadership et du retard dans la réalisation du plan. Chliapnikov devait respecter les délais dans la construction de nouvelles usines, éliminer les goulots d'étranglement, embaucher du personnel et lui fournir des logements, des services collectifs, de la nourriture et des articles manufacturés. Se mettant au travail avec son énergie coutumière, Chliapnikov s'est plongé dans ses fonctions alors qu'il se rendait sur place pour inspecter les chantiers de construction à Nijni Novgorod, à Pavlovo, à Murom et dans d'autres villes. À Vladimir, il a insisté pour réviser les plans de conversion d'une filature en une usine affectée à la production d'instruments mécaniques de précision, étant donné la pauvreté du sol à l'emplacement prévu à l'origine qui nuirait non seulement à une bonne construction, mais aussi à la production et au stockage des matières premières et des produits finis. Ses instructions aux directeurs comprenaient la collecte de données fiables, la création de listes de priorité et des enquêtes sur des ordres qui n'auraient pas été exécutés. Les habitants lui ont rendu hommage en donnant son nom à une usine de sa ville natale de Murom, une marque commune de déférence à l'égard de l'élite stalinienne⁵³¹.

Les comptes rendus et les décisions de Chliapnikov démontraient son engagement dans l'amélioration de l'industrie russe des articles métalliques en la réorientant du travail manuel vers le travail mécanisé, vers la rationalisation, les transports perfectionnés, une plus grande spécialisation des usines, davantage de coopération avec les autres usines et de nouveaux genres de production. Il mettait également l'accent sur le besoin de procurer aux ouvriers des conditions décentes de travail et de vie (ventilation, égouts, nourriture, vêtements et opportunités culturelles). Cependant, les ressources limitées disponibles pour l'industrialisation signifiaient que les besoins des ouvriers étaient subordonnés à la demande destinée à la production. Chliapnikov était obligé d'approuver des projets de construction qui n'avaient pas de budget pour « le chauffage, la plomberie, la ventilation et l'évacuation des eaux usées ». Bien qu'il ait insisté pour que les administrateurs présentent des estimations pour de telles protections dès que possible, il a dû savoir que les ouvriers souffriraient encore longtemps de conditions primitives avant que des améliorations ne soient apportées. Il était certainement au courant des taux élevés de blessures sur les lieux de travail puisqu'il demandait une supervision technique accrue des ouvriers et une meilleure maintenance des équipements (réparations préventives). Néanmoins, il soutenait aussi l'objectif de l'augmentation de la production puisqu'il a signé des propositions demandant le travail aux pièces pour les nouveaux ouvriers, des études portant sur les gains de temps et des primes pour les ouvriers qui découvriraient ces mesures permettant un gain de temps⁵³².

Chliapnikov faisait face à des frustrations croissantes en tant que président de la Rosmetizprom, laquelle saignait des usines lorsqu'elles étaient réaffectées à d'autres associations. Constatant des défauts dans la stratégie d'industrialisation, il soutenait qu'il était « inopportun » de concentrer la

⁵³¹ RGAE, f. 4088, op. 1, d. 6, II. 34–7, 153; d. 7, II. 11–12; d. 9, II. 26, 32; d. 39, II. 43–6, 55–6, 62, 133; op. 2, le résumé de l'archiviste M.V. Mironova.

⁵³² RGAE, f. 4088, op. 1, d. 9, II. 2–5, 29 septembre 1931; II. 32–9; d. 39, II. 11–13, 25 octobre 1931; II. 133–4, 160.

production d'articles particuliers dans une seule usine. Une telle spécialisation serait un problème chronique dans l'économie soviétique. Chliapnikov n'était pas le seul à le discerner étant donné que le grand ingénieur Peter Palchinski, qui avait fait ses études durant la période tsariste et qui avait été arrêté dans l'Affaire du Parti industriel en 1930, avait indiqué cette faiblesse, parmi d'autres. Dans la continuité de la campagne contre les « spécialistes bourgeois » qui avait débuté en 1928 avec le procès Chakti, l'Affaire du Parti industriel a concerné environ deux cents ingénieurs qui ont été arrêtés comme boucs émissaires des échecs industriels soviétiques, ce qui a abouti à un procès spectacle qui a déclaré d'éminents experts en technologie coupables de travail avec des gouvernements étrangers en vue de renverser le gouvernement soviétique⁵³³. Les opinions de Chliapnikov à ce sujet ne sont pas connues, mais ses idées sur l'organisation de l'industrie soviétique, sur le fait de pourvoir aux besoins quotidiens et culturels des ouvriers, sur la fixation d'objectifs réalistes de production et sur la collecte de données valides, reflétaient les conceptions d'ingénieurs tels que Palchinski.

Pourtant, à d'autres égards, Chliapnikov s'est adapté aux méthodes stalinienne. Incapable d'atteindre les objectifs du plan, il en a imputé la responsabilité aux retards des fournisseurs et au financement insuffisant de la Banque Russe pour le Commerce et l'Industrie [*Probank*] et il a eu recours à des méthodes coercitives qui étaient habituelles à cette époque-là. Dans un cas, il a recommandé que le bureau du procureur [*prokurora*]⁵³⁴ enquête sur les retards de construction d'une usine et « rende coupable le responsable ». Il a dû être conscient que sa requête pouvait avoir de sinistres conséquences. Peut-être l'a-t-il regretté puisque, dans une affaire ultérieure, il a demandé au VSNKh de la RSFSR d'infliger une amende au sovnarkhoze de l'oblast de Moscou et aux présidents du département des métaux de Moscou pour avoir traîné les pieds dans l'approbation de documents. Il semble probable que la tension nerveuse qu'il a ressentie en tentant d'atteindre des objectifs irréalistes fixés par la direction, alors qu'il était témoin du mal que cela faisait aux ouvriers, a aggravé les symptômes de la maladie de Ménière et a conduit à sa décision de quitter la direction active de la Rosmetizprom à la fin d'octobre 1931 pendant un arrêt de travail d'un mois et demi ⁵³⁵. Il n'est pas revenu à la Rosmetizprom qui a été supprimée le 1^o décembre 1931.

Conclusion

Le travail de Chliapnikov à Metalloimport de 1926 à 1929 et au Rosmetizprom en 1931 a semblé lui offrir l'occasion de contribuer à la cause qui l'intéressait le plus, à savoir reconstruire l'industrie soviétique et, avec cela, avoir un prolétariat plus idéologiquement "conscient" qui prendrait un jour en main le contrôle de la production. En tant que président de

⁵³³ RGAE, f. 4088, op. 1, d. 9, I. 52; d. 12, II. 1–2; d. 13, II. 39–41; d. 39, I. 14; d. 40, II. 1–6; Bailes 1978, p. 95–121; Graham 1993.

⁵³⁴ Selon Getty et Naumov (Getty et Naumov 1999, p. 119), un procureur, d'après leur définition dans la loi continentale et russe, ne poursuit pas seulement les criminels, mais il vérifie également le travail des institutions de l'État pour s'assurer qu'elles fonctionnent selon les lois.

⁵³⁵ RGAE, f. 4088, op. 1, d. 9, I. 42; d. 10, I. 1; d. 12, I. 3, 26 octobre 1931; I. 10, 18 octobre 1931; I. 35, 8 août 1931.

Metalloimport, il a travaillé étroitement avec le Syndicat des métallos et avec son ancien personnel qui était venu travailler au VSNKh, dans les trusts et dans les consortiums. Il s'est heurté à de vieux rivaux comme Krestinski et il a toujours soupçonné que les obstacles qu'il trouvait sur son chemin avaient été placés par l'*intelligentsia* qui voulait entraver la promotion des ouvriers. Pourtant, son attitude vis-à-vis du fils de Svechnikov et des étudiants en Allemagne ayant des passés variés révélait une certaine tolérance et une certaine flexibilité. En même temps, ses points de vue autonomes et le fait de continuer à avoir des contacts avec ses anciens camarades de l'Opposition ouvrière ont éveillé les soupçons des dirigeants du Parti et l'ont amené à subir une enquête pour oppositionnisme.

La CCC, avec l'aide de l'OGPU, a cyniquement manipulé l'affaire d'Omsk afin d'échafauder une conspiration qui impliquait un centre à Moscou. Il y a eu des initiatives à la fois d'en bas et d'en haut dans la fabrication de l'affaire d'Omsk, avec le centre qui jouait un rôle dirigeant. Chliapnikov contestait les étiquettes que les autorités centrales du Parti lui imposaient à lui et à ses proches camarades. Il niait qu'ils aient été un "centre" et il rejetait le qualificatif de "directifs" pour ses « conseils amicaux relatifs au Parti ». En outre, il refusait de caractériser de "liens" ses relations avec d'anciennes connaissances au sein du Parti qui étaient accusées d'oppositionnisme. Finalement, il insistait sur le fait que "l'affaire" des oppositionnels d'Omsk était une "provocations". De plus, il contestait activement, et même raillait, la tentative de la CCC de le placer dans une impasse idéologique. La naïveté dont il faisait montre a pu être sa défense et un mécanisme pour continuer à transmettre ses points de vue. L'affaire d'Omsk était une tentative foireuse pour le soumettre, lui et ses proches camarades, mais cela n'a pas abouti à une punition allant au-delà d'une réprimande. Chliapnikov n'a pas poursuivi une ligne de résistance, mais au lieu de cela il a essayé de travailler au sein du Parti dans le bon esprit de parti [*partiinost*]. Ses points de vue et son langage étaient différents de la vision apocalyptique de Iaroslavski et, en fin de compte, de Staline, qui était derrière cette campagne dirigée contre lui et ses camarades. Essayant de garder vivant un esprit de Parti alternatif, il agissait dans un système qui refusait les libertés individuelles de base, un système qu'il avait aidé à construire. Bien que, durant son poste à Rosmetizprom, Chliapnikov ait succombé dans une certaine mesure aux pressions staliniennes d'augmenter la production sans tenir compte du prix à payer, cela a eu des conséquences physiques sur lui et l'a forcé à rester sur la touche pendant un certain temps.

CHAPITRE 11

Exclusion du Parti

Les politiques de Staline de collectivisation forcée et d'industrialisation intensive effrénée étaient profondément défectueuses ; elles ont provoqué la mort et les souffrances de millions de personnes et elles ont engendré parmi les ouvriers, les paysans et même les membres du Parti, un mécontentement qui a contesté la dictature du Parti et parfois semblé présenter des menaces pour elle. Les dirigeants du Parti ont par conséquent trouvé qu'il était urgent d'imposer l'unité dans le Parti et ils ont justifié leurs mesures en exagérant l'unité et le rôle historiques du Parti dans la Révolution. Bien qu'il ait effectué son travail de manière compétente, Chliapnikov ne pouvait pas se soustraire à l'attention de ceux qui, dans le Parti, voulaient éradiquer toute trace de pensée critique. Son départ du Rosmetizprom a coïncidé avec un nouveau tournant plus agressif de la persécution par Staline de l'hétérodoxie dans la profession historique. Durant son congé de maladie, alors qu'il récupérait de symptômes du syndrome de Ménière qui s'étaient aggravés, Chliapnikov a dû se défendre contre les attaques menées contre son livre en raison de l'insuffisance de glorification de Staline et du rôle du Parti bolchevik en 1917. Non seulement ses livres ont été condamnés et interdits, mais il était harcelé par des accusations mesquines. Après avoir subi des pressions pour qu'il condamne les erreurs contenues dans ses livres, il s'est vu confier un nouveau travail au présidium du Gosplan de la RSFSR, mais il a été rapidement inquiété pour avoir prétendument prononcé un discours antiparti dans sa cellule du Parti. Comme beaucoup d'anciens oppositionnels, Chliapnikov a été exclu en 1933 du Parti Communiste soviétique, un processus long et ardu qui a mis ses nerfs et sa santé à rude épreuve. Son dialogue avec les membres de la commission de purge révèle avec précision la raison pour laquelle ceux-ci interprétaient ses paroles et son comportement comme étant incompatibles avec l'idéal stalinien. Il s'est défendu en exigeant des preuves matérielles pour les accusations et en utilisant l'humour pour les miner, mais le procès absurde et irrationnel s'est révélé difficile à comprendre pour lui et l'a vidé de son énergie.

L'affaire des mémoires de Chliapnikov

Les mémoires de Chliapnikov sous la forme d'articles ou de livres avaient connu une publication depuis les premières années du pouvoir soviétique. Ses mémoires de 1917 [*Semnadtsatyi god*] ont été publiés en quatre volumes de 1923 à 1931. Les historiens qui s'intéressent à 1917 apprécient les histoires contenues dans ses mémoires parce qu'elles s'appuient largement sur un vaste éventail de sources primaires de cette année-là, et parce qu'il a inclus

de longs extraits et même, à l'occasion, des documents entiers dans ses textes. Il a également consulté des mémoires non bolcheviks, y compris ceux publiés à l'étranger. Bien qu'il ait été de parti pris contre les hommes politiques non bolcheviks, il ne les diabolisait pas, et il ne falsifiait pas non plus les sources dans le but d'exagérer le rôle du Parti bolchevik en 1917. Au contraire, Chliapnikov donnait la preuve de la collaboration entre les bolcheviks et d'autres socialistes radicaux dans la clandestinité révolutionnaire et durant la révolution de Février⁵³⁶.

Jusqu'en 1927, les livres de Chliapnikov n'ont été sévèrement critiqués que par ceux qui pensaient qu'il avait décrit injustement leurs propres rôles et points de vue dans les événements révolutionnaires. Les critiques ont utilisé des « normes savantes » typiques pour évaluer les livres. Pourtant, en 1927, plusieurs historiens ont publié des articles dans les revues du Parti, le «Bolchevik» et l'«Istorik-marksist», pour lui demander de réviser *Semnadtsatyi god* afin de l'appuyer davantage sur la théorie marxiste et moins sur les documents qu'il avait employés. Les modifications très importantes qu'ils demandaient comprenaient l'occultation des divergences parmi les bolcheviks au début de 1917, afin de donner l'impression que tous étaient d'accord avec Lénine, et la distinction avec force des points de vue de Staline d'avec ceux de Kamenev. Au même moment, le rôle de Chliapnikov en 1917 a été attaqué lorsque des critiques l'ont accusé d'avoir rejeté la révolution prolétarienne. Prenant ombrage de ses détracteurs parce qu'ils n'avaient pas produit des preuves à l'appui de leurs assertions, Chliapnikov a été stupéfié par leur instance à « falsifier ... des événements auxquels j'ai été un participant et un témoin oculaire ». Les attaques qu'il subissait faisaient partie d'un changement général dans la profession historique après 1927 dans laquelle les historiens « bourgeois » étaient écartés, arrêtés et emprisonnés. Les historiens restants devaient glorifier le rôle de Staline dans l'histoire du Parti et présenter ce dernier comme invariablement uni. En 1930, beaucoup d'autres mémoires bolcheviks ont été également écartés ou attaqués⁵³⁷.

Néanmoins, le quatrième volume de *Semnadtsatyi god* publié en octobre 1931 était fondé sur des documents. En outre, il ne cédait pas à la tendance à glorifier Staline et à diaboliser des personnages comme Trotski, Zinoviev et Kamenev. À la fin d'octobre 1931, Staline s'en est pris violemment à la profession historique, et il a condamné ceux qui s'appuyaient sur des documents en les traitant de « rats d'archives » et de « bureaucrates sans espoir ». Dans une lettre adressée aux rédacteurs en chef du journal historique, «Proletarskaya revolutsiya», il insistait sur le fait que l'interprétation que le Parti faisait de l'histoire révolutionnaire ne devait pas être mise en doute ou contestée. En conséquence, en décembre 1931, dans le journal «Bolchevik», une équipe de spécialistes de l'Institut des Professeurs rouges a voué entièrement aux gémonies tous les écrits de Chliapnikov portant sur l'histoire révolutionnaire, et elle a traité leur publication d'erreur. Ses histoires ont été considérées comme « une falsification menchevique » et les

⁵³⁶ Holmes 1979, p. 229.

⁵³⁷ Holmes 1979, p. 232–8; Chliapnikov 1927a, p. 84. Les critiques comprenaient D. Kin, A. Divilkovski et A. Lomakine.

rédacteurs en chef qui ont autorisé leur publication étaient coupables « d'infect libéralisme » (termes de Staline)⁵³⁸.

Pour ceux qui ne lisaient pas les revues historiques et théoriques du Parti, la "Pravda" a publié en janvier 1932 un article d'historiens qui condamnait les mémoires de Chliapnikov parce qu'il ne faisait pas suffisamment attention au rôle de Staline en 1917 et qu'il analysait de manière incorrecte le rôle de Staline et d'autres acteurs dans les événements révolutionnaires. Insistant sur le fait que les accusations n'avaient pas été prouvées, Chliapnikov accusait ses critiques de ne pas comprendre ce qu'ils avaient lu⁵³⁹. En février cependant, l'Orgburo l'a sommé d'assister à une réunion lors de laquelle ses livres et son propre rôle dans l'histoire ont été critiqués par des membres de l'Orgburo, du CC, de l'OGPU et par des invités de l'Institut des Professeurs rouges. Sa tentative d'auto-défense a été reçue comme une confirmation de plus de sa culpabilité. L'Orgburo décidait d'arrêter de publier et de distribuer ses œuvres et il exigeait qu'il reconnaisse les erreurs qu'elles contenaient ou bien qu'il soit exclu du Parti⁵⁴⁰.

Chliapnikov a fait appel de la décision de l'Orgburo auprès du Politburo. Affirmant que Lénine n'avait pas soulevé d'objections en ce qui concerne ses livres, il était sûr que beaucoup de ses critiques ne les avaient pas lus et il indiquait que certains d'entre eux n'avaient même pas été bolcheviks en 1917. Malgré sa requête auprès du Politburo de l'autoriser à supprimer de ses livres les passages qui étaient susceptibles d'une « interprétation incorrecte », le Politburo a confirmé la décision de l'Orgburo et lui a donné cinq jours pour s'exécuter⁵⁴¹. Par la suite, Chliapnikov a reconnu des erreurs dans ses mémoires portant sur 1917, mais avec une formulation qui faisait apparaître ses erreurs moins graves. Par exemple, au lieu de l'affirmation de l'Orgburo selon laquelle il avait « nié l'hégémonie du prolétariat », il a écrit qu'il avait mal formulé ses idées, ce qui avait conduit certains à conclure qu'il avait nié l'hégémonie du prolétariat. Néanmoins, « l'aveu », tel qu'il apparaissait dans la "Pravda" du 9 mars, a changé sa revendication d'avoir été mal compris en un repentir plus trivial et plus complet. Il est possible que ce soit Kaganovitch qui ait dicté cet "aveu"⁵⁴². La littérature secondaire et tertiaire est allée jusqu'à interpréter la déclaration de mars 1932 comme un reniement de ses anciennes positions oppositionnelles dans les discussions du Parti. En réalité, la déclaration originale que Chliapnikov a écrite et signée n'était même pas un désaveu complet de ses mémoires.

⁵³⁸ Staline 1931, p. 12; Holmes 1979, p. 239–40; Barber 1976, p. 21–41; Chliapnikov 1992, vol. 1, p. 22–3; Holmes 1979, p. 241; Chtcherbakov et autres 1931, p. 123.

⁵³⁹ Pospelov et autres 1932; Zlokazov 1994, n° 3, p. 196–211, lettre de janvier 1932 de Chliapnikov au comité de rédaction de la "Pravda". La lettre du 6 février 1932 des rédacteurs en chef de la "Pravda" à l'Orgburo est conservée dans RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 88–96, et elle a été publiée dans Demidionova et Chliapnikova (éd.) 1997, p. 123–4.

⁵⁴⁰ Demidionova et Chliapnikova (éd.) 1997, p. 103–25, notes de Chliapnikov sur cette réunion du 19 février; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 874, I. 15, 19 février 1932.

⁵⁴¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, II. 82–7, lettre de Chliapnikov au Politburo, 26 février 1932, publiée dans Demidionova et Chliapnikova (éd.) 1997, p. 114–18; RGASPI, f. 17, op. 3, d. 874, 3 mars 1932, p. 2 (publiée dans Getty et Naumov 1999, p. 105–6). Il demandait la permission de continuer à publier de nouveaux ouvrages; ceux-ci comprenaient des mémoires sur la Guerre civile et sa correspondance avec Lénine durant la Première guerre mondiale (RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, I. 12, lettre à Kollontai, 20 mai 1930).

⁵⁴² Demidionova et Chliapnikova (éd.) 1997, p. 104, 123–4 (déclaration de Chliapnikov du 6 mars au CC); Naumov 1991, p. 59.

Kollontaï a tenté de consoler Chliapnikov en lui disant que ses ouvrages étaient toujours populaires en Suède. Exprimant une surprise ironique, il a répondu que, en URSS, l'intérêt pour ses livres était discutable : « certains les recherchaient avec zèle et ne les trouvaient pas étant donné qu'ils étaient épuisés », tandis que d'autres soumettaient à la fois les mémoires et leur auteur à des formes « médiévales » de critique. Néanmoins, il continuait à écrire, bien qu'il sache que ses livres étaient « déjà passés de mode » et « sans aucun espoir réel qu'ils voient le jour dans un avenir proche »⁵⁴³. Ses livres n'étaient plus publiés, et ils ont été soit détruits, soit confinés avec un accès restreint dans des bibliothèques (accessibles uniquement à des membres du Parti hautement fiables). La carrière de Chliapnikov avait été interrompue par les attaques menées à l'encontre de ses mémoires, mais il avait besoin de travailler pour se sentir utile et pour faire vivre sa famille grandissante (un troisième enfant, Alexander, est né en 1932). En juin 1932, plusieurs mois après que ses livres ont été interdits, il a été nommé membre du présidium du Gosplan de RSFSR en tant que directeur du secteur de la construction. Bien qu'il n'ait pas occupé un poste de haute responsabilité, celui-ci attestait que, dans une certaine mesure, les dirigeants du Parti désiraient l'employer. Il y avait encore de la sympathie à son égard aux plus hauts niveaux et du respect pour ses talents d'organisation et de planification.

L'affaire Rioutine

Néanmoins, Chliapnikov, comme tous les anciens opposés, était vulnérable, étant donné l'inquiétude paranoïaque croissante dont Staline faisait preuve vis-à-vis de la résistance à la collectivisation, à la famine étendue qui a tué des millions de gens et au mécontentement au sein du Parti en raison des problèmes relatifs à l'industrialisation intensive. Chliapnikov était dans une certaine mesure conscient de ces problèmes. Dans une note de son journal en avril 1932, il faisait allusion à des rumeurs sur « l'agitation parmi les ouvriers » dans le Donbass, à Vitichouga et à Ivanovo-Voznesensk. Il avait entendu des histoires sur des Ukrainiens qui fuyaient en traversant la frontière : « là-bas les chevaux hennissent, les vaches meuglent, et les moutons bêlent ; les coqs chantent le matin ; la nuit les jeunes s'amuse, chantent des chansons ... mais de notre côté ? ... un silence de mort »⁵⁴⁴. Ces notes brièvement griffonnées doivent avoir signifié que les politiques de Staline étaient profondément défectueuses. D'autres membres du Parti en savaient plus et ils étaient très agités. En 1932, ont été découverts trois groupes opposés (le groupe de Rioutine, le groupe Eismont-Tolmatchev-Smirnov qui conservait des points de vue boukhariniens et un autre groupe prétendument associé à Trotski) qui exprimaient le mécontentement dans le Parti à propos de la collectivisation. Les peurs irrationnelles de Staline ont amplifié la menace qu'il percevait provenir des « ennemis » à l'intérieur et à

⁵⁴³ RGASPI, f. 134, op. 1, d. 437, II. 30-1, Moscou, 21 février 1932 (sa dernière lettre de survivant à Kollontaï).

⁵⁴⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, note du 21 avril 1932 du journal de Chliapnikov (le journal manuscrit original est maintenant en possession de sa famille).

l'extérieur du Parti et elles ont contribué à engager des efforts pour éradiquer et punir la dissidence.

À l'automne 1932, Martemyan Rioutine a fait circuler un texte qui critiquait la collectivisation et qui attaquait la direction de Staline, texte à propos duquel la CCC a interrogé d'anciens oppositionnels, y compris Medvedev. La presse avait rapporté un lien douteux entre les partisans de Rioutine et l'Opposition ouvrière. Chliapnikov, qui était en vacances à Kislovodsk, a écrit que l'affaire Rioutine y avait fait sensation. Personne à Kislovodsk n'avait vu la plateforme de Rioutine, mais diverses rumeurs circulaient sur elle. Chliapnikov doutait que Rioutine et ses partisans aient été étroitement unis sur les points de vue et il soupçonnait qu'ils avaient mal préparé leur acte. Il reconnaissait néanmoins que les critiques de Rioutine reflétaient l'état général de mécontentement au sein du Parti et du gouvernement à propos de politiques importantes. Il avait observé que, à Kislovodsk, des bureaucrates de niveau supérieur et moyen parlaient de "réforme" durant leurs promenades dans le parc, là où ils étaient moins susceptibles d'être entendus par hasard et dénoncés⁵⁴⁵. Les dirigeants du Parti craignaient que les expressions privées du mécontentement ne conduisent au factionnalisme. Bien que Staline ait réclamé la peine de mort pour Rioutine et ses alliés, les majorités de la CCC et du Politburo ont au contraire voté pour leur retirer la qualité de membre du Parti et pour les transférer hors de Moscou pour travailler. Avant l'ouverture des archives soviétiques, beaucoup d'historiens pensaient que ce désaccord, ainsi que d'autres, entre Staline et le Politburo signifiait qu'il existait une aile modérée et une aile radicale au sein de la direction au début des années 1930. L'historien russe, Oleg Khlevniouk, a jeté le doute sur cette interprétation, en soutenant plutôt que toutes les divergences provenaient de la politique bureaucratique et des guerres de territoire⁵⁴⁶.

Le scandale du logement

Ce sont non seulement les troubles politiques à un haut niveau, mais même des disputes mineures entre voisins, qui ont attiré l'attention de la CCC sur Chliapnikov. Un conflit de peu d'importance concernant son logement dans la coopérative d'habitation dans laquelle il vivait et dont il avait été élu administrateur, l'a empêtré à la fin de 1932 et au début de 1933. Cet incident traduit à la fois l'importance que Chliapnikov attribuait à la "légalité" et la manière dont la CCC donnait une signification politique à des questions apparemment banales. Après qu'un membre de la coopérative, qui, en tant que médecin, avait fait partie de l'intelligentsia prérévolutionnaire, a été arrêté pour cause d'accusations politiques, deux pièces de son appartement ont été données à un officiel du Parti, en dehors de la procédure formelle et au moyen de l'intervention de membres du CC. Lorsque le médecin a eu la permission de revenir vivre à Moscou, il a fait appel pour que l'on lui restitue les pièces.

⁵⁴⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 42, II. 203–5, notes de Medvedev sur une réunion du 25 octobre 1932 avec Iaroslavski; vol. 43, I. 205, lettre de Chliapnikov à Medvedev, 16 octobre 1932.

⁵⁴⁶ Cohen 1980, p. 343–4; Wynn 2008, p. 97–117; Khlevniouk 2008.

Chliapnikov et d'autres administrateurs de la coopérative, ainsi que des fonctionnaires du tribunal, ont essayé de suivre les instructions générales de la coopération et ils ont établi des procédures légales pour régler l'affaire, après quoi l'officiel du Parti qui occupait les pièces a accusé Chliapnikov de défendre un élément contre-révolutionnaire. Dans une décision dictée par Iaroslavski, la CCC a réprimandé Chliapnikov pour avoir commis une erreur politique⁵⁴⁷. Avant la conclusion de l'affaire, la situation est devenue si tendue qu'une dispute dans la cour intérieure de l'immeuble entre Chliapnikov et un invité invité de l'officiel du Parti, dispute qui concernait la voiture de l'invité garée de manière illégale, est également parvenue jusque devant la CCC. Malgré les références de bonne moralité que Chliapnikov a présentées non seulement pour lui-même, mais aussi pour son chiot berger allemand (accusé d'avoir menacé les invités de l'officiel du Parti), Iaroslavski lui a attribué la responsabilité principale du différend⁵⁴⁸. En défendant même son chien contre des poursuites, Chliapnikov s'est moqué de la CCC, mais son humour n'y a pas été apprécié, en particulier à la suite de l'affaire Rioutine.

Le scandale provoqué par un discours au Gosplan de la RSFSR

À la veille de la purge de 1933, la méfiance et l'hystérie concernant des désaccords grandissaient au sein du Parti et des membres commençaient individuellement à craindre l'exclusion de ses rangs. Chliapnikov a non seulement subi des attaques dans sa coopérative d'habitation, mais, de manière plus significative, sur son lieu de travail. En janvier 1933, il a été mis au pilori pour des remarques qu'il aurait prétendument faites lors d'une réunion de la cellule du Parti du Gosplan. L'affaire a débuté lorsque la cellule du Parti du Gosplan s'est réunie les 27 et 28 janvier pour discuter des résultats du plénum du CC de janvier⁵⁴⁹. C'est Mikhaïl Rogov, le président du Gosplan de la RSFSR, qui a fourni le rapport principal. Étant donné qu'il n'y avait pas de sténographe pour taper la transcription complète des discours de chacun, c'est un secrétaire de cellule qui a pris des notes et qui a rédigé un procès-verbal (sommaire) de la réunion, dont l'exactitude serait contestée ultérieurement par Chliapnikov⁵⁵⁰. Les remarques de Chliapnikov étaient improvisées et faites à la demande d'un membre de la cellule, M.N. Smirnov, qui l'a probablement piégé. Après avoir parlé, il est parti immédiatement afin d'assister à une réunion de la Fraternité de la Guerre civile d'Astrakhan [*zemlyachestvo*] à la Maison de l'Armée rouge, de sorte qu'il n'était pas présent

⁵⁴⁷ RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, II. 214–29. Chliapnikov vivait au 3/1 Spasopeskovskii pereulok, Arbat.

⁵⁴⁸ RGASPI, f. 589, d. 9103, vol. 5, II. 146–76. Une voisine a témoigné pour dire qu'elle n'avait jamais été témoin d'un comportement hostile du chien.

⁵⁴⁹ TsAODM, f. 390 (Gosplan RSFSR), op. 1, d. 8, I. 1. La cellule comptait 109 membres et 12 candidats. Parmi eux, 86 membres et 6 candidats assistaient à la réunion le 27 janvier, et 83 membres et 8 candidats le 28 janvier. Composaient le présidium Rogov, Soloviev, Golikov, Chouprakov, Kartachev et Kouliabitchev. En outre, le personnel du Mosgorkom et du *raikom* de Bauman étaient présents le 28 janvier. Le nombre total des membres de la cellule pouvait aussi inclure le personnel du Comité de la Comptabilité économique de la RSFSR (UNKhU).

⁵⁵⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 371–5. Chliapnikov a déclaré plus tard que le discours qui lui a été attribué à la réunion de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR de janvier 1933 a été rédigé par un secrétaire technique de cellule qui, en tant qu'ancien officier tsariste, craignait l'exclusion et qui a en effet été exclu (RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 56–9; et TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, II. 92–9, les deux copies sont datées du 20 juillet 1933).

pour réfuter la critique de son discours⁵⁵¹. S'il était à la recherche de réconfort en rappelant les aventures passées avec de vieux camarades, la nostalgie ne lui a cependant pas permis d'échapper aux efforts visant à faire de lui le bouc émissaire des dissensions internes au Parti.

Parmi les déclarations prétendument controversées de Chliapnikov, il y avait : 1°) que sa discussion des questions politiques procurerait un exemple instructif aux membres du Parti plus jeunes ; 2°) que la révolution d'Octobre n'a rien donné aux paysans pauvres [*bednyak*] ; et 3°) que la discussion au sein du Parti était acceptable. Après que Chliapnikov est parti, Smirnov l'a condamné en prétendant qu'il approuvait des désaccords individuels avec les décisions du Parti. Un autre membre de la cellule l'a également critiqué et il a appelé les autres à se joindre à ces critiques, mais les orateurs suivants soit n'ont pas répondu à cet appel, soit ne l'ont fait que du bout des lèvres. À ce moment-là, le président, Golikov, a ajourné la réunion jusqu'au jour suivant⁵⁵².

Ce jour-là, le 28 janvier, Chliapnikov avait quitté son bureau au milieu de l'après-midi pour faire des courses. Quand il est revenu chez lui le soir, un organisateur du Parti du Gosplan de la RSFSR l'a rattrapé et lui a demandé de revenir au Gosplan, étant donné qu'il y avait des discours dirigés contre lui dans la cellule du Parti. À la cellule, on lui a présenté une version de son discours de la veille, mais il a tenu à dire qu'elle était incorrecte. En sa présence, huit orateurs l'ont critiqué sévèrement, tandis que huit l'ont critiqué légèrement et que dix n'ont rien dit sur lui. Meteletskaïa, une stalinienne pure et dure du Comité du Parti de la ville de Moscou [*Mosgorkom*], l'a critiqué avec une rudesse particulière et elle a essayé d'inciter les autres présents à faire de même⁵⁵³. Chliapnikov a nié avoir dit ce qui lui était attribué. Affirmant qu'il n'avait pas eu de désaccords avec le Parti depuis 1927, il a mis ses critiques au défi de fournir des preuves selon lesquelles il aurait douté de la politique du Parti relative à la collectivisation ou aux plans quinquennaux. Quand on lui a demandé si le Parti pouvait lui faire confiance, il a répondu que l'on devait faire confiance aux membres du Parti en l'absence de preuve qu'ils avaient mené un travail antiparti⁵⁵⁴. Son interprétation des règlements du Parti s'opposait donc à celle avancée par Staline et elle représentait une menace pour lui.

Ceux qui étaient présents ont condamné à l'unanimité Chliapnikov pour « avoir fait des déclarations antiparti », pour « ne pas avoir effectué la critique complète de ses anciennes erreurs » et pour ne pas avoir fourni une condamnation non ambiguë des groupes à l'intérieur du Parti qui critiquaient les politiques de Staline. En outre, la cellule l'a démis de sa fonction de chef de son cercle d'étude concernant les décisions du plénum du CC de janvier. Meteletskaïa a rapporté avec indignation à la CCC que Chliapnikov avait

⁵⁵¹ TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, I. 88 et RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 366–7, 3 février 1933 lettre de Chliapnikov au bureau de la cellule du Parti du Gosplan de la, RSFSR, au raikom de Bauman et au Mosgorkom.

⁵⁵² TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, II. 1–5.

⁵⁵³ TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, II. 1–5, 88 et RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 366–7, 3 février 1933 lettre de Chliapnikov au bureau de la cellule du Parti du Gosplan de la, RSFSR, au raikom de Bauman et au Mosgorkom.

⁵⁵⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 378–82. Chliapnikov a personnellement vérifié et signé le compte rendu sténographique du 28 janvier. Ses corrections ont inclus de supprimer la phrase : « J'ai mené la lutte factionnelle depuis 1906 ».

commis encore davantage d'erreurs antiparti, que certains membres du Parti ne l'ont pas dénoncé et que des membres de la cellule n'avaient pas répondu de manière adéquate à son appel pour condamner tous ceux qui n'avaient pas fait des commentaires sur son discours. De surcroît, la résolution finale de la cellule était beaucoup plus douce que ce qu'elle désirait. Elle en a ainsi conclu que la cellule était pourrie « d'humeurs philistines conciliatrices »⁵⁵⁵. Utilisant la rhétorique nécessaire à cette époque-là pour survivre et obtenir une promotion, elle a également exprimé l'inquiétude de ses chefs face au défi que les fortes relations de protection [*semeistvennost*] posaient au contrôle du Parti sur d'autres institutions⁵⁵⁶.

Ayant reconstitué de mémoire son discours du 27 janvier, Chliapnikov l'a envoyé à la cellule du Parti de Gosplan de la RSFSR. Dans ce discours, il exprimait son soutien à la politique menée par le Parti en vue de la collectivisation et de l'industrialisation et il condamnait les groupes dirigés par Rioutine et par Alexander Smirnov. Quand il faisait référence à sa lutte oppositionnelle passée, il insistait sur le fait qu'il n'avait pas enfreint l'esprit des statuts du Parti [*partiinnost*]. De plus, il était d'accord sur le fait que les membres du Parti devaient exécuter les décisions du plénum comme si c'étaient des ordres militaires. Il soulignait néanmoins qu'il préférerait discuter de ses doutes au sein d'une assemblée de Parti plutôt que de tenir des conversations critiques dans les couloirs, ainsi que certains membres de la cellule continuaient à le faire. Il devait vouloir insinuer que la pression exercée pour que l'on se conforme n'a pas créé une véritable unité dans le Parti. Clarifiant ses pensées relatives aux paysans pauvres, il expliquait que l'aide qu'ils ont reçue du gouvernement soviétique avant la collectivisation ne les a pas aidés à sortir de la pauvreté, mais que la collectivisation leur offrait plus de résultats prometteurs. Quand il comparait les sections politiques qui se créaient sous le régime de la collectivisation à celles qui avaient été créées durant la Guerre civile, disait-il, il avait spécifié que leur création avait eu lieu dans « des conditions différentes ». C'est ainsi qu'il réfutait les allégations selon lesquelles il aurait accusé le Parti d'avoir l'intention « de faire la guerre civile à l'ensemble de la paysannerie » au moyen des sections politiques⁵⁵⁷.

Dans sa tentative d'annuler sa condamnation par la cellule, Chliapnikov objectait que ceux qui avaient parlé le plus durement contre lui n'étaient même pas présents quand il a prononcé son premier discours, tandis que beaucoup de membres de la cellule avaient été réticents à l'attaquer. Déstabilisant le discours stalinien, il affirmait que, quand Meteletskaïa se livrait à des falsifications, elle était « démasquée » – et la cellule la « rembarrait ». Habituellement, il évitait d'utiliser ce type de langage, mais ici il l'employait de manière sardonique. Insistant sur le fait qu'il avait été condamné sur la base d'un procès-verbal incorrect, il ajoutait à titre de corroboration la reconnaissance par le secrétaire de cellule que le procès-verbal avait été « réalisé de manière négligente ». Finalement, renversant les rôles avec ses accusateurs, il suggérait qu'ils auraient pu lui attribuer « leurs

⁵⁵⁵ TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, II. 1–5; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 371–7.

⁵⁵⁶ Fitzpatrick 2005; Rigby 1990; Gill 1990; Getty 2013.

⁵⁵⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 366–70; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, I. 16; TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, I. 88.

propres pensées » afin de les proposer à l'examen « sous couvert d'une lutte avec elles »⁵⁵⁸.

Rejetant la réécriture par Chliapnikov de son discours original, le bureau de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR a décidé à l'unanimité de demander qu'il la révise afin d'y inclure la phrase : « Des conversations et des pensées antimarxistes ne sont pas dangereuses pour le Parti si elles ont lieu lors d'assemblées ». Lui, au contraire, a continué à tourner en ridicule les déformations. Quiconque connaissant ses positions passées, disait-il, se rendrait compte qu'il était habituellement critiqué pour avoir dit le contraire de ce qui lui a été attribué. Il reprochait aussi à ses accusateurs de ne pas avoir le sens de l'humour. Insistant pour que sa correction remplace celle, déformée, figurant dans le rapport officiel, il s'exclamait : « Ceci est le droit acquis de tout camarade du Parti et, jusqu'à présent, il n'a été remis en cause nulle part ». Il a soutenu que cela a toujours été la coutume dans le Parti de permettre aux orateurs de vérifier et d'approuver leurs remarques avant qu'elles ne soient incluses dans le compte rendu : « Même un procès-verbal sténographique ne peut servir de document qu'après qu'il a été signé ». Il a prétendu ne pas comprendre pourquoi ses erreurs de 1921-22 ont été exhumées : « Qu'est-ce que vous voulez obtenir en exploitant ces choses-là maintenant ? ... J'ai été envoyé ici pour travailler et non pour subir une épreuve »⁵⁵⁹. Il a mené ainsi une lutte déterminée contre les modifications des procédures du Parti qui servaient les intérêts de Staline en faisant du Parti son instrument personnel pour se maintenir au pouvoir. La bataille finale restait encore à venir, lors de la prochaine purge du Parti.

L'exclusion de Chliapnikov du Parti

La purge du Parti de 1933 s'est déroulée dans un contexte d'horrible famine à grande échelle dans les campagnes, de résistance chez les communistes ruraux à la collecte de céréales de 1932 et de montée de l'agitation ouvrière qui constituait un danger potentiel pour la prétention du Parti à gouverner au nom du prolétariat. Dans une atmosphère de panique, Staline s'inquiétait du fait que ses vieux rivaux à l'intérieur du Parti pourraient tirer profit des désordres pour mobiliser la résistance à son pouvoir. Lors du plénum du CC en avril 1933, il a par conséquent exhorté à la "vigilance" vis-à-vis de ceux qui pourraient faciliter « une renaissance des activités de groupes vaincus des partis de la vieille contre-révolution », parmi lesquels il incluait les trotskistes et les « déviationnistes de droite »⁵⁶⁰. Son avertissement a donné le ton à la purge de 1933 dans laquelle les membres du Parti n'étaient sujets qu'à l'exclusion, et non pas à l'exécution comme dans la Terreur de 1937-38, mais qui la préfigurait néanmoins à certains égards.

Selon les directives d'avril 1933, la purge devait cibler les « faux jetons », les « éléments étrangers » et d'autres catégories. En conséquence, près d'un

⁵⁵⁸ TsAODM, f. 390, op. 1, d. 8, I. 88 et RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 366-7.

⁵⁵⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 360, procès-verbal (extrait) d'une réunion du bureau de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR avec des activistes du Parti; II 361-5, j'ai vérifié personnellement la transcription du discours de Chliapnikov.

⁵⁶⁰ Kuromiya 2005, p. 110; Rossman 2005.

cinquième des membres du Parti ont été finalement exclus. Le plus grand groupe visé était composé de membres “inactifs” du Parti, tandis que les anciens oppositionnels n’étaient censés être qu’une petite minorité. Cependant, les catégories officielles n’ont probablement pas révélé l’étendue de la purge à caractère politique. Le Parti avait déjà établi un modèle d’utilisation des purges pour éliminer les dissidents. Dans les années 1920, des purges et des quotas ont été assignés et des catégories conçues afin de « camoufler l’accusation de trotskisme ». Il était donc difficile de déterminer les raisons véritables des exclusions individuelles alors qu’elles étaient fondées sur des catégories statistiques fournies par le Parti⁵⁶¹. Par exemple, Chliapnikov avait aidé à superviser la purge de 1921, mais il n’a pas pu empêcher que ses partisans politiques soient exclus, étant donné qu’ils l’ont été sous couvert d’autres accusations.

Après que la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR a exclu Chliapnikov en juin 1933, il a fait directement appel à Staline, en indiquant de la sorte où il considérait que l’autorité ultime résidait, mais le chef a détourné sa requête et il l’a obligé à faire successivement trois demandes distinctes auprès de commissions supérieures. Il a eu affaire en tout à quatre niveaux de commissions de purge (de cellule, de district, de région et centrale). À chaque commission, il racontait en détail son travail pour le compte du Parti ; il refusait de pratiquer une condamnation d’ensemble de ses positions antérieures ou de les caractériser comme étant liées. Réclamant des preuves pour les accusations portées contre lui, il utilisait le sarcasme et l’ironie. Son dialogue avec les membres des commissions de purge reflétait une compréhension alternative de l’esprit des règles du Parti [*partiïnost*] et une position qui était intermédiaire entre la résistance et la docilité⁵⁶². Il voulait rester dans le Parti, mais non pas au prix de salir son passé politique. Durant ces mois, il a souffert d’une perte d’audition de 50 pour cent, ce qui limitait sa capacité à répondre aux accusations portées contre lui et a contribué à son extrême fatigue évidente à la fin de chaque séance de purge.

Dans le cas de Chliapnikov, les membres des commissions de niveau supérieur participaient à la procédure des commissions de niveau inférieur, et vice versa. Comme de coutume, certaines procédures étaient ouvertes à des spectateurs (presque certainement, la séance de purge du niveau de la cellule l’était), y compris des personnes qui n’étaient pas membres du Parti, étant donné que les audiences de purge étaient censées fournir des leçons à un public plus large, qu’il soit du Parti ou parfois qu’il n’en soit pas⁵⁶³. Et donc Chliapnikov et les membres de la commission ne se parlaient pas seulement entre eux, mais ils s’adressaient aussi à un public plus large.

Au Gosplan de la RSFSR, la purge du Parti a débuté le 8 juin 1933. D’après Ivanov, le président de la commission de purge, Chliapnikov s’est

⁵⁶¹ McNeal, (ed.) 1974, vol. 3, p. 124–9; Getty 1985, p. 51; Getty et Naumov 1999, p. 127–8 (à partir d’une source soviétique de 1971); David-Fox 1997, p. 158. Les membres de la Commission centrale de purge comprenaient Roudzoutak, Kaganovitch, Kirov, Iejov, Iaroslavski et Chkiriatchov.

⁵⁶² Pour les essais sur la pertinence du terme de “résistance” pour caractériser les points de vue, les positions et le comportement, des individus et des groupes dans l’histoire politique russe et soviétique, voir David-Fox et autres. (éd.) 2003.

⁵⁶³ Pirani 2008 a noté que des audiences étaient ouvertes aux ouvriers sans parti lors des réunions de purge de cellule en 1921. Shearer 1996 a noté qu’en 1930 « des audiences de purge étaient des spectacles publics auxquels les officiels étaient tenus d’assister » (Shearer 1996, p. 203).

présenté pour son exclusion ce jour-là et il a essayé d'enseigner aux membres de la commission comment les purges précédentes avaient été menées, mais ensuite il est parti tôt et il n'est pas venu le deuxième jour. Fournissant un certificat du médecin, il a demandé à reporter pour cause de maladie la discussion relative à son exclusion. Selon certaines sources, il a dit que c'est la CCC et non pas la cellule qui voulait l'exclure. Néanmoins, la séance de purge le concernant le Gosplan de la RSFSR a eu lieu le 17 juin 1933⁵⁶⁴. Ceux qui procédaient à la purge avaient pour but de discuter des moments où il avait eu des points de vue minoritaires dans les discussions du Parti et de tester son attachement au Parti en 1933. Insistant sur le fait qu'il y avait bien davantage dans son histoire dans le Parti que ces moments d'opposition, il a parlé pendant près de deux heures, avec étonnamment peu d'interruptions, de son enfance, de sa jeunesse et de son activité dans le Parti prérévolutionnaire. Racontant son enfance, il a mis l'accent sur les expériences d'oppression encore plus fortement que dans les autobiographies précédentes. À deux reprises, il a comparé l'oppression tsariste dont il a été victime en tant que vieux bolchevik et révolutionnaire à l'antisémitisme de la période tsariste et à la violence pogromiste. Insistant sur sa loyauté constante vis-à-vis des bolcheviks, il a fait remarquer que certains de ceux qui effectuaient la purge avaient été dans d'autres partis avant la Révolution.

Chliapnikov était déterminé à organiser les auditions de purge autant que possible selon ses propres conditions. Quand le président l'interrompait avec impatience pour lui rappeler qui devait décrire la façon dont « il menait la lutte interne dans le Parti », il a objecté qu'il « était bien davantage aux prises avec les capitalistes ». Alors qu'il racontait de nombreuses aventures qui s'étaient produites dans la clandestinité révolutionnaire de l'époque de la guerre, Iakov Peters (de la commission de purge de la région de Moscou) s'est indigné : « Tu parles d'histoire, en racontant toutes sortes d'histoires ; ce n'est pas ce qu'une purge demande ». Les membres de la commission de purge faisaient pression sur lui pour qu'il reconnaisse qu'il avait rejeté la dictature du prolétariat à la fin de 1917 quand il a adhéré à l'appel pour un gouvernement de coalition avec les partis socialistes représentés dans les soviets. En désaccord, il a précisé qu'il n'avait pas démissionné de son poste alors. Confronté à une demande visant à caractériser son erreur de « panique » au sens politique, il a paré en plaisantant qu'il n'était pas une personne qui était facilement effrayée. À un autre moment où il montrait de l'assurance, il a réprimandé Peters pour sa faible compréhension de l'histoire⁵⁶⁵.

Quand le président a insisté pour que Chliapnikov se limite au sujet relatif à sa « lutte interne dans le Parti », il s'est plaint d'une manière bizarre : « Tu ne t'intéresses qu'aux aspects négatifs, mais pas aux choses positives que j'ai apportées à notre Parti ». Il s'est prévalu de ses qualités de leader durant la Guerre civile ainsi que de son travail syndical international. Refusant de

⁵⁶⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 1–51, compte rendu sténographique de l'assemblée de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR pour ce qui concerne l'exclusion de Chliapnikov, 17 juin 1933; II. 353–5, lettre non datée (copie) du président de la commission de purge du Gosplan Ivanov à Knorine, président de la commission de purge de l'oblast. Andropov et Chillert étaient d'autres membres de la commission de purge du Gosplan. Peters et Solts de la commission de la région (oblast) de Moscou y participaient. Vilguelm Knorine était directeur de l'Institut des Professeurs rouges dans les années 1930, membre du bureau éditorial de la "Pravda" et rédacteur en chef d'un manuel de 1935 sur l'histoire du Parti.

⁵⁶⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 17–24, 33.

ranimer l'Opposition ouvrière, il maintenait que ses propositions découlaient du programme du Parti de 1919 et il affirmait que sa seule erreur avait été de ne pas se rendre compte que la gestion de la production par les syndicats était prématurée au début des années 1920. Répétant que sa vision était seulement irréaliste à ce moment-là, il expliquait en outre que lui et ses camarades avaient appris une leçon lors du X^e Congrès du Parti : « La logique de la lutte factionnelle est qu'après l'avoir orchestrée, vous ne pouvez pas manœuvrer librement une fois qu'elle est terminée. Par conséquent, nous avons appris une leçon, à savoir de ne pas recommencer à faire des groupes factionnels à l'avenir »⁵⁶⁶. Il est possible que cette déclaration lourde de sens ait signifié que toutes ses actions politiques postérieures à 1921 ont été orientées vers la recherche d'autres moyens que la lutte factionnelle pour diffuser ses idées.

La commission de purge a fait pression sur Chliapnikov pour qu'il qualifie la "Lettre des 22" d'acte de factionnalisme, mais celui-ci s'y est refusé, insistant sur le fait qu'il s'agissait seulement d'un « travail de groupe ». Comme ceux qui étaient présents discutaient de la définition du factionnalisme, le président Ivanov était d'avis qu'une faction n'avait pas besoin d'être grande, que seules trois personnes pouvaient en constituer une. Pour se défendre, Chliapnikov a fait remarquer que, à l'occasion du XI^e Congrès de Parti, Solts (présent lors de cette séance) n'avait pas voté pour l'exclure pour cause de factionnalisme. Ivanov en a été troublé. Quand Chliapnikov a poursuivi avec insouciance : « Je ne veux pas compromettre le camarade Solts en raison de sa bienveillance à mon égard », il en a résulté du brouhaha parmi les participants. Bien que Chliapnikov ait semblé fatigué, il n'a pas lâché Solts. Lorsque Solts l'a harcelé pour avoir déformé ses activités du début des années 1920, Chliapnikov a rétorqué que Solts savait lui aussi comment mener un travail factionnel au début des années 1920⁵⁶⁷.

Les membres de la commission ont essayé de l'associer à Trotski, à Zinoviev et à Kamenev, dans l'Opposition unie, mais Chliapnikov a nié tout lien. D'autres épisodes, tels que ses relations avec Miasnikov en 1923 et la "Lettre de Bakou" de Medvedev en 1924, ont été passés en revue, comme l'ont été les articles politiques de Chliapnikov dans les discussions internes au Parti en 1924-26. Finalement, c'est l'accusation de double-jeu [*dvurushnichestvo*] qui a été présentée ; cela signifiait que l'on continuait à lutter contre la ligne du Parti tout en se disant formellement être pour elle. C'est avec un air de défi que Chliapnikov a insisté sur le fait qu'il ne paraissait en être ainsi que si l'on examinait des épisodes choisis, mais pas si l'on considérait l'ensemble de son travail. C'est seulement à l'approche de la toute fin de sa séance que la commission s'est occupé de son travail au Gosplan de la RSFSR. Il a admis qu'il avait travaillé « très peu » au Gosplan à cause de sa surdité. Et en fait, son audition s'est détériorée au cours de la séance de purge. Malgré sa surdité et sa lassitude, quand on lui a demandé de présenter un document « qui critiquerait de façon vraiment et pleinement sévère ta position pendant toute la période de ta lutte », Chliapnikov a rétorqué : « Personne ne m'a attribué un tel travail littéraire ». Exaspéré, quelqu'un a demandé : « N'y as-tu pas pensé toi-même ? ». Lorsque la commission l'a exhorté à critiquer son travail au

⁵⁶⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 12-16.

⁵⁶⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 4-12.

Gosplan, Chliapnikov a demandé à être excusé parce qu'il se sentait malade et qu'il ne pouvait pas entendre⁵⁶⁸.

La commission de purge du Gosplan de la RSFSR a exclu Chliapnikov du Parti pour cause de double jeu. Elle a conclu qu'il était coupable de s'être écarté du Parti depuis la révolution d'Octobre 1917, elle a affirmé qu'il avait « parlé avec des trotskistes et des opportunistes de droite », et elle l'a accusé d'avoir mal travaillé au Gosplan de la RSFSR. Lors des purges durant la période de la NEP, les membres du Parti exclus pour des raisons politiques étaient souvent accusés « d'incompétence » dans leur travail ; en 1930, un historien a soutenu : « il n'y avait plus de claires distinctions entre le comportement professionnel et le comportement politique »⁵⁶⁹. Chliapnikov a été accusé d'erreurs politiques et de mauvais travail, mais de toutes les accusations, la commission de purge de la cellule du Parti a passé le moins de temps à développer le fait qu'il faisait mal son travail, peut-être à cause du manque de corroboration.

Chliapnikov a appris son exclusion en lisant la "Pravda" avant qu'il n'en reçoive la notification officielle nécessaire pour faire appel. Une campagne dans la presse du Parti le dépeignait comme « un fourbe consommé ». Après qu'il a reçu la notification formelle, il a fait appel en écrivant directement à Staline pour demander que le Politburo reconsidère son cas. Expliquant que sa surdité avait été un obstacle à sa capacité de se défendre, il rappelait aussi à Staline que c'étaient Kaganovitch et Staline lui-même qui l'avaient désigné pour travailler au Gosplan de la RSFSR, malgré les réserves de son président, Rogov, sur le fait qu'il n'y avait pas assez de travail à faire. Chliapnikov a défendu son travail en tant que chef du secteur de la construction puisqu'il avait classé ce secteur cinquième sur les 17 secteurs du Gosplan de la RSFSR pour la qualité du travail. En outre, personne n'avait critiqué son travail jusqu'à ce que la campagne de purge commence. Staline a fait suivre son appel à la Commission centrale de purge, ce qui l'a obligé à faire appel à la commission supérieure suivante⁵⁷⁰.

Peu de jours après, Chliapnikov a fait appel à la commission de purge du district (raïon) de Bauman. Réfutant l'affirmation de la commission selon laquelle il avait « mené la lutte contre le Parti » depuis octobre 1917 « sans interruption », il a détaillé tout ce qu'il avait fait pour aider le Parti. Niant les accusations de factionnalisme, il affirmait : « J'ai commis toutes mes erreurs dans le Parti et je les ai résolues grâce au Parti ». Il pensait que le fait que le Parti ait continué à lui fournir du travail dans les années 1920 indiquait sa confiance en lui. Défendant son travail dans le Gosplan de la RSFSR, il insistait sur le fait que la commission de Bauman se méprenait sur la nature de son travail, lequel était strictement lié à la planification et pas du tout à un travail « opérationnel ». Finalement, il exhortait les membres de la commission de purge à vérifier son bon travail dans le Gosplan de la RSFSR en consultant les archives⁵⁷¹.

⁵⁶⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 1–10.

⁵⁶⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 52; David-Fox 1997, p. 158; Shearer 1996, p. 203.

⁵⁷⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 53–4; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, I. 17, 15 juillet 1933.

⁵⁷¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 56–72; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, II. 92–9, 20 juillet 1933.

Devant la commission de purge du district de Bauman, Chliapnikov n'a pas répété l'histoire de sa vie qu'il avait racontée lors de la séance de purge de la cellule, mais il s'est attardé sur la période qui a suivi 1917. Et de nouveau il a eu des difficultés pour entendre. Il a fait un sérieux effort pour réfuter les accusations de continuité dans sa lutte politique, indiquant qu'il n'a dit ce qu'il pensait qu'aux moments où il y avait des discussions politiques dans le Parti, et que des factions ne s'étaient même pas constituées autour des quelques documents qu'il avait signés, tel que celui des Commissaires du peuple en 1917. En outre, il rejetait tout lien entre ses points de vue et ceux des *koulaks* ou des « éléments capitalistes », car même quand il s'était trompé, il l'avait fait avec la conviction sincère qu'il essayait « de défendre les travailleurs ». Tout de même, a-t-il soutenu, le fait que le Parti ait accepté les propositions de l'Opposition ouvrière sur l'amélioration des conditions de vie des ouvriers atteste qu'il n'a pas toujours été en désaccord avec le Parti. Les enquêtes menées sur lui dans les années 1920 n'ont pas réussi à le trouver coupable de lutte factionnelle, a-t-il rappelé à ceux qui étaient en train de le juger. En dépit de ses efforts, la commission de purge du district a confirmé la décision de la commission de purge de la cellule d'exclure Chliapnikov, elle a ajouté des accusations relatives à ses mémoires et elle a déclaré qu'il avait « résolument rompu avec le bolchevisme, mais qu'il reste dans le Parti parce c'est le seul parti et qu'il est au pouvoir »⁵⁷².

Avec obstination, Chliapnikov a fait appel à la commission de purge de la région (*oblast*) de Moscou. Il a accusé les membres de la commission du district de Bauman d'incompétence, « de désir malveillant et d'inimitié personnelle ». S'appuyant sur des documents pour réfuter les accusations, il exprimait son indignation que la commission n'ait pas consulté les documents quand elle l'accusait. Niant tout lien avec les trotskistes et les droitiers, il n'a pas accepté l'amalgame que la commission faisait de lui avec ces deux groupes. Concernant ses mémoires sur 1917, il trouvait qu'il n'était pas nécessaire de le condamner à cause d'eux puisqu'il avait déjà reconnu ses erreurs en public. La commission, écrivait-il, s'était livrée à une « divination » lorsqu'elle a interprété ses aveux antérieurs d'erreurs comme « un double jeu » afin de lui permettre de continuer « ses attaques contre le Parti »⁵⁷³.

La réunion de Chliapnikov avec la commission de purge de Moscou au début du mois de septembre 1933 a commencé de manière conflictuelle avec sa déclaration selon laquelle il était « particulièrement contrarié » par sa description par la commission de purge du district comme s'il « se livrait encore à un travail factionnel ». Les membres de la commission attribuaient cela à une erreur typographique, mais ils ajoutaient qu'il le considérait comme étant toujours en « désaccord » avec la politique du Parti. Chliapnikov a réclamé une preuve documentée de son désaccord. Ses interrogateurs ont répondu de différentes manières : que c'était à lui de prouver qu'il n'était pas en désaccord (P.N. Karavaïev) et que la commission de purge n'était pas un tribunal (Peters). Chliapnikov n'était pas de cet avis car il l'a qualifiée de « tribunal du Parti ». Comme auparavant, il a soutenu : « J'ai lutté au sein du Parti, et pas contre le Parti ». Solts a déclamé qu'il n'était pas nécessaire » de

⁵⁷² RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 60–84. C'est Gei qui présidait; les autres membres étaient Varlen et Leonov.

⁵⁷³ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 85–92; TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14.

prouver par un moyen juridique » si un membre devait être exclu. Au lieu de cela, la question « est décidée sur la base de la conscience de parti ». Konstantin Gei lui a reproché d'avoir des conversations « juridiques » plutôt que « politiques » avec les commissions de purge, de se défendre plutôt que de « désarmer ». Pour Gei, l'autodéfense indiquait que Chliapnikov s'en tenait toujours à ses anciens points de vue⁵⁷⁴. Molotov avait de la même façon accusé Tomski d'agir comme un « avocat rusé » quand il se défendait en 1932 contre des accusations de formation de faction⁵⁷⁵. De telles accusations ironiques à l'encontre de prolétaires estimés reflétaient l'hystérie et l'irrationalité de l'époque.

Chliapnikov a soutenu que, s'il y avait des documents qui prouvaient ces accusations, c'est qu'il devait y avoir alors « une inimitié personnelle » derrière eux. Le qualifiant de dégénéré [*pererozhdenets*] pour avoir pensé cela, Peters lui a assuré que toute l'inimitié qu'il ressentait était « simplement en accord avec les règlements du Parti ». Chliapnikov a répondu sèchement : « Ceci est extrêmement agréable ». Solts a reconnu qu'il y avait « un intérêt extraordinaire » pour le procès en exclusion de Chliapnikov parce qu'il avait une longue histoire dans le Parti, et il continuait : « Nous vivons une période si grandiose que, si un membre du Parti ne manifeste pas son engagement, c'est qu'il n'est pas membre du Parti... Dans un tel moment, un si grand moment, dont nous avons rêvé pendant tant d'années, le camarade Chliapnikov prend une pose ironique ». Chliapnikov avait toujours des problèmes d'audition lors de cette séance, mais Solts considérait que ses plaintes relatives à la maladie et « aux émotions amoindries » étaient des « vécilles ». S'adressant à Chliapnikov, Solts a proclamé : « Ton cœur est vide... à chaque fois que je te rencontre, je suis de plus en plus convaincu que tu es indécrottable et cela m'ennuie »⁵⁷⁶.

Aggravant les accusations, Vilguelm Knorine a proposé de qualifier Chliapnikov de menchevik et « d'ennemi du Parti » incontesté, plutôt que de « philistin inoffensif » [*meshchanin* et *obyvatel*] comme certains camarades préféraient le faire. De surcroît, il désirait déclarer que l'appel même de Chliapnikov était « un document antiparti ». Comprenant que certains étaient favorables à une mesure de clémence, Chliapnikov a proposé d'être plus actif dans l'organisation du Parti de Moscou. Rejetant son offre, Filatov a déclaré qu'il était « entré dans une rue sans issue ». Mais Chliapnikov a soutenu obstinément :

« J'ai été dans le Parti durant 33 ans. Pendant la moitié d'elles je n'avais pas eu la carte du Parti. Si je suis privé de la carte du Parti, cela ne changera rien. Je ne serai pas différent. Je n'ai pas d'autres convictions que celles de la classe ouvrière. ».

Quand Filatov lui a dit qu'il était déjà transformé, Chliapnikov a rétorqué : « Si j'ai changé, alors au moins je ne suis pas comme vous, mais je

⁵⁷⁴ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 110–19; 4 septembre 1933. Knorine, Peters, Karavaïev, Solts, Filatov et Ivanov étaient présents.

⁵⁷⁵ Wynn 2008, p. 110–11.

⁵⁷⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 103–8, 114–15. Halfin a exploré la mentalité « eschatologique » de parti dans de nombreuses publications.

suis fidèle à moi-même ». À ce moment-là, on lui a demandé de partir. Solts a alors insisté sur le fait que la décision ferait ressortir qu'il était exclu non seulement en raison d'infractions passées, mais aussi d'infractions actuelles. Les autres ont été d'accord. La décision finale proclamait que Chliapnikov « continue à jouer le double jeu » et « qu'il continue à défendre l'Opposition ouvrière, laquelle était née du menchevisme syndical », que « son appel est un document profondément antiparti ». Néanmoins, elle ne le désignait pas comme un menchevik invétéré⁵⁷⁷.

La Commission centrale de purge était la dernière instance d'appel ; Chliapnikov s'est réuni avec son secrétariat le 29 septembre 1933. Lorsque la réunion a débuté, il a donné le ton en demandant avec ironie pourquoi le CC et la CCC n'avaient pas remarqué plus tôt « qu'il menait un travail antiparti depuis 16 ans ». Iaroslavski a monologué : « Chliapnikov ne comprend pas encore ce qui lui est demandé... Il dit qu'il a été malade... Ce n'est pas un malheur si Chliapnikov vit une année de moins pourvu qu'il vive en vrai membre du Parti [*partiets*] qui aurait corrigé son comportement aux yeux des membres du Parti ». Le président de la commission de purge de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR a affirmé, peut-être défensivement, que sa commission n'avait pas traité Chliapnikov de manière injuste, et que, contrairement aux autres commissions, il avait été autorisé à parler de sa vie pendant deux heures. Regrettant que l'adjoint de Chliapnikov, Chtcherbakov, ait refusé de critiquer le travail de Chliapnikov au Gosplan de la RSFSR, il a fait remarqué que Chtcherbakov s'était « fait passer un savon » à cause de cela. L'honnêteté de Chtcherbakov et sa loyauté envers Chliapnikov ont ainsi été punies par ceux qui étaient responsables de la mise en place de l'affaire contre lui. Les membres de la Commission centrale de purge ont tous reproché à Chliapnikov de ne pas avoir critiqué suffisamment ses erreurs passées et d'avoir un comportement inapproprié pour un membre du Parti. Continuant d'objecter, Chliapnikov a admis qu'il avait commis certaines de ses erreurs par « orgueil ». Finalement, il demandait cependant humblement qu'ils l'aident « à se remettre sur la voie »⁵⁷⁸. La multiplication des auditions avait sapé sa résistance.

À ce moment-là, Nikolaï Iejov, qui dirigeait la purge du Parti, est intervenu et a parlé longuement. Soulignant le fait que Chliapnikov reconnaissait que ses erreurs passées avaient toujours été suivies par de nouvelles erreurs, il condamnait le révolutionnaire plus âgé de s'être insuffisamment « battu en faveur de la ligne générale du Parti ». Le Parti a été « patient » avec lui parce qu'il était « un vieux membre du Parti, un ouvrier, un ouvrier cultivé », pour « l'éducation » de qui « le Parti avait beaucoup dépensé ». Reconnaisant que Chliapnikov avait aussi travaillé durement [*svoim gorbom*] et qu'il avait accompli des prouesses, telles que d'écrire des livres, ce qui était hors de portée de nombreux travailleurs, Iejov l'a accusé néanmoins « d'abuser constamment » de la patience du Parti en employant ses talents et sa force « seulement dans la lutte contre le Parti ». Pour Iejov, la nécessité « d'éduquer les jeunes membres du Parti dans le bon esprit » entraînait l'exclusion de

⁵⁷⁷ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 93–100; I. 120, 10 septembre 1933.

⁵⁷⁸ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 122–44, 29 septembre 1933. À part Chliapnikov, ceux qui ont parlé étaient Chkiriátov, Iaroslavski, Stasova, Ivanov, Chillert, Solts, Iejov et Knorine. Je n'ai pas trouvé d'appel écrit de Chliapnikov à la Commission centrale de purge.

Chliapnikov du Parti. Iejov autorisait qu'il puisse entrer de nouveau dans le Parti à l'avenir⁵⁷⁹. Les derniers mots de Chliapnikov révélèrent combien la purge avait pesé sur lui :

« Si vous pensez que je possède toutes les capacités dont le Parti a besoin, que je ne suis pas un poids mort, alors je vous demande de m'aider à me remettre sur la voie. Mes nerfs sont démolis. Pensez-vous qu'il est facile d'endurer cette tension nerveuse ? Je suis en train de perdre mon audition. Vous connaissez mon état moral ... Je crois que je ne suis pas du tout la personne que vous exposez comme étant moi... Je ne me considère pas comme en dehors du Parti. Peu importe votre décision, je resterai membre du parti. ».

Exprimant l'espoir que la commission de purge la plus haute annule les décisions des commissions inférieures, il est parti. Mais la Commission centrale de purge a confirmé son exclusion du Parti en tant que jouant un double jeu, que dégénéré, et que coupable « d'hésitations mencheviques »⁵⁸⁰.

De nombreux vieux bolcheviks ont été exclus en 1933. Le camarade de Chliapnikov, Medvedev, a exprimé clairement son amertume envers ceux qui le jugeaient. L'excluant en tant que « bourgeois dégénéré », les membres de la commission de purge l'accusaient de façon absurde du fait que, bien qu'étant un prolétaire, il agissait d'une manière seigneuriale⁵⁸¹. Apprenant l'exclusion de son ami, Chliapnikov, qui était en vacances à Kislovodsk, lui a écrit un message de condoléances. Il raillait les accusations parues dans la presse selon lesquelles Medvedev avait sapé le travail du Commissariat à l'Industrie lourde, même pendant qu'il avait été placé en réserve et qu'il n'était donc pas employé activement par lui. En outre, Chliapnikov indiquait la vanité des officiels du niveau de l'oblast, désireux de faire avancer leur carrière en mettant au pilori les anciens oppositionnels⁵⁸².

Lorsque la purge touchait à sa fin, Iaroslavski et Knorine ont préparé de nouveaux manuels sur l'histoire du Parti. Les deux récits gommèrent le rôle de Chliapnikov dans le Parti clandestin durant la Première Guerre mondiale, avec Knorine le qualifiant de conciliateur dans la question de la guerre et Iaroslavski le dépeignant comme « essentiellement un organisateur syndical » avant 1917. Tandis que Iaroslavski présentait Chliapnikov comme ayant une

⁵⁷⁹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 125–6; Iakovlev 1991, p. 115–16. Iejov était membre de la CCC à ce moment-là. En 1934, il est devenu président adjoint de la Commission de Contrôle du Parti et son président en 1935 (Getty et Naumov 2008). En 1936, il est devenu chef du NKVD. Il est possible qu'Iejov ait eu une relation personnelle avec Chliapnikov par l'intermédiaire de parents de Chliapnikov à St Pétersbourg et d'amis mutuels. Au surplus, la secrétaire d'Iejov était une amie de la femme de Chliapnikov.

⁵⁸⁰ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, II. 122–3; I. 145, 31 octobre 1933. C'est Knorine qui a rédigé le compte rendu du cas Chliapnikov; étaient également présents Chliapnikov, Ivanov, Chillert, Mochalov (membre du bureau de la cellule du Parti du Gosplan de la RSFSR), Solts (membre de la commission de purge de l'oblast de Moscou) et Karavaïev. Iaroslavski était secrétaire de la Commission centrale de purge.

⁵⁸¹ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9102, II. 228–37, 22 novembre 1933; Solts présidait; Karavaïev et Filatov étaient présents. Les problèmes de Medvedev étaient liés pour partie à l'histoire de son oppositionnisme, mais aussi à la réorganisation du VSNKh en 1929-30 et à son remplacement par le Commissariat à l'Industrie lourde en 1932 (Shearer 1996, p. 81, 168–80).

⁵⁸² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 43, I. 164, 9 décembre 1934 lettre de Chliapnikov (à Kislovodsk) à Medvedev (à Moscou). Chliapnikov remarquait dans cette lettre que la correspondance qui lui était envoyée mettait une semaine à arriver; il attribuait ce retard à la surveillance du courrier.

position menchevique durant la révolution de Février et prenant une ligne similaire dans ses mémoires sur 1917, Knorine omettait compétemment son rôle dans les événements de Février, créditant Molotov de la direction du Bureau russe. Tous les deux négligeaient le long développement de l'Opposition russe en la présentant comme un mouvement éphémère qui serait né juste à la veille du X^e Congrès du Parti. Tous les deux rappelaient les condamnations par Lénine du programme de l'Opposition ouvrière et mentionnaient que ses membres ont continué la lutte tout au long des années 1920. Bien que ni l'un ni l'autre n'aient catégoriquement affirmé que l'Opposition ouvrière ait fusionné avec l'Opposition unie, les distinctions qu'ils ont faites entre les deux groupes étaient si minces qu'elles peuvent avoir échappé à l'attention des jeunes membres du Parti peu éduqués⁵⁸³. Ces textes influenceraient les enquêteurs du NKVD qui interrogeraient Chliapnikov en 1935-37.

Conclusion

Chliapnikov a lutté continuellement pour réfuter les accusations extravagantes dirigées contre son passé et envers sa façon d'écrire l'histoire du Parti. Durant la purge, il gardait une lueur d'espoir qu'il ne serait pas exclu, étant donné qu'il avait échappé à de semblables tentatives dans le passé. Après tout, certains qui avaient de la sympathie pour lui avaient toujours été en position de l'aider. Peut-être pensait-il aussi qu'il pourrait négocier les termes de son exclusion et établir une base pour lui rendre sa qualité de membre du Parti. Bien que l'exclusion de Chliapnikov ait été assurément courue d'avance, les membres de la commission de purge semblent avoir négocié entre eux les raisons pour lesquelles il devrait être exclu. Néanmoins, à chaque niveau, les accusations devenaient plus sérieuses et elles englobaient davantage d'éléments. Les interrogateurs de chaque niveau devaient démontrer leur activisme et leur engagement par l'ajout de nouvelles accusations. Chliapnikov ne pouvait pas se résoudre à accomplir le rituel humiliant d'abaissement de soi qui était exigé. Plutôt que d'essayer d'intérioriser les valeurs staliniennes et de renoncer à ses politiques passées, il a fourni des preuves qu'il avait défendu les intérêts du Parti et qu'il n'avait émis des critiques que dans le cadre autorisé par le Parti. Il a employé l'humour légèrement ironique qui avait imprégné les réunions du Parti dans les années 1920 et avant. Plus sérieusement, il s'est donné au Parti en tant qu'ouvrier, qu'organisateur, qui pouvait lui apporter quelque chose ayant une valeur pratique. Son autodéfense obstinée ressemblait à certains égards à celle des Vieux croyants dont il était issu, mais la logique qu'il utilisait offrait l'espoir de sauver la mission du Parti de la voie médiévale choisie par Staline.

⁵⁸³ Iaroslavski 1933, ch. 2, p. 6, 165-7, 252, 384; Knorine et autres 1935, p. 136-9, 251, 295. Brandenberger 2011 a écrit à propos des manuels d'histoire du Parti.

Chapitre 12

Exil, arrestation et prison

Le XVII^e Congrès du Parti, qui a été appelé le Congrès des vainqueurs, en janvier-février 1934, et qui célébrait une ample moisson et l'achèvement de plusieurs grands projets industriels, a vu des leaders oppositionnels de premier plan s'unir pour louer Staline. Sergueï Kirov, le secrétaire du Parti de Léninegrad, a été une figure populaire lors de ce congrès, mais son assassinat à la fin de cette année-là a entraîné une nouvelle campagne intensifiée de répression contre les anciens oppositionnels. Avant 1991, beaucoup d'historiens occidentaux ont soupçonné le fait que Kirov soit apparu à ce congrès comme un rival modéré de Staline, ce qui procurait à Staline un motif pour le faire tuer plus tard dans l'année et pour déclencher une campagne finale contre ses vieux rivaux, Zinoviev et Kamenev, ainsi que contre leurs partisans. Les archives nouvellement ouvertes n'ont pas fourni des informations qui prouveraient l'hypothèse selon laquelle Kirov menaçait de supplanter Staline, mais elles ont au contraire confirmé l'affirmation qu'il n'y avait pas de factions radicales et modérées dans la direction soviétique dans les années 1930⁵⁸⁴.

Deux exils et deux séries d'arrestations, d'interrogatoires et de périodes d'emprisonnement, constituent le cadre de la vie personnelle et politique de Chliapnikov dans ce chapitre, dont les sources proviennent largement des archives de la police secrète. Ne figurant pas parmi ceux qui ont tenté de sauver leur carrière politique lors du Congrès de 1934, Chliapnikov, peut-être était-ce dû à son intransigeance, s'est vu ensuite donner l'ordre de quitter Moscou pour aller travailler dans le Nord. Les expériences qu'il a vécues cette année-là l'ont poussé à réfléchir, dans son journal et dans sa correspondance privée, non seulement sur son destin personnel, mais aussi sur les transformations que le stalinisme avait opérées sur la classe ouvrière et le Parti. Il estimait que le socialisme soviétique était bien en-deçà du niveau de ses rêves, et pourtant il conservait l'espoir que le socialisme fondé sur l'initiative ouvrière finirait par l'emporter en URSS et dans d'autres pays. Les critiques qu'il a exprimées en privé en 1934 ont servi de preuve pour l'affaire lancée par le NKVD contre lui en 1935-37, à la conclusion de laquelle il a été exécuté. La Grande terreur de 1936-38 a dégénéré en englobant non seulement des communistes comme Chliapnikov, mais d'entières catégories sociales et ethniques, entraînant deux millions et demi d'arrestations et environ six cent quatre-vingt deux mille exécutions. Les archives ont fourni de nombreuses données sur le nombre de personnes concernées, le rôle de

⁵⁸⁴ Khlevniouk 1995 et 2008.

Staline dans la direction de la terreur, sa mise en œuvre par le NKVD, les réponses des gens ordinaires et le fonctionnement du Goulag, mais il reste encore des aspects obscurs en ce qui concerne cet événement complexe et déroutant⁵⁸⁵.

Des mémoires publiés en Occident avant la chute de l'URSS et des documents rendus publics à la suite de celle-ci fournissent différentes perspectives sur la Grande terreur. Evguenia Guinzbourg a survécu à son arrestation, à ses interrogatoires et au travail forcé dans le rude nord de l'Arctique, pour écrire un récit autobiographique en deux parties, *Voyage dans le tourbillon* et *Dans le tourbillon*, qui décrit la folle brutalité arbitraire de la Grande terreur, mais l'archétype du vieux bolchevik qui a péri au cours de ces années-là est le personnage de Nicholas Roubachov dans le roman d'Arthur Koestler, *Le zéro et l'infini*. Les interrogateurs employaient la logique de la loyauté vis-à-vis du Parti pour le persuader d'avouer des crimes saugrenus lors d'un procès public. Koestler a qualifié Roubachov de « synthèse » des vieux bolcheviks qui avouaient dans les procès spectacles de 1936-38. Ceux-ci comprenaient Boukharine, Radek, Zinoviev, Kamenev, et plusieurs dizaines d'autres⁵⁸⁶. La description fascinante de la transformation psychologique de Roubachov a convaincu beaucoup qu'elle représentait ce que tous les vieux bolcheviks ressentaient à l'égard de leur Parti.

Jetant le doute sur la description de Koestler, Stephen F. Cohen a soutenu que Boukharine a employé « le double langage » et « les allusions voilées » pour contrecarrer les accusations lors de son procès. Pourtant, historicisant l'approche de Koestler, Igal Halfin suggérait, dans son étude de l'Université de Leningrad durant la terreur, que : « Une instrumentalisation radicale de leurs subjectivités rendaient les membres du Parti pleins d'abnégation ». Sans sentiment du soi, l'on pouvait adopter toutes les mesures que le Parti jugeait nécessaires. Halfin en prend pour preuve les témoignages publiés des vieux bolcheviks lors des procès spectacles et les aveux non publiés des communistes plus jeunes. Compte tenu de la solidité apparente de cette affaire et de la richesse des documents extraits des archives, des historiens ont par la suite porté leur attention sur la nature de masse de la terreur, bien que le livre récent de Wendy Goldman sur la répression dans les usines de Moscou remette l'accent sur les motivations des individus pour résister à l'escalade de la terreur ou la faciliter⁵⁸⁷.

Ce chapitre présente des preuves que les réponses des vieux bolcheviks à la terreur étaient plus complexes que Halfin le laisse entendre. Des milliers de vieux bolcheviks qui ont péri durant la terreur n'ont jamais eu de procès public. Chliapnikov et d'autres personnalités-clés jugés dans l'affaire de l'Opposition ouvrière de Moscou n'ont pas avoué parce qu'ils ne considéraient pas l'auto-diffamation comme étant dans l'intérêt du Parti. Pendant son interrogatoire, Chliapnikov a employé la logique et le démenti pour contester les accusations de 1935 d'agitation antisoviétique et d'organisation contre-révolutionnaire ainsi que l'accusation de terrorisme qui a été ajoutée en 1936. Bien qu'il ait faibli à certains moments, il a largement résisté à impliquer

⁵⁸⁵ Goldman 2011 fournit un excellent résumé de la Terreur et de son historiographie dans son introduction et son premier chapitre.

⁵⁸⁶ Guinzbourg 1967 et 1981; Koestler 1986, page de dédicace; Zinoviev 1936.

⁵⁸⁷ Cohen 1980, p. 377; Halfin 2009, p. 2; Shearer 2009; Hagenloh 2009; Goldman 2007 et 2011.

d'autres personnes dans des crimes contre l'État soviétique. Défiant les attentes staliniennes d'un comportement communiste approprié, il a préservé son sentiment de soi en tant que bolchevik⁵⁸⁸.

L'exil dans le Nord

Sur l'ordre du Politburo, c'est en 1930 qu'a commencé la construction du Canal de la mer Blanche à la mer Baltique (BBK), qui a été achevée pendant l'été de 1933. En proie à des manques de matériaux de construction de grande qualité (en particulier les métaux), le canal n'a jamais atteint les objectifs qui lui avaient été fixés. Trop peu profond pour de grands navires, il n'avait même pas de valeur stratégique. Néanmoins le BBK a servi de prototype pour le travail forcé soviétique à grande échelle sous la direction de la police secrète. En 1934, les travaux de construction se sont poursuivis sur des projets qui comprenaient entre autres la centrale électrique sur le fleuve Touloma. En dehors des objectifs économiques, le BBK et les projets similaires avaient un but secondaire : le « reforgeage » [*perekovka*] des prisonniers au moyen d'un dur travail physique les transformerait en un Nouvel homme soviétique. Le terme de « reforgeage » a son origine dans la métallurgie⁵⁸⁹. Le corps et l'esprit humains devaient compenser d'une certaine manière l'insuffisance des métaux et des autres matériaux destinés à la construction ; la régénération spirituelle devait compenser le retard matériel.

Les dirigeants soviétiques ont fait appel à Chliapnikov, le métallo vieux bolchevik, pour participer au projet du BBK peu après son exclusion du Parti. Son camarade Medvedev a ouvert la voie de l'exil, puisqu'il avait été expédié, après son exclusion, au siège central administratif du BBK à Medvejegorsk, Carélie, où il travaillait comme chef adjoint des ateliers mécaniques. Son statut ambigu en ce lieu illustre le caractère arbitraire des catégories et des procédures de l'OGPU. Bien qu'il ait été répertorié comme un « exilé administratif », la milice a utilisé son propre passeport pour l'enregistrer, ce qui, selon lui, « n'a pas été fait pour un seul exilé administratif ». Il devait pointer tous les mois auprès de l'administration du camp. Logé avec du personnel engagé librement dans un dortoir qui lui rappelait une prison de transit tsariste, il percevait un salaire (400 roubles par mois), mais la convention collective salariale ne s'appliquait pas à lui et le terme de son travail était indéterminé. Pendant qu'il était en exil, c'est sa sœur qui s'occupait de ses filles. Chliapnikov et d'autres camarades ont aidé la famille de Medvedev⁵⁹⁰.

⁵⁸⁸ Iakovlev 1991 a publié un résumé de l'affaire intentée contre le groupe de Moscou de l'Opposition ouvrière (p. 104-22). L'ancien membre de l'Opposition ouvrière, Mikhaïl Chelichev, un juge soviétique et ancien membre de la CCC, est mort d'une attaque cardiaque lors de son interrogatoire par le NKVD plutôt que de reconnaître des charges extravagantes (Smirnov 2001, p. 126-7).

⁵⁸⁹ Khlevniouk 2004, p. 24, 35, 84, 335; Baron 2007, 129-49; Draskoczy 2012.

⁵⁹⁰ Avant 1931, la ville s'appelait Medvejie Gora avant qu'elle ne soit devenue le centre administratif du BBK (Baron 2007, 131-2). TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 68-70, lettre manuscrite de Medvedev à Chliapnikov du 4 juillet 1934 et transmise par ses filles; II. 71-5 (version tapée à la machine); vol. 14, I. 108 (paquet de documents), carte postale du 3 février 1934 de Medvedev à Chliapnikov, envoyée par le courrier régulier; vol. 43, I. 99, livret de travail de Medvedev; lettre non paginée de M.P. Louchina à Medvedev, 8 janvier 1934.

Malgré le tour que le destin avait joué à Medvedev, Chliapnikov a semblé surpris lorsque, lui aussi, il a été exilé administrativement dans l'extrême Nord de la Russie au printemps 1934. Au départ, il s'est lancé dans une recherche pour déterminer la base légale de son exil et pour en négocier les termes. Il avait été occupé à chercher du travail auprès de Iejov qui était alors chargé de trouver une affectation au personnel du Parti. Même s'il était un ex-membre du Parti, il ne pouvait pas obtenir un travail sans la permission du Parti⁵⁹¹. Autrefois proche camarade de plusieurs membres de l'Opposition ouvrière, Iejov connaissait personnellement Chliapnikov depuis au moins 1922 et Chliapnikov lui avait prêté assistance au début des années 1920. Il semble par conséquent que Iejov ait pu sympathiser avec Chliapnikov, malgré ses dures paroles lors de l'audience finale de purge de l'homme qui était maintenant plus âgé. Iejov l'a tout d'abord affecté à travailler au Commissariat du Peuple à l'Industrie lourde, mais celui-ci a refusé sa candidature. D'autres tentatives « sont tombées à l'eau » de manière similaire. Lorsque Iejov lui a proposé un travail à Astrakhan, Chliapnikov lui a demandé à la place un travail de niveau subalterne à Moscou afin qu'il puisse continuer à recevoir un traitement pour sa maladie de Ménière. Iejov lui a expliqué finalement qu'il voulait l'éloigner de Moscou afin qu'il ne tente pas le sort, ce qui signifiait peut-être que le comportement irrévérencieux et les plaisanteries de Chliapnikov contrariaient certains dirigeants du Parti et le mettaient ainsi en danger. Pourtant, Chliapnikov espérait être affecté à un travail à Léninegrad ou à Sébastopol où il pourrait recevoir son traitement médical⁵⁹².

Mais début mars, les négociations concernant le travail ont pris un tour inquiétant. Après que Iejov a manqué un rendez-vous avec Chliapnikov le 2 mars pour cause de maladie, Chliapnikov s'est retiré dans sa datcha à Nikolina Gora (à quarante kilomètres de Moscou), et il n'est revenu à Moscou que le 7 mars. À son retour, l'adjoint de Iejov, A.S. Rossov, lui a indiqué de façon inattendue qu'il devait partir pour la Sibérie d'ici 48 heures. Stupéfait, Chliapnikov a interprété cela comme une condamnation à l'exil et il a entrepris de faire appel contre elle. Tout d'abord, il a téléphoné à ses vieux camarades, les membres du Politburo Molotov (président du Sovnarkom) et Vorochilov (commissaire militaire), ainsi qu'au chef de la Section spéciale du CC, Alexander Poskrebychev, qui supervisait les documents top secrets. D'après Chliapnikov, Molotov ne lui pas offert son aide, mais il a essayé de le rassurer sur le fait qu'il n'était probablement pas exilé. Poskrebychev a nié savoir quelque chose sur son affectation de travail, tandis que l'ex-métallo Vorochilov a été « indigné » et il a promis de le soutenir. Chliapnikov a déposé un appel à Staline, avec des copies à Molotov et à Vorochilov. Il y évoquait « son droit humain élémentaire à un traitement médical » (que la presse soviétique accusait souvent les pays capitalistes de refuser aux travailleurs), il objectait

⁵⁹¹ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 3–31, version publiée du journal écrit de la main de Chliapnikov, que j'ai consultée dans TsA FSB.

⁵⁹² RGASPI, f. 82, op. 2, d. 178, II. 28, 35, lettres (copies) des 21 septembre 1922 et [mai] 1923 de Iejov à Marta Berzina, faisant allusion à Chliapnikov, S.I. Maslennikov et V.P. Demidov; f. 671, op. 1, d. 22, I. 165, lettre signée de Chliapnikov au secrétariat du CC, 17 janvier 1934; Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 3–4. J'ai traduit par « tenter le sort » l'expression plus idiomatique de Iejov : “*ne draznit' moskovskikh gusei*”.

qu'il ne pouvait pas recevoir ce traitement en Sibérie et il se plaignait que, sans ce traitement, il perdrait son audition et sa capacité de travailler⁵⁹³.

Quand Molotov l'a informé le 9 mars que le Politburo n'avait pas encore discuté de son appel, Chliapnikov est devenu presque complètement sourd à cause de la tension nerveuse et il a quitté la ville pour Nikolina Gora afin d'y chercher le calme et d'y recouvrer son ouïe. Tard dans l'après-midi du 13 mars, un employé de l'OGPU est venu à la datcha. Chliapnikov a parlé avec lui à l'extérieur, « afin de ne pas inquiéter les enfants ». L'arrivée inattendue d'un agent de l'OGPU signifiait habituellement une arrestation, mais cet officiel était venu pour le convoquer à une réunion le soir même avec Anatoli Routkovski, le directeur adjoint du premier département de la Section Politique Secrète (SPO) de l'OGPU. L'agent a conduit Chliapnikov et Ekaterina à leur appartement de Moscou dans sa voiture officielle, car l'alternative, les transports publics, aurait pris trop de temps. Après s'être préparé pour « un long voyage », Chliapnikov est parti pour le bureau de Routkovski à la Loubianka. Adoptant un ton semi-humoristique qui démentait son état d'inquiétude, il a demandé de quelle « affaire » il était question. Routkovski a répondu d'un ton sérieux qu'il n'avait rien le concernant depuis Omsk et il lui a transmis l'ordre de quitter Moscou dans les trois jours pour rejoindre son affectation de travail au BBK⁵⁹⁴.

Déterminé à obtenir une réponse à son appel, Chliapnikov a essayé de contacter des membres du Politburo. Depuis qu'il était trop sourd pour utiliser le téléphone, il a enrôlé son vieux camarade Alexander Chotman, un membre de haut rang du Parti, pour passer les coups de fil pour lui, mais cela a été sans succès. Kalinine a exprimé de la réticence pour parler ouvertement parce qu'il n'était pas seul, il a minimisé ses inquiétudes et il a dit qu'il n'avait pas de temps pour intervenir. Vorochilov n'a pas pu être joint du tout. À la fin de la journée, Chliapnikov a finalement pu accéder à Molotov qui a confirmé que le Politburo n'avait pas encore discuté de sa protestation. Leur conversation s'est terminée brusquement ; Chliapnikov a écrit que Molotov lui avait raccroché au nez. Beaucoup plus tard, sa femme a dit à ses enfants que Molotov n'avait mis fin à la communication qu'après que Chliapnikov l'avait traité de « salaud ». Chliapnikov a finalement compris que ses « anciens camarades » ne soutiendraient pas son appel, et c'est ainsi qu'il s'est rendu à l'OGPU tôt le 15 mars pour décider des conditions de son exil⁵⁹⁵.

Chliapnikov trouvait son statut étrange et déroutant étant donné qu'il n'avait pas été arrêté, et pourtant il avait été placé sous l'autorité de la police. L'OGPU avait graduellement étendu ses missions au-delà de la surveillance jusqu'à y inclure l'administration économique, mais Chliapnikov n'avait pas connaissance de ses nouveaux pouvoirs, et c'est pourquoi il s'est renseigné sur son statut légal, sur la nature de son travail, sur la manière dont sa femme et ses enfants obtiendraient des rations, sur la manière dont son voyage serait

⁵⁹³ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 5–6; RGASPI, f. 74, op. 2, d. 49, I. 171, 7 mars 1934 copie carbone, avec la signature originale de Chliapnikov.

⁵⁹⁴ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 5–6.

⁵⁹⁵ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 7. Alexander Chotman (1880–1937) était un métallo finlandais de St Pétersbourg. Il a rejoint le RSDRP en 1899, et il a été membre du comité du Parti de Pétersbourg et membre du CC en 1913. Il a organisé la fuite de Lénine en Finlande après le soulèvement de juillet 1917. Après la Révolution, il a travaillé au VSNKh et il a été membre de la CCC de 1924 à 1934. Il a été exécuté en 1937 (Protasov 2008; Bondarevskaja 1963).

financé et s'il pouvait voir son médecin avant de partir pour le Nord. Routkovski savait seulement qu'il allait faire un travail "important" à la centrale électrique de Touloma, mais il a promis de trouver les réponses à ses autres questions dans les 24 heures. Pendant qu'il attendait, Chliapnikov a fait ses valises pour son voyage, il a continué à écrire ses mémoires sur la Guerre civile et il s'est rendu sur son ancien lieu de travail, le Gosplan de la RSFSR, pour y demander un remboursement. Il était encore formellement membre du présidium du Gosplan de la RSFSR, ce qui lui donnait droit à un salaire, mais il avait eu des réticences à s'y rendre depuis qu'il avait été exclu de la cellule du Parti. Le président du Gosplan de la RSFSR, Rogov, avait tenté de retirer le nom de Chliapnikov du présidium, afin qu'il ne le souille pas par association. En le revoyant, Rogov lui a donné son opinion non sollicitée selon laquelle il aurait pu éviter l'exil en déposant un appel contre son exclusion du Parti⁵⁹⁶.

Lorsque Chliapnikov est revenu voir Routkovski, il a appris qu'il n'était pas privé de ses droits civils étant donné qu'il n'était considéré ni comme un exilé, ni comme un prisonnier. Iakov Rapoport, le directeur du BBK de 1933 à 1935, l'affecterait à un travail sur place. Routkovski lui a fourni 500 roubles pour payer son voyage, mais il n'a pas pu prendre des dispositions pour sa famille, et il n'a pas pu non plus lui accorder du temps pour voir son médecin. Chliapnikov a appelé immédiatement Iejov avec le téléphone de Routkovski et il a obtenu la promesse que l'on prévoit des cartes d'alimentation pour sa famille. Le chef de l'OGPU, Genrikh Iagoda, a refusé de donner à Chliapnikov davantage de temps à Moscou, mais plus tard, lors d'une rencontre personnelle, Chliapnikov a obtenu la promesse de Iejov de retarder son départ de deux jours afin qu'il puisse voir son médecin⁵⁹⁷. Cet ensemble d'absurdités apparentes concorde avec l'image, fournie par Getty et Naumov dans leur biographie de Iejov, d'un Iejov en tant qu'étoile montante et d'un Iagoda en tant qu'autorité déclinante. Le fait de savoir si Chliapnikov avait connaissance de leurs fortunes politiques changeantes, ou bien s'il avait essayé simplement toutes les voies d'appel, n'est pas clair. Après avoir épuisé toutes les voies qui s'offraient à lui, il s'est résigné à la situation, se rendant compte probablement qu'il pouvait être arrêté et exilé dans des conditions moins favorables.

Chliapnikov est retourné à Nikolina Gora pour passer du temps avec ses enfants et effectuer des réparations sur la datcha. Les rumeurs s'étaient déjà répandues parmi les adultes que l'OGPU l'avait arrêté. La détresse de la nounou et de la bonne a bouleversé les enfants, et par conséquent tous ont été « fous de joie » de le voir revenir. Des amis sont venus exprimer leur sympathie et leur soutien. Puisque l'OGPU était incapable d'organiser son voyage ou peu disposé à le faire, c'est Chliapnikov lui-même qui a dû réserver et payer les billets de train, le plaçant ainsi dans la situation absurde de devoir organiser son propre voyage en vue d'un exil involontaire. Conscient de cette ironie, il a noté que son document de voyage fourni par l'OGPU lui rappelait un autre document qui lui avait été fourni en 1904 par la police tsariste. Ayant vu son médecin, il s'est rendu à la gare accompagné par sa femme et des amis

⁵⁹⁶ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 8.

⁵⁹⁷ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 8–9.

et il est parti peu après minuit le 20 mars. Il avait laissé à Ekaterina de l'argent suffisant pour qu'il couvre deux mois de frais de subsistance de la famille⁵⁹⁸.

Le train n'allait que jusqu'à Léningrad où Chliapnikov est resté du 20 au 21 mars, tandis qu'il essayait de réserver une couchette dans le train allant à Medvejegorsk. Déambulant dans Léningrad pour voir comment elle avait changé depuis 1917, il évoquait des souvenirs de sa vie d'avant dans cette ville. À Vyborg, il a remarqué que de nouvelles usines et résidences universitaires avaient été construites depuis la Révolution. Dans le district de Nevski, il a trouvé que certaines usines avaient été démantelées, mais que l'usine Oboukhov était toujours la même, avec seulement quelques nouveaux bâtiments qui avaient été ajoutés sur le côté gauche. Il plaisantait : « Les bâtiments et les maisons sont nouveaux, mais la saleté est vieille, comme si elle n'avait pas été enlevée pendant 33 ans ! ». La nostalgie qu'il éprouvait pour sa jeunesse jurait avec son impression que les habitants de Léningrad avaient beaucoup changé. Comparant attentivement les "Léningradtsy" aux "Pétersbysy", il a trouvé une grande différence entre les métallos de jadis qui avaient l'air intelligent et qui étaient bien habillés, et la population ouvrière fatiguée et fragile des années 1930 qui était composée de paysans avec des vêtements en loques. « Les ouvriers avant-gardistes du Vieux Péter » n'étaient plus visibles, mais à la place « c'est le paysan qui prédomine, et surtout les jeunes qui espèrent démarrer ici une vie nouvelle ou "différente" que leur vie à la campagne ». Des femmes et des enfants sous-alimentés étaient dans certains cas réduits à la mendicité. Le premier soir, il a rendu visite à de vieilles connaissances originaires de Murom ; la conversation a tourné autour des prix élevés et de la plus grande disponibilité des marchandises, que Chliapnikov a appelé une « soupape de sécurité », ce qui implique que si les pénuries avaient continué, des troubles auraient pu s'ensuivre⁵⁹⁹.

Le second jour, dans la banlieue de Gavan, Chliapnikov a retrouvé son neveu, Kostia, qui, dans son enfance l'avait assisté dans la clandestinité révolutionnaire en guettant la police. Kostia et sa femme étaient des ouvriers d'usine ; ils n'avaient ni thé, ni sucre, mais ils ont servi à Chliapnikov de l'eau chaude avec du citron, du pain, du poisson salé et des bonbons. Leur inquiétude concernant les bas salaires, les maigres rations et les poursuites en justice à cause d'erreurs au travail, faisait écho aux plaintes des ouvriers dans la rue. Ils signalaient que des ouvriers qualifiés abandonnaient le travail en usine pour des emplois "de service" mieux rémunérés, comme le travail dans le service d'incendie. La prédominance des jeunes paysans dans les usines contribuait à maintenir les salaires bas et il en résultait « une exploitation intensifiée et moins d'argent dépensé pour la sécurité et la santé des ouvriers ». Mais pour les paysans, c'était mieux que de souffrir de malnutrition à la campagne. Chliapnikov considérait cela comme un processus sociologique typique qui accompagnait l'industrialisation, et il l'attribuait à « la loi de l'offre et de la demande ». Bien qu'il n'ait pas exprimé explicitement sa déception à l'égard de l'industrialisation soviétique, il ressentait de la sympathie pour les ouvriers. Il ne reprenait pas non plus les accusations des journaux concernant le gaspillage industriel à l'encontre des

⁵⁹⁸ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 9.

⁵⁹⁹ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 10–11. Osokina 1993 discute de la politique de rationnement. Davies 1997 écrit sur les opinions exprimées par les Léningradois.

« saboteurs » ou des classes ennemies, et il l'attribuait plutôt aux bas salaires et à la méconnaissance du travail en usine par les paysans nouvellement arrivés⁶⁰⁰. Il semble avoir découvert que les progrès de l'industrialisation soviétique avaient provoqué la relance d'une formation de classe.

Ayant finalement pris ses dispositions pour un voyage dans un train qui partait tard au cours de la seconde nuit, Chliapnikov a quitté Léninegrad. Quand le train a fait une halte régulière à Petrozavodsk, il a persuadé un camarade passager qui descendait là de poster des cartes destinées à deux vieilles connaissances, le secrétaire du Parti carélien, Koustaa Rovio (un fondateur du Parti communiste finlandais), et le président du Sovnarkom carélien, Edvard Gylling, des cartes postales qui les prévenaient de sa présence dans la région⁶⁰¹. Peut-être espérait-il qu'ils pourraient l'aider d'une certaine façon. Très familier avec le paysage carélien en raison de ses aventures prérévolutionnaires de contrebande, il prenait plaisir à contempler « ses massifs boisés et ses collines, enserrés par de petites rivières et des lacs, recouverts de glace et d'un manteau neigeux ». Arrivé à Medverzhegorsk vers 13 heures le 22 mars, il s'est mis en route vers le siège social du BBK afin d'être mis au courant de son affectation de travail. Le long de son chemin, il a rencontré de nombreuses connaissances, mais il n'a pas reconnu beaucoup d'entre elles parce que leur condamnation au camp les avait changés de façon dramatique⁶⁰².

M.V. Petrosov, que Chliapnikov avait connu dans le travail du Parti dans le Nord-Caucase durant la Guerre civile, était une vieille connaissance. Effrayé, il a été attristé de voir qu'il n'était plus le même « méridional libre, vif, aux cheveux bouclés », mais un :

« prisonnier condamné à cinq ans de prison pour une affaire sans fondement : la dénonciation d'un bon à rien, comme si ce type savait que Petrosov avait dans le crâne des idées "criminelles" de droite et en plus des intentions contre-révolutionnaires d'organiser l'assassinat du chef... Quoi de plus maladroit, de plus ignoble, qu'une telle accusation contre Petrosov pour ceux qui le connaissent ! Mais ce n'est pas nous, qui connaissons Petrosov, qui décidons de son sort maintenant. Nous ne décidons même pas de notre propre sort ! ».

« Une toux sèche et rauque et des cheveux clairsemés » témoignaient pour Chliapnikov des épreuves subies par Petrosov, et il ne lui a pas demandé de parler d'elles par politesse. Exprimant sa certitude de l'innocence de Petrosov, il a reproché aux anciens camarades du Sud, Mikoïan et Ordjonikidze, de ne

⁶⁰⁰ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 12. Goldman 2007 confirme la description de la fuite ouvrière généralisée des usines à cause des coupes dans les rations de nourriture (Goldman 2007, p. 22) et du taux élevé de blessures (Goldman 2007, p. 27). Pour des anecdotes frappantes sur de tels faits, voir Scott 1989.

⁶⁰¹ Nationaliste finlandais issu d'une famille de la classe moyenne fortunée, Gylling (1881-1938) a été à l'origine au début des années 1930 du retour en Carélie de beaucoup de Finlandais de la diaspora nord-américaine (Pogorelskine 1997, p. 262). Rovio (mort en 1938) avait exprimé des inquiétudes en 1930 à propos du fait que le grand nombre de prisonniers existant en Carélie constituait un risque sécuritaire. Ces deux hommes avaient recherché le contrôle local sur le BBK et ils ont été déçus quand il a été placé sous l'autorité de l'OGPU (Baron 2007, p. 96, 135).

⁶⁰² Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 12-13.

pas avoir parlé en sa faveur. La conviction de Chliapnikov que l'action individuelle pouvait juguler une répression infondée était renforcée par son succès, quelques années auparavant, à faire libérer un ami sans parti de Murom, Fiodor Kouritsine, ingénieur au service des eaux de Moscou, de l'arrestation par l'OGPU⁶⁰³.

Quand Chliapnikov est arrivé au siège social du BBK, il a découvert que le chef, Rapoport, était à Moscou, et que son état-major ne savait rien à propos de la mission de Chliapnikov. En outre, ses documents de voyage ont semé la confusion parce qu'ils ne provenaient pas du service des cadres de l'OGPU, mais plutôt de son département statistique. Après réflexion, Radetski, un adjoint de Rapoport, a décidé courtoisement que Chliapnikov serait considéré comme un « embauché volontaire ». Cela signifiait qu'il ne serait pas soumis aux humiliations subies par les exilés. Chliapnikov a indiqué honnêtement que cela ne correspondait pas à la manière dont il était arrivé. Radetski a admis qu'il était en réalité un exilé, mais qu'il travaillerait comme un employé volontaire ; et, par conséquent, il n'était pas privé de ses droits civils. Ensuite, Radetski » a suggéré » que Chliapnikov continue son voyage vers Kola pour chercher du travail auprès de Soutyrine, le chef de la construction de la centrale hydraulique de Touloma, le projet qui était une priorité absolue. Radetski désirait qu'il s'en aille immédiatement, mais le train qui l'y aurait emmené était déjà parti. En conséquence, une personne de l'état-major nommé Konovalov a été chargée de lui organiser le logement et les repas et de l'aider à trouver une place dans le prochain train qui partirait le lendemain. L'administration a pris en charge ses repas dans la cantine des cadres qui était mieux approvisionnée⁶⁰⁴.

Chliapnikov était décidé à ne pas rater l'occasion de voir Medvedev et de lui parler, mais personne n'a donné de réponses claires sur la façon de le trouver. Ayant conclu que l'OGPU ne voulait pas qu'ils se rencontrent, il n'était pas encore découragé. Quand Konovalov l'a finalement laissé seul, il est allé directement à l'atelier mécanique où Medvedev travaillait, mais il ne l'a trouvé ni là, ni dans sa chambre. Déçu, Chliapnikov est retourné dans sa chambre pour y dormir sur une paille et un oreiller, sous une couverture grise réglementaire pour les cadres. Le matin, Konovalov lui a remis un bon de travail, mais étant donné que le train était plein, son voyage a été reporté à un autre jour. Puisque le 23 mars n'était pas un jour ouvré, il avait remarqué qu'il y avait plus de gens dans les « rues », et il en connaissait quelques-uns⁶⁰⁵.

L'un d'eux, Andreï Bachmanov, avait travaillé comme homme d'affaires dans l'entreprise New Lessner et il avait aidé à mettre sur pied la Société des Propriétaires d'Usine avant 1917. Après la révolution de Février, a écrit Chliapnikov, Bachmanov avait remplacé Emmanuel Nobel comme président. Il se souvenait que, parmi d'autres, il y en avait dans le conseil de la Société qui étaient devenus bolcheviks – les frères Krasine, Leonid et German, et l'ingénieur, Alexander Serebrovski, qui a été au début des années 1930 l'adjoint du Commissaire du peuple à l'Industrie lourde. Chliapnikov éprouvait moins de sympathie pour Bachmanov que pour le bolchevik Petrosov, mais il

⁶⁰³ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 14; Iouri Chliapnikov 2004. Kouritsine est mort de causes naturelles dans les années 1950.

⁶⁰⁴ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 14–15.

⁶⁰⁵ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 16.

a écouté patiemment ses protestations disant qu'il était innocent de l'accusation selon laquelle il aurait été un « espion anglais », et il lui a conseillé de faire appel de sa condamnation. Une autre connaissance avait fait partie du bureau du Narkomtrud et il a été condamné dans l'affaire du Parti industriel⁶⁰⁶. Malgré beaucoup de rencontres fortuites de ce genre, Chliapnikov n'a pas réussi à voir Medvedev ; si les autorités du camp ont empêché leur rencontre, c'était probablement par peur des réprimandes des grosses légumes de l'OGPU, tant étaient exagérées les inquiétudes quant aux complots imaginaires à l'abri une simple réunion entre vieux amis.

Le 24 mars, Konovalov a finalement obtenu un billet de train pour Chliapnikov, et il l'a eu en troquant une "litre" (probablement de vodka) contre un siège rembourré. Avec l'argent provenant de ses fonds de voyage, Chliapnikov a surclassé son billet en un billet de wagon-lit, car le voyage menant à Kola prenait 24 heures. Épuisé émotionnellement par ses rencontres à Medvejegorsk, il appréciait la distraction offerte par les paysages changeants et par les conversations à propos de la nature avec ses compagnons de voyage. Au fur et à mesure qu'ils avançaient, l'environnement se transformait en passant des forêts à des zones marécageuses encore paralysées par l'hiver⁶⁰⁷.

Paradoxalement, son train "express" était souvent retardé par le train postal qui le précédait. Attentif aux signes du régime de travail forcé, Chliapnikov remarquait que des prisonniers chargeaient et déchargeaient le train et que des gardes vérifiaient qu'il n'y avait pas d'évadés sous les wagons. Malgré une telle vigilance, il a trouvé, quand il est arrivé à Kola dans l'après-midi du 25 mars, que personne n'était là pour l'accueillir et que les administrateurs ont été surpris de le voir apparaître au siège social parce qu'ils n'avaient pas été prévenus de son affectation. L'administrateur en chef sur place était Soutyrine, le directeur de la septième section territoriale du BBK que Chliapnikov a décrit comme étant « un jeune homme de type intellectuel »⁶⁰⁸. Il a reconnu l'un des adjoints de Soutyrine, Laptev, qui avait été secrétaire du Syndicat des ouvriers de l'alimentation quand Ignatov en était le président.

Pendant que Soutyrine réfléchissait à la manière d'employer Chliapnikov, Laptev prenait des dispositions pour ses repas et pour son logement dans la caserne des administrateurs. Comme d'habitude, sa chambre était mal isolée, avec un sol glacial et des fissures dans les murs à travers lesquelles la chaleur des poêles s'échappait, et elle était meublée uniquement d'une paille à laquelle il a demandé que soit ajoutée une table. Au bureau de poste, il n'a pas trouvé de courrier qui l'attendait, mais il a envoyé un télégramme, probablement à sa femme. Le lendemain matin, après avoir discuté des objectifs et des emplois du temps, Chliapnikov et Soutyrine ont décidé qu'il convenait pour la « planification opérationnelle ». Les adjoints de Soutyrine lui ont donné une orientation plus approfondie. On lui a dit qu'il y avait huit mille cinq cents prisonniers répartis en trois camps. Les prisonniers du camp de Kola construisaient des voies ferrées et des routes, bâtissaient des casernes

⁶⁰⁶ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 17.

⁶⁰⁷ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 17-18.

⁶⁰⁸ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 18. Il y avait de 15 à 20 sections territoriales dans le BBK à n'importe quel moment donné dans les années 1930 (Baron 2007 p. 136).

administratives, chargeaient et déchargeaient des wagons. Ceux du deuxième camp avaient commencé à travailler à la station hydraulique, mais ils construisaient aussi des baraques de prisonniers, un barrage sur le fleuve Touloma et un déversoir. L'on espérait avoir quinze mille prisonniers dans ce camp. Les prisonniers du troisième camp, soixante-cinq kilomètres plus loin sur la rivière Chovna, coupaient du bois⁶⁰⁹.

En raison du manque de place, Chliapnikov partageait un bureau avec des adjoints de Soutyrine et c'est ainsi qu'il a été témoin de nombreuses interactions entre les membres du personnel du camp. Il a écrit, peut-être ironiquement, que son emplacement lui a donné la possibilité « d'assimiler » plus rapidement les particularités du camp, de même que le système permettant de reforgier le matériel humain pourri en de « nouvelles personnes ». Le premier visiteur était un jeune homme avec un visage de paysan, « habillé selon les normes militaires ». C'était un membre du troisième département du BBK, qui était celui de la sécurité intérieure. Plaisantant sur le fait que ce département était « l'OGPU dans l'OGPU », Chliapnikov a compris que le jeune homme contrôlerait sa correspondance⁶¹⁰. Un autre visiteur a été un vieux camarade, un ancien membre du comité central du Syndicat des métallos, A.N. Kasperovitch, qui avait purgé une peine pour factionnalisme à Solovki et qui était ensuite devenu le commandant du camp n° 1 du BBK.

Chliapnikov a remarqué que les prisonniers pouvaient occuper « des rôles officiels secondaires », mais que seuls les employés libres ou les anciens prisonniers pouvaient être des administrateurs supérieurs. Tandis que des employés libres pouvaient employer le terme de « camarade » pour s'adresser à un supérieur, les détenus quant à eux devaient employer dans ce cas le terme de « citoyen ». Les supérieurs utilisaient le vouvoiement ou le tutoiement selon qu'ils connaissaient bien ou appréciaient leurs subordonnés. Les demandes personnelles des prisonniers de base comprenaient l'autorisation que leur femme leur rende visite, des appels à réduire leur peine ou à leur accorder l'amnistie. Chliapnikov a eu l'impression que des paysans privés du droit de vote (les ex-koulaks) travaillaient de manière productive et fiable, mais qu'ils étaient « moins disposés à être "reforgés" ». Leurs condamnations n'ont pas atténué leur aversion pour « le régime qui les a privés de leur droit à l'existence "libre", à la famille et à la propriété »⁶¹¹. Le fait de mettre des guillemets peut avoir signifié pour Chliapnikov non seulement que des termes stalinien tels que « nouvelles personnes » ou « reforgeage » n'appartenaient pas naturellement à son vocabulaire socialiste, mais peut-être aussi qu'il était sceptique à propos de la mesure dans laquelle une vie « libre » était possible, même à l'extérieur du système des camps.

Chliapnikov trouvait que la plupart des prisonniers étaient occupés à un dur travail manuel. Les données indiquaient un dépassement des normes de travail à la centrale hydroélectrique, mais il était récompensé par une nourriture plus abondante et de meilleure qualité, y compris par le privilège d'acheter des biens à des « prix commerciaux ». Une productivité élevée et une

⁶⁰⁹ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 19–20. La population des prisonniers du BBK était de 70 373 (ce qui n'incluait pas les colons forcés) le 1^{er} janvier 1934 et de 66 418 le 1^{er} janvier 1935 (Baron 2007, p. 185).

⁶¹⁰ Le troisième département du BBK prenait directement ses ordres auprès de l'administration centrale du Goulag (Baron 2007, p. 200).

⁶¹¹ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 20.

bonne conduite pouvaient réduire la peine de moitié, mais les paysans condamnés en tant que koulaks bénéficiaient d'une réduction plus faible que les autres prisonniers (« trois jours de réduction pour deux jours de travail »). Les punitions consistaient en des rations pénalisées, en temps à l'isolement et en dans le fait d'aller au travail sous bonne garde. Les rations des prisonniers allaient de 300 à 1.300 grammes de pain. La quantité et le type de nourriture étaient différents pour les prisonniers qui effectuaient un travail d'ingénierie et technique, pour les employés libres, les administrateurs et les gardes. Chliapnikov concluait : « Ainsi, chacun savait où était sa place ; l'égalitarisme avait été complètement liquidé ». Ses impressions coïncident avec les récits des historiens relatifs au fonctionnement du Goulag⁶¹².

L'expérience antérieure qu'avait eue Chliapnikov au Rosmetizprom et au Gosplan de la RSFSR l'avait familiarisé avec les défauts de l'économie soviétique qu'il a aussi découverts au cours de ses recherches concernant le fonctionnement du camp. Parmi ceux-ci figuraient les données incomplètes et inexactes qui étaient encore plus déformées au fur et à mesure qu'elles remontaient la chaîne de commandement, ce qui produisait une perspective exagéré-ment optimiste (un défaut fondamental de l'économie stalinienne). Il a proposé de corriger la situation par le recueil de données plus précises et détaillées, ce que Soutyrine et les grosses légumes du BBK ont approuvé. Lors du choix du personnel, cependant, il a eu du mal à convaincre des comptables emprisonnés de se lancer dans des travaux de planification, étant donné qu'ils ne recevaient aucune réduction de peine ou des rations alimentaires améliorées pour un travail de bureau. Au lieu de cela, ils couraient le risque d'avoir des condamnations plus longues en cas d'erreurs. Néanmoins, il a convaincu quatre personnes de s'engager et il a commencé à travailler avec elles le 7 avril. Pourtant, cet après-midi même, les autorités de Moscou lui ont ordonné de retourner à la capitale, pour un transfert possible à Kazan. La raison de ce retour n'était pas claire. Peut-être que ses vieux camarades ont finalement décidé qu'il devrait avoir un meilleur accès aux soins médicaux, ou bien peut-être qu'ils craignaient qu'il ne tente de s'échapper en traversant la frontière et en suivant des routes de contrebande qu'il avait empruntées avant la Révolution. Les enfants de Chliapnikov ont tendance à penser qu'il s'agissait de cette dernière raison, car leur mère leur racontait qu'elle se souvenait fort bien qu'il avait insinué cela dans un télégramme qui lui demandait de venir en Carélie avec les enfants, ce qu'elle ne pouvait pas faire⁶¹³. Néanmoins, il semble douteux qu'il ait considéré une telle tentative comme réalisable.

Avant que Chliapnikov ne quitte le BBK, il a dû prêter serment de se présenter au SPO de l'OGPU le jour même de son arrivée prévue à Moscou, soit le 10 avril. Le soir du 7 avril, il est parti en train. Seul dans son compartiment de wagon-lit, il s'est reposé et il appréciait le paysage qui se déroulait. Kem, l'une des gares située sur l'itinéraire, lui a rappelé par son nom une ville finlandaise qui s'était trouvée sur sa route quand il introduisait

⁶¹² Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 22. D'après Khlevniouk 2004, p. 109, les prisonniers de première catégorie dans les camps soumis à des conditions climatiques extrêmes bénéficiaient de peines réduites de trois jours pour deux jours de travail, et les prisonniers de seconde catégorie de quatre jours pour trois jours de travail. Les ouvriers de choc des deux catégories obtenaient des réductions plus fortes. Pour plus de détails sur l'économie du Goulag, voir Gregory et Lazarev (éd.) 2003.

⁶¹³ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 22-3; Chliapnikova 1995 interview; Iouri Chliapnikov 2004.

illégalement de la littérature révolutionnaire en Russie en 1915. Ses émotions s'épandaient sur les pages de son journal, dans lesquelles il se décrivait de manière révélatrice comme quelqu'un : « qui était harcelé et persécuté ... par des gens qui se sont appropriés la direction du "léninisme" et du Parti, qui se pavanaient à cause de leurs réalisations dans le contexte de la réaction mondiale, mais en cachant soigneusement la véritable pauvreté de la classe ouvrière et des agriculteurs collectifs ». Après Kem, il a partagé son compartiment de wagon-lit avec deux administrateurs qui buvaient et fumaient beaucoup. Ces exhalaisons ont contraint Chliapnikov à chercher de l'air pur dans le couloir. Malgré son dégoût de toujours à l'égard du fait de boire et de fumer, il attribuait avec compassion leurs excès au stress provoqué par le travail. Lorsque le train s'est arrêté pendant cinq minutes à Medvejegorsk, il a essayé une fois de plus de trouver Medvedev, mais il a été à nouveau déçu. Alors que le train approchait de Léninegrad, il a vu les gens du coin se précipiter dans le wagon-restaurant pour y acheter « n'importe quoi qui soit comestible, étant donné qu'ils vivaient là en état de demi-famine »⁶¹⁴. Quand ses agents ont confisqué son journal lors de son arrestation en 1935, le NKVD trouverait que ces observations étaient antisoviétiques.

Interlude entre l'exil et l'arrestation

Après que le retour de Chliapnikov à Moscou, celui-ci a de nouveau fait appel au Politburo pour qu'il lui permette de rester à Moscou afin qu'il puisse y être traité pour sa maladie. Exprimant son désarroi face son récent exil, il le caractérisait « comme un acte d'arbitraire administratif évident, comme un exil sans jugement devant un tribunal ». De plus, cet exil avait aggravé les symptômes de sa maladie (surdité et vertiges). Il maintenait son innocence concernant tout ce qui avait pu conduire à la décision de l'exiler. Un mois plus tard, il a enchaîné avec un appel à Iejov qui a répondu que la requête de Chliapnikov d'être réintégré dans le Parti était rejetée, mais qu'il recevrait une aide financière et une assistance pour trouver du travail. Bien qu'il soit resté à Moscou jusqu'à son arrestation le 1^{er} janvier 1935, il n'a pas obtenu un nouvel emploi, mais il a plutôt continué à écrire ses mémoires. Ses tentatives pour recevoir une pension de retraite ont traîné en longueur et Chliapnikov s'est finalement résolu à demander la permission de voyager à l'étranger pour s'y faire soigner⁶¹⁵.

Chliapnikov prêtait beaucoup d'attention aux événements internationaux de 1934 et il faisait part de ses points de vue à Medvedev et peut-être à d'autres camarades par lettre. À la lecture des journaux soviétiques et étrangers, il s'apercevait que l'URSS « était affamée et sans biens commercialisables » et qu'elle était entourée d'ennemis capitalistes désireux de profiter de sa faiblesse pour s'emparer de ses matières premières. Il pensait qu'une guerre à plus grande échelle que la Première Guerre mondiale était imminente. Il regrettait aussi que l'URSS ne fasse pas davantage pour aider

⁶¹⁴ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 24–5.

⁶¹⁵ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 26, appel du 16 avril 1934; RGASPI, f. 671, op. 1, d. 22, II. 166–7, lettres manuscrites du 17 mai et du 26 octobre 1934 de Chliapnikov à Iejov, avec les commentaires manuscrits de Iejov

les forces de gauche espagnoles. Faisant probablement allusion à la grève générale d'octobre 1934 en Catalogne et à sa répression sanglante, il était stupéfait par « l'héroïsme sans bornes » des ouvriers espagnols et de leurs chefs, qui était accompagné de leur « analphabétisme technico-militaire ». Trouvant imprudent de leur part de se cacher dans des maisons, dans lesquelles ils étaient bombardés par l'artillerie, il se plaignait du fait que les éditeurs socialistes publiaient beaucoup de littérature contenant des propos vides de sens, mais rien de pratique sur la façon dont les travailleurs pouvaient se défendre⁶¹⁶.

Les tristes sentiments éprouvés par Medvedev à propos de l'exil ont donné lieu à un certain nombre de parenthèses ironiques sur les articles de presse soviétiques relatifs aux affaires étrangères et aux événements nationaux sur lesquels le NKVD les interrogerait tous les deux, lui et Chliapnikov, en 1935. Il exprimait son scepticisme quant aux réalisations des kolkhozes qui étaient rapportées et il se moquait de la volte-face rapide dans la façon dont la presse soviétique décrivait la Ligue des nations. Ridiculisant la presse du fait qu'elle écrivait si peu de choses « à propos du prolétariat ... comme s'il était un cadavre », il se plaignait que la couverture médiatique des ouvriers décrivait un prolétariat qui n'avait rien d'autre à faire que de défiler pour célébrer les héros et saluer « les étrangers distingués ». Sa seule consolation était la lecture de Marx et d'Engels dont les œuvres lui donnaient « une fermeté et une gaieté spirituelles ». Il n'a même pas pu célébrer le 17^e anniversaire de la révolution d'Octobre. Décrivant avec force détails les « assembles festives », avec de la musique et un « fleuve » de discours prononcés par des orateurs lançant des menaces et agitant leur poing en l'air, il écrivait qu'ils lui rappelaient les personnages des pièces de théâtre de l'auteur du XIX^e siècle, Nikolaï Gogol, qui faisait la satire des fonctionnaires provinciaux dans la Russie tsariste⁶¹⁷.

Quand les filles de Medvedev lui ont rendu visite au cours de l'été de 1934, sa tristesse s'est brièvement dissipée, mais elle est revenue lorsqu'il s'est rendu compte qu'il était peu probable qu'il puisse se rendre à Moscou pour les voir, même si son statut de service lui donnait le droit de prendre des congés. Dans une évaluation franche (qui était rendue possible parce que sa lettre a voyagé par des canaux privés), il a analysé sa situation politique ainsi que celle de Chliapnikov comme étant le produit de « repréailles » résultant « d'un épisode tardif de lutte politique » des dirigeants du Parti avec « ceux qui n'acceptaient pas leur idéologie et leurs intérêts ». Il continuait :

« Notre "crime" est que nous nous n'avons pas trouvé notre place dans le lit de Procuste de "l'époque stalinienne". Nous ne pouvons pas dissimuler ce fait essentiel au moyen d'esquives. Si nous essayons de revenir en arrière, il nous faudra nous soumettre à ce vil abaissement de soi que tous les « anciens » se sont infligés à eux-mêmes. ».

⁶¹⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, I. 108 (paquet de documents), lettres et cartes postales de juin-décembre 1934 de Chliapnikov à Medvedev; toutes envoyées par courrier régulier.

⁶¹⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 76–7, lettre manuscrite du 3 août 1934 de Medvedev à Chliapnikov, II. 78–81 (copie tapée à la machine); vol. 14, I. 108 (paquet), lettre du 9 novembre 1934 de Medvedev à Ivan Pivon.

Les appels que lui et Chliapnikov ont rédigés précédemment, indiquait-il, étaient aussi vains que « la voix de quelqu'un qui crie dans le désert ». Reconnaissant que beaucoup d'anciens oppositionnels s'étaient sincèrement repentis, il a remarqué que cela ne les a pas rétablis dans leurs anciennes positions d'autorité. De plus, cela ne l'intéressait pas de revenir au Parti pour servir la direction des années 1930. Pour lui, le repentir ne pourrait jamais être sincère, il ne pouvait être qu'une tactique pour créer « un moment d'organisation » pour ceux qui pourraient avoir des sympathies avec lui et Chliapnikov. Finalement, il proposait : « Je fais reposer tous mes espoirs de délivrance, en tant que prisonnier de guerre du régime en place, sur le cours des événements intérieurs et extérieurs »⁶¹⁸. Il soulignait ainsi que son exil n'avait pas « corrigé » ses points de vue politiques, mais qu'il les avait renforcés.

Leur vieux camarade Maximov (de l'affaire d'Omsk) est mort au printemps de 1934, apparemment de causes naturelles. En le pleurant, Medvedev se faisait la réflexion que cela avait pris une génération pour former des prolétaires et des révolutionnaires actifs aussi chevronnés, et qu'une autre génération pourrait passer avant que « des journées brillantes n'arrivent pour les travailleurs de notre pays et pour le prolétariat international ». À l'automne 1934, il avait commencé à envisager sa propre mort, étant donné qu'il souffrait de « battements de cœur irréguliers », de vertiges et de brèves pertes de contrôle de ses jambes. Chliapnikov ne prenait pas part à l'ironie et au scepticisme de Medvedev. La nécessité de correspondre par des services de courrier surveillés le privait de la possibilité de répondre pleinement aux pensées troublées de son ami. Mais sensible à l'humeur sombre de Medvedev, il a tenté de lui remonter le moral et de l'orienter vers des objectifs positifs, comme de revenir chez lui à Moscou pour ses congés. Dans sa dernière lettre à son camarade, Chliapnikov a essayé de dissiper ses sombres pensées à propos de sa mort ; il imaginait pour ce qui le concernait lui-même qu'il vivrait encore longtemps⁶¹⁹.

Plus optimiste que Medvedev, Chliapnikov a fait appel à Kalinine, à Iejov et à d'autres, qui lui ont tous dit que seul Staline pouvait décider de son sort, et c'est par conséquent à Staline qu'il a adressé un appel à la fin novembre, en le faisant passer par Iejov. N'encensant pas Staline, ni s'excusant, il se concentrait sur ses droits et son désir de travailler. Étant donné que sa santé s'était détériorée durant son exil, il avait fait en juin une demande de pension au Sovnarkom, mais il ne l'avait pas encore reçue. Insistant sur son « droit indiscutable » à cette pension qui, affirmait-il, avait été confirmé par Iejov, il demandait aussi l'autorisation de se rendre en France pour y recevoir un traitement médical. Il espérait ainsi rétablir sa capacité à travailler en faveur de « la cause de la révolution prolétarienne ». Enfin, il demandait que Staline facilite la publication de son manuscrit sur la Guerre civile dans le Caucase du Nord étant donné que les éditeurs craignaient de conclure un contrat avec lui. Parmi les sujets sensibles qu'il abordait dans ses mémoires sur la Guerre

⁶¹⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 13, II. 68–70, lettre écrite à la main du 4 juillet 1934 de Medvedev à Chliapnikov; II. 71–5 (copie tapée à la machine).

⁶¹⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 14, I. 108 (paquet), lettre du 17 juin 1934 de Medvedev à Pivon; lettre du 25 octobre 1934 de Medvedev à Chliapnikov (envoyée par courrier recommandé, elle a mis presque un mois pour arriver) et un brouillon précédent écrit le 3 octobre; lettre du 11 décembre 1934 de Chliapnikov à Medvedev, envoyé par courrier régulier; vol. 43, I. 98, carte postale 16 août 1934 de Chliapnikov à Medvedev.

civile, il y avait le sabordage de la flotte de la mer Noire, pour qu'elle ne soit pas prise par les forces ennemies, sabordage que Staline lui avait délégué⁶²⁰.

L'arrestation et l'interrogatoire

Staline n'a jamais répondu à l'appel que Chliapnikov lui avait adressé en novembre 1934 car, peu de jours après son envoi, Leonid Nikolaïev assassinait Kirov. Le rôle de Staline dans la commande de cet assassinat a fait l'objet de nombreuses enquêtes ; or aucune preuve irréfutable n'a jamais été découverte, mais seulement une accumulation de preuves indirectes⁶²¹. Immédiatement après le meurtre, Staline a rédigé un décret du Politburo qui accélérerait les procès dans lesquels il s'agissait de terrorisme (Loi du 1^{er} décembre 1934) ; il l'a fait suivre de l'arrestation des associés de Zinoviev à Leningrad, puis de Zinoviev et de Kamenev à la mi-décembre. En février 1935, plus de mille personnes avaient été arrêtées dans le cadre de l'affaire du meurtre de Kirov.

Chliapnikov et ses proches camarades figuraient parmi les personnes arrêtées. Sur ordre du chef du NKVD, Iagoda, deux de ses policiers ont arrêté Chliapnikov à sa datcha de Nikolina Gora dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1935. Après avoir fouillé la datcha et son appartement à Moscou, ils ont confisqué son journal, le manuscrit sur la Guerre civile, sa correspondance, des armes, des balles, un couteau de chasse, des bijoux et plus de mille cent roubles en liquide. Il a été placé en détention en cellule d'isolement à affectation spéciale de la prison interne du NKVD à la Loubianka⁶²². Immédiatement après son arrivée en prison, en tant que personne arrêtée n° 200, il a manifesté sa non-obéissance en refusant l'ordre du responsable de la prison d'enlever ses bottes quand il était couché sur le lit. Mironov, l'adjoint du directeur du département-prison, a enquêté, et il s'est arrêté à sa cellule n° 95 comme s'il s'agissait d'une visite de routine. Selon le rapport de Mironov, Chliapnikov avait les larmes aux yeux quand il déclarait son innocence, mais il affirmait que la correspondance qui lui avait été confisquée conformément à la loi devait lui être rendue pour vérification au bout de deux jours. À la question de Mironov, il a répondu qu'il gardait ses bottes au lit parce que la basse température dans la cellule pourrait aggraver son inflammation de l'oreille moyenne. Mironov a noté dans son rapport que la température de la cellule était de 12 degrés Celsius et qu'il avait fait transférer Chliapnikov dans une cellule plus chaude⁶²³.

⁶²⁰ Chliapnikova et Chernobaev (éd.) 2002, p. 27–8, lettre du 28 novembre 1934 de Chliapnikov à Staline, avec une courte lettre d'accompagnement de Iejov.

⁶²¹ Parmi les nombreux livres sur ce sujet : Knight 1999; Conquest 1988; Getty et Naumov 1999, p. 140–57 et Lenoe 2010 (la collection de documents la plus complète, traduite en anglais sur le meurtre de Kirov).

⁶²² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 1–8. Selon la liste du NKVD, l'armement de Chliapnikov comprenait un Mauser 3008, un Browning 102188, un fusil n° 234577 et plus de 300 balles. Iouri Chliapnikov 2004 se souvenait que son père détenait davantage d'armes que celles-là avant qu'une loi n'ait décrété de limiter la possession d'armes à feu.

⁶²³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 11–12, lettre manuscrite d'A.K. Boukold (responsable supérieur du quatrième corps des cellules d'isolement) au directeur des cellules d'isolement, du 2 janvier 1935, et rapport de Mironov, *Administrativno-Khoziaistvennoe Upravlenie* (AKhU), adjoint au directeur du département-prison du NKVD à G.A. Molchanov, directeur du *Sekretno-Politicheskii Otdel* (SPO) *Gosudarstvennoe Upravlenie*

Les interrogateurs du NKVD de 1935 à 1937 étaient âgés d'environ 30 ans, ils n'avaient généralement pas fait des études supérieures et ils connaissaient seulement l'histoire du Parti qu'ils étudiaient intensivement dans des textes biaisés. Ils n'avaient pas de formation particulière à la pratique de l'interrogatoire, mais ils étaient choisis sur la base de leur talent apparent⁶²⁴. Chliapnikov a tout d'abord été interrogé dans la nuit du 2 au 3 janvier par Grigorev, l'adjoint du chef de la Direction Générale de la Sécurité d'État (GUGB), Première Section Politique secrète (SPO)⁶²⁵. Ne sachant pas combien de temps sa détention durerait et ayant bon espoir qu'il allait être relâché rapidement, il a reconnu qu'il avait eu « des différences avec la politique du CC du VKP(b) » dans le passé, mais il récusait le terme « d'antiparti » qui était introduit dans sa propre description de ses positions dans le procès-verbal de l'interrogatoire. À ce stade, les preuves de Grigorev consistaient en les notes de 1934 du journal de Chliapnikov et en la lettre d'août 1934 que Medvedev lui avait envoyée. Grigorev a lu la partie du journal où Chliapnikov avait décrit les femmes et les enfants de la classe ouvrière de Leningrad comme ayant « des visages décharnés, des lèvres pâles et exsangues » et où il avait écrit « sur les bas salaires imposés aux ouvriers ». Chliapnikov a répondu qu'il n'avait écrit que ce qu'il voyait, mais il reconnaissait que cela ne représentait pas l'ensemble du tableau. Grigorev trouvait suspecte l'indignation avec laquelle il écrivait dans son journal à propos de Petrosov, l'ancien camarade qu'il avait rencontré au BBK, mais Chliapnikov a refusé se s'étendre sur le sujet. Quand Grigorev lui a demandé s'il avait essayé d'attirer l'attention des autorités sur la lettre d'août 1934 de Medvedev, Chliapnikov a rétorqué qu'il supposait que la lettre était passée entre les mains des censeurs et que par conséquent elle était « connue de ceux qui étaient supposés la connaître »⁶²⁶.

Face aux dénégations de Chliapnikov, le NKVD a recueilli les témoignages contre lui d'autres personnes. Le 5 janvier, Grigorev avait enregistré la déclaration de Gregory Safarov, accusé d'être zinoviéviste, selon laquelle Safarov et Chliapnikov avait discuté de mener « un travail contre-révolutionnaire en commun » au cours des trois années précédentes. Chliapnikov a démenti tout cela. Grigorev a prétendu avoir des informations selon lesquelles il avait donné des directives contre-révolutionnaires à Mikhaïlov en décembre 1934, mais il a répondu que Mikhaïlov lui avait seulement demandé de l'aider à trouver du travail après qu'il avait perdu son emploi de directeur d'usine. Le NKVD avait connaissance d'une réunion à l'appartement de Chliapnikov le 6 décembre 1934, le jour de l'enterrement de

Gosudarstvennoi Bezopasnosti (GUGB) NKVD. Le GUGB a été renommé OGPU, lequel a été absorbé par le NKVD en juillet 1934 (Hagenloh 2009, p. 155).

⁶²⁴ Petrov 2012. Les manuels standards portant sur l'histoire du Parti étaient celui de Iaroslavski 1933 et de Knorine 1934. Jeffrey Rossman a mené des recherches sur les interrogateurs qui travaillaient dans les provinces au cours de la Grande Terreur. Je sais peu de choses à propos des interrogateurs de Chliapnikov, à part leurs noms de famille.

⁶²⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 13–14 (manuscrit), II. 15–17 (tapé à la machine). Les dossiers contiennent les originaux manuscrits et les copies tapées à la machine des procès-verbaux des interrogatoires, qui résumaient les questions des interrogateurs et les réponses de Chliapnikov. Les procès-verbaux étaient datés, mais ils n'indiquaient ni l'heure du jour, ni la durée des interrogatoires. Chliapnikov corrigeait les procès-verbaux manuscrits et il les signait habituellement pour indiquer qu'il les avait lus et qu'il les avait trouvés corrects. Kuromiya 2008 a analysé de nombreux procès-verbaux en provenance d'Ukraine.

⁶²⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 13–14 (manuscrit), II. 15–17 (tapé à la machine).

Kirov. Chliapnikov niait que cela ait été une réunion de son “organisation”, mais il a fourni l’identité de ceux qui étaient venus « boire une tasse de rhé » : Nikolaï Sergievski, Erazm Batenine, Mikhaïl Rozen, Genrikh Bruno, Alexander Pravdine, Lev Green (un citoyen U.S.) et Mikhaïl Svechnikov. Admettant qu’ils avaient discuté du meurtre de Kirov parmi d’autres sujets, Chliapnikov a reconnu qu’il avait dit que, peu importait que les motivations de Nikolaïev aient été personnelles ou politiques, le meurtre avait « un caractère politique étant donné que le camarade Kirov était membre du Politburo et du gouvernement »⁶²⁷.

Dans le contexte de l’époque, il était suffisant de parler de sujets controversés pour être soupçonné d’avoir des opinions déloyales et de se préparer à agir en conséquence. Lors de son troisième interrogatoire, le 6 janvier, Grigorev a examiné l’organisation et l’activité prétendument contre-révolutionnaires de Chliapnikov en se concentrant sur ses liens avec des “groupes” à Omsk et à Rostov. Chliapnikov a nié avoir donné « des directives contre-révolutionnaires à propos de la conduite à tenir en cas de guerre » ou d’avoir eu des réunions organisationnelles. À son quatrième interrogatoire, le 7 janvier, il a continué à démentir avoir exprimé des points de vue contre-révolutionnaires dans ses conversations avec Sergievski et Mikhaïlov en novembre et en décembre 1934. Il avait partagé avec Sergievski des critiques sur la tactique militaire des forces républicaines espagnoles, mais il a nié en avoir tenu le Komintern pour responsable. Quand on le pressait de dire comment quelqu’un venant de Rostov a trouvé son adresse en décembre 1934, Chliapnikov a indiqué que ce visiteur pouvait l’avoir cherchée dans l’annuaire (et en effet, il y figurait dans l’édition de 1934). Il a démenti avoir qualifié Kirov de « bolchevik inconsistant » à la réunion du 6 décembre 1934, mais il se rappelait qu’il l’avait dit à Sergievski plus tôt dans l’automne. Il a de ce fait part de sa connaissance que Sergievski avait fourni des informations sur les conversations qui avaient eu lieu le 6 décembre. Il a nié avoir dit quoi que ce soit sur la responsabilité de Staline et des autres membres du CC dans le meurtre de Kirov. L’interrogateur l’a accusé d’avoir parlé à propos des arrestations de Zinoviev, de Kamenev et de Zaloutski, le 18 décembre (eux et d’autres ont été arrêtés du 15 au 16 décembre) et d’avoir dit que le meurtre de Kirov « serait utilisé par le CC pour mener des repréailles contre les “oppositionnels” ». Chliapnikov a contesté tout cela en affirmant qu’il n’avait appris les arrestations que le 24 décembre par Chistiakov, un membre du Parti et un professeur⁶²⁸.

Défiant peut-être consciemment toute la conception de Staline concernant l’opposition-nisme et les relations dans le Parti, Chliapnikov a maintenu ses dénégations lors du cinquième interrogatoire, le 8 janvier, et lors du sixième, le 9 janvier 1935, lorsque Chtein et Grigorev ont essayé de déterminer qui était « au centre » de sa prétendue « organisation contre-

⁶²⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 18–22 (manuscrit), II. 30–1 (tapé à la machine). Les témoignages de Safarov et des autres zinovievistes se trouvent dans RGASPI, f. 671, op. 1, d. 121, II. 84–94.

⁶²⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 26–9 (manuscrit), II. 30–1 (tapé à la machine); II. 32–7 (manuscrit), II. 38–41 (tapé à la machine). Chtein, quatrième chef du SPO du GUGB, s’est joint à Grigorev. Le procès-verbal n’indique pas lequel des interrogateurs a la parole. Selon les documents d’archives et Iakovlev 1991, Sergievski était un « informateur secret du NKVD » (Iakovlev 1991, p. 121), mais Irina Chliapnikova 2012 atteste que Chliapnikov savait depuis le début que l’on avait demandé à Sergievski d’informer, parce que Sergievski le lui avait dit (conversation). Elle a vu par hasard des dossiers opérationnels dont je n’ai pas eu la disposition.

révolutionnaire », et en particulier si Medvedev était impliqué. Chliapnikov a nié de façon répétée savoir quelque chose à propos d'un centre, et il a insisté : « Je ne construis pas mes relations avec mes camarades sur le principe de leur participation ou de leur non-participation à l'Opposition ouvrière ». Le 11 janvier 1935, l'interrogatoire a été plus long que tous les précédents. Les interrogateurs lui ont demandé à plusieurs reprises de décrire la structure et les membres de l'organisation illégale l'Opposition ouvrière, mais il a continué à nier qu'il se serait engagé dans « une activité antisoviétique » ou qu'il savait quelque chose sur un tel groupe. Les interrogateurs prétendaient qu'il existait un centre de Moscou, avec des sous-groupes à la tête desquels se trouvaient Mikhaïlov, Tarasov-Vichinski et Bruno-Pravdine. Prétendument, Vladimir Tarasov et S.N. Barinov dirigeaient un autre groupe à Omsk et Pivon en dirigeait un à Rostov. Malgré les dénégations de Chliapnikov, les questions ont continué comme si elles suivaient un modèle. Il a insisté sur le fait que Safarov mentait lorsqu'il affirmait qu'il avait formé un bloc avec Zinoviev. Il récusait également le témoignage d'Illarion Vardine qui l'accusait d'avoir développé des points de vue contre-révolutionnaires fondés sur la plateforme de l'Opposition ouvrière avec ses camarades Rozen, Medvedev, Chelichev et autres⁶²⁹.

Le 13 janvier, Chliapnikov a demandé la permission d'écrire une déclaration⁶³⁰. Au cours des jours suivants, il a été autorisé à recevoir des colis⁶³¹. Peut-être que les officiels du NKVD pensaient qu'il était prêt à avouer. Sa déclaration, rédigée avec une écriture minuscule sur le recto et le verso de quatre feuilles de papier, était adressée à Ivan Akoulov, procureur (procureur) de l'URSS et à Iagoda, commissaire du Peuple aux Affaires intérieures. Au lieu d'avouer, il se plaignait du fait que le procès-verbal n'enregistrait que des versions tronquées de ses réponses et que sa requête de rédiger ses propres réponses avait été rejetée. Offensé par la caractérisation que ses interrogateurs avait donnée de lui comme étant « une personne à la profession indéterminée », Chliapnikov expliquait en détail sa mauvaise santé, ses tentatives pour obtenir une pension et le travail de rédaction de ses mémoires⁶³². En discutant de ses mémoires, il a donné plus de détails sur les remarques qu'il avait faites à propos de Kirov et qui avaient été rapportées lors de l'enquête. Dans la soirée du 6 décembre, a précisé Chliapnikov, Svechnikov a signalé à la réunion de camarades que, quelque temps auparavant, les éditeurs de « Krasnaya zvezda » lui avaient demandé de fournir des souvenirs

⁶²⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 42–3, 46–9 (manuscrit), et II. 44–45, 51–53 (tapé à la machine), interrogatoires des 8 et 9 janvier; II. 59–66, séance du 11 janvier 1935 (tapé à la machine); interrogé par Chtein et Grigorev. Je n'ai pas vu la version manuscrite; Chliapnikov a signé chaque page et, à la fin, qu'il avait lu tout le procès-verbal et qu'il était correct.

⁶³⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, I. 71, note sur une feuille de papier de 3×5 pouces, de l'écriture de Chliapnikov, adressée à Chtein. L'adjoint du directeur du secteur d'isolement du NKVD a envoyé cette note (marquée urgente) au chef du SPO Molchanov, avec des copies aux interrogateurs Chtein, Grigorev et Braslina, le 14 janvier.

⁶³¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 50, 72. Les colis contenaient 20 roubles, des chaussettes et des sous-vêtements, deux chemises, deux cols [*vorotnichki*], du sucre, des citrons, des lunettes, de la poudre médicinale, un mouchoir, du beurre, des biscuits secs, du saucisson et du pain. La poudre médicinale (probablement pour ses oreilles) a dû être examinée par le médecin de la prison.

⁶³² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 73–6 (manuscrit), II. 77–92 (tapé à la machine), 15–16 janvier 1935, du « prisonnier de la cellule n° 96 A.G. Chliapnikov ». Chliapnikov a demandé que cette note soit jointe au procès-verbal de l'interrogatoire du 11 janvier 1935.

sur les exploits de Kirov sur le front Sud, mais qu'il avait refusé, affirmant qu'il ne se souvenait pas de Kirov (probablement de manière malhonnête, pour éviter d'en faire l'éloge). Soit par malice, soit par honnêteté, Chliapnikov lui avait rappelé que Kirov avait fait partie d'une délégation du Caucase Nord mémorable pour avoir traversé la Volga près d'Astrakhan à la mi-février, malgré l'interdiction⁶³³.

Refusant l'accusation d'avoir mené un travail contre-révolutionnaire, il se moquait de celle selon laquelle il aurait pu le faire en se fondant sur « la vieille plateforme de 1920-21 », étant donné que l'économie soviétique s'était grandement transformée depuis cette époque. En outre, il a favorisé les relations de camaraderie dans le Parti plutôt que des relations hiérarchiques rigides, et il insistait sur le fait qu'il était ridicule qu'il puisse être un « centre » et un « chef » pour Pravdine et pour Bruno qui étaient ses vieux amis d'avant la Révolution, et non pas seulement des collaborateurs dans l'Opposition ouvrière. Il indiquait qu'ils étaient des membres du Parti suffisamment chevronnés « pour se débrouiller sans que je les dirige ». Insistant sur ses droits légaux, il a demandé à interroger Mikhaïlov personnellement. Concernant Pivon, il a affirmé qu'ils ne se connaissaient pas beaucoup, mais il trouvait naturel que Pivon s'enquière de sa santé, d'autant plus que la presse avait rapporté la mort du cousin de Chliapnikov, Iakov, quelques mois auparavant. Iakov avait fait partie de la Société des vieux bolcheviks, et certains avaient confondu les deux hommes. Il a également « blanchi » d'autres personnes, comme Tarasov d'Omsk, de tout soupçon⁶³⁴.

Concernant les incriminations de Safarov, Chliapnikov soutenait que la visite que lui avait rendue Safarov en 1932 « lui avait fait une étrange impression » étant donné qu'ils « se connaissaient peu ». L'impression qu'il s'est fait de Safarov, laquelle se fondait sur les récits relatifs au travail de Safarov en Asie centrale, c'était qu'il était un « aventuriste ». Il a déclaré qu'il aurait été illogique pour Zinoviev de lui envoyer Safarov pour lui proposer de constituer un bloc avec lui étant donné qu'il voyait Zinoviev assez fréquemment pour que celui-ci lui pose la question lui-même. En plus de cela, Chliapnikov connaissait d'autres anciens zinoviévistes bien mieux que Safarov, et pourtant aucun d'eux ne lui avait proposé du travail illégal. Il a trouvé une autre erreur de logique dans l'idée qu'il aurait rejoint l'opposition zinoviéviste en 1932 alors qu'elle était déjà vaincue, bien qu'il n'ait pas jugé bon de la rejoindre au milieu des années 1920 quand elle était la plus active. Il n'avait pas adhéré alors « pour des questions de principe ». Parmi celles-ci, figuraient les tendances de l'opposition à « laisser circuler des insinuations », comme l'expression « réaction thermidorienne ». Il avait conseillé à Zinoviev et à Kamenev de fournir une analyse factuelle franche, plutôt que de se fonder sur des soupçons et des insinuations. Chliapnikov a ensuite ridiculisé le témoignage d'Illarion Vardine (Mgeladze) qu'il connaissait à peine, mais qu'il avait rencontré à l'occasion à l'appartement de Rozen. En ce qui concerne

⁶³³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 79–80.

⁶³⁴ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 81–2. Alexander Pravdine (1879–1938) a adhéré au Parti en 1899, il a participé à la révolution de 1905, il a fait partie du bureau éditorial de la « Pravda » en 1912-14 et, après la révolution d'Octobre, il a travaillé au NKVD. En 1924-25, il a été l'adjoint du commissaire aux Communications de la RSFSR; en 1930-33, il a travaillé au Narkomtorg et, à partir de 1933, dans les organes de contrôle du Parti et du gouvernement. Voir RKP(b) 1961, p. 843; Anderson et autres (éd.) 2007, vol. 1, p. 924; Heywood 2011, p. 150.

« l'affirmation scandaleuse de Vardine, selon laquelle je suis devenu simplement un démocrate bourgeois, je ... vous dis une seule chose ; je ne suis pas arrivé à un état tel que je puisse me cracher au visage »⁶³⁵.

La dernière fois qu'il a vu Zinoviev, c'était en novembre 1933 à Kislovodsk, au sanatorium Tourgenievka, mais il n'a pas parlé politique avec lui par désir délicat de « ne pas rouvrir les plaies » de l'affaire Rioutine. En 1934, il a rencontré Kamenev seulement « en passant » car ils étaient voisins. Ensuite, il a expliqué sa propre perspective dans l'opposition-nisme. Jusqu'en 1929, il avait considéré la politique du Parti comme la lutte entre la gauche (Zinoviev, Kamenev et Trotski) et la droite (Nikolaï Ouglanov et Rykov), avec Staline et Molotov au centre. « Dans la gauche, il y avait beaucoup de choses qui trouvaient un écho dans mon état d'esprit, même si leur position générale ne m'attirait pas ». Mais, en 1929, sa manière de penser a changé en raison de l'engagement du CC pour l'industrialisation qu'il soutenait. Il a exprimé sa nouvelle perspective dans un article de 1929 et par son travail. Bien qu'il ait souffert du syndrome de Mènière, il a travaillé au Rosmetizprom et au Gosplan de la RSFSR. Incapable de comprendre pourquoi il avait été exclu du Parti en 1933 pour raison de double jeu, Chliapnikov a interprété son exil de 1934 comme signifiant : « Je suis coupable du seul fait d'exister ». Il a néanmoins interprété son retour d'exil comme la reconnaissance d'une erreur. Depuis lors, il avait écrit ses mémoires, vendu quelques objets en sa possession (y compris des outils pour le travail des métaux), en attendant une pension, et il avait cherché un traitement médical. L'arrestation était inattendue, mais :

« Je l'acceptais comme une mesure de vérification, puisque je n'ai connaissance d'aucun crime que j'aurais commis à l'encontre du Parti. Les documents d'enquête m'ont révélé tous les secrets de mon exclusion et de mon exil. Et cette seule circonstance est précieuse pour moi. ».

S'il a détaillé ces secrets, le procès-verbal ne les indique pas. Peut-être pensait-il que ses précédents malheurs étaient dus à la mauvaise information que les agents ont rendue compte sur lui en 1932-34. Il concluait par une longue affirmation de son innocence⁶³⁶.

Le NKVD a néanmoins trouvé qu'il y avait des raisons suffisantes pour mettre Chliapnikov en accusation le 15 janvier en se fondant sur l'article 58, paragraphes 10 et 11, du code pénal de la RSFSR, c'est-à-dire pour avoir été « l'un des leaders de l'organisation contre-révolutionnaire de la soi-disant Opposition ouvrière », qui « a mené un travail illégal, dirigé contre le pouvoir soviétique ». Cela nécessitait son maintien en détention⁶³⁷.

Zinoviev, Kamenev et sept autres individus, ont été jugés en secret les 15 et 16 janvier ; ils ont été trouvés coupables d'avoir organisé un « centre » et de « complicité morale » dans le meurtre de Kirov. Le 16 janvier, Chtein a informé que Kamenev l'avait impliqué dans la préparation d'un « travail illégal commun ». Chliapnikov a entièrement nié cela, mais il a semblé accepter

⁶³⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 83–7. Il a ajouté : « *A te slushaiut, da chai kushaiut* », une expression idiomatique que l'on peut traduire au mieux par « seuls les imbéciles écoutent ».

⁶³⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 88–92.

⁶³⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, I. 9.

l'aveu de culpabilité de Zinoviev⁶³⁸. Le lendemain, Chliapnikov a fait une déclaration qui était notoire du fait de son style discordant. Elle commençait ainsi : « Le meurtre crapuleux de S.M. Kirov était une attaque directe contre le Comité Central léniniste par l'organisation clandestine contre-révolutionnaire zinoviéviste, et elle a révélé un ulcère vieux de plusieurs années qui adhérait de manière parasitaire à l'organisme sain du Parti ». Mais elle continuait de manière plutôt différente : « Pendant un certain nombre d'années (1925-28), bien que je n'ai pas rejoint l'Opposition unie, je l'ai néanmoins soutenue et défendue, et j'ai entretenu des relations avec ceux qui viennent de se démasquer comme des monstres contre-révolutionnaires repoussants... ». Plus loin dans la déclaration, Chliapnikov a été persuadé » d'avouer » qu'il « avait insuffisamment lutté oralement et par écrit avec cet état d'esprit que l'exilé, S.P. Medvedev, m'a révélé dans ses lettres ». Néanmoins, il ne dénonçait pas encore les points de vue de Medvedev comme étant « contre-révolutionnaires » ou « antisoviétiques ». Comme on le lui demandait, il acceptait son arrestation comme étant « complètement correcte », mais il insistait sur la chose suivante : « Je n'ai rien à faire avec l'organisation contre-révolutionnaire zinoviéviste et je ne sais rien de son existence. En tant qu'opposant au factionnalisme, je n'ai pas créé de centre, et je n'ai pas non plus soutenu de périphérie »⁶³⁹. Sous la pression, Chliapnikov a fait quelques concessions aux interrogateurs, mais il a continué à maintenir son innocence et celle de ses proches camarades.

Bien que Chliapnikov n'ait jamais été autorisé à interroger Mikhaïlov, il a eu des confrontations face à face avec deux autres accusateurs : Vardine le 28 janvier 1935 et Safarov le 14 février. Dans une déclaration, il a écrit qu'il trouvait des incohérences importantes entre la version du témoignage de Vardine qu'il a entendue de la part de Chtein durant son interrogatoire du 11 janvier et la version qu'il a entendue directement de la part de Vardine le 28 janvier. La première version le décrivait comme expliquant ses points de vue à Vardine en présence de Rozen, de Medvedev et d'autres personnes, mais la seconde version le présentait tout seul avec Vardine. Chliapnikov a demandé que les accusations de Vardine soient vérifiées auprès de Rozen et de Medvedev. Il soupçonnait certainement que le changement dans le témoignage de Vardine était dû au manque de confirmation par Rozen et Medvedev. En outre il indiquait une contradiction entre l'affirmation de Vardine selon laquelle Chliapnikov aurait soutenu que les bolcheviks « ont pris le pouvoir prématurément » et son autre affirmation selon laquelle Chliapnikov prétendait être fidèle en 1932 à la plateforme de 1921-22, étant donné qu'elle ne faisait jamais référence à une prise de pouvoir prématurée, qui était une position menchevique. Il a demandé que les enquêteurs confirment cela par l'examen des documents de 1921-22. Les interrogateurs étaient naturellement soumis à des instructions strictes venant d'en haut pour produire des aveux. Ils n'avaient aucun intérêt à mener une enquête véritable, fondée sur des faits et des preuves. Pressé d'avouer dans l'intérêt du Parti, Chliapnikov a affirmé,

⁶³⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, I. 93 (manuscrit), I. 94 (tapé à la machine).

⁶³⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 95-8. La déclaration était datée du 17 janvier; Iagoda l'a envoyée à Staline le 19 janvier. Seule une copie tapée à la machine a été conservée dans les dossiers du NKVD, mais pas l'original signé.

à la différence de Roubachov : « Je suis prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour le Parti ... mais je ne peux pas accepter l'idéologie menchevique »⁶⁴⁰.

Quand enfin Chliapnikov est confronté à Safarov le 14 février, celui-ci a répété le témoignage qui lui était entièrement attribué, mais Chliapnikov a répliqué qu'il était complètement fabriqué. Il a récusé l'allégation de Safarov selon laquelle il était en relation avec Vassili Kayourov, un dirigeant du comité du Parti du district de Vyborg en 1917 et un ancien oppositionnel, et Chliapnikov a dit qu'il ne l'avait pas vu depuis cinq ans⁶⁴¹. Il y a eu une interruption qui a duré un mois dans les interrogatoires de Chliapnikov, de la mi-février à la mi-mars, et durant laquelle il a été transféré à la prison de la Boutyrka. Pendant ce temps, son proche camarade Medvedev a été interrogé. Arrêté fin janvier 1935 en son lieu d'exil à Medvejegorsk, il a été rapidement transféré à Moscou⁶⁴². Comme d'habitude, Medvedev a été encore moins coopératif que Chliapnikov et plus hostile vis-à-vis des interrogateurs.

L'interrogateur principal de Medvedev était une Lettone, Lidiya Braslina⁶⁴³. Nikolaï Sergievski, l'informateur principal sur le groupe de Moscou de l'Opposition ouvrière en 1933-34, lui a fait son rapport, mais il n'a fourni aucune preuve de l'existence d'une organisation clandestine active. Pressée de produire des résultats, Braslina a convoqué Sergievski au début mars et elle lui a donné un ultimatum pour qu'il concocte des fausses preuves de l'activité contre-révolutionnaire de Chliapnikov et de Medvedev, à la suite de quoi il a fait appel au Comité de contrôle du Parti (KPK) pour avoir des conseils⁶⁴⁴. Braslina a tourné son attention vers Chliapnikov les 15 et 16 mars, et elle l'a interrogé sur le voyage de Medvedev de 1922 en Allemagne. Chliapnikov a nié que ce voyage ait eu un objectif de conspiration. Elle a également cité des extraits de correspondance entre lui, Medvedev et leurs camarades, dans les années 1920 jusque dans les années 1930. Les réponses de Chliapnikov comprennent le terme « d'antiparti » pour décrire ses « évaluations » et celles de Medvedev, mais il n'a pas signé ces réponses. Il est possible que Braslina ait inséré ce mot sans son consentement. En tout cas, il a continué à démentir l'accusation plus sérieuse consistant à avoir donné de directives. Chose curieuse, il a ajouté plus d'informations sur ses différences avec l'Opposition de Lénine dans les années 1920 : « Les dirigeants de cette opposition ne voulaient qu'une seule chose : revenir à la démocratie interne du Parti, telle qu'elle existait sous Lénine. Ce degré de démocratie ne nous satisfaisait pas, car le passé n'était pas un idéal pour nous ; nous demandions la démocratie ouvrière complète ». Concédant que les

⁶⁴⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 104–5 (manuscrite par Chliapnikov et signée par lui), 29 janvier 1935. Il était encore dans la prison interne du NKVD, mais il avait été transféré à la cellule n° 104.

⁶⁴¹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, II. 54–6, 67–9. Ce procès-verbal ne présente pas de signatures originales. Les interrogateurs étaient Chtein et Petrovski, chef de la première section du SPO du GUGH.

⁶⁴² TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 5. L.I. Braslina et N. Ivanov ont interrogé Medvedev le 31 janvier; les 4, 5 et 15 février; et les 11 et 14 mars.

⁶⁴³ Les procès-verbaux ne fournissent que les deux premières initiales de Braslina. C'est Irina Chliapnikova 2000 et 2012, qui a eu accès à davantage de dossiers du NKVD concernant son père que moi, qui m'a dit que Braslina était une femme et c'est elle qui m'a fourni son nom de famille et sa nationalité. Nikita Petrov du "Memorial" l'a confirmé dans un email et une conversation téléphonique en 2012, et il a ajouté qu'au moins plusieurs femmes faisaient fonction d'interrogateurs au NKVD, et que l'une d'elles a atteint le grade de colonel. Braslina a été promue au grade de lieutenant en décembre 1935 (Petrov email 2012).

⁶⁴⁴ RGASPI, f. 671, op. 1, d. 87, I. 106, copie tapée à la machine d'une déclaration de Sergievski à Chkiriakov (11 mars 1935).

points de vue de Medvedev de 1934 étaient « fortement pris à tort pour une tendance contre-révolutionnaire », il soutenait qu'ils résultaient « du profond désespoir d'un exilé ». Il se reconnaissait coupable de ne pas avoir remis les lettres de 1934 de Medvedev aux autorités du Parti, mais il refusait de façon catégorique d'avouer qu'il avait mené un travail organisationnel antisoviétique⁶⁴⁵.

Chliapnikov a tenté de s'approprier le contrôle de l'enquête de Braslina dans une déclaration qu'il a écrite le lendemain. Se référant à son interrogatoire de la nuit précédente, il démentait le témoignage de Sergievski selon lequel Zinoviev et Kamenev ont essayé de l'attirer dans un bloc en 1933 ; il suggérait que Sergievski confondait 1933 et 1925-27. En outre, il indiquait que la rencontre entre eux était impossible alors, étant donné que Zinoviev et Kamenev étaient en exil depuis le milieu de 1932 jusqu'à l'été 1933. Il concluait : « Il est temps d'en finir avec ce mensonge à propos d'un bloc : il n'y en a pas eu, et il n'y en a même pas eu de suggestions »⁶⁴⁶.

Braslina était déterminée à arracher des aveux quelconques à tout prix. Elle a d'abord fait pression sur lui pour qu'il avoue qu'en décembre 1934 il avait donné des directives à Mikhaïlov pour mener un travail clandestin. Quand Chliapnikov l'a rembarrée, elle a tenté une autre tactique, en suggérant qu'il avait donné des directives non pas pour qu'il mène un travail clandestin, mais plutôt pour qu'il reste passif. Il a rejeté tout cela en insistant ainsi : « Ni mes rencontres, ni les discussions, avec d'anciens camarades qui partageaient mes opinions, n'étaient organisées. Mes camarades et moi, nous critiquions des mesures particulières prises par le Parti et le gouvernement, mais sans méchanceté ou intentions contre-révolutionnaires ». Il admettait qu'en 1930 il avait douté des méthodes de mise en œuvre de la collectivisation, considérant que les instructions initiales étaient peu claires et ont mené à des excès, qu'il avait trouvé le rythme de la collectivisation « trop élevé, ne tenant pas compte des particularités des régions », mais que, en 1933-34, il n'était pas en désaccord avec la politique agricole soviétique. Par ailleurs, Chliapnikov admettait que, en 1931-32, sur la base de conversations avec Genrikh Bruno qui travaillait alors dans l'Oural, il avait « douté de la faisabilité des rythmes d'industrialisation ». Mais, du fait de son travail au Gosplan de la RSFSR en 1932-33, ses doutes ont été dissipés. Il a dit qu'il ne partageait pas les critiques de Medvedev concernant la politique étrangère (entrée de l'URSS dans la Ligue des Nations), que « S.P. Medvedev ne comprend pas ... et que sa critique glisse sur une voie antisoviétique ». Il a aussi avoué avoir eu « des désaccords et des doutes sur des questions distinctes de la politique du Parti » qu'il a exprimés à ses proches camarades. Mais il maintenait qu'il ne pensait pas que ce qu'il disait « puisse servir d'orientation politique pour aucun de

⁶⁴⁵ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 111–16 (manuscrit), II. 117–25 (tapé à la machine). Ici, Chliapnikov n'a pas signé à chaque paragraphe, mais uniquement au bas de chaque page; il a écrit à la fin du document : « écrit correctement et lu », et il a signé de son nom. Dans la version tapée à la machine, cela a été modifié en la formule habituelle : « écrit correctement et lu par moi ». Cela me conduit à me demander si Braslina lui a seulement lu le procès-verbal et ne lui a pas permis de le lire lui-même.

⁶⁴⁶ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 126–7, 17 mars 1935 (manuscrit par Chliapnikov sur une feuille de papier de 3.5 × 6 pouces), II. 128–9 (tapé à la machine).

mes amis ». Finalement, il a “avoué” « ne pas avoir porté à l’attention des institutions du Parti mes doutes et mes désaccords »⁶⁴⁷.

Bien qu’elle ait assuré Chliapnikov que l’enquête était terminée, Braslina l’a encore interrogé à nouveau le 23 mars 1933 pour se renseigner auprès de lui sur ses amis et ses connaissances. Concernant Bikhatski de Kiev, Chliapnikov se souvenait à peine de lui quand il était passé par Moscou sur la route de Tcheliabinsk en 1933, mais il a récusé le témoignage de Bikhatski indiquant qu’il avait appartenu à l’Opposition ouvrière en 1933. Concernant Kolesnikov, qu’il connaissait parce qu’il avait été membre du Syndicat des métallos, Chliapnikov a fourni une appréciation nuancée des points de vue de Kolesnikov dans les années 1920, il a nié lui avoir donné des « tâches » ou des « missions » et il a refusé d’admettre quoi que ce soit de suspect dans leurs rencontres de 1932-33, signalant que Kolesnikov lui demandait seulement des conseils « sur ses problèmes dans le Parti ou dans son travail économique ». Concernant Alexeï Sidorchouk de Rostov, qui lui avait apporté des lettres de Pivon et de Trifonova, Chliapnikova a nié le connaître. Requis de développer davantage ses points de vue relatifs à la politique économique du Parti, Chliapnikov a dit que ses opinions avaient changé en 1929 et qu’il avait soutenu la collectivisation et l’industrialisation. De plus, il avait compris que, « avec l’attraction vers l’industrie et les chantiers de construction de millions de travailleurs, qui venaient des campagnes, il était impossible de poser la question de la démocratie interne au Parti et de la démocratie ouvrière comme je la posais précédemment ». Finalement, Braslina a introduit une nouvelle accusation selon laquelle, à l’automne 1933, Chliapnikov et ses camarades avaient tenu « une réunion illégale » lors de laquelle « ils ont décidé de la question de la création d’un nouveau parti et du transfert à l’étranger de la direction de l’Opposition ouvrière ». Il a récusé tout cela⁶⁴⁸.

Le 26 mars 1935, une “conférence spéciale” du NKVD SSSR a pris connaissance de l’affaire Chliapnikov (n° 705) et elle l’a condamné, « pour activité contre-révolutionnaire », à cinq années de détention à l’isoloir politique de Verkhneouralsk, dans lequel Zinoviev, Kamenev et d’autres dirigeants oppositionnels, étaient enfermés⁶⁴⁹. Un autre interrogatoire de lui a été pourtant requis. Le 28 mars 1935, N. Ivanov lui a demandé quelle « aide matérielle » il avait rendue aux filles de Medvedev en 1934. Chliapnikov a confirmé qu’il avait donné de 30 à 40 dollars à la sœur de Medvedev, Maria Louchina, pour aider les enfants, et il leur avait parfois procuré quelques brochures pour acheter des articles dans des magasins où l’on payait en monnaie forte [*Torgsin*]. L’interrogateur a essayé de tirer de cela la conclusion d’un « fonds monétaire commun », mais Chliapnikov a rétorqué sèchement que c’était la première fois qu’il en entendait parler. Il a alors expliqué qu’une partie de cet argent lui restait de ses voyages à l’étranger et qu’il avait acquis une autre partie dans l’espoir d’aller à l’étranger pour y bénéficier d’un

⁶⁴⁷ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 130–2 (manuscrit), II. 133–6 (tapé à la machine). Ici aussi, il a signé chaque page, mais pas chaque paragraphe. À la fin, il a signé qu’il avait lu le procès-verbal et qu’il était correct. Il a aussi signé qu’il avait été informé que l’enquête était terminée, à la date du 17 mars 1935.

⁶⁴⁸ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 137–41 (manuscrit, signé par Chliapnikov au bas de chaque page), II. 142–9 (tapé à la machine).

⁶⁴⁹ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, I. 155, extrait, vérifié le 18 mai 1955 par le commandant Sychev, représentant opérationnel supérieur de la sixième division de l’enregistrement des archives du KGB. La condamnation devait être comptée à partir du 2 janvier 1935.

traitement médical. Il en avait emprunté un peu à son ami Lev Green. Sur incitation de l'interrogateur, il a admis qu'une partie provenait également de quelqu'un qui travaillait au courrier diplomatique du NKVD nommé Rijkov. Il a nié énergiquement avoir un fonds commun avec Medvedev. Il reconnaissait seulement avoir donné de l'argent à la famille de Medvedev⁶⁵⁰.

Prison, exil à Astrakhan, nouvelle arrestation et procès

Il existe encore peu d'informations disponibles au sujet des prisons politiques d'isolement telles que celle de Verkhneouralsk dans lesquelles les oppositionnels communistes étaient emprisonnés en même temps que des mencheviks et des nationalistes ukrainiens de droite. Un zinoviéviste cherchant à être libéré en août 1936, Boris Sakhov-Tsoukerman, a décrit des querelles entre les différents groupes politiques et a attesté que les trotskistes étaient plus enclins que les autres à protester, y compris par des grèves de la faim. Bien que son intention d'obtenir d'une libération anticipée fausse la perspective qu'il offre, quelques remarques sur Chliapnikov sonnent justes. Le désignant comme étant le seul à avoir eu l'audace d'exprimer haut et fort ses points de vue, Sakhov rappelait que l'ancien chef de l'Opposition ouvrière s'était moqué de Kamenev, qu'il avait reproché à Zinoviev de s'être calomnié et d'en avoir calomnié d'autres, et qu'il demandait sarcastiquement que, si Zinoviev et Kamenev « me considèrent comme un ennemi, pourquoi donc devrais-je dire que je suis leur ami ? »⁶⁵¹.

Pendant qu'il était détenu en prison, la surdité de Chliapnikov, ses vertiges et ses autres symptômes du syndrome de Ménière, se sont aggravés. Il souffrait parfois d'une perte de la vision et de la mobilité. Aucun des médecins qu'il a consultés à la prison de Verkhneouralsk, ou à Magnitogorsk, n'a osé conseiller au NKVD de le libérer en raison de sa maladie. Chliapnikov a envisagé de déclarer une grève de la faim, mais finalement il a rejeté cette option, car il s'était rendu compte que le Politburo ne ferait que réagir négativement à cela en tant qu'acte hostile. Étant revenu à la prison de la Boutyrka à Moscou à l'automne 1935, il a rédigé un appel au Politburo demandant sa libération, en assurant ses membres qu'il pourrait travailler pour le Parti et pour la révolution internationale. Louant exagérément la politique internationale de « front prolétarien uni » préconisée par Staline, il reconnaissait qu'il s'était entouré de « personnes indignes » et qu'il était coupable d'avoir défendu « des intérêts de groupe », mais il niait les accusations d'avoir participé « à des organisations clandestines, au banditisme sibérien ou à une insurrection à l'arrière de l'Armée rouge, ou de les avoir prônés. Proposant d'effectuer un aveu public de sa culpabilité, il implorait de ne pas être jugé comme un "ennemi", de ne pas « permettre aux

⁶⁵⁰ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 4, II. 150–1 (manuscrit, signé par Chliapnikov à la fin de chaque page), II. 152–4 (tapé à la machine). Chliapnikov a également été interrogé à propos de Fani Ezerskaïa (une communiste allemande) que Chliapnikov a admis avoir connue depuis 1912, tout en étant conscient qu'elle était une employée du NKVD (anciennement OGPU), et il a ajouté qu'il l'avait vue pour la dernière fois à Berlin en 1928.

⁶⁵¹ RGASPI, f. 671, op. 1, d. 258, II. 108–19, 23 août 1936, à Lejov et à Iagoda. Sakhov-Tsoukerman (né en 1900) était le procureur du kraï du Nord avant son arrestation (I. 120). À la conférence de juillet 2012 au Mémorial de Moscou, des historiens russes ont noté que les archivistes du FSB disent qu'ils sont incapables de localiser les documents relatifs à Verkhneouralsk.

ennemis du Parti communiste de spéculer sur mon nom et ma conduite ». Finalement, il soulignait sa faible condition physique qui l'aurait empêché d'apparaître en public jusqu'à sa guérison⁶⁵².

À en juger par les phrases soulignées par Molotov dans le texte, il est bien possible que les dirigeants du Parti aient décidé de libérer Chliapnikov afin qu'il recouvre la santé avant un éventuel procès-spectacle. Bien que Chliapnikov ait espéré retourner à la vie libre avec sa famille à Moscou, le NKVD a converti en décembre 1935 sa peine en un exil à Astrakhan⁶⁵³. À Astrakhan, il a trouvé une communauté de camarades exilés politiques. Il semble avoir été en bons termes avec beaucoup ; il a apporté de l'aide à une co-exilée, Elizaveta Sandler (née Senatskaïa) en vendant la voiture que Kollontaï lui avait précédemment obtenue⁶⁵⁴. Dès qu'il est arrivé à Astrakhan, il a fait appel à Iejov pour avoir une "aide médicale" pour sa femme et ses enfants⁶⁵⁵. Ils ont enduré l'isolement et les besoins matériels pendant qu'il était en prison. Non, seulement sa femme souffrait de maladie, mais elle devait soutenir son mari pendant les premières semaines de son séjour à Astrakhan. Elle a écrit à Iejov pour qu'il l'aide à recevoir un traitement médical, de l'aide matérielle et du travail. En retour, elle a promis qu'elle s'efforcerait de faire de son mari un candidat digne d'adhérer à nouveau au Parti. Peut-être ému par son appel, Iejov lui a offert de l'aide⁶⁵⁶.

Chliapnikov a été autorisé à recevoir une brève visite à son fils aîné. Ayant fréquenté un pensionnat d'élite [*Lesnaïa chkola*] en 1933-35, Iouri avait passé peu de temps avec son père au cours de ses derniers mois de liberté. Il s'est longtemps souvenu à quel point il avait été peiné que ses parents l'aient ainsi privé de temps passé avec eux dans la période précédant l'arrestation de son père. Iouri a été autorisé à rendre à visite à son père au printemps de 1936 pendant environ deux semaines. Il se souvenait que Chliapnikov travaillait alors comme adjoint du directeur de la section des transports de la ville, ce qui signifiait qu'il supervisait des chevaux et quelques véhicules. Iouri le suivait dans ses tournées, ce qui incluait un voyage jusqu'à une usine où Chliapnikov espérait peut-être que son fils partagerait sa fascination pour la mécanique. Iouri a été très impressionné par l'habileté de son père à concevoir une machine, permettant de gagner du temps, dotée d'étagères tournantes et destinée au déchargement du pain porté par des chevaux. Le temps passé ensemble a renforcé ses souvenirs de son père en tant qu'un homme qui était constamment occupé, et jamais capable de rester assis dans l'oisiveté⁶⁵⁷. Il est possible que la visite de son fils ait motivé Chliapnikov pour demander la permission de se rendre à Moscou pour un traitement médical et pour être transféré à Kazan, une ville dans laquelle il espérait, pour se remettre de sa maladie, trouver un climat moins inhospitalier qu'à Astrakan où il remarquait que la chaleur excessive avait aggravé ses symptômes⁶⁵⁸.

⁶⁵² RGASPI, f. 82, op. 2, d. 198, II. 133-8, copie d'une lettre de Chliapnikov au Politburo, 20 octobre 1935, prison de la Boutyrka prison, Moscou, vérifiée par Braslina.

⁶⁵³ TsA FSB, R33718, d. 499061, vol. 3, I. 117, procès-verbal n° 170 (extrait) de la session osoboe soveshchanie du NKVD SSSR, 10 décembre 1935.

⁶⁵⁴ Iouri Chliapnikov 2004.

⁶⁵⁵ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 3, I. 114, télégramme à Iejov, 15 janvier 1936.

⁶⁵⁶ RGASPI, f. 671, op. 1, d. 22, II. 169-71, lettres de janvier-février 1936, avec des notes de Iejov.

⁶⁵⁷ Iouri Chliapnikov 2007, interview, p. 2, 7-8.

⁶⁵⁸ RGASPI, f. 671, op. 1, d. 22, I. 168, 26 mai 1936 lettre de Chliapnikov au Secrétariat du CC.

Forcé de rester à Astrakhan, Chliapnikov a vu ses responsabilités croître ; durant l'été 1936, il a travaillé comme économiste principal dans l'Administration des bateaux à vapeur de la Basse Volga. Isolé de sa famille, il a pu trouver du réconfort dans une liaison ou une amitié intime avec une codétenue. Son exil est interrompu par le début de la Grande Terreur (1936-38). Au début de 1936, le chef du NKVD, Iagoda, a été considéré comme insuffisamment diligent dans la chasse aux ennemis, et c'est ainsi que Iejov, sous la direction de Staline, a rouvert le procès des zinoviévistes et des trotskistes dans le meurtre de Kirov et dans d'autres "crimes" politiques. De nouvelles arrestations de trotskistes ont eu lieu au printemps 1936. À la différence de Chliapnikov, Zinoviev et Kamenev étaient restés en prison depuis leur arrestation initiale en décembre 1934. Sous la pression, ils ont avoué qu'ils avaient projeté le meurtre de dirigeants du Parti, y compris Kirov et Staline ; ils avaient pu avouer pour sauver leur vie, ou par loyauté vis-à-vis du Parti, ce qui a été la motivation de Boukharine, comme cela est indiqué dans une lettre du 10 décembre 1937 destinée à Staline. En août 1936, leurs aveux figuraient dans le premier procès-spectacle public de la Grande Terreur⁶⁵⁹.

Il s'est ensuivi une nouvelle arrestation de Chliapnikov le 2 septembre 1936⁶⁶⁰. Les nouvelles preuves comprenaient les témoignages, effectués lors d'un interrogatoire, de Kensorine Gidleviski en mars-avril 1936 et de Faivilovitch en août 1936. D'autres preuves comprenaient le récit de juillet 1935 d'un informateur, récit selon lequel, dans des conversations avec d'autres prisonniers à Verkhneouralsk, Chliapnikov avait fait l'éloge de la démocratie européenne et il avait dit que les chômeurs dans les pays capitalistes étaient mieux lotis que les ouvriers soviétiques. Apparemment, il espérait que la guerre provoquerait la révolution dans les pays capitalistes et des changements en URSS. Gidleviski a avoué à contrecœur (probablement sous les coups et la torture, ainsi que des changements brusques dans le procès-verbal semblent l'indiquer) avoir fait partie d'une organisation trotskiste qui a formé un bloc avec les "chliapnikovistes", dont Bruno, Medvedev et Tchelychev. Il a néanmoins nié avoir été au courant d'actes contre-révolutionnaires perpétrés par les chliapnikovistes. Dans un procès-verbal qui se déroulait plus en douceur, Faivilovitch avouait que lui, avec d'autres, a organisé l'assassinat de Staline. Il a témoigné qu'un autre oppositionnel lui a dit que » Zinoviev était lié à Chliapnikov » et que Chliapnikov avait recommandé « la lutte contre la direction du Parti ... les armes à la main »⁶⁶¹. Le dernier élément de preuve était une lettre que Chliapnikov avait envoyée à Ekaterina le 10 août 1936. Il y partageait avec

⁶⁵⁹ TsA FSB, R27744, d. 3257, I. 14; Irina Chliapnikova 2000; Getty et Naumov 1999, p. 247–60, 556–60; Getty et Naumov 2008, p. 187–94.

⁶⁶⁰ Une perquisition de son logement au n° 30 de la rue Novikov à Astrakhan a eu pour résultat des articles personnels et ménagers ordinaires, 376 roubles en liquide, 35 brochures en français, cinq livres en français, trois livres en allemand, trois volumes des œuvres de Marx et d'Engels, 10 livres en russe, un dossier de correspondance, deux chemises contenant des copies de la correspondance avec Lénine, Kroupskaïa et Zinoviev, trois dictionnaires (anglais-russe, français-russe, russe-anglais) et des périodiques dont le "Bolchevick" et "L'Humanité" (TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 5–13).

⁶⁶¹ TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 28–37 (tapé à la machine), interrogé par Matousov, et II. 38–42, interrogé par Lerner. Il s'agissait probablement de Leonid Faivilovitch, condamné à mort dans une affaire liée au procès Zinoviev-Kamenev d'août 1936 (Lenoe 2010, p. 465).

elle le fait que ses lectures de la correspondance de Marx et d'Engels le mettaient en présence d'un contraste marqué « entre le caractère progressiste du “futur” qui imprègne la correspondance et cette vulgarité omniprésente et accablante que l'on rencontre à chaque tournant ». De n'importe quel type de point de vue rationnel, aucune de ces preuves ne l'impliquait directement dans des actes terroristes, mais dans le contexte irrationnel de la terreur, les pensées menaient directement aux actes. Le NKVD d'Astrakhan l'a envoyé à Moscou « par convoi spécial en tant qu'important criminel d'État »⁶⁶².

À Moscou, il a d'abord été interrogé le 8 octobre 1936. L'interrogateur a donné le ton en déclarant que Chliapnikov n'avait pas fourni « un témoignage véridique » en 1935, mais il a répondu qu'il n'avait « rien à ajouter » à son témoignage de 1935. Il a nié avoir eu une connaissance quelconque d'une organisation trotskiste-zinoviéviste, il a nié l'existence « d'une organisation contre-révolutionnaire appelée Opposition ouvrière » et il a même nié des négociations à propos « d'un travail contre-révolutionnaire en commun ». Malgré le témoignage du contraire de la part de Zinoviev, Chliapnikov a dit que leurs rencontres n'avaient pas eu de nature contre-révolutionnaire. Quand on lui a demandé pourquoi, accompagné de Medvedev, il a rendu visite à Zinoviev, il a répondu : « Medvedev était mon camarade le plus proche et nous rencontrions souvent des gens ensemble ». Chliapnikov a reconnu qu'il avait rencontré Gidlevski à l'occasion, mais seulement « lors de réunions personnelles entre vieux camarades » où les critiques émises n'étaient pas « contre-révolutionnaires ». De manière quelque peu curieuse, il a ajouté qu'il y avait davantage de personnes à cette réunion avec Gidlevski que celles qui étaient listées par l'interrogateur (Medvedev, Bruno, Tchelychev et Gridasov), mais bizarrement l'interrogateur ne l'a pas suivi dans son insinuation. D'habitude, ils étaient désireux d'élargir les cercles des accusés. L'interrogateur avait accusé à plusieurs reprises Chliapnikov de mentir, mais sa réponse finale était : « Je dis seulement la vérité. Les témoignages de Vardine, de Safarov, de Zinoviev et de Gidlevski, sont faux et par conséquent je les récusé »⁶⁶³. Le refus de Chliapnikov de coopérer lui a peut-être épargné d'autres interrogatoires prolongés et un procès public.

Néanmoins, il ne pouvait pas être libéré. Le 25 octobre 1936, le NKVD émettait un ordre destiné à l'accuser en se fondant sur l'article 58, paragraphes 8, 10 et 11, et à le garder emprisonné⁶⁶⁴. Aucun autre témoignage à son encontre ne semble avoir été recueilli. En avril 1937, il a été accusé, selon l'article 58-8 et 58-11 du code pénal de la RSFSR, d'avoir dirigé un groupe contre-révolutionnaire dénommé Opposition ouvrière, de s'être associé avec « le bloc terroriste trotskiste-zinoviéviste contre-révolutionnaire », et d'avoir « essayé de conclure un bloc avec Ruth Fischer pour mener une lutte commune contre la politique et les mesures du Komintern ». L'acte

⁶⁶² TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 1–4, rapport préparé par le chef du SPO du GUGB Molchanov; I. 7.

⁶⁶³ TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 16–23. Chliapnikov a fait des corrections mineures sur le procès-verbal, il a signé chaque page et à la fin. Il l'a signé comme étant « écrit par mes mots, lu par moi ». Le nom de l'interrogateur semble être capitaine G.B. [illisible], adjoint au chef de la [1° ou 7°] section du SPO du GUGB.

⁶⁶⁴ TsA FSB, R27744, d. 3257, I. 15, signé par le sous-lieutenant de la Sécurité d'État Fradkine. Le seul interrogatoire restant de Chliapnikov s'est déroulé le 13 novembre, il a semblé bref et il a porté sur ses relations avec Konstantin Andreïev, le président de la coopérative de logement dans laquelle Chliapnikov a vécu de 1923 à 1929 (II. 24–5 (manuscrit), II. 26–7 (tapé à la machine), interrogé par Fradkine et signé par l'inspecteur principal Golanski.

d'accusation déclarait qu'il prônait « la terreur individuelle » et que les groupes qu'il dirigeait à Omsk, à Rostov-sur-le-Don, à Odessa, à Bakou, à Kharkov et à Moscou, avaient « préparé et tenté de réaliser le meurtre du camarade Staline ». Reconnaissant que Chliapnikov n'avait pas avoué sa culpabilité, l'accusation l'établissait au moyen des témoignages de Zinoviev, de Safarov, de Vardine et d'autres. Elle recommandait que le Collège Militaire de la Cour suprême de l'URSS le juge et applique la loi du 1^{er} décembre 1934. S'appliquant aux cas d'actes terroristes, cette loi ordonnait l'exécution immédiate de la peine capitale, sans possibilité d'appel⁶⁶⁵.

Le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS s'est réuni le 2 septembre 1937 lors d'une séance à huis clos pour condamner Chliapnikov, lequel s'est présenté devant la cour lors d'une séance qui a duré deux heures. Refusant s'admettre sa culpabilité, il a aussi détaillé ses objections aux témoignages de ceux qui avaient déposé contre lui. Le dernier mot lui ayant été donné, Chliapnikov a déclaré qu'il n'était « pas hostile au pouvoir soviétique ». Peut-être comme une dernière remarque ironique, il ne s'est avoué coupable que « d'une attitude tolérante vis-à-vis de ceux qui l'entouraient ». Néanmoins, ce même jour, la cour l'a jugé coupable selon l'article 58, paragraphes 8 et 11, d'avoir dirigé « une organisation terroriste antisoviétique, l'ainsi nommée "Opposition ouvrière" », laquelle a mené « une activité contre-révolutionnaire orientée vers le renversement du pouvoir soviétique ». Il a été déclaré coupable d'avoir été en contact avec « des leaders des organisations terroristes trotskistes-zinoviévistes et droitières-boukhariniennes » et d'avoir ordonné aux membres de son « organisation antisoviétique » d'effectuer « des actes terroristes » contre les dirigeants du Parti et du gouvernement. Le Collège militaire l'a alors condamné à « la plus haute peine – le peloton d'exécution avec confiscation de tous ses biens personnels ». Au-dessous, il y avait écrit au crayon : « la peine a été exécutée ce jour-là à Moscou »⁶⁶⁶. Malgré les récits de « témoins oculaires » selon lesquels il a survécu pendant encore des années, soit à l'étranger, soit sous un faux nom au Goulag (voir l'Épilogue plus loin), des documents attestent du fait que peu de temps après son exécution en 1937, le corps d'Alexander Chliapnikov a été incinéré et enterré au cimetière Donskoï dans une fosse commune⁶⁶⁷.

Conclusion

Brièvement exilé en 1934, Chliapnikov a révélé dans son journal ses pensées pessimistes relatives à la répression stalinienne et aux mauvais traitements infligés aux ouvriers, mais il n'a pas perdu espoir aussi bien dans la victoire du socialisme que dans l'amélioration de leur situation. Lors de ses interrogatoires de 1935-36, il n'a pas interprété son réseau de relations comme étant une conspiration, et il n'a pas admis s'être livré à du terrorisme

⁶⁶⁵ TsA FSB, R27744, d. 3257, I. 98, 11 avril 1937, signé par Braslina, lieutenant de la Sécurité d'État; Serbinov, capitaine de la Sécurité d'État; Kourski, chef de la quatrième section du GUGH; et Rozovski, assistant principal du procureur de l'URSS; Medvedev 1973, p. 161.

⁶⁶⁶ TsA FSB, R27744, d. 3257, I. 102-4, signé par Ulrikh (président), Dmitriev et Kandybine. Kozlov était le secrétaire.

⁶⁶⁷ Milchakov 1991, p. 4. Les parents ne savent pas avec certitude si ses cendres ont été mises dans la fosse commune n° 1 ou n° 2.

ou d'avoir jamais été un co-conspirateur avec Zinoviev, Kamenev ou d'autres. En 1935, il a subi passagèrement des pressions pour dénoncer certaines déclarations faites par son plus proche camarade Medvedev. Une crise de santé, provoquée par les conditions carcérales, l'ont fait également vaciller à la fin de 1935 quand il a proposé d'effectuer une renonciation publique de son passé, mais pas en bloc. Pourtant, en 1936, il est resté ferme. Il n'y a pas eu de "procès-spectacle" de l'Opposition ouvrière, soit parce qu'elle ne correspondait pas au récit de l'oppositionnisme que Staline désirait créer, soit parce que Chliapnikov et ses plus proches camarades n'ont pas succombé à la pression pour se rabaisser ou pour calomnier d'autres au service du "Parti". Pour eux, le Parti n'était pas Staline et sa bande, mais une institution politique révolutionnaire organisée par les travailleurs dans le but d'obtenir une vie meilleure pour les opprimés. C'est cette ferme conviction qui les a aidés à résister à la rhétorique de Staline ainsi qu'à son récit du passé du Parti, et à imaginer une alternative à sa vision du socialisme.

ÉPILOGUE :

représailles sur sa famille et réhabilitation

La femme et les enfants de Chliapnikov ont été autorisés à rester à Moscou après son arrestation et ils ont reçu une certaine assistance par l'intermédiaire de la secrétaire de Iejov, Sima Rijova, qui était une vieille amie d'Ekaterina. Ekaterina a écrit une lettre à Iejov dans laquelle elle plaidait pour rester à Moscou afin que Iouri y bénéficie d'un traitement médical, car elle prétendait qu'il était « nerveux ». Iouri, qui ne se rappelait pas plus tard qu'il avait été particulièrement nerveux, pensait qu'il s'agissait d'un subterfuge, suggéré par Rijova, afin d'exploiter les sympathies de Iejov. Ekaterina et les enfants semblent avoir rendu visite à Chliapnikov en prison à un certain moment, peut-être à la suite d'un arrangement avec Braslina. L'on avait dit aux enfants qu'il était malade et à l'hôpital. Avant 1936, la famille de Chliapnikov a continué à avoir des relations sociales normales, mais, en 1936, elles étaient évitées. La vie devenait difficile étant donné que la machine à écrire d'Ekaterina avait été confisquée et que le travail de dactylo avait été sa source principale de revenu. D'après les enfants, Rijova a conseillé à Ekaterina de quitter Moscou avec les enfants immédiatement après l'exécution de Chliapnikov afin d'éviter une arrestation, mais elle s'est affolée et ne s'est pas préparée à temps¹.

Ekaterina a été arrêtée quelques jours après l'exécution de son mari. Iouri s'est souvenu des agents de la police secrète fouillant dans les biens de la famille et exultant quand ils trouvaient des objets de valeur [*zolytye rybki*]². Tandis que leur mère était condamnée à huit années de prison, les enfants ont d'abord été amenés à un centre de détention situé dans l'ancien monastère Danilovski à Moscou, puis à Gorki (anciennement Nijni-Novgorod), où ils ont été expédiés dans des orphelinats différents. Irina s'est souvenue qu'elle et Iouri ont passé plusieurs jours au monastère à attendre que leur petit frère, Alexander, arrive. Bien que le personnel ait passé des films pour distraire les enfants, elle se rappelait qu'elle et ses frères se contentaient de se tenir près de la fenêtre et qu'ils réclamaient en pleurant leur mère et la personne qui s'occupait d'eux. Le directeur de l'orphelinat d'Irina (Dmitriev) à Koubelaki a noté qu'elle était repliée sur elle-même dans un premier temps quand elle est arrivée. Quand il lui en a demandé la raison, elle a expliqué qu'elle n'aimait pas « le collectif », parce qu'elle était habituée à ne jouer qu'avec son plus jeune frère. Elle a insisté sur le fait que ses parents étaient en voyage à Astrakhan et qu'ils la récupèreraient bientôt³. Son directeur d'orphelinat a réuni Alexander avec elle et il a facilité la correspondance écrite des enfants avec Iouri qui a pu leur rendre visite durant la Seconde Guerre mondiale. Peu de temps après la guerre, ils ont été réunis avec leur mère à Gorki, bien qu'ils

¹ Chliapnikova 2000; Iouri Chliapnikov 2004; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 5, I. 232, 14 mars 1935, lettre de E. Chliapnikova à Iejov. Selon Petrov 2012, il n'aurait pas été étonnant que la famille ait été autorisée à rendre visite à Chliapnikov en 1935; cela aurait été plus inhabituel en 1937.

² Iouri Chliapnikov 2004.

³ Irina Chliapnikova 2012; Gusev 2006, p. 129.

n'aient pas été autorisés à vivre ensemble. Les trois enfants et leur mère ont été arrêtés en 1948-51 lorsqu'une nouvelle vague de terreur a éclaté. Les études universitaires d'Irina et de Iouri ont été interrompues, tandis qu'Alexander a été arraché à son travail sur un chantier de construction de Moscou. Iouri a travaillé un certain temps dans la région de la Komi et Alexander dans celle de la Kolyma, mais un procureur sympathique a changé la peine de prison en camp d'Irina en celle de résidence forcée à Krasnoïarsk. Les deux frères ont eu relativement de la chance d'être affectés à un travail d'ingénierie, ce qui a préservé leur vie et leur santé⁴.

Staline est mort en 1953, après quoi ses successeurs ont commencé lentement à libérer des prisonniers du Goulag. Cela s'est transformé en torrent après que Khrouchtchev a dénoncé les crimes de Staline dans son « Discours secret » lors du XX^e Congrès du Parti en 1956. Après qu'Ekaterina et les enfants ont été libérés et sont revenus à Gorki au milieu des années 1950, ils ont déposé la première des nombreuses pétitions destinées à innocenter Chliapnikov des accusations criminelles et politiques qu'il avait subies. Ils ont été autorisés à revenir à Moscou à la fin des années 1950 au moment où Iouri a obtenu un poste de professeur de chimie à l'Université d'État de Moscou. L'affaire criminelle contre Chliapnikov a été annulée en 1963 en raison du manque de preuves. Sergievski s'est rétracté concernant son témoignage en 1956-57 et les autorités ont considéré que le témoignage de Safarov était « peu digne de confiance ». La décision de 1977 qui annulait l'affaire de Medvedev pour manque de preuves mettait l'accent sur le fait suivant : « Aucun de ceux qui ont été jugés dans l'affaire de l'Opposition ouvrière n'ont avoué être coupables ». D'autres témoignages indiquent que quelques figures mineures ont pu avouer⁵. Chliapnikov n'a été rétabli dans sa qualité de membre du Parti qu'en 1988, et c'est là le résultat du travail de la commission d'Alexander Iakovlev dont le but était la réhabilitation des victimes de Staline. Irina Chliapnikova, chimiste et historienne amatrice, a largement contribué à la réhabilitation de son père au tribunal de l'opinion publique en écrivant et en parlant de sa vie. Elle et son jeune frère vivent à Moscou. Auteur d'un manuel traduit en anglais et utilisé dans les classes universitaires de chimie, Iouri a commencé à voyager à l'étranger pour des conférences scientifiques dans les années 1970 et, dans la première décennie du XXI^e siècle, il est devenu citoyen des États-Unis. Résidant dans le New Jersey avec sa fille Marina, il est resté en contact avec ses parents à Moscou⁶.

Malgré la réhabilitation de leur père eu égard aux accusations criminelles et son rétablissement dans la qualité de membre du Parti, des incertitudes relatives à son sort troublent toujours ses enfants, parce que des survivants de la période stalinienne ont insisté sur le fait qu'ils ont rencontré Chliapnikov après son exécution documentée en 1937. Une version de ce genre figure dans les mémoires de Leopold Trepper concernant la période où il était un espion

⁴ Iouri Chliapnikov 2006–7, interviews.

⁵ Chliapnikova et Iouri Chliapnikov conversations et interviews; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9104, vol. 4 (E.S. Chliapnikova); TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 113–18; TsA FSB, R27744, d. 3257, II. 127–9. Iakovlev 1991 affirme que certains de ceux qui ont été inculpés dans l'affaire de l'Opposition ouvrière de Moscou ont bien avoué être coupables. Un plein accès aux archives du FSB est nécessaire pour évaluer le témoignage de ceux qui ont été poursuivis dans les affaires de l'Opposition ouvrière de Moscou et d'autres villes.

⁶ RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 4, I. 43, autobiographie d'Ekaterina Chliapnikova 1956; RGASPI, f. 589, op. 3, d. 9103, vol. 6, I. 296, autobiographie non datée d'Ekaterina Chliapnikova; conversations avec Iouri et Irina.

pendant la Seconde Guerre mondiale. Trepper raconte qu'il a rencontré Chliapnikov dans un avion au-dessus de l'Afrique du Nord parmi un groupe de Russes qui étaient rapatriés de France en Union soviétique. Se souvenant de l'épisode dans les moindres détails, affirmant même que lui et "Chliapnikov" avaient pris par erreur les valises de l'autre à l'aéroport à Moscou, il relate néanmoins des "faits" qui n'auraient pas pu s'appliquer à Chliapnikov, comme le fait que Lénine aurait organisé sa réinstallation en France immédiatement après la défaite de l'Opposition ouvrière et qu'il y aurait travaillé comme charpentier tout au long des années 1920 et 1930, jusqu'en 1945. Dans l'histoire de Trepper, Chliapnikov est vieux bolchevik « naïf », désireux de retourner en URSS pour aider à son redressement et de continuer à travailler pour la victoire du communisme, ignorant certaines exécutions imminentes⁷. Un autre récit est apparu à la fin des années 1990 quand des articles de journal portant sur d'anciens oppositionnels ont incité une survivante du Goulag à écrire aux enfants de Chliapnikov : elle soutenait qu'elle l'avait vu dans un camp de prisonniers après la guerre et que Staline l'avait rappelé à Moscou, après quoi, à son retour au camp, il a été battu à mort par des criminels de droit commun. Encore un autre récit le décrit comme ayant été en mission secrète en Afrique du Nord au cours de la guerre. Étant donné qu'Irina a trouvé une divergence mathématique entre le registre des exécutions et celui des enterrements au cimetière de Donskoï le 2 septembre 1937, la famille ne peut pas écarter ces rumeurs qui polluent leur mémoire et les laissent dans l'incertitude quant à l'endroit où ils doivent pleurer et pour combien de temps et quant aux circonstances du décès. J'accepte la version présentée dans les documents d'archives, mais j'incline à penser que les récits alternatifs ont un sens pour ceux qui les racontent, car ils véhiculent l'importance d'Alexander Chliapnikov comme « modèle prolétarien » et comme porteur symbolique des espoirs les plus idéalistes des révolutionnaires.

⁷ Trepper 1977, p. 329–31, 336. Si l'histoire de Trepper n'est pas complètement inventée, il est possible qu'il ait rencontré Gavril Miasnikov et qu'il l'ait confondu avec Chliapnikov dans ses mémoires.

CONCLUSION

En tant qu'ouvrier dans la direction bolchevique, avec l'expérience d'avoir pris part à l'activité des partis socialistes et des syndicats d'Europe occidentale, Chliapnikov a mis en avant de manière significative la participation de gens d'en bas dans le gouvernement et dans la gestion économique. Ses propositions avaient un potentiel démocratique, même si elles étaient trop étroitement classistes. Il tolérait des différences politiques parmi les ouvriers et il manifestait de la compassion à l'égard des souffrances ouvrières, Mais il a été trop facilement convaincu, quand il était jeune homme, que les droits des travailleurs ne pouvaient être garantis que par la répression politique des classes possédantes. Parmi les ouvriers, il a été un leader naturel. Beaucoup l'aimaient et l'admiraient en tant que camarade qui s'était engagé pour améliorer leur vie au niveau local et à plus grande échelle, qui était monté haut dans les rangs du Parti et des syndicats et qui avait fait ses preuves sur le plan professionnel en développant ses aptitudes d'ouvrier métallurgiste dans les postes industriels les plus exigeants non seulement en Russie, mais aussi dans les usines les plus modernes d'Europe occidentale. Il a cherché à promouvoir des prolétaires talentueux à des positions dans le Parti, les syndicats, l'administration économique et le gouvernement. En outre, il possédait suffisamment de confiance en lui, qu'il renforçait par un sens ironique de l'humour, pour parler et agir de manière autonome dans les cercles de l'intelligentsia du Parti. Son charme, son éthique du travail et son intelligence, lui ont gagné l'amitié et le respect de nombreux socialistes européens – non seulement les radicaux, mais aussi les modérés. Il est devenu un officiel de haut rang du Parti, un leader syndical et un administrateur économique, accumulant ainsi des couches d'identité tout au long de sa vie, et pourtant la perspective qu'il a acquise très tôt en tant qu'ouvrier industriel ne l'a jamais quitté complètement.

Le caractère et les principes de Chliapnikov ont commencé à se former au cours d'une jeunesse marquée par la pauvreté ; c'est sa mère qui l'a élevé, étant donné que son père était mort jeune, et la culture de la Vielle croyance a modelé les premières impressions qu'il a eues de l'Église orthodoxe russe et des autorités tsaristes : pour lui, ces dernières étaient capricieuses et oppressives. Jeune homme, Chliapnikov était un étudiant enthousiaste et talentueux qui a continué à étudier après que sa scolarité officielle s'est achevée. Ses intérêts incluaient aussi bien les humanités que les sujets techniques. N'ayant pas eu la possibilité de mener des études supérieures, il considérait le travail qualifié d'usine comme un objectif de carrière valable et ses "références" prolétariennes étaient irréprochables. Il a commencé à travailler dans une usine métallurgique à l'âge de 13 ans, et il est rapidement devenu un ajusteur, un tourneur et un dessinateur, qualifié ; il a pratiqué son métier pendant 17 ans dans des usines métallurgiques de Russie et de l'Europe de l'Ouest. L'expérience de Chliapnikov en tant qu'ouvrier d'usine a façonné à la fois sa compréhension du bolchevisme et sa vision du rôle des ouvriers dans l'État socialiste.

Ayant abandonné les croyances religieuses de son enfance du fait de lectures plus larges et ayant rejoint l'orbite d'ouvriers plus âgés qui étaient athées, il s'est bientôt retrouvé sous l'influence de la philosophie politique social-démocrate. La croyance en la victoire de la classe ouvrière sur l'oppression capitaliste a remplacé pour lui la foi en Dieu et en la rédemption dans la vie après la mort. En prison et dans l'émigration, il a lu attentivement les œuvres de Marx et d'Engels, cherchant les bases solides de la philosophie à laquelle il avait consacré sa vie, avec l'objectif de la mettre en pratique. Bien que n'étant pas un théoricien, Chliapnikov a cherché à comprendre le marxisme et à l'appliquer pratiquement. Pour lui, davantage que les mots, les actes montraient qui une personne était et ce à quoi elle croyait, et ils conduisaient à la création d'un monde meilleur. Organisateur infatigable pour le Parti bolchevik et les syndicats dont il était membre, il a également écrit des histoires autobiographiques précieuses et respectées sur le mouvement révolutionnaire russe et sur la révolution de 1917, même si ses mémoires publiés avaient une orientation pratique. Ils transmettaient aux ouvriers un appel indirect à l'action – pour que les travailleurs s'émancipent eux-mêmes.

Les tournants dans la vie de Chliapnikov ont coïncidé avec les événements cruciaux de l'histoire russe et soviétique du XX^e siècle. À partir de la révolution de 1905, lorsqu'il menait des manifestations contre le gouvernement tsariste dans sa ville natale de Murom et qu'il a été emprisonné pour ses initiatives, Chliapnikov a commencé à se transformer en un révolutionnaire convaincu, audacieux et expérimenté. Contraint de fuir la Russie au cours de l'année réactionnaire 1908 pour éviter d'être arrêté, il a repris une vie d'ouvrier d'usine et d'activités politiques (légalles et illégales) en Europe occidentale, d'où il n'est revenu en Russie de façon permanente qu'à la fin de 1916. Son travail dans les usines d'Europe occidentale et son engagement dans les syndicats de là-bas lui ont fait connaître des formes plus développées d'organisation ouvrière que celles qu'il avait vues en Russie, où les syndicats subissaient de sévères restrictions et étaient absolument interdits pendant de longues périodes. Fréquentant les cercles de l'intelligentsia de parti russe, il est devenu proche de Lénine et il a eu une relation intime avec une femme noble et féministe socialiste, Alexandra Kollontaï. L'idéalisme et l'admiration de la classe ouvrière de Kollontaï ont résonné chez Chliapnikov ; elle l'a encouragé à développer ses aptitudes en tant qu'intellectuel-ouvrier et qu'homme politique. Sous la tutelle de Kollontaï, de Lénine et de Kroupskaïa, il a écrit des articles sur la vie et l'organisation de la classe ouvrière.

Ayant travaillé dans des usines françaises, allemandes et anglaises, et ayant fait partie de syndicats français et anglais, Chliapnikov croyait fermement que les ouvriers russes pouvaient apprendre beaucoup de leurs homologues ouest-européens. Ses enquêtes sur les taux de salaire, les pratiques de production, les Bourses du travail et autres problèmes, ont accru sa compréhension du rôle pratique des syndicats dans la vie des ouvriers. Il considérait cependant que l'objectif des syndicats n'était pas seulement de pourvoir aux besoins des ouvriers dans les périodes de maladie ou de chômage, mais aussi de promouvoir la cause de la « révolution ouvrière ». Il préférait les syndicats d'un nouveau style, ceux qui unifiaient les ouvriers de toute une industrie, aux syndicats qui réunissaient des ouvriers de métiers

particuliers au sein des industries. Grâce aux syndicats, il croyait que les ouvriers maîtriseraient la production, gèreraient l'économie et coopèreraient dans la création d'une nouvelle société plus juste, bien qu'il n'ait commencé à étoffer les détails de sa vision qu'à la fin de 1917.

Malgré son estime pour les syndicats, Chliapnikov était également attaché au Parti politique bolchevik en tant qu'intermédiaire dans la lutte révolutionnaire. Les bolcheviks l'ont attiré parce qu'ils dirigeaient les premières organisations socialistes avec lesquelles il a noué des liens et parce qu'il les percevait comme plus attachés à l'action révolutionnaire et plus efficaces que les autres groupes socialistes dans l'organisation du travail clandestin. D'après son expérience, l'organisation clandestine du parti s'était révélée être la plus efficace dans la poursuite des objectifs révolutionnaires quand les options légales (telles que celles par le biais de syndicats) n'étaient pas disponibles. Les autres socialistes le voyaient comme un pilier du Parti bolchevik, avec une certaine raison. La férocité avec laquelle Chliapnikov avait défendu sa religion de vieux-croyant quand il était jeune s'est reportée sur sa dévotion aux bolcheviks. Néanmoins, il collaborait souvent avec d'autres socialistes dans le travail pratique, ainsi que le faisaient d'autres révolutionnaires de gauche radicaux avant et durant la révolution d'Octobre.

Chliapnikov était politiquement plus proche de Lénine que de tout autre intellectuel bolchevik de premier plan. Pourtant, il n'est pas entièrement correct de le considérer comme un « léniniste loyal » car il voyait le parti comme une organisation d'ouvriers plutôt que comme un cadeau fait aux ouvriers par l'*intelligentsia*. En fait, les termes de "léninisme" et de "léniniste" n'ont commencé à être utilisés que dans les années 1920. Il ne se considérait pas lui-même comme un subordonné de Lénine dans les questions concernant le Parti, mais comme étant redevable aux bolcheviks-ouvriers de Russie. Il rappelait constamment à Lénine que c'étaient les ouvriers conscients qui représentaient la force motrice de la révolution et que le travail organisationnel devait avoir la priorité sur la politique partisane interne au Parti. Lénine a souvent semblé être d'accord avec Chliapnikov sur la nécessité de s'appuyer sur les ouvriers « conscients » pour bâtir l'organisation du Parti, et c'est pourquoi Chliapnikov à son tour venait habituellement soutenir la position de Lénine dans les controverses théoriques. La préoccupation de Chliapnikov pour l'action révolutionnaire, son respect pour l'érudition de Lénine et son appréciation du niveau élevé d'activité de Lénine dans des domaines d'utilisation pratique de la révolution, l'ont souvent conduit à ignorer les différences entre Lénine et lui-même, de même que les implications de ces différences (et de la personnalité dominante de Lénine) pour l'émancipation des ouvriers.

Les points de vue de Chliapnikov à propos du rôle des ouvriers par rapport à l'*intelligentsia* dans le Parti sont nés de sa considération pour les idées en tant qu'instruments d'organisation pour créer un monde plus juste. Il craignait que l'influence de l'*intelligentsia* ne dilue celle des ouvriers dans le Parti et ne sape son utilité dans l'émancipation des travailleurs, mais il respectait ceux qui étaient vraiment érudits en philosophie marxiste. Bien après la révolution, il a considéré les différences théoriques comme secondaires en comparaison de la grande masse du travail pratique inaccompli. Quand les bolcheviks ont été confrontés au défi de conserver le

pouvoir après qu'ils se sont emparés du contrôle de l'État, les différences dans la mise en avant des questions se sont transformées en forts désaccords sur les politiques à mener.

L'exil, l'emprisonnement ou la conscription, de nombreux révolutionnaires durant la Première Guerre mondiale ont permis à Chliapnikov, en tant qu'homme capable de se déplacer brusquement entre différents pays européens, et à y exercer une fonction, à monter rapidement dans la direction du Parti bolchevik. Lorsque la révolution a éclaté en Russie en février 1917, Chliapnikov était l'un des plus importants dirigeants du Parti bolchevik sur la scène de Petrograd. En tant que membre du Bureau russe du CC du Parti bolchevik et du Comité exécutif du soviet des députés des ouvriers et des soldats, il s'est opposé au Gouvernement provisoire, prôné un gouvernement de coalition des partis socialistes révolutionnaires et lancé un appel à la fin de la guerre. Ses décisions coïncidaient avec ses points de vue sur le cours que la révolution devait prendre et sur le rôle des organisations ouvrières. En l'espace de quelques semaines, des bolcheviks plus modérés (en particulier Kamenev et Staline), qui étaient revenus d'exil, l'ont éloigné du centre de la lutte politique ; ils ont minimisé les appels en faveur de la fin de la guerre et ils ne se sont pas opposés de manière active au Gouvernement provisoire. Il n'a pas pu obtenir une victoire politique, mais il n'a pas manqué de rappeler les positions de Kamenev et de Staline dans ses mémoires publiés dans les années 1920.

Écarté de la direction du Parti, Chliapnikov a transféré son attention, au milieu de l'année 1917, vers le travail dans les syndicats, en particulier le Syndicat des métallos, où il était dans son milieu. Dirigeant d'abord le Syndicat des métallos de Petrograd, et ensuite le Syndicat panrusse des métallos, il est devenu encore plus convaincu du potentiel des syndicats pour la réalisation de son rêve de d'émancipation ouvrière. Pour lui, la lutte économique pour établir des taux de salaire et pour unifier les ouvriers dans des syndicats industriels était aussi vitale que celle pour remporter la victoire politique. Ses ambitions n'étaient cependant pas limitées à des objectifs économiques. Comme les dirigeants conservateurs de l'industrie mettaient des obstacles aux négociations salariales, il est devenu plus persuadé dans sa croyance que seule une autre révolution pouvait accomplir un changement réel qui donnerait aux syndicats un rôle dans la gestion de l'économie et dans la régulation de la production. Un résultat notable de son travail dans les syndicats en 1917, quand il travaillait avec des ouvriers métallurgistes aussi bien non-bolcheviks que bolcheviks pour réaliser ce changement, a été d'augmenter son appréciation des contributions des ouvriers non-bolcheviks (si ce n'est des non-bolcheviks des autres classes sociales) pour améliorer la vie des ouvriers.

Devenu commissaire au Travail après que les bolcheviks se sont emparés du Pouvoir en octobre 1917, Chliapnikov s'appuyait sur les syndicats pour fournir du personnel aux organes du gouvernement, pour contribuer à l'élaboration des politiques gouvernementales et pour aider à les mettre en œuvre. Il a entrepris des tâches importantes et difficiles telles que l'extension des accords sur les taux de salaire (barème) à l'industrie à l'échelle nationale, la réalisation d'un programme de nationalisation de l'industrie et l'élaboration d'un plan de contrôle ouvrier dans lequel il a privilégié les syndicats plutôt

que les comités d'usine comme organes préférables pour organiser les ouvriers. Ses projets ont rencontré un succès limité. Le barème a été publié sous forme de décret, mais l'inflation a rendu ses taux inutiles. Concernant le projet de contrôle ouvrier, les ambitions de Chliapnikov en faveur des syndicats se sont heurtées à Lénine qui misait politiquement sur les comités d'usine, lesquels étaient bien plus bolcheviks que les syndicats à la fin de 1917 et au début de 1918. La nationalisation des entreprises était compromise à un moment de crise économique. Se rendant compte que la crise menaçait la survie de la classe ouvrière (de plus en plus d'ouvriers quittaient l'industrie), il a réclamé d'énormes subsides de la part de l'État afin d'assurer le coût de la vie des ouvriers, mais sa demande a été refusée.

De plus en plus déçu par le manque de soutien du gouvernement soviétique à ses propositions destinées à aider les ouvriers, Chliapnikov a été heureux de recevoir des affectations (pour rassembler des produits et pour superviser des campagnes militaires au cours de la Guerre civile russe) qui l'ont éloigné de Moscou (la nouvelle capitale) et qui lui ont fourni la possibilité d'obtenir des résultats plus immédiats et plus visibles en faveur de la révolution ouvrière. En tant que chef de l'expédition destinée à rassembler du blé et d'autres denrées alimentaires dans le Caucase du Nord, et ultérieurement en tant que président du front mer Caspienne-Caucase, il a recruté du personnel provenant des syndicats et il a pris des mesures importantes pour conserver de bonnes relations avec les ouvriers industriels locaux. Mais sa mission militaire a été gâchée par l'effondrement, en raison de la maladie et de la famine, de l'une des armées opérant sur son front. Il a été également impliqué dans des intrigues politiques qu'il estimait préjudiciables à la campagne militaire. Finalement, sa mauvaise santé l'a obligé à quitter le front et à rentrer à Moscou.

Lorsque Chliapnikov est revenu du front en 1919 et qu'il a rejoint le Syndicat des métallos, il est soudain devenu conscient que l'attitude des dirigeants du Parti et des soviets à l'égard des ouvriers avait subi des changements inquiétants. Il craignait que le Parti et l'État ne s'appuient trop grandement sur des spécialistes "bourgeois", tels que les ingénieurs et autres experts, dans la gestion de l'industrie et de l'État, et il a été horrifié par la tendance de plus en plus fréquente, à son avis, dans les cercles gouvernementaux à parler de mesures coercitives à l'égard des ouvriers pour accroître la production, et à les appliquer. En outre, il était témoin de la détérioration de la classe ouvrière – ses membres dirigeants avaient été détournés vers du travail crucial dans l'armée, le Parti et l'État, et beaucoup d'autres ouvriers avaient été obligés de quitter l'industrie par la crise économique et à chercher refuge à la campagne.

La réponse de Chliapnikov a été activiste – il s'est exprimé, et il a publié des articles qui critiquaient la situation existante ; il a réclamé une campagne concertée destinée à accroître l'influence des ouvriers organisés (en syndicats) sur la politique du Parti et de l'État. Il a demandé le remplacement par les syndicats des organes économiques de l'État comme gestionnaires de l'économie, le renforcement de la représentation des ouvriers dans les organismes supérieurs du Parti et la remise en vigueur de l'engagement du Parti en faveur de l'émancipation des ouvriers. Le résultat du VIII^e Congrès du Parti, dans lequel le programme économique du Parti communiste a été

adopté, l'a encouragé dans sa campagne. Le programme contenait une clause qui soulignait l'importance du rôle des syndicats dans la gestion de la production, dans le combat contre la bureaucratie dans les organes économiques de l'État, et dans l'accroissement de la participation ouvrière dans la gestion de l'industrie. C'est cette clause-là qui est devenue l'élément central de ses thèses sur le rôle des syndicats.

Bien que les syndicalistes se soient largement rangés derrière les points de vue plus modérés de Tomski, avec un contingent inconditionnel qui suivait Trotski, Chliapnikov a trouvé du soutien chez ses collègues métallos et chez certains autres dirigeants syndicaux déterminés. Ensemble, ils ont constitué l'Opposition ouvrière. En tant que leader de l'Opposition ouvrière (1919-21), il a présenté un programme destiné à réaliser son idéal d'un État dirigé par les ouvriers, qui prônait le contrôle des syndicats sur l'économie et le contrôle des soviets sur la politique, et qui mettait l'accent sur l'initiative ouvrière. L'Opposition ouvrière a gagné en force et ses propositions ont reçu de l'impulsion au cours de l'hiver 1919-20, en particulier après que l'appel de Trotski en faveur de la « militarisation du travail » a scandalisé beaucoup de syndicalistes modérés. À l'automne de 1920, le rôle des syndicats est devenu une question vivement débattue, mais la démocratie interne du Parti en était une autre que Chliapnikov considérait comme étant liée aux questions concernant les syndicats. Particulièrement soucieux de mettre fin au système de nominations par lequel l'Orgburo du Parti et les comités du Parti désignaient les dirigeants ouvriers, Chliapnikov a appelé à l'élection des dirigeants par des assemblées d'ouvriers, avec la confirmation d'en haut. De plus, il a commencé à attaquer plus explicitement la direction du Parti, réclamant une « prolétarisation » totale du Parti lors du prochain congrès.

Le débat sur les syndicats a été ouvert à tous les membres du Parti à la fin décembre 1920, avec des défenseurs de différents points de vue qui diffusaient leurs positions dans la presse et dans les assemblées de communistes à tous les niveaux. Les partisans de Chliapnikov, de Trotski et de Lénine, se disputaient les délégués au X^e Congrès du Parti. Face à la résistance des dirigeants du Parti et des soviets, des membres non-prolétariens du Parti et de nombreux syndicalistes qui ne partageaient pas ses points de vue, l'Opposition ouvrière a été battue lors du X^e Congrès du Parti en mars 1921. En outre, alarmés par le soulèvement de Cronstadt et par les avertissements destinés à faire peur de Lénine et de Boukharine concernant la menace idéologique présentée par l'Opposition ouvrière, les délégués du Congrès ont voté pour l'interdire ainsi que tout futur groupe d'opposition dans le Parti.

Étant donné que Chliapnikov et d'autres figures de l'Opposition ouvrière ont été élus par le Congrès pour occuper des postes importants, y compris en qualité de membres du CC, il a imaginé qu'il aurait la possibilité de mettre en œuvre des parties du programme de l'Opposition ouvrière, dont l'une était d'augmenter la composition prolétarienne du Parti et d'améliorer les conditions de vie des ouvriers. Il était aussi optimiste quant au fait que lui et ses camarades pourraient arracher le contrôle du mouvement syndical aux partisans de Tomski et de Trotski. Mais le Politburo a déjoué ses plans en l'évinçant même, lui et ses partisans, de leur base dans le Syndicat des métallos. Néanmoins, il a lutté avec détermination pour reprendre le contrôle

du Syndicat des métallos, pour mettre fin aux représailles contre ses partisans et pour convaincre les membres du CC et du Politburo de ne pas autoriser le VSNKh à façonner la NEP.

Un procès intenté contre Chliapnikov en août 1921 pour avoir enfreint la discipline du Parti n'a pas réussi à le dissuader de continuer sa campagne, en partie parce qu'il n'a pas abouti à sa condamnation. En 1921-22, lui et ses partisans ont décidé d'utiliser tous les moyens d'appel réguliers possibles au sein du Parti et du mouvement communiste international. Bien que leurs efforts aient été voués à l'échec, étant donné le contrôle que le Politburo et les autres organes du CC exerçaient sur le Komintern, les médias et la nomination des cadres du Parti, ces efforts mettaient en évidence le profond contraste entre les paroles des dirigeants du Parti et leurs actions. Chliapnikov et ses camarades ont contraint des individus à décider s'ils soutiendraient ou résisteraient à la répression de la contestation.

En 1923-26, Chliapnikov et ses camarades se sont aperçus que la politique des dirigeants soviétiques était de plus en plus favorable à la paysannerie et ils s'inquiétaient des implications que cela avait pour le développement de l'industrie et de la classe ouvrière en Russie. Ils ont vu que cette politique avait un écho dans les affaires internationales étant donné que Boukharine et quelques autres dirigeants du Parti regardaient en direction des pays d'Asie moins développés pour répandre la révolution. Chliapnikov et Medvedev s'inquiétaient du fait que les dirigeants du Parti étaient sur une voie qui éloignait les travailleurs les plus avancés des politiques communistes en Russie européenne. Ils partageaient leurs points de vue avec des partisans, mais ils ne parlaient en public que durant les périodes de débat officiel dans le Parti. Reconnaissant que la lutte factionnelle ne ferait que les pousser dans une impasse, ils la désapprouvaient sincèrement, mais ils demeuraient de solides défenseurs de la libre discussion à l'intérieur du Parti. Exhortant leurs partisans de rester dans le Parti, ils ne se sont pas alliés avec le Groupe ouvrier de Miasnikov. De même, ils n'ont pas rejoint l'Opposition unie. Les partisans de Staline dans le Parti et dans la police secrète n'ont pas cessé de changer les termes de la lutte politique et la définition de la discipline du Parti, de sorte que, en 1926, Chliapnikov et Medvedev ont été trouvés coupables de factionnalisme sur la base d'une lettre privée à un camarade de Bakou.

Chliapnikov a bien servi l'Union soviétique en tant que président de Metalloimport en 1926-29 en négociant de meilleure façon les importations de métaux. Pourtant, Staline avait besoin de ses propres gens dans le contrôle de l'industrie quand le Plan quinquennal donnait l'envoi d'une industrialisation intensive. Chliapnikov et ses camarades, malgré leur renonciation à la lutte factionnelle, n'étaient pas des partisans loyaux de Staline. Le moyen le plus pratique pour s'en débarrasser était de monter une affaire politique ou même criminelle contre eux. L'affaire d'Omsk était une affaire peu solide, mais elle a suffi pour exclure Chliapnikov et Medvedev du travail économique lorsque le Premier Plan quinquennal a démarré. Signe des temps, cela reflétait aussi une bien plus grande provocation de la police secrète et une manipulation des textes par la CCC afin d'élargir les allégations contre Chliapnikov et Medvedev, qui ont contesté ces allégations comme ils l'avaient fait dans l'affaire de Bakou. Le contexte différait étant donné qu'il n'y

avait pas de débat ouvert à l'intérieur du Parti en 1929-30. Les boukharinistes et l'Opposition de droite ont été vaincus au cours de l'année 1929. Les trotskistes et les zinoviévistes ont été incriminés, exilés et emprisonnés. Trotski a été expulsé de l'URSS en 1929.

Résolu à avoir son mot à dire sur la révolution et à gagner sa vie, Chliapnikov a fini en 1931 le dernier volume de ses mémoires portant sur 1917, après quoi il a repris le travail au Rosmetizprom. Il a de nouveau contribué à la cause de l'industrialisation, mais il souffrait de tensions nerveuses croissantes dues aussi bien aux contradictions inhérentes à la mise en œuvre du plan qu'aux attaques dirigées contre ses écrits publiés. Staline ne pouvait tolérer aucune esquive à son programme de remodelage de l'histoire destiné à servir ses propres buts politiques, aussi a-t-il organisé de sévères condamnations et interdictions des livres de Chliapnikov et de ceux de nombreux autres historiens du Parti. Après avoir exclu Chliapnikov et ses semblables de l'histoire du Parti, Staline l'a exclu, lui et nombre de ses camarades, du Parti en 1933. Lors des séances de purge, Chliapnikov a refusé de déformer son propre passé pour que cela serve les visées de Staline. Il a insisté sur le fait que toutes les erreurs qu'il avait faites ont été commises uniquement en raison de son fort désir d'aider les ouvriers. Mais son bolchevisme devait être exclu de l'histoire du Parti étant donné que les travailleurs devaient servir les intérêts de l'État.

Staline a essayé de monter de toutes les manières possibles la nouvelle classe industrielle (des paysans transformés en ouvriers) contre l'ancienne génération des révolutionnaires ouvriers, empêchant ainsi le maintien des traditions de travail révolutionnaires russes et façonnant le socialisme soviétique à son image. Avec l'expulsion du dirigeant droitier Tomski et de ses partisans du mouvement syndical en 1929, les syndicats ne défendaient plus les ouvriers, mais ils en sont arrivés plutôt à servir pleinement les objectifs de production de l'État¹. De plus, Staline et ses partisans ont démantelé les syndicats de production que Chliapnikov et d'autres avaient travaillé si durement à construire, découpant le Syndicat des métallos au début des années 1930 en de nombreux syndicats spécialisés. Les ouvriers se sont soulevés contre les aspects les plus durs de l'industrialisation stalinienne, mais, sans direction adéquate, ils ne pouvaient pas vaincre le pouvoir d'État².

En 1934, certains anciens oppositionnels se sont repentis et ont glorifié Staline, tandis que d'autres étaient dans des camps de prisonniers ou à l'étranger. Chliapnikov, qui était toujours respecté et apprécié par beaucoup dans la direction, mais qui était de plus en plus gênant à Moscou, a été manipulé et envoyé dans une étrange sorte d'exil dans le Grand Nord durant une courte période. À son retour à Moscou, il a lancé un appel pour du travail, pour le droit de publier et pour un traitement médical à l'étranger, mais ses appels n'étaient pas dans les termes serviles, flagorneurs, requis par Staline. Comme beaucoup d'autres oppositionnels, il a été arrêté après le meurtre de Kirov. Pendant son interrogatoire, il a mené une lutte résolue, comme il l'avait toujours fait, contre des accusations illogiques qui n'étaient pas fondées sur des preuves documentées. Désireux de faire tout ce qu'il pouvait pour aider le

¹ Goldman 2007; Koenker 2005; Murphy 2005.

² Rossman 2005 donne de façon très vivante des détails sur les grèves et les manifestations ouvrières au début des années 1930.

Parti, il a déterminé lui-même ce qui était nécessaire. Il a parfois vacillé, à cause de la maladie, de l'épuisement et du découragement, mais il ne pouvait pas accepter le fait que de décevoir les autres et lui-même à propos de son passé, à propos de ses camarades ou à propos de l'histoire du Parti, serait d'une utilité quelconque pour le Parti, pour les travailleurs ou pour la Révolution en laquelle il continuait à croire.
